



PROCES-VERBAL
CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU
mardi 02 avril 2019

Convocation du Conseil Municipal

du

02/04/2019

—

Le Conseil Municipal d'AURAY (56) est convoqué, pour une session qui s'ouvrira le 02/04/2019 à 19 HEURES 00 à la Mairie ; une convocation comportant l'ordre du jour est adressée individuellement à chaque Conseiller.

Fait à AURAY, le

Le Maire,

Joseph ROCHELLE

ORDRE DU JOUR

~~~~~

- 1- DGS - APPROBATION DU PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DE CONSEIL MUNICIPAL DU 12 MARS 2019 P.5
- 2- DGS - COMPAGNIE DES PORTS DU MORBIHAN - MODIFICATION DES STATUTS P.6
- 3- DSTS - MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE - GEMAPI P.21
- 4- DSTS - CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICES ENTRE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ET LA COMMUNE D'AURAY P.36
- 5- DF - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE ENTRE LA VILLE ET L'ASSOCIATION "L'ARGONAUTE" : AVENANT DE PROROGATION P.42
- 6- DF - MODIFICATION DE GARANTIES D'EMPRUNT AU PROFIT DE BRETAGNE SUD HABITAT AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS - RÉAMÉNAGEMENT DE PRÊTS P.47
- 7- DAGRH - INDEMNISATION DES TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉS A L'OCCASION DES SCRUTINS ÉLECTORAUX P.52
- 8- DSTS - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE - RAPPORTS ANNUELS D'ACTIVITÉ 2017 : ÉLIMINATION DES DÉCHETS, PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE, ASSAINISSEMENTS COLLECTIF ET NON COLLECTIF P.54
- 9- DSTS - DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC RÉSEAU DE CHALEUR ET CHAUDIÈRE BOIS DU GUMENEN - RAPPORT D'ACTIVITÉ POUR LA PÉRIODE DE CHAUFFE DU 01/07/2017 AU 30/06/2018 P.239
- 10- DSTS - SYNDICAT D'EAU DU MORBIHAN - RAPPORT D'ACTIVITÉ ANNUEL 2017 P.289
- 11- DSTS - GRDF - RAPPORT D'ACTIVITÉ ANNUEL 2017 P.328
- 12- DSTS - MORBIHAN ÉNERGIES - RAPPORT D'ACTIVITÉ ANNUEL 2017 P.334
- 13- DSTS - SYNDICAT MIXTE DU LOCH ET DU SAL - RAPPORT D'ACTIVITÉ ANNUEL 2017 P.375

## **SEANCE ORDINAIRE DU**

**02/04/2019**

**Le mardi 2 avril 2019 à 19 HEURES 00**, le Conseil Municipal de la Commune d'AURAY (Morbihan), légalement convoqué le mardi 26 mars 2019, s'est réuni en session ordinaire, à la Mairie, dans la salle des délibérations sous la présidence de Monsieur Joseph ROCHELLE, Maire.

La séance a été publique.

### **Etaient Présents à la présente délibération :**

Monsieur Joseph ROCHELLE, Monsieur Jean-Michel LASSALLE, Madame Aurélie QUEIJO, Monsieur Azais TOUATI, Madame Annie RENARD, Monsieur Jean Claude BOUQUET, Madame Pierrette LE BAYON, Monsieur Ronan ALLAIN, Madame Mireille JOLY, Monsieur Benoît GUYOT, Monsieur Armel EVANNO, Madame Valérie VINET-GELLE, Madame Marina LE ROUZIC, Monsieur Jean-Pierre GRUSON, Madame Marie-Noëlle POMMEREUIL, Monsieur Roland LE SAUCE, Madame Kaourintine HULAUD, Monsieur François GRENET, Madame Emmanuelle HERVIO, Monsieur Yazid BOUGUELLID, Monsieur Christian PELTAIS, Monsieur Mathieu LAMOUR, Madame Yvette PUREN, Monsieur André MABELLY, Monsieur Jean-Charles KERLAU

### **Absents excusés :**

Madame Valérie ROUSSEAU (procuration donnée à Monsieur Ronan ALLAIN),  
Monsieur Jean-Claude LARRIEU (procuration donnée à Madame Pierrette LE BAYON)

**Secrétaire de séance : Madame Marina LE ROUZIC**

**1- DGS - APPROBATION DU PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DE CONSEIL MUNICIPAL DU 12 MARS 2019**

Monsieur Joseph ROCHELLE, Maire, expose à l'assemblée :

Considérant qu'un exemplaire du procès-verbal du Conseil municipal du 12 mars 2019 a été transmis avec la convocation à chaque membre avant la séance.

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (27 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :  
Monsieur GOUEGOUX, Madame AOUCHICHE

Le Conseil municipal :

- **APPROUVE** le procès-verbal de la séance du 12 mars 2019

|                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Envoyé à la Sous-Préfecture le 09/04/2019<br>Compte-rendu affiché le 09/04/2019<br>Reçu par la Sous-Préfecture le 09/04/2019 |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

## **2- DGS - COMPAGNIE DES PORTS DU MORBIHAN - MODIFICATION DES STATUTS**

Monsieur Joseph ROCHELLE, Maire, expose à l'assemblée :

Par délégation du Département, la Compagnie des Ports du Morbihan est concessionnaire du port de Saint-Goustan à Auray.

Au 1<sup>er</sup> janvier 2019, la Compagnie disposait d'un capital de 4 084 593 € détenu à 82,12 % par le Département, les 17,88 % restants étant répartis entre 22 communes et groupements de communes.

Afin de renforcer le capital social à la hauteur du développement de la Compagnie des Ports du Morbihan, l'assemblée de la Compagnie des Ports du Morbihan devra se prononcer sur une augmentation du capital en numéraire par compensation de créances de 1 762 467 € grâce à l'émission de 25 543 actions nouvelles qui seront entièrement dévolues au Département du Morbihan, et, sur une modification corrélative de l'article 6 des statuts (capital social).

Le projet de rédaction du nouvel article 6 est joint en annexe.

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (19 voix pour),

8 abstention(s) :

Monsieur GRUSON, Madame POMMEREUIL, Monsieur LE SAUCE, Madame HULAUD, Monsieur GRENET, Madame HERVIO, Monsieur PELTAIS, Monsieur LAMOUR

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :

Monsieur GOUEGOUX, Madame AOUCHICHE

Le Conseil municipal :

- **APPROUVE** une augmentation de capital, avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires au profit du Département du Morbihan, d'un montant de 1 762 467 € sans prime d'émission. Le capital social serait porté de 4 084 593 € à 5 847 060 € par émission de 25 543 actions nouvelles ;

- **APPROUVE** le projet de modification de l'article 6 des statuts de la Compagnie des Ports du Morbihan tel qu'annexé ;

- **DONNE MANDAT** aux représentants de la commune (titulaire ou suppléant) d'approuver cette modification statutaire lors de la prochaine assemblée générale extraordinaire de la Compagnie des Ports du Morbihan.

# STATUTS SOCIETE ANONYME PUBLIQUE LOCALE COMPAGNIE DES PORTS DU MORBIHAN

## TITRE I

### FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREE

#### **ARTICLE 1<sup>er</sup> : FORME**

Il existe entre les collectivités territoriales et leurs groupements propriétaires des actions ci-après dénombrées, une société publique locale, régie par les dispositions de l'article L.1531-1 du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.), les dispositions du même code relatives aux sociétés d'économie mixte locales, les dispositions du Code de commerce applicables aux sociétés anonymes ainsi que par les présents statuts et tout autre règlement intérieur qui viendrait les compléter.

Les collectivités territoriales et leurs groupements seront désignés ci-après par les termes « collectivités territoriales ».

#### **ARTICLE 2 : OBJET**

La société, qui exerce ses activités exclusivement pour le compte de ses actionnaires, sur leur territoire et dans les limites de leurs compétences, a pour objet social l'étude, la gestion et l'exploitation, par voie de concession, d'affermage ou sous toute autre forme de conventions, d'équipements et d'ouvrages portuaires, touristiques ou de loisirs.

A ce titre, elle pourra réaliser les travaux d'aménagement, de construction, d'entretien et de réparation liés à la gestion ou à l'exploitation des ouvrages ou équipements qui lui sont confiés par ses actionnaires et entreprendre toutes actions ou opérations de nature à développer ou promouvoir l'exploitation desdits ouvrages ou équipements.

Elle pourra également réaliser des prestations de services, d'assistance, d'ingénierie, d'études ou de gestion au profit de ses actionnaires se rapportant à son objet social.

De manière générale, la société pourra procéder à toutes études, effectuer toutes opérations mobilières ou immobilières, civiles, commerciales ou financières se rapportant aux objets définis ci-dessus ou à tout objet similaire ou connexe.

#### **ARTICLE 3 : DENOMINATION**

La dénomination sociale est :

COMPAGNIE DES PORTS DU MORBIHAN.

Dans tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, la dénomination devra toujours être précédée ou suivie des mots « Société Anonyme Publique Locale » ou des initiales « SAPL » et de l'énonciation du montant du capital social.

#### **ARTICLE 4 : SIEGE SOCIAL**

Le siège social est fixé à VANNES, Rue Saint-Tropez - Hôtel du Département.

#### **ARTICLE 5 : DUREE**

La société exercera ses activités jusqu'au 24 janvier 2090, sauf en cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

## **TITRE II**

### **CAPITAL SOCIAL – ACTIONS**

#### **ARTICLE 6 : CAPITAL SOCIAL**

##### *Ancienne mention :*

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE MILLIONS QUATRE VINGT QUATRE MILLE CINQ CENT QUATRE VINGT TREIZE EUROS (4 084 593 €), divisé en cinquante neuf mille cent quatre vingt dix-sept (59 197) actions de soixante-neuf (69) euros chacune, souscrites en numéraire et par incorporation de réserves.

Conformément à la loi, il est détenu exclusivement par des collectivités territoriales. Il pourra être augmenté ou réduit dans les conditions prévues ci-dessous.

##### *Nouvelle mention :*

Le capital social est fixé à la somme de CINQ MILLIONS HUIT CENT QUARANTE SEPT MILLE SOIXANTE EUROS (5 847 060 €), divisé en quatre vingt quatre mille sept cent quarante (84 740) actions de soixante-neuf (69) euros chacune, souscrites en numéraire et par incorporation de réserves.

Conformément à la loi, il est détenu exclusivement par des collectivités territoriales. Il pourra être augmenté ou réduit dans les conditions prévues ci-dessous.

#### **ARTICLE 7 : MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL**

Le capital social peut être augmenté ou réduit conformément à la loi.

Au cas où des apports immobiliers sont effectués en nature par une collectivité publique ou un groupement de collectivités publiques, ils sont évalués par le Commissaires aux Apports après avis de l'Administration des Domaines.



## **ARTICLE 8 : LIBERATION DES ACTIONS**

Lors des augmentations de capital en numéraire, les souscriptions d'actions sont obligatoirement libérées du quart au moins de la valeur nominale.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel de fonds du conseil d'administration, dans un délai maximum de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Une libération anticipée du non-versée par des collectivités actionnaires sera considérée comme valable.

En cas de défaillance d'une collectivité actionnaire, il est fait application des dispositions de l'article L.1612-15 du Code général des collectivités territoriales.

En cas de retard de versements exigibles sur les actions non entièrement libérées à la souscription, il est dû à la société un intérêt au taux de 5 % calculé au jour le jour à partir du jour de l'exigibilité et cela sans mise en demeure préalable.

Cette pénalité n'est applicable que si les Collectivités Territoriales actionnaires n'ont pas pris, lors de la première réunion ou session de leur assemblée suivant l'appel de fonds, une délibération décidant d'effectuer le versement demandé et fixant les moyens financiers destinés à y faire face ; l'intérêt de retard sera décompté à partir du dernier jour de la réunion de l'organe délibérant de la collectivité concernée.

## **ARTICLE 9 : FORME DES ACTIONS**

Les versements sont constatés par un récépissé.

Les actions sont toutes nominatives ; elles sont indivisibles à l'égard de la société.

Il est ouvert au nom de chaque actionnaire dans les écritures de la société un compte d'inscription mentionnant notamment son adresse, le numéro d'ordre et la nature juridique de ses droits, les versements effectués.

Le changement de propriété des actions et éventuellement les actes de nantissement sont inscrits par ordre chronologique sur un registre paraphé tenu par la société.

## **ARTICLE 10 : DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

Les droits et obligations attachés aux actions suivent les titres dans quelque main qu'ils passent. Chaque action donne droit à une part égale dans la propriété de l'actif social, dans le partage des bénéfices et dans le boni de liquidation.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux décisions des assemblées générales.

Les créanciers d'un actionnaire ne peuvent requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions des assemblées générales.

## **ARTICLE 11 : CESSIION DES ACTIONS**

De quelque manière qu'elle ait lieu, à titre gratuit ou onéreux, la cession des actions à des collectivités territoriales non actionnaires est soumise à l'agrément du Conseil d'Administration dans les conditions prévues par les dispositions du Code de Commerce et notamment son article L 228-23.

Ces dispositions sont applicables en cas d'augmentation de capital à la cession des droits de préférence.

La cession des actions s'opère par une déclaration de transfert signée par le cédant et mentionnée sur un registre de la société. Toutefois s'il s'agit d'actions non entièrement libérées, une déclaration d'acceptation de transfert, signée par le cessionnaire, est nécessaire.

La société peut exiger que la signature des parties soit certifiée dans les conditions légales.

La cession des actions appartenant aux collectivités territoriales doit être autorisée par leur assemblée délibérante.

Tous les frais résultant du transfert sont à la charge du cessionnaire.

## **TITRE III**

### **ADMINISTRATION**

## **ARTICLE 12 : COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Conformément aux dispositions de l'article L.225-17 du Code de commerce le Conseil d'Administration se compose de 3 membres au moins et de 18 membres au plus. Le nombre de sièges est fixé dans les statuts.

En application de l'article L 1524-5 du code général des collectivités territoriales, toute collectivité territoriale a le droit au moins à un représentant au Conseil d'Administration.

Si le nombre maximum de membres du Conseil d'Administration, prévu à l'article L 225-17 du code de commerce, ne suffit pas à assurer, en raison de leur nombre, la représentation directe des collectivités territoriales ayant une participation réduite, elles sont réunies en assemblée spéciale.

Le nombre de sièges d'administrateurs est fixé à dix-huit (18) intégralement attribués aux collectivités territoriales et répartis entre elles en assemblées générale ordinaire proportionnellement à leur participation au capital social.

Les représentants des collectivités territoriales au Conseil d'Administration sont désignés par l'assemblée délibérante de ces collectivités, parmi ses membres et éventuellement relevés de leurs fonctions dans les mêmes conditions, conformément à la législation en vigueur.

Conformément à l'article L 1524-5 du code général des collectivités territoriales, la responsabilité civile résultant de l'exercice du mandat des représentants des collectivités territoriales au Conseil d'Administration incombe à ces collectivités. Lorsque ces représentants ont été désignés par l'assemblée spéciale, cette responsabilité incombe solidairement aux collectivités territoriales membres de cette assemblée.

La limite d'âge pour exercer les fonctions d'administrateur est fixée à quatre-vingts ans (80 ans) au moment de leur nomination.

### **ARTICLE 13 : CENSEURS**

Le Conseil d'administration peut nommer à la majorité des voix, pour une durée de trois ans renouvelable, un ou plusieurs censeurs.

Les censeurs assistent avec une voix consultative aux séances du Conseil d'Administration. Ils ne peuvent participer au décompte des voix et n'ont pas de voix délibérative.

Ils ne sont pas rémunérés.

### **ARTICLE 14 : DUREE DU MANDAT DES ADMINISTRATEURS**

Le mandat des représentants des collectivités territoriales et de leurs groupements actionnaires au Conseil d'Administration prend fin conformément aux dispositions de l'article R 1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

De plus, l'article L 1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales précise qu'en cas de fin légale de l'assemblée, le mandat de ses représentants au Conseil d'Administration est prorogé jusqu'à la désignation de leurs remplaçants par la nouvelle assemblée, leurs pouvoirs se limitant à la gestion des affaires courantes.

Les représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements actionnaires peuvent être relevés de leurs fonctions à tout moment par l'assemblée qui les a désignés, celle-ci étant tenue de pourvoir simultanément à leur remplacement et d'en informer le Conseil d'Administration.

En cas de vacance du siège qui lui a été attribué au conseil d'administration ou au conseil de surveillance, l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale ou du groupement actionnaire désigne son représentant lors de la première réunion qui suit cette vacance.

En cas de dissolution de l'assemblée délibérante d'une collectivité territoriale ou d'un groupement actionnaire, de démission de l'ensemble de ses membres ou d'annulation devenue définitive de l'élection de l'ensemble de ses membres, le mandat de ses représentants au conseil d'administration est prorogé jusqu'à la désignation de leurs remplaçants par la nouvelle assemblée.

Les représentants sortants sont rééligibles.

Les représentants des collectivités territoriales, membres du conseil d'administration, ne doivent pas être personnellement propriétaires d'actions.

### **ARTICLE 15 : ROLE ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil d'Administration nomme parmi ses membres un Président et s'il le juge utile, un ou plusieurs Vice-Présidents, élus pour la durée de leur mandat d'administrateur, dont les fonctions consistent, en cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, à présider et à convoquer les séances du Conseil ou des Assemblées, et un secrétaire qui peut être pris en dehors des actionnaires.

Le Président du Conseil d'Administration, collectivité territoriale, agit par l'intermédiaire du représentant qu'elle désigne pour occuper cette fonction.

Le Président ne peut être âgé de plus de quatre-vingt ans (80 ans) au moment de sa nomination.

## **ARTICLE 16 : DELIBERATIONS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur convocation de son Président ou, en son absence, d'un Vice-Président.

De plus, si le Conseil ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois, des administrateurs constituant au moins le tiers des membres du conseil peuvent demander au Président de le convoquer sur un ordre du jour déterminé.

Le Directeur Général peut également demander au Président de convoquer le Conseil d'Administration sur un ordre du jour déterminé.

Le Président est lié par ces demandes.

Les convocations sont faites au moyen d'une lettre adressée à chacun des administrateurs au moins cinq jours avant la réunion et mentionnant l'ordre du jour de celle-ci. Toutefois, en cas d'urgence, la convocation peut être faite sans délai, par tous moyens et même verbalement.

Le Conseil se réunit au siège social ou en tout autre endroit indiqué par la convocation sous la présidence de son Président ou, en cas d'empêchement, d'un de ses Vice-présidents ou du membre désigné par le Conseil pour le présider.

Le représentant d'une collectivité territoriale peut donner, par écrit, pouvoir à l'un de ses collègues de le représenter à une séance du conseil, mais chaque administrateur ne peut représenter qu'un seul de ses collègues.

La présence effective de la moitié au moins des membres composant le Conseil d'Administration est toutefois nécessaire pour la validité des délibérations.

Sauf majorité qualifiée prévue la loi ou les présents statuts, les délibérations sont prises à la majorité des voix des membres présents ou représentés, chaque administrateur disposant d'une voix et l'administrateur mandataire de l'un de ses collègues de deux voix. En cas partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Les représentants des collectivités territoriales siègent et agissent ès-qualités avec les mêmes droits et pouvoirs que les autres membres du conseil d'administration, tant vis-à-vis de la société que vis-à-vis des tiers.

## **ARTICLE 17 : POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Conseil d'Administration détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre.

Sous réserve des pouvoirs expressément attribués aux Assemblées d'Actionnaires et dans la limite de l'objet social, il se saisit de toute question intéressant la bonne marche de la société et règle par ses délibérations les affaires qui le concernent.

Il a notamment les pouvoirs propres suivants :

1. Il convoque les Assemblées Générales.
2. Il arrête les états de situations, les inventaires et les comptes qui doivent être soumis aux assemblées générales ; il statue sur toutes propositions à faire à ces assemblées et arrête leur ordre du jour.
3. Il autorise les conventions visées à l'article L 225-38 du code de commerce.
4. Il procède à la cooptation d'administrateurs.

5. Il nomme et révoque le Président du Conseil d'Administration et fixe sa rémunération.
6. Il nomme et révoque le Directeur Général et sur proposition du Directeur Général, il nomme et révoque les Directeurs Généraux Délégués. Il fixe leurs rémunérations.
7. Il répartit les jetons de présence alloués par l'Assemblée Générale.
8. Il autorise toutes cautions, avals et garanties.
9. Il décide à la majorité des deux tiers de toutes opérations autres que des prestations de services, demandées par des personnes non-actionnaires lorsque leur financement n'est pas assuré dans les conditions fixées par l'article L 1523-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.
10. Il peut conférer à un ou plusieurs de ses membres, ou à des tiers actionnaires ou non, tous mandats spéciaux pour un ou plusieurs objets déterminés.
11. Il décide du transfert du siège social dans le département, sous réserve de ratification par la prochaine assemblée générale ordinaire.

### **ARTICLE 18 : ROLE DU PRESIDENT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Le Président du Conseil d'Administration organise et dirige les travaux de celui-ci, dont il rend compte à l'assemblée générale. Il veille au bon fonctionnement des organes de la société et s'assure, en particulier, que les administrateurs sont en mesure de remplir leur mission.

Les représentants des collectivités territoriales ne peuvent, dans l'administration de la société, remplir des mandats spéciaux, recevoir une rémunération pour l'exercice de leurs fonctions ou bénéficier d'avantages particuliers qu'en vertu d'une délibération de l'assemblée qui les a désignés. Ils ne peuvent, sans la même autorisation, accepter de fonctions dans la société telles que celles de Président du Conseil d'Administration ou de Président exerçant la fonction de Direction Générale.

### **ARTICLE 19 : DIRECTION GENERALE**

Conformément aux dispositions légales, la direction générale de la société est assumée sous sa responsabilité, soit par le Président du Conseil d'Administration, qui prend alors le titre de Président-Directeur-Général soit par une autre personne physique nommée par le Conseil d'Administration et portant le titre de Directeur Général.

Le choix entre ces deux modalités d'exercice de la direction générale est effectué par le Conseil d'Administration qui doit en informer les actionnaires et les tiers dans les conditions réglementaires.

La délibération du Conseil d'Administration relative au choix de la modalité d'exercice de la direction générale est prise à la majorité des administrateurs présents ou représentés.

L'option retenue par le Conseil d'Administration ne peut être remise en cause que lors du renouvellement ou du remplacement du Président du Conseil d'Administration assumant les fonctions de Directeur Général, ou à l'expiration du mandat du Directeur Général.

A l'expiration de ce délai, le Conseil d'Administration doit délibérer sur les modalités d'exercice de la direction générale.

Le changement de modalité d'exercice de la direction générale n'entraîne pas une modification des statuts.

## **ARTICLE 20 : DIRECTEUR GENERAL**

En fonction du choix effectué par le Conseil d'Administration, la direction générale peut être exercée soit par le Président du Conseil d'Administration (personne physique ou collectivité territoriale), soit par une autre personne physique, actionnaire ou non.

Lorsque le Conseil d'Administration choisit la dissociation des fonctions de Président et de Directeur Général, il procède à la nomination du Directeur Général, fixe la durée de son mandat, détermine sa rémunération et, le cas échéant, les limitations de ses pouvoirs.

Pour l'exercice de ses fonctions, le Directeur Général doit être âgé de moins de quatre-vingts ans (80 ans). Lorsqu'en cours de fonctions, cette limite d'âge aura été atteinte, le Directeur Général sera réputé démissionnaire d'office et il sera procédé à la désignation d'un nouveau Directeur Général.

Le Directeur Général est révocable à tout moment par le Conseil d'Administration. Lorsque le Directeur Général n'assume pas les fonctions de Président du Conseil d'Administration, sa révocation peut donner lieu à dommages-intérêts, si elle est décidée sans juste motif.

Le Directeur Général est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société. Il exerce ces pouvoirs dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux que la loi attribue expressément aux Assemblées d'Actionnaires et au Conseil d'Administration.

Il peut être autorisé par le Conseil d'Administration à consentir les cautions, avals et garanties données par la Société dans les conditions et limites fixées par la réglementation en vigueur.

Le Directeur Général représente la Société dans ses rapports avec les tiers. La Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

## **ARTICLE 21 : DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES**

Sur proposition du Directeur Général, le Conseil d'Administration peut nommer une ou plusieurs personnes physiques chargées d'assister le Directeur Général, avec le titre de Directeur Général Délégué.

Le nombre maximum des Directeurs Généraux Délégués est fixé à cinq (5).

Les directeurs Généraux Délégués sont soumis aux mêmes dispositions concernant la limite d'âge que le directeur général.

Le Conseil d'Administration détermine, en accord avec le Directeur Général, l'étendue et la durée des pouvoirs conférés aux Directeurs Généraux Délégués. Il fixe également leur rémunération.

## **ARTICLE 22 :REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS DU PRESIDENT, DU DIRECTEUR GENERAL, DES DIRECTEURS GENERAUX DELEGUES ET MANDATAIRES**

Les représentants des collectivités territoriales, exerçant les fonctions d'administrateurs, de Président du conseil d'administration et de Président assurant les fonctions de directeur général, doivent être autorisés par une délibération expresse de l'assemblée qui les a désignés à percevoir une rémunération ou des avantages particuliers. Cette délibération fixe le montant

maximum des rémunérations ou avantages susceptibles d'être perçus ainsi que la nature des fonctions qui les justifient.

## **ARTICLE 23 : SIGNATURES**

Tous les actes qui engagent la société, ceux autorisés par le Conseil, les mandats, retraits de fonds, souscriptions, endos ou acquits d'effets de commerce ainsi que les demandes d'ouverture de comptes bancaires ou de chèques postaux sont signés par l'une des personnes investies de la direction générale ou par tout fondé de pouvoir habilité à cet effet.

## **ARTICLE 24 : CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR, SON DIRECTEUR GENERAL, UN DIRECTEUR GENERAL DELEGUE OU UN ACTIONNAIRE**

### 1°/ Conventions soumises à autorisation

Toute convention intervenant directement ou indirectement ou par personne interposée entre la Société et son Directeur Général, l'un de ses Directeurs Généraux Délégués, l'un de ses administrateurs, l'un de ses actionnaires disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration.

Il en est de même des conventions auxquelles une des personnes visées ci-dessus est indirectement intéressée.

Sont également soumises à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration, les conventions intervenant entre la Société et une entreprise, si le Directeur Général, l'un des Directeurs Généraux Délégués ou l'un des administrateurs de la Société est propriétaire, associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, membre du conseil de surveillance ou de façon générale dirigeant de cette entreprise.

Ces conventions doivent être autorisées et approuvées dans les conditions légales.

L'administrateur intéressé est tenu d'informer le Conseil dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

### 2°/ Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit aux administrateurs autres que les personnes morales, au Directeur Général et aux Directeurs Généraux Délégués ainsi qu'aux représentants permanents des personnes morales administrateurs de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants des personnes ci-dessus ainsi qu'à toute personne interposée.

### 3°/ Conventions courantes

Les conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales ne sont pas soumises à la procédure légale d'autorisation et d'approbation.

## **TITRE IV**

### **COMMISSAIRES AUX COMPTES NOMINATION – DUREE DU MANDAT**

#### **ARTICLE 25**

L'assemblée générale ordinaire désigne un ou plusieurs commissaires aux comptes chargés de remplir la mission qui leur est confiée par la loi.

## **TITRE V**

### **ASSEMBLEES GENERALES DISPOSITIONS COMMUNES AUX ASSEMBLEES GENERALES**

#### **ARTICLE 26 : DISPOSITIONS COMMUNES AUX ASSEMBLEES GENERALES**

L'assemblée générale régulièrement constituée représente l'universalité des actionnaires. Ses décisions sont obligatoires pour tous, même pour les absents, les dissidents ou les incapables.

Elle se compose de tous les actionnaires quel que soit le nombre d'actions qu'ils possèdent sous réserve que ces actions soient libérées des versements exigibles.

Les titulaires d'actions peuvent assister aux assemblées générales sans formalité préalable.

Les collectivités territoriales sont représentées aux Assemblées Générales par un délégué ayant reçu pouvoir à cet effet et désigné dans les conditions fixées par la législation en vigueur.

#### **ARTICLE 27 : CONVOCATION DES ASSEMBLEES GENERALES**

Les convocations sont faites par lettre adressée à chacun des actionnaires, dans les formes fixées par la législation en vigueur.

#### **ARTICLE 28 : PRESIDENCE DES ASSEMBLEES GENERALES**

Sauf dans le cas où la loi désigne un autre Président, l'Assemblée Générale est présidée par le Président du Conseil d'Administration. En cas d'empêchement temporaire ou de décès du Président, elle est présidée par l'un de ses Vice-Présidents, ou par un administrateur désigné par le Conseil. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

#### **ARTICLE 29 : REUNIONS DES ASSEMBLEES GENERALES**

Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le Conseil d'Administration, soit par les personnes visées à l'article L 225-103 du Code de Commerce.



### **ARTICLE 30 : QUORUM ET MAJORITES A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

L'assemblée générale ordinaire ne délibère valablement que si elle est composée d'un nombre d'actionnaires représentant le cinquième au moins du capital social.

Si ces conditions ne sont pas remplies, l'assemblée est convoquée de nouveau. Dans cette seconde réunion, les délibérations sont valables quel que soit le nombre des actions représentées.

Elle statue à la majorité des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés.

### **ARTICLE 31 : ASSEMBLEES GENERALES EXTRAORDINAIRES**

Toute modification aux dispositions des statuts doit être approuvée par l'assemblée générale extraordinaire.

### **ARTICLE 32 : QUORUM ET MAJORITE A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

L'assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions.

Elle ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins, sur première convocation, le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote.

A défaut de ce dernier quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée.

Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés, y compris les actionnaires ayant voté par correspondance.

## **TITRE VI**

### **INVENTAIRE, BENEFICES, RESERVES**

#### **ARTICLE 33 : EXERCICE SOCIAL**

L'exercice social couvre douze mois. Il commence le 1er Janvier.

#### **ARTICLE 34 : INVENTAIRE, BILAN, COMPTE D'EXPLOITATION GENERALE**

Les comptes de la société sont ouverts conformément au plan comptable général ou au plan comptable particulier correspondant à l'activité de la société lorsqu'un tel plan a été établi et approuvé par l'Administration.

Les documents comptables établis annuellement comprenant l'inventaire, le compte de résultats, le bilan et ses annexes sont transmis au commissaire aux comptes, dans les 15 jours de leur approbation par l'assemblée générale ordinaire.

## **TITRE VII**

### **CONTROLE – INFORMATION – CONTROLE ANALOGUE**

#### **ARTICLE 35 : REPRESENTANT DE L'ETAT – INFORMATION**

Les délibérations du Conseil d'Administration et des Assemblées Générales sont communiquées dans les quinze jours suivants leur adoption, au représentant de l'Etat dans le Département du siège social de la Société.

Il en est de même des contrats visés à l'article L 1523-2 du Code Général des Collectivités Territoriales ainsi que les comptes annuels et des rapports du Commissaire aux Comptes.

La saisine de la Chambre Régionale des Comptes par le représentant de l'Etat dans les conditions prévues aux articles L 1524-2 du Code Général des Collectivités Territoriales et L 235-1 du Code des Juridictions Financières, entraîne une seconde lecture par le Conseil d'Administration ou par l'Assemblée Générale de la délibération contestée.

#### **ARTICLE 36 : MODALITES PARTICULIERES DE CONTROLE ANALOGUE DE LA SOCIETE**

Le statut de la Société Publique Locale permet aux collectivités actionnaires d'exercer sur la Société un contrôle analogue à celui qu'elles exercent sur leurs propres services tenant, notamment :

- aux modalités de réalisation et de suivi des opérations de vie sociale;
- à la gouvernance de la Société;
- aux pouvoirs dévolus au conseil d'administration lequel détermine les orientations de l'activité de la société et veille à leur mise en œuvre.
- aux conventions passées entre la Société et ses collectivités.

Toutes les collectivités actionnaires sont représentées au Conseil d'administration soit directement soit par l'intermédiaire de l'assemblée spéciale, soit, le cas échéant en tant que censeur, ce qui leur permet d'exercer un contrôle collégial de la Société.

Toute convention passée entre la société et ses actionnaires est soumise à l'approbation du conseil d'administration.

Chacune de ces conventions prévoit les modalités de contrôle de la Collectivité ou du Groupement actionnaire sur les conditions d'exécution de la convention par la Société et, notamment, le compte rendu annuel à remettre par la Société à la collectivité.

Un règlement intérieur est établi pour définir les modalités particulières de contrôle des collectivités territoriales :

- en matière d'orientations stratégiques de la société,
- en matière de gouvernance et de vie sociale
- en matière d'activités opérationnelles

### **ARTICLE 37 : RAPPORT ANNUEL DES ELUS**

Les représentants des collectivités territoriales doivent présenter aux collectivités dont ils sont les mandataires, un rapport écrit, au minimum une fois par an, sur la situation de la société conformément à l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales.

### **ARTICLE 38 : MODIFICATIONS STATUTAIRES**

A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société publique Locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité.

## **TITRE VIII**

### **ARTICLE 39 : DISSOLUTION - LIQUIDATION**

A l'expiration de la société, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale règle, sur proposition du conseil d'administration, le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs.

La nomination d'un liquidateur met fin aux pouvoirs des administrateurs.

Après dissolution de la société, il ne peut être apposé de scellés ni exigé d'autres inventaires que ceux faits en conformité des statuts.

## **TITRE IX**

### **ARTICLE 40 : CONTESTATIONS**

Toutes les contestations qui peuvent s'élever pendant la durée de la société ou au cours de la liquidation, soit entre les actionnaires eux mêmes au sujet des affaires sociales, soit entre les actionnaires et la société, sont soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

A cet effet, en cas de contestation, tout actionnaire est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du tribunal du siège de la société.

### **ARTICLE 41 : PUBLICATIONS**

Pour faire les dépôts et publications prescrits par la loi en matière de constitution de société, tous pouvoirs sont donnés aux porteurs d'expéditions ou d'extraits ou de copies, tant des présents statuts que des actes et délibérations constitutifs qui y feront suite.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 09/04/2019  
Compte-rendu affiché le 09/04/2019  
Reçu par la Sous-Préfecture le 09/04/2019

### **3- DSTS - MODIFICATION DES STATUTS DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE - GEMAPI**

Monsieur Jean Claude BOUQUET, 5ème Adjoint, expose à l'assemblée :

Le conseil communautaire a adopté à l'unanimité, le 9 novembre dernier, de nouveaux statuts en application de l'article L.5214-16 du Code général des collectivités territoriales et de l'article 63 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016.

En effet, la communauté de communes AQTA exerce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, la compétence obligatoire dite de « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (GEMAPI). Il s'agit sur ce point d'une simple mise à jour des statuts.

Aux termes de l'article L.211-7-I-bis du Code de l'Environnement, cette compétence obligatoire comprend les missions suivantes, parmi les 12 missions définies à l'article L.211-7-I :

- 1° - *Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique,*
- 2° - *Entretien et aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau,*
- 5° - *Défense contre les inondations et contre la mer,*
- 8° - *Protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines.*

Les huit autres missions définies à l'article L.211-7-I du Code de l'environnement constituent des compétences communales dont le transfert à la Communauté de communes n'a pas été rendu obligatoire et n'a pas été opéré à ce jour.

Seule la compétence prévue au 12° de l'article L.211-7-I a été partiellement transférée comme compétence facultative à la Communauté de communes en ces termes :

*« l'animation et la conception dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique :*

- *Adhésion au SAGE du Golfe du Morbihan et de la Ria d'Étel et au SAGE BLAVET »*

Une étude technique, financière et juridique a été lancée à la fin de l'année 2017 afin notamment d'étudier les conditions d'exercice des différentes missions prévues à l'article L.211-7-I sur le territoire communautaire, et élaborer des scénarii quant aux conditions futures d'exercice de la compétence GEMAPI au regard des missions proposées à l'article L.211-7-I qui ne sont pas intégrées dans les statuts de la Communauté de communes.

Cette étude visait à permettre la mise en place à terme d'un exercice cohérent de ces missions sur le territoire communautaire.

L'étude a permis de constater notamment que la Communauté de communes, ainsi que plusieurs syndicats, à savoir le syndicat mixte de la Ria d'Étel, le syndicat de la Vallée du Blavet et le syndicat mixte du Loch et du Sal, exercent diverses missions entrant dans les missions définies à l'article L.211-7-I, en particulier les missions hors GEMAPI, qu'il est nécessaire de maintenir dans le cadre d'une nouvelle organisation.

Plusieurs scénarii ont donc été étudiés pour mettre en place une organisation des compétences et interventions entre les différents acteurs assurant le maintien de ces actions dans un cadre cohérent.

Après examen de ces différents scénarii, il a été proposé que la Communauté de communes reprenne plusieurs des missions facultatives de l'article L.211-7-I.

Plus précisément, la Communauté de communes propose d'exercer les missions suivantes de l'article L.211-7-I :

- 4° - *Maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols,*
- 6° - *Lutte contre la pollution,*
- 11° - *Mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques,*
- 12° - *Animation et concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique.*

L'intégration de ces compétences facultatives dans les statuts d'AQTA permettra une mise en œuvre cohérente des actions à mener.

A terme, il est prévu que :

- les missions prévues aux 4°, 6°, 11° et 12° de l'article L.211-7-I soient portées directement par AQTA, notamment sur le territoire du syndicat du Loch et du Sal qui est appelé à disparaître,
- Ces mêmes missions soient exercées par le syndicat mixte de la Ria d'Étel sur son territoire, à l'exception du suivi de la qualité des eaux (exutoires pluviaux) et des actions relatives au suivi, à la protection et à la gestion du bocage.

En ce qui concerne la mission de « *Maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols* » visée au 4° de l'article L.211-7-I du Code de l'environnement, il est précisé qu'elle concerne par exemple la mise en œuvre de programmes de gestion du ruissellement en zones naturelles ou agricoles ou d'entretien du bocage.

**La mission définie à l'article L.211-7-I est distincte de la compétence de « gestion des eaux pluviales urbaines » définie à l'article L.2226-1 du Code général des collectivités territoriales, qui porte sur la collecte, le transport, le stockage et le traitement des eaux pluviales des aires urbaines. La compétence « gestion des eaux pluviales urbaines » est donc une compétence communale.**

Il est également précisé que l'animation et le portage du SAGE, rattachés au 12° de l'article L.211-7-I, sont exercés avec l'adhésion au SAGE du Golfe du Morbihan et de la Ria d'Étel et au SAGE BLAVET.

En application de l'article L.5211-17 du CGCT, le transfert de ces compétences nécessite des délibérations concordantes du Conseil communautaire et des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de la Communauté de communes.

La majorité requise est de deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou au moins la moitié des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population. Cette majorité doit nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale concernée.

**La Communauté de communes AQTA a notifié le 25 janvier 2019, la délibération prise en date du 9 novembre 2018 à cet effet. Le Conseil municipal dispose d'un délai de 3 mois pour se prononcer sur cette modification statutaire. A défaut, la décision est réputée favorable.**

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L.5211-17 ;

Vu les statuts de la Communauté de communes d'Auray Quiberon Terre Atlantique tels qu'approuvés par Monsieur le Préfet du Morbihan dans ses arrêtés des 4 janvier et 24 juillet 2018 ;

Vu la délibération n°2018DC/413 en date du 9 novembre 2018 de la Communauté de communes AQTA relative aux modifications statutaires des compétences de Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations dites « GEMAPI » ;

Vu l'avis favorable de la commission « Environnement et développement durable » du 18 mars 2019,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (27 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :  
Monsieur GOUÉGOUX, Madame AOUCHICHE

Le Conseil municipal :

- **ÉMET** un avis favorable aux modifications des statuts de la Communauté de communes d'Auray Quiberon Terre Atlantique conformément à sa délibération n°2018DC/143 prise en date du 9 novembre 2018 ;

- **APPROUVE** en conséquence les statuts modifiés annexés à la présente délibération.

Communauté de Communes  
AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE

DELIBERATION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

SEANCE DU 9 NOVEMBRE 2018

N° 2018DC/143 – Feuillet 1

Date de convocation : 31 octobre 2018

|                          |               |              |
|--------------------------|---------------|--------------|
| Membres en exercice : 57 | Présents : 41 | Votants : 51 |
|--------------------------|---------------|--------------|

**Compétences de « Gestion des Milieux Aquatiques et  
Prévention des Inondations » (GEMAPI) :  
modifications statutaires**

L'an deux mille dix-huit, le neuf novembre à neuf heures trente, le Conseil communautaire légalement convoqué, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Philippe LE RAY, Président, dans la salle du Petit théâtre à AURAY.

**Étaient présents :** Ronan ALLAIN, Annie AUDIC, Bernard BODIC, Paul CHAPEL, Michel COUTURIER, Bernadette DESJARDINS, Amélie FUSIL-DE ROBIANO, Elisabeth GOUELLO, Mireille GRENET, Jean-Michel GUEDO, Yvonnick GUEHENNEC, Jean-François GUEZET, Marie-Pierre HELOU, Guy HERCEND, Fay HURLEY, Roger JOFES, Jean-Pierre KERBART, Pierrette LE BAYON, Chantal LE BIHAN-LE PIOUSSE, Pascal LE CALVE, François LE COTILLEC, Ronan LE DELEZIR, Laurence LE DUVEHAT, Lénaïck LE PORT-HELLEC, Philippe LE RAY, Marie-Lise LE ROUX, Jean-Luc LE TALLEC, Jessica LE VISAGE, Olivier LEPICK, Chantal MAHIEUX, Christiane MOULART, Gérard PIERRE, Gérard PILLET, Aurélie QUEIRO, Dominique RIGUIDEL, Fabrice ROBELET, Joseph ROCHELLE, Odile ROSNARHO, Marie-Éliane ROZO, Monique THOMAS, Azaïs TOUATI.

**Absents ayant donné pouvoir :** Jean-Luc CHIFFOLEAU à Monique THOMAS, Hélène CODA-POIREY à Guy HERCEND, Roland GASTINE à Marie-Pierre HELOU, Bruno GOASMAT à Christiane MOULART, Bernard HILLIET à Marie-Éliane ROZO, Michel JALU à Odile ROSNARHO, Jean-Maurice MAJOU à Elisabeth GOUELLO, Aurélie RIO à Philippe LE RAY, Franck VALLEIN à Marie-Lise LE ROUX, Valérie VINET-GELLE à Aurélie QUEIRO.

**Absents excusés :** Jean-Michel BELZ, Serge CUVILLIER, François GRENET, Kaourintine HULAUD, Michel JEANNOT, Andrée VIELVOYE.

Le quorum étant atteint, l'Assemblée peut délibérer valablement.

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment les articles L. 5211-17 et L. 5214-16 ;

Vu le Code de l'environnement, et notamment l'article L. 211-7 ;



## N° 2018DC/143 – Feuille 2

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (dite loi « MAPTAM »), et notamment son article 59 créant la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et la Prévention des Inondations ;

Vu la Loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle organisation Territoriale de la République (dite loi NOTRe), et notamment son article 76 repoussant la date de prise de la compétence au 1er janvier 2018 ;

Vu les arrêtés de M. le Préfet du Morbihan du 4 janvier 2018 autorisant la modification des statuts de la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique et du 24 juillet 2018 portant composition de l'organe délibérant d'Auray Quiberon Terre Atlantique ;

Vu la délibération n°2018DC/015 du Conseil communautaire en date du 15 février 2018 relative à la mise en œuvre de la compétence GEMAPI ;

Vu le projet de statuts de la Communauté de communes modifié pour intégrer les compétences nouvelles ;

Considérant que la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique exerce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018, en application de l'article L. 5214-16 du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et de l'article 63 de la loi n°2016-1087 du 8 août 2016, la compétence obligatoire dite de « Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations » (GEMAPI) ;

Considérant qu'aux termes de l'article L. 211-7-I-bis du Code de l'environnement, cette compétence obligatoire comprend les missions suivantes, parmi les 12 missions définies à l'article L. 211-7-I :

- 1° - Aménagement d'un bassin ou d'une fraction de bassin hydrographique,
- 2° - Entretien et aménagement d'un cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau, y compris les accès à ce cours d'eau, à ce canal, à ce lac ou à ce plan d'eau,
- 5° - Défense contre les inondations et contre la mer,
- 8° - Protection et restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides ainsi que des formations boisées riveraines ;

Considérant que les huit autres missions définies à l'article L. 211-7-I du Code de l'environnement constituent des compétences communales dont le transfert à la Communauté de communes n'a pas été rendu obligatoire, et n'a donc pas été opéré à ce jour ;

Considérant que seule la compétence prévue au 12° de l'article L. 211-7-I a été partiellement transférée comme compétence facultative à la Communauté de communes en ces termes :

« L'animation et la concertation dans le domaine de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique :

- Adhésion au SAGE du Golfe du Morbihan et de la Ria d'Étel et au SAGE BLAVET » ;

Considérant qu'une étude technique, financière et juridique a été lancée à la fin de l'année 2017 afin notamment d'étudier les conditions d'exercice des différentes missions prévues à l'article L. 211-7-I sur le territoire de la Communauté de communes, et d'élaborer des scénarios quant aux conditions futures d'exercice tant de la compétence GEMAPI que des autres missions prévues à l'article L. 211-7-I qui ne sont pas intégrées à cette compétence ;

Considérant que cette étude visait à permettre la mise en place à terme d'un exercice cohérent de ces missions sur le territoire communautaire, ainsi que sur les bassins versants qui concernent A la Communauté de communes ;

Considérant que l'étude a permis de constater notamment que la Communauté de communes, ainsi que plusieurs syndicats, à savoir le Syndicat mixte de la Ria d'Étel, le Syndicat de la Vallée du Blavet et le syndicat mixte du Loch et du Sal, exercent diverses actions entrant dans les missions définies à l'article L. 211-7-I, en particulier les missions hors GEMAPI, qu'il est nécessaire de maintenir dans le cadre d'une nouvelle organisation ;

Considérant que plusieurs scénarii ont donc été étudiés pour mettre en place une organisation des compétences et interventions entre les différents acteurs assurant le maintien de ces actions dans un cadre cohérent ;

Considérant qu'après examen de ces différents scénarios, il a été proposé que la Communauté de communes reprenne plusieurs des missions facultatives de l'article L. 211-7-I ;

Considérant qu'il est proposé le transfert par les communes membres à la Communauté de communes des missions suivantes de l'article L. 211-7-I :

- 4° - Maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols,
- 6° - Lutte contre la pollution,
- 11° - Mise en place et l'exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques,
- 12° - Animation et concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique ;

Considérant que le transfert de ces compétences à la Communauté de communes permettra en effet ensuite une mise en œuvre cohérente des actions à mener dans ce cadre, en lien avec les syndicats de bassin versant ;

Considérant qu'à terme, il est ainsi prévu que :

- Les missions prévues aux 4°, 6°, 11° et 12° de l'article L. 211-7-I soient portées directement par AQTA, notamment sur le territoire du Syndicat mixte du Loch et du Sal qui est appelé à disparaître,
- Ces mêmes missions soient exercées par le Syndicat Mixte de la Ria d'Étel sur son territoire, à l'exception du suivi de la qualité des eaux (exutoires pluviaux) et des actions relatives au suivi, à la protection et à la gestion du bocage ;

Considérant que concernant la mission de « Maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols » visée au 4° de l'article L. 211-7-I du code de l'environnement, il est précisé qu'elle concerne par exemple la mise en œuvre de programmes de gestion du ruissellement en zones naturelles ou agricoles ou d'entretien du bocage ;

Considérant que la mission définie à l'article L.211-7-I-4° est distincte de la compétence de « gestion des eaux pluviales urbaines », définie à l'article L. 2226-1 du Code général des collectivités territoriales, qui porte sur la collecte, le transport, le stockage et le traitement des eaux pluviales des aires urbaines ;

Considérant qu'il est également précisé que l'animation et le portage du SAGE, rattachés au 12° de l'article L. 211-7-I, sont exercées avec l'adhésion au SAGE du Golfe du Morbihan et de la Ria d'Étel et au SAGE BLAVET ;

Considérant que les statuts sont modifiés pour faire mention de la compétence GEMAPI, évoquée ci-avant, qui a été transférée à la Communauté de communes de par la loi au 1<sup>er</sup> Janvier 2018. Il s'agit sur ce point d'une simple mise à jour des statuts ;

Considérant qu'en application de l'article L. 5211-17 du CGCT, le transfert de ces compétences nécessite des délibérations concordantes du Conseil communautaire et des conseils municipaux se prononçant dans les conditions de majorité requise pour la création de la Communauté de communes ;

Considérant que la majorité requise est de deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population. Cette majorité doit nécessairement comprendre le conseil municipal de la commune dont la population est la plus nombreuse, lorsque celle-ci est supérieure au quart de la population totale concernée (art. L. 5211-5 du CGCT) ;

Considérant qu'à compter de la notification de la présente délibération du conseil communautaire aux maires, les communes disposeront de trois mois pour se prononcer sur le transfert, l'absence de délibération valant accord ;

Considérant que la modification des statuts sera ensuite entérinée par arrêté préfectoral ;

Considérant qu'une fois cette procédure mise en oeuvre, il sera nécessaire de procéder aux formalités requises par le transfert de compétence, notamment pour le transfert du personnel et des biens ;

Considérant qu'il est rappelé que le transfert de compétences implique de ce point de vue la mise à disposition de plein droit des biens meubles et immeubles, équipements et services publics utilisés à la date du transfert et nécessaires pour l'exercice des compétences ;

Considérant que la Communauté de communes sera substituée de plein droit aux communes dans tous leurs actes et délibérations. Les contrats seront exécutés dans les mêmes conditions ;

Considérant que l'article 9 des statuts relatifs à la composition du Conseil est mis en cohérence avec les dispositions de l'arrêté préfectoral du 24 juillet 2018 ;

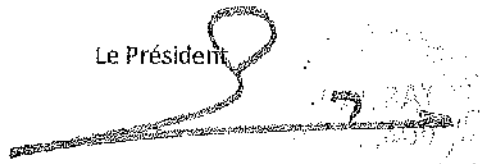
Après avoir entendu le rapport de Mme Annie AUDIC, Vice-présidente, Déléguée à la Politique des bassins versants et protection des milieux, et au Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC) ;

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil communautaire DECIDE :

- d'approuver le transfert des compétences visées aux 4°, 6°, 11° et 12° de l'article L. 211-7-I du Code de l'environnement ;
- d'approuver les modifications aux statuts de la Communauté de communes en résultant ;
- de solliciter les communes pour délibérations sur ce transfert conformément à l'article L. 5211-17 du CGCT ;
- d'autoriser M. le Président à signer tout document y afférent et à prendre toute mesure nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte transmis au contrôle de légalité et publié au recueil des actes administratifs le : 20 DEC. 2018

Le Président



Philippe LE RAY

## STATUTS AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE

### Article 1 : Dénomination

La Communauté de communes créée en application des dispositions des articles L. 5214-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prend la désignation d'**AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE** et regroupe les Communes de :

- Auray
- Belz
- Brech
- Camors
- Carnac
- Crach
- Erdeven
- Etel
- Hoedic
- Ile d'Houat
- Landaul
- Landévant
- Locmariaquer
- Locoal-Mendon
- Ploemel
- Plouharnel
- Plumergat
- Pluneret
- Pluvigner
- Quiberon
- Sainte-Anne d'Auray
- Saint-Philibert
- Saint-Pierre Quiberon
- Trinité-sur-Mer

D'autres communes pourront adhérer à cette communauté de communes, en application des dispositions de l'article L. 5211-18 du CGCT.

### Article 2 : Durée

La Communauté de communes est créée pour une durée illimitée.

### Article 3 : Sièges

Son siège est fixé à BRECH, Espace Tertiaire de Porte Océane II, 40 rue du Danemark. Cependant, le Bureau et le Conseil pourront valablement se réunir et délibérer dans l'une ou l'autre des communes adhérentes.

### Article 4 : Fonctionnement du Conseil

Les dispositions relatives au fonctionnement du Conseil municipal sont applicables au fonctionnement du Conseil communautaire sous réserve des dispositions qui lui sont propres.

Le Conseil de communauté peut déléguer une partie de ses attributions au Bureau, au Président ou aux Vice-présidents ayant reçu délégation dans les conditions prévues à l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### Article 5 : Bureau communautaire

Le Bureau comprend au moins un délégué par Commune. Il est composé d'un Président et de 15 Vice-présidents.

Le Président, les Vice-présidents ayant reçu délégation ou le Bureau peuvent recevoir délégation d'une partie des attributions du Conseil de communauté conformément aux dispositions de l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

### Article 6 : Périodicité des assemblées

Le Conseil se réunit au moins une fois par trimestre. Le Président peut convoquer le Conseil chaque fois qu'il le juge utile.

### Article 7 : Compétences

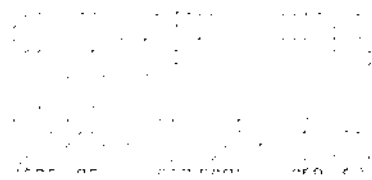
La Communauté de communes a pour compétences :

#### COMPETENCES OBLIGATOIRES :

*En application de l'article L. 5214-16 du CGCT, la Communauté de communes exerce de plein droit, en lieu et place des Communes-membres, les compétences relevant de chacun des groupes suivants :*

#### 1 – Aménagement de l'espace :

- Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, y compris les actions en faveur du développement des technologies de l'information et de la communication ;
- Schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur,



## 2 – Développement économique ;

- Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L. 4251-7 du Code général des collectivités territoriales ;
- La création, l'aménagement, l'extension, l'entretien, la requalification et la gestion des Zones d'Activités industrielles, commerciales, artisanales, tertiaires, touristiques ou portuaires ou aéroportuaires ;
- Politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ;
- L'étude, la construction, le financement et l'entretien d'immobilier d'entreprise d'intérêt communautaire en vue de favoriser la création et le développement d'entreprises sur le territoire ;
- Gestion d'équipements économiques d'intérêt communautaire ;
- La promotion touristique dont la création d'offices de tourisme ;
- La préservation et le développement durable des activités liées à la conchyliculture, la pêche et l'agriculture d'intérêt communautaire.

3 - Gestion des milieux aquatiques et prévention des inondations, dans les conditions prévues à l'article L. 211-7 du Code de l'environnement

4 – Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;

5 – Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés.

## COMPETENCES OPTIONNELLES :

*En application de l'article L. 5214-16 du CGCT, la Communauté de communes exerce de plein droit, en lieu et place des Communes-membres, pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire, les compétences relevant de chacun des groupes suivants :*

1 – Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie ;

2 – Politique du logement et du cadre de vie ;

3 – Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire ;

4 – Action sociale d'intérêt communautaire ;

- Santé / social
- Insertion
- Emploi / formation
- Petite enfance

5- Eau ;

6- Création et gestion de réseaux de services au public et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

**COMPETENCES FACULTATIVES :**

*La Communauté de communes exerce de plein droit, en lieu et place des Communes-membres les compétences relevant de chacun des groupes suivants :*

**1. Politique culturelle et sportive d'intérêt communautaire ;**

En matière de construction, entretien et fonctionnement d'équipements culturels et sportifs, sont déclarées d'intérêt communautaire :

- Etude, construction, aménagement, entretien et gestion des équipements sportifs suivants:
  - centre aquatique situé sur la commune d'Auray,
  - pôle tennistique situé sur la commune d'Erdeven,
  - pôle nautique situé sur la commune d'Étel.
- Etude, construction, entretien et fonctionnement de nouveaux équipements d'intérêt communautaires. L'intérêt communautaire étant défini comme celui qui dépasse le cadre communal ;
- Participation à des actions et événements sportifs d'intérêt communautaire. Est d'intérêt communautaire :
  - la manifestation qui dépasse le cadre communal et qui renforce l'attractivité du territoire communautaire,
  - le versement de subventions aux associations d'intérêt communautaire dont l'objet dépasse le cadre communal.
- Valorisation de la culture et de la musique bretonne par :
  - La participation au financement de Ti Ar Vro,
  - Le soutien aux bagadous 1ère catégorie.
- Participation à des actions et événements culturels d'intérêt communautaire. Est d'intérêt communautaire :
  - La manifestation qui dépasse le cadre communal et qui renforce l'attractivité du territoire communautaire,
  - Le versement de subventions aux associations d'intérêt communautaire dont l'objet dépasse le cadre communal.

**2. Organisation des transports publics de voyageurs par délégation du Département et de la Région ;**

**3. Animation et coordination de la politique de mobilité.**

**4. Actions d'intérêt communautaire complémentaires à la promotion du tourisme, œuvrant au développement de l'économie touristique sur le territoire :**

- Elaboration, suivi et évaluation du schéma de développement touristique,



- Adhésion au pays touristique du Pays d'Auray,
- Soutien aux animations et événements d'intérêt communautaire. L'intérêt communautaire étant défini comme celui qui dépasse le cadre communal.

**5. En matière d'assainissement, sont déclarés d'intérêt communautaire :**

- L'Assainissement Collectif : Collecte, transfert et traitement des eaux usées (y compris l'élimination des résidus ultimes), gestion des réseaux ;
- L'Assainissement Non Collectif : Contrôle de conception, de réalisation, de bon fonctionnement et réhabilitations groupées des assainissements individuels coordonnées par l'Agence de l'eau.

**6. Mise en œuvre des missions définies aux 4°, 6°, 11° et 12° de l'article L. 211-7-I du Code de l'environnement :**

- Maîtrise des eaux pluviales et de ruissellement ou la lutte contre l'érosion des sols ;
- Lutte contre la pollution ;
- Mise en place et exploitation de dispositifs de surveillance de la ressource en eau et des milieux aquatiques ;
- L'animation et la concertation dans les domaines de la prévention du risque d'inondation ainsi que de la gestion et de la protection de la ressource en eau et des milieux aquatiques dans un sous-bassin ou un groupement de sous-bassins, ou dans un système aquifère, correspondant à une unité hydrographique et adhésion au SAGE du Golfe du Morbihan et de la Ria d'Etel et au SAGE BLAVET.

**Article 8 : Modalités d'exercice des compétences**

Lorsque l'exercice d'une compétence par la Communauté de communes est subordonné à la reconnaissance de son intérêt communautaire, cet intérêt communautaire est défini par délibération du Conseil communautaire à la majorité des deux tiers de ses membres conformément aux dispositions du IV de l'article L. 5214-16 du CGCT.

Les autres compétences transférées sont intégralement exercées par la Communauté de communes.

#### Article 9 : Composition du Conseil et répartition des sièges des délégués

La Communauté de communes est administrée par un organe délibérant, dénommé "Conseil communautaire" composé de 57 délégués titulaires des Communes-membres, selon la répartition suivante :

|                   |                             |
|-------------------|-----------------------------|
| - Auray : 8       | - Locmariaquer : 1          |
| - Belz : 2        | - Locoal-Mendon : 2         |
| - Brech : 4       | - Ploemel : 2               |
| - Camors : 2      | - Plouharnel : 2            |
| - Carnac : 3      | - Plumergat : 3             |
| - Crac'h : 2      | - Pluneret : 3              |
| - Erdeven : 2     | - Pluvigner : 4             |
| - Etel : 2        | - Quiberon : 3              |
| - Hoëdic : 1      | - Sainte-Anne d'Auray : 2   |
| - Ile d'Houat : 1 | - Saint-Philibert : 1       |
| - Landaul : 2     | - Saint-Pierre Quiberon : 2 |
| - Landévant : 2   | - Trinité-sur-Mer : 1       |

#### Article 10 : Ressources

Selon les dispositions de l'article L. 5214-23 du CGCT, les recettes du budget de la Communauté de communes comprennent :

- les ressources fiscales mentionnées à l'article 1609 nonies C du Code général des impôts ;
- le revenu des biens, meubles ou immeubles, de la Communauté de communes ;
- les sommes qu'elle reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;
- les subventions de l'Etat, de la Région, du Département et des Communes ;
- le produit des dons et legs ;
- le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ;
- le produit des emprunts.

#### Article 11 : Dépenses

Les dépenses de la Communauté comprennent :

- les dépenses de tous les services qui lui sont confiés, au titre de ses compétences de droit, optionnelles ou facultatives ;
- les dépenses relatives aux services propres à la Communauté.

#### Article 12 : Versement de fonds de concours entre la Communauté et ses membres

Afin de financer la réalisation ou le fonctionnement d'un équipement, des fonds de concours peuvent être versés entre la Communauté de communes et ses Communes-membres.

#### **Article 13 : Modifications statutaires**

Les présents statuts peuvent être modifiés dans les conditions prévues par la loi en cas :

- d'extension ou de réduction du périmètre de la Communauté ;
- de transfert de nouvelles compétences ou de restitution de celles de la Communauté aux Communes-membres ;
- de modification dans l'organisation de la Communauté ;
- de modification du nombre et de la répartition des sièges ;
- ou encore en cas de transformation de la Communauté.

#### **Article 14 : Règlement intérieur**

Un règlement intérieur fixera les modalités de fonctionnement de la Communauté de communes.

#### **Article 15 : Receveur de la Communauté**

Les fonctions de receveur d'Auray Quiberon Terre Atlantique seront assurées par Monsieur le Receveur d'AURAY.

#### **Article 16 : Dissolution**

L'arrêté ou le décret de dissolution détermine dans le respect des dispositions des articles L. 5214-28 et L. 5211-25-1 du CGCT et sous réserve des droits des tiers les conditions dans lesquelles la Communauté de communes est liquidée.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 09/04/2019  
Compte-rendu affiché le 09/04/2019  
Reçu par la Sous-Préfecture le 09/04/2019

#### **4- DSTS - CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICES ENTRE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES ET LA COMMUNE D'AURAY**

Madame Aurélie QUEIJO, 2ème Adjointe, expose à l'assemblée :

Un schéma de mutualisation entre la communauté de communes et les communes mais également entre les communes elles mêmes a été proposé. Il a pour objectif de faciliter les échanges de personnel et matériel, développer des pratiques communes et tendre vers une économie de moyens. Il était donc nécessaire de fixer les conditions de ces mises à disposition et notamment une grille tarifaire à l'échelle du territoire intercommunal.

La communauté de communes, par délibération du 8 juin 2018, a validé ce schéma de mutualisation.

La ville d'Auray, par délibération du 10 avril 2018, a approuvé les tarifs de mise à disposition.

Dans ce cadre là, la ville d'Auray assure l'entretien ménager des locaux occupés par la communauté de communes (IDS) au 18 rue du Penher. Il convient de rédiger une convention de prestation de services entre la commune et la communauté de communes selon les conditions actées dans le schéma de mutualisation.

Le tarif horaire appliqué pour l'entretien ménager des locaux a été fixé à 18 €, le nombre d'heures pour l'année 2018 à 260. Le remboursement des frais s'élève donc à 4 680 €

La convention jointe est proposée pour 3 ans soit du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2020.

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (27 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :

Monsieur GOUEGOUX, Madame AOUCHICHE

Le Conseil municipal :

- **AUTORISE** le Maire à signer tous documents nécessaires à l'application de la présente délibération.

## **CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICES ENTRE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES D'AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE ET LA COMMUNE D'AURAY**

La Commune d'Auray représentée par son Maire, Joseph ROCHELLE, agissant au nom et pour le compte de ladite Commune en vertu d'une délibération en date du ....., ci-après dénommée la « Commune », d'une part,

Et la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique représentée par son Président, Philippe LE RAY, agissant au nom et pour le compte de ladite Communauté de communes en vertu de la délibération n°2014DC/56 en date du 11 avril 2014 ci-après dénommée la « Communauté de communes », d'autre part,

Considérant les compétences exercées par la Communauté de communes et définies dans ses statuts, notamment en matière de développement économique, de transports et déplacements, collecte et traitement des ordures ménagères etc.,

Considérant les dispositions de l'article L.5214-16-1 du Code général des collectivités territoriales,

Considérant la délibération n°2018DC066 du Conseil communautaire du 8 juin 2018 relative à l'adoption du schéma de mutualisation,

Le dispositif contractuel objet de la présente convention, a pour but outre l'économie de moyens, le développement de pratiques communes, l'homogénéisation de fonctionnement des organisations, la clarification et la transparence des relations entre la Communauté de communes et la Commune.

### **ARTICLE I - GENERALITES**

Les parties conviennent que les dispositions contractuelles détaillées dans la présente convention constituent un cadre général qui n'exonère pas ces dernières de mettre en place, consécutivement à la notification de la présente, les procédures internes de travail sans lesquelles la convention ne pourrait s'appliquer.

Dans ce cadre, les services de la Commune apportent leur soutien dans les conditions précisées par cette convention.

### **ARTICLE II – PRINCIPES ET REGLES TECHNIQUES**

Les prestations de services de la Commune sur des espaces communautaires ont pour objet de gérer, pour le compte de la Communauté de communes, l'ensemble des activités suivantes :

- *Assurer l'entretien ménager des locaux de l'IDS, 18 rue du Penher à Auray.*

Les prestations devront être définies préalablement entre la Communauté de communes et la Commune sur la base d'une évaluation annuelle des actions à entreprendre, du temps estimé pour les accomplir ainsi que des moyens humains et matériels nécessaires à leur réalisation. La définition des prestations à réaliser fait l'objet d'un devis détaillé, daté qui constitue l'annexe 1 de la présente convention.

Un état des prestations réalisées sera transmis trimestriellement à la Communauté de communes. Tout besoin d'un volume horaire supplémentaire pour réaliser une prestation telle que prévue à l'Annexe 1 fera l'objet d'une validation préalable par la Communauté de communes.

**ARTICLE III – MONTANT DE LA PRESTATION**

Le montant de la prestation est calculé pour chaque activité comme il suit en vertu de la délibération n° 2018DC066 du Conseil communautaire du 8 juin 2018 et de la délibération de la Commune du .../.../20 précisant les tarifs appliqués :

| Type d'agent / Prestation  | Coût Horaire non assujetti à TVA |
|----------------------------|----------------------------------|
| Agent entretien ménager    | 18 €                             |
| Agent technique            | 25 €                             |
| Catégorie B                | 30 €                             |
| Catégorie A                | 35 €                             |
| Véhicule < 3,5 T PTAC 10   | 10 €                             |
| Tractopelle sans chauffeur | 30 €                             |
| Tractopelle avec chauffeur | 54 €                             |
| Poids lourds               | 35 €                             |
| Autres engins              | 9 €                              |

Les tarifs horaires seront revalorisés annuellement au 1<sup>er</sup> janvier en application des index suivants :

- Pour les agents : GVT (Glissement Vieillesse technicité + évolution du point d'indice) ;
- Pour les matériels ; Index général TP01 tous travaux ;
- Les évolutions seront arrondies au demi-euro supérieur.

Sur la base du devis signé en annexe 1, les coûts annuels relatifs aux prestations permanentes s'élèvent à :

- Entretien ménager des locaux de l'IDS, 18 rue du Penher à Auray : 4 680 €

Les interventions urgentes font l'objet d'une facturation sur la base des tarifs évoqués ci-dessus après acceptation du devis présenté.

**ARTICLE IV - MODALITES DE PAIEMENT**

Le paiement est effectué sur la base d'un titre de recettes émis 2 fois par an, avant le 15 juillet pour le 1<sup>er</sup> semestre et avant le 10 décembre pour le 2<sup>nd</sup> semestre par la Commune accompagné d'un état justificatif listant de façon exhaustive :

- les interventions réalisés en lien avec l'évaluation préalable annuelle
- les interventions réalisées en raison de leur caractère d'urgence.

La Communauté de communes adressera à la Commune un état de facturation sur la base duquel la Commune émettra un titre de recettes.

**ARTICLE V – AUTORITE ET RESPONSABILITE**

La Commune supporte seule les charges résultant d'un accident survenu dans l'exercice des fonctions pouvant survenir à l'occasion de la réalisation de ces missions. Elle atteste disposer d'une assurance en responsabilité civile permettant de couvrir ces dommages.

**ARTICLE VI- AVENANT**

La présente convention pourra faire l'objet d'un avenant après accord des deux parties.

## ARTICLE VII- DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est signée pour une durée de trois ans du 1<sup>er</sup> janvier 2018 au 31 décembre 2020.

La présente convention pourra faire l'objet d'une reconduction expresse pour une durée équivalente soit 3 ans. Cette reconduction fera l'objet d'un accord écrit des deux parties deux mois avant l'échéance.

## ARTICLE VIII- RESILIATION ANTICIPEE

Les parties pourront dénoncer la présente convention en respectant un préavis de 3 mois avant chaque début d'année civile par lettre recommandée avec demande d' accusé de réception.

Tous litiges résultant de l'application de la présente convention relèvent de la compétence des juridictions administratives.

Fait en deux exemplaires

A Auray, le **21 FEV. 2019**

Pour la Communauté de Communes Auray  
Quiberon Terre Atlantique

Pour la Commune d'Auray



Le Président,  
Philippe LE RAY

Le Maire,  
Joseph ROCHELLE

# CONVENTION DE PRESTATION DE SERVICES AQTA - AURAY 2018

## ANNEXE 1

### DESCRIPTION DES PRESTATIONS POUR REMBOURSEMENT DES FRAIS

| LOCAUX DE L'IDS - 17 RUE DU PENHER      | A compter du 01/01/2018                                   |                        |                   |
|-----------------------------------------|-----------------------------------------------------------|------------------------|-------------------|
| PRESTATIONS HEBDOMADAIRES               | Tarif horaire appliqué (selon délibération de la Commune) | Nbe d'heures annuelles | TOTAL             |
| Ensemble bureaux, sanitaires et couloir | 18                                                        | 260                    | 4 680,00 €        |
| <b>TOTAL 1</b>                          |                                                           |                        | <b>4 680,00 €</b> |

|                                           |                   |
|-------------------------------------------|-------------------|
| <b>MONTANT TOTAL DES PRESTATIONS 2018</b> | <b>4 680,00 €</b> |
|-------------------------------------------|-------------------|

Elaboré le .. /12/2018

Le Maire.



Envoyé à la Sous-Préfecture le 09/04/2019  
Compte-rendu affiché le 09/04/2019  
Reçu par la Sous-Préfecture le 09/04/2019

## **INTERVENTIONS :**

**M. LE SAUCE** : donc cela concerne les locaux du Penher qui sont utilisés par AQTA, jusqu'à présent on avait une convention avec eux par rapport à un loyer. Dans le loyer était compris le nettoyage que l'on effectuait jusqu'à présent.

**M. LE MAIRE** : non, c'était en plus. Il y avait le loyer d'un côté, les charges de l'autre.

**M. LE SAUCE** : donc on faisait payer les charges de nettoyage mais c'est nous qui avons fixé un tarif à l'époque. Le tarif de mutualisation qui est fixé aujourd'hui est-il plus avantageux ou moins avantageux pour la ville d'Auray ?

**M. LE MAIRE** : En fait c'est lié à l'harmonisation des tarifs sur toutes les communes d'AQTA. Il y a eu un vote au niveau de la communauté de communes pour indiquer que lorsque l'on met à disposition un agent de catégorie C cela vaut tant de l'heure, un agent de catégorie B un autre tarif, etc. Je ne saurais pas vous dire, mais antérieurement c'était au réel de ce que l'on payait et là on applique la délibération d'AQTA "mise à disposition de personnel".

Avec ces tarifs, cela dépendra d'où se situe la personne dans sa progression de carrière, si c'est quelqu'un en début de carrière, on a tout intérêt à appliquer la convention, si c'est quelqu'un en fin de carrière, cela pourrait être le contraire, si vous voulez comparer la version précédente et la version actuelle. Si la personne qui assure l'entretien est en début de carrière, ça nous est favorable, c'est cela que je veux dire. Si par contre, c'est en fin de carrière, ça nous est défavorable. On va schématiser comme cela.

## **5- DF - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE ENTRE LA VILLE ET L'ASSOCIATION "L'ARGONAUTE" : AVENANT DE PROROGATION**

Monsieur Ronan ALLAIN, 7ème Adjoint, expose à l'assemblée :

La convention d'occupation temporaire d'un local, sis 12 rue adjudant Redien, au profit de l'association "L'Argonaute & Co", arrive à échéance le 1er Avril 2019.

Suite à plusieurs rendez vous avec l'association et pour lui permettre de préparer sereinement un déménagement dans un local plus grand, il est proposé de proroger la convention jusqu'au 30 Juin 2020.

Il est proposé de maintenir les conditions financières de la convention actuelle soit un loyer mensuel de 1 500 euros et le paiement des charges.

La validité de cette prorogation est conditionnée au respect des paiements des loyers et charges.

L'association s'engage à créer un siège, au sein de son conseil d'administration, pour le maire qui pourra se faire représenter.

Vu les avis de la commission «développement économique» les 14 janvier et 14 mars 2019,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (27 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :  
Monsieur GOUEGOUX, Madame AOUCHICHE

Le Conseil municipal :

- **AUTORISE** le Maire à signer l'avenant de prorogation de la convention jusqu'au 30 Juin 2020.



## **AVENANT N°1 à la CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE entre la VILLE D'AURAY ET L'ARGONAUTE**

Entre d'une part,

- La Ville d'Auray - 100 place de la République – BP 10610 – 56406 AURAY CEDEX  
représentée par le Maire, Monsieur Joseph ROCHELLE dûment habilité par le Conseil Municipal du .....

et d'autre part

- L'Association L'Argonaute & Co dont le siège social est situé au 9 rue du Parco 56400 Auray, représentée  
par ses 9 co présidents (-es), dûment habilitée par l'Assemblée Générale du 17 Janvier 2017

### **Préambule:**

L'association l'Argonaute a sollicité la Ville d'Auray afin de développer son projet innovant de "tiers lieu" autour de la mutualisation, du partage et de la synergie pour des artisans créateurs, des artisans d'art, des créatifs et des indépendants autour d'espaces de travail partagés : espaces ateliers, espaces bureaux, open space ouvert à tous, salles de cours ou de formation, espaces de réception d'événements L'ensemble des activités est animé et coordonné par les membres de l'association autour de trois axes : promouvoir et développer le savoir-faire local, organiser des événements pour rendre le lieu attractif et créer un lieu fédérateur

La Ville réaffirme sa volonté d'instaurer un lien privilégié avec les associations œuvrant sur le territoire communal.

La convention d'occupation temporaire fixe les engagements respectifs de la Ville et de l'Association. Elle formalise et précise leurs relations et fonde un véritable partenariat entre les deux parties.

Vu la convention d'occupation temporaire, approuvée par le Conseil Municipal de la Ville d'Auray le 29 Mai 2018 et signée par les deux parties,

IL EST CONVENU ET ARRÊTE CE QUI SUIT :

### **ARTICLE 1 DURÉE**

L'article 7 de la convention relatif à la durée de la convention, est complété comme suit:

La convention sus-visée, expirant le 1<sup>er</sup> avril 2019 est prorogée jusqu'au 30 juin 2020, date limite à laquelle l'association cessera définitivement d'occuper le local sis 12 rue adjudant Redien.

La validité de cette prorogation est soumise au respect des paiements des charges et loyers définis à l'article 9 de la convention signée le mercredi 5 septembre 2018.

Dans le cas contraire, la Ville pourra se retourner contre l'association, conformément à l'alinéa 1 de l'article 10 : Résiliation de plein droit.

## ARTICLE 2 CONDITIONS FINANCIÈRES

Les autres dispositions sur les loyers, charges, impôts et taxes restent inchangées.

Il est toutefois rappelé que l'association doit valoriser, dans ses comptes, la différence entre la valeur estimée de la location et le loyer versé. Cette valorisation, compte tenu du loyer de 1 500 euros mensuel, s'établit à 1 900 euros mensuel.

## ARTICLE 3

Au terme ou avant le terme du présent avenant, l'association devra rendre les locaux selon les conditions précisées à l'article 10 de la convention signée le mercredi 5 septembre 2018.

Auray, le .....2019

Pour l'Association L'Argonaute & Co  
Les 9 Co Présidents (-es)

Gilbert Soizic,

Gerber Hélène,

Pré Charlène,

Garouste Romain,

Martre Julie,

Solignac Josselin,

Guillas Nolwenn,

Crowhurst Julie

Barre Delphine.



La Ville d'Auray  
Le Maire,

Joseph ROCHELLE



### Direction de l'Action Culturelle

Vie Associative

Espaces Ateliers - 100 place de la République - 56406 Auray  
Conseil municipal de la ville d'Auray du 2 avril 2019  
vie.associative@ville-auray.fr • 02 97 24 48 15  
www.auray.fr

44/497

Envoyé à la Sous-Préfecture le 09/04/2019  
Compte-rendu affiché le 09/04/2019  
Reçu par la Sous-Préfecture le 09/04/2019

## **INTERVENTIONS :**

**M. LAMOUR** : est-ce qu'il y a d'autres associations hormis la MAL où la municipalité a un siège de droit au conseil d'administration sur Auray ?

**M. ALLAIN** : non, ce serait la deuxième association.

**M. LAMOUR** : et qu'est ce qui justifie cette "ingérence" ?

**M. ALLAIN** : ce n'est pas une ingérence, c'est pour pouvoir les accompagner. Puisqu'aujourd'hui, on leur demande de rajouter une valorisation et ils paient 1500 euros par mois.

**M. LAMOUR** : ça j'ai bien compris mais il y a plein d'autres associations où il y a de la valorisation de locaux ou de personnel, et il n'y a pas pour autant de siège dévolu ni au maire ni à un représentant de la mairie donc il y a peut être un statut particulier qui mérite d'être expliqué ?

**M. ALLAIN** : c'est suite aux discussions que nous avons eues avec l'Argonaute puisque nous souhaitons les accompagner étant donné que le projet initial c'était de les aider à créer leur structure sur la commune, de les accompagner dans leur développement dans des locaux publics.

**M. LAMOUR** : donc c'est une demande de l'Argonaute ?

**M. ALLAIN** : il y a l'Argonaute et des élus du Conseil municipal puisque vous êtes plusieurs de la majorité et de la minorité à avoir proposé que l'on ait un siège au sein du conseil d'administration pour pouvoir les accompagner. Pas plus tard qu'hier, l'Argonaute a contacté la représentante du développement économique de la Région Bretagne et ils sont également en relation avec le responsable du développement économique au sein d'AQTA. C'est pour cela que nous les accompagnons jusqu'au bout.

**M. GRENET** : je n'ai pas le souvenir que l'on ait proposé quoi que ce soit.

**M. ALLAIN** : au mois de janvier un certain nombre d'items ont été présentés en commission développement économique. Ces items ont été débattus avec l'association qui en a accepté un certain nombre, dont un siège, afin que la ville soit représentée au conseil d'administration de l'association.

**M. GRENET** : lors de la dernière commission économique vous nous aviez dit que c'était à la demande de l'Argonaute et maintenant je comprends le contraire.

**M. PELTAIS** : en ce qui nous concerne et au regard des échanges en commission et avec les représentants de l'Argonaute, nous ne pouvons que voter pour cette proposition et ce nouveau contrat de partenariat. Je voudrais quand même préciser que la ville doit tout faire pour les accompagner dans leur recherche de locaux plus adaptés à leur projet de développement. Ils nous ont présenté un projet de développement qui nécessite des locaux plus grands. Même si cette forme d'activité est de la compétence d'AQTA, ils sont dans des locaux communaux au détriment d'autres associations, alors comment pouvons nous les accompagner jusqu'au bout puisque leur projet est intéressant ? Je demande à M. Allain quelles démarches engage AQTA et comment sont-ils accompagnés à ce niveau ? Sur le fait qu'il y ait un représentant et que ce soit le Maire qui représente le Conseil municipal au Conseil d'administration d'une association, au regard des aides sur fonds publics accordées, je trouve naturel que l'on puisse avoir un droit de regard sur l'utilisation des fonds publics. Les débats ont été assez larges en commission et cela montre bien l'intérêt d'avoir des politiques pour veiller à la bonne utilisation des fonds.

**M. ALLAIN** : il y a un service de bourse aux locaux au sein d'AQTA, nous avons reçu l'association et leur avons proposé un certain nombre de biens sur les communes d'Auray, Brech et Pluneret. Nous sommes vigilants et bienveillants pour qu'ils puissent continuer à développer leur activité sur le secteur. Par ailleurs, je partage votre point de vue, les discussions avec l'association ont toujours été de bonne tenue et tout a été réfléchi avec les 9 coprésidents.

**M. LASSALLE** : vous parlez d'ingérence, mais quand nous participons au conseil d'administration de la MAL, nous ne faisons pas d'ingérence. Nous sommes juste là pour accompagner et faire vivre le partenariat avec l'association et en aucun cas pour ingérer dans leur gestion ou dans leur politique.

**M. ALLAIN** : en effet avoir un siège au conseil d'administration ne veut pas dire avoir le droit de vote. Ce qui est proposé ce soir c'est un avenant de prorogation qui se terminera au plus tard le 30 juin 2020. Ils devront donc déménager des locaux actuels. S'ils déménagent avant il n'y aura plus lieu d'être dans ce conseil d'administration, ce sera un projet purement privé. Cet avenant a été discuté avec l'association et ils sont tout à fait d'accord avec cet avenant

## **6- DF - MODIFICATION DE GARANTIES D'EMPRUNT AU PROFIT DE BRETAGNE SUD HABITAT AUPRÈS DE LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS - RÉAMÉNAGEMENT DE PRÊTS**

Monsieur Joseph ROCHELLE, Maire, expose à l'assemblée :

Par courrier en date du 21 septembre 2018, Bretagne Sud Habitat (BSH) sollicite la ville d'Auray pour accepter de modifier sa garantie pour de nombreux prêts afin de tenir compte de réaménagements.

En 2018, l'Etat a engagé une réforme du logement social qui a eu pour effet une baisse des APL intégralement compensée par des réductions de loyer pour les locataires du parc social.

Pour BSH, cette réduction ("réduction de loyer de solidarité") a un impact supérieur à 4 millions d'euros par année.

Pour atténuer cet effet, plusieurs mesures compensatoires ont été proposées. Ainsi la Caisse des dépôts et consignations a proposé aux bailleurs un réaménagement de leur dette permettant un allongement de la durée d'amortissements et une baisse des taux d'intérêt.

BSH, après analyse, a identifié les groupes pour lesquels ce réaménagement se révèle intéressant .

Cette modification concernant des emprunts garantis par la ville d'Auray, il est nécessaire quelle donne son accord.

Vu les articles L. 2252-1 et L.2252-2 du code général des collectivités territoriales.

Vu l'article 2298 du code civil.

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (27 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :

Monsieur GOUÉGOUX, Madame AOUCHICHE

Le Conseil municipal :

- **REITERE** sa garantie pour le remboursement de chaque ligne du Prêt Réaménagée, initialement contractée par l'Emprunteur auprès de la Caisse des dépôts et consignations, selon les conditions définies à l'article 2 et référencées à l'Annexe "Caractéristiques Financières des Lignes du prêt Réaménagées".

La garantie est accordée pour chaque ligne du Prêt Réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre des prêts réaménagés.

- **ACCEPTE** les nouvelles caractéristiques financières des lignes du Prêt Réaménagées qui sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'Annexe "Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées" qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant les lignes du Prêt Réaménagées à taux révisables indexées sur le taux du livret A, le taux du livret A effectivement appliqué auxdites Lignes du Prêt Réaménagées sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque Ligne du prêt Réaménagée référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A du 22/06/2018 est de 0,75 %.

- **ACCORDE** sa garantie jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des dépôts et consignations, le Garant s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

- **S'ENGAGE** jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges.





ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE  
**COMMUNE DE AURAY**

Annexe à la délibération du conseil Municipal en date du .../.../...

**Caractéristiques des emprunts réaménagés par la Caisse des dépôts et consignations**

Emprunteur : **000284616 - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU MORBIHAN**

| N° Contrat Initial (3) | N° Avenant | N° Ligne du prêt | Montants réaménagés hors stock d'intérêts (1) | Intérêt compensateur ou différé Refinancé (1) | Intérêt compensateur ou différé Maintenu (1) | Quantité garantie (en %) | Durée différée d'amortissement (nb Mois) | Durée de Remboursement (nb Années) : Durée Phase amort. 1 / amort. 2 | Date prochaine échéance | Périodicité des échéances | Taux d'intérêt actuariel annuel en % phase amort. 1 / phase amort. 2 (2) | Nature du taux, phase amort. 1 / ou index | Marge fixe sur index 1 / phase amort. 2 (3) | Modalité de révision (3) | Taux de progressivité d'échéance appliqué (3) | Taux de progressivité d'échéance calculé (3) | Taux de progressivité d'amortissement (3) | Taux prog. annuel des échéances (3) |
|------------------------|------------|------------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------------------|----------------------------------------------|--------------------------|------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------|-------------------------|---------------------------|--------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|---------------------------------------------|--------------------------|-----------------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------------------------------|-------------------------------------|
| -                      | 79901      | 1231844          | 1 535 550,91                                  | 0,00                                          | 47 868,70                                    | 100,00                   | 0,00                                     | 19,00 : 9,000 / 10,000                                               | 15/08/2018              | T                         | LA+1,200 / LA+0,600                                                      | Livret A                                  | 1,200 / 0,600                               | DL                       | 0,000                                         | -1,450                                       | 5,300                                     | 0,000                               |
| -                      | 79901      | 0910842          | 4 987,19                                      | 0,00                                          | 0,00                                         | 100,00                   | 0,00                                     | 9,00 : 4,000 / 5,000                                                 | 25/07/2018              | A                         | LA+1,300 / LA+0,600                                                      | Livret A                                  | 1,300 / 0,600                               | DL                       | 0,000                                         | -1,194                                       | ---                                       | 0,000                               |
| -                      | 79901      | 0910841          | 5 315,81                                      | 0,00                                          | 0,00                                         | 100,00                   | 0,00                                     | 9,00 : 4,000 / 5,000                                                 | 25/07/2018              | A                         | LA+1,300 / LA+0,600                                                      | Livret A                                  | 1,300 / 0,600                               | DL                       | 0,000                                         | -1,194                                       | ---                                       | 0,000                               |
| 41834                  | 79901      | 5072546          | 11 181,01                                     | 0,00                                          | 0,00                                         | 100,00                   | 0,00                                     | 33,00 : 33,000 / -                                                   | 01/12/2018              | A                         | LA+0,600 / -                                                             | Livret A                                  | 0,600 / -                                   | DL                       | 0,000                                         | 0,000                                        | ---                                       | 0,000                               |
| 41831                  | 79901      | 5072519          | 9 317,50                                      | 0,00                                          | 0,00                                         | 100,00                   | 0,00                                     | 33,00 : 33,000 / -                                                   | 01/12/2018              | A                         | LA+0,600 / -                                                             | Livret A                                  | 0,600 / -                                   | DL                       | 0,000                                         | 0,000                                        | ---                                       | 0,000                               |

ÉTABLISSEMENT PUBLIC  
DIRECTION DES FONDS D'ÉPARGNE

Emprunteur : 000284616 - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DU MORBIHAN

| N° Contrat Initial (3) | N° Avenant | N° Ligne du prêt | Montants réaménagés hors stock d'intérêts (1) | Intérêt compensateur ou différé Refinancé (1) | Intérêt compensateur ou différé Maintenu (1) | Quotité garantie (en %) | Durée différé d'amortissement (nb Mois) | Durée de Remboursement (nb Années) :<br>Durée Phase amort 1 /<br>amort 2 | Date prochaine échéance | Périodicité des échéances | Taux d'intérêt actuariel annuel en % phase amort 1 / phase amort 2 (2) | Nature du taux ou index | Marge fixe sur index 1 / phase amort 1 / phase amort 2 (3) | Modalité de révision (3) | Taux de progressivité de déchéance appliqué (3) | Taux de progressivité de déchéance calculé (3) | Taux de progressivité d'amortissement (3) | Taux prog. annuel plancher des échéances (3) |
|------------------------|------------|------------------|-----------------------------------------------|-----------------------------------------------|----------------------------------------------|-------------------------|-----------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------|-------------------------|---------------------------|------------------------------------------------------------------------|-------------------------|------------------------------------------------------------|--------------------------|-------------------------------------------------|------------------------------------------------|-------------------------------------------|----------------------------------------------|
| 53909                  | 79905      | 5155940          | 22 951,84                                     | 0,00                                          | 0,00                                         | 50,00                   | 0,00                                    | 14,00 :<br>14,000 / -                                                    | 01/10/2018              | A                         | LA+0,600 / -                                                           | Livret A                | 0,600 / -                                                  | DL                       | 0,000                                           | 0,000                                          | ---                                       | 0,000                                        |
| <b>Total</b>           |            |                  | <b>1 589 304,26</b>                           | <b>0,00</b>                                   | <b>47 868,70</b>                             |                         |                                         |                                                                          |                         |                           |                                                                        |                         |                                                            |                          |                                                 |                                                |                                           |                                              |

Ce tableau comporte 6 Ligne(s) du Prêt Réaménagée(s) dont le montant total garanti s'élève à : **1 637 172,96€**

Montants exprimés en euros

Périodicité : A (annuelle), S (semestrielle), T (trimestrielle)

(1) Montants donnés à titre indicatif sous réserve de la comptabilisation des opérations en cours

(2) Concernant les prêts à taux révisibles, les taux indiqués sont susceptibles d'évoluer à la date de valeur du réaménagement dans l'hypothèse d'une variation de leur index de référence entre la date de détaillement du présent document et la date de valeur du réaménagement

(3) - : Si sans objet

SR : le taux d'intérêt est révisé à chaque échéance en fonction de la variation de l'index

DR : les taux d'intérêts et de progressivité sont révisés à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur au taux de progressivité plancher

DL : les taux d'intérêts et de progressivité sont révisés à chaque échéance en fonction de la variation de l'index sans que le taux de progressivité révisé puisse être inférieur au taux de progressivité plancher indiqué dans le tableau

Date d'établissement du présent document : 25/06/2018

Date de valeur du réaménagement : 01/07/2018

| Référence prêt | N° de groupe locatif | Nature de groupe    | Allongement de durée | Commune et désignation groupe  | Date de mise en service | Garant 1 | Garant 2 |     |
|----------------|----------------------|---------------------|----------------------|--------------------------------|-------------------------|----------|----------|-----|
| 5155940        | 168                  | Logements familiaux | + 10 ans             | AURAY 60 PAV.PLA CH DE BLOIS   | 1980                    | AURAY    | AQTA     | 50  |
| 1231844        | 168                  | Logements familiaux | + 10 ans             | AURAY 60 PAV.PLA CH DE BLOIS   | 1980                    | AURAY    |          | 100 |
| 1231844        | 206                  | Logements familiaux | + 10 ans             | AURAY 6L.PLA RUE JEU DE PAUME  | 1981                    | AURAY    |          | 100 |
| 1231844        | 219                  | Logements familiaux | + 10 ans             | AURAY 27L.PLA AMIRAL.COUDE     | 1982                    | AURAY    |          | 100 |
| 1231844        | 257                  | Logements familiaux | + 10 ans             | AURAY 29L.PLA RUE COUDE 2E TR  | 1984                    | AURAY    |          | 100 |
| 1231844        | 273                  | Logements familiaux | + 10 ans             | AURAY 10P.V.24 L.CH DE BLOIS   | 1984                    | AURAY    |          | 100 |
| 5072546        | 853                  | Logements familiaux | + 10 ans             | AURAY Parco pointer 9 logts    | 2003                    | AURAY    |          | 100 |
| 5072519        | 612                  | Logements familiaux | + 10 ans             | AURAY RES. LE BRIX-11 PAV.9 CO | 1998                    | AURAY    |          | 100 |
| 910841         | 129                  | Logements familiaux | + 5 ans              | AURAY LE GOANER 100 LOGTS      | 1977                    | AURAY    |          | 100 |
| 910842         | 129                  | Logements familiaux | + 5 ans              | AURAY LE GOANER 100 LOGTS      | 1977                    | AURAY    |          | 100 |

51/497

Envoyé à la Sous-Préfecture le 09/04/2019  
Compte-rendu affiché le 09/04/2019  
Reçu par la Sous-Préfecture le 09/04/2019

## **7- DAGRH - INDEMNISATION DES TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉS A L'OCCASION DES SCRUTINS ÉLECTORAUX**

Madame Annie RENARD, 4ème Adjointe, expose à l'assemblée :

Afin d'assurer le bon fonctionnement des bureaux de vote lors des prochains scrutins électoraux, des agents municipaux sont sollicités pour en assurer le secrétariat.

Il est proposé de retenir une organisation des bureaux de vote incluant deux agents, soit un(e) secrétaire et un renfort administratif par bureau de vote. Ces agents devront être impérativement présents par roulement tout au long de la journée, et tous les deux le soir, au moins trente minutes avant la fermeture du bureau de vote d'affectation. Ils auront pour mission d'assurer le bon fonctionnement administratif du bureau de vote et du dépouillement, la rédaction du procès-verbal et la transmission des éléments au bureau centralisateur. Le(la) secrétaire du bureau de vote doit avoir la qualité d'électeur(trice) de la commune.

### Indemnisation :

Les agents territoriaux amenés à effectuer des travaux supplémentaires à l'occasion des consultations électorales peuvent :

- soit être indemnisés en indemnité horaire pour travaux supplémentaires (IHTS) si le grade le permet,
- soit percevoir une indemnité forfaitaire pour élections, si le grade ne permet pas de percevoir des IHTS.

Depuis 2008, par souci d'équité, les montants ont été fixés forfaitairement.

Par délibération du 31 mars 2015, ils ont été revalorisés et fixés à 230 € brut pour les secrétaires du bureau centralisateur, la responsable du service Prestations à la population et à 200 € brut pour les secrétaires des autres bureaux et les renforts administratifs.

Il est proposé de maintenir ces montants pour les prochains scrutins.

Vu l'avis favorable de la commission Ressources Humaines, le 1<sup>er</sup> mars 2019,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (27 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :  
Monsieur GOUÉGOUX, Madame AOUCHICHE

Le Conseil municipal :

- **DÉCIDE** que la rémunération forfaitaire des agents chargés du secrétariat des bureaux de vote à l'occasion des prochains scrutins sera, par tour de scrutin, versée comme proposé ci-dessus ;

- **PRÉCISE** que les crédits nécessaires sont inscrits au chapitre 012 du budget primitif.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 09/04/2019

Compte-rendu affiché le 09/04/2019

Reçu par la Sous-Préfecture le 09/04/2019

**8- DSTS - COMMUNAUTÉ DE COMMUNES AURAY QUIBERON TERRE ATLANTIQUE - RAPPORTS ANNUELS D'ACTIVITÉ 2017 : ÉLIMINATION DES DÉCHETS, PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE, ASSAINISSEMENTS COLLECTIF ET NON COLLECTIF**

Monsieur Jean Claude BOUQUET, 5ème Adjoint, expose à l'assemblée :

L'article L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales fait obligation à tout établissement de coopération intercommunale d'adresser chaque année au Maire de chaque Commune membre, un rapport retraçant l'activité de l'établissement.

La Communauté de communes AQTA a transmis, après en avoir délibéré les 8 juin 2018 et 28 septembre 2018, les rapports d'activités 2017 relatifs à :

- l'élimination des déchets,
- la production et la distribution d'eau potable,
- l'assainissement collectif,
- l'assainissement non collectif,

Les différents rapports sont joints à la présente délibération. Ils font état des éléments suivants concernant la Ville d'AURAY.

**Rapport annuel 2017 sur le prix et la qualité du service public de la gestion des déchets ménagers et assimilés :**

Le scénario de collecte est le suivant :

- collecte des ordures ménagères en porte-à-porte (conteneurisation individuelle et quelques bacs collectifs) et sur quelques éco-stations,
- collecte sélective des emballages ménagers en porte-à-porte (sacs jaunes ou conteneurisation collective),
- collecte en point d'apport volontaire pour le verre, les papiers et quelques emballages légers.

**– Parc des bacs individuels d'ordures ménagères distribués :**

Le parc de bacs sur le territoire d'AQTA est estimé à 53 600 contenants. Pour l'année 2017, la distribution des bacs individuels d'ordures ménagères a été la suivante :

- bacs de 140 litres : 695 bacs,
- bacs de 240 litres : 242 bacs.

**– Parc des colonnes de collecte sélective sur Auray:**

|                             | 2016 | 2017 |
|-----------------------------|------|------|
| Verre                       | 40   | 42   |
| Emballages                  | 0    | 0    |
| Journaux, revues, magazines | 18   | 22   |

Parallèlement, AQTA a acheté des sacs jaunes pour 100 861€ TTC en 2017.

– Parc des composteurs sur Auray :

|             | 2016 | 2017 |
|-------------|------|------|
| Composteurs | 1319 | 1409 |

– Parc des colonnes enterrées

6 colonnes ont été installées sur Auray en 2016 et 2017 (4 colonnes à OM et 2 à emballages dans le quartier du Gumenen).

- Evolution du tonnage collecté :

|                               | 2011   | 2012   | 2013   | 2014   | 2015   | 2016   | 2017   | évolution 2011/2017 |
|-------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|---------------------|
| Papiers                       | 2430   | 2391   | 2291   | 2174   | 2124   | 2036   | 2008   | - 21 %              |
| Emballages légers             | 2007   | 2094   | 2165   | 2343   | 2373   | 2522   | 2674   | + 25 %              |
| Verre                         | 5595   | 5567   | 5561   | 5699   | 5868   | 5978   | 6172   | + 9 %               |
| Ordures ménagères résiduelles | 24 173 | 23 798 | 23 360 | 23 605 | 23 508 | 23 199 | 23 421 | - 3%                |
| TOTAL :                       | 34 205 | 33 850 | 33 377 | 33 821 | 33 873 | 33 735 | 34 275 |                     |

– Evolution du ratio de collecte sur l'ensemble de la communauté de communes d'AQTA (en Kg/hab/an) :

|                    | 2013  | 2014  | 2015  | 2016  | 2017  | Evolution 2016/2017 |
|--------------------|-------|-------|-------|-------|-------|---------------------|
| Ordures ménagères  | 213,9 | 215,5 | 214,3 | 209,3 | 209,3 | 0 %                 |
| Collecte sélective | 91,70 | 93,30 | 94,50 | 95,1  | 97    | + 2%                |

– Déchèteries – Evolution du ratio sur l'ensemble de la communauté de communes d'AQTA (en Kg/hab/an) :

|             | 2012 | 2013 | 2014 | 2015   | 2016   | 2017 |
|-------------|------|------|------|--------|--------|------|
| Déchèteries | 441  | 407  | 455  | 431,90 | 452,10 | 458  |

Il est estimé que les dépôts des professionnels représentent entre 17 et 30 % du gisement global.

Globalement, on note une augmentation des dépôts globaux de 42 374 t en 2010 à 51 260 t en 2017

– Indicateurs financiers

- La TEOM (Taxe d'enlèvement des Ordures Ménagères) reste stable entre 2016 et 2017.

- La redevance spéciale ordures ménagères pour le commerce, l'artisanat ou les activités de services reste également stable entre 2016 et 2017.

- Les charges financières ont augmenté de 7 % entre 2016 et 2017 (de 12 949 226 € à 13 918 644 €).

- Les recettes ont progressé de 2,1 % entre 2016 et 2017 (de 15 199 858 € à 15 530 210 €).

**Rapport annuel 2017 du service de distribution de l'eau potable :**

Evolution du volume distribué en m3 :

|              | 2013      | 2014      | 2015      | 2016      | 2017      | Evolution 2016/2017 |
|--------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|---------------------|
| volume en m3 | 5 380 323 | 5 308 041 | 5 186 934 | 5 460 423 | 5 862 912 | + 6,8 %             |

Evolution du volume consommé en m3 :

|              | 2013      | 2014      | 2015      | 2016      | 2017      | Evolution 2016/2017 |
|--------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|---------------------|
| volume en m3 | 4 678 529 | 4 683 852 | 4 599 122 | 4 846 196 | 5 159 516 | + 6,0 %             |



Soit un rendement du réseau de 88,0 % en 2017.

Nombre d'abonnés :

Le nombre d'abonnés a progressé entre 2016 et 2017 de 67 806 à 68 910 (+1,6%) dont 9 018 sur Auray (+ 3,3 % par rapport à 2016).

Linéaire de réseau AEP :

Le linéaire total a progressé de 1615 km à 1619 km dont 77,3 km sur Auray.  
Les travaux de renouvellement / renforcement du réseau ont été de 2,83 km en 2017 (dont 160 m sur Auray) soit un taux de renouvellement de 0,02 %.

Contrôle de la qualité de l'eau :

En 2017, 100 % des prélèvements sont conformes aux limites de qualité vis-à-vis des paramètres microbiologiques et 99 % vis-à-vis des paramètres physico-chimiques.

Indicateurs financiers :

Entre 2014 et 2017, le prix du m<sup>3</sup> est resté stable.  
Pour un tarif bleu ordinaire, la part fixe ou abonnement annuel pour un compteur Ø15/20 est de 71,49 €. La part proportionnelle par m<sup>3</sup> consommé est de 0 à 500 m<sup>3</sup> de 1,5319 €/m<sup>3</sup>.

Sur l'ensemble du territoire d'AQTA :

|                            | 2015        | 2016        | 2017        | Evolution entre 2016 et 2017 |
|----------------------------|-------------|-------------|-------------|------------------------------|
| Dépenses de fonctionnement | 2 072 510 € | 2 139 561€  | 2 493 381€  | + 14,19 %                    |
| Recettes de fonctionnement | 4 898 778 € | 6 344 399 € | 9 951 844 € | + 36,25 %                    |
| Travaux                    | 1 256 112 € | 1 050 685 € | 1 134 495   | + 7,38 %                     |
| Dette                      | 9 462 260 € | 8 587 188 € | 6 925 475   | - 23,99 %                    |

Les recettes 2017 comprennent 4 699 193 € de recettes de gestion courante, 1 621 587 € de recettes d'ordre et 3 631 063 € d'excédents d'exploitation reportés de 2016.

### **Rapport annuel 2017 du service d'assainissement collectif :**

Le nombre d'abonnés a progressé entre 2016 et 2017 de 54 481 à 55 488 (+ 1,8%) dont 8 538 à 8 838 abonnés sur Auray (+3,5%).

Les travaux de réhabilitation/ renouvellement / restructuration de réseau ont été réalisés sur 7 520 m en 2017 contre 12 885 m en 2016 (- 71,3%). Sur Auray, ils ont été de 325 m.

Les travaux d'extension de réseau ont été de 4 254 m en 2017 contre 4 062 m en 2016 (+4,5%). Sur Auray, ils ont été de 65 m.

### **Indicateurs financiers :**

Le montant de la surtaxe assainissement a légèrement augmenté entre 2016 et 2017 (339,41 € à 340,38 € pour 120 m<sup>3</sup> d'eau)

Sur l'ensemble du territoire d'AQTA :

|                            | 2015        | 2016        | 2017      | Evolution<br>entre 2016 et<br>2017 |
|----------------------------|-------------|-------------|-----------|------------------------------------|
| Charges totales du service | 3 146 640 € | 3 506 444 € | 4 589 281 | + 23,59 %                          |
| Recettes                   | 6 634 310 € | 6 696 011 € | 7 805 051 | + 14,21 %                          |
| Travaux                    | 5 772 227 € | 4 537 453 € | 4 049 860 | - 12,04 %                          |

### Rapport annuel 2017 du service d'assainissement non collectif :

|                         | 2015   | 2016   | 2017   | Evolution entre 2016 et 2017 |
|-------------------------|--------|--------|--------|------------------------------|
| Nombre installation ANC | 12 207 | 11 285 | 11 194 | - 0,8%                       |

Le nombre d'installations sur Auray est de 72.

#### Visites de fonctionnement :

4 956 visites de bon fonctionnement réalisées depuis 2012 dont 708 conformes (14%)

|           | 2014      | 2015      | 2016    | 2017    |
|-----------|-----------|-----------|---------|---------|
| Conformes | 220 (25%) | 144 (17%) | 53 (7%) | 61 (7%) |

8 installations ont été contrôlées sur Auray en 2017 et sont toutes non conformes.

#### Tarifs :

Les différents tarifs de redevances sont restés stables entre 2015 et 2016.

Vu l'avis favorable de la commission consultative des services publics locaux du 20 mars 2019,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (27 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :  
Monsieur GOUÉGOUX, Madame AOUCHICHE

Le Conseil municipal :

- **PREND** acte des informations présentées ci-dessus.

# Rapport annuel 2017 sur le Prix et la Qualité du Service public de la gestion des Déchets Ménagers et Assimilés

*Ce rapport d'activité est établi par la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique en application de l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales et du décret N° 2000-404 du 11 mai 2000 du Ministère de l'Aménagement du Territoire et de l'Environnement.*

# Sommaire

|                                                                             |           |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>LE CONTEXTE INSTITUTIONNEL</b>                                           | <b>4</b>  |
| 1 La Collecte                                                               | 5         |
| 1.1 Définition de la compétence                                             | 5         |
| 1.2 Les principaux contrats conclus par la Communauté de communes           | 5         |
| 2 Le traitement                                                             | 6         |
| 2.1 Définition de la compétence                                             | 6         |
| 2.2 Les principaux contrats conclus ou repris par la Communauté de communes | 6         |
| <b>LES INDICATEURS TECHNIQUES</b>                                           | <b>7</b>  |
| 1 Les indicateurs relatifs à la collecte des déchets                        | 7         |
| 1.1 Les communes concernées par la collecte                                 | 7         |
| 1.2 La population concernée par le service                                  | 8         |
| 1.3 Les équipements de pré-collecte                                         | 8         |
| 1.4 La fréquence de collecte des ordures ménagères et du tri sélectif       | 12        |
| 1.5 Collectes sélectives proposées                                          | 17        |
| 1.6 Les tonnages                                                            | 18        |
| 1.7 Les déchèteries                                                         | 22        |
| 2 Les indicateurs relatifs au traitement                                    | 26        |
| 2.1 Localisation des unités de traitement                                   | 27        |
| 2.2 Parcours et exutoires des déchets                                       | 27        |
| 2.3 Tonnages traités dans l'année                                           | 28        |
| 2.4 Le contrôle des rejets et des sous-produits issus de l'incinération.    | 29        |
| 3 Les actions de tri et prévention des déchets du service                   | 37        |
| 3.1 Objectifs de sensibilisation                                            | 37        |
| 3.2 Animations scolaires                                                    | 37        |
| 3.3 Visites du centre de tri                                                | 39        |
| 3.4 Manifestations                                                          | 40        |
| 3.5 Formations adultes                                                      | 44        |
| 3.6 Accompagnement des campings au tri et au compostage                     | 44        |
| <b>LES INDICATEURS FINANCIERS</b>                                           | <b>46</b> |
| 1 Les indicateurs financiers                                                | 46        |
| 1.1 Le financement du service                                               | 46        |
| 1.2 Evolution des tarifs                                                    | 48        |
| 1.3 Le coût du service                                                      | 52        |
| 1.3.1 Montant annuel des dépenses                                           | 52        |

- Les charges financières \_\_\_\_\_
- Les charges d'exploitation : \_\_\_\_\_

1.3.2. Montant annuel des recettes \_\_\_\_\_ 53

**LES EVENEMENTS PRINCIPAUX AU COURS DE L'ANNEE 2017 ET LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION** \_\_\_\_\_ 55

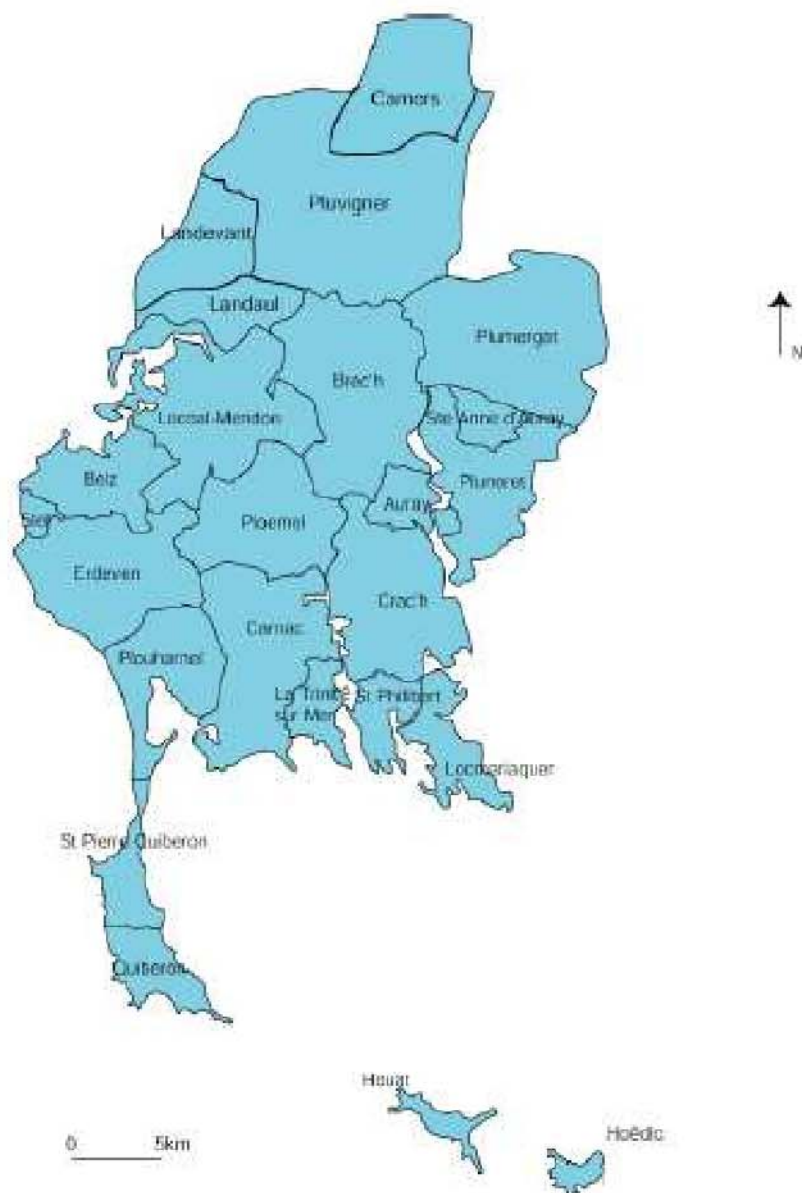
LEXIQUE \_\_\_\_\_ 56

## LE CONTEXTE INSTITUTIONNEL

La compétence relative à la gestion des déchets ménagers a été confiée au Syndicat Mixte de la Région Auray Belz Quiberon par un arrêté Préfectoral en date du 11 avril 1968. Ce syndicat a intégré la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique le 1<sup>er</sup> janvier 2014 qui a repris cette compétence.

A ce titre, celle-ci exerce la double compétence collecte et traitement. Les communes concernées sont les suivantes :

AURAY – BELZ – BREC'H – CAMORS – CARNAC – CRAC'H – ERDEVEN – ETEL – HOEDIC – HOUAT – LA TRINITE-SUR-MER – LANDAUL – LANDEVANT – LOCMARIAQUER – LOCOAL-MENDON – PLOEMEL – PLOUHARNEL – PLUMERGAT – PLUNERET – PLUVIGNER – QUIBERON – SAINT-PHILIBERT – SAINT-PIERRE QUIBERON – SAINTE-ANNE D'AURAY.



# 1 LA COLLECTE

## 1.1 Définition de la compétence

La compétence collecte exercée par la Communauté de communes englobe, conformément à la Loi n° 99-586 du 12 juillet 1999, l'ensemble des opérations de collecte :

- collecte des ordures ménagères non recyclables,
- collecte sélective du verre,
- collecte sélective des emballages ménagers,
- collecte sélective des papiers.

Cette compétence comprend également les opérations de gestion et d'exploitation des déchèteries.

## 1.2 Les principaux contrats conclus par la Communauté de communes

| Prise d'effet | Date de fin théorique | Titulaire  | Prestation                                                                                                                                                                                                                                                 |
|---------------|-----------------------|------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 31/10/2012    | 15/02/2018            | Grandjouan | Collecte en points d'apport volontaire des déchets ménagers, du verre, des journaux/revues/magazines et des emballages légers et transport du verre, des journaux/revues/magazines et des emballages légers jusqu'à l'exutoire de la filière de recyclage. |
| 22/12/2012    | 01/01/2018            | Grandjouan | Collectes résiduelle et sélective des déchets ménagers et assimilés en porte à porte                                                                                                                                                                       |
| 14/12/2016    | 13/12/2017            | Grandjouan | Transport maritime des déchets produits sur Houat et Hoëdic intégrant une prestation de transport terrestre et de collecte sur Houat.                                                                                                                      |
| 14/12/2017    | 13/12/2018            | Grandjouan |                                                                                                                                                                                                                                                            |
| 01/07/2016    | 30/06/2018            | Grandjouan | Gestion et exploitation des déchèteries de Belz, Carnac, Crac'h, Quiberon et Sainte-Anne d'Auray.                                                                                                                                                          |
| 01/07/2016    | 30/06/2018            | Grandjouan | Gestion et exploitation de la déchèterie de Pluvigner.                                                                                                                                                                                                     |



## 2 LE TRAITEMENT

### 2.1 Définition de la compétence

La compétence traitement des déchets est entendue comme toutes les opérations qui concourent à leur valorisation et en second lieu à leur élimination.

### 2.2 Les principaux contrats conclus ou repris par la Communauté de communes

| Prise d'effet | Date de fin théorique | Titulaire                     | Prestation                                                                                                                                                                                               |
|---------------|-----------------------|-------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 01/07/2016    | 30/06/2018            | SUEZ                          | Transport et tri des emballages légers issus de la collecte sélective                                                                                                                                    |
| 01/04/2016    | 31/03/2017            | Celluloses de la Loire        | Reprise des papiers issus des apports volontaires en colonnes d'apport volontaire (redevance versée à la Communauté de communes)                                                                         |
| 01/04/2017    | 31/03/2018            | Celluloses de la Loire        |                                                                                                                                                                                                          |
| 19/12/2014    | 31/07/2027            | CNIM                          | Exploitation de l'usine de traitement des déchets ménagers et assimilés de Plouharnel                                                                                                                    |
| 01/06/2014    | 31/12/2017            | SECHE                         | Traitement du tout-venant issu des apports volontaires en déchèteries de Belz, Carnac, Crac'h, Pluvigner, Quiberon et Ste-Anne d'Auray                                                                   |
| 01/10/2014    | 31/12/2020            | SAUR                          | Traitement des déchets verts issus des apports volontaires en déchèteries de Crac'h, Pluvigner et Ste-Anne d'Auray                                                                                       |
| 01/10/2014    | 31/12/2020            | JAN                           | Traitement des déchets verts issus des apports volontaires en déchèteries de Belz, Carnac et Quiberon                                                                                                    |
| 01/07/2016    | 30/06/2018            | Grandjouan                    | Reprise des cartons issus des apports volontaires dans les 6 déchèteries (Belz, Carnac, Crac'h, Quiberon, Ste-Anne d'Auray et Pluvigner) (redevance versée à la Communauté de communes)                  |
| 01/04/2016    | 30/10/2017            | Derichebourg<br>AFM Recyclage | Reprise des ferrailles et batteries issues des apports volontaires dans les 6 déchèteries (Belz, Carnac, Crac'h, Quiberon, Ste-Anne d'Auray et Pluvigner) (redevance versée à la Communauté de communes) |
| 01/11/2017    | 31/12/2018            | Derichebourg<br>AFM Recyclage |                                                                                                                                                                                                          |

Le verre est collecté dans le cadre du contrat de collecte des points d'apport volontaire, puis vidé sur la plateforme de transit de l'usine de Plouharnel.

Le transport et le retraitement du verre sont des opérations directement prises en charge par un prestataire désigné par le repreneur dans le cadre du contrat avec l'éco-organisme Eco- Emballages.

# LES INDICATEURS TECHNIQUES

## 1 Les indicateurs relatifs à la collecte des déchets

### 1.1 Les communes concernées par la collecte

Au 1<sup>er</sup> janvier 2017 la collecte des déchets ménagers et assimilés (collecte des ordures ménagères et collecte sélective des emballages légers, du verre et des journaux-revues-magazines) a concerné les communes de :

AURAY – BELZ – BREC’H – CAMORS – CARNAC – CRAC’H – ERDEVEN – ETEL – HOEDIC – HOUAT – LA TRINITE-SUR-MER – LANDAUL – LANDEVANT – LOCMARIAQUER – LOCOAL-MENDON – PLOEMEL – PLOUHARNEL – PLUMERGAT – PLUNERET – PLUVIGNER – QUIBERON – SAINT-PHILIBERT – SAINT-PIERRE QUIBERON – SAINTE-ANNE D’AURAY.

#### **EVOLUTION DE LA POPULATION DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES**

##### **POPULATION DGF RETENUE**

| <b><u>COMMUNES</u></b>    | <b><u>ANNEE 2016</u></b> | <b><u>ANNEE 2017</u></b> |
|---------------------------|--------------------------|--------------------------|
| <i>Auray</i>              | 13 741                   | 14 273                   |
| <i>Belz</i>               | 4 180                    | 4 232                    |
| <i>Brec’h</i>             | 7 152                    | 7095                     |
| <i>Camors</i>             | 3 160                    | 3 191                    |
| <i>Carnac</i>             | 10 398                   | 10 424                   |
| <i>Crac’h</i>             | 3 876                    | 3 870                    |
| <i>Erdeven</i>            | 5 254                    | 5 348                    |
| <i>Etel</i>               | 2 919                    | 2 941                    |
| <i>Hoëdic</i>             | 308                      | 309                      |
| <i>Houat</i>              | 436                      | 439                      |
| <i>Landaul</i>            | 2 396                    | 2 431                    |
| <i>Landévant</i>          | 3 655                    | 3 727                    |
| <i>La Trinite-sur-Mer</i> | 3 429                    | 3 442                    |
| <i>Locmariaquer</i>       | 2 751                    | 2 738                    |
| <i>Locoal-Mendon</i>      | 3 608                    | 3 632                    |

|                                      |                |                |
|--------------------------------------|----------------|----------------|
| <i>Ploëmel</i>                       | 3 111          |                |
| <i>Plouharnel</i>                    | 2 632          | 2 626          |
| <i>Plumergat</i>                     | 3 990          | 4 081          |
| <i>Pluneret</i>                      | 5 550          | 5 602          |
| <i>Pluvigner</i>                     | 7 731          | 7 758          |
| <i>Quiberon</i>                      | 10 411         | 10 473         |
| <i>Ste-Anne d'Auray</i>              | 2 735          | 2 739          |
| <i>St-Philibert</i>                  | 2 926          | 2 901          |
| <i>St-Pierre Quiberon</i>            | 4 491          | 4 486          |
| <b><u>TOTAL</u></b>                  | <b>110 840</b> | <b>111 926</b> |
| <b>Variation 2017/2016 : +0.98 %</b> |                |                |

## 1.2 La population concernée par le service

La collecte des déchets ménagers et la collecte sélective concernent l'ensemble des 24 communes de la Communauté de communes, soit **111 926 habitants (population DGF 2017 - recensement INSEE 2014)**.

## 1.3 Les équipements de pré-collecte

- Scénario de collecte :

**Sur le continent**, le scénario de collecte a été le suivant en 2017 :

- collecte des ordures ménagères en porte à porte (conteneurisation individuelle et quelques bacs collectifs) et sur quelques éco-stations,
- collecte sélective des emballages légers en porte à porte (sacs jaunes ou conteneurisation collective),
- collecte en point d'apport volontaire pour le verre, les papiers, quelques emballages légers.



**Sur les îles (Houat et Hoëdic),** les déchets sont collectés puis rapatriés sur ba  
La prestation comprend le transport maritime, la collecte en bacs 750 L d'o  
rapatriement des apports en colonnes des collectes sélectives.

Une fois sur le continent, les OM et les déchets des collectes sélectives sont ensuite acheminés sur le site de Plouharnel ou directement à l'exutoire, pour être éliminés ou valorisés comme les déchets du continent. Les déchets relevant des déchèteries sont acheminés vers les déchèteries les plus proches.  
Par ailleurs, une collecte du carton a été mise en œuvre sur les deux îles.



- **Le parc de contenants :**

Le parc de conteneurs dont dispose la Communauté de communes est le suivant :

#### **1 – PARC DES BACS**



Le parc de bacs sur le territoire est estimé à environ 53 000 contenants.

Pour l'année 2017, la distribution des bacs individuels d'ordures ménagères a été la suivante :

- Bacs 140 L : 695 bacs,
- Bacs 240 L : 242 bacs.

#### **2 – Parc des colonnes d'apport volontaire**

---

**Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de la gestion des déchets ménagers et assimilés  
EXERCICE 2017**

Le parc total de colonnes d'apport volontaire se compose de :

- 693 colonnes à verre,
- 243 colonnes à papiers,
- 48 colonnes d'emballages légers.

Sur les communes continentales du territoire, une campagne de renouvellement du parc des colonnes a débuté en 2016.

Dans une logique d'optimisation du parc de ses colonnes d'apport volontaire en verre et papiers, la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique souhaite pouvoir revoir certaines implantations.

Par ailleurs, certaines colonnes sont situées sur des emplacements dangereux pour la collecte, et mal adaptés pour les usagers lors des dépôts. Des actions sont en cours pour modifier ces points.

### 3 – Sacs jaunes

Parallèlement, les emballages légers sont collectés en porte à porte dans des sacs jaunes (sauf sur les îles).

En 2017, la Communauté de communes a acheté **des sacs jaunes pour 100 861€ TTC.**

A titre indicatif, les achats en sacs jaunes depuis 2010 ont été les suivants (en € TTC) :

| 2010     | 2011     | 2012     | 2013     | 2014     | 2015      | 2016     | 2017      |
|----------|----------|----------|----------|----------|-----------|----------|-----------|
| 69 004 € | 94 601 € | 92 910 € | 49 872 € | 86 597 € | 103 857 € | 56 409 € | 100 861 € |

Les variations interannuelles tiennent essentiellement aux effets de stocks et de dates de commande et ne reflètent pas l'évolution de la consommation réelle en sacs jaunes.

#### 4 – Parc des composteurs en 2017

En 2017, la Communauté de communes a décidé de poursuivre les opérations de mise à disposition gratuite de composteurs individuels. Le nombre global de composteurs en place sur le territoire s'élève à **16 613 composteurs**, avec 698 composteurs distribués en 2017, comparativement à 560 composteurs distribués en 2016 et 348 composteurs distribués en 2015.

#### 5 – Parc des colonnes enterrées

Des colonnes enterrées ont été mises en place sur le territoire de la Communauté de communes et sont situées sur les emplacements suivants :

- 4 colonnes enterrées à la Trinité-sur-Mer (2 colonnes à ordures ménagères, 1 colonne à verre, 1 colonne à papiers).
- 2 colonnes enterrées (Ordures ménagères) , installées Place Illertissen, sur Carnac
- 8 colonnes enterrées, installées Place Poul Person à Carnac (2 colonnes à ordures ménagères, 2 colonnes à verre, 2 colonnes à papiers, 2 colonnes à emballages).
- 6 colonnes enterrées à Auray (4 colonnes à ordures ménagères, 2 colonnes à emballages).
- 2 colonnes enterrées à Camors (1 colonne à verre, 1 colonne à papier)
- 8 colonnes enterrées à Quiberon (4 colonnes à ordures ménagères, 2 colonnes à verre, 2 colonnes à emballages).



Eco-station de Poul Person, Carnac

## 1.4 La fréquence de collecte des ordures ménagères et du tri sélectif

La mise en place de la collecte sélective, ainsi que la conteneurisation individuelle, a permis d'engager une réflexion sur une optimisation et une rationalisation des fréquences de tournées. Le schéma retenu à l'issue de cette démarche a conduit à une diminution de la fréquence des tournées, qui permet une meilleure maîtrise des coûts du service.

Fréquence des collectes en porte à porte en 2017 :

| COLLECTE DES PARTICULIERS ET DES PROFESSIONNELS ASSUJETTIS A LA TEOM |                                                         |                                                        |                    |                   |
|----------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|--------------------|-------------------|
| Commune                                                              | Ordures Ménagères                                       |                                                        | Collecte Sélective |                   |
|                                                                      | Septembre à Juin                                        | Juillet, Août                                          | Septembre à Juin   | Juillet, Août     |
| Auray                                                                | C1                                                      |                                                        | C1                 |                   |
| Belz                                                                 | C1                                                      | C2                                                     | C1                 | C2 pour les 750 L |
| Breç'h                                                               | C1                                                      |                                                        | C1                 |                   |
| Camors                                                               | C1                                                      |                                                        | C1                 |                   |
| Carnac                                                               | C1                                                      | C2 y compris les trois premières semaines de septembre | C1                 | C2 pour les 750 L |
|                                                                      | C2 pendant les vacances de Pâques et ponts de mai, juin |                                                        |                    |                   |
| Crac'h                                                               | C1                                                      | C2                                                     | C1                 | C2 pour les 750 L |
| Erdeven                                                              | C1                                                      | C2 y compris les deux premières semaines de septembre  | C1                 | C2 pour les 750 L |
|                                                                      | C2 pendant les vacances de Pâques                       |                                                        |                    |                   |
| Etel                                                                 | C1                                                      | C2                                                     | C1                 | C2 pour les 750 L |
| Landaul                                                              | C1                                                      |                                                        | C1                 |                   |
| Landévant                                                            | C1                                                      |                                                        | C1                 |                   |
| La Trinité sur Mer                                                   | C1                                                      | C2 y compris les deux premières semaines de septembre  | C1                 | C2 pour les 750 L |
|                                                                      | C2 pendant les vacances de Pâques et ponts de mai, juin |                                                        |                    |                   |

| <b>COLLECTE DES PARTICULIERS ET DES PROFESSIONNELS ASSUJETTIS A LA TEOM (suite)</b> |                                                         |                                                        |                    |                   |
|-------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|--------------------|-------------------|
| Commune                                                                             | Ordures Ménagères                                       |                                                        | Collecte Sélective |                   |
|                                                                                     | Septembre à Juin                                        | Juillet, Août                                          | Septembre à Juin   | Juillet, Août     |
| <b>Locmariaquer</b>                                                                 | C1                                                      | C2                                                     | C1                 | C2 pour les 750 L |
| <b>Locoal-Mendon</b>                                                                | C1                                                      | C1                                                     | C1                 |                   |
| <b>Ploëmel</b>                                                                      | C1                                                      |                                                        | C1                 |                   |
| <b>Plouharnel</b>                                                                   | C1                                                      | C2 y compris les deux premières semaines de septembre  | C1                 | C2 pour les 750 L |
| <b>Plumergat</b>                                                                    | C1                                                      |                                                        | C1                 |                   |
| <b>Pluneret</b>                                                                     | C1                                                      |                                                        | C1                 |                   |
| <b>Pluvigner</b>                                                                    | C1                                                      |                                                        | C1                 |                   |
| <b>Quiberon</b>                                                                     | C1                                                      | C2 y compris les trois premières semaines de septembre | C1                 | C2 pour les 750 L |
|                                                                                     | C2 pendant les vacances de Pâques et ponts de mai, juin |                                                        |                    |                   |
| <b>Saint Philibert</b>                                                              | C1                                                      | C2                                                     | C1                 | C2 pour les 750 L |
| <b>Saint Pierre Quiberon</b>                                                        | C1                                                      | C2 y compris les deux premières semaines de septembre  | C1                 | C2 pour les 750 L |
|                                                                                     | C2 pendant les vacances de Pâques et ponts de mai, juin |                                                        |                    |                   |
| <b>Sainte Anne d'Auray</b>                                                          | C1                                                      |                                                        | C1                 |                   |



**COLLECTE DES PROFESSIONNELS SOUMIS A LA REDEVANCE SPECIALE**

| Commune            |                          | Ordures Ménagères |                                                                                                         | Collecte Sélective |                   |
|--------------------|--------------------------|-------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-------------------|
|                    |                          | Septembre à Juin  | Juillet, Août                                                                                           | Septembre à Juin   | Juillet, Août     |
| Auray              | Toute la commune         | C2                | C3                                                                                                      | C1                 |                   |
|                    | Gros producteurs         | C3                | C3                                                                                                      |                    |                   |
|                    | Etablissements scolaires | C3                |                                                                                                         |                    |                   |
|                    | St Goustan<br>Les Halles | C3                | C5                                                                                                      |                    |                   |
| Belz               |                          | C2                | C2 jusqu'à mi-septembre<br>C4 pour les campings                                                         | C1                 | C2 pour les 750 L |
| Brec'h             |                          | C2                |                                                                                                         | C1                 |                   |
| Camors             |                          | C2                |                                                                                                         | C1                 |                   |
| Carnac             |                          | C2                | C3 des vacances de Pâques à fin juin<br>C7 y compris les trois premières semaines de septembre          | C1                 | C2 pour les 750 L |
| Crac'h             |                          | C2                | C3 y compris la dernière semaine de juin                                                                | C1                 | C2 pour les 750 L |
| Erdeven            |                          | C2                | C2<br>C4 pour les restaurants<br>C6 pour les campings                                                   | C1                 | C2 pour les 750 L |
| Etel               |                          | C2                | C3                                                                                                      | C1                 | C2 pour les 750 L |
| Landaul            |                          | C2                |                                                                                                         | C1                 |                   |
| Landévant          |                          | C2                |                                                                                                         | C1                 |                   |
| La Trinité-sur-Mer |                          | C2                | C3 des vacances de Pâques à fin juin et les trois premières semaines de septembre<br>C7 juillet et août | C1                 | C2 pour les 750 L |

**COLLECTE DES PROFESSIONNELS SOUMIS A LA REDEVANCE SPECIALE (suite)**

| Commune                   | Ordures Ménagères                       |                                                                                                | Collecte Sélective |                   |
|---------------------------|-----------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------|-------------------|
|                           | Septembre à Juin                        | Juillet, Août                                                                                  | Septembre à Juin   | Juillet, Août     |
| <i>Locmariaquer</i>       | C2                                      | C3 y compris la dernière semaine de juin<br>C4 pour les campings                               | C1                 | C2 pour les 750 L |
| <i>Locoal-Mendon</i>      | C2                                      |                                                                                                | C1                 |                   |
| <i>Ploëmel</i>            | C2                                      | C2 jusqu'à mi-septembre<br>C4 pour les campings                                                | C1                 |                   |
| <i>Plouharnel</i>         | C2                                      | C5                                                                                             | C1                 | C2 pour les 750 L |
| <i>Plumergat</i>          | C1                                      |                                                                                                | C1                 |                   |
| <i>Pluneret</i>           | C1<br>C2 pour le collège de Kerfontaine |                                                                                                | C1                 |                   |
| <i>Pluvigner</i>          | C2                                      |                                                                                                | C1                 |                   |
| <i>Quiberon</i>           | C2                                      | C3 des vacances de Pâques à fin juin<br>C7 y compris les trois premières semaines de septembre | C1                 | C2 pour les 750 L |
| <i>St-Philibert</i>       | C2                                      | C3 y compris la dernière semaine de juin                                                       | C1                 | C2 pour les 750 L |
| <i>St-Pierre Quiberon</i> | C2                                      | C6                                                                                             | C1                 | C2 pour les 750 L |
| <i>St-Anne d'Auray</i>    | C2                                      |                                                                                                | C1                 |                   |

### COLLECTE DES POINTS DE REGROUPEMENTS (Eco-stations)

| Commune                   | Ordures Ménagères et Collecte Sélective |                                                        |
|---------------------------|-----------------------------------------|--------------------------------------------------------|
|                           | Septembre à Juin                        | Juillet, Août                                          |
| <i>Carnac</i>             | C2                                      | C7 y compris les trois premières semaines de septembre |
| <i>Erdeven</i>            | C2                                      | C6 y compris les deux premières semaines de septembre  |
| <i>Etel</i>               | C2                                      | C4                                                     |
| <i>La Trinité-sur-Mer</i> | C2                                      | C7 y compris les deux premières semaines de septembre  |
| <i>Locmariaquer</i>       | C2                                      | C4                                                     |
| <i>Quiberon</i>           | C2                                      | C7 y compris les trois premières semaines de septembre |
| <i>St- Philibert</i>      | C2                                      | C3                                                     |

### COLLECTE DE HOUAT & HOËDIC

| Ordures Ménagères et Collecte Sélective<br>et autres déchets relevant des déchèteries |                      |                                             |                             |                          |           |                                 |
|---------------------------------------------------------------------------------------|----------------------|---------------------------------------------|-----------------------------|--------------------------|-----------|---------------------------------|
| janvier<br>février<br>mars                                                            | avril<br>mai<br>juin | du 1 <sup>er</sup> Juillet<br>au 15 juillet | du 16 juillet<br>au 20 août | du 21 août<br>au 31 août | septembre | octobre<br>novembre<br>décembre |
| C1                                                                                    | C2                   | C3                                          | C4                          | C3                       | C2        | C1                              |

**Légende :**

| TABLEAU DE FREQUENCE DE LA COLLECTE |                                    |
|-------------------------------------|------------------------------------|
| C1                                  | Collecte <b>1 fois par semaine</b> |
| C2                                  | Collecte <b>2 fois par semaine</b> |
| C3                                  | Collecte <b>3 fois par semaine</b> |
| C4                                  | Collecte <b>4 fois par semaine</b> |
| C5                                  | Collecte <b>5 fois par semaine</b> |
| C6                                  | Collecte <b>6 fois par semaine</b> |
| C7                                  | Collecte <b>7 fois par semaine</b> |

**1.5 Collectes sélectives proposées**

La Communauté de communes opère la collecte sélective en tri-flux :

1<sup>er</sup> flux : le verre, en apport volontaire sur toutes les communes,

2<sup>ème</sup> flux : les journaux-revues-magazines, en apport volontaire sur toutes les communes,

3<sup>ème</sup> flux : les emballages légers ménagers (flaconnages plastiques, emballages en carton, acier, aluminium), en apport volontaire, en éco-stations ou en porte à porte sur l'ensemble des communes.

Le mode de collecte sélective des déchets à recycler est le suivant :

- 1) **Verre** : colonnes 2 à 4 m<sup>3</sup> en point d'apport volontaire
- 2) **Papiers** : colonnes 4 m<sup>3</sup> en point d'apport volontaire
- 3) **Emballages légers (flaconnages plastiques, emballages en carton, acier, aluminium)** : sacs plastiques jaunes collectés en porte à porte, bacs jaunes d'une contenance de 340-360 litres et 750 litres pour les résidences, ainsi que des colonnes d'apport volontaire (2 m<sup>3</sup> et 4 m<sup>3</sup>) en déchèteries et dans quelques points d'apport volontaire (48 colonnes réparties sur les îles et sur quelques communes continentales).

## 1.6 Les tonnages

Les tonnages des ordures ménagères, du verre, des papiers et des emballages collectés au cours de l'année 2017 sur les différentes communes de la Communauté de communes sont les suivants :

### PAPIERS

|              | <u>Mois</u>     | <u>Tonnages</u> | <u>Moyenne</u> |
|--------------|-----------------|-----------------|----------------|
| <b>2017</b>  | Janvier         | 166.14          | 167.29         |
|              | Février         | 137.50          |                |
|              | Mars            | 165.50          |                |
|              | Avril           | 172.54          |                |
|              | Mai             | 175.86          |                |
|              | Juin            | 156.56          |                |
|              | Juillet         | 179.86          |                |
|              | Août            | 187.52          |                |
|              | Septembre       | 172.80          |                |
|              | Octobre         | 184.08          |                |
|              | Novembre        | 169.72          |                |
|              | Décembre        | 139.36          |                |
| <b>Total</b> | <b>2 007.54</b> |                 |                |

### VERRE

|              | <u>Mois</u>     | <u>Tonnages</u> | <u>Moyenne</u> |
|--------------|-----------------|-----------------|----------------|
| <b>2017</b>  | Janvier         | 411.42          | 514.32         |
|              | Février         | 353.60          |                |
|              | Mars            | 411.22          |                |
|              | Avril           | 505.96          |                |
|              | Mai             | 506.24          |                |
|              | Juin            | 585.94          |                |
|              | Juillet         | 680.28          |                |
|              | Août            | 973.42          |                |
|              | Septembre       | 552.18          |                |
|              | Octobre         | 379.28          |                |
|              | Novembre        | 433.58          |                |
|              | Décembre        | 378.72          |                |
| <b>Total</b> | <b>6 171.84</b> |                 |                |

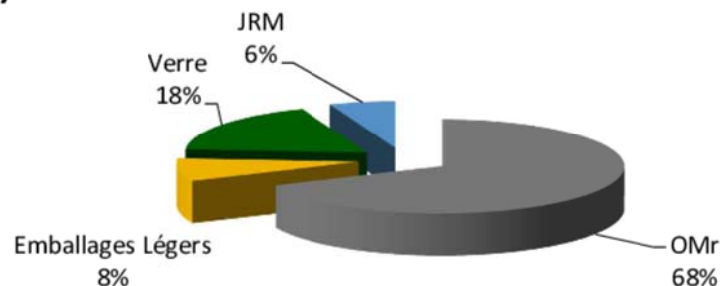
**EMBALLAGES LEGERS****ORD**

|              | <u>Mois</u>     | <u>Tonnages</u> | <u>Moyenne</u> |
|--------------|-----------------|-----------------|----------------|
| <b>2017</b>  | Janvier         | 172.92          | 222.86         |
|              | Février         | 164.62          |                |
|              | Mars            | 184.62          |                |
|              | Avril           | 214.06          |                |
|              | Mai             | 213.92          |                |
|              | Juin            | 216.82          |                |
|              | Juillet         | 310.02          |                |
|              | Août            | 377.04          |                |
|              | Septembre       | 249.50          |                |
|              | Octobre         | 191.76          |                |
|              | Novembre        | 186.42          |                |
|              | Décembre        | 192.64          |                |
| <b>Total</b> | <b>2 674.34</b> |                 |                |

|              | <u>Mois</u>      | <u>Tonnages</u> | <u>Moyenne</u> |
|--------------|------------------|-----------------|----------------|
| <b>2017</b>  | Janvier          | 1 564.28        | 1 951.77       |
|              | Février          | 1 408.82        |                |
|              | Mars             | 1 631.06        |                |
|              | Avril            | 1 832.16        |                |
|              | Mai              | 2 004.54        |                |
|              | Juin             | 1 963.65        |                |
|              | Juillet          | 2 680.96        |                |
|              | Août             | 3 345.28        |                |
|              | Septembre        | 2 032.30        |                |
|              | Octobre          | 1 770.52        |                |
|              | Novembre         | 1 661.26        |                |
|              | Décembre         | 1 526.38        |                |
| <b>Total</b> | <b>23 421.21</b> |                 |                |

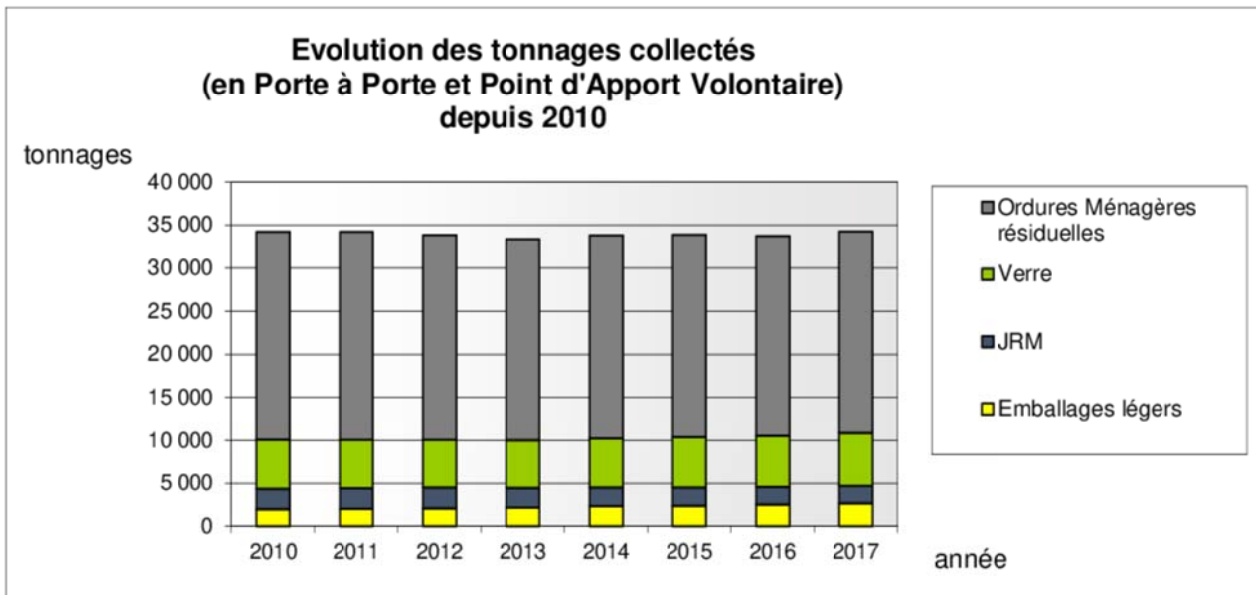
En 2017, le taux de refus de tri sur les emballages légers a été de 18 %. Les refus de tri sont les éléments retrouvés dans les sacs et bacs jaunes et ne répondant pas aux consignes de tri (textiles, plastiques non recyclables, déchets fermentescibles, verre, etc.).

**Répartition des tonnages de déchets collectés  
(en Porte à Porte et Point d'Apport Volontaire)  
en 2017**



**Evolution des tonnages collectés depuis 2010**

|                               | 2010   | 2011   | 2012   | 2013   | 2014   | 2015   | 2016   | 2017  | Evolution<br>2010/2017 |
|-------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|-------|------------------------|
| Papiers                       | 2 395  | 2 430  | 2 391  | 2 291  | 2 174  | 2 124  | 2 036  | 2008  | -16.2%                 |
| Emballages légers             | 1 965  | 2 007  | 2 094  | 2 165  | 2 343  | 2 373  | 2 522  | 2674  | +8.0%                  |
| Verre                         | 5 714  | 5 595  | 5 567  | 5 561  | 5 699  | 5 868  | 5 978  | 6172  | +36.1%                 |
| Ordures Ménagères résiduelles | 24 135 | 24 173 | 23 798 | 23 360 | 23 605 | 23 508 | 23 199 | 23421 | -3.0%                  |



## Tonnages des ordures ménagères résiduelles collectées au cou

Afin d'optimiser les circuits de collecte, les limites communales ont été supprimées en 2012. Les tonnages collectés ne concernent plus une seule commune mais un secteur regroupant plusieurs communes. Les tonnages collectés ne peuvent donc plus être inscrits commune par commune, mais globalement sur le territoire.

Le tonnage global d'ordures ménagères résiduelles collectées en **2017** sur le territoire de la Communauté de communes est de **23 421 tonnes**, soit une diminution de 222 tonnes par rapport à 2016.

### ➤ Autres apports d'ordures ménagères :

Il s'agit des déchets de propreté, apportés directement par les communes sur l'usine d'incinération d'ordures ménagères de Plouharnel. Ce sont les dépôts sauvages, les sacs vacances propres, les déchets de marché, etc.

Les tonnages relatifs à ces déchets ont été les suivants :

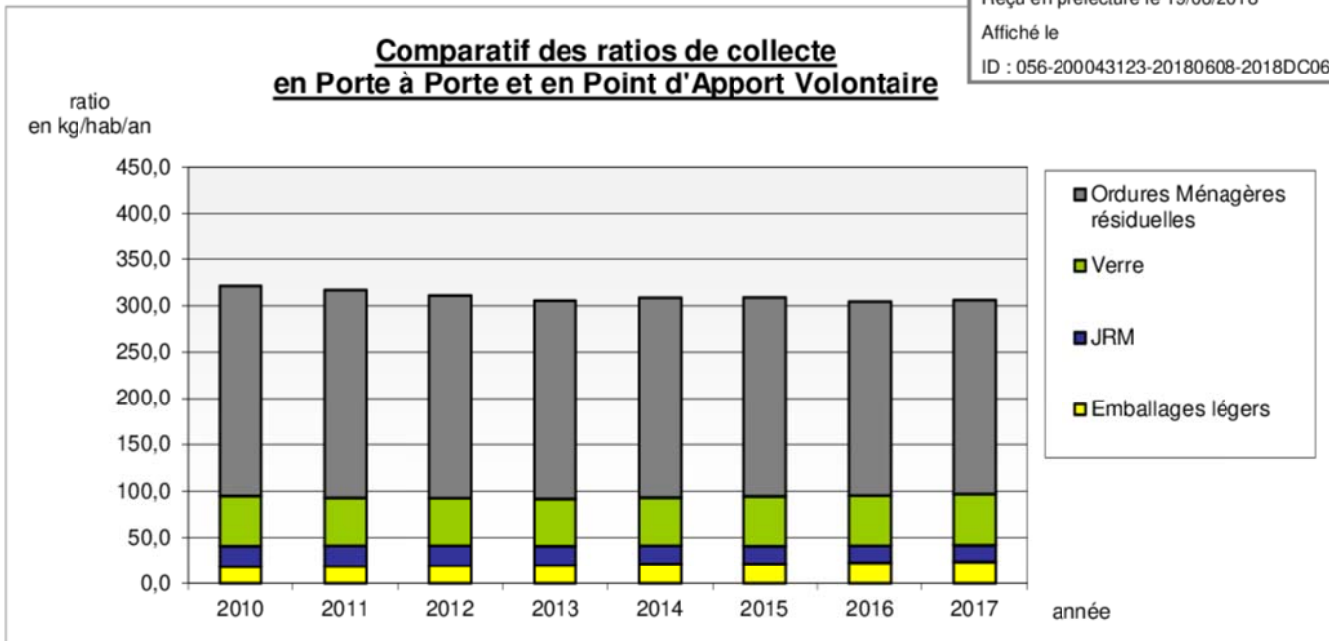
| année    | 2010     | 2011     | 2012     | 2013     | 2014     | 2015     | 2016     | 2017     | Evolution<br>2016/2017 |
|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|------------------------|
| tonnages | 339,66 T | 459,04 T | 480,22 T | 512,57 T | 530,06 T | 484,06 T | 606,79 T | 589,58 T | - 2,8 %                |

### ➤ EVOLUTION DU RATIO DE COLLECTE

| Ratios en<br>kg/hab*/an             | 2010         | 2011         | 2012         | 2013         | 2014         | 2015         | 2016         | 2017         | Evolution en %<br>2016-2017 |
|-------------------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|-----------------------------|
| Emballages                          | 18,5         | 18,6         | 19,2         | 19,8         | 21,4         | 21,6         | 22,8         | 23,9         | + 5,0%                      |
| Papiers                             | 22,5         | 22,5         | 22,0         | 20,97        | 19,8         | 19,4         | 18,4         | 17,9         | - 2,3 %                     |
| Verre                               | 53,7         | 51,8         | 51,1         | 50,9         | 52,0         | 53,5         | 53,9         | 55,1         | + 2,2 %                     |
| <b>Total collecte<br/>sélective</b> | <b>94,7</b>  | <b>92,9</b>  | <b>92,3</b>  | <b>91,7</b>  | <b>93,3</b>  | <b>94,5</b>  | <b>95,1</b>  | <b>97,0</b>  | <b>+ 2,0 %</b>              |
| <b>OMr</b>                          | <b>226,8</b> | <b>224,0</b> | <b>218,5</b> | <b>213,9</b> | <b>215,5</b> | <b>214,3</b> | <b>209,3</b> | <b>209,3</b> | <b>0 %</b>                  |
| <b>Total collecte</b>               | <b>321,5</b> | <b>316,9</b> | <b>310,8</b> | <b>305,6</b> | <b>308,8</b> | <b>308,7</b> | <b>304,4</b> | <b>306,3</b> | <b>+ 0,6 %</b>              |

\* la population prise en compte est la population DGF





## 1.7 Les déchèteries

Ce sont des lieux ouverts au public, particuliers et professionnels (sous certaines conditions), pour le dépôt des déchets qui, du fait de leur encombrement ou de leur nature, ne sont pas pris en charge dans le cadre de la collecte des ordures ménagères.

Stockés sur les sites déclarés et contrôlés, ces déchets sont ensuite valorisés par des filières adaptées ou éliminés en installation de stockage.

Six déchèteries sont implantées sur le territoire de la Communauté de communes de sorte qu'elles ne soient pas éloignées de plus de quinze minutes des habitations. Les déchèteries sont situées sur Belz, Carnac, Crac'h, Pluvigner, Quiberon et Ste-Anne d'Auray.

Le récépissé de déclaration contrôlée et d'enregistrement de ces équipements fixe les conditions d'exploitation et identifie les produits qui y sont admis.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2016, l'exploitation de l'ensemble des déchèteries du territoire est assurée par la société Grandjouan.

Pour les déchèteries de la Communauté de communes, les produits admis sont les suivants :

- Tout venant - gravats - déchets verts – ferraille et batteries - carton - bois
- DDS (*Déchets Diffus Spécifiques* tels que : peintures, colle, vernis, solvants, huile en bidons, détergents, produits d'entretien, insecticides, pesticides, acides, produits de laboratoire, aérosols, carburants, huile végétale en fût ... )
- DEEE (*Déchets d'Équipements Électriques et Electroniques* tels que : les gros électroménagers froid (réfrigérateurs, congélateurs, climatiseurs...), les gros électroménagers hors froid (lave-linge, lave-vaisselle, les fours...), les écrans (télévisions, écrans d'ordinateur...) ainsi que les petits appareils électroménagers (aspirateurs, grille-pains, sèche-cheveux, four micro-ondes...))
- Pneus de véhicules légers, non jantés, (uniquement sur Crac'h et Belz)

En 2015 et 2016, des bennes Eco-Mobilier ont été déployées sur les déchèteries de Pluvigner, ce déploiement a également été effectué à la déchèterie de Pluvigner. Ces bennes permettent de récupérer et valoriser les déchets d'équipements et d'ameublement.

En 2017, les horaires d'ouverture au public étaient les suivants :

|                                                     | <u>Période</u>       | <u>Horaires</u>       | <u>Jours de fermeture</u>                                                                                          |
|-----------------------------------------------------|----------------------|-----------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Belz (Kerdonnerch)<br>☎ 02 97 55 37 82              | Toute l'année        | 9h-18h                | Fermée le dimanche                                                                                                 |
| Carnac (Z.A. de Montauban)<br>☎ 02 97 52 91 48      | Du 01/10<br>au 31/03 | 9h-12h<br>14h-17h30   | Fermée le mardi et le dimanche                                                                                     |
|                                                     | Du 01/04<br>au 30/09 | 8h30-12h<br>13h30-18h | Fermée le dimanche ( <i>sauf les dimanches de juillet et d'août durant lesquels elle est ouverte de 9h à 12h</i> ) |
| Crac'h (Le Sclégen)<br>☎ 02 97 50 75 33             | Toute l'année        | 9h-18h                | Fermée le dimanche                                                                                                 |
| Pluvigner (Bréventec)<br>☎ 02 97 24 99 22           | Toute l'année        | 8h30-12h<br>14h-18h30 | Fermée le jeudi et le dimanche                                                                                     |
| Quiberon (Le Manio)<br>☎ 02 97 30 50 70             | Du 01/10<br>au 30/04 | 8h-12h<br>15h-18h     | Fermée le dimanche                                                                                                 |
|                                                     | Du 01/05<br>au 30/09 | 8h-12h<br>14h-18h     | Fermée le dimanche ( <i>sauf les dimanches de juillet et d'août durant lesquels elle est ouverte de 9h à 12h</i> ) |
| Sainte-Anne d'Auray (Lescrezan)<br>☎ 02 97 57 61 98 | Toute l'année        | 9h-12h<br>13h30-17h30 | Fermée le mardi et dimanche                                                                                        |

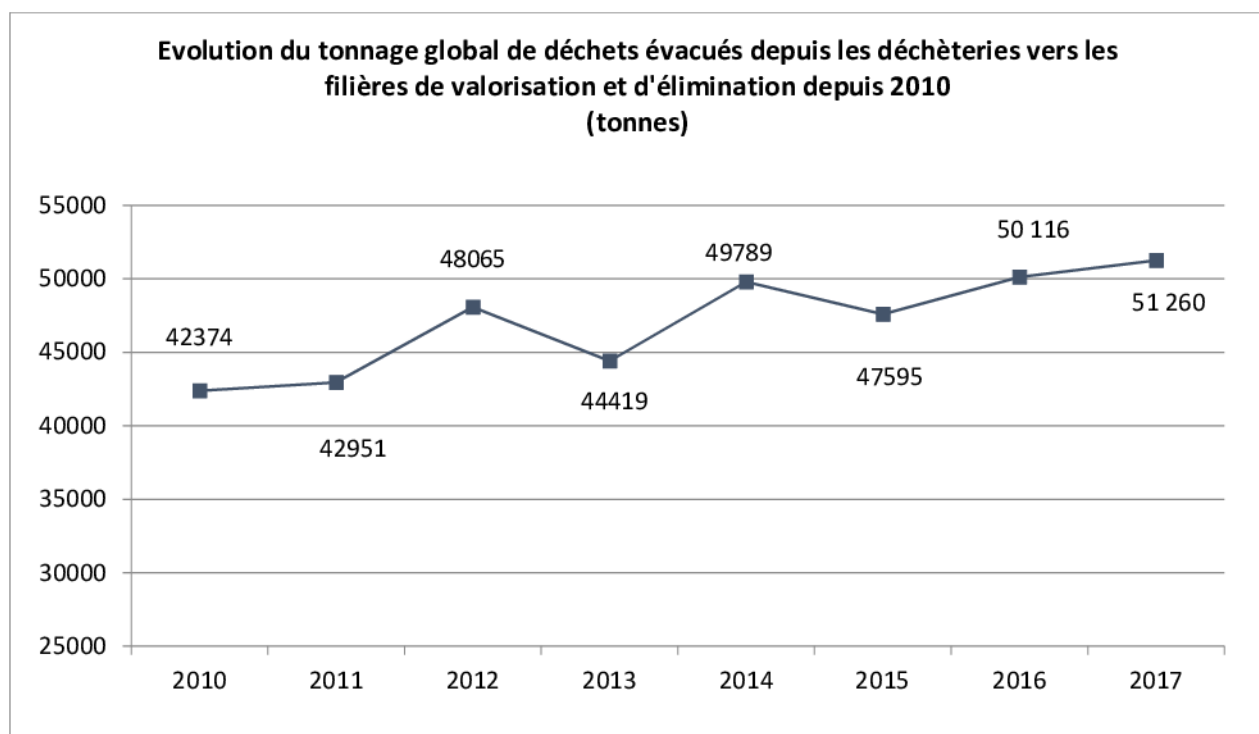
**Tonnages annuels des différents déchets évacués des déchèteries**

|                     | Déchets Verts | Bois    | Carton  | Ferraille + batteries | D3E   | DEA   | DDM   | Pneus | Divers** | Gravats  | Tout Venant | TOTAL tonnages |
|---------------------|---------------|---------|---------|-----------------------|-------|-------|-------|-------|----------|----------|-------------|----------------|
| Total 2017          | 18 022,2      | 2 271,8 | 1 652,7 | 1 267,4               | 978,0 | 910,3 | 248,8 | 32,2  | 11,3     | 15 027,2 | 10 838,9    | 51 260,0       |
| Ratio kg/hab/an*    | 161,0         | 20,3    | 14,8    | 11,3                  | 8,7   | 8,1   | 2,2   | 0,3   | 0,1      | 134,3    | 96,8        | 458,0          |
| Evolution 2017/2016 | 4,8%          | -32,7%  | 10,0%   | -6,0%                 | 1,4%  | 44,7% | -2,3% | -     | -        | -1,5%    | 13,0%       | 2,3%           |
| Total 2016          | 17 195,2      | 3 375,7 | 1 503,1 | 1 348,6               | 964,1 | 629,0 | 254,8 |       |          | 15250,2  | 9 594,9     | 50 115,7       |
| Total 2015          | 17 473,5      | 3 303,4 | 1 422,7 | 1 075,7               | 612,0 | 209,5 | 224,9 |       |          | 14 010,4 | 9 262,9     | 47 595,0       |
| Total 2014          | 17 431,1      | 3 081,4 | 1 295,4 | 831,4                 | 556,6 |       | 181,5 |       |          | 12 815,5 | 13 595,2*** | 49 788,2       |
| Total 2013          | 16 749,8      | 2 507,7 | 1 361,4 | 883,5                 | 470,2 |       | 185,7 |       |          | 13 303,6 | 8 957,3     | 44 419,2       |
| Total 2012          | 17 787,1      | 3 074,9 | 1 402,7 | 866,5                 | 412,0 |       | 173,1 |       |          | 15 875,2 | 8 473,5     | 48 065,0       |
| Total 2011          | 15 728,4      | 2 893,0 | 1 356,1 | 646,5                 | 440,3 |       | 158,2 |       |          | 13 465,3 | 8 262,7     | 42 950,5       |
| Total 2010          | 16 702,5      | 2 312,7 | 1 293,0 | 360,4                 | 333,2 |       | 124,1 |       |          | 12 973,0 | 8 275,4     | 42 374,3       |

\* ratio calculé sur la pop. DGF

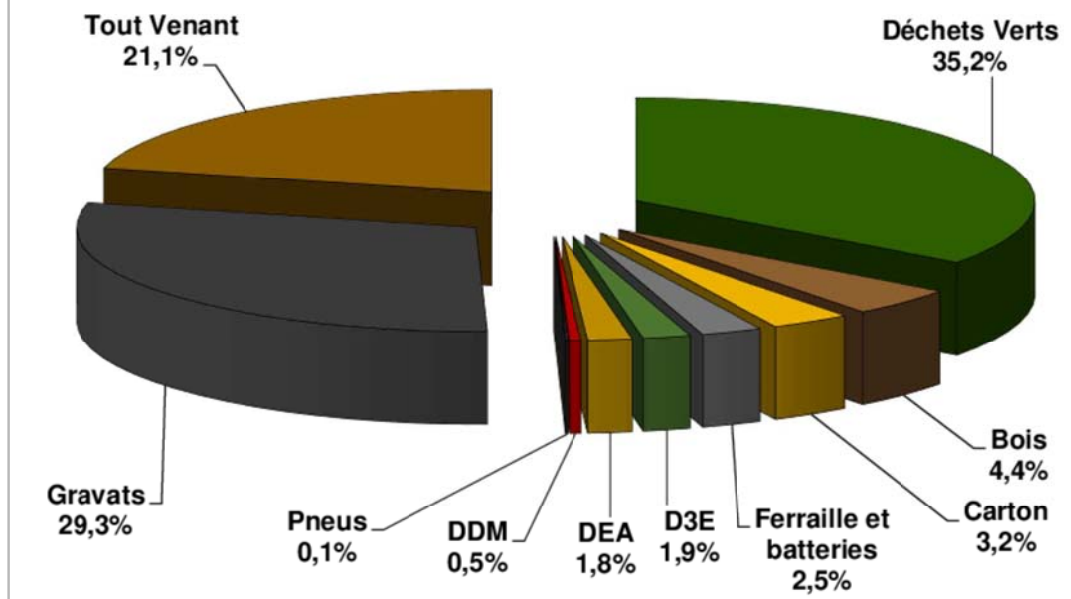
\*\* La colonne « Divers » correspond aux tonnages de piles, lampes, ....

\*\*\*Le tonnage Tout-Venant 2014 est supérieur aux années précédentes (environ 5 000 T), ce tonnage supplémentaire est lié aux travaux sur les déchèteries.



La tendance à la hausse des tonnages globaux sur les déchèteries nécessitera une réflexion particulière notamment sur les gravats et le tout-venant.

### Répartition des déchets de déchèteries en 2017



## 2 Les indicateurs relatifs au traitement

Le traitement des ordures ménagères collectées sur le territoire de la Communauté de communes (collecte et déchèteries) se répartit de la manière suivante en 2017 :

### EVOLUTION DE LA PART DES DIFFERENTS TYPES DE FILIERES DE TRAITEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

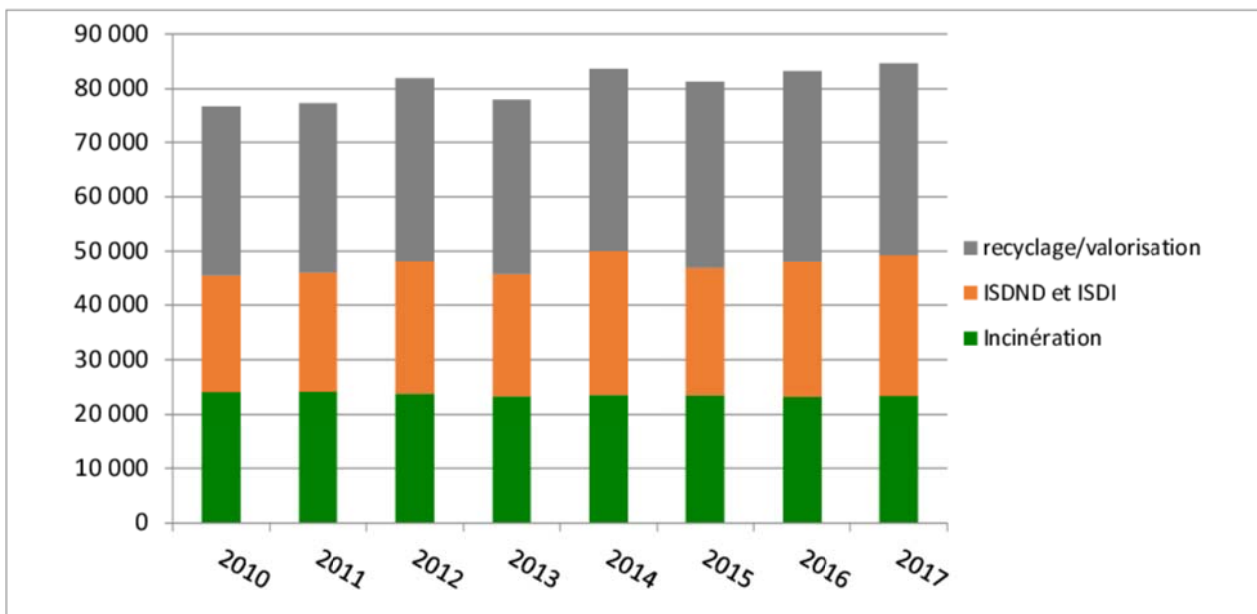
|                                               | 2010          | 2011          | 2012          | 2013          | 2014          | 2015          | 2016          | 2017          |
|-----------------------------------------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| <b>Incineration <sup>(1)</sup></b>            | 24 135        | 24 173        | 23 798        | 23 360        | 23 605        | 23 508        | 23 199        | 23 421        |
| <b>ISDI et ISDND<sup>(2)</sup></b>            | 21 248        | 21 728        | 24 349        | 22 261        | 26 411        | 23 273        | 24 845        | 25 866        |
| <b>Recyclage / valorisation<sup>(3)</sup></b> | 31 200        | 31 254        | 33 768        | 32 175        | 33 594        | 34 478        | 35 178        | 35 338        |
| <b>Total</b>                                  | <b>76 583</b> | <b>77 155</b> | <b>81 915</b> | <b>77 796</b> | <b>83 610</b> | <b>81 259</b> | <b>83 222</b> | <b>84 625</b> |

<sup>(1)</sup> : Ordures ménagères

<sup>(2)</sup> : Gravats et tout-venant des déchèteries

<sup>(3)</sup> : Collecte sélective (verre, papiers, emballages légers) et recyclables des déchèteries (ferrailles, batteries, déchets verts, bois, cartons, Déchets Diffus Spécifiques, D3E)

### EVOLUTION DE LA PART DES DIFFERENTS TYPES DE FILIERES DE TRAITEMENT SUR LE TERRITOIRE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES

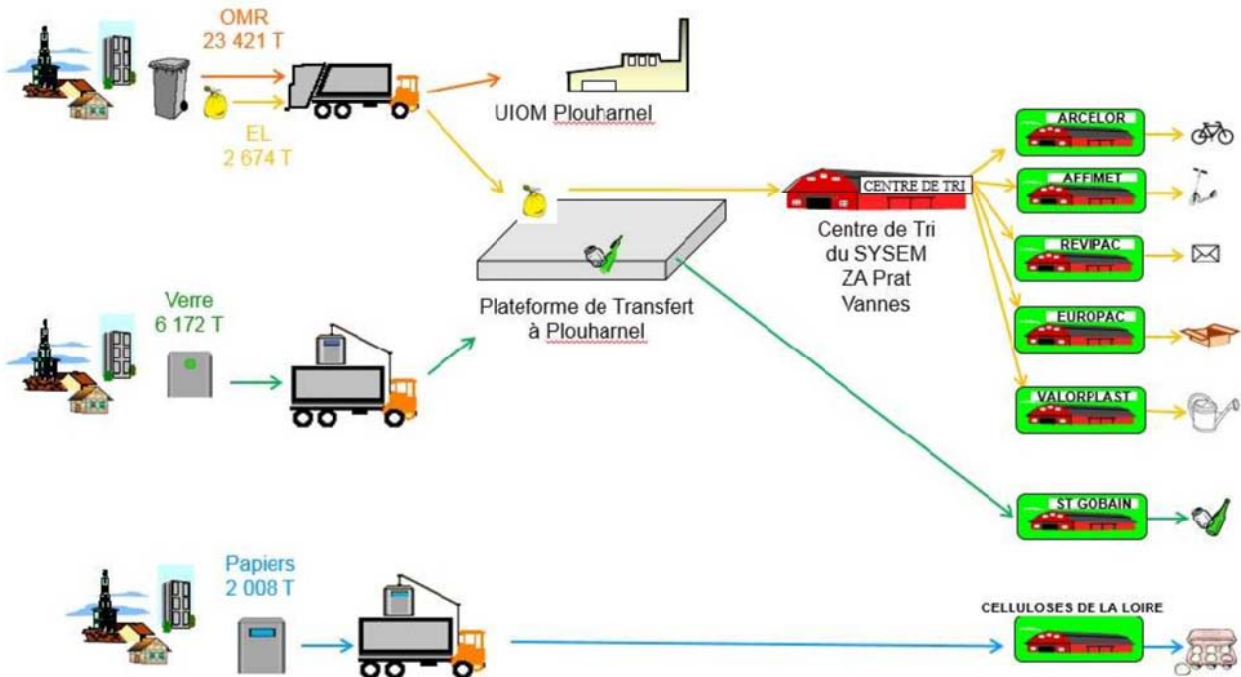


## 2.1 Localisation des unités de traitement

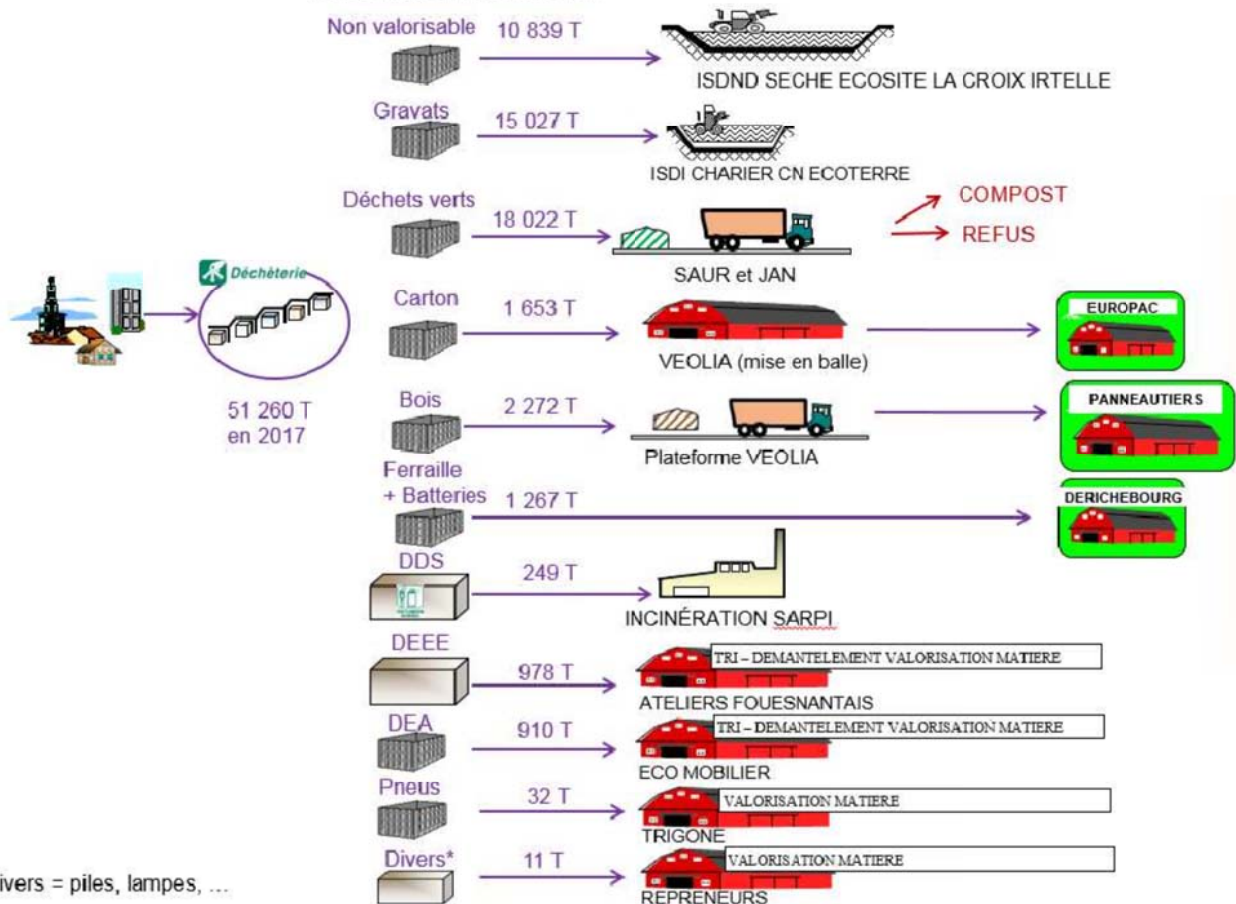
- Ordures ménagères incinérées : UIOM de Plouharnel (Morbihan)
- Tout-venant issu des déchèteries : ISDND de La Croix Irtelle - Séché à la Vraie Croix (Morbihan)
- Gravats : ISDI de Charier CM à Theix (Morbihan).

## 2.2 Parcours et exutoires des déchets

- Les déchets collectés en Porte à Porte et en Points d'Apport Volontaire



• Les déchets collectés en Déchèteries



2.3 Tonnages traités dans l'année

En 2017, **27 564 tonnes** ont été incinérées à l'usine de Plouharnel dont **23 421 tonnes** d'ordures ménagères collectées sur le territoire de la Communauté de communes.

En 2017, les quantités de résidus d'exploitation ont été :

- 5 676 T de mâchefers, soit 205,9 kg de mâchefers/T de déchets incinérés,
- 447 T de ferrailles, soit 16,2 kg de ferrailles/T de déchets incinérés,
- 761 T de REFIOM, soit 27,6 kg de REFIOM/T de déchets incinérés.

Le nombre d'heures théoriques de disponibilité des installations d'incinération est de 8 760 heures par an. Le taux de charge de l'usine a été de 92,45 % avec **8 099 heures** de marche dans l'année (taux de charge de 92,17 % en 2016).

L'installation dispose des principaux équipements suivants :

- deux fosses de réception des déchets d'une capacité totale de 700 m<sup>3</sup>,
- deux grappins de 4 tonnes,
- un four de 4,2 tonnes heure,
- un traitement des fumées comprenant deux tours de refroidissement des gaz, un réacteur à chaux, une injection de charbon actif et un filtre à manches.

Pour écrêter les pointes estivales et gérer les déchets pendant les arrêts techniques, l'installation est équipée d'une presse à balles de 10 tonnes par heure. Les balles formées sont stockées et incinérées au cours de l'année.

Les principaux éléments à retenir sur l'année 2017 :

- incinération de déchets extérieurs à la Communauté de communes mais en provenance du Morbihan,
- très bonne disponibilité du four (92,45%),
- retournement du plan de grille,
- réfection du réfractaire du four,
- travaux d'entretien des tours de refroidissement,
- chaudronnerie et calorifugeage,
- remplacement de la borne et du logiciel du pont bascule.

## **2.4 Le contrôle des rejets et des sous-produits issus de l'incinération.**

Les valeurs limites des rejets sont déterminées par un arrêté ministériel en date du 20 septembre 2002 (modifié par l'arrêté du 03 août 2010).

- **Rejets gazeux à l'atmosphère**

Les rejets sont contrôlés en continu, à l'exception des paramètres dioxines et furannes, les mesures relevées sont transmises mensuellement à l'inspection des installations classées.

S'agissant des dioxines et des furanes, outre l'obligation de les mesurer en semi-continu depuis juillet 2014, celles-ci font l'objet d'un contrôle deux fois par an (arrêté ministériel du 20 septembre 2002).

De surcroît, l'ensemble des paramètres fait l'objet de deux analyses de concentrations par an, confiées à un organisme agréé.

Enfin, l'arrêté du 20 septembre 2002 impose aux exploitants de réaliser une campagne annuelle d'analyses de l'état de l'environnement de l'installation (analyses des métaux, des dioxines et furannes et des PCB-DL dans les sols, les lichens et les laits). Ces analyses annuelles sont assurées par la société Aair Lichens

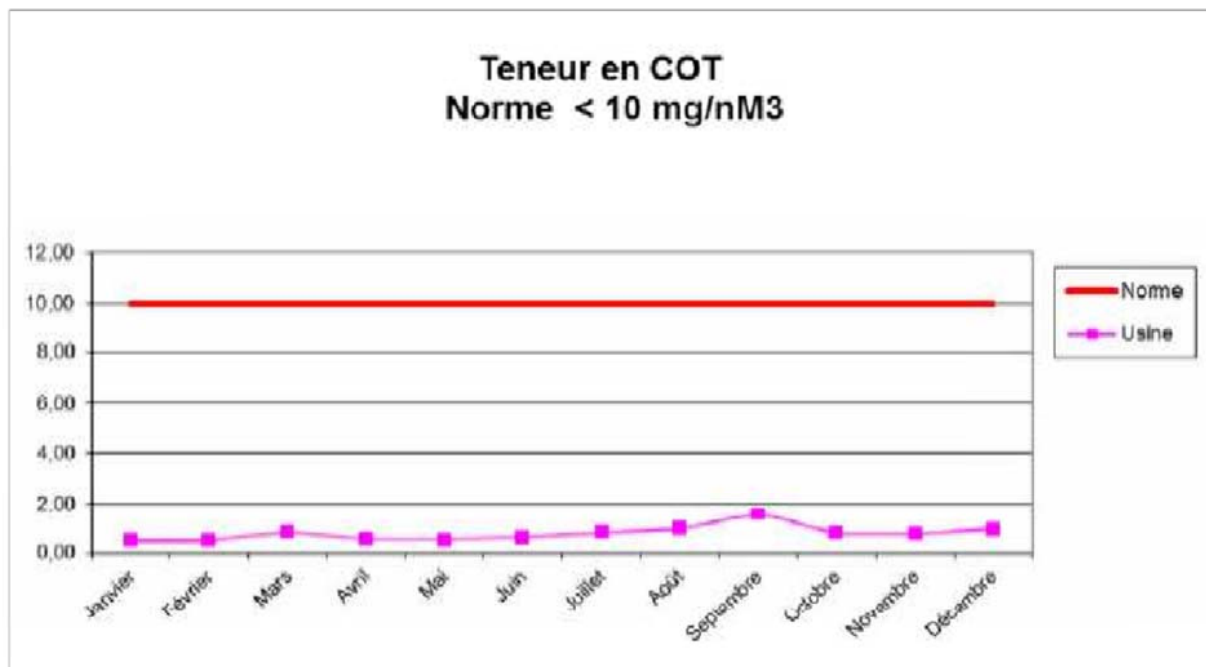
- **Les mesures journalières**

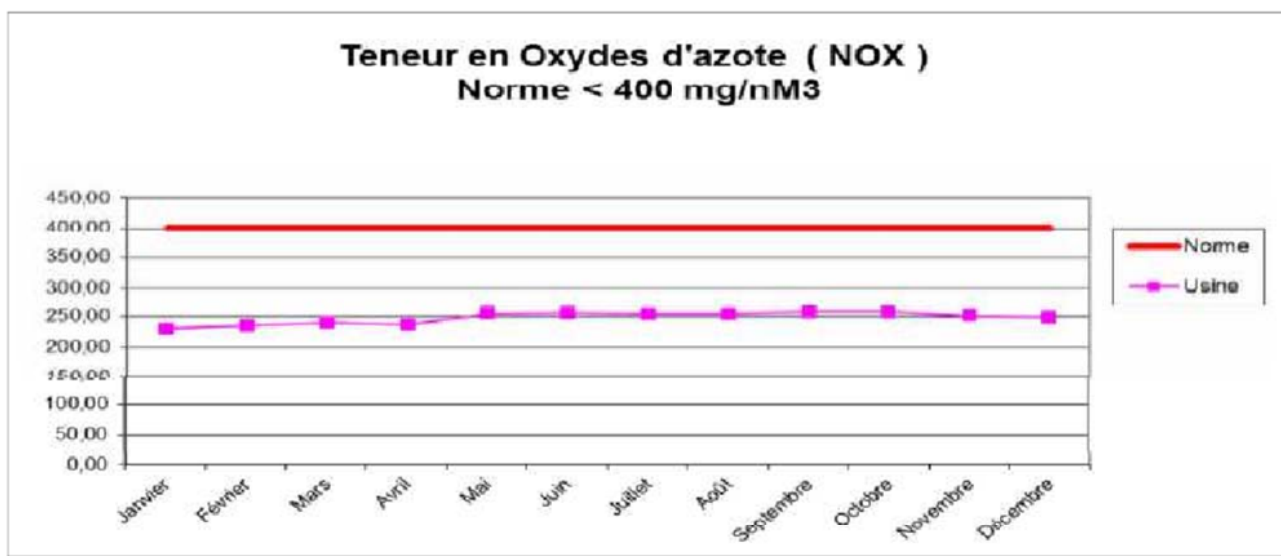
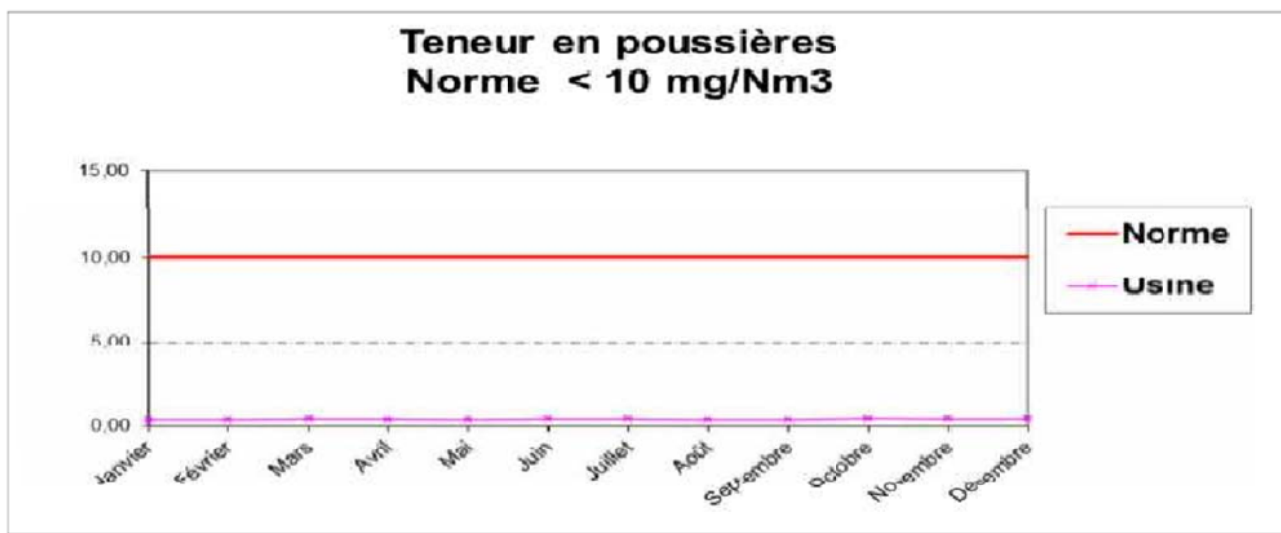
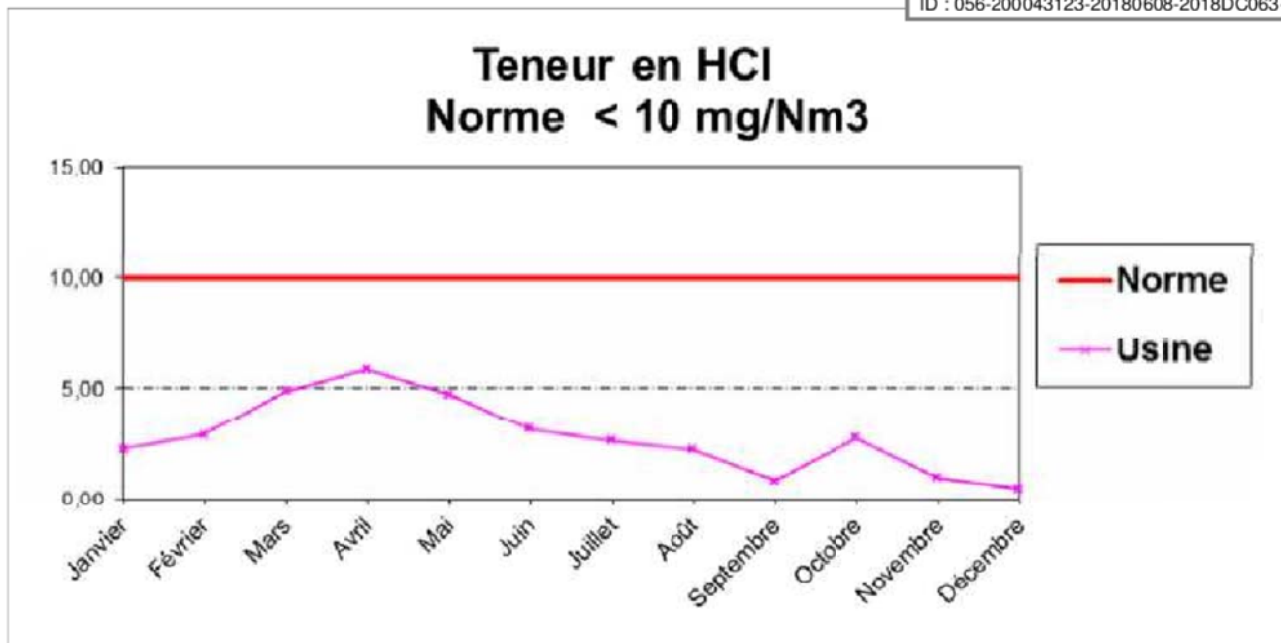


Les rejets atmosphériques contrôlés en continu  
 Rappel des valeurs réglementaires

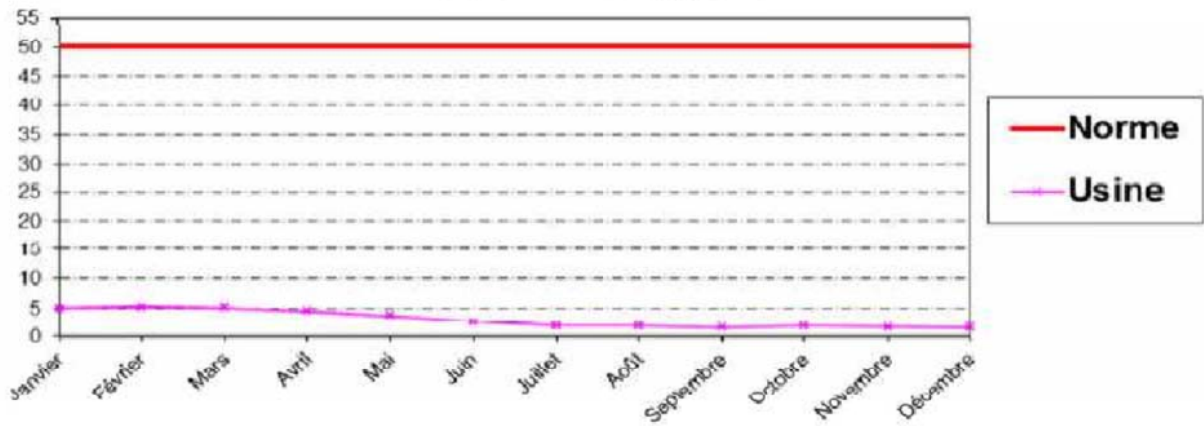
| Paramètres                                                                                                                                                                                                                                 | Valeur en moyenne journalière | Valeur en moyenne sur une demi-heure |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|--------------------------------------|
| Poussières totales                                                                                                                                                                                                                         | 10 mg/m <sup>3</sup>          | 30 mg/m <sup>3</sup>                 |
| Substances organiques à l'état de gaz ou de vapeur exprimées en carbone organique total (COT)                                                                                                                                              | 10 mg/m <sup>3</sup>          | 20 mg/m <sup>3</sup>                 |
| Chlorure d'hydrogène (HCl)                                                                                                                                                                                                                 | 10 mg/m <sup>3</sup>          | 60 mg/m <sup>3</sup>                 |
| Fluorure d'hydrogène (HF)                                                                                                                                                                                                                  | 1 mg/m <sup>3</sup>           | 4 mg/m <sup>3</sup>                  |
| Dioxyde de soufre (SO <sub>2</sub> )                                                                                                                                                                                                       | 50 mg/m <sup>3</sup>          | 200 mg/m <sup>3</sup>                |
| Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO <sub>2</sub> ) exprimés en dioxyde d'azote pour les installations existantes dont la capacité nominale est supérieure à 6 tonnes par heure ou pour les nouvelles installations d'incinération | 200 mg/m <sup>3</sup>         | 400 mg/m <sup>3</sup>                |
| Monoxyde d'azote (NO) et dioxyde d'azote (NO <sub>2</sub> ) exprimés en dioxyde d'azote pour les installations d'incinération existantes dont la capacité nominale est inférieure ou égale à 6 tonnes par heure                            | 400 mg/m <sup>3</sup>         |                                      |
| CO                                                                                                                                                                                                                                         | 50 mg/m <sup>3</sup>          | 100 mg/m <sup>3</sup>                |

Les graphiques qui suivent traduisent des moyennes séquencées en mensualités sur l'année 2017. Ils ne sont pas le reflet de l'auto – contrôle séquencé en moyenne sur une demi-heure et sur 24 heures. Le contrôle par les services de l'Etat du respect des valeurs réglementaires est effectué à partir des bilans journaliers consultables au siège de la Communauté de communes.

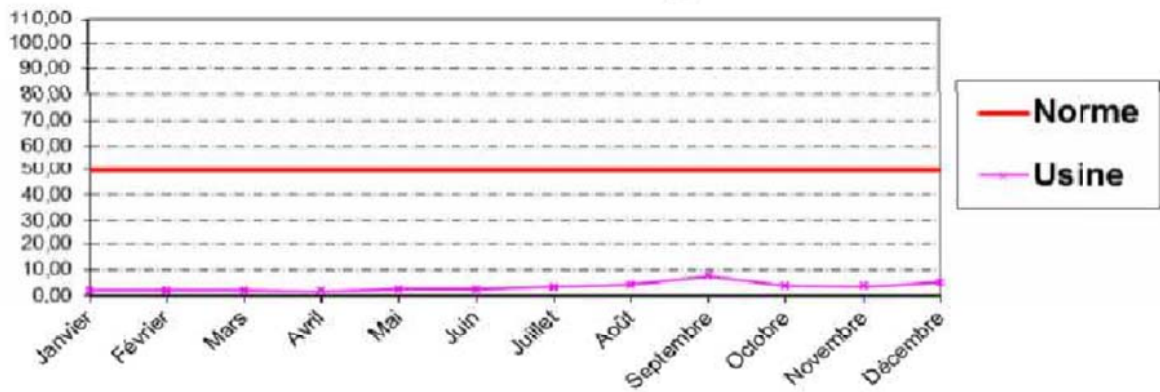




### Teneur en SO2 Norme < 50 mg/Nm3



### Teneur en CO Norme < 50 mg/Nm3



○ Les mesures semestrielles réalisées par l'APAVE et IRH

Les deux analyses réglementaires effectuées montrent la conformité des rejets avec la réglementation.

| Détermination sur gaz sec           | Unité                                  | Résultats du<br>1 <sup>er</sup> semestre<br>2017<br>rapportés à<br>11% d'O <sub>2</sub> | Résultats du<br>2 <sup>ème</sup> semestre<br>2017<br>rapportés à<br>11% d'O <sub>2</sub> | Valeurs<br>réglementaires AP<br>du 31/07/2008 |
|-------------------------------------|----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------|
| Débit des fumées                    | Nm <sup>3</sup> /h                     | 25 800                                                                                  | 42 017                                                                                   |                                               |
| Teneur en poussières                | mg/Nm <sup>3</sup>                     | 0.80                                                                                    | 0.42                                                                                     | 30                                            |
| Teneur en HCl                       | mg/Nm <sup>3</sup>                     | 2.80                                                                                    | 2.41                                                                                     | 60                                            |
| Teneur en HF                        | mg/Nm <sup>3</sup>                     | 0.0300                                                                                  | 0,012                                                                                    | 4                                             |
| Teneur en SO <sub>2</sub>           | mg/Nm <sup>3</sup>                     | 1.10                                                                                    | 0.12                                                                                     | 200                                           |
| Teneur en COT                       | mg éq C/Nm <sup>3</sup>                | 1.7                                                                                     | 1,45                                                                                     | 20                                            |
| Teneur en CO                        | mg/Nm <sup>3</sup>                     | 1.0                                                                                     | 1.69                                                                                     | 100                                           |
| Teneur en NO <sub>x</sub>           | mg éq NO <sub>2</sub> /Nm <sup>3</sup> | 307.0                                                                                   | 302,5                                                                                    | 400                                           |
| Teneur en Hg                        | mg/Nm <sup>3</sup>                     | 0,00040                                                                                 | 0,0007                                                                                   | 0,05                                          |
| Teneur en As+Co+Cr+Cu+Mn+Ni+Pb+Sb+V | mg/Nm <sup>3</sup>                     | 0,010                                                                                   | 0,0057                                                                                   | 0,5                                           |
| Teneur en Cd+Ti                     | mg/Nm <sup>3</sup>                     | 0,00020                                                                                 | 0,000010                                                                                 | 0,05                                          |
| Dioxines et furannes                | ng I-TEQ / Nm <sup>3</sup>             | 0,009                                                                                   | 0,0074                                                                                   | 0,1                                           |

○ La campagne annuelle de mesures environnementales

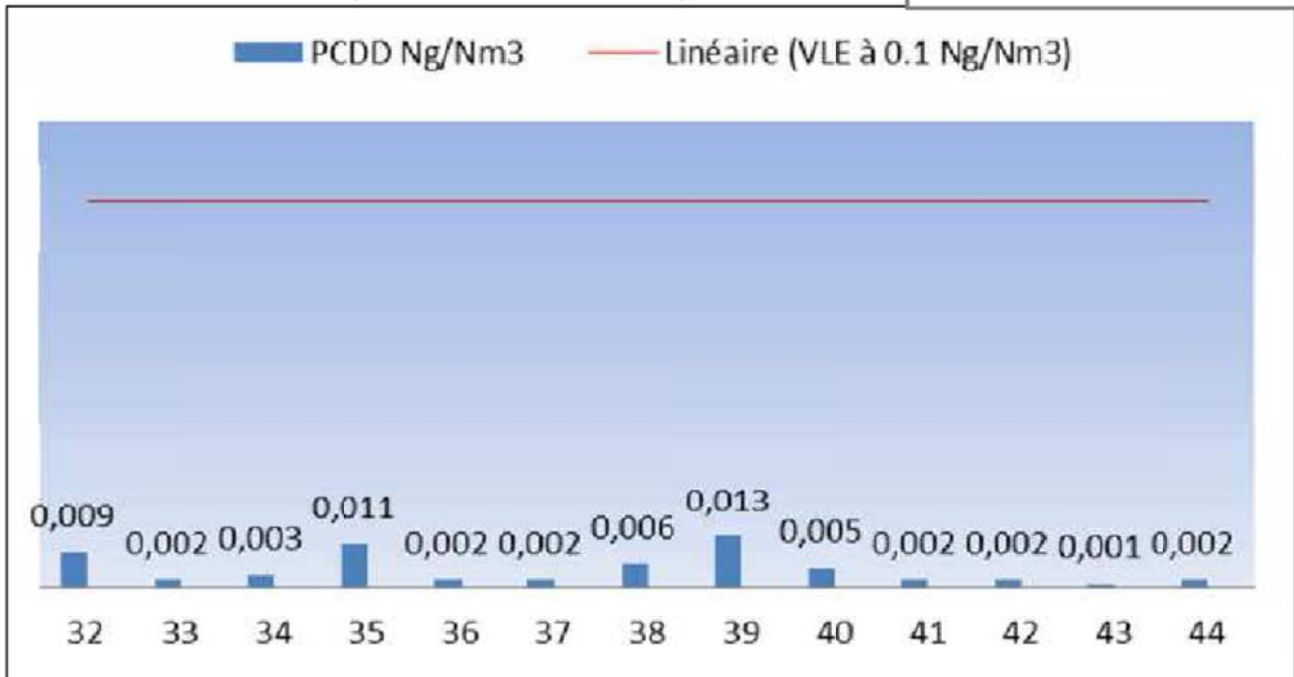
Cette campagne a été réalisée en avril 2017 par la société AAIR LICHENS dont le siège social est basé à Carquefou et a donné lieu à un rapport qui est consultable au siège de la Communauté de communes.

○ Les mesures en semi-continu des dioxines et furannes

Un historique des résultats est présenté dans le graphe ci-après, l'intégralité des résultats est consultable au siège de la Communauté de communes.

**Historique des concentrations mensuelles en dioxines et furanes – 2017**

Les résultats des analyses sont conformes à la réglementation.



En abscisse, l'échelle représente l'échelle temps. Treize cartouches ont été analysées dans l'année, une cartouche représentant 4 semaines de prélèvement.

- **Contrôle de la qualité des eaux souterraines**

Dans le cadre du contrôle de la qualité des eaux souterraines au niveau de l'UIOM, une campagne de mesures, confiée à la société Lithologic a été mise en œuvre en juin et décembre 2017.

Les résultats obtenus sont conformes à la réglementation en vigueur. L'intégralité des rapports est consultable au siège de la Communauté de communes.

- **Rejets aqueux**

- **Contrôle semestriel**

Les rejets aqueux en continu dans le milieu naturel doivent être surveillés dans des conditions définies à l'article 29 de l'arrêté du 20 septembre 2002. La Communauté de communes a choisi l'option zéro rejet, en stockant l'ensemble des eaux (eaux de pluie et eaux de process) avant de les réutiliser pour le refroidissement de fumées et des mâchefers.

Dans le cas d'un arrêt d'usine et d'une insuffisance de stockage, le trop plein est déversé en station d'épuration, ce qui ne s'est produit qu'une seule fois en 2017 (2 fois en 2016).

Afin de s'assurer de la compatibilité des rejets éventuels en station avec la réglementation, une mesure (un seul rejet) a été effectuée en 2017 par le Centre d'Analyses Environnementales.

Les analyses effectuées montrent la conformité totale des résultats avec la réglementation.

| Paramètres        | Unité   | Résultats d'analyses | Seuils réglementaires |
|-------------------|---------|----------------------|-----------------------|
|                   |         | 01/03/2017           |                       |
| MES               | mg/L    | 15                   | 600                   |
| DBO5              | mg O2/L | 20                   | 500                   |
| DCO               | mg O2/L | 27                   | 1000                  |
| Phosphore total   | mg/L    | 0,11                 | 20                    |
| Azote Kjeldahl    | mg/L    | 1.6                  | 300                   |
| Arsenic           | mg/L    | < 4                  | 0,1                   |
| Cyanures libres   | mg/L    | < 5                  | 0,1                   |
| Fluorures         | mg/L    | < 0.5                | 15                    |
| Zinc              | mg/L    | 0,046                | 1,5                   |
| Nickel            | mg/L    | < 0,004              | 0,5                   |
| Chrome VI         | mg/L    | < 0,005              | 0,1                   |
| Plomb             | mg/L    | 0,028                | 0,2                   |
| Cadmium           | mg/L    | < 0,0010             | 0,05                  |
| Mercure           | mg/L    | < 0,0001             | 0,03                  |
| Cuivre            | mg/L    | 0,087                | 0,5                   |
| AOX               | mg/L    | 0,08                 | 5                     |
| Hydrocarbures     | mg/L    | < 0,5                | 5                     |
| Thallium          | mg/L    | < 0,004              | 0,05                  |
| Dioxines-furannes | ng/L    | 0,005238             | 0,3                   |

Seuils réglementaires = valeurs inscrites dans la convention de rejet + arrêté ministériel du 20/09/02 modifié

• **Le contrôle des déchets et sous-produits**

Ce contrôle intéresse les mâchefers (les résidus solides de l'incinération). Les lots trimestriels de mâchefers produits par l'usine d'incinération de Plouharnel sont analysés conformément à l'arrêté ministériel du 18 novembre 2011, ces mâchefers sont traités sur une IME située à la Vraie Croix.

| Comportement à la lixiviation |                                |                                | Résultats d'analyses en mg/kg |                             |                            |                             |
|-------------------------------|--------------------------------|--------------------------------|-------------------------------|-----------------------------|----------------------------|-----------------------------|
| Paramètres                    | Seuil à respecter V 1 en mg/kg | Seuil à respecter V 2 en mg/kg | Lot du mois d'avril 2017      | Lot du mois de juillet 2017 | Lot du mois d'octobre 2017 | Lot du mois de janvier 2018 |
| Quantités (T)                 |                                |                                | 1 248.18                      | 1 429.02                    | 1 452.22                   | 1 530.5                     |
| pH                            |                                |                                | 11,9                          | 11.85                       | 11,80                      | 11.80                       |
| As / Arsenic                  | 0,6                            | 0,6                            | 0,01                          | 0,01                        | 0,01                       | 0,01                        |
| Ba / Baryum                   | 56                             | 28                             | 2.76                          | 0.72                        | 0,22                       | 0.53                        |
| Cd / Cadmium                  | 0,05                           | 0,05                           | 0,005                         | 0,005                       | 0,005                      | 0,005                       |
| Cr VI / Chrome hexavalent     | 2                              | 1                              | 0,07                          | 0,11                        | 0,21                       | 0,29                        |
| Cu / Cuivre                   | 50                             | 50                             | 4.65                          | 4.84                        | 12.35                      | 9.43                        |
| Hg / Mercure                  | 0,01                           | 0,01                           | 0,001                         | 0,001                       | 0,001                      | 0,001                       |
| Mo / Molybdène                | 5,6                            | 2,8                            | 0,70                          | 0,57                        | 0,93                       | 1.58                        |
| Ni / Nickel                   | 0,5                            | 0,5                            | 0,05                          | 0,05                        | 0,07                       | 0,05                        |
| Pb / Plomb                    | 1,6                            | 1                              | 0,15                          | 0,24                        | 0,21                       | 0,57                        |
| Sb / Antimoine                | 0,7                            | 0,6                            | 0,12                          | 0,23                        | 0,46                       | 0,35                        |
| Se / Sélénium                 | 0,1                            | 0,1                            | 0,01                          | 0,01                        | 0,02                       | 0,02                        |

Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service public de la gestion des déchets ménagers et assimilés  
 EXERCICE 2017

|                                            |        |        |        |        |        |        |
|--------------------------------------------|--------|--------|--------|--------|--------|--------|
| Zn / Zinc                                  | 50     | 50     | 0,5    | 0.72   |        |        |
| F <sup>-</sup> / Fluorures                 | 60     | 30     | 1,0    | 1.0    |        |        |
| Cl <sup>-</sup> / Chlorures *              | 10 000 | 5 000  | 3 390  | 2 615  | 2 877  | 3 262  |
| SO <sub>4</sub> <sup>2-</sup> / Sulfates * | 10 000 | 5 000  | 145    | 935    | 1124   | 1176   |
| FS / Fraction soluble *                    | 20 000 | 10 000 | 16 940 | 18 620 | 19 040 | 15 630 |

\* Concernant les chlorures, les sulfates et la fraction soluble, il convient, pour être jugé conforme, de respecter **soit** les valeurs associées aux chlorures et aux sulfates, **soit** de respecter les valeurs associées à la fraction soluble.

| Teneur intrinsèque en éléments                   |                                                      | Résultats d'analyses |      |      |      |
|--------------------------------------------------|------------------------------------------------------|----------------------|------|------|------|
| COT                                              | 30 g/kg de matière sèche                             | 8.2                  | 8.2  | 16.2 | 10.7 |
| BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes) | 6 mg/kg de matière sèche                             | 0,6                  | 0,6  | 0,6  | 0,6  |
| PCB                                              | 1 mg/kg de matière sèche                             | 0,07                 | 0,07 | 0,07 | 0,07 |
| Hydrocarbures                                    | 500 mg/kg de matière sèche                           | 25                   | 33   | 25   | 25   |
| HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)    | 50 mg/kg de matière sèche                            | 0,81                 | 0,82 | 0,83 | 0,80 |
| Dioxines et furannes                             | 10 ng I-TEQ <sub>OMS 2005</sub> /kg de matière sèche | 0.86                 | 2,1  | 1.6  | 1,3  |
| Classement du lot                                |                                                      | V2                   | V2   | V 2  | V 2  |

### 3. Les actions de tri et prévention des déchets du service

#### **3.1 Objectifs de sensibilisation**

Dans le cadre de ses missions de communication sur le tri et la prévention des déchets, la Communauté de Communes a mis en place différentes actions.

Des animations ont été proposées dans les écoles pour sensibiliser les futurs citoyens au geste de tri et à la réduction des déchets. Des visites du centre de tri ouvertes à tous les publics ont été organisées. Des animations ponctuelles lors de manifestations publiques ont eu lieu sur tout le territoire. Des formations à destination des professionnels en charge de la gestion des déchets ont aussi été réalisées. Enfin, des projets pour toucher le public estival comme le compostage ont été expérimentés en partenariat avec les campings du territoire.

**Au total, ce sont plus de 2 800 personnes qui ont été sensibilisées au tri et à la réduction des déchets lors de l'année 2017.**

#### **3.2 Animations scolaires**



En 2017, des animations scolaires ont été proposées aux élèves de CM1 et CM2 des écoles du territoire. Au total, ce sont 42 classes réparties sur 26 écoles qui ont été sensibilisées, ce qui représente 1 033 élèves du territoire et 48 adultes, soit 1 081 personnes rencontrées.



| Ecole                   | Commune            | Classe                        | Nombre      |             |
|-------------------------|--------------------|-------------------------------|-------------|-------------|
| L'Arlequin Bleu         | Plumergat          | CE1 CE2                       | 26          | 1           |
|                         |                    | CM1 CM 2                      | 23          | 1           |
| Ecole Notre Dame        | La Trinité-sur-Mer | CM1 CM2                       | 25          | 1           |
| Saint Michel            | Carnac             | CM 2                          | 27          | 1           |
|                         |                    | CM1                           | 25          | 1           |
| Saint Joseph            | Crac'h             | CE 2 - CM1                    | 27          | 1           |
|                         |                    | CM1 CM2                       | 30          | 1           |
| Kerstran                | Brec'h             | CE1-CE2                       | 21          | 1           |
|                         |                    | CM1-CM2                       | 23          | 1           |
| St-Jean                 | Belz               | CM1-CM2                       | 28          | 1           |
| du Loc'h                | Auray              | CM1-CM2                       | 23          | 1           |
|                         |                    | CM1-CM2                       | 26          | 1           |
| Germaine Tillion        | Pluneret           | CM2                           | 27          | 1           |
|                         |                    | CM1-CM2                       | 25          | 1           |
|                         |                    | CM1                           | 26          | 1           |
| Notre-Dame des fleurs   | Locoal-Mendon      | CE1-CE2                       | 24          | 1           |
|                         |                    | CE1-CE2                       | 25          | 2           |
| Ste-Anne                | Ste-Anne d'Auray   | CM2                           | 30          | 1           |
|                         |                    | CM1-CM2                       | 27          | 1           |
|                         |                    | CE1 CE2 CM1 CM2               | 16          | 1           |
|                         |                    | CE2 CM1                       | 27          | 1           |
| Marcel Pagnol           | Landaul            | CE2 CM1                       | 26          | 2           |
|                         |                    | CM 1 - CM2                    | 24          | 1           |
| Saint-Guigner           | Pluvigner          | CM 1 - CM2                    | 31          | 2           |
|                         |                    | CM1 - CM2                     | 31          | 1           |
|                         |                    | CM1 - CM2                     | 26          | 1           |
| Ecole élémentaire       | Landévant          | CM2                           | 29          | 1           |
|                         |                    | CM1                           | 30          | 1           |
|                         |                    | CM1 - CM2                     | 28          | 1           |
| Jules Ferry             | Quiberon           | CM1 - CM2                     | 28          | 1           |
| Saint-Pierre Saint-Paul | Erdeven            | CM1 - CM2                     | 18          | 1           |
| Centre de loisir        | Ploemel            | 3 - 5 ans (Centre de loisirs) | 15          | 4           |
| Notre-Dame des fleurs   | Locoal-Mendon      | CM1 - CM2                     | 25          | 1           |
| Diwan                   | Auray              | CE2 - CM1 - CM2               | 14          | 1           |
| Les Korrigans           | Carnac             | CE2 - CM1                     | 14          | 1           |
| Sainte-Anne             | Landaul            | CE2 - CM1                     | 28          | 1           |
| Korrigans               | Carnac             | CM1 - CM2                     | 26          | 1           |
| Notre-Dame des fleurs   | Locoal-Mendon      | CM1 - CM2                     | 23          | 1           |
| Eric Tabarly            | Auray              | CM1                           | 24          | 1           |
| Sainte-Anne             | Landaul            | CE2 - CM1                     | 28          | 1           |
| Saint Goustan           | Auray              | Maternelles                   | 10          | 1           |
| Eric Tabarly            | Auray              | CM2                           | 22          | 1           |
| <b>TOTAL</b>            |                    |                               | <b>1033</b> | <b>48</b>   |
|                         |                    |                               |             | <b>1081</b> |

### 3.3 Visites du centre de tri

Une visite du centre de tri de Vannes est également proposée aux écoles en complément de l'intervention en classe. Ces visites sont aussi organisées à d'autres occasions pour des groupes sur demande (associations, lycées, etc ...)

Au total, 813 personnes du territoire ont pu visiter le centre de tri en 2017. A noter que parmi les visiteurs, les élèves des écoles du territoire et leurs enseignants ont déjà été sensibilisés lors d'intervention en classe par les animateurs de la Communauté de Communes.



Visites du centre de tri du SYSEM effectuées en 2017 :

### Visites du centre de tri du SYSEM en 2017

| Groupe                 | Commune   | Nombre d'élèves | Nombre d'adultes |
|------------------------|-----------|-----------------|------------------|
| Ecole l'Arlequin bleu  | Pluvigner | 51              | 6                |
| Lycée Kerplouz         | Auray     | 14              | 2                |
| Ecole St-Michel        | Carnac    | 52              | 6                |
| Ecole St-Joseph        | Crac'h    | 41              | 6                |
| Ecole de Kerstran      | Brec'h    | 44              | 6                |
| Ecole St-Jean          | Belz      | 28              | 4                |
| Collège Le Verger      | Auray     | 20              | 3                |
| Ecole du Loch          | Auray     | 48              | 6                |
| Lycée Kerplouz         | Auray     | 12              | 3                |
| Ecole Germaine Tillion | Pluneret  | 38              | 4                |
| Ecole du Loch          | Auray     | 36              | 4                |
| Ecole Marcel Pagnol    | Landaul   | 50              | 6                |
| Lycée Kerplouz         | Auray     | 28              | 4                |

|                     |           |            |            |            |
|---------------------|-----------|------------|------------|------------|
| AMISEP              | Auray     | 0          |            |            |
| Ecole Saint Guigner | Pluvigner | 44         | 6          |            |
| Ecole Saint Guigner | Pluvigner | 44         | 6          |            |
| Ecole élémentaire   | Landévant | 43         | 6          |            |
| Ecole élémentaire   | Landévant | 44         | 6          |            |
| Ecole élémentaire   | Auray     | 14         | 3          |            |
| Ecole élémentaire   | Carnac    | 26         | 4          |            |
| Ecole élémentaire   | Carnac    | 26         | 4          |            |
| <b>TOTAL</b>        |           | <b>703</b> | <b>110</b> | <b>813</b> |

### 3.4 Manifestations

Les animateurs de la communauté de commune ont participé à différentes manifestations publiques en 2017, comme des comices agricoles, ou fêtes locales, qui sont des occasions de communiquer sur les thèmes du tri et de la prévention des déchets, via la tenue de stands. 1 815 personnes ont pu être rencontrées à l'occasion de ces évènements.



D'autres manifestations à l'initiative de la Communauté de Communes ont eu lieu lors de la semaine de réduction des déchets, où un programme d'animation



# Participation de la Communauté de Communes à des manifestations publiques en 2017

Envoyé en préfecture le 19/06/2018  
 Reçu en préfecture le 19/06/2018  
 Affiché le  
 ID : 056-200043123-20180608-2018DC063-DE

| Animation                                                                            | Commune               | Contexte                                | Sensibilisation |               |
|--------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------------------------|-----------------|---------------|
|                                                                                      |                       |                                         | sensibilisés    | sensibilisées |
| Animation compostage et tri ; public scolaire                                        | Pluvigner             | Semaine du jardinage                    | 28              | 4             |
| Animation compostage et tri ; public scolaire                                        | Pluvigner             | Semaine du jardinage                    | 15              | 2             |
| Animation compostage et tri ; public scolaire                                        | Pluvigner             | Semaine du jardinage                    | 24              | 4             |
| Stand tri et prévention (dégradation des déchets ; test "Jeu de l'Oie Géant")        | Plouharnel            | Journée ramassage des déchets           | 20              | 100           |
| Stand compostage et paillage                                                         | Landaul               | Semaine des alternatives aux pesticides | 0               | 22            |
| Stand compostage et paillage                                                         | Pluvigner             | Portes ouvertes                         | 5               | 10            |
| Stand compostage et paillage                                                         | Belz                  | Semaine des alternatives aux pesticides | 10              | 30            |
| Stand tri et prévention                                                              | Auray                 | Vide grenier de l'école du Loc'h        | 25              | 15            |
| Stand tri et prévention                                                              | Auray                 | Semaine du Golfe                        | 40              | 60            |
| Stand tri et prévention                                                              | Auray                 | Semaine du Golfe                        | 60              | 80            |
| Stand tri et prévention                                                              | Auray                 | Semaine du Golfe                        | 30              | 50            |
| Stand tri et prévention                                                              | Auray                 | Paddle Trophy Ouest France              | 5               | 15            |
| Stand tri et prévention                                                              | Auray                 | Paddle Trophy Ouest France              | 10              | 20            |
| Stand tri prévention et Plan Climat                                                  | La Trinité-sur-Mer    | Comice Agricole                         | 100             | 70            |
| Stand tri prévention et Plan Climat                                                  | Crac'h                | Comice Agricole                         | 100             | 50            |
| Collecte et traitement des déchets chimiques / tri et réduction des déchets ménagers | Saint Pierre Quiberon | Co-Animation avec Eco-DDS               | 8               | 4             |
| Collecte et traitement des déchets chimiques                                         | Saint Pierre Quiberon | Animation Eco-DDS                       | 30              | 15            |
| Stand tri et prévention                                                              | Auray                 | Animation ponctuelle                    | 10              | 5             |
| Animation bocage, visite de la chaufferie Alréo                                      | Auray                 | Journée citoyenne (Lion's Club)         | 180             | 30            |
| Stand tri et prévention, compostage et jardinage au naturel                          | Auray                 | Fête des plantes                        | 30              | 50            |
| Stand tri et prévention, compostage et jardinage au naturel                          | Auray                 | Fête des plantes                        | 5               | 25            |
| Stand tri et prévention                                                              | Auray                 | Cité en fête (fête citoyenne)           | 30              | 20            |
| Stand tri prévention et Plan Climat                                                  | La Trinité-sur-Mer    | Alternatiba                             | 80              | 60            |
| Stand tri et prévention                                                              | Brec'h                | Ramène ta pomme!                        | 10              | 25            |
| Apéro Compost (formation compostage tout public)                                     | Brec'h                | SERD - Apéro Compost                    | 0               | 12            |
| Opération caddie maxi/mini déchets                                                   | Pluvigner             | SERD - Stand mini/maxi déchets          | 0               | 26            |

|                                                                                |                     |                             |            |            |             |
|--------------------------------------------------------------------------------|---------------------|-----------------------------|------------|------------|-------------|
| Opération broyage de déchets verts en déchèterie                               | Pluvigner           | SERD - Opération broyage DV |            |            |             |
| Journée de sensibilisation tri et prévention - Centre de loisirs               | Sainte Anne d'Auray | SERD - Animation enfants    |            |            |             |
| Opération broyage de déchets verts en déchèterie                               | Belz                | SERD - Opération broyage DV | 0          | 30         |             |
| Apéro Compost (formation compostage tout public)                               | Crac'h              | SERD - Apéro Compost        | 0          | 6          |             |
| Atelier récup' (fabrication de décoration de Noël à partir de capusle de café) | Auray               | SERD - Atelier récup'       | 14         | 14         |             |
| Atelier récup' (fabrication de décoration de Noël à partir de capusle de café) | Auray               | Noël Alternatiba            | 15         | 8          |             |
| <b>TOTAL</b>                                                                   |                     |                             | <b>919</b> | <b>896</b> | <b>1815</b> |

*\*les données en italiques du tableau sont des estimations de fréquentation, et n'ont pas été prises en compte dans le calcul du total des personnes rencontrées dans le tableau ci-dessus. Si on les comptabilise, on peut estimer à 1815 le nombre total de personnes rencontrées lors des manifestations publiques (enfants et adultes confondus).*

### 3.5 Formations adultes

Une formation sur le tri des déchets a été proposée au personnel en charge du restaurant scolaire de Pineret. Cette formation, d'environ 1h30, a concerné environ 15 personnes.

### 3.6 Accompagnement des campings au tri et au compostage

Suite aux actions test sur le compostage, menées dans 3 campings du territoire en 2016, la Communauté de Communes a souhaité développer un programme d'actions pour la saison juillet-août 2017. A cette occasion, deux personnes ont été recrutées pour assurer une mission saisonnière auprès des campings.

Des outils de communication ont été créés à destination des vacanciers du territoire (mémo-tri multilingues, jeu de société prédécoupé sur le thème de la prévention).

Des outils techniques ont également été développés et mis à dispositions du personnel et des gérants de campings (affiches, boîtes à piles, sacs jaunes, etc...).

Un accompagnement des gérants et du personnel a également été proposé afin de faciliter et d'ancrer la démarche dans le temps (formation tri et compostage, diagnostic local poubelle, conseils...).

#### Chiffres clés sur le programme d'accompagnement des campings

- Au total, ce sont 25 campings qui se sont engagés dans la démarche entre juillet et août 2017, dont 10 ont souhaité mettre en place le compostage.
- 49 personnes ont suivi une formation au tri et à la réduction des déchets, dont 29 gérants et 20 employés.
- En moyenne, l'action a permis de réduire la production de déchets des campings partenaires d'environ 14% sur la période juillet / août 2017 par rapport à juillet / août 2016.



| Tri                             |             |
|---------------------------------|-------------|
| Boîtes à piles                  | 26          |
| Sacs jaunes                     | 22675       |
| Mémos A6                        | 27260       |
| Affiches A2 recettes du tri     | 26          |
| Autocollants bacs               | 330         |
| Jeux des vacances durables      | 13350       |
| Compostage                      |             |
| Composteurs                     | 16          |
| Composteur rotatif              | 1           |
| Panneaux recettes du compostage | 7           |
| Bio-piques                      | 8           |
| Bio-seaux                       | 164         |
| Broyat                          | 2360 litres |
| Bio-sacs                        | 2835        |
| Affichettes                     | 24          |





# LES INDICATEURS FINANCIERS

## 1.1. Le financement du service

### Propos général

Le service ordures ménagères est financé par la TEOM et la redevance spéciale sur la majeure partie du territoire et dans le cadre du dispositif dérogatoire n° 1 par la REOM sur les communes de BELZ, ETEL, ERDEVEN et LOCOAL- MENDON.

La TEOM est une taxe fiscale, additionnelle à la taxe foncière sur les propriétés bâties et suit le sort de cette dernière.

La redevance spéciale finance l'élimination des déchets produits par les commerces, artisans ou activités de service qui, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, peuvent être collectés et traités sans sujétions techniques particulières. Les professionnels assujettis à la redevance spéciale sont exonérés de la TEOM.

## **1- La Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères (TEOM)**

Le taux de la TEOM est fixé chaque année par l'assemblée délibérante.

Deux zones de perception de la TEOM ont été définies en fonction de la fréquence moyenne hebdomadaire de ramassage des ordures ménagères, sur lesquelles des taux différents sont votés.

Les taux de la TEOM votés par l'assemblée délibérante sont les suivants (deux zones de perception) :

- 9,86 %
- 10,54 %.

## **2- La Redevance Spéciale d'Enlèvement des Ordures Ménagères**

Les déchets non ménagers produits par le commerce, l'artisanat ou les activités de service qui, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, peuvent être collectés et traités sans sujétions techniques particulières sont assujettis à la redevance spéciale pour les prestations de collecte et de traitement.

Les principaux objectifs de cette redevance sont:

- éviter de faire payer l'élimination des déchets non ménagers par les ménages ;
- contribuer à l'amélioration de la gestion du service d'élimination des déchets non ménagers en impliquant les producteurs.

Les établissements soumis à la redevance spéciale sont exonérés de la TEOM. La redevance doit inciter les professionnels à mieux contrôler le volume de production de leurs déchets.

Les établissements exonérés de la TEOM en 2017 et imposés à la redevance spéciale sont les suivants (à l'exception des communes de Camors, Landaul, Landévant et Pluvigner) :

- Restaurants
- Crêperies
- Boulangeries, Pâtisseries
- Poissonneries
- Boucheries, Charcuteries, Traiteurs
- Hôtels
- Hôtels-Restaurants
- Commerces Alimentaires
- Restaurants scolaires
- Etablissements d'accueil des personnes âgées
- Etablissements scolaires du second degré
- Campings

La redevance spéciale est basée sur le nombre de bacs présentés par les professionnels à la collecte. Son coût est déterminé par la contenance du bac multiplié par le prix unitaire et le nombre de levées. Les professionnels ne pouvant objectivement s'équiper de conteneurs sont soumis à une redevance forfaitaire.

### **3-La Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères (REOM)**

Elle est perçue sur les communes de BELZ, ETEL, ERDEVEN et LOCOAL MENDON.

#### **1.2. Evolution des tarifs**

| <b><u>La TEOM</u></b> | zones | taux TEOM | taux TEOM | variation |
|-----------------------|-------|-----------|-----------|-----------|
|                       |       | 2016      | 2017      |           |
| Auray                 | 1     | 9,86%     | 9,86%     | 0%        |
| Brech                 | 1     | 9,86%     | 9,86%     | 0%        |
| Camors                | 1     | 9,86%     | 9,86%     | 0%        |
| Carnac                | 2     | 10,54%    | 10,54%    | 0%        |
| Crach                 | 2     | 10,54%    | 10,54%    | 0%        |
| Ile d' Hoëdic         | 1     | 9,86%     | 9,86%     | 0%        |
| Ile d'Houat           | 1     | 9,86%     | 9,86%     | 0%        |
| La Trinité Sur Mer    | 2     | 10,54%    | 10,54%    | 0%        |
| Landaul               | 1     | 9,86%     | 9,86%     | 0%        |
| Landévant             | 1     | 9,86%     | 9,86%     | 0%        |
| Locmariaquer          | 2     | 10,54%    | 10,54%    | 0%        |
| Ploemel               | 1     | 9,86%     | 9,86%     | 0%        |
| Plouharnel            | 2     | 10,54%    | 10,54%    | 0%        |
| Plumergat             | 1     | 9,86%     | 9,86%     | 0%        |
| Pluneret              | 1     | 9,86%     | 9,86%     | 0%        |
| Pluvigner             | 1     | 9,86%     | 9,86%     | 0%        |
| Quiberon              | 2     | 10,54%    | 10,54%    | 0%        |
| Saint Philibert       | 2     | 10,54%    | 10,54%    | 0%        |
| Saint Pierre Quiberon | 2     | 10,54%    | 10,54%    | 0%        |
| Sainte Anne d'Auray   | 1     | 9,86%     | 9,86%     | 0%        |

## A) La Redevance Spéciale Ordures Ménagères

|               | 2016     | 2017     | variation |
|---------------|----------|----------|-----------|
| prix au litre | 0,0246 € | 0,0246 € | 0 %       |

La redevance pour les professionnels des communes de CAMORS, LANDAUL, LANDEVANT et PLUVIGNER

|                                                                                                                                                                                                                                                                                  | 2016     | 2017     | variation |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|----------|-----------|
| <b>catégorie 0</b><br><i>forfait minimum pour les entreprises qui ont ou pas de local professionnel et qui produisent une quantité de déchets réduite</i>                                                                                                                        | 65 €     | 65 €     | 0%        |
| <b>catégorie 1</b><br><i>bars, petits restaurants, commerces de bouche (boulangeries, boucheries, poissonneries ...), activités professionnelles qui ont une production moyenne de déchets (bureau avec quelques salariés, salons de coiffure, pharmacie, tabac, presse ...)</i> | 266 €    | 266 €    | 0%        |
| <b>catégorie 2</b><br><i>grands restaurants, grands magasins (alimentations, services, jardineries...) entreprises à dimension industrielle, discothèques</i>                                                                                                                    | 574 €    | 574 €    | 0%        |
| <b>catégorie 3</b><br><i>établissements d'accueil des personnes âgées, établissements scolaires du second degré, villages vacances, supermarché de classe 1</i>                                                                                                                  | 1 150 €  | 1 150 €  | 0%        |
| <b>catégorie 4</b><br><i>supermarché de classe 2</i>                                                                                                                                                                                                                             | 2 873 €  | 2 873 €  | 0%        |
| <b>catégorie 5</b><br><i>supermarché de classe 3</i>                                                                                                                                                                                                                             | 12 642 € | 12 642 € | 0%        |

La redevance pour les professionnels de l'île de HOUAT

|                       | 2016  | 2017  | variation |
|-----------------------|-------|-------|-----------|
| restaurants           | 355 € | 355 € | 0%        |
| crêperies             | 235 € | 235 € | 0%        |
| hôtels                | 355 € | 355 € | 0%        |
| hôtels-restaurants    | 473 € | 473 € | 0%        |
| collèges              | 118 € | 118 € | 0%        |
| boulangeries          | 235 € | 235 € | 0%        |
| surfaces alimentaires | 473 € | 473 € | 0%        |

La redevance pour les professionnels ne pouvant pas objectivement s'équiper de conteneurs

|                                                          | 2016    | 2017    | variation |
|----------------------------------------------------------|---------|---------|-----------|
| restaurants ≤ 30 couverts                                | 1 227 € | 1 227 € | 0%        |
| restaurants >30 couverts et ≤ 60 couverts                | 1 841 € | 1 841 € | 0%        |
| restaurants > 60 couverts                                | 2 454 € | 2 454 € | 0%        |
| crêperies                                                | 504 €   | 504 €   | 0%        |
| boulangeries-pâtisseries                                 | 1 182 € | 1 182 € | 0%        |
| poissonneries                                            | 482 €   | 482 €   | 0%        |
| boucheries - charcuteries - traiteurs                    | 1 182 € | 1 182 € | 0%        |
| hôtels                                                   | 573 €   | 573 €   | 0%        |
| hôtels-restaurants                                       | 2 294 € | 2 294 € | 0%        |
| commerces alimentaires                                   | 1 147 € | 1 147 € | 0%        |
| restaurants scolaires                                    | 803 €   | 803 €   | 0%        |
| restaurants des établissements scolaires du second degré | 1 721 € | 1 721 € | 0%        |
| établissements d'accueil des personnes âgées             | 1 721 € | 1 721 € | 0%        |

## B) La Redevance d'enlèvement des Ordures Ménagères

|                                                                                                                                                                  | 2016   | 2017   | variation |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------|--------|-----------|
| Résidence principale 1 personne                                                                                                                                  | 124    | 124    | 0%        |
| Résidence principale 2 personnes                                                                                                                                 | 158    | 158    | 0%        |
| Résidence principale 3 personnes                                                                                                                                 | 198    | 198    | 0%        |
| Résidence principale 4 personnes et plus                                                                                                                         | 234    | 234    | 0%        |
| Résidence secondaire                                                                                                                                             | 141    | 141    | 0%        |
| Location saisonnière meublée studio & gîte                                                                                                                       | 141    | 141    | 0%        |
| 5 gîtes et plus                                                                                                                                                  | 668    | 668    | 0%        |
| location partielle résidence principale                                                                                                                          | 50     | 50     | 0%        |
| Mobile home, caravane                                                                                                                                            | 141    | 141    | 0%        |
| Chambre d'hôtes (par chambre)                                                                                                                                    | 17     | 17     | 0%        |
| Campeur isolé                                                                                                                                                    | 50     | 50     | 0%        |
| campings & gros producteurs (prix au litre)                                                                                                                      | 0,0246 | 0,0246 | 0%        |
| Local commercial 1 <sup>ère</sup> catégorie (services, bars, artisans, mairies)                                                                                  | 124    | 124    | 0%        |
| Local commercial 1 <sup>ère</sup> catégorie ouvert 6 mois et moins                                                                                               | 93     | 93     | 0%        |
| Local commercial 2 <sup>nde</sup> catégorie (alimentation, boucherie, charcuterie, traiteur, boulangerie, pâtisserie, crêperie, hôtel, salle des fêtes, cantine) | 668    | 668    | 0%        |
| Local commercial 2 <sup>nde</sup> catégorie ouvert 6 mois et moins                                                                                               | 501    | 501    | 0%        |
| Local commercial 3 <sup>ème</sup> catégorie (supérette, port de plaisance ...)                                                                                   | 1 703  | 1 703  | 0%        |
| Restaurant < 30 couverts ouvert à l'année                                                                                                                        | 668    | 668    | 0%        |
| Restaurant 30 à 60 couverts ouvert à l'année                                                                                                                     | 1 039  | 1 039  | 0%        |
| Restaurant > 60 couverts ouvert à l'année                                                                                                                        | 1 703  | 1 703  | 0%        |
| Restaurant < 30 couverts ouvert 6 mois                                                                                                                           | 501    | 501    | 0%        |
| Restaurant 30 à 60 couverts ouvert 6 mois                                                                                                                        | 779    | 779    | 0%        |
| Restaurant > 60 couverts ouvert 6 mois                                                                                                                           | 1 277  | 1 277  | 0%        |
| Autres locaux spécifiques (maison de retraite, lycée, collège ...)                                                                                               | 2 383  | 2 383  | 0%        |

### 1.3. Le coût du service

#### 1.3.1. Montant annuel des dépenses

- Les charges financières

- L'annuité payée au cours de l'exercice s'est élevée à 221 871 €.
- Encours de la dette au 31/12/2016 : 813 238 €
- Encours de la dette au 31/12/2017 : 624 408 €
- Durée de vie résiduelle de l'encours : 4 ans et 10 mois
- Taux moyen de la dette : 4.33 %.
- Nombre de contrats de prêts : 3

- Les charges d'exploitation :

| <b>COMPETENCE COLLECTE</b>                             |             |
|--------------------------------------------------------|-------------|
| charges de collecte continent                          | 4 223 956 € |
| charges de collecte et transport maritime déchets îles | 339 606 €   |
| remboursement frais Houat et Hoëdic pour collecte      | 33 767 €    |
| sacs jaunes                                            | 100 862 €   |
| Lavage des colonnes                                    | 54 349 €    |
| Assistant maîtrise ouvrage collecte                    | 15 534 €    |

| <b>COMPETENCE DECHETERIES</b>             |             |
|-------------------------------------------|-------------|
| gestion et exploitation des 6 déchèteries | 3 961 023 € |

| <b>COMPETENCE TRAITEMENT</b> |             |
|------------------------------|-------------|
| exploitation UIOM            | 3 242 612 € |
| TGAP incinération            | 383 061 €   |
| tri                          | 634 964 €   |
| Etudes environnementales     | 19 715 €    |
| contrôle exploitant UIOM     | 27 471 €    |

|                         |           |
|-------------------------|-----------|
| Autres charges diverses | 659 853 € |
|-------------------------|-----------|

|         |           |
|---------|-----------|
| Annuité | 221 871 € |
|---------|-----------|

|                          |                     |
|--------------------------|---------------------|
| <b>TOTAL DES CHARGES</b> | <b>13 918 644 €</b> |
|--------------------------|---------------------|

### 1.3.2. Montant annuel des recettes

#### 1 Les produits des services

##### 1. La TEOM

Produit global de la Taxe d'Enlèvement des Ordures Ménagères encaissé en 2017 : **10 450 752 €**

##### 2. La REOM

Produit global de la Redevance d'Enlèvement des Ordures Ménagères encaissé en 2017 :  
**1 356 900 €**

##### 3. La redevance spéciale

Produit de la redevance spéciale encaissé en 2017 : **575 745 €**

#### 2 Les produits d'exploitation

##### o Aides reçues dans le cadre du tri

- Eco-emballages
  - Soutien à la tonne triée et à la communication locale : **1 491 111 €**
- Ecofolio **152 012 €**
- Ecomobilier **51 754 €**

##### o Recettes perçues au titre de la valorisation des produits

| Produits             | Montant          |
|----------------------|------------------|
| Plastiques           | 109 355 €        |
| Verre                | 157 665 €        |
| Papiers              | 88 817 €         |
| Cartons              | 76 851 €         |
| Acier                | 22 559 €         |
| Aluminium            | 8 471 €          |
| Briques alimentaires | 661 €            |
| <b>Total</b>         | <b>464 379 €</b> |



## Recettes des déchèteries

- Recettes perçues au titre de la valorisation des produits réceptionnés en déchèteries : 389 172 €

|             |           |
|-------------|-----------|
| • Ferraille | 130 263 € |
| • Cartons   | 205 666 € |
| • DEEE      | 53 243 €  |

- Produits des droits d'accès des artisans aux déchèteries : 87 353 €

*Pour mémoire : l'accès des professionnels est limité à un volume de 3 m<sup>3</sup> par jour, tous flux confondus. Le PTAC est limité à 3,5 tonnes. Les tarifs 2017 ont été fixés à :*

|                 |                         |
|-----------------|-------------------------|
| • Gravats       | 9,18 €/ m <sup>3</sup>  |
| • Déchets verts | 9,18 €/ m <sup>3</sup>  |
| • Tout-venant   | 14,91 €/ m <sup>3</sup> |
| • Bois          | 14,91 €/ m <sup>3</sup> |

**Total 476 525 €**

○ Produits du traitement des ordures ménagères

|                                                                               |                  |
|-------------------------------------------------------------------------------|------------------|
| ➤ en provenance des particuliers et entreprises déposant directement à l'UIOM | 7 450 €          |
| ➤ redevance versée par la CCBBO pour incinération déchets                     | 232 109 €        |
| ➤ redevance versée par CNIM pour déchets tiers incinérés                      | 139 002 €        |
| ➤ ferrailles issues de l'incinération                                         | 9 020 €          |
| <b>Total</b>                                                                  | <b>387 581 €</b> |

### RECAPITULATIF DES RECETTES

|                           |                     |
|---------------------------|---------------------|
| TEOM                      | 10 450 752 €        |
| REOM                      | 1 356 900 €         |
| REDEVANCE SPECIALE        | 575 745 €           |
| PARTICIPATIONS            | 3 023 362 €         |
| DIVERS                    | 123 451 €           |
| <b>TOTAL DES RECETTES</b> | <b>15 530 210 €</b> |

Les déchets captés par la Communauté de communes en 2017 représentent 88 768 tonnes ; le prix de revient de la tonne d'ordures prise en charge par la Communauté de communes est de 121 €.

# LES EVENEMENTS PRINCIPAUX AU COURS DE L'ANNEE 2017 ET LES PERSPECTIVES D'EVOLUTION

## ÉVÈNEMENTS 2017

Poursuite de l'étude globale de gestion des déchets sur l'ensemble du territoire. Cette dernière a pour vocation :

- D'établir un diagnostic complet sur le territoire: pré collecte, collecte, déchèteries, traitement, recyclage.
- De proposer des solutions pour mettre en œuvre une politique de gestion des déchets adaptée, cohérente techniquement et financièrement.
- D'accompagner la Communauté de communes dans sa démarche de prévention et de développement de solutions promouvant l'Economie Circulaire.

Poursuite de la mise en place de colonnes enterrées dans le cadre des opérations de requalification du quartier du Gumenen à Auray.

Mise en sécurité réglementaire des déchèteries (garde-corps) et refonte de de la signalétique à destination du public.

Développement d'un programme d'action spécifique sur le tri et la prévention à destination des campings

## PERSPECTIVES 2018

Finalisation de l'étude globale de gestion des déchets et choix des évolutions stratégiques sur l'ensemble de la filière déchets.

Engagement de la collectivité dans les démarches d'économie circulaire via l'appel à projet TER de l'ADEME.

Poursuite de la modernisation du réseau des déchèteries : Réaménagement complet de la Déchèterie de Hoëdic et lancement de l'étude de maîtrise d'œuvre sur le site de Quiberon.

## LEXIQUE

|       |                                                                                                                                                               |
|-------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| DDS   | Déchets diffus Spécifiques (déchets dangereux)                                                                                                                |
| DEA   | Déchets d'Equipements et d'Ameublement                                                                                                                        |
| DMA   | Déchets Ménagers et Assimilés (DMA = OMA + déchets de déchèteries)                                                                                            |
| DV    | Déchets Végétaux                                                                                                                                              |
| DGF   | La population au sens DGF est constituée par la population totale au sens Insee majorée d'un habitant par résidence secondaire et par emplacement de caravane |
| EL    | Emballages Légers                                                                                                                                             |
| ISDI  | Installation de Stockage de Déchets Inertes                                                                                                                   |
| ISDND | Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux                                                                                                             |
| JRM   | Journaux Revues Magasins                                                                                                                                      |
| OMA   | Ordures Ménagères et Assimilées (Ordures Ménagères résiduelles + collecte sélective)                                                                          |
| PàP   | Porte à Porte                                                                                                                                                 |
| PAV   | Point d'Apport Volontaire                                                                                                                                     |
| TV    | Tout Venant                                                                                                                                                   |
| UIOM  | Usine d'Incinération des Ordures Ménagères                                                                                                                    |
| VLE   | Valeur Limite d'Exposition                                                                                                                                    |

# Rapport annuel 2017 sur le Prix et la Qualité du Service public de l'Eau potable et de l'Assainissement

## SOMMAIRE

|                                                                                            |           |
|--------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>PREAMBULE</b> .....                                                                     | <b>4</b>  |
| <b>I. ORGANISATION DU SERVICE EAU ET ASSAINISSEMENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES</b> ..... | <b>5</b>  |
| <b>1.1 ORGANIGRAMME</b> .....                                                              | <b>5</b>  |
| <b>1.2 MODES D'EXPLOITATION DES SERVICES</b> .....                                         | <b>6</b>  |
| 1.2.1 En matière d'eau potable.....                                                        | 6         |
| 1.2.1.1 Contrat intervenu avec SAUR .....                                                  | 6         |
| 1.2.1.2 Contrat intervenu avec STGS .....                                                  | 6         |
| 1.2.2 En matière d'assainissement collectif .....                                          | 7         |
| 1.2.3 En matière d'assainissement non collectif .....                                      | 9         |
| <b>1.3 LES PARTENAIRES CHARGES DES TRAVAUX INCOMBANT A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES</b> ..... | <b>9</b>  |
| <b>II. SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE</b> .....                                           | <b>10</b> |
| <b>2.1 CHIFFRES CLES 2017</b> .....                                                        | <b>10</b> |
| <b>2.2 PATRIMOINE DU SERVICE DE L'EAU POTABLE</b> .....                                    | <b>10</b> |
| 2.2.1 Les réservoirs .....                                                                 | 10        |
| 2.2.2 Le réseau .....                                                                      | 11        |
| 2.2.3 La programmation pluriannuelle des investissements 2017 .....                        | 14        |
| 2.2.4 Le parc de compteurs .....                                                           | 16        |
| 2.2.5 Défense incendie.....                                                                | 17        |
| 2.2.6 Bornes de puisage .....                                                              | 17        |
| <b>2.3 EXPLOITATION DU SERVICE</b> .....                                                   | <b>17</b> |
| 2.3.1 Entretien des réseaux et branchements .....                                          | 18        |
| 2.3.2 Performance des réseaux d'eau potable .....                                          | 19        |
| <b>2.4 INVESTISSEMENTS MENES EN MATIERE D'EAU POTABLE</b> .....                            | <b>25</b> |
| 2.4.1 Travaux réalisés en 2017 .....                                                       | 25        |
| <b>2.5 QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE</b> .....                                               | <b>26</b> |
| 2.5.1 Analyses .....                                                                       | 26        |
| 2.5.2 Conformités .....                                                                    | 26        |
| <b>2.6 BILAN ENERGETIQUE DU SERVICE EAU POTABLE</b> .....                                  | <b>27</b> |
| <b>2.7 RELATION A L'USAGER/FACTURATION</b> .....                                           | <b>27</b> |
| 2.7.1 Chiffres Clés de la vente d'eau .....                                                | 27        |
| 2.7.2 Abonnés du service de l'eau .....                                                    | 27        |
| 2.7.3 Satisfaction des usagers .....                                                       | 29        |
| 2.7.4 Facturation de l'eau potable .....                                                   | 30        |
| <b>2.8 ELEMENTS FINANCIERS</b> .....                                                       | <b>34</b> |
| 2.8.1 Exécution budgétaire 2017 .....                                                      | 34        |
| 2.8.2 Dette .....                                                                          | 36        |

|              |                                                                                                                                    |            |
|--------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|
| 2.8.3        | Amortissements .....                                                                                                               | 36         |
| 2.8.4        | Suivi des impayés .....                                                                                                            | 37         |
| 2.8.5        | Montants des abandons de créance ou des versements à un fond de solidarité .....                                                   | 37         |
| 2.8.6        | Coopération décentralisée .....                                                                                                    | 37         |
| <b>III.</b>  | <b>SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT.....</b>                                                                                     | <b>37</b>  |
| <b>3.1</b>   | <b>PATRIMOINE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....</b>                                                                               | <b>37</b>  |
| 3.1.1        | Stations et postes de pompage.....                                                                                                 | 37         |
| 3.1.2        | Linéaires des réseaux de collecte.....                                                                                             | 39         |
| <b>3.2</b>   | <b>EXPLOITATION DU SERVICE .....</b>                                                                                               | <b>43</b>  |
| 3.2.1        | Entretien du réseau et postes .....                                                                                                | 45         |
| 3.2.2        | Contrôle des raccordements.....                                                                                                    | 49         |
| 3.2.3        | Exploitation des stations d'épuration .....                                                                                        | 50         |
| 3.2.3.1      | Stations d'épuration : Descriptif et Bilan de fonctionnement.....                                                                  | 51         |
| 3.2.3.2      | indicateurs de performances.....                                                                                                   | 80         |
| <b>3.3</b>   | <b>TRAVAUX MENES EN MATIERE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF.....</b>                                                                    | <b>50</b>  |
| <b>3.4</b>   | <b>RELATION A L'USAGER /FACTURATION .....</b>                                                                                      | <b>82</b>  |
| 3.4.1        | Abonnés du service .....                                                                                                           | 82         |
| 3.4.2        | Satisfaction des usagers .....                                                                                                     | 83         |
| 3.4.3        | Facturation de l'assainissement collectif et non collectif .....                                                                   | 83         |
| 3.4.3.1      | Structuration tarifaire de l'assainissement collectif et coût du service .....                                                     | 83         |
| <b>3.5</b>   | <b>ELEMENTS FINANCIERS .....</b>                                                                                                   | <b>87</b>  |
| 3.5.1        | Exécution budgétaire 2017 .....                                                                                                    | 87         |
| <b>3.6</b>   | <b>ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF .....</b>                                                                                          | <b>90</b>  |
| 3.6.1        | Contexte institutionnel .....                                                                                                      | 90         |
| 3.6.2        | Indicateurs.....                                                                                                                   | 90         |
| 3.6.3        | Récapitulatif des contrôles effectués par le service.....                                                                          | 95         |
| 3.6.3.1      | Contrôles de conception .....                                                                                                      | 95         |
| 3.6.3.2      | Contrôles de bonne exécution .....                                                                                                 | 98         |
| 3.6.3.3      | Contrôles de fonctionnement .....                                                                                                  | 101        |
| 3.6.3.4      | Contrôles lors de vente immobilière.....                                                                                           | 104        |
| 3.6.3.5      | La compétence réhabilitation .....                                                                                                 | 110        |
| 3.6.3.6      | Contres visites effectuées par le service.....                                                                                     | 112        |
| 3.6.4        | Structuration tarifaire de l'assainissement non collectif et coût du service .....                                                 | 113        |
| <b>3.6.2</b> | <b>ELEMENTS FINANCIERS.....</b>                                                                                                    | <b>113</b> |
| 3.6.2.1      | Exécution budgétaire 2017 .....                                                                                                    | 113        |
| <b>IV.</b>   | <b>ANNEXES.....</b>                                                                                                                | <b>115</b> |
| <b>4.1</b>   | <b>Annexe 1 : Qualité de l'eau distribuée sur le territoire de la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique .....</b> | <b>115</b> |
| <b>4.2</b>   | <b>Annexe 2 : Facture eau et assainissement de 120 m3.....</b>                                                                     | <b>115</b> |
| <b>4.3</b>   | <b>Annexe 3 : CARE.....</b>                                                                                                        | <b>116</b> |

## Préambule

La communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique réunit 24 communes : Auray, Belz, Brec'h, Camors, Carnac, Crac'h, Erdeven, Etel, Hoedic, Houat, Landaul, Landévant, La Trinité/Mer, Locmariaquer, Locoal-Mendon, Ploemel, Plouharnel, Plumergat, Pluneret, Pluvigner, Quiberon, Sainte Anne d'Auray, St Philibert, St Pierre Quiberon et compte 86 000 habitants.

Si l'année 2014 a été caractérisée par la mise en place de la collectivité suite à la création de la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique, 2015 a permis de commencer à structurer l'organisation du service Eau et Assainissement en recrutant notamment le responsable du service et deux techniciens assainissement. Ce travail se poursuit en 2016 et 2017.

Le présent rapport est rédigé en application de la loi n°95-101 du 2 Février 1995, du décret n°95-635 complété par le décret 2007-675 du 2 Mai 2007 et de l'arrêté du 2 décembre 2013, qui définit notamment des indicateurs de services :

- de l'eau potable qui couvrent la production et la distribution de l'eau, jusqu'à la performance du service à l'utilisateur.
- de l'assainissement collectif qui couvrent la collecte des eaux usées et le traitement des eaux usées jusqu'à la qualité du service à l'utilisateur.
- ils permettent d'avoir une vision de l'ensemble du service de sa performance et de sa durabilité à la fois sous l'angle économique, environnemental et social.

Les modes d'exploitation des services conditionnent la disponibilité des données incrémentant le présent rapport.

Ce rapport est constitué de deux parties distinctes la première portant sur le service eau potable et la seconde sur le service assainissement.

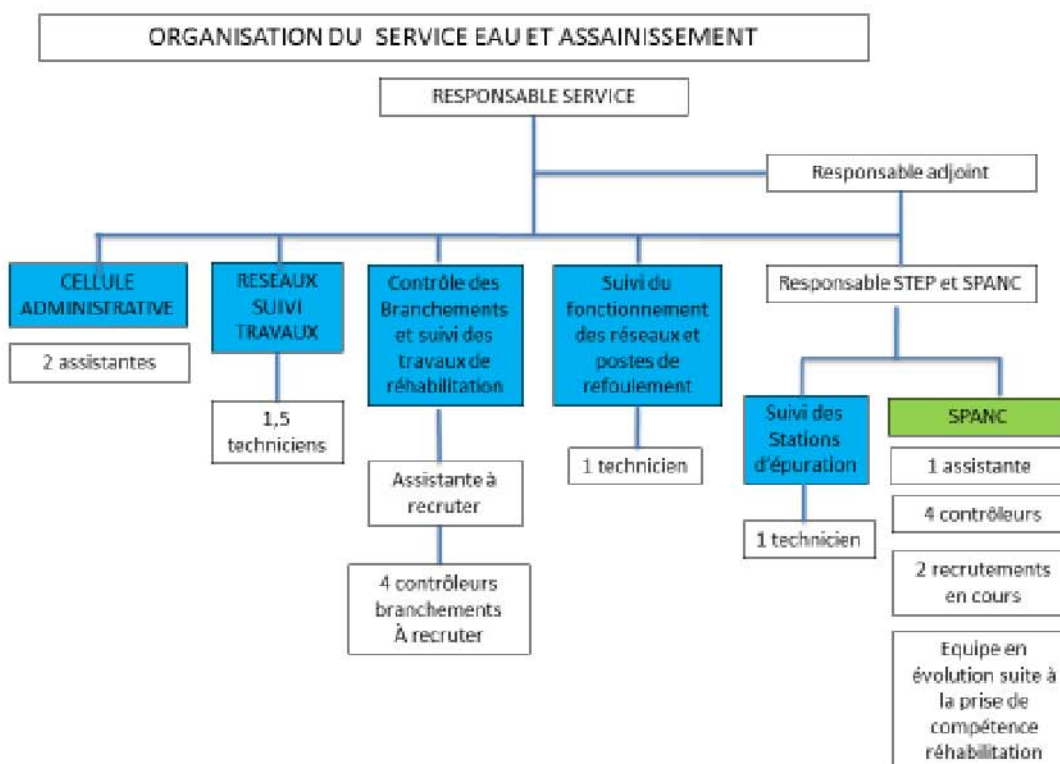
## I. Organisation du service Eau et Assainissement de la Communauté de Communes

Le service Eau et Assainissement de la communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique a en charge d'assurer la gestion de l'ensemble des ouvrages et réseaux d'eau potable et d'eaux usées depuis la distribution de l'eau jusqu'au rejet dans le milieu naturel des eaux résiduaires après traitement.

Le Syndicat Eau du Morbihan assure depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 la compétence de production de l'eau.

### 1.1 ORGANIGRAMME

L'organisation du service Eau et Assainissement est présentée ci-dessous :



La Communauté de communes, en sa qualité d'Autorité Organisatrice du service, supporte la charge de l'investissement des :

- ouvrages (exemple : génie-civil des postes de relevage, réservoir d'adduction d'eau potable, stations d'épuration),
- réseaux et leurs accessoires,
- branchements pour la partie située sur la voie publique.



## 1.2 MODES D'EXPLOITATION DES SERVICES

### 1.2.1 En matière d'eau potable

La compétence distribution d'eau potable a été exercée au cours de l'année 2017 sur la totalité des communes qui composent Auray Quiberon Terre Atlantique.

L'exploitation du service de distribution d'eau potable sur le périmètre communautaire a été confiée :

- à la société SAUR France, par un contrat d'affermage qui a pris effet le 1<sup>er</sup> janvier 2007, pour une durée de 15 ans, sur 23 communes (échéance au 31/12/2021).
- à la société STGS sur la commune de Pluvigner, par un contrat d'affermage qui est entré en application le 1<sup>er</sup> janvier 2008 pour une durée de 14 ans (échéance au 31/12/2021).

Le Syndicat Eau du Morbihan vend l'eau potable en sortie des usines aux sociétés fermières SAUR et STGS à un prix fixé par l'assemblée délibérante de ce syndicat.

#### 1.2.1.1 Contrat intervenu avec SAUR

| AVENANT DU | OBJET                                                                                                                        |
|------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 27/12/2006 | Intégration des communes de Landaul et Landévant dans le périmètre contractuel.                                              |
| 23/12/2009 | Intégration de la commune de Camors dans le périmètre contractuel                                                            |
| 26/07/2010 | Réalisation des prestations de facturation de l'assainissement non collectif, modification du calcul du tarif de production. |
| 15/11/2010 | Modification de la formule de révision des prix part distribution                                                            |
| 24/03/2011 | Modification concernant l'application du tarif fuite                                                                         |

#### 1.2.1.2 Contrat intervenu avec STGS

| AVENANT DU | OBJET                                                                                                                                                                                                                  |
|------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 23/12/2009 | Reprise du contrat par le SMABQP et modification de la formule de révision des prix.                                                                                                                                   |
| 27/12/2013 | Modification du mécanisme de transfert de la TVA                                                                                                                                                                       |
| 15/03/2017 | Séparation des compétences distribution et production (collectivités, patrimoines, rémunérations,...)<br>Fin du régime transitoire de transfert du droit à déduction TVA<br>Prise en compte de raccordements d'indices |

Les prestations confiées aux délégataires au titre des contrats d'affermages sont les suivantes :

| PRESTATION          | SERVICE A LA CHARGE DES DELEGATAIRES                                                                                                                                  |
|---------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Gestion du service  | Application du règlement du service, surveillance et entretien des installations.                                                                                     |
| Gestion des abonnés | Accueil des usagers, relève des compteurs, facturation des abonnements et des consommations, traitement des réclamations, mise en service exclusive des branchements. |
| Renouvellements     | des équipements électromécaniques, des canalisations inférieures à six mètres de longueur et des compteurs.                                                           |

Pour l'ensemble de ces prestations, les délégataires sont rémunérés sur la base d'un prix fixé aux contrats d'affermage ; ce prix est révisé annuellement par application d'un coefficient dont les modalités de calcul sont définies aux contrats.

Les délégataires exploitent le service à leurs risques et périls

### 1.2.2 En matière d'assainissement collectif

Sur l'ensemble du territoire, l'exploitation du service de l'assainissement collectif (collecte et traitement des eaux usées) est assurée par trois contrats de délégation de service public de type affermage avec la société SAUR entrés en application :

- Le 1<sup>er</sup> janvier 2006, pour une durée de 15 ans, qui concerne 19 communes.

| AVENANT DU | OBJET                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 28/06/2006 | Intégration de la commune de Landévant dans le périmètre contractuel.                                                                                                                                                                                                                       |
| 26/11/2009 | Intégration dans le périmètre de l'affermage, des ouvrages permettant de traiter l'azote et le phosphore sur les stations d'épuration de Lann Pont Houar et Pont Er Bail, et adaptation des tarifs du fermier du fait des surcoûts engendrés par l'exploitation de ces nouveaux équipements |
| 11/02/2012 | Modification du programme de renouvellement.                                                                                                                                                                                                                                                |
| 13/12/2013 | Modification du programme de renouvellement pour intégration STEP kerran                                                                                                                                                                                                                    |
| 23/12/2014 | Modifiant le régime de la TVA                                                                                                                                                                                                                                                               |
| 23/06/2017 | Intégration et suppression d'ouvrage – évolution des clauses relatives à la transparence (reporting, procédure d'interface)                                                                                                                                                                 |
| 28/12/2017 | Evolution de la rémunération du délégataire                                                                                                                                                                                                                                                 |

- Le 1<sup>er</sup> janvier 2008, pour une durée de 13 ans, qui concerne les deux communes de Carnac et La Trinité/mer.

| AVENANT DU | OBJET                                                                                                                                                                      |
|------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 24/06/2011 | Intégration de la nouvelle STEP de type membranaire d'une capacité passant à 60 000 Eq/hab.                                                                                |
| 28/06/2013 | Intégration dans le périmètre d'affermage de 4 nouveaux postes de relèvement-intégration d'une mission de suivi de captage de naissains et de la bactériologie des huîtres |
| 23/12/2014 | Modifiant le régime de la TVA                                                                                                                                              |
| 23/06/2017 | évolution des clauses relatives à la transparence (reporting, procédure d'interface)<br>Evolution de la gestion du renouvellement                                          |
| 28/12/2017 | Evolution de la rémunération du délégataire suite à l'intégration de nouveaux ouvrages                                                                                     |

- Le 1<sup>er</sup> janvier 2012 pour une durée de 9 ans, qui concerne les communes de Landaul, Pluvigner et Camors.

| Avenant du | Objet                                                                                                                                      |
|------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 09/12/2013 | Intégration de la nouvelle STEP et redéfinition de la rémunération du délégataire.                                                         |
| 23/12/2014 | Modifiant le régime de la TVA                                                                                                              |
| 23/06/2017 | Intégration et suppression d'ouvrage – évolution des clauses relatives à la transparence (reporting, procédure d'interface)                |
| 28/12/2017 | Mise à jour de l'inventaire du patrimoine<br>Modification de la rémunération du délégataire pour l'exploitation d'ouvrages supplémentaires |

Les principales prestations dues par le fermier au titre des contrats de délégation :

- Bon fonctionnement du service :
  - réparation de tous les ouvrages, équipements et matériels mis à sa disposition ;
  - réparation des branchements.

- renouvellement des matériels et ouvrages inventoriés aux cahiers des charges:
  - accessoires hydrauliques ;
  - équipements électromécaniques ;
  - installations de relèvement et d'épuration.
  
- encaissement :
  - de la redevance assainissement.
  
- Continuité de service
  - Une continuité de service est mise en place ;
  - Cette dernière est assurée en dehors des heures ouvrées ainsi que les samedis, dimanches et jours fériés par un service d'astreinte propre à chaque exploitant.

### **1.2.3 En matière d'assainissement non collectif**

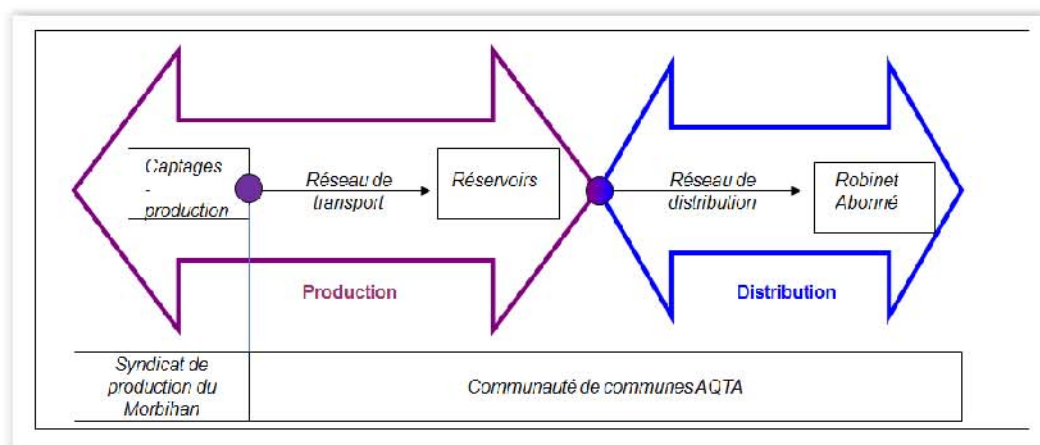
Le service public d'assainissement non collectif (SPANC) est assuré en régie sur la totalité du territoire communautaire.

## **1.3 LES PARTENAIRES CHARGES DES TRAVAUX INCOMBANT A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES**

Les travaux qui ne relèvent pas de la responsabilité des délégataires (extensions ou rénovations de réseaux, création de bassins tampons ou de stations d'épuration) restent à la charge de la Communauté de communes. Leur réalisation est organisée dans le cadre d'appels d'offres, conformes aux règles de la commande publique.

Les études préalables à la réalisation de ces travaux et le suivi des chantiers sont confiées à des maîtres d'œuvre à la suite de procédures de mise en concurrence respectant les règles du code des marchés publics.

## II. Service public de l'eau potable



### 2.1 CHIFFRES CLES 2017

- 24 communes exploitées en contrat de délégation de service public
- Volume global mis en distribution : 5 862 912 m<sup>3</sup> (5 460 423 m<sup>3</sup> en 2016)- les volumes mis en distribution correspondent à la somme des volumes produits et importés, minorée des volumes exportés. Ce volume est calculé sur une période de relève donnée puis sont extrapolés sur 365 jours ;
- 68 910 abonnés (67 806 abonnés en 2016);
- 1 619 km de réseau AEP (1615 km en 2016) ;
- Rendement global du réseau : 88% (88.75% en 2016) ;
- 9 réservoirs.

### 2.2 PATRIMOINE DU SERVICE DE L'EAU POTABLE

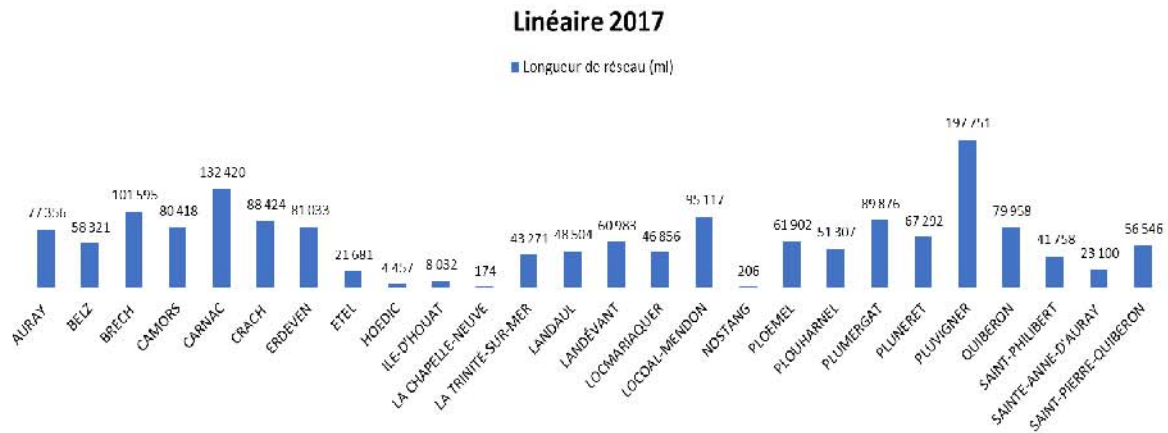
#### 2.2.1 Les réservoirs

Le stockage de l'eau est réalisé au sein des ouvrages suivants :

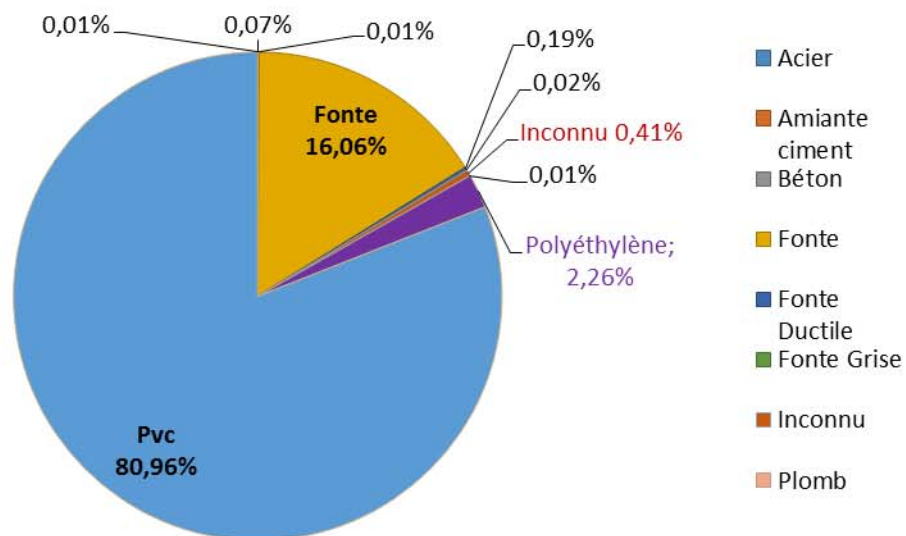
| Type d'ouvrage         | Localisation                      | Volume (m3) |
|------------------------|-----------------------------------|-------------|
| Réservoir semi-enterré | Kercado - Commune de Carnac       | 300 m3      |
| Réservoir sur tour     | Kercado - Commune de Carnac       | 1500 m3     |
| Réservoir sur tour     | Auray                             | 1000 m3     |
| Réservoir sur tour     | Etel                              | 500 m3      |
| Réservoir sur tour     | Mane Pages - Commune de Landevant | 500 m3      |
| Réservoir sur tour     | Locqmariaquer                     | 400 m3      |
| Réservoir sur tour     | Quiberon                          | 800 m3      |
| Réservoir sur tour     | Pluvigner                         | 500 m3      |
| Réservoir semi-enterré | Route de Bieuzy- Pluvigner        | 2*150 m3    |

## 2.2.2 Le réseau

Sur le périmètre d'AQTA, le linéaire de réseau d'eau potable s'élève à 1 619 km et se répartit comme suit :



Au regard des éléments disponibles dans les rapports des délégataires, il est possible de dresser une typologie des réseaux du territoire :



### Indicateur P103.1 indice de connaissance et de gestion patrimoniale

L'Indicateur P103.1 relatif à la connaissance et gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable est de **95/120** pour le contrat STGS Pluvigner et de **91/120** pour le contrat SAUR AQTA.

La définition de cet indicateur a évolué entre 2012 et 2013. En effet l'arrêté du 2 décembre 2013 est venu modifier l'arrêté du 2 mai 2007 en la matière.

Cet indicateur évalue sur une échelle de 0 à 120, à la fois l'existence de plans des réseaux, la procédure de mise à jour (partie A de l'indicateur jugée sur 15 points), la qualité de l'inventaire des réseaux (partie B de l'indicateur jugée sur 30 points) ainsi que d'autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C jugée sur 75 points portant notamment sur la localisation des ouvrages annexes et branchements, l'inventaire des équipements électromécaniques, les caractéristiques des branchements, le suivi des interventions, l'existence d'une politique de renouvellement pluriannuelle des ouvrages et l'existence d'une modélisation des réseaux).

L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C mentionnés ci-avant et précisés et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (**partie B**) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (**partie A**) sont acquis.
- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (**partie C**) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

#### *Partie A : Plan des réseaux (15 points)*

**10 points (VP.236) : Existence d'un plan des réseaux de transport et de distribution d'eau potable** mentionnant, s'ils existent, la localisation des ouvrages principaux (ouvrage de captage, station de traitement, station de pompage, réservoir) et des dispositifs généraux de mesures que constituent par exemple le compteur du volume d'eau prélevé sur la ressource en eau, le compteur en aval de la station de production d'eau, ou les compteurs généraux implantés en amont des principaux secteurs géographiques de distribution d'eau potable

**5 points (VP.237) : Définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux** afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux) ainsi que les données acquises notamment en application de l'article R.

554-34 du code de l'environnement. La mise à jour est réalisée au moins chaque année

*Partie B : Inventaire des réseaux (30 points)*

10 points (VP.238, VP.239 et VP.240) - les 10 points sont acquis si les 2 conditions suivantes sont remplies :

- **Existence d'un inventaire des réseaux** identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage définie en application de l'article R. 554-2 du code de l'environnement ainsi que de la précision des informations cartographiques définie en application du V de l'article R. 554-23 du même code (VP.238) et **pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux**, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de transport et de distribution (VP.239)
- **La procédure de mise à jour** du plan des réseaux est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux. (VP.240)

De 1 à 5 points (VP.239) : Lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres, sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%.

Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux :

Matériaux et diamètres connus pour 60% à 69,9% du linéaire des réseaux : 1 point supplémentaire

Matériaux et diamètres connus pour 70% à 79,9% du linéaire des réseaux : 2 points supplémentaires

Matériaux et diamètres connus pour 80% à 89,9% du linéaire des réseaux : 3 points supplémentaires

Matériaux et diamètres connus pour 90% à 94,9% du linéaire des réseaux : 4 points supplémentaires

Matériaux et diamètres connus pour au moins 95% du linéaire des réseaux : 5 points supplémentaires

De 0 à 15 points (VP.241) :

**L'inventaire des réseaux mentionne la date ou la période de pose** des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50%) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un **point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%**. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux :

Dates ou périodes de pose connues pour moins de 50% du linéaire des réseaux : 0 point

Dates ou périodes de pose connues pour 50% à 59,9% du linéaire des réseaux : 10 points

Dates ou périodes de pose connues pour 60% à 69,9% du linéaire des réseaux : 11 point

Dates ou périodes de pose connues pour 70% à 79,9% du linéaire des réseaux : 12 points

Dates ou périodes de pose connues pour 80% à 89,9% du linéaire des réseaux : 13 points

Dates ou périodes de pose connues pour 90% à 94,9% du linéaire des réseaux : 14 points

Dates ou périodes de pose connues pour au moins 95% du linéaire des réseaux : 15 points



*Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points)*

**10 points (VP.242) :** Le plan des réseaux précise la localisation des ouvrages annexes (vannes de sectionnement, ventouses, purges, poteaux incendie, ...) et, s'il y a lieu, des servitudes instituées pour l'implantation des réseaux

**10 points (VP.243) :** Existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution

**10 points (VP.244) :** Le plan des réseaux mentionne la localisation des branchements

**10 points (VP.245) :** Un document mentionne pour chaque branchement les caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur ;

**10 points (VP.246) :** Un document identifie les secteurs où ont été réalisées des recherches de pertes d'eau, la date de ces recherches et la nature des réparations ou des travaux effectués à leur suite

**10 points (VP.247) :** Maintien à jour d'un document mentionnant la localisation des autres interventions sur le réseau telles que réparations, purges, travaux de renouvellement

**10 points (VP.248) :** Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations (programme détaillé assorti d'un estimatif portant sur au moins 3 ans)

**5 points (VP.249) :** Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux, portant sur au moins la moitié du linéaire de réseaux et permettant notamment d'apprécier les temps de séjour de l'eau dans les réseaux et les capacités de transfert des réseaux

Cet indice global était de 75 en 2016 pour une valeur d'indice de 120. Il est de 91 en 2017

### 2.2.3 La programmation pluriannuelle des investissements 2017

Aux termes du budget primitif 2017, les investissements prévus début 2017 étaient les suivants :

| Article | OBJET                                                                    | BUDGET PRIMITIF 2017 HT |
|---------|--------------------------------------------------------------------------|-------------------------|
| 2315    | PLOUHARNEL - Bourg                                                       | 150 000 €               |
| 2315    | LOCMARIAQUER Kerouarc'h Kerveresse                                       | 150 000 €               |
| 2315    | PLOEMEL Ty Château, Kerplat, rue de la grotte, Le Pévédic, etc (REHAB 4) | 21 000 €                |
| 2315    | QUIBERON Port Haliguen                                                   | 115 000 €               |
| 2315    | CAMORS Rue de l'étang et du petit bois                                   | 15 000 €                |
| 2315    | CRACH Rue du stade                                                       | 200 000 €               |
| 2315    | HOUAT                                                                    | 45 000 €                |

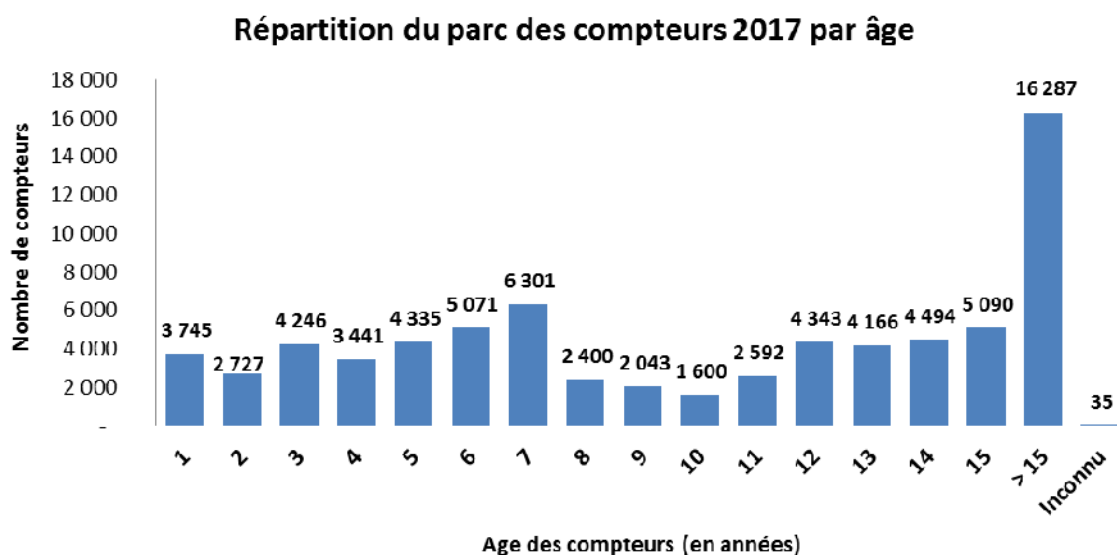
|              |                                                              |                    |
|--------------|--------------------------------------------------------------|--------------------|
| 2315         | PLUVIGNER Quartier Ler Paris et route de Sainte Anne d'Auray | 140 000 €          |
| 2313         | PLUVIGNER Sécurisation réservoir Chanticoq                   | 100 000 €          |
| 2315         | MARCHES A BONS DE COMMANDE                                   | 750 000 €          |
| 2315         | SAINT-PHILIBERT - RD 781                                     | 100 000 €          |
| 2315         | ERDEVEN - RD 105                                             | 140 000 €          |
| 2315         | BELZ - Kerdonnerch - réhabilitation du réseau                | 100 000 €          |
| 2315         | SAINTE ANNE D'AURAY                                          | 180 000 €          |
| 2315         | HOEDIC - sécurisation distribution                           | 100 000 €          |
| 2315         | TRINITE SUR MER - Men Du                                     | 70 000 €           |
| 2315         | sécurisation de la presqu'île - RD 781 et surpresseur        | 800 000 €          |
| <b>TOTAL</b> |                                                              | <b>3 176 000 €</b> |

## 2.2.4 Le parc de compteurs

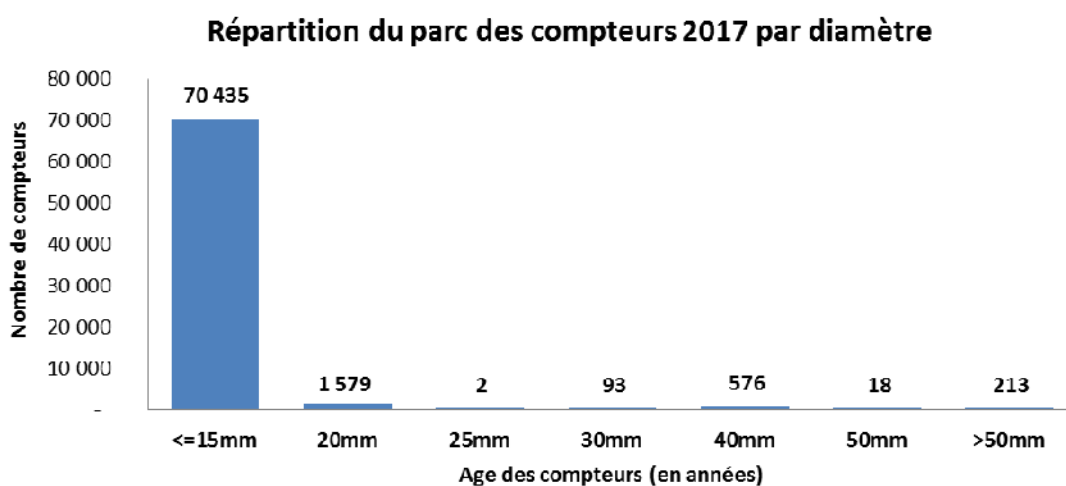
Fin 2017, le parc des compteurs est de 72 916 unités (71 807 compteurs en 2016).

Les caractéristiques des compteurs sont les suivantes :

- L'âge des compteurs sont synthétisés dans le graphique suivant :



- Les différents diamètres du parc de compteur sont synthétisés dans le graphique ci-dessous :



## 2.2.5 Défense incendie

La défense incendie relève de la responsabilité des Maires.  
Le territoire compte 1219 poteaux incendie.

## 2.2.6 Bornes de puisage

La Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique dispose d'un parc de 13 bornes de puisages monétiques réparties sur le territoire. Ces équipements fonctionnent à l'aide de cartes prépayées et sont à la disposition des entreprises et collectivités. Leur maintenance est assurée par l'exploitant du service sur la commune concernée.

## 2.3 EXPLOITATION DU SERVICE

### *Population desservie (indicateur D.101)*

---

Est ici considérée comme un habitant desservi toute personne – y compris les résidents saisonniers – domiciliée dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'eau potable sur laquelle elle est ou peut être raccordée.

Cette population peut-être permanente ou présente une partie de l'année seulement. Sur le périmètre d'AQTA, la population desservie est estimée à 110 615 habitants.

| COMMUNES           | Population estimée 2017 |
|--------------------|-------------------------|
| AURAY              | 14 273                  |
| BELZ               | 4 232                   |
| BRECH              | 7 095                   |
| CAMORS             | 3 191                   |
| CARNAC             | 10 424                  |
| CRACH              | 3 870                   |
| ERDEVEN            | 5 348                   |
| ETEL               | 2 941                   |
| HOEDIC             | 309                     |
| HOUAT              | 439                     |
| LA TRINITE SUR MER | 3 442                   |
| LANDAUL            | 2 431                   |
| LANDEVANT          | 3 727                   |
| LOCMARIAQUER       | 2 738                   |
| LOCOAL MENDON      | 3 632                   |
| PLOEMEL            | 3 168                   |
| PLOUHARNEL         | 2 626                   |

|                    |                |
|--------------------|----------------|
| PLUMERGAT          | 4 081          |
| PLUNERET           | 5 602          |
| PLUVIGNER          | 7 758          |
| QUIBERON           | 10 473         |
| ST PHILIBERT       | 2 901          |
| ST PIERRE QUIBERON | 4 486          |
| STE ANNE D'AURAY   | 2 739          |
| <b>TOTAL</b>       | <b>111 926</b> |

### 2.3.1 Entretien des réseaux et branchements

- Maintenance du réseau d'eau potable

Les délégataires du service de l'eau assurent l'entretien et la réparation des ouvrages du réseau d'eau potable (branchements, conduites, ventouses, purges, vidanges, bouches à clé etc...) et participent au maintien de la qualité d'eau en procédant au besoin à la réalisation de purges.

En 2017, 131 fuites sur branchements et canalisations ont été réparées sur le territoire (146 fuites en 2016) :

| Commune               | Casses/ fuites sur conduites réparées | Casses/ fuites sur branchements réparées | TOTAL      |
|-----------------------|---------------------------------------|------------------------------------------|------------|
| Auray                 | 2                                     | 6                                        | 8          |
| Belz                  | 2                                     | 4                                        | 6          |
| Brech                 | 4                                     | 1                                        | 5          |
| Camors                | 3                                     | 7                                        | 10         |
| Carnac                | 7                                     | 14                                       | 21         |
| Crach                 | 3                                     | 2                                        | 5          |
| Erdeven               | 2                                     | 2                                        | 4          |
| Hoedic                | 1                                     | 2                                        | 3          |
| La Trinité-sur-Mer    | 2                                     | 2                                        | 4          |
| Landaul               | 1                                     | 2                                        | 3          |
| Landévant             | 5                                     | 4                                        | 9          |
| Locoal-Mendon         | 3                                     | 4                                        | 7          |
| Ploemel               | 1                                     | 2                                        | 3          |
| Plouharnel            | 1                                     | 1                                        | 2          |
| Plumergat             | 1                                     | 4                                        | 5          |
| Pluneret              | 1                                     | 2                                        | 3          |
| Pluvigner             | 4                                     | 9                                        | 13         |
| Quiberon              | 2                                     | 2                                        | 4          |
| Saint-Philibert       | 2                                     | 4                                        | 6          |
| Saint-Pierre-Quiberon | 2                                     | 8                                        | 10         |
| <b>Total</b>          | <b>49</b>                             | <b>82</b>                                | <b>131</b> |

- Travaux neufs, renouvellements et extensions de réseaux

Sur le territoire de la Communauté de communes, les délégataires ont réalisé différents travaux :

- des branchements neufs : 371 ;
- des poses de compteurs neufs : 3 141 ;
- Les travaux d'extension pour l'ensemble du réseau s'élèvent, en 2017 à 3 834 mètres linéaires ;
- des raccordements de nouvelles conduites sur les réseaux existants.

Le service de l'eau de la Communauté de Communes procède également à des travaux de renouvellements de réseaux confiés à des entreprises ; ces derniers sont décrits III.3.2.

### 2.3.2 Performance des réseaux d'eau potable

Des indicateurs réglementaires permettent de caractériser la performance des réseaux :

- Le rendement du réseau d'eau potable (rapport de la somme des volumes consommés comptabilisés et des volumes autorisés non comptés sur le volume mis en distribution) est de **88,00 %** en 2017 contre 88,75% en 2016.

#### *Indicateur P104.3 Rendement du réseau de distribution*

Le tableau établit le calcul du rendement du réseau :

|                                                                                 | 2014      | 2015      | 2016      | 2017      |
|---------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Volume consommé autorisé (m <sup>3</sup> )                                      | 4 702 726 | 4 622 543 | 4 846 196 | 5 159 516 |
| Volume d'eau potable introduit dans le réseau de distribution (m <sup>3</sup> ) | 5 308 041 | 5 186 933 | 5 460 423 | 5 862 912 |
| Rendement du réseau AEP                                                         | 88,6%     | 89,1%     | 88,75%    | 88,0%     |

- L'indice linéaire de pertes (rapport des volumes perdus durant une année sur la longueur du réseau) est de **1,19 m<sup>3</sup>/km/jour**.

Cet indice permet d'estimer le volume d'eau moyen perdu par jour pour 1 km de réseau. Sa valeur évolue selon la densité de population raccordée au réseau.

### Indicateur P106.3 Indice linéaire de pertes en réseau

|                                                                                       | 2014      | 2015      | 2016      | 2017      |
|---------------------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Volume consommé autorisé (m <sup>3</sup> )                                            | 4 702 726 | 4 622 543 | 4 846 196 | 5 159 741 |
| Volume d'eau potable d'eau introduit dans le réseau de distribution (m <sup>3</sup> ) | 5 308 041 | 5 186 933 | 5 460 423 | 5 862 912 |
| Longueur du réseau en km                                                              | 1614      | 1 612     | 1 615     | 1 619     |
| Indice linéaire de perte en réseau (ILP) en m <sup>3</sup> /km/jour                   | 1,03      | 0,96      | 1,04      | 1,19      |

Pour l'interprétation de ces données, nous disposons des valeurs suivantes (étude du laboratoire Gestion de l'eau et de l'Assainissement).

| Type              | Rural           | Intermédiaire   | Urbain           |
|-------------------|-----------------|-----------------|------------------|
| Densité d'abonnés | ≤ 20            | 20 < D ≤ 40     | 40 < D           |
| Excellent         | ILP < 0.7       | ILP < 1.5       | ILP < 3.3        |
| Moyen             | 0.7 ≤ ILP ≤ 2.5 | 1.5 ≤ ILP ≤ 5.2 | 3.3 ≤ ILP ≤ 12.8 |
| Médiocre          | 2.5 < ILP       | 5.2 < ILP       | 12.8 < ILP       |

La densité d'abonnés sur le territoire communautaire étant de  $68\,910 / 1\,619 = 42,6$  le réseau est donc **urbain**.

L'indice linéaire de perte est de **1.19** en 2017, selon les critères exposés précédemment, cet indice est représentatif d'un réseau en très bon état.

- L'indice linéaires des volumes non comptés (évaluation, en les rapportant à la longueur des canalisations (hors branchements) de la somme des pertes par fuites et des volumes d'eau consommés sur le réseau de distribution qui ne font pas l'objet d'un compteur est de **1,29 m<sup>3</sup>/km/jour**.

### Indicateur P105.3 Indice linéaire des volumes non comptés

|                                                                            | 2014      | 2015      | 2016      | 2017      |
|----------------------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| Volume consommé comptabilisé                                               | 4 683 852 | 4 599 122 | 4 846 196 | 5 159 516 |
| Volume d'eau potable d'eau introduit dans le réseau de distribution        | 5 308 041 | 5 186 933 | 5 460 423 | 5 862 912 |
| Volume autorisé non compté (m <sup>3</sup> )                               | 18 874    | 23 421    | 29 069    | 54829     |
| Longueur du réseau en km                                                   | 1614      | 1 612     | 1 615     | 1 619     |
| Indice linéaire des volumes non comptés (ILVNC) en m <sup>3</sup> /km/jour | 1.06      | 1         | 1.09      | 1,29      |

Pour l'interprétation de ces données, nous disposons des valeurs suivantes (étude Agences de l'eau)

|                             |                                  |
|-----------------------------|----------------------------------|
| Niveau de pertes faible     | $ILVNC \leq 0.08 * D$            |
| Niveau de pertes modéré     | $0.08 * D < ILVNC \leq 0.15 * D$ |
| Niveau de pertes élevé      | $0.15 * D < ILVNC \leq 0.29 * D$ |
| Niveau de pertes très élevé | $0.29 * D < ILVNC$               |

Le niveau de pertes est donc faible sur le territoire.

- Recherches de fuites

En 2017, la SAUR a inspecté à la recherche de fuites 12 900 mètres linéaires. 46 fuites sur conduite et 82 fuites ou casses sur branchement ont été réparées par la SAUR sur le périmètre d'AQTA.

Pour la commune de Pluvigner, STGS a inspecté au cours de l'année un linéaire total de 2 230 ml à la recherche de fuites et a réparé 9 fuites/ casses sur branchement et 4 sur conduites.

Les deux délégataires utilisent, notamment, la méthode de recherche par corrélation acoustique.



## Les consommateurs industriels

Les consommateurs industriels, c'est-à-dire consommant plus de 6 000 m<sup>3</sup>, ont une consommation totale de 672 934 m<sup>3</sup> soit 13,19 % de la consommation globale.

Les consommateurs ayant consommé plus de 6 000 m<sup>3</sup> sont :

| Commune           | Abonnés                                       | 2016   | 2017   | Evolution |
|-------------------|-----------------------------------------------|--------|--------|-----------|
| AURAY             | CENTRE AQUATIQUE ALRE O                       | 23 675 | 23 525 | -0,63%    |
| AURAY             | CENTRE HOSPITALIER - AURAY                    | 13 083 | 8 405  | -35,76%   |
| AURAY             | NAYEL NICOLE                                  | 56     | 9 614  | 17067,86% |
| AURAY             | SAS ELAUDIS CENTRE LECLERC                    | 4 935  | 6 776  | 37,30%    |
| CARNAC            | CAMPING DE KERMARIO - CARNAC                  | 9 291  | 10 469 | 12,68%    |
| CARNAC            | CAMPING DES MENHIRS - CARNAC                  | 14 071 | 22 048 | 56,69%    |
| CARNAC            | HOTEL DU TUMULUS                              | 2 018  | 23 784 | 1078,59%  |
| CARNAC            | HOTEL LES SALINES AL FLEUR DE SEL-CARNAC      | 5 317  | 6 198  | 16,57%    |
| CARNAC            | HOTEL LES SALINES AV ATLANTIQUE-CARNAC        | 11 531 | 11 287 | -2,12%    |
| CARNAC            | SARL CAMPING LE MOUSTOIR                      | 5 505  | 6 420  | 16,62%    |
| CARNAC            | SARL CAMPING LE ROSNUAL - 1                   | 9 121  | 10 335 | 13,31%    |
| CARNAC            | SARL CAMPING LE ROSNUAL - 2                   | 19 398 | 31 350 | 61,61%    |
| CARNAC            | SAS LA GRANDE METAIRIE - 1                    | 22 335 | 20 142 | -9,82%    |
| CARNAC            | SAS LA GRANDE METAIRIE - 2                    | 10 526 | 8 025  | -23,76%   |
| CARNAC            | THALASS ARMOR - CARNAC                        | 16 652 | 16 179 | -2,84%    |
| CRACH             | CAMPING FORT ESPAGNOL PLEIN AIR -CRACH        | 9 882  | 9 840  | -0,43%    |
| CRACH             | SAUR - CRACH ASSAINISSEMENT                   | 5 476  | 6 861  | 25,29%    |
| ERDEVEN           | KERAVEL VACANCES - ERDEVEN                    | 22 037 | 20 228 | -8,21%    |
| LA TRINITE-SURMER | CAMPING DU PARK PLIJADUR - LA TRINITE SUR MER | 12 005 | 14 549 | 21,19%    |
| LA TRINITE-SURMER | SARL CAMPING DE KERVILOR                      | 6 250  | 10 509 | 68,14%    |
| LANDEVANT         | ETS G625 DELIFRANCE                           | 52 090 | 57 190 | 9,79%     |

|                       |                                                   |         |         |         |
|-----------------------|---------------------------------------------------|---------|---------|---------|
|                       | LANDEVANT                                         |         |         |         |
| LOCOAL-MENDON         | KERLYS AU COEUR DES LÉGUMES LOCOAL MENDON- 1      | 74 027  | 89 939  | 21,49%  |
| LOCOAL-MENDON         | KERLYS AU COEUR DES LÉGUMES LOCOALMENDON- 2       | 20 750  | 23 177  | 11,70%  |
| LOCOAL-MENDON         | LES DELICES DU CHEF                               | 7 042   | 7 242   | 2,84%   |
| PLOEMEL               | PARCOURS FORMULE GOLF                             | 18 067  | 22 550  | 24,81%  |
| PLOEMEL               | S.A.S. PAM                                        | 7 116   | 8 287   | 16,46%  |
| PLOUHARN EL           | COMMUNAUX DE PLOUHARNEL -CAMPINGS                 | 14 656  | 13 313  | -9,16%  |
| PLUVIGNER             | BRETAGNE CHROME                                   | 10 624  | 11 735  | 10,46%  |
| QUIBERON              | CAMPING BOIS D AMOUR - QUIBERON                   | 11 124  | 9 931   | -10,72% |
| QUIBERON              | CAMPING DU CONGUEL - QUIBERON                     | 19 839  | 20 118  | 1,41%   |
| QUIBERON              | HOTEL IBIS - QUIBERON                             | 6 978   | 12 632  | 81,03%  |
| QUIBERON              | INSTITUT THALASSO - QUIBERON - 1                  | 10 999  | 10 615  | -3,49%  |
| QUIBERON              | INSTITUT THALASSO - QUIBERON - 2                  | 13 918  | 14 968  | 7,54%   |
| QUIBERON              | OUEST PRODUCTION QUIBERON                         | 50 834  | 54 614  | 7,44%   |
| QUIBERON              | RESTORIA RESTAURANT SCOLAIRE                      | 6 435   | 6 445   | 0,16%   |
| QUIBERON              | SAUR - QUIBERON ASSAINISSEMENT                    | 8 091   | 7 320   | -9,53%  |
| SAINT-PHILIBERT       | BISCUITERIE LA TRINITAINE ST PHILIBERT            | 10 319  | 11 259  | 9,11%   |
| SAINT-PHILIBERT       | CAMPING DE KERARNO - ST PHILIBERT                 | 9 068   | 8 404   | -7,32%  |
| SAINT-PIERRE-QUIBERON | CAMPING ST JOSEPH DE L OCEAN - ST PIERRE QUIBERON | 6 746   | 6 651   | -1,41%  |
| Total                 |                                                   | 581 887 | 672 934 | 15,65%  |

Les volumes consommés par tranche

| Commune               | 2017             | Particuliers et autres                     |                                                        |                                            | Communaux      |
|-----------------------|------------------|--------------------------------------------|--------------------------------------------------------|--------------------------------------------|----------------|
|                       |                  | Dont < 200 m <sup>3</sup> / an (tranche 1) | Dont 200 < conso < 6000 m <sup>3</sup> /an (tranche 2) | Dont > 6000 m <sup>3</sup> /an (tranche 3) | Communaux      |
| AURAY                 | 608 756          | 424 507                                    | 119 043                                                | 48 320                                     | 16886          |
| BELZ                  | 149 081          | 122 861                                    | 23 883                                                 | -                                          | 2337           |
| BRECH                 | 223 224          | 190 591                                    | 29 905                                                 | -                                          | 2728           |
| CAMORS                | 115 733          | 93 238                                     | 19 571                                                 | -                                          | 2924           |
| CARNAC                | 624 149          | 326 878                                    | 117 982                                                | 166 237                                    | 13052          |
| CRACH                 | 180 672          | 123 755                                    | 38 362                                                 | 16 701                                     | 1854           |
| ERDEVEN               | 226 553          | 153 049                                    | 44 014                                                 | 20 228                                     | 9262           |
| ETEL                  | 113 142          | 83 858                                     | 20 566                                                 | -                                          | 8718           |
| HOEDIC                | 14 494           | 9 650                                      | 2 034                                                  | -                                          | 2810           |
| ILE-D'HOUAT           | 20 642           | 14 350                                     | 4 319                                                  | -                                          | 1973           |
| LA TRINITE-SUR-MER    | 232 857          | 136 240                                    | 69 137                                                 | 25 058                                     | 2422           |
| LANDAUL               | 80 957           | 66 634                                     | 13 816                                                 | -                                          | 507            |
| LANDEVANT             | 191 241          | 105 608                                    | 26 521                                                 | 57 190                                     | 1922           |
| LOCMARIAQUER          | 89 494           | 71 911                                     | 12 487                                                 | -                                          | 5096           |
| LOCOAL-MENDON         | 254 176          | 111 562                                    | 20 883                                                 | 120 358                                    | 1373           |
| PLOEMEL               | 150 762          | 92 971                                     | 23 626                                                 | 30 837                                     | 3328           |
| PLOUHARNEL            | 139 949          | 86 258                                     | 32 384                                                 | -                                          | 21307          |
| PLUMERGAT             | 108 903          | 98 323                                     | 9 322                                                  | -                                          | 1258           |
| PLUNERET              | 207 438          | 175 909                                    | 28 364                                                 | -                                          | 3165           |
| PLUVIGNER             | 279 081          | 216 111                                    | 54 151                                                 | 11 735                                     |                |
| QUIBERON              | 576 835          | 284 830                                    | 133 510                                                | 136 643                                    | 21852          |
| SAINTE-ANNE-D'AURAY   | 97 302           | 68 836                                     | 26 651                                                 | -                                          | 1815           |
| SAINT-PHILIBERT       | 141 747          | 84 707                                     | 33 592                                                 | 19 663                                     | 3785           |
| SAINT-PIERRE-QUIBERON | 213 526          | 150 701                                    | 39 033                                                 | 6 651                                      | 17141          |
| <b>TOTAL</b>          | <b>5 040 714</b> | <b>3 293 338</b>                           | <b>943 156</b>                                         | <b>659 621</b>                             | <b>147 515</b> |

## 2.4 INVESTISSEMENTS MENES EN MATIERE D'EAU POTABLE

### 2.4.1 Travaux réalisés en 2017

- Travaux sur des réseaux d'eau et branchements :

En 2017, **2 831 mètres linéaires** de réseaux d'eau ont été posés : 997 ml au titre de travaux d'extension et 1 834 ml au titre du renouvellement

- Travaux confiés aux délégataires :

Mise en œuvre de la programmation des travaux établie avec les communes pour 2017 :

| EAU POTABLE           | 2016                                                     | 2017                                                  |
|-----------------------|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------|
| COMMUNE               | RENOUVELLEMENT -<br>RENFORCEMENT -<br>EXTENSION<br>en ml | RENOUVELLEMENT -<br>RENFORCEMENT - EXTENSION<br>en ml |
| AURAY                 | 1200                                                     | 160                                                   |
| BELZ                  |                                                          | 185                                                   |
| BREC'H                |                                                          | 90                                                    |
| CRAC'H                |                                                          | 0                                                     |
| ERDEVEN               |                                                          | 930                                                   |
| ETEL                  |                                                          | 0                                                     |
| ILE DE HOEDIC         |                                                          | 200                                                   |
| ILE DE HOUAT          | 200                                                      | 0                                                     |
| LANDEVANT             |                                                          | 0                                                     |
| LOCMARIAQUER          |                                                          | 0                                                     |
| LOCOAL MENDON         |                                                          | 0                                                     |
| PLOEMEL               |                                                          | 145                                                   |
| PLOUHARNEL            | 1300                                                     | 35                                                    |
| PLUMERGAT             |                                                          | 110                                                   |
| PLUNERET              |                                                          | 150                                                   |
| QUIBERON              | 370                                                      | 150                                                   |
| SAINT PHILIBERT       |                                                          | 680                                                   |
| SAINT PIERRE QUIBERON |                                                          | 20                                                    |
| SAINTE ANNE D'AURAY   |                                                          | 75                                                    |
| CARNAC                |                                                          | 0                                                     |
| LA TRINITE SUR MER    | 695                                                      | 0                                                     |
| PLUVIGNER             |                                                          | 50                                                    |
| CAMORS                |                                                          | 195                                                   |
| LANDAUL               |                                                          | 0                                                     |
| <b>TOTAL</b>          | <b>3765</b>                                              | <b>3175</b>                                           |

*Indicateur P107.2 : Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable*

---

Cet indicateur se définit comme le rapport du linéaire de réseau (hors branchement) renouvelé les 5 dernières années sur la longueur totale du réseau de desserte.

| 2013-2017                        |         |
|----------------------------------|---------|
| Longueur totale du réseau        | 1619 km |
| Indicateur P107.2 périmètre AQTA | 0.43 %  |

## 2.5 QUALITE DE L'EAU DISTRIBUEE

### 2.5.1 Analyses

L'eau distribuée sur le territoire d'Auray Quiberon Terre Atlantique subit de nombreuses analyses depuis son stade d'eau brute jusqu'au robinet des abonnés.

Au total, c'est 215 prélèvements pour analyses qui ont été réalisées sur le réseau de distribution.

Ces analyses sont réalisées pour le compte de l'ARS (Agence Régional de Santé) au titre du contrôle sanitaire réglementaire, et sont complétées par les exploitants au titre de l'autocontrôle.

Les données de l'ARS sont jointes en annexe 1.

### 2.5.2 Conformités

*Indicateurs P101.1 et P102.1 Taux de conformité des prélèvements sur les eaux distribuées réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité pour ce qui concerne la microbiologie et la physicochimie (données ARS)*

---

|                                                                | 2017  |
|----------------------------------------------------------------|-------|
| Nombre d'analyse microbiologiques sur l'ensemble des communes  | 245   |
| Nombre d'analyse microbiologiques conformes                    | 245   |
| Conformité vis-à-vis des paramètres microbiologiques (P101.1)  | 100 % |
| Nombre d'analyse Physico-chimiques sur l'ensemble des communes | 203   |
| Nombre d'analyse Physico-chimiques conformes                   | 201   |
| Conformité vis-à-vis des paramètres physico-chimiques (P102.1) | 99 %  |

L'arrêté du 11 janvier 2007 distingue deux niveaux de conformité :

- Conformité par rapport à des limites de qualité (niveau prépondérant) pour quelques paramètres analysés (E. Coli, Entérocoques, 29 paramètres chimiques dont les nitrates, pesticides, plomb, cuivre....par exemple) ;
- Conformité par rapport à des références de qualité sur une liste de 23 paramètres témoins du fonctionnement des installations de production et de distribution d'eau (dont le fer, l'aluminium, le carbone organique total, la couleur, la turbidité...).

Les résultats sont consignés dans les rapports de l'ARS joints en annexe 1 du présent rapport.

## 2.6 BILAN ENERGETIQUE DU SERVICE EAU POTABLE

En 2017, le bilan énergétique des deux délégations de service public pour la distribution de l'eau potable uniquement est de 53 815 kWh contre 42 504 kWh en 2016.

## 2.7 RELATION A L'USAGER/FACTURATION

### 2.7.1 Chiffres Clés de la vente d'eau

- Volumes d'eau facturés aux usagers : 5 040 714 m<sup>3</sup> sur les communes de la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique
  - Dont abonnés domestiques et assimilés : 4 236 494 m<sup>3</sup>
  - Dont consommation des communaux 147 515 m<sup>3</sup>
  - Dont autres abonnés (consommation >6000m<sup>3</sup>) : 659 621 m<sup>3</sup>
- Nombre d'abonnés au service : 68 910.

### 2.7.2 Abonnés du service de l'eau

En 2017, les agences clientèle des délégataires comptaient 68 910 abonnés contre 67 806 abonnés en 2016 soit une hausse de +1,6%. Cette hausse du nombre d'abonnés s'explique par :

- L'arrivée de nouveaux habitants sur le territoire d'AQTA,
- L'individualisation des compteurs en habitat collectif.

En effet, l'article 93 de la loi n°2000-1208 dite loi « SRU » impose à tout service public de distribution d'eau, de procéder à l'individualisation des contrats de fournitures d'eau à la demande du propriétaire d'un immeuble collectif d'habitation ou d'un ensemble immobilier de logements. Il impose également au propriétaire d'informer les locataires éventuels et de prendre à sa charge les études et les travaux nécessaires à l'individualisation. Cette mesure a été prise afin de responsabiliser les usagers et d'économiser une ressource précieuse.

Les abonnés se répartissent de la façon suivante :

|                          | 2014   | 2015   | 2016   | 2017   | Evolution |
|--------------------------|--------|--------|--------|--------|-----------|
| AURAY                    | 8 309  | 8 490  | 8 726  | 9 018  | 3,3%      |
| BELZ                     | 2 491  | 2 557  | 2 571  | 2 632  | 2,4%      |
| BRECH                    | 2 906  | 2 951  | 2 982  | 3 047  | 2,2%      |
| CAMORS                   | 1 513  | 1 516  | 1 547  | 1 558  | 0,7%      |
| CARNAC                   | 8 107  | 8 157  | 8 217  | 8 269  | 0,6%      |
| CRACH                    | 2 056  | 2 080  | 2 114  | 2 151  | 1,8%      |
| ERDEVEN                  | 3 142  | 3 210  | 3 261  | 3 313  | 1,6%      |
| ETEL                     | 1 933  | 1 954  | 1 975  | 1 991  | 0,8%      |
| HOEDIC                   | 228    | 229    | 229    | 231    | 0,9%      |
| ILE-D'HOUAT              | 311    | 320    | 326    | 325    | -0,3%     |
| LA TRINITE-SUR-MER       | 2 584  | 2 610  | 2 628  | 2 644  | 0,6%      |
| LANDAUL                  | 984    | 999    | 1 013  | 1 049  | 3,6%      |
| LANDEVANT                | 1 589  | 1 631  | 1 700  | 1 766  | 3,9%      |
| LOCMARIAQUER             | 1 965  | 1 970  | 1 980  | 1 987  | 0,4%      |
| LOCOAL-MENDON            | 1 703  | 1 731  | 1 757  | 1 774  | 1,0%      |
| PLOEMEL                  | 1 499  | 1 531  | 1 586  | 1 636  | 3,2%      |
| PLOUHARNEL               | 1 431  | 1 455  | 1 475  | 1 506  | 2,1%      |
| PLUMERGAT                | 1 366  | 1 412  | 1 456  | 1 476  | 1,4%      |
| PLUNERET                 | 2 868  | 2 952  | 3 070  | 3 189  | 3,9%      |
| PLUVIGNER                | 3 523  | 3 565  | 3 615  | 3 662  | 1,3%      |
| QUIBERON                 | 8 585  | 8 653  | 8 733  | 8 774  | 0,5%      |
| SAINTE-ANNE-D'AURAY      | 1 143  | 1 150  | 1 178  | 1 198  | 1,7%      |
| SAINT-PHILIBERT          | 2 019  | 2 020  | 2 028  | 2 054  | 1,3%      |
| SAINT-PIERRE DE QUIBERON | 3 596  | 3 609  | 3 639  | 3 660  | 0,6%      |
| TOTAL                    | 65 851 | 66 752 | 67 806 | 68 910 | 1,6%      |

### 2.7.3 Satisfaction des usagers

L'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux indicateurs de performance du service a imposé à compter de 2008, de recenser les réclamations écrites de toute nature, à l'exception de celles relatives au prix.

Le tableau ci-dessous présente donc le nombre et le taux de réclamations en 2015 conformément à ce décret.

#### *Indicateur P155.1 Taux de réclamations*

---

Cet indicateur exprime le niveau de réclamations écrites enregistrées par le service de l'eau, rapporté à 1000 abonnés.

|                                       | 2015   | 2016   | 2017   |
|---------------------------------------|--------|--------|--------|
| <b>Nombre de réclamations écrites</b> | 530    | 694    | 450    |
| <b>Nombre d'abonnés AEP</b>           | 66 752 | 67 806 | 68 910 |
| <b>Taux de réclamation</b>            | 7.9    | 10.2   | 6.5    |

A noter toutefois que la définition de « réclamation » n'est pas homogène selon les délégataires.

La qualité du service à l'utilisateur s'apprécie également au regard des délais d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés, ainsi que par l'occurrence des interruptions de service non programmées.

#### *Indicateur P151.0 et P152.1 Délai maximal et taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés*

---

Le délai maximal d'ouverture des branchements (P151.0) pour les nouveaux abonnés est fixé à 48h.



|                                                                      | 2016   | 2017   |
|----------------------------------------------------------------------|--------|--------|
| Taux de respect du délai d'ouverture des branchements SAUR           | 100%   | 100%   |
| Taux de respect du délai d'ouverture des branchements existants STGS | 100%   | 100%   |
| Taux de respect du délai d'ouverture des branchements neufs STGS     | 84,44% | 85,29% |

*Indicateur P151.1 Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées*

Cet indicateur sert à mesurer la continuité du service d'eau potable en suivant le nombre de coupures d'eau imprévues pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été prévenus au moins 24h à l'avance, rapporté à 1000 habitants.

| Interruption du service                                       | 2016   | 2017   |
|---------------------------------------------------------------|--------|--------|
| Nombre d'interruptions de service non programmées             | 208    | 216    |
| Nombre d'abonnés AEP                                          | 67 806 | 68 910 |
| Taux d'occurrence des interruptions du service non programmés | 3.24   | 3.13   |

#### 2.7.4 Facturation de l'eau potable

- Structuration tarifaire de l'eau potable

La facture comprend :

- Une part fixe qui prend en compte l'abonnement, indépendamment de la consommation, ainsi que les frais de fourniture, d'installation et d'entretien du branchement. Elle se compose le cas échéant d'une part communautaire et d'une part délégataire ;
- Une partie proportionnelle assise sur la consommation. La structure tarifaire est différente d'une commune à l'autre, selon sa composition héritée de 2011. Elle se compose le cas échéant d'une part communautaire et d'une part délégataire ;

- La redevance pour lutte contre la pollution, prélevée pour le compte de l'agence de l'eau Loire Bretagne est assise sur le budget de l'eau à hauteur de 0,30€/m<sup>3</sup> au 1<sup>er</sup> janvier 2017.
- Une part Taxe sur la Valeur Ajoutée. L'application du taux de TVA (au taux réduit de 5,5%) est perçue pour le compte de l'Etat sur les montants hors taxes de la facture.

Les tarifs relatifs aux recettes revenant à la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique ont été votés par le conseil communautaire du 15 décembre 2017.

Le calcul du montant des parts proportionnelles et fixes est déterminé ainsi : seule la part communautaire est votée annuellement, la part délégataire est, quant à elle, contractuellement révisée. Les montants des parts communautaires sont déterminés en fonction des charges d'exploitation du service nécessaires à l'exercice de ses missions et en fonction des investissements à réaliser pour moderniser, améliorer ou prendre en compte les équipement nouveaux selon les investissements retenus.

- Prix de l'eau potable sur les communes membres de la Communauté de Communes Auray Quiberon Terre Atlantique

➤ Consommations domestiques

**TARIF BLEU**

|                                                  | 2014     | 2015     | 2016     | 2017     | variation |
|--------------------------------------------------|----------|----------|----------|----------|-----------|
| part fixe ou abonnement annuel                   |          |          |          |          |           |
| compteur ordinaire Ø 15/20                       | 71,49 €  | 71,49 €  | 71,49 €  | 71,49 €  | 0%        |
| compteur Ø 25/40                                 | 153,19 € | 153,19 € | 153,19 € | 153,19 € | 0%        |
| compteur Ø 50/200                                | 204,25 € | 204,25 € | 204,25 € | 204,25 € | 0%        |
| part proportionnelle par m <sup>3</sup> consommé |          |          |          |          |           |
| 0 à 500 m <sup>3</sup>                           | 1,5319 € | 1,5319 € | 1,5319 € | 1,5319 € | 0%        |
| >à 500 m <sup>3</sup>                            | 1,1744 € | 1,1744 € | 1,1744 € | 1,1744 € | 0%        |
| TVA                                              | 5,50%    | 5,50%    | 5,50%    | 5,50%    | 0%        |

➤ Consommations non domestiques

**TARIF JAUNE**

*A destination des gros consommateurs (4500 m<sup>3</sup>)*

|                                               | 2014       | 2015       | 2016       | 2017      | variation |
|-----------------------------------------------|------------|------------|------------|-----------|-----------|
| part fixe ou abonnement annuel tous compteurs | 1 634,00 € | 1 634,00 € | 1 634,00 € | 1634,00 € | 0%        |

|                                                  |          |          |          |          |    |
|--------------------------------------------------|----------|----------|----------|----------|----|
| part proportionnelle par m <sup>3</sup> consommé | 0,9191 € | 0,9191 € | 0,9191 € | 0,9191 € | 0% |
| TVA                                              | 5,50%    | 5,50%    | 5,50%    | 5,50%    | 0% |

**TARIF VERT**

*A destination des très gros consommateurs (27 000 m<sup>3</sup>)*

|                                                   | 2014       | 2015       | 2016       | 2017       | variation |
|---------------------------------------------------|------------|------------|------------|------------|-----------|
| part fixe ou abonnement annuel tous compteurs     | 8 211,00 € | 8 211,00 € | 8 211,00 € | 8 211,00 € | 0%        |
| part proportionnelle par m <sup>3</sup> consommé  |            |            |            |            |           |
| basse saison (janvier à juin, novembre, décembre) | 0,6842 €   | 0,6842 €   | 0,6842 €   | 0,6842 €   | 0%        |
| haute saison (juillet à octobre)                  | 0,7353 €   | 0,7353 €   | 0€         | 0€         | 0%        |
| TVA                                               | 5,50%      | 5,50%      | 5,50%      | 5,50%      | 0%        |

➤ *Consommations agricoles (herbage uniquement)*

|                                                                                                                 | 2015     | 2016     | 2017     | variation |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|----------|----------|-----------|
| part fixe                                                                                                       |          |          |          |           |
| 1 <sup>er</sup> compteur                                                                                        |          |          |          |           |
| Compteur ☐ 15/20                                                                                                | 71,49 €  | 71,49 €  | 71,49 €  | 0%        |
| Compteur ☐ 25/40                                                                                                | 153,19 € | 153,19 € | 153,19 € | 0%        |
| Compteur ☐ 50/200 y compris combiné                                                                             | 204,25 € | 204,25 € | 204,25 € | 0%        |
| Compteur supplémentaire sous réserve d'un abonnement principal pour un compteur de diamètre au moins équivalent |          |          |          |           |
| Compteur ☐ 15/20                                                                                                | 15,32 €  | 15,32 €  | 15,32 €  | 0%        |
| Compteur ☐ 25/40                                                                                                | 30,64 €  | 30,64 €  | 30,64 €  | 0%        |
| Compteur ☐ 50/200 y compris combiné                                                                             | 102,13 € | 102,13 € | 102,13 € | 0%        |
| part proportionnelle                                                                                            |          |          |          |           |
| 0 à 500 m <sup>3</sup>                                                                                          | 1,5319 € | 1,5319 € | 1,5319 € | 0%        |
| > 500 m <sup>3</sup>                                                                                            | 1,1744 € | 1,1744 € | 1,1744 € | 0%        |
| TVA                                                                                                             | 5,50%    | 5,50%    | 5,50%    |           |

➤ *Consommations communales*

|                          | 2015     | 2016     | 2017     | variation |
|--------------------------|----------|----------|----------|-----------|
| part fixe tous compteurs |          |          |          |           |
| premier compteur         | 102,12 € | 102,12 € | 102,12 € | 0%        |
| compteur supplémentaire  | 15,32 €  | 15,32 €  | 15,32 €  | 0%        |
| part proportionnelle     |          |          |          |           |
| par m3 consommé          | 0,8170 € | 0,8170 € | 0,8170 € | 0%        |
| TVA                      | 5,50%    | 5,50%    | 5,50%    |           |

➤ Bornes de puisage

|        | 2015     | 2016     | 2017     | variation |
|--------|----------|----------|----------|-----------|
| Par m3 | 1,1744 € | 1,1744 € | 1,1744 € | 0%        |
| TVA    | 5,50%    | 5,50%    | 5,50%    |           |

## 2.8 ELEMENTS FINANCIERS

### 2.8.1 Exécution budgétaire 2017

Le service Eau dispose d'un budget annexe de l'eau, dont l'exécution peut être décrite de la façon suivante en grandes masses :

- Les dépenses d'investissement 2017 ont représenté 4 722 167,98 €HT en 2017 auxquels s'ajoutent 1 477 828 € de restes à réaliser, ces dépenses se décomposent comme suit :

| SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES        |                              | CA 2017               |
|--------------------------------------------|------------------------------|-----------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>     |                              | <b>1 137 492,73 €</b> |
| 16                                         | Emprunt et dettes assimilées | 1 661 713,57 €        |
| <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES</b>          |                              | <b>2 799 206,30 €</b> |
| 040                                        | Opérations d'ordre           | 1 621 587,40 €        |
| 041                                        | Opérations patrimoniales     | - €                   |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b> |                              | <b>4 420 793,70 €</b> |
| 001                                        | Déficit antérieur reporté    | 301 374,28 €          |
| <b>DEPENSES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>  |                              | <b>4 722 167,98 €</b> |

- Les travaux ont ainsi représenté 1 137 492,73€ en 2017, auxquels s'ajoutent 1 477 828 € de restes à réaliser ;
  - Le remboursement du capital de la dette bancaire et assimilée se monte à 1 661 713,57 €.
  - Les opérations d'ordre se montent à 1 621 587,40 €, se composant :
    - De reprises sur amortissement des immobilisations pour 1 341 481,22 € ;
    - D'une quote part de subvention versée à la section de fonctionnement pour un montant de 280 106,18 €.
  - Le déficit d'investissement reporté des années précédentes se monte à 301 374,28 €.
- Les recettes d'investissement se sont montées, en 2017, à 2 739 438,26 € HT, elles se décomposent comme suit :

| SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES        |                                       | CA 2017               |
|--------------------------------------------|---------------------------------------|-----------------------|
| 1021                                       | Dotation                              | 125 663,92 €          |
| 16                                         | Recettes d'emprunt                    |                       |
| 23                                         |                                       | 2 974,33 €            |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>          |                                       | <b>128 638,25 €</b>   |
| 040                                        | Opérations d'ordre                    | 2 037 025,73 €        |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT</b> |                                       | <b>2 165 663,98 €</b> |
| 1068                                       | Excédent de fonctionnement capitalisé | 573 774,28 €          |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>  |                                       | <b>2 739 438,26 €</b> |

Les recettes d'investissement sont de trois natures pour l'exercice 2017:

- Une dotation d'un montant de 125 663,92 €

- Des opérations d'ordre pour un montant de 2 037 025,73 €, dont notamment 1 397 553,31 € de reprises sur amortissements des immobilisations, 621 072,42 € de reprises sur le stock de subventions et 18 400 € de sortie d'actifs ;
  - Un excédent de fonctionnement capitalisé pour 573 774 ,28 €
- Les dépenses de fonctionnement se sont élevées à 2 493 381,41€HT, ces dépenses se décomposent comme suit :

| SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES           |                                         | CA 2017               |
|------------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------|
| 011                                            | Charges à caractère général             | 144 779,50 €          |
| 012                                            | Charges de personnel et frais assimilés |                       |
| 65                                             | Autres charges de gestion courante      |                       |
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE GESTION COURANTE</b>  |                                         | <b>144 779,50 €</b>   |
| 66                                             | Intérêts de la dette                    | 311 576,18 €          |
| 67                                             | Charges exceptionnelles                 |                       |
| <b>Charges financières et exceptionnelles</b>  |                                         | <b>311 576,18 €</b>   |
| <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES</b>              |                                         | <b>456 355,68 €</b>   |
| Opérations ordre transfert entre section       |                                         | 639 472,42 €          |
| Dotations aux amortissements et aux provisions |                                         | 1 397 553,31 €        |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'ORDRE</b>              |                                         | <b>2 037 025,73 €</b> |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION</b>       |                                         | <b>2 493 381,41 €</b> |
| 002                                            | Déficit d'exploitation reporté          |                       |
| <b>DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>        |                                         | <b>2 493 381,41 €</b> |

Le détail de ces dépenses de fonctionnement 2017 est le suivant :

- Dépenses de gestion courantes : 144 779,50 € ;
  - Intérêts de la dette : 311 576,18 € ;
  - Des dépenses d'ordre d'un montant de 2 037 025, 73 €, composées :
    - o De dotations aux amortissements sur immobilisations à hauteur de 1 397 553,31 € ;
    - o De transferts entre sections pour un montant de 639 472, 42 €.
- Les recettes de fonctionnement ont été de 9 951 844,59 €HT, le tableau suivant présente ces recettes de fonctionnement :

| SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES          |                                                    | CA 2017               |
|-----------------------------------------------|----------------------------------------------------|-----------------------|
| <b>70</b>                                     | <b>Ventes de prod. Fab., prest. Serv., marchés</b> | <b>4 676 174,99 €</b> |
| 70111                                         | Ventes d'eau aux abonnés                           | 4 619 389,55 €        |
| 7083                                          | Locations diverses                                 | 56 785,44 €           |
| <b>74</b>                                     | <b>Subventions d'exploitation</b>                  |                       |
| <b>75</b>                                     | <b>Autres produits de gestion courante</b>         | <b>1,43 €</b>         |
| <b>76</b>                                     | <b>Produits financiers</b>                         | <b>23 017,56 €</b>    |
| <b>TOTAL DES RECETTES DE GESTION COURANTE</b> |                                                    | <b>4 699 193,98 €</b> |
| 77                                            | Produits exceptionnels                             |                       |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>             |                                                    | <b>4 699 193,98 €</b> |
| Recettes d'ordre de fonctionnement            |                                                    |                       |
| 777                                           | Quote-part des subventions d'investissement        | 280 106,18 €          |
| 7811                                          | Reprise amortissements immobilisations             | 1 341 481,22 €        |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'ORDRE</b>             |                                                    | <b>1 621 587,40 €</b> |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION</b>      |                                                    | <b>6 320 781,38 €</b> |
| 002                                           | Excédent d'exploitation reporté                    | 3 631 063,21 €        |
| <b>RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>       |                                                    | <b>9 951 844,59 €</b> |

Les recettes de la section de fonctionnement s'élèvent à 9 951 844, sont donc en 2017 :

- Les ventes d'eau aux abonnés qui se montent à 4 619 389,35 € ;
  - Les produits relatifs à la location d'antennes téléphoniques d'un montant de 56 785,55 € ;
  - Les produits financiers d'un montant de 23 017,56 € ;
  - Une quote-part de subvention versée à la section de fonctionnement (opération d'ordre) d'un montant de 280 106,18 € ;
  - Des reprises sur amortissement des immobilisations de 1 341 481,22 € ;
  - Un excédent de fonctionnement reporté de l'exercice 2016 d'un montant de 3 631 063,21 €.
- 
- De plus, conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités territoriales, le Conseil communautaire est appelé à prendre acte des rapports d'activités et des résultats d'exploitation des délégations de service public.

Les éléments financiers relatifs à ces délégations, extraits des rapports des délégataires, sont joints en annexe 3.

### 2.8.2 Dette

| € HT                                        | 2014            | 2015           | 2016           | 2017           |
|---------------------------------------------|-----------------|----------------|----------------|----------------|
| <b>Dette en capital au 31/12</b>            | 11 160 619,00 € | 9 462 260,00 € | 8 587 188,88 € | 6 925 475,00 € |
| <b>Annuité de remboursement en capital</b>  | 2 051 320,15 €  | 1 698 358,53 € | 1 589 017,37 € | 1 661 713,57   |
| <b>Annuité de remboursement en intérêts</b> | 581 231,00 €    | 432 614,13 €   | 379 639,01 €   | 269 728,48     |

Taux moyen de la dette : 4,11 %.

#### *Durée d'extinction de la dette de la Collectivité (P153.2)*

---

La durée d'extinction de la dette du service Eau est de **5 années et 10 mois**.

### 2.8.3 Amortissements

La dotation aux amortissements sur immobilisations réalisés par le service eau s'est élevée à 1 397 553,31 € HT en 2017.

## 2.8.4 Suivi des impayés

Les chiffres suivants concernent le périmètre de la CC AQTA à l'exception de la commune de Pluvigner

|                            | 2011  | 2012  | 2013  | 2014  | 2015  | 2016  | 2017  |
|----------------------------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|-------|
| Nombre de relances         | 9 441 | 9 077 | 8 469 | 7 902 | 7 147 | 8 013 | 7 714 |
| Nombre de mises en demeure | 5 060 | 5 363 | 4 811 | 4 694 | 3 835 | 4 439 | 4 875 |
| Nombre d'avis de coupure   | 1 360 | 1 979 | 1 214 | 1 422 | 906   | 100   | 1 312 |

Sur l'ensemble du périmètre de la CC AQTA hors Pluvigner, le montant total des impayés relatifs aux factures émises en 2016 et non encore recouvrées au 31 décembre 2017 s'élève globalement à 0,69 %.

Sur le périmètre de Pluvigner le montant des impayés relatifs aux factures émises en 2016 et non encore recouvrées au 31 décembre 2017 s'élève globalement à 1,99 %.

## 2.8.5 Montants des abandons de créance ou des versements à un fond de solidarité

En 2017, 4 923 € d'abandons de créance ont été constatés sur le territoire du contrat de délégation de la SAUR. Aucun abandon de créance n'a été réalisé sur le territoire de la commune de Pluvigner.

## 2.8.6 Coopération décentralisée

Néant

# III. Service public de l'assainissement

## 3.1 PATRIMOINE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF

### 3.1.1 Stations et postes de pompage

La capacité épuratoire totale des stations approche les **236 000 EH**. Pour l'ensemble des communes, le nombre de postes de refoulement atteint **357 unités**.

| COMMUNES | CAPACITE STEP en EH                        | TYPE           | NOMBRE DE POSTES |
|----------|--------------------------------------------|----------------|------------------|
| AURAY    | STEP de Lann Pont Houar 40 000 Eq. Hab.    | Boues Activées | 16               |
| BELZ     | Commune raccordée sur STEP de Kernevé      |                | 23               |
| BREC'H   | Commune raccordée sur STEP Lann Pont Houar |                | 26               |
| CRAC'H   | Commune raccordée sur STEP Kerran          |                | 18               |
| ERDEVEN  | Commune raccordée sur STEP de Kernevé      |                | 21               |
| ETEL     | Commune raccordée sur STEP de Kernevé      |                | 10               |



|                          |                                                                 |                              |            |
|--------------------------|-----------------------------------------------------------------|------------------------------|------------|
| ILE DE HOEDIC            | Lagunage Hoëdic 900 Eq. Hab.                                    | Lagunes                      | 2          |
| ILE DE HOUAT             | Lagunage Houat 1 200 Eq. Hab.                                   | Lagunes                      | 4          |
| LANDEVANT                | STEP de Landévant 7 583 Eq. Hab.                                | Boues<br>activées            | 15         |
| LOCMARIAQUER             | Commune raccordée sur STEP Kerran                               |                              | 22         |
| LOCOAL<br>MENDON         | Lagunes de Local M. 1 000 Eq. Hab.                              | Lagunes                      | 16         |
| PLOEMEL                  | STEP Ploemel 7000 Eq. Hab.                                      | Lagunes                      | 18         |
| PLOUHARNEL               | STEP de Kernevé 28 500 Eq. Hab.                                 | Membranaire                  | 18         |
| PLUMERGAT                | Lagunage de Plumergat 800 Eq. Hab.                              | Lagunes                      | 9          |
| PLUNERET                 | Commune raccordée sur STEP Lann Pont Houar                      |                              | 13         |
| QUIBERON                 | STEP de Pont Er Bail 60 000 Eq. Hab.                            | Membranaire                  | 22         |
| SAINT<br>PHILIBERT       | STEP de Kerran 21 500 Eq. Hab.                                  | Membranaire                  | 14         |
| SAINT PIERRE<br>QUIBERON | Commune raccordée sur STEP Pont Er Bail                         |                              | 28         |
| SAINTE ANNE<br>D'AURAY   | Commune raccordée sur STEP Lann Pont Houar                      |                              | 7          |
| CARNAC                   | STEP de Kergouellec 60 000 Eq. Hab.                             | Membranaire                  | 33         |
| LA TRINITE SUR<br>MER    | Commune raccordée sur STEP de Kergouellec                       |                              | 15         |
| PLUVIGNER                | STEP Prad Er Hoet 5 000 Eq. Hab.<br>STEP de Bieuzy 500 Eq. Hab. | Boues<br>activées<br>Lagunes | 3          |
| CAMORS                   | STEP de Kerniel 1 400 Eq. Hab.                                  | Boues<br>activées            | 2          |
| LANDAUL                  | STEP Mané Castel 1 500 Eq. Hab.                                 | Boues<br>activées            | 2          |
| <b>TOTAL</b>             | <b>346 880</b>                                                  |                              | <b>357</b> |

Mise en service de 3 nouveaux postes de relèvement :

- PR Charles de Blois commune d'Auray ;
- PR Le Bignac – Commune d'Étel ;
- PR Lot de la Lande- Commune de Belz ;

Des travaux ont été réalisés sur les postes suivants :

- PR La Lande Belz: Déplacement, sécurisation et renforcement de l'ouvrage.;
- PR Penester St Philibert : Renouvellement de la canalisation de refoulement, dissociation avec le refoulement du PR Braden;
- PR Braden Crach : Renouvellement de la canalisation de refoulement, dissociation avec le refoulement du PR Penester;
- PR de Runel : Refonte du poste de relèvement du Runel : Renforcement du pompage (Chaîne de transfert Ploemel) et Création d'un bassin tampon : 200m3

### 3.1.2 Linéaires des réseaux de collecte

Les réseaux sont de type séparatif et le linéaire total avoisine les **852 km** contre 846 km en 2016.

Les caractéristiques principales du linéaire sont les suivantes :

- Sur le périmètre ABQ :

| Réseau périmètre ABQ 2017 (mètres linéaires) |                    |                     |
|----------------------------------------------|--------------------|---------------------|
| <i>Gravitaire</i>                            | <i>Refoulement</i> | <i>Réseau total</i> |
| 475 675,55                                   | 175 695,84         | 651 371,39          |

- Sur le périmètre Carnac- La Trinité :

| Réseau périmètre CARNAC- LA TRINITE (mètres linéaires) |                    |                     |
|--------------------------------------------------------|--------------------|---------------------|
| <i>Gravitaire</i>                                      | <i>Refoulement</i> | <i>Total réseau</i> |
| 116 953,92                                             | 25 036,14          | 141 990,06          |

- Sur le périmètre Camors-Landaul- Pluvigner :

| Réseau périmètre CAMORS-LANDAUL- PLUVIGNER (mètres linéaires) |                    |                     |
|---------------------------------------------------------------|--------------------|---------------------|
| <i>Gravitaire</i>                                             | <i>Refoulement</i> | <i>Total réseau</i> |
| 54 703,95                                                     | 3 878,77           | 58582,72            |

#### *Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte (P202.2)*

Cet indicateur évalue sur une échelle de 0 à 120, à la fois l'existence de plans des réseaux, la procédure de mise à jour (partie A de l'indicateur jugée sur 15 points), la qualité de l'inventaire des réseaux (partie B de l'indicateur jugée sur 30 points) ainsi que les éléments constitutifs du réseau et interventions sur réseaux (partie C jugée sur 75 points).

L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les parties A, B et C mentionnés ci-avant et précisés et avec les conditions suivantes :

- Les 30 points d'inventaire des réseaux (**partie B**) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans de réseaux (partie A) sont acquis.
- Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisés que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plans des réseaux et inventaire des réseaux (parties A + B) sont acquis.

Partie A : Plan des réseaux (15 points)

**10 points (VP.250) : Existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées** mentionnant la localisation des ouvrages annexes (postes de relèvement ou de refoulement, déversoirs d'orage, ...), et s'ils existent, des points d'autosurveillance du fonctionnement des réseaux d'assainissement

**5 points (VP.251) : Définition d'une procédure de mise à jour du plan des réseaux** afin de prendre en compte les travaux réalisés depuis la dernière mise à jour (extension, réhabilitation ou renouvellement de réseaux), ainsi que les données acquises notamment en application de l'article R.554-34 du code de l'environnement. La mise à jour est réalisée au moins chaque année

Partie B : Inventaire des réseaux (30 points)

10 points (VP.252, VP.253 et VP.254) - les 10 points sont acquis si les 2 conditions suivantes sont remplies :

- **Existence d'un inventaire des réseaux** identifiant les tronçons de réseaux avec mention du linéaire de la canalisation, de la catégorie de l'ouvrage définie en application de l'article R. 554-2 du code de l'environnement ainsi que de la précision des informations cartographiques définie en application du V de l'article R. 554-23 du même code (VP.252) et, **pour au moins la moitié du linéaire total des réseaux**, les informations sur les matériaux et les diamètres des canalisations de collecte et de transport des eaux usées (VP.253)
- **La procédure de mise à jour** du plan des réseaux est complétée en y intégrant la mise à jour de l'inventaire des réseaux (VP.254)

De 1 à 5 points (VP.253) : Lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%.

Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les matériaux et les diamètres sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux :

- Matériaux et diamètres connus pour 60% à 69,9% du linéaire des réseaux : 1 point supplémentaire
- Matériaux et diamètres connus pour 70% à 79,9% du linéaire des réseaux : 2 points supplémentaires
- Matériaux et diamètres connus pour 80% à 89,9% du linéaire des réseaux : 3 points supplémentaires
- Matériaux et diamètres connus pour 90% à 94,9% du linéaire des réseaux : 4 points supplémentaires
- Matériaux et diamètres connus pour au moins 95% du linéaire des réseaux : 5 points supplémentaires

De 0 à 15 points (VP.255) :

**L'inventaire des réseaux mentionne pour chaque tronçon la date ou la période de pose** des tronçons identifiés à partir du plan des réseaux, la moitié (50%) du linéaire total des réseaux étant renseigné. Lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, **un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%**. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur les dates ou périodes de pose sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux

- Dates ou périodes de pose connues pour moins de 50% du linéaire des réseaux : 0 point

- Dates ou périodes de pose connues pour 50% à 59,9% du linéaire des réseaux : 10 points
- Dates ou périodes de pose connues pour 60% à 69,9% du linéaire des réseaux : 11 point
- Dates ou périodes de pose connues pour 70% à 79,9% du linéaire des réseaux : 12 points
- Dates ou périodes de pose connues pour 80% à 89,9% du linéaire des réseaux : 13 points
- Dates ou périodes de pose connues pour 90% à 94,9% du linéaire des réseaux : 14 points
- Dates ou périodes de pose connues pour au moins 95% du linéaire des réseaux : 15 points

Partie C : Informations complémentaires sur les éléments constitutifs du réseau et les interventions sur le réseau (75 points)

**10 points (VP.256) :** Le plan des réseaux comporte une **information géographique** précisant l'altimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée

**De 1 à 5 points (VP.256) :** Lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, **un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10% supplémentaires du linéaire total, jusqu'à 90%**. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95% du linéaire total des réseaux

**10 points (VP.257) :** Localisation et description des ouvrages annexes (postes de relèvement, postes de refoulement, déversoirs, ...)

**10 points (VP.258) :** existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et de transport des eaux usées

**10 points (VP.259) :** Le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau (nombre de branchements entre deux regards de visite) ;

**10 points (VP.260) :** L'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux (curage curatif, désobstruction, réhabilitation, renouvellement, ...)

**10 points (VP.261) :** Mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau, un document rendant compte de sa réalisation. Y sont mentionnés les dates des inspections de l'état des réseaux, notamment par caméra, et les réparations ou travaux effectuées à leur suite

**10 points (VP.262) :** Mise en œuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement (programme détaillé assorti d'un estimatif chiffré portant sur au moins 3 ans)

| Libellé                                                                                                                                                                          | Code SI SPEA | Nombre de points possibles | AURAY     | BELZ      | BRECH     | CAMOIRS   | CARNAC     | CRACH     | ERDEVEN   | ETEL      | HOEDIC    | HOUAT     | LA TRINITE SUR MER | LANDA UL  | LANDEVANT | LOCMARIAQUER | LOCAL-MENDON | PLOEMEL   | PLOUHARNEL | PLUMERGAT | PLUNERET  | PLUVIGNER | QUIBERON  | SAINTE ANNE D'AURAY | SAINT PHILIBERT | SAINT PIERRE QUIBERON | SAINT PIERRE D'AURAY |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------|----------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|--------------------|-----------|-----------|--------------|--------------|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|---------------------|-----------------|-----------------------|----------------------|
|                                                                                                                                                                                  |              |                            |           |           |           |           |            |           |           |           |           |           |                    |           |           |              |              |           |            |           |           |           |           |                     |                 |                       |                      |
| <b>PARTIE A: Plan du réseau (15 points)</b>                                                                                                                                      |              |                            | <b>15</b> |           |           |           |            |           |           |           |           |           |                    |           |           |              |              |           |            |           |           |           |           |                     |                 |                       |                      |
| Existence d'un plan du réseau de collecte des eaux usées hors branchements mentionnant la localisation des ouvrages annexes et des points de d'auto-surveillance s'ils existent. | VP. 250      | 10                         | 10        | 10        | 10        | 10        | 10         | 10        | 10        | 10        | 10        | 10        | 10                 | 10        | 10        | 10           | 10           | 10        | 10         | 10        | 10        | 10        | 10        | 10                  | 10              | 10                    | 10                   |
| Définition d'une procédure de mise à jour au moins annuelle des plans du réseau de collecte des eaux usées hors branchements                                                     | VP. 251      | 5                          | 5         | 5         | 5         | 5         | 5          | 5         | 5         | 5         | 5         | 5         | 5                  | 5         | 5         | 5            | 5            | 5         | 5          | 5         | 5         | 5         | 5         | 5                   | 5               | 5                     | 5                    |
| <b>Total Partie A :</b>                                                                                                                                                          |              |                            | <b>15</b> | <b>15</b> | <b>15</b> | <b>15</b> | <b>15</b>  | <b>15</b> | <b>15</b> | <b>15</b> | <b>15</b> | <b>15</b> | <b>15</b>          | <b>15</b> | <b>15</b> | <b>15</b>    | <b>15</b>    | <b>15</b> | <b>15</b>  | <b>15</b> | <b>15</b> | <b>15</b> | <b>15</b> | <b>15</b>           | <b>15</b>       | <b>15</b>             | <b>15</b>            |
| <b>PARTIE B: Inventaire des réseaux</b>                                                                                                                                          |              |                            | <b>30</b> |           |           |           |            |           |           |           |           |           |                    |           |           |              |              |           |            |           |           |           |           |                     |                 |                       |                      |
| Inventaire avec mention de la catégorie de l'ouvrage: dix points si les deux conditions sont réunies                                                                             |              |                            |           |           |           |           |            |           |           |           |           |           |                    |           |           |              |              |           |            |           |           |           |           |                     |                 |                       |                      |
| 1. Inventaire avec mention de la catégorie de l'ouvrage                                                                                                                          | VP. 238      | 5                          | 5         | 5         | 5         | 5         | 5          | 5         | 5         | 5         | 5         | 5         | 5                  | 5         | 5         | 5            | 5            | 5         | 5          | 5         | 5         | 5         | 5         | 5                   | 5               | 5                     | 5                    |
| 2. Mise à jour annuelle de l'inventaire des réseaux d'eaux usées à partir d'une procédure formalisée pour les informations relatives aux tronçons de réseaux.                    | VP. 240      | 5                          | 5         | 5         | 5         | 5         | 5          | 5         | 5         | 5         | 5         | 5         | 5                  | 5         | 5         | 5            | 5            | 5         | 5          | 5         | 5         | 5         | 5         | 5                   | 5               | 5                     | 5                    |
| <b>Informations structurelles</b>                                                                                                                                                |              |                            | <b>15</b> |           |           |           |            |           |           |           |           |           |                    |           |           |              |              |           |            |           |           |           |           |                     |                 |                       |                      |
| Linéaire de réseau eaux usées avec diamètre / matériau renseigné au 31/12 (excepté les réseaux typés "eaux pluviales")                                                           | VP. 253      | 15                         | 15        | 15        | 15        | 14        | 15         | 15        | 15        | 15        | 15        | 15        | 15                 | 15        | 14        | 15           | 15           | 15        | 15         | 15        | 15        | 15        | 14        | 15                  | 15              | 15                    | 15                   |
| <b>Connaissance de l'âge des canalisations</b>                                                                                                                                   |              |                            | <b>15</b> |           |           |           |            |           |           |           |           |           |                    |           |           |              |              |           |            |           |           |           |           |                     |                 |                       |                      |
| Linéaire de réseau eaux usées avec âge / date de pose renseigné au 31/12 (excepté les réseaux typés "eaux pluviales")                                                            | VP. 255      |                            | 15        | 15        | 15        | 15        | 15         | 15        | 15        | 15        | 15        | 15        | 15                 | 15        | 15        | 15           | 15           | 15        | 15         | 15        | 15        | 15        | 15        | 15                  | 15              | 15                    | 15                   |
| <b>Total Partie B :</b>                                                                                                                                                          |              |                            | <b>30</b> | <b>30</b> | <b>30</b> | <b>29</b> | <b>30</b>  | <b>30</b> | <b>30</b> | <b>30</b> | <b>30</b> | <b>30</b> | <b>30</b>          | <b>29</b> | <b>30</b> | <b>30</b>    | <b>30</b>    | <b>30</b> | <b>30</b>  | <b>30</b> | <b>30</b> | <b>29</b> | <b>30</b> | <b>30</b>           | <b>30</b>       | <b>30</b>             | <b>30</b>            |
| <b>PARTIE C</b>                                                                                                                                                                  |              |                            | <b>50</b> |           |           |           |            |           |           |           |           |           |                    |           |           |              |              |           |            |           |           |           |           |                     |                 |                       |                      |
| <b>Altimétrie des canalisations</b>                                                                                                                                              |              |                            | <b>11</b> |           |           |           |            |           |           |           |           |           |                    |           |           |              |              |           |            |           |           |           |           |                     |                 |                       |                      |
| Linéaire de réseau eaux usées avec altimétrie renseigné au 31/12                                                                                                                 | VP. 256      |                            | 0         | 0         | 0         | 0         | 11         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 11                 | 0         | 0         | 0            | 0            | 0         | 0          | 0         | 0         | 0         | 0         | 0                   | 0               | 0                     | 0                    |
| Localisation complète de tous les ouvrages annexes du réseau d'eaux usées                                                                                                        | VP. 257      |                            | 10        | 10        | 10        | 10        | 10         | 10        | 10        | 10        | 10        | 10        | 10                 | 10        | 10        | 10           | 10           | 10        | 10         | 10        | 10        | 10        | 10        | 10                  | 10              | 10                    | 10                   |
| Existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements                                                                                             | VP. 258      |                            | 10        | 10        | 10        | 10        | 10         | 10        | 10        | 10        | 10        | 10        | 10                 | 10        | 10        | 10           | 10           | 10        | 10         | 10        | 10        | 10        | 10        | 10                  | 10              | 10                    | 10                   |
| Mention du nombre de branchements pour chaque tronçon (entre 2 regards de visite) du                                                                                             | VP. 259      |                            | 0         | 0         | 0         | 0         | 0          | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0                  | 0         | 0         | 0            | 0            | 0         | 0          | 0         | 0         | 0         | 0         | 0                   | 0               | 0                     | 0                    |
| Localisation et identification complète des interventions et travaux sur le réseau d'eau                                                                                         | VP. 260      |                            | 10        | 10        | 10        | 10        | 10         | 10        | 10        | 10        | 10        | 10        | 10                 | 10        | 10        | 10           | 10           | 10        | 10         | 10        | 10        | 10        | 10        | 10                  | 10              | 10                    | 10                   |
| Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau d'eaux usées et récapitulatif des travaux réalisés à leur suite                      | VP. 261      |                            | 10        | 10        | 10        | 10        | 10         | 10        | 10        | 10        | 10        | 10        | 10                 | 10        | 10        | 10           | 10           | 10        | 10         | 10        | 10        | 10        | 10        | 10                  | 10              | 10                    | 10                   |
| <b>Existence et mise en œuvre d'un plan pluri annuel de travaux</b>                                                                                                              |              |                            | <b>10</b> |           |           |           |            |           |           |           |           |           |                    |           |           |              |              |           |            |           |           |           |           |                     |                 |                       |                      |
| Existence d'un plan pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement en eaux usées                                                                                  | VP. 262      |                            | 10        | 10        | 10        | 10        | 10         | 10        | 10        | 10        | 10        | 10        | 10                 | 10        | 10        | 10           | 10           | 10        | 10         | 10        | 10        | 10        | 10        | 10                  | 10              | 10                    | 10                   |
| Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement en eaux usées                                                                              |              |                            |           |           |           |           |            |           |           |           |           |           |                    |           |           |              |              |           |            |           |           |           |           |                     |                 |                       |                      |
| <b>Total Partie C :</b>                                                                                                                                                          |              |                            | <b>50</b> | <b>50</b> | <b>50</b> | <b>50</b> | <b>61</b>  | <b>50</b> | <b>50</b> | <b>50</b> | <b>50</b> | <b>50</b> | <b>61</b>          | <b>50</b> | <b>50</b> | <b>50</b>    | <b>50</b>    | <b>50</b> | <b>50</b>  | <b>50</b> | <b>50</b> | <b>50</b> | <b>50</b> | <b>50</b>           | <b>50</b>       | <b>50</b>             | <b>50</b>            |
| <b>VALEUR DE L'INDICE</b>                                                                                                                                                        |              |                            | <b>95</b> | <b>95</b> | <b>95</b> | <b>94</b> | <b>106</b> | <b>95</b> | <b>95</b> | <b>95</b> | <b>95</b> | <b>95</b> | <b>106</b>         | <b>94</b> | <b>95</b> | <b>95</b>    | <b>95</b>    | <b>95</b> | <b>95</b>  | <b>95</b> | <b>95</b> | <b>94</b> | <b>95</b> | <b>95</b>           | <b>95</b>       | <b>95</b>             | <b>95</b>            |

Au global, en intégrant au calcul de l'indice une pondération par le linéaire de réseaux de collecte, l'indice de connaissance et de gestion patrimoniale est de **97 sur 120**.

**Conformité de la collecte des effluents aux prescriptions définies en application des articles R 2224-6 et R 2224-10 à 17 du C.G.C.T. au regard de l'application de la DERU (P203.3)**

Un système de collecte des eaux usées est jugé conforme au titre de la directive ERU si les deux conditions suivantes sont remplies :

- Absence de rejet significatif, au sens du dictionnaire du système d'information en assainissement, des réseaux de collecte des eaux usées en période de temps sec (la somme des déversements par temps sec pour l'année N doit être inférieure à 5 % de la charge brute de pollution organique que multiplie le nombre de jours de l'année N) ;
- En cas de rejets diffus, existence d'un programme de prévention des fuites au sens de l'arrêté du 22 juin 2007 (des mesures de surveillance, si elles débouchent sur des travaux d'entretien en cas de détection de fuites, sont considérées comme étant un programme de prévention).

Cet indicateur n'est déterminé que pour les réseaux desservant une agglomération d'une taille supérieure à 2000 EH. Il est produit par le Ministère du Développement Durable à partir de la banque nationale de données renseignée par la D.D.T.M.

A la rédaction de ce rapport, cet indice n'était pas encore communiqué par la DDTM pour l'année 2017.

### 3.2 EXPLOITATION DU SERVICE

#### Estimation du nombre d'habitants desservis par un réseau de collecte des EU (D201.0)

|                    | Population INSEE 2017 | Population DGF 2017 | Abonnés 2016 | Abonnés 2017 | Evolution |
|--------------------|-----------------------|---------------------|--------------|--------------|-----------|
| AURAY              | 13 812                | 14 273              | 8 538        | 8 838        | 3,5%      |
| BELZ               | 3 712                 | 4 232               | 1 841        | 1 892        | 2,8%      |
| BREC'H             | 6 959                 | 7 095               | 2 103        | 2 134        | 1,5%      |
| CAMORS             | 3 019                 | 3 191               | 280          | 282          | 0,7%      |
| CARNAC             | 4 332                 | 10 424              | 7 630        | 7 753        | 1,6%      |
| CRAC'H             | 3 398                 | 3 870               | 1 112        | 1 136        | 2,2%      |
| ERDEVEN            | 3 628                 | 5 348               | 2 267        | 2 328        | 2,7%      |
| ETEL               | 2 122                 | 2 941               | 1 938        | 1 945        | 0,4%      |
| HOÉDIC             | 120                   | 309                 | 209          | 210          | 0,5%      |
| HOUAT              | 250                   | 439                 | 298          | 296          | -0,7%     |
| LA TRINITE SUR MER | 1 680                 | 3 442               | 2 542        | 2 563        | 0,8%      |
| LANDAUL            | 2 294                 | 2 431               | 574          | 602          | 4,9%      |
| LANDEVANT          | 3 593                 | 3 727               | 1 243        | 1 331        | 7,1%      |
| LOCMARIAQUER       | 1 632                 | 2 738               | 1 458        | 1 468        | 0,7%      |
| LOCOAL MENDON      | 3 381                 | 3 632               | 585          | 587          | 0,3%      |
| PLOEMEL            | 2 837                 | 3 168               | 933          | 969          | 3,9%      |
| PLOUHARNEL         | 2 189                 | 2 626               | 1 071        | 1 101        | 2,8%      |
| PLUMERGAT          | 4 035                 | 4 081               | 603          | 614          | 1,8%      |
| PLUNERET           | 5 484                 | 5 602               | 2 318        | 2 402        | 3,6%      |
| PLUVIGNER          | 7 536                 | 7 758               | 2 095        | 2 095        | 0,0%      |
| QUIBERON           | 5 087                 | 10 473              | 8 523        | 8 567        | 0,5%      |

|                       |               |                |               |               |             |
|-----------------------|---------------|----------------|---------------|---------------|-------------|
| SAINT PHILIBERT       | 1 606         | 2 901          | 1 757         | 1 775         | 1,0%        |
| SAINT PIERRE QUIBERON | 2 139         | 4 486          | 3 464         | 3 482         | 0,5%        |
| SAINTE ANNE D'AURAY   | 2 706         | 2 739          | 1 099         | 1 118         | 1,7%        |
| <b>TOTAL AQTA</b>     | <b>87 551</b> | <b>111 926</b> | <b>54 481</b> | <b>55 488</b> | <b>1,8%</b> |

| Communes              | POPULATION SUIVANT INSEE (1) | Population ANC 2017 | HABITANTS DESSERVIS 2017 (2) | TAUX (2)/(1)  |
|-----------------------|------------------------------|---------------------|------------------------------|---------------|
| AURAY                 | 13 812                       | 135                 | 13 677                       | 99,02%        |
| BELZ                  | 3 712                        | 1 234               | 2 478                        | 66,76%        |
| BREC'H                | 6 959                        | 1 992               | 4 967                        | 71,38%        |
| CAMORS                | 3 019                        | 2 960               | 59                           | 1,95%         |
| CARNAC                | 4 332                        | 583                 | 3 749                        | 86,55%        |
| CRAC'H                | 3 398                        | 2 110               | 1 288                        | 37,91%        |
| ERDEVEN               | 3 628                        | 1 831               | 1 797                        | 49,54%        |
| ETEL                  | 2 122                        | 6                   | 2 116                        | 99,74%        |
| HOEDIC                | 120                          | 21                  | 100                          | 82,92%        |
| HOUAT                 | 250                          | 30                  | 220                          | 88,16%        |
| LA TRINITE SUR MER    | 1 680                        | 19                  | 1 661                        | 98,86%        |
| LANDAUL               | 2 294                        | 993                 | 1 301                        | 56,70%        |
| LANDEVANT             | 3 593                        | 966                 | 2 627                        | 73,10%        |
| LOCMARIAQUER          | 1 632                        | 867                 | 765                          | 46,89%        |
| LOCOAL-MENDON         | 3 381                        | 2 635               | 746                          | 22,05%        |
| PLOEMEL               | 2 837                        | 910                 | 1 927                        | 67,94%        |
| PLOUHARNEL            | 2 189                        | 672                 | 1 517                        | 69,30%        |
| PLUMERGAT             | 4 035                        | 2 469               | 1 566                        | 38,81%        |
| PLUNERET              | 5 484                        | 1 404               | 4 080                        | 74,39%        |
| PLUVIGNER             | 7 536                        | 3 245               | 4 291                        | 56,94%        |
| QUIBERON              | 5 087                        | 173                 | 4 914                        | 96,60%        |
| SAINT PHILIBERT       | 1 606                        | 476                 | 1 130                        | 70,39%        |
| SAINT PIERRE QUIBERON | 2 139                        | 102                 | 2 037                        | 95,22%        |
| SAINTE ANNE D'AURAY   | 2 706                        | 130                 | 2 576                        | 95,21%        |
| <b>TOTAL</b>          | <b>87 551</b>                | <b>25 962</b>       | <b>61 589</b>                | <b>70,35%</b> |

Le nombre d'habitants desservis est estimé de la façon suivante :  
Nombre hab. – (nbre filière ANC X taille ménage)

### Taux de desserte (P201.1)

Cet indicateur donne le taux d'abonnés desservis par rapport au nombre d'abonnés potentiels de la zone relevant du service d'assainissement collectif.

Le nombre d'abonnés potentiels est déterminé à partir du document de zonage d'assainissement collectif.

### Autorisation spéciale de déversement (D202.0)

Il s'agit ici de la liste des arrêtés d'autorisation de déversement d'effluents considérés comme non domestiques.

| Stations d'épuration                 | Etablissements                   |
|--------------------------------------|----------------------------------|
| STEP LANN PONT HOUAR Cne AURAY       | SAS Kervadec                     |
| STEP LANN PONT HOUAR Cne AURAY       | Alré Viandes                     |
| STEP LANN PONT HOUAR Cne AURAY       | Merkel Freudenberg               |
| STEP LANDEVANT Cne LANDEVANT         | Delifrance                       |
| STEP LOCOAL-MENDON Cne LOCOAL-MENDON | Delices du Chef                  |
| STEP PLOEMEL Cne PLOEMEL             | PAM                              |
| STEP KERNEVE Cne PLOUHARNEL          | Usine d'incinération             |
| STEP PONT ER BAIL Cne QUIBERON       | Ouest production (Belle illoise) |
| STEP PRAD ER HOET Cne PLUVIGNER      | Bretagne Chrome                  |

La plupart de ces établissements dispose également d'une convention spéciale de déversement précisant les modalités techniques et financières de leur raccordement et rejet au réseau public d'assainissement collectif.

#### 3.2.1 Entretien du réseau et postes

Les interventions sur réseau peuvent se résumer de la façon suivante :

- 185 branchements neufs ont été créés sur les réseaux de collecte et 3 réparations sur branchements existant ;
- 423 interventions curatives ont eu lieu sur les réseaux et ouvrages du territoire ;
- 282 interventions préventives ont eu lieu sur les réseaux et ouvrages du territoire ;
- 25,8 km de réseau gravitaire ont été curés sur le territoire soit 5,4 % du réseau gravitaire ;
- 408 ml ont fait l'objet d'une inspection télévisée par la SAUR.

### Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers (P251.1)

Cet indicateur est estimé à partir du nombre d'indemnités présenté par des tiers, usagers ou non du service, ayant subi des dommages dans leurs locaux résultant du débordement d'effluents causés par un dysfonctionnement du service, rapporté à 1000 habitants desservis



| Taux de débordement d'effluents dans les locaux des usagers |   |
|-------------------------------------------------------------|---|
| Contrat principal AQTA                                      | 2 |
| Contrat Pluvigner Camors Landaul                            | 2 |
| Contrat Carnac La Trinité sur mer                           | 0 |

### Nombre de "points noirs" (P252.2)

Le "point noir" se définit pour tout secteur du réseau structurellement sensible nécessitant au moins deux interventions curatives quelle que soit la nature du défaut (hors branchement). Il s'exprime en nombre par centaine de kilomètres de réseau gravitaire.

Cet indicateur n'a pas été renseigné sur le contrat de CARNAC/ LA TRINITE.

|                                    | ABQP | CAMORS/<br>LANDAUL/<br>PLUVIGNER | CARNAC<br>LA TRINITE S/<br>MER |
|------------------------------------|------|----------------------------------|--------------------------------|
| Nombre de points noirs pour 100 km | 0    | 1,707                            | NR                             |

### Indice de connaissance des rejets au milieu naturel (P255.3)

Cet indice noté de 0 à 120 est déterminé selon l'état de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux en relation avec l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées.

L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A, B et C ci-dessous. Les indicateurs des tableaux B et C ne sont pris en compte que si la somme des indicateurs mentionnés dans le tableau A atteint au moins 80 points. Pour des valeurs de l'indice comprises entre 0 et 80, l'acquisition de points supplémentaires est faite si les étapes précédentes sont réalisées, la valeur de l'indice correspondant à une progression dans la qualité de la connaissance du fonctionnement des réseaux

A – Éléments communs à tous les types de réseaux

|                                                                                                                                                                                                                                      | OUI | NON |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|-----|
| - Identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs (réseaux de collecte des eaux usées non raccordés, déversoirs d'orage, trop pleins de postes de refoulement...) | 20  | 0   |
| - Évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet (population raccordée et charges polluantes des établissements industriels raccordés)                       | 10  | 0   |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |    |   |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|---|
| - Réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en œuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement                                                                                                                                                         | 20 | 0 |
| - Réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement                                                                                              | 30 | 0 |
| - Réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des stations d'épuration des agglomérations d'assainissement et les résultats en application de l'arrêté du 22 juin 2007 relatif à la collecte, au transport et au traitement des eaux usées des agglomérations d'assainissement | 10 | 0 |
| - Connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur le milieu récepteur                                                                                                                                                                                                                                | 10 | 0 |

**B – Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs**

|                                                                                                                                                                                                                                                                           | OUI | NON |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|-----|
| - Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur, les émissaires concernés devant drainer au moins 70 % du territoire desservi en amont, les paramètres observés étant a minima la pollution organique (DCO) et l'azote organique total | 10  | 0   |

**C – Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes**

|                                                                                                                                           | OUI | NON |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|-----|
| - Mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage | 10  | 0   |

*Indice de connaissance des rejets au milieu naturel par les réseaux de collecte des eaux usées (P255.3)*

| Thématiques                                                                                                                                                                            | Nombre de points possibles | AURAY                                                          | BELZ      | BRECH     | CAMORS    | CARNAC    | CRAC'H    | ERDEVEN   | ETEL      | HOEDIC    | HOUAT     | LA TRINITE SUR MER | LANDAUL   | LANDEVANT | LOCMARIAQUER | LOCOAL-MENDON | PLOEMEL   | PLOUHARNEL | PLUMERGAT | PLUNERET  | PLUVIGNER | QUIBERON  | SAINTE ANNE D'AURAY | SAINTE ANNE D'AURAY | SAINTE ANNE D'AURAY |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|----------------------------------------------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|--------------------|-----------|-----------|--------------|---------------|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|---------------------|---------------------|---------------------|
|                                                                                                                                                                                        |                            | <b>Partie A : Éléments communs à tous les types de réseaux</b> |           |           |           |           |           |           |           |           |           |                    |           |           |              |               |           |            |           |           |           |           |                     |                     |                     |
| Identification sur plan et visite de terrain pour localiser les points de rejets potentiels aux milieux récepteurs                                                                     | 20                         | 12                                                             | 12        | 12        | 12        | 12        | 12        | 12        | 12        | 12        | 12        | 12                 | 12        | 12        | 12           | 12            | 12        | 12         | 12        | 12        | 12        | 12        | 12                  | 12                  | 12                  |
| Évaluation sur carte et sur une base forfaitaire de la pollution collectée en amont de chaque point potentiel de rejet                                                                 | 10                         | 0                                                              | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0                  | 0         | 0         | 0            | 0             | 0         | 0          | 0         | 0         | 0         | 0         | 0                   | 0                   | 0                   |
| Réalisation d'enquêtes de terrain pour reconnaître les points de déversements et mise en oeuvre de témoins de rejet au milieu pour identifier le moment et l'importance du déversement | 20                         | 12                                                             | 12        | 12        | 12        | 12        | 12        | 12        | 12        | 12        | 12        | 12                 | 12        | 12        | 12           | 12            | 12        | 12         | 12        | 12        | 12        | 12        | 12                  | 12                  | 12                  |
| Réalisation de mesures de débit et de pollution sur les points de rejet, suivant les prescriptions définies par l'arrêté du 22 juin 2007                                               | 30                         | 20                                                             | 20        | 20        | 20        | 20        | 20        | 20        | 20        | 20        | 20        | 20                 | 20        | 20        | 20           | 20            | 20        | 20         | 20        | 20        | 20        | 20        | 20                  | 20                  | 20                  |
| Réalisation d'un rapport présentant les dispositions prises pour la surveillance des systèmes de collecte et des STEP des agglomérations d'assainissement                              | 10                         | 0                                                              | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0                  | 0         | 0         | 0            | 0             | 0         | 0          | 0         | 0         | 0         | 0         | 0                   | 0                   | 0                   |
| Connaissance de la qualité des milieux récepteurs et évaluation de l'impact des rejets sur ceux-ci                                                                                     | 10                         | 0                                                              | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0         | 0                  | 0         | 0         | 0            | 0             | 0         | 0          | 0         | 0         | 0         | 0         | 0                   | 0                   | 0                   |
| <b>Partie B : Pour les secteurs équipés en réseaux séparatifs ou partiellement séparatifs</b>                                                                                          |                            |                                                                |           |           |           |           |           |           |           |           |           |                    |           |           |              |               |           |            |           |           |           |           |                     |                     |                     |
| Évaluation de la pollution déversée par les réseaux pluviaux au milieu récepteur                                                                                                       | 10                         | Sans objet (compétence communale)                              |           |           |           |           |           |           |           |           |           |                    |           |           |              |               |           |            |           |           |           |           |                     |                     |                     |
| <b>Partie C – Pour les secteurs équipés en réseaux unitaires ou mixtes</b>                                                                                                             |                            |                                                                |           |           |           |           |           |           |           |           |           |                    |           |           |              |               |           |            |           |           |           |           |                     |                     |                     |
| Mise en place d'un suivi de la pluviométrie caractéristique du système d'assainissement et des rejets des principaux déversoirs d'orage                                                | 10                         | 5                                                              | 5         | 5         | 5         | 5         | 5         | 5         | 5         | 5         | 5         | 5                  | 5         | 5         | 5            | 5             | 5         | 5          | 5         | 5         | 5         | 5         | 5                   | 5                   | 5                   |
| <b>TOTAL</b>                                                                                                                                                                           | <b>120</b>                 | <b>49</b>                                                      | <b>49</b> | <b>49</b> | <b>49</b> | <b>49</b> | <b>49</b> | <b>49</b> | <b>49</b> | <b>49</b> | <b>49</b> | <b>49</b>          | <b>49</b> | <b>49</b> | <b>49</b>    | <b>49</b>     | <b>49</b> | <b>49</b>  | <b>49</b> | <b>49</b> | <b>49</b> | <b>49</b> | <b>49</b>           | <b>49</b>           |                     |

### 3.2.2 Contrôle des raccordements

La Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique a décidé la mise en place en 2015 d'un service de contrôle des branchements d'assainissement collectif qui intervient à différents stades.

Ce contrôle consiste en la vérification du bon raccordement des eaux usées sur le réseau et à la bonne séparation des eaux pluviales.

Trois types de contrôles peuvent avoir lieu :

- Contrôles lors des ventes

Sur demande des propriétaires, notaires ou agences immobilières, un contrôle de branchement peut être effectué à la charge du demandeur. Suite à ce contrôle, un rapport est transmis au demandeur l'informant de l'état de son branchement. En cas de non-conformité, des travaux de mise aux normes doivent être réalisés dans un délai maximum de 9 mois, ce délai pouvant être raccourci suivant le type de désordre (pollution par exemple). Ces contrôles étaient réalisés par la SAUR en 2015.

La Communauté de Communes les a rendus obligatoire au 1<sup>er</sup> juillet 2016. Ils seront réalisés en régie par les agents du service contrôle d'AQTA.

- Contrôles des branchements neufs

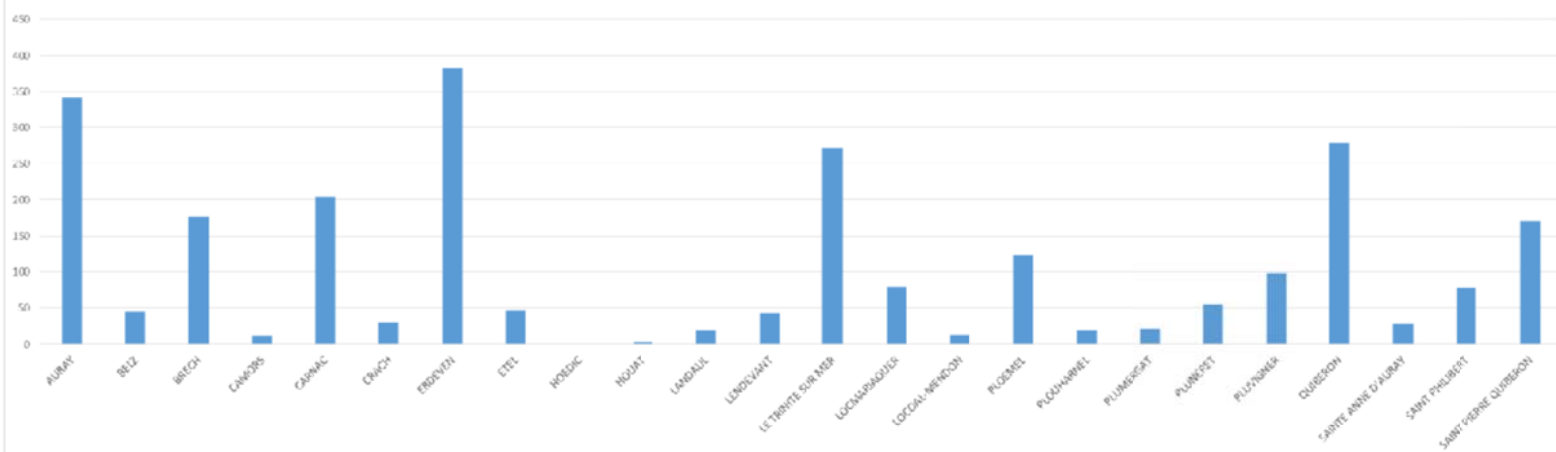
Ce contrôle est obligatoire et gracieux. Le délégataire SAUR s'attache à la vérification de la partie privée du branchement, au moment de travaux de raccordement sur le réseau d'assainissement collectif, en tranchée ouverte. Il peut s'agir d'un raccordement suite à une extension de réseau d'assainissement ou du raccordement d'une habitation neuve.

- Contrôles systématiques

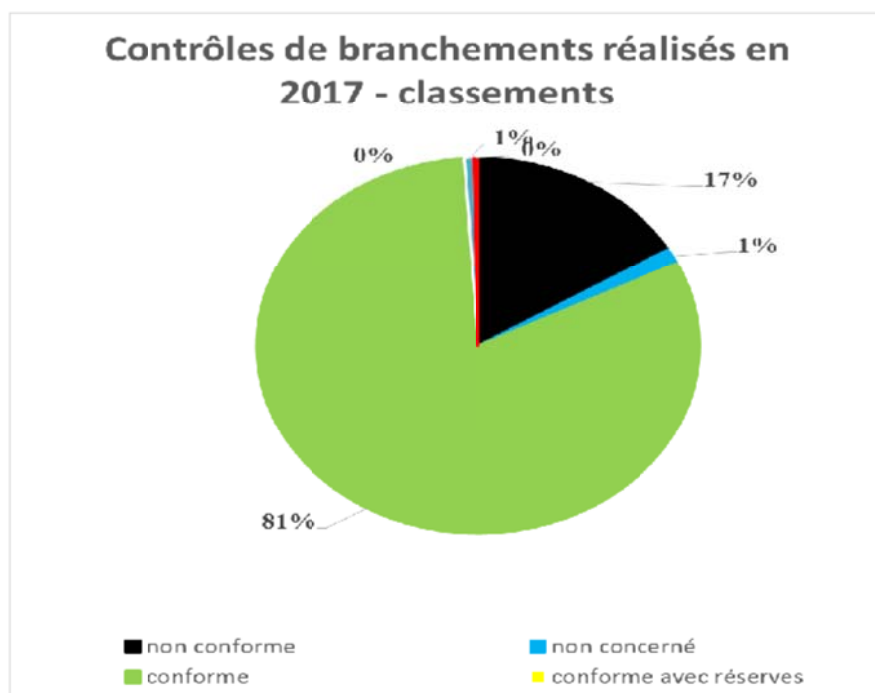
Des campagnes de contrôles peuvent être programmées suite à des constats de pollution sur certains secteurs ou avant l'engagement de travaux sur les réseaux ou suite à des études ou des constats d'intrusion d'eaux parasites. Suite au contrôle, le rapport transmis indique, le cas échéant, les travaux à réaliser. Ces contrôles peuvent être réalisés en régie ou par un prestataire.

En 2017, **2 533 contrôles de branchement** ont été réalisés (2 096 en 2016).

Nombre de contrôles de branchements réalisés en 2017



Contrôles de branchements réalisés en 2017 - classements



### 3.2.3 Exploitation des stations d'épuration

Le service dispose de 15 stations, dont les caractéristiques sont définies ci-après.

Les arrêtés d'autorisation ou récépissés de déclaration de ces stations précisent des performances en terme épuratoire. Cependant, considérant l'évolution de la réglementation (arrêté du 22 Juin 2007 fixant notamment les performances épuratoires minimales à respecter en fonction de la capacité de la station d'épuration), la police de l'eau a réajusté les normes pour certaines stations d'épuration. C'est la raison pour laquelle les références à l'arrêté du 22 juin 2007 se substituent, pour certaines stations, au récépissé de déclaration ou à l'arrêté d'autorisation de rejet.

Les rendements de chaque ouvrage ainsi que les dépassements par station sont précisés ci-après.

Certaines valeurs sont à analyser avec précaution car elles sont basées sur une seule mesure dans l'année.

Concernant le fonctionnement des stations d'épuration, il est à noter que la problématique d'intrusions d'eaux parasites lors d'épisodes pluvieux semble particulièrement importante sur les réseaux situés en amont des STEP.

### 3.2.3.1 Stations d'épuration : Descriptif et Bilan de fonctionnement

#### a) Station d'épuration de Kernevé, commune de PLOUHARNEL

##### ➤ Description

La nouvelle station d'épuration, mise en service en Juin 2014, d'une capacité de 28 500 équivalents habitants, comprend les étapes de traitements suivants :

- Traitement du fil de l'eau
  - Dégrilleur automatique
  - Déssableur/dégraisseur
  - Bassin anaérobie et anoxie
  - Bassins d'aération
  - Membranes
  - Traitement UV
- Traitement des boues
  - Centrifugeuse

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale<br>en débit<br>m3/j | Charge nominale<br>en DBO5<br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| 28 500                      | 4 440                               | 1 710                              | 3 420                             |

##### ➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité (m3/an) | Charge hydraulique | Charge organique |
|-----------------------|--------------------|------------------|
| 776 568               | 50,93%             | 31,00%           |

➤ Rendements

|                                               |                                                                                                | MES           |                     | DCO           |                     | DBO5          |                      | NGL           |                     | NTK           |                      | N-NH4                | N-NO2                | N-NO3         | PT                  |     |
|-----------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|---------------------|-----|
|                                               |                                                                                                | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) |     |
|                                               | <b>Débit journalier de référence (m3/j)</b>                                                    | 2 730         |                     |               |                     |               |                      |               |                     |               |                      |                      |                      |               |                     |     |
|                                               | <b>Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)</b>                                         | 1 710         |                     |               |                     |               |                      |               |                     |               |                      |                      |                      |               |                     |     |
| <b>Ensemble des mesures</b>                   | <b>Nombre réglementaire de mesures par an (1)</b>                                              | 24            |                     | 24            |                     | 14            |                      | 14            |                     | 14            |                      | 14                   | 14                   | 14            | 14                  |     |
|                                               | <b>Nombre de mesures réalisées</b>                                                             | 25            |                     | 25            |                     | 14            |                      | 14            |                     | 14            |                      | 14                   | 14                   | 14            | 14                  |     |
|                                               | <b>Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées</b>                                             | 99,4          | 1                   | 94,4          | 23,96               | 98,9          | 1,5                  | 87            | 9,7                 | 97,2          | 1,51                 | 0,38                 | 0,13                 | 7,42          | 92,5                | 0,6 |
| <b>Conditions normales d'exploitation (*)</b> | <b>Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation</b>                 | 25            |                     | 25            |                     | 14            |                      | 12            |                     | 12            |                      | 12                   | 12                   | 12            | 12                  |     |
|                                               | <b>Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation</b> | 99,4          | 1                   | 94,4          | 23,96               | 98,9          | 1,5                  | -             | -                   | 97,2          | 1,51                 | -                    | -                    | -             | 92,5                | 0,6 |
|                                               | <b>Valeur réductrice (1)</b>                                                                   | 85            |                     | 250           |                     | 50            |                      | -             |                     | -             |                      | -                    | -                    | -             | -                   |     |
|                                               | <b>Nombre de résultats non conformes à la valeur réductrice</b>                                | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                      | 0             |                     | 0             |                      | 0                    | 0                    | 0             | 0                   |     |
|                                               | <b>Valeurs limites (1) en moyenne journalière</b>                                              | 98            | 5                   | 90            | 60                  | 95            | 12                   | -             | -                   | -             | -                    | -                    | -                    | -             | -                   | -   |
|                                               | <b>Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)</b>                        | 3             |                     | 3             |                     | 2             |                      | 0             |                     | 0             |                      | 0                    | 0                    | 0             | 0                   |     |
|                                               | <b>Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)</b>                               | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                      | 0             |                     | 0             |                      | 0                    | 0                    | 0             | 0                   |     |
|                                               | <b>Valeurs limites (1) en moyenne annuelle</b>                                                 | -             | -                   | -             | -                   | -             | -                    | 80            | 15                  | -             | 8                    | 2                    | -                    | -             | 95                  | 1   |
|                                               | <b>Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre :</b>                                     | Conforme      |                     | Conforme      |                     | Conforme      |                      | Conforme      |                     | Conforme      |                      | Conforme             | -                    | -             | Conforme            |     |
|                                               | <b>Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :</b>                                           | Conforme      |                     |               |                     |               |                      |               |                     |               |                      |                      |                      |               |                     |     |

Concernant le paramètre bactériologique E.Coli, sur les 47 analyses réalisées, aucune n'a présentée de concentration supérieure à 100 N/100ml.

➤ Volumes by-passés

Sur l'année 2017, 833 320 m3 sont arrivés au sein de la STEP et 776 568 m3 ont été comptabilisés en sortie de STEP et 17 345 m<sup>3</sup> ont été by-passés sur cet exercice.

b) Station d'épuration de Lann Pon't Houar, commune d'AURAY/ CRACH

➤ Description

Cette station, localisée au lieu-dit Kerdavid sur les communes d'Auray et de Crach, possède une capacité de 40 000 équivalents habitants. Elle est de type boue activée à aération prolongée.

Elle comprend les étapes de traitement suivantes :

- Traitement au fil de l'eau :

Dégrilleur,  
Dessableur, dégraisseur,  
Bassin de déphosphatation biologique,  
Bassin d'aération,  
Répartiteur sur 2 clarificateurs en parallèle,  
Jardins filtrants (30 % du débit sortant),  
Traitement tertiaire vers 4 lagunes.

- Traitement des sous-produits :

Traitement biologique des graisses : lipolift,  
Traitement des matières de curage,  
Traitement des matières de vidange,  
Traitement des sables.

- Traitement des boues :

Epaississeur,  
Centrifugeuse,  
Traitement à la chaux,  
Stockage.

- Traitement des odeurs :

Tour de lavage acido-basique,  
Tour de lavage basique-oxydante

- Un traitement final des quatre lagunes, dont les volumes sont présentés ci-après :

| Quatre lagunes | Volume (m3)   |
|----------------|---------------|
| Lagune n°1     | 21 000        |
| Lagune n°2     | 15 400        |
| Lagune n°3     | 13 300        |
| Lagune n°4     | 8 100         |
| <b>TOTAL</b>   | <b>57 800</b> |



Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale<br>en débit<br>m3/j | Charge nominale<br>en DBO5<br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| 40 000                      | 6 620                               | 2 400                              | 5 400                             |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité (m3/an) | Charge hydraulique | Charge organique |
|-----------------------|--------------------|------------------|
| 1 559 160             | 61,00%             | 59,00%           |

➤ Rendements

|                                            | Débit<br>journalier de<br>référence<br>(m3/j)                                                    | 6 620 | MES           |                     | DCO           |                     | DBO5          |                      | NGL           |                     | NTK           |                      | N-NH4                | N-NO2                | N-NO3         | PT                  |          |
|--------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|---------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|---------------------|----------|
|                                            |                                                                                                  |       | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) |          |
|                                            | Charge brute<br>de pollution<br>organique (kg<br>DBO5/j)                                         | 2 400 |               |                     |               |                     |               |                      |               |                     |               |                      |                      |                      |               |                     |          |
| Ensemble des mesures                       | Nombre réglementaire de<br>mesures par an (1)                                                    |       | 52            |                     | 52            |                     | 24            |                      | -             |                     | 24            |                      | -                    |                      | -             |                     | 24       |
|                                            | Nombre de mesures<br>réalisées                                                                   |       | 52            |                     | 52            |                     | 24            |                      | 24            |                     | 24            |                      | -                    |                      | -             |                     | 24       |
|                                            | Moyenne de l'ensemble<br>des mesures réalisées                                                   |       | 98,<br>7      | 5,0<br>8            | 95,<br>9      | 29,<br>56           | 98,<br>9      | 2,7<br>5             | 85,<br>6      | 10,<br>87           | 88,<br>4      | 8,5<br>8             | 7,08                 | 0,1                  | 2,19          | 89,<br>2            | 0,9      |
| Conditions normales d'exploitation (*)     | Nombre de mesures<br>réalisées dans des<br>conditions normales<br>d'exploitation                 |       | 52            |                     | 52            |                     | 24            |                      | 22            |                     | 22            |                      | -                    |                      | -             |                     | 22       |
|                                            | Moyenne de l'ensemble<br>des mesures réalisées dans<br>des conditions normales<br>d'exploitation |       | 98,<br>7      | 5,1<br>3            | 95,<br>8      | 29,<br>84           | 98,<br>8      | 2,8<br>6             | -             | -                   | 88,<br>3      | 8,6<br>7             | -                    | -                    | -             | 85,<br>2            | 0,9<br>2 |
|                                            | Valeur réductrice (1)                                                                            |       | 85            |                     | 250           |                     | 50            |                      | -             |                     | -             |                      | -                    |                      | -             | -                   | -        |
|                                            | Nombre de résultats non<br>conformes à la valeur<br>réductrice                                   |       | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                      | 0             |                     | 0             |                      | -                    |                      | -             | 0                   |          |
|                                            | Valeurs limites (1) en<br>moyenne journalière                                                    |       | 70            | 20                  | 75            | 90                  | 80            | 20                   | -             | -                   | -             | -                    | -                    | -                    | -             | -                   | -        |
|                                            | Nombre maximum de non<br>conformités aux valeurs<br>limites par an (1)                           |       | 5             |                     | 5             |                     | 3             |                      | 0             |                     | 0             |                      | -                    |                      | -             | 0                   |          |
|                                            | Nombre de résultats non<br>conformes aux valeurs<br>limites (2)                                  |       | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                      | 0             |                     | 0             |                      | -                    |                      | -             | 0                   |          |
| Valeurs limites (1) en<br>moyenne annuelle |                                                                                                  | -     | -             | -                   | -             | -                   | -             | 70                   | 15            | -                   | -             | -                    | -                    | -                    | 80            | 1                   |          |
|                                            | Conformité selon<br>l'exploitant (O/N) par<br>paramètre :                                        |       | Conforme      |                     | Conforme      |                     | Conforme      |                      | Conforme      |                     | -             |                      | -                    |                      | -             |                     | Conforme |
|                                            | Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :                                                    |       | Conforme      |                     |               |                     |               |                      |               |                     |               |                      |                      |                      |               |                     |          |

➤ Volumes by-passés

Sur l'année 2017, les volumes entrants s'élèvent à 1 481 720 m<sup>3</sup> et les volumes sortants à 1 559 160 m<sup>3</sup>. Les volumes by-passés s'élèvent à 160 928 m<sup>3</sup>.

c) Station d'épuration de Pont er Bail, Commune de QUIBERON

➤ Description

Cette station a été mise en route fin 2007 et est entrée à la fin de la période de mise en service, le 26 mai 2008, dans le périmètre de l'affermage.

Le rejet de cette station se situe zone sensible au regard de la Directive Eaux Résiduaires Urbaines : les ouvrages doivent à ce titre être en mesure de traiter l'azote et le phosphore. La capacité de cette station de type membranaire est de 60 000 équivalents/habitants.

La filière eau est équipée d'un traitement primaire, secondaire et tertiaire tandis que la filière boues est équipée de dispositifs d'épaississement et de déshydratation.

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale<br>en débit<br>m <sup>3</sup> /j | Charge nominale<br>en DBO5<br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| 60 000                      | 9 000                                            | 3 600                              | 8 800                             |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité (m <sup>3</sup> /an) | Charge hydraulique | Charge organique |
|------------------------------------|--------------------|------------------|
| 1 113 300                          | 33%                | 26%              |

➤ Rendements

|                                         | Débit journalier de référence (m3/j)                                                    | MES   |               | DCO                  |               | DBO5                 |               | NGL                  |               | NTK                  |               | N-NH4                | N-NO2                | N-NO3                | PT                   |               |                      |
|-----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|----------------------|
|                                         |                                                                                         | 9 000 | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) |
|                                         | Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)                                         | 3 600 |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |                      |               |                      |
| Ensemble des mesures                    | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              |       | 104           |                      | 104           |                      | 52            |                      | 52            |                      | 52            | -                    | 52                   | 52                   |                      | 52            |                      |
|                                         | Nombre de mesures réalisées                                                             |       | 105           |                      | 105           |                      | 54            |                      | 54            |                      | 54            | -                    | 54                   | 54                   |                      | 54            |                      |
|                                         | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             |       | 99,6          | 1,24                 | 95,9          | 24,58                | 99,2          | 1,69                 | 91,5          | 6,49                 | 95,6          | 3,94                 | 2,86                 | 0,14                 | 1,98                 | 92,2          | 0,61                 |
| Conditions normales d'exploitation (*)  | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 |       | 105           |                      | 105           |                      | 54            |                      | 54            |                      | 54            | -                    | 54                   | 54                   |                      | 54            |                      |
|                                         | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation |       | 99,6          | 1,24                 | 95,8          | 24,53                | 99,2          | 1,69                 | -             | -                    | 95,6          | 3,41                 | -                    | -                    | -                    | 52,2          | 0,62                 |
|                                         | Valeur réhibitoire (1)                                                                  |       | -             |                      | -             |                      | -             |                      | -             |                      | -             |                      | -                    | -                    |                      | -             |                      |
|                                         | Nombre de résultats non conformes à la valeur réhibitoire                               |       | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             | -                    | 0                    | 0                    |                      | 0             |                      |
|                                         | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              |       | 95            | 30                   | 90            | 90                   | 95            | 25                   | -             | -                    | -             | -                    | -                    | -                    | -                    | -             | -                    |
|                                         | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        |       | 9             |                      | 9             |                      | 6             |                      | 0             |                      | 0             | -                    | 0                    | 0                    |                      | 0             |                      |
|                                         | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               |       | 0             |                      | 3             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             | -                    | 0                    | 0                    |                      | 0             |                      |
| Valeurs limites (1) en moyenne annuelle |                                                                                         | -     | -             | -                    | -             | -                    | -             | 85                   | 15            | -                    | -             | -                    | -                    | -                    | 95                   | 1             |                      |
|                                         | Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre :                                     |       | Conforme      |                      | Conforme      |                      | Conforme      |                      | Conforme      |                      | -             | -                    | -                    | -                    |                      | Conforme      |                      |
|                                         | Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :                                           |       | Conforme      |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |                      |               |                      |

Trois non conformités ont été enregistrées en ce qui concerne les valeurs limites en Demande Chimique en Oxygène de la charge entrante. Ces non conformités sont en date des 17 juillet, 4 et 26 août.

➤ Volumes by-passés

Sur l'année 2017, sur les 1 339 930 m3 en entrée de station. Les volumes sortants s'élèvent à 1 113 300 m<sup>3</sup>. Le volume by-passé est inconnu.

d) Station d'épuration de Landévant, Commune de Landévant

➤ Description

La station de Landévant, mise en service en 1991, est conçue pour traiter les eaux de 7 580 équivalents habitants, correspondant à des charges de 600 m<sup>3</sup>/j et 455 Kgs de DBO<sub>5</sub>/j. Celle-ci est de type boue activée à aération prolongée.

La filière eau comprend prétraitements, aération, décantation, filtration, désinfection.

La filière boues comprend épaisseur et table d'égouttage.

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale<br>en débit<br>m <sup>3</sup> /j | Charge nominale<br>en DBO <sub>5</sub><br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------------------|-----------------------------------|
| 7 580                       | 600                                              | 455                                            | 910                               |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement :

| Volume traité (m <sup>3</sup> /an) | Charge hydraulique | Charge organique |
|------------------------------------|--------------------|------------------|
| 249 443                            | 116,00%            | 44,00%           |

➤ Rendements

|                                        | Débit journalier de référence (m <sup>3</sup> /j)                                       | 600 | MES           |                      | DCO           |                      | DBO5          |                      | NGL           |                      | NTK           |                      | N-NH4                | N-NO2                | N-NO3                | PT            |                      |
|----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|----------------------|
|                                        |                                                                                         |     | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) |
|                                        | Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)                                         | 455 |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |                      |               |                      |
| Ensemble des mesures                   | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              |     | 12            |                      | 12            |                      | 12            |                      | -             |                      | 4             |                      | -                    | -                    | -                    |               | 12                   |
|                                        | Nombre de mesures réalisées                                                             |     | 12            |                      | 12            |                      | 12            |                      | -             |                      | 4             |                      | -                    | -                    | -                    |               | 12                   |
|                                        | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             |     | 98            | 7,33                 | 95,8          | 34                   | 98,9          | 3,33                 | -             | 8,22                 | 90,7          | 6,53                 | 5,11                 | 0,06                 | 1,35                 | 85,5          | 1,36                 |
| Conditions normales d'exploitation (*) | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 |     | 12            |                      | 12            |                      | 12            |                      | -             |                      | 0             |                      | -                    | -                    | -                    |               | 8                    |
|                                        | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation |     | 97,9          | 7,27                 | 95,5          | 35                   | 98,9          | 3,33                 | -             | -                    | 90,7          | 6,53                 | -                    | -                    | -                    | 85,5          | 1,36                 |
|                                        | Valeur réhibitoire (1)                                                                  |     | 85            |                      | 250           |                      | 50            |                      | -             |                      | -             |                      | -                    | -                    | -                    |               | -                    |
|                                        | Nombre de résultats non conformes à la valeur réhibitoire                               |     | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | -             |                      | 0             |                      | -                    | -                    | -                    |               | 0                    |
|                                        | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              |     | 90            | 35                   | 75            | 50                   | 80            | 15                   | -             | -                    | -             | -                    | -                    | -                    | -                    | -             | 1                    |
|                                        | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        |     | 2             |                      | 2             |                      | 2             |                      | -             |                      | 0             |                      | -                    | -                    | -                    |               | 1                    |
|                                        | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               |     | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | -             |                      | 0             |                      | -                    | -                    | -                    |               | 1                    |
|                                        | Valeurs limites (1) en moyenne annuelle                                                 |     | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -             | 10                   | -                    | -                    | -                    | 80            | 1                    |
|                                        | Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre :                                     |     | Conforme      |                      | Conforme      |                      | Conforme      |                      | -             |                      | -             |                      | -                    | -                    | -                    |               | Conforme             |
|                                        | Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :                                           |     | Conforme      |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |                      |               |                      |

➤ Volumes by-passés

Sur l'année 2017, le volume by-passé sur cette station est à ce jour inconnu.

Les volumes entrants s'élèvent à 253 581 m<sup>3</sup>, les volumes sortant à 249 443 m<sup>3</sup>.

e) Station d'épuration de Kerran, Commune de SAINT PHILIBERT

➤ Description

La nouvelle station d'épuration, mise en service en Juin 2013, d'une capacité de 21500 équivalents habitants, comprend les étapes de traitements suivants :

– Traitement du fil de l'eau

Dégrilleur automatique

Dessableur/dégraisseur

Bassin anaérobie

Bassins d'aération

Membranes

Carboplus

– Traitement des boues

Centrifugeuse

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale<br>en débit<br>m3/j | Charge nominale<br>en DBO5<br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| 21 500                      | 4 550                               | 1 290                              | 3 225                             |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité (m3/an) | Charge hydraulique | Charge organique |
|-----------------------|--------------------|------------------|
| 459 404               | 27,00%             | 21,00%           |

➤ Rendements

|                                        | Débit journalier de référence (m <sup>3</sup> /j)                                       | 4 550 | MES           |                      | DCO           |                      | DBO5          |                      | NGL           |                      | NTK           |                      | N-NH4                | N-NO2                | N-NO3         | PT                   |          |
|----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|----------------------|----------|
|                                        |                                                                                         |       | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) |          |
|                                        | Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)                                         | 1 290 |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |               |                      |          |
| Ensemble des mesures                   | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              |       | 24            |                      | 24            |                      | 12            |                      | 12            |                      | 12            |                      | 12                   |                      | 12            |                      | 12       |
|                                        | Nombre de mesures réalisées                                                             |       | 23            |                      | 23            |                      | 12            |                      | 12            |                      | 12            |                      | 12                   |                      | 12            |                      | 12       |
|                                        | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             |       | 99,5          | 1,26                 | 97            | 14,07                | 99            | 1,5                  | 87,2          | 7,82                 | 98,2          | 1,13                 | 0,19                 | 0,05                 | 5,72          | 93,5                 | 0,53     |
| Conditions normales d'exploitation (*) | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 |       | 23            |                      | 23            |                      | 12            |                      | 12            |                      | 12            |                      | 12                   |                      | 12            |                      | 12       |
|                                        | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation |       | 99,5          | 1,26                 | 97            | 14,07                | 99            | 1,5                  | -             | -                    | 98,2          | 1,13                 | -                    | -                    | -             | 93,5                 | 0,53     |
|                                        | Valeur réductible (1)                                                                   |       | 85            |                      | 250           |                      | 50            |                      | -             |                      | -             |                      | -                    |                      | -             |                      | -        |
|                                        | Nombre de résultats non conformes à la valeur réductible                                |       | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                      | 0        |
|                                        | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              |       | 98            | 5                    | 90            | 60                   | 95            | 12                   | -             | -                    | -             | -                    | -                    | -                    | -             | -                    | -        |
|                                        | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        |       | 3             |                      | 3             |                      | 2             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                      | 0        |
|                                        | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               |       | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                      | 0        |
|                                        | Valeurs limites (1) en moyenne annuelle                                                 |       | -             | -                    | -             | -                    | -             | 70                   | 15            | -                    | 8             |                      | -                    |                      | -             | 95                   | 1        |
|                                        | Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre :                                     |       | Conforme      |                      | Conforme      |                      | Conforme      |                      | -             |                      | Conforme      |                      | -                    |                      | -             |                      | Conforme |
|                                        | Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :                                           |       | Conforme      |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |               |                      |          |

Concernant le paramètre bactériologique E.Coli, sur les 45 analyses réalisées, aucune n'a présentée de concentration supérieure à 100 N/100ml.

➤ Volumes by-passés

Sur l'année 2017, sur les 444 425 m<sup>3</sup> en entrée de station. Les volumes sortants s'élèvent à 459 404 m<sup>3</sup>. Le volume by-passé est inconnu.

f) Station d'épuration de Kergouellec, Commune de CARNAC

➤ Description

La station d'épuration de Kergouellec, ayant fait l'objet d'une partielle réhabilitation en 2010, est conçue pour traiter les eaux usées de 60 000 équivalents habitants, correspondant à des charges de 9 200 m<sup>3</sup>/j et 3 600 Kgs de DBO<sub>5</sub>/j.

La station d'épuration est dotée de membranes depuis 2010. Les membranes ont été changées en 2017, avant la saison estivale.

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale<br>en débit<br>m <sup>3</sup> /j | Charge nominale<br>en DBO <sub>5</sub><br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------------------|-----------------------------------|
| 60 000                      | 9 200                                            | 3 600                                          | 9 000                             |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité<br>(m <sup>3</sup> /an) | Charge hydraulique | Charge organique |
|---------------------------------------|--------------------|------------------|
| 1 096 892                             | 38,00%             | 19,00%           |

➤ Rendements



|                                                     |                                                                                         | MES          |      | DCO          |       | DBO5     |      | NGL      |      | NTK      |     | N-NH4 | N-NO2 | N-NO3 | PT       |      |
|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|--------------|------|--------------|-------|----------|------|----------|------|----------|-----|-------|-------|-------|----------|------|
|                                                     | journalier de référence (m3/j)                                                          |              |      |              |       |          |      |          |      |          |     |       |       |       |          |      |
|                                                     | Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)                                         | 3 600        |      |              |       |          |      |          |      |          |     |       |       |       |          |      |
| Ensemble des mesures                                | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              | 104          |      | 104          |       | 52       |      | 52       |      | 52       |     | 52    | 52    | 52    | 52       |      |
|                                                     | Nombre de mesures réalisées                                                             | 106          |      | 106          |       | 53       |      | 53       |      | 53       |     | 53    | 53    | 53    | 53       |      |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             | 92,4         | 8,56 | 88,9         | 33,41 | 96       | 2,02 | 85,4     | 6,24 | 92,9     | 2,7 | 1,49  | 0,08  | 2,78  | 82,7     | 0,74 |
| Conditions normales d'exploitation (*)              | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 | 106          |      | 106          |       | 53       |      | 53       |      | 53       |     | 53    | 53    | 53    | 53       |      |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation | 92,4         | 8,56 | 88,9         | 33,41 | 96       | 2,02 | -        | -    | 92,9     | 2,7 | -     | -     | -     | 82,7     | 0,74 |
|                                                     | Valeur réductible (1)                                                                   | 85           |      | 250          |       | 50       |      | -        |      | -        |     | -     | -     | -     | -        |      |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes à la valeur réductible                                | 0            |      | 0            |       | 0        |      | 0        |      | 0        |     | 0     | 0     | 0     | 0        |      |
|                                                     | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              | 90           | 20   | 75           | 70    | 80       | 20   | -        | -    | -        | -   | -     | -     | -     | -        | -    |
|                                                     | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        | 9            |      | 9            |       | 5        |      | 0        |      | 0        |     | 0     | 0     | 0     | 0        |      |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               | 28           |      | 16           |       | 4        |      | 0        |      | 0        |     | 0     | 0     | 0     | 0        |      |
| Valeurs limites (1) en moyenne annuelle             | -                                                                                       | -            | -    | -            | -     | -        | 70   | 15       | -    | 10       | -   | -     | -     | 80    | 1        |      |
| Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre : |                                                                                         | Non Conforme |      | Non Conforme |       | Conforme |      | Conforme |      | Conforme |     | -     | -     | -     | Conforme |      |
| Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :       |                                                                                         | Non conforme |      |              |       |          |      |          |      |          |     |       |       |       |          |      |

Plusieurs non-conformités sur le nombre de mesures non-conformes autorisés sont à relever sur cette STEP pour l'année 2017 :

- 4 non conformités en ce qui concerne les concentrations sortantes de DBO5 ;
- 28 non conformités concernant les concentrations sortantes de matière en suspension ;
- 16 non conformités en ce qui concerne les concentrations sortantes de DCO.

Ces non conformités sont à analyser en regard avec les opérations de changement des membranes intervenues sur le premier semestre 2017 (mai 2017).

#### ➤ Volumes by-passés

Sur l'année 2017, sur les 1 262 797 m<sup>3</sup> en entrée de station. Les volumes sortants s'élèvent à 1 096 892 m<sup>3</sup>. Sur l'année 2017, 106 808 m<sup>3</sup> ont été by-passés.

Rappelons que :

- Le by-pass d'une partie de la filière de traitement est principalement dû à des opérations de maintenance sur les membranes.
- Le réseau de collecte des communes de Carnac et la Trinité sur Mer est très sensible aux intrusions d'eaux parasites et d'eau de mer.
- Les forts débits induits par la présence d'eaux parasites saturer les capacités hydrauliques des membranes.
- En période de nappe haute et temps de pluie, le volume entrant est multiplié par 5.

Le facteur eau de mer dégrade la perméabilité des membranes et amenuise leur durée de vie. Ceci occasionne des lavages manuels ainsi que le doublement des lavages chimiques. Et ainsi un by-pass d'une partie de la filière de traitement est constaté lors de ces périodes de maintenance.

g) Station d'épuration Mané Castel, Commune de LANDAUL

➤ Description

La station de Landaul, mise en service en 2004, est conçue pour traiter les eaux de 1 500 équivalents habitants, correspondant à des charges de 315 m<sup>3</sup>/j et 90 Kgs de DBO<sub>5</sub>/j. Celle-ci est de type boue activée avec rhizophites (quatre lits plantés de roseaux).

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale<br>en débit<br>m <sup>3</sup> /j | Charge nominale<br>en DBO <sub>5</sub><br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------------------|-----------------------------------|
| 1 500                       | 315                                              | 90                                             | 180                               |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité<br>(m <sup>3</sup> /an) | Charge hydraulique | Charge organique |
|---------------------------------------|--------------------|------------------|
| 87 480                                | 63,49%             | 46,00%           |

➤ Rendements

|                                                     |                                                                                         |     | MES           |                     | DCO           |                     | DBO5          |                      | NGL           |                     | NTK           |                      | N-NH4                | N-NO2                | N-NO3                | PT            |                     |   |
|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----|---------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|---------------------|---|
|                                                     | Débit journalier de référence (m3/j)                                                    | 315 | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) |   |
|                                                     | Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)                                         | 90  |               |                     |               |                     |               |                      |               |                     |               |                      |                      |                      |                      |               |                     |   |
| Ensemble des mesures                                | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              |     | 2             |                     | 2             |                     | 2             |                      | -             |                     | 2             |                      | 2                    | 2                    | 2                    | 2             |                     | 2 |
|                                                     | Nombre de mesures réalisées                                                             |     | 2             |                     | 2             |                     | 2             |                      | 2             |                     | 2             |                      | 2                    | 2                    | 2                    |               | 2                   |   |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             |     | 96,8          | 7,5                 | 98,4          | 7,5                 | 99,2          | 1,5                  | 94,1          | 4,3                 | 94,9          | 3,7                  | 2                    | 0,05                 | 0,57                 | 38,1          | 5,4                 |   |
| Conditions normales d'exploitation (*)              | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 |     | 2             |                     | 2             |                     | 2             |                      | 2             |                     | 2             |                      | 2                    | 2                    | 2                    |               | 2                   |   |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation |     | 96,8          | 7,5                 | 98,4          | 7,5                 | 99,2          | 1,5                  | -             | -                   | 94,9          | 3,7                  | -                    | -                    | -                    | 38,1          | 5,4                 |   |
|                                                     | Valeur réductible (1)                                                                   |     | 85            |                     | 250           |                     | 50            |                      | -             |                     | -             |                      | -                    | -                    | -                    | -             | -                   |   |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes à la valeur réductible                                |     | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                      | 0             |                     | 0             |                      | 0                    | 0                    | 0                    | 0             |                     | 0 |
|                                                     | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              |     | 50            | 30                  | 60            | 90                  | 60            | 25                   | -             | -                   | -             | -                    | -                    | -                    | -                    | -             | -                   | - |
|                                                     | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        |     | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                      | 0             |                     | 0             |                      | 0                    | 0                    | 0                    | 0             |                     | 0 |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               |     | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                      | 0             |                     | 0             |                      | 0                    | 0                    | 0                    | 0             |                     | 0 |
|                                                     | Valeurs limites (1) en moyenne annuelle                                                 |     | -             | -                   | -             | -                   | -             | -                    | -             | 15                  | -             | 10                   | -                    | -                    | -                    | -             | -                   | - |
| Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre : |                                                                                         |     | Conforme      |                     | Conforme      |                     | Conforme      |                      | Conforme      |                     | Conforme      |                      | -                    | -                    | -                    |               | -                   |   |
| Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :       |                                                                                         |     | Conforme      |                     |               |                     |               |                      |               |                     |               |                      |                      |                      |                      |               |                     |   |

➤ Volumes by-passés

Sur l'année 2017, sur les 84 730 m3 en entrée de station. Les volumes sortants s'élèvent à 87 480 m3. Sur l'année 2017, aucun volume n'a été by-passé.

h) Station d'épuration de Local-Mendon, commune de LOCOAL-MENDON

➤ Description

Construite en 1990, elle est dimensionnée pour 1 000 équivalents habitants et permet de traiter 60 kgs de DBO5/j et 150 m3 d'eaux usées par jour. La filière choisie est un lagunage naturel qui reçoit des effluents urbains et industriels au sein de trois lagunes dont le volume total avoisine 16 000 m3.

La station dispose d'une lagune de finition à macrophytes de 2800 m3 qui permet de traiter l'azote.

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale<br>en débit<br>m3/j | Charge nominale<br>en DBO5<br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| 1 000                       | 150                                 | 60                                 | 120                               |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité<br>(m3/an) | Charge hydraulique | Charge organique |
|--------------------------|--------------------|------------------|
| 180 363                  | 329,00%            | 169 %            |

Il convient d'être prudent sur l'interprétation du tableau ci-dessus pour les lagunes, pour lesquelles, ces indicateurs sont calculés sur une seule analyse comme le demande la réglementation et donc non représentatif du mode de fonctionnement annuel. Ainsi le prélèvement a lieu en période de forte pluviométrie ou non et selon période hivernale ou estivale, les résultats peuvent être différents.

➤ Rendements

|                                        | Débit journalier de référence (m3/j)                                                    | 150      | MES           |                      | DCO           |                      | DBO5          |                      | NGL           |                      | NTK           |                      | N-NH4                | N-NO2                | N-NO3                | PT            |                      |
|----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|----------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|----------------------|
|                                        |                                                                                         |          | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) |
|                                        | Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)                                         | 60       |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |                      |               |                      |
| Ensemble des mesures                   | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              | 2        |               |                      | 2             |                      |               |                      |               | -                    |               |                      | -                    | -                    | -                    | -             | -                    |
|                                        | Nombre de mesures réalisées                                                             | 2        |               |                      | 2             |                      |               |                      |               | -                    | 2             |                      | -                    | -                    | -                    | -             | -                    |
|                                        | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             | 48,6     | 99            | 81,3                 | 68,5          | 93,6                 | 6,75          | -                    | 34,23         | 32,7                 | 33,5          | 22,38                | 0,13                 | 0,6                  | -                    | 8,1           |                      |
| Conditions normales d'exploitation (*) | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 | 1        |               |                      | 2             |                      |               |                      |               | -                    | 0             |                      | -                    | -                    | -                    | -             | -                    |
|                                        | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation | 47,3     | 58            | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -                    | -                    | -                    | -             | -                    |
|                                        | Valeur réductrice (1)                                                                   | 150      |               |                      | 400           |                      |               |                      |               | 70                   |               |                      | -                    | -                    | -                    | -             | -                    |
|                                        | Nombre de résultats non conformes à la valeur réductrice                                | 0        |               |                      | 0             |                      |               |                      |               | 0                    |               |                      | -                    | -                    | -                    | -             | -                    |
|                                        | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              | -        | 120           | 60                   | 200           | -                    | 35            | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -                    | -                    | -                    | -             | -                    |
|                                        | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        | 0        |               |                      | 0             |                      |               |                      |               | 0                    |               |                      | -                    | -                    | -                    | -             | -                    |
|                                        | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               | 0        |               |                      | 0             |                      |               |                      |               | 0                    |               |                      | -                    | -                    | -                    | -             | -                    |
|                                        | Valeurs limites (1) en moyenne annuelle                                                 | -        | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -             | -                    | -             | 40                   | -                    | -                    | -                    | -             | -                    |
|                                        | Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre :                                     | Conforme |               |                      | Conforme      |                      |               |                      | Conforme      |                      |               | -                    | -                    | -                    | -                    | -             | -                    |
|                                        | Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :                                           |          |               | Conforme             |               |                      |               |                      |               |                      |               |                      |                      |                      |                      |               |                      |

➤ Volumes by-passés

Sur l'année 2017, sur les 180 363 m3 en entrée de station. Les volumes sortants s'élèvent à 180 363 m3. En année 2017, aucun volume n'a été by-passé.

i) Station d'épuration de Plumergat, commune de PLUMERGAT

➤ Description

La station de Plumergat, construite en 1992, est conçue pour traiter les eaux de 800 équivalents habitants, correspondant à des charges de 120 m3/j et 48 Kgs de DBO5/j. Celle-ci est composée de trois bassins : le premier de 4 000 m3, le deuxième de 2 200 m3 et le dernier de 2 000 m3. Elle rejette dans le ruisseau de Kersoude qui lui-même rejoint le ruisseau de Pont Normand, lequel se déverse dans le Sal.

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale<br>en débit<br>m3/j | Charge nominale<br>en DBO5<br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| 800                         | 120                                 | 48                                 | 96                                |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité (m3/an) | Charge hydraulique | Charge organique |
|-----------------------|--------------------|------------------|
| -                     | 41,00%             | 15,00%           |

Il convient d'être prudent sur l'interprétation du tableau ci-dessus pour les lagunes, pour lesquelles, ces indicateurs sont calculés sur une seule analyse comme le demande la réglementation et donc non représentatif du mode de fonctionnement annuel. Ainsi le prélèvement a lieu en période de forte pluviométrie ou non et selon période hivernale ou estivale, les résultats peuvent être différents.

L'exploitant indique par ailleurs que le faible niveau de charge organique s'expliquerait par la forte pluviométrie les jours précédents

➤ Rendements

|                                        | Débit journalier de référence (m3/j)                                                    | 120 | MES           |                     | DCO           |                     | DBO5          |                      | NGL           |                     | NTK           |                      | N-NH4                | N-NO2                | N-NO3         | PT                  |          |
|----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----|---------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|---------------------|----------|
|                                        |                                                                                         |     | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) |          |
|                                        | Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)                                         | 48  |               |                     |               |                     |               |                      |               |                     |               |                      |                      |                      |               |                     |          |
| Ensemble des mesures                   | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              |     | 1             |                     | 1             |                     | 1             |                      | -             |                     | -             |                      | -                    |                      | -             |                     | -        |
|                                        | Nombre de mesures réalisées                                                             |     | 1             |                     | 1             |                     | 1             |                      | -             |                     | 1             |                      | -                    |                      | -             |                     | 1        |
|                                        | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             |     | 44            | 47                  | 105,1         | 80                  | 91,3          | 13                   | -             | 51,55               | 38,6          | 51                   | 43                   | 0,02                 | 0,53          | 22                  | 7,8      |
| Conditions normales d'exploitation (*) | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 |     | 1             |                     | 1             |                     | 1             |                      | -             |                     | 1             |                      | -                    |                      | -             |                     | 1        |
|                                        | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation |     | 44            | 47                  | 105,1         | 80                  | 91,3          | 13                   | -             | -                   | 38,6          | 51                   | -                    | -                    | -             | 22                  | 7,8      |
|                                        | Valeur réhibitoire (1)                                                                  |     | 150           |                     | 400           |                     | 70            |                      | -             |                     | -             |                      | -                    | -                    | -             |                     | -        |
|                                        | Nombre de résultats non conformes à la valeur réhibitoire                               |     | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                      | -             |                     | 0             |                      | -                    | -                    | -             |                     | 0        |
|                                        | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              |     | -             | 120                 | 60            | 120                 | -             | 35                   |               | -                   | -             |                      | -                    | -                    | -             |                     | -        |
|                                        | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        |     | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                      | -             |                     | 0             |                      | -                    | -                    | -             |                     | 0        |
|                                        | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               |     | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                      | -             |                     | 0             |                      | -                    | -                    | -             |                     | 0        |
|                                        | Valeurs limites (1) en moyenne annuelle                                                 |     | -             | -                   | -             | -                   | -             | -                    |               | -                   | -             | 40                   |                      | -                    | -             | -                   |          |
|                                        | Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre :                                     |     | Conforme      |                     | Conforme      |                     | Conforme      |                      | -             |                     | Non Conforme  |                      | -                    | -                    | -             |                     | Conforme |
|                                        | Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :                                           |     | Non conforme  |                     |               |                     |               |                      |               |                     |               |                      |                      |                      |               |                     |          |

➤ Volumes by-passés

L'absence de débitmètre en entrée de station ne permet pas de comptabiliser les effluents arrivant sur la station.

j) Station d'épuration de Ploemel, Commune de PLOEMEL

➤ Description

La station de Ploemel, mise en service en 1987, est conçue pour traiter les eaux de 7 000 équivalents habitants, correspondant à des charges de 280 m3/j et 420 Kgs de DBO5/j. Celle-ci est composée de trois bassins : le premier de 18 900 m3, équipé de 6 turbines d'aération, le deuxième de 5 400 m3 et le dernier de 4 200 m3.

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité (m3/an) | Charge hydraulique | Charge organique |
|-----------------------|--------------------|------------------|
| 125 899               | 137 %              | 30,00%           |

Il convient d'être prudent sur l'interprétation du tableau ci-dessus pour les lagunes, pour lesquelles, ces indicateurs sont calculés sur une seule analyse comme le demande la réglementation et donc non représentatif du mode de fonctionnement annuel. Ainsi le prélèvement a lieu en période de forte pluviométrie ou non et selon période hivernale ou estivale, les résultats peuvent être différents.

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale Eq.Hab | Charge nominale en débit m3/j | Charge nominale en DBO5 kg/j | Charge nominale en DCO kg/j |
|--------------------------|-------------------------------|------------------------------|-----------------------------|
| 7 000                    | 280                           | 420                          | 840                         |

➤ Rendements



|                                                     |                                                                                         | MES           |                     | DCD           |                     | DBO5          |                      | NGL           |                     | NTK           |                      | N-NH4                | N-NO2                | N-NO3                | PT            |                     |
|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|---------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|---------------------|
|                                                     | Débit journalier de référence (m3/j)                                                    |               |                     |               |                     |               |                      |               |                     |               |                      |                      |                      |                      |               |                     |
|                                                     | 1 050                                                                                   | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) |
|                                                     | Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)                                         |               |                     |               |                     |               |                      |               |                     |               |                      |                      |                      |                      |               |                     |
|                                                     | 420                                                                                     |               |                     |               |                     |               |                      |               |                     |               |                      |                      |                      |                      |               |                     |
| Ensemble des mesures                                | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              | 12            |                     | 12            |                     | 12            |                      | -             |                     | 4             |                      | -                    | -                    | -                    | 12            |                     |
|                                                     | Nombre de mesures réalisées                                                             | 12            |                     | 12            |                     | 12            |                      | -             |                     | 4             |                      | -                    | -                    | -                    | 12            |                     |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             | 93,3          | 20,33               | 92            | 57,92               | 98,3          | 5,29                 | -             | 27,7                | 44,8          | 25,3                 | 22,5                 | 0,12                 | 1,28                 | 16,4          | 8,65                |
| Conditions normales d'exploitation (*)              | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 | 12            |                     | 12            |                     | 12            |                      | -             |                     | 4             |                      | -                    | -                    | -                    | 12            |                     |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation | 93,3          | 20,33               | 92            | 57,92               | 98,3          | 5,29                 | -             | -                   | 44,8          | 25,3                 | -                    | -                    | -                    | 16,4          | 8,65                |
|                                                     | Valeur réhibitoire (1)                                                                  | -             |                     | 250           |                     | 50            |                      | -             |                     | -             |                      | -                    | -                    | -                    | -             |                     |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes à la valeur réhibitoire                               | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                      | -             |                     | 0             |                      | -                    | -                    | -                    | 0             |                     |
|                                                     | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              | 90            | 120                 | 75            | 120                 | 70            | 25                   | -             | -                   | -             | -                    | -                    | -                    | -                    | -             | -                   |
|                                                     | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        | 2             |                     | 2             |                     | 2             |                      | -             |                     | 0             |                      | -                    | -                    | -                    | 0             |                     |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                      | -             |                     | 0             |                      | -                    | -                    | -                    | 0             |                     |
| Valeurs limites (1) en moyenne annuelle             | -                                                                                       | -             | -                   | -             | -                   | -             | -                    | -             | -                   | 40            | -                    | -                    | -                    | -                    | 10            |                     |
| Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre : |                                                                                         | Conforme      |                     | Conforme      |                     | Conforme      |                      | -             |                     | Conforme      |                      | -                    | -                    | -                    | Conforme      |                     |
| Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :       |                                                                                         | Conforme      |                     |               |                     |               |                      |               |                     |               |                      |                      |                      |                      |               |                     |

3 non conformités au titre de présence d'E. Coli sont à signaler

| STEP Cne PLOEMEL/<br>Analyses en sorties<br>de STEP | Escherichia coli (E. coli) -<br>Unité : N/100 ml |
|-----------------------------------------------------|--------------------------------------------------|
| 09/01/2017                                          | 487                                              |
| 09/02/2017                                          | > 24 196                                         |
| 13/03/2017                                          | 19 863                                           |
| 04/06/2017                                          | 272                                              |
| 06/07/2017                                          | 1 110                                            |
| 15/08/2017                                          | 2 481                                            |
| 20/09/2017                                          | 3 076                                            |
| 17/10/2017                                          | 4 884                                            |
| 10/11/2017                                          | > 24 196                                         |

La valeur limite d'E. Coli est de 10 000 N/ 100ml.

➤ Volumes by-passés

Sur l'année 2017, sur les 139 248 m<sup>3</sup> en entrée de station. Les volumes sortants s'élèvent à 125 899 m<sup>3</sup>. Sur l'année 2017, 0 m<sup>3</sup> ont été by-passés sur cette STEP.

k) Station d'épuration de Kerniel, Commune de CAMORS

➤ Description

La nouvelle station d'épuration de Kerniel, d'une capacité de 1400 EH (264 m<sup>3</sup>/j) et 84 Kgs de DBO5/j) a été mise en service en avril 2014. Elle est de type boues activées avec un traitement des boues sur lits plantés de roseaux et un rejet des eaux traitées dans l'Evel.

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale<br>en débit<br>m <sup>3</sup> /j | Charge nominale<br>en DBO5<br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| 1 400                       | 264                                              | 84                                 | 191                               |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité (m <sup>3</sup> /an) | Charge hydraulique | Charge organique |
|------------------------------------|--------------------|------------------|
| 21 704                             | 41,00%             | 18,00%           |

➤ Rendements

|                                                     | Débit journalier de référence (m3/j)                                                    | 264 | MES           |                     | DCO           |                     | DBO5          |                     | NGL           |                     | NTK           |                     | N-NH4                | N-NO2                | N-NO3                | PT            |                     |     |
|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----|---------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|---------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|---------------------|-----|
|                                                     |                                                                                         |     | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) |     |
|                                                     | Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)                                         | 84  |               |                     |               |                     |               |                     |               |                     |               |                     |                      |                      |                      |               |                     |     |
| Ensemble des mesures                                | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              | 2   |               |                     |               |                     |               |                     |               |                     |               |                     |                      |                      |                      |               | 2                   |     |
|                                                     | Nombre de mesures réalisées                                                             | 2   |               |                     |               |                     |               |                     |               |                     |               |                     |                      |                      |                      |               | 2                   |     |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             | 94  | 10,5          | 93,3                | 43,5          | 97,8                | 6             | 86,9                | 14,49         | 97,2                | 2,95          |                     | 1,28                 | 0,03                 | 0,41                 |               | 91,1                | 1,1 |
| Conditions normales d'exploitation (*)              | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 | 2   |               |                     |               |                     |               |                     |               |                     |               |                     |                      |                      |                      |               | 2                   |     |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation | 94  | 10,5          | 93,3                | 43,5          | 97,8                | 6             | 86,9                | 14,49         | 97,2                | 2,95          |                     |                      |                      |                      |               | 91,1                | 1,1 |
|                                                     | Valeur réhibitoire (1)                                                                  |     | 250           |                     | 250           |                     | 50            |                     | -             |                     | -             |                     | -                    | -                    | -                    |               | -                   | -   |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes à la valeur réhibitoire                               |     | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                     | 0                    | 0                    | 0                    |               | 0                   | 0   |
|                                                     | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              |     | 90            | 30                  | 90            | 90                  | 95            | 25                  | -             | -                   | -             | -                   | -                    | -                    | -                    |               | -                   | -   |
|                                                     | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        |     | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                     | 0                    | 0                    | 0                    |               | 0                   | 0   |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               |     | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                     | 0                    | 0                    | 0                    |               | 0                   | 0   |
| Valeurs limites (1) en moyenne annuelle             |                                                                                         | -   | -             | -                   | -             | -                   | -             | -                   | -             | 90                  | 7             |                     | -                    | -                    | -                    |               | 95                  | 2   |
| Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre : |                                                                                         |     | Conforme      |                     | Conforme      |                     | Conforme      |                     | -             |                     | Conforme      |                     | -                    |                      | -                    |               | Conforme            |     |
| Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :       |                                                                                         |     | Conforme      |                     |               |                     |               |                     |               |                     |               |                     |                      |                      |                      |               |                     |     |

➤ Volumes by-passés

Sur l'année 2017, sur les 19 981 m3 en entrée de station. Les volumes sortants s'élèvent à 21 704 m<sup>3</sup>. Sur l'année 2017, aucun volume n'a été by-passé.

l) Station d'épuration Prad er Hoet, Commune de PLUVIGNER

➤ Description

La station de Prad Er Hoet, mise en service en 1998, est conçue pour traiter les eaux de 5 000 équivalents habitants, correspondants à des charges de 810 m3/j et 300 kgs de DBO5/j. La station d'épuration est de type boues activées. Le traitement des boues est effectué dans un épaisseur et une table d'égouttage.

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale<br>en débit<br>m3/j | Charge nominale<br>en DBO5<br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| 5 000                       | 810                                 | 300                                | 750                               |

Charges nominales de la station

- Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité (m3/an) | Charge hydraulique | Charge organique |
|-----------------------|--------------------|------------------|
| 228 631               | 74,00%             | 41,00%           |

- Rendements

|                                                     |                                                                                         | MES      |      | DCO           |                     | DBO5          |                     | NGL           |                     | NTK           |                     | N-NH4                | N-NO2                | N-NO3                | PT            |                     |
|-----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|----------|------|---------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|---------------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|---------------------|
| Ensemble des mesures                                | Débit journalier de référence (m3/j)                                                    | 810      |      | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) |
|                                                     | Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)                                         | 300      |      |               |                     |               |                     |               |                     |               |                     |                      |                      |                      |               |                     |
| Ensemble des mesures                                | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              | 12       |      | 12            |                     | 12            |                     | 12            |                     | 12            |                     | 12                   | 12                   | 12                   | 12            |                     |
|                                                     | Nombre de mesures réalisées                                                             | 12       |      | 12            |                     | 12            |                     | 12            |                     | 12            |                     | 12                   | 12                   | 12                   | 12            |                     |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             | 97,4     | 5,67 | 93,5          | 31,58               | 98,4          | 3                   | 91,2          | 6,02                | 93,5          | 4,13                | 2,73                 | 0,15                 | 1,74                 | 91,4          | 0,64                |
| Conditions normales d'exploitation (*)              | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 | 12       |      | 12            |                     | 12            |                     | 10            |                     | 10            |                     | 10                   | 10                   | 10                   | 10            |                     |
|                                                     | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation | 97,4     | 5,45 | 93,5          | 31,58               | 98,4          | 3                   | 91,2          | 6,02                | 93,5          | 4,13                | -                    | -                    | -                    | 91,4          | 0,64                |
|                                                     | Valeur réhibitoire (1)                                                                  | 250      |      | 250           |                     | 50            |                     | -             |                     | -             |                     | -                    | -                    | -                    | -             |                     |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes à la valeur réhibitoire                               | 0        |      | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                     | 0                    | 0                    | 0                    | 0             |                     |
|                                                     | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              | 90       | 30   | 90            | 80                  | 95            | 20                  | -             | -                   | -             | -                   | -                    | -                    | -                    | -             | -                   |
|                                                     | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        | 2        |      | 2             |                     | 2             |                     | 0             |                     | 0             |                     | 0                    | 0                    | 0                    | 0             |                     |
|                                                     | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               | 0        |      | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                     | 0                    | 0                    | 0                    | 0             |                     |
|                                                     | Valeurs limites (1) en moyenne annuelle                                                 | -        | -    | -             | -                   | -             | -                   | 90            | 20                  | 90            | 10                  | -                    | -                    | -                    | 95            | 1                   |
| Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre : |                                                                                         | Conforme |      | Conforme      |                     | Conforme      |                     | Conforme      |                     | Conforme      |                     | -                    | -                    | -                    | Conforme      |                     |
| Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :       |                                                                                         | Conforme |      |               |                     |               |                     |               |                     |               |                     |                      |                      |                      |               |                     |

- Volumes by-passés

Sur l'année 2017, sur les 219 736 m3 en entrée de station. Les volumes sortants s'élèvent à 228 631 m3. Sur l'année 2017 aucun volume n'aura été by-passé.

m) Station d'épuration de Bieuzy-Lanvaux, Commune de PLUVIGNER

➤ Description

La station de Bieuzy Lanvaux, mise en service en 1986, est conçue pour traiter les eaux de 500 équivalents habitants, correspondant à des charges de 75 m<sup>3</sup>/j et 30 kgs de DBO<sub>5</sub>.j. Ce lagunage naturel est composé de deux bassins.

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale<br>en débit<br>m <sup>3</sup> /j | Charge nominale<br>en DBO <sub>5</sub><br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------------------|-----------------------------------|
| 500                         | 75                                               | 30                                             | 60                                |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité<br>(m <sup>3</sup> /an) | Charge hydraulique | Charge organique |
|---------------------------------------|--------------------|------------------|
| 25 535                                | 93,00%             | 87,00%           |

➤ Rendements

|                                        | Débit journalier de référence (m3/j)                                                    | 75 | MES           |                     | DCO           |                     | DBO5          |                      | NGL           |                     | NTK           |                      | N-NH4                | N-NO2                | N-NO3         | PT                  |      |
|----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|----|---------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|---------------------|------|
|                                        |                                                                                         |    | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) |      |
|                                        | Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)                                         | 30 |               |                     |               |                     |               |                      |               |                     |               |                      |                      |                      |               |                     |      |
| Ensemble des mesures                   | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              |    | 1             |                     | 1             |                     | 1             |                      | 1             |                     | 1             |                      | 1                    |                      | 1             |                     | 1    |
|                                        | Nombre de mesures réalisées                                                             |    | 3             |                     | 3             |                     | 3             |                      | 3             |                     | 3             |                      | 3                    |                      | 3             |                     | 3    |
|                                        | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             |    | 14,9          | 121                 | 75,3          | 116,67              | 90,1          | 20,33                | 50,9          | 31,54               | 51,4          | 31                   | 16,67                | 0,02                 | 0,52          | 27,5                | 6,87 |
| Conditions normales d'exploitation (*) | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 |    | 1             |                     | 3             |                     | 3             |                      | 0             |                     | 0             |                      | 1                    |                      | 1             |                     | 1    |
|                                        | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation |    | 14,9          | 121                 | 71,5          | 115                 | 89,1          | 18,5                 | -3,8          | 41,55               | -2,5          | 41                   | -                    | -                    | -             | 27,5                | 6,87 |
|                                        | Valeur réhibitoire (1)                                                                  |    | 150           |                     | 400           |                     | 70            |                      | -             |                     | -             |                      | -                    |                      | -             |                     | -    |
|                                        | Nombre de résultats non conformes à la valeur réhibitoire                               |    | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                      | 0             |                     | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                     | 0    |
|                                        | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              |    | 50            | -                   | 60            | 200                 | 60            | 35                   | -             | -                   | -             | -                    | -                    | -                    | -             | -                   | -    |
|                                        | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        |    | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                      | 0             |                     | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                     | 0    |
|                                        | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               |    | 1             |                     | 0             |                     | 0             |                      | 0             |                     | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                     | 0    |
|                                        | Valeurs limites (1) en moyenne annuelle                                                 |    | -             | -                   | -             | -                   | -             | -                    | -             | -                   | -             | -                    | -                    | -                    | -             | -                   | -    |
|                                        | Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre :                                     |    | Non Conforme  |                     | Conforme      |                     | Conforme      |                      | -             |                     | -             |                      | -                    |                      | -             |                     | -    |
|                                        | Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :                                           |    | Non conforme  |                     |               |                     |               |                      |               |                     |               |                      |                      |                      |               |                     |      |

Une non - conformité est à signaler sur le paramètre matière en suspension (MES), le rendement est en effet, inférieur au 50% exigés.

Cette non-conformité entraîne la non-conformité globale de l'installation.

➤ Volumes by-passés

Sur l'année 2017, sur les 25 535 m3 en entrée de station. Les volumes sortants s'élèvent à 25 535 m<sup>3</sup>. Sur l'année 2017 aucun volume n'a été by-passés.

n) Station d'épuration Beniguets, commune de HOUAT

➤ Description

La nouvelle station d'épuration, située à l'extrémité ouest de l'île à Port Chudel, a été mise en service en 2014. Il s'agit d'un lagunage aéré. La filière de traitement est dimensionnée pour 1 200 équivalents habitants, soit pour 280 m<sup>3</sup>/j et 72 kgs de DBO5 par jour.

Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale en<br>débit<br>m <sup>3</sup> /j | Charge nominale en<br>DBO5<br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|--------------------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| 1 200                       | 280                                              | 72                                 | 144                               |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité (m <sup>3</sup> /an) | Charge hydraulique | Charge organique |
|------------------------------------|--------------------|------------------|
| 36 268                             | 46,55%             | 64,00%           |

➤ Rendements

|                                        | Débit journalier de référence (m3/j)                                                    | 280 | MES           |                     | DCO           |                     | DBO5          |                      | NGL           |                     | NTK           |                      | N-NH4                | N-NO2                | N-NO3         | PT                  |     |
|----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----|---------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|---------------------|-----|
|                                        |                                                                                         |     | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) |     |
|                                        | Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)                                         | 72  |               |                     |               |                     |               |                      |               |                     |               |                      |                      |                      |               |                     |     |
| Ensemble des mesures                   | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              |     | 3             |                     | 3             |                     | 3             |                      | 3             |                     | 3             |                      | 3                    |                      | 3             |                     | 3   |
|                                        | Nombre de mesures réalisées                                                             |     | 3             |                     | 3             |                     | 3             |                      | 3             |                     | 3             |                      | 3                    |                      | 3             |                     | 3   |
|                                        | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             |     | 75,8          | 52                  | 90,9          | 64                  | 98,1          | 2,83                 | 89,7          | 10,34               | 90,7          | 9,2                  | 3,03                 | 0,29                 | 0,85          | 61,6                | 4,8 |
| Conditions normales d'exploitation (*) | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 |     | 3             |                     | 3             |                     | 3             |                      | 3             |                     | 2             |                      | 3                    |                      | 3             |                     | 3   |
|                                        | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation |     | 75,8          | 52                  | 89            | 57                  | 97,5          | 2,25                 | -             | -                   | 91,9          | 6,3                  | -                    | -                    | -             | 61,6                | 4,8 |
|                                        | Valeur réhibitoire (1)                                                                  |     | 150           |                     | 400           |                     | 70            |                      | -             | -                   |               |                      | -                    | -                    | -             |                     | -   |
|                                        | Nombre de résultats non conformes à la valeur réhibitoire                               |     | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                      | 0             |                     | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                     | 0   |
|                                        | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              |     | 50            | -                   | 60            | 200                 | 60            | 35                   | -             | -                   | -             | -                    | -                    | -                    | -             | -                   | -   |
|                                        | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        |     | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                      | 0             |                     | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                     | 0   |
|                                        | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               |     | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                      | 0             |                     | 0             |                      | 0                    |                      | 0             |                     | 0   |
|                                        | Valeurs limites (1) en moyenne annuelle                                                 |     | -             | -                   | -             | -                   | -             | -                    | -             | -                   | -             | -                    | -                    | -                    | -             | -                   | -   |
|                                        | Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre :                                     |     | Conforme      |                     | Conforme      |                     | Conforme      |                      | -             |                     | -             |                      | -                    |                      | -             |                     | -   |
|                                        | Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :                                           |     | Conforme      |                     |               |                     |               |                      |               |                     |               |                      |                      |                      |               |                     |     |

➤ Volumes by-passés

Sur l'année 2017, sur les 38 308 m3 en entrée de station. Les volumes sortants s'élèvent à 36 268 m<sup>3</sup>. Sur l'année 2017, aucun volume n'a été by-passé.

o) Station d'épuration de Hoëdic, commune de HOEDIC

➤ Description

Mise en service en 1999, la station d'épuration d'Hoëdic est dimensionnée pour 900 équivalents habitants, soit pour 135 m3/j et 54 kgs de DBO5 par jour.



Les charges nominales de la station sont les suivantes :

| Capacité nominale<br>Eq.Hab | Charge nominale<br>en débit<br>m3/j | Charge nominale<br>en DBO5<br>kg/j | Charge nominale en<br>DCO<br>kg/j |
|-----------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|-----------------------------------|
| 900                         | 135                                 | 54                                 | 108                               |

➤ Volumes traités et charges moyennes annuelles de fonctionnement

| Volume traité<br>(m3/an) | Charge hydraulique | Charge organique |
|--------------------------|--------------------|------------------|
| -                        | 31,48%             | 44,00%           |

Il convient d'être prudent sur l'interprétation du tableau ci-dessus pour les lagunes, pour lesquelles, ces indicateurs sont calculés sur une seule analyse comme le demande la réglementation et donc non représentatif du mode de fonctionnement annuel. Ainsi le prélèvement a lieu en période de forte pluviométrie ou non et selon période hivernale ou estivale, les résultats peuvent être différents.

➤ Rendements

|                                        | Débit journalier de réérence (m3/j)                                                     | 135 | MES           |                     | DCO           |                     | DBO5          |                      | NGL           |                     | NTK           |                      | N-NH4                | N-NO2                | N-NO3         | PT                  |      |
|----------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------|-----|---------------|---------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------|---------------|---------------------|---------------|----------------------|----------------------|----------------------|---------------|---------------------|------|
|                                        |                                                                                         |     | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) | Rendement (%) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Concentration (mg/l) | Rendement (%) | Concentration(mg/l) |      |
|                                        | Charge brute de pollution organique (kg DBO5/j)                                         | 54  |               |                     |               |                     |               |                      |               |                     |               |                      |                      |                      |               |                     |      |
| Ensemble des mesures                   | Nombre réglementaire de mesures par an (1)                                              |     | 1             |                     | 1             |                     | 1             |                      | -             |                     | -             |                      | -                    |                      | -             |                     | -    |
|                                        | Nombre de mesures réalisées                                                             |     | 2             |                     | 2             |                     | 2             |                      | -             |                     | -             |                      | -                    |                      | -             |                     | -    |
|                                        | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées                                             |     | 100           | 61,5                | 100           | 147,5               | 100           | 15                   | -             | 13,82               | -             | 13                   | 1,8                  | 0,24                 | 0,57          | -                   | 4,55 |
| Conditions normales d'exploitation (*) | Nombre de mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation                 |     | 2             |                     | 2             |                     | 2             |                      | -             |                     | -             |                      | -                    |                      | -             |                     | -    |
|                                        | Moyenne de l'ensemble des mesures réalisées dans des conditions normales d'exploitation |     | 100           | 61,5                | 100           | 147,5               | 100           | 15                   | -             | -                   | -             | -                    | -                    | -                    | -             | -                   | -    |
|                                        | Valeur réhibitoire (1)                                                                  |     | -             |                     | -             |                     | -             |                      | -             |                     | -             |                      | -                    |                      | -             |                     | -    |
|                                        | Nombre de résultats non conformes à la valeur réhibitoire                               |     | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                      | -             |                     | -             |                      | -                    |                      | -             |                     | -    |
|                                        | Valeurs limites (1) en moyenne journalière                                              |     | 50            | -                   | 60            | 200                 | 60            | 35                   | -             | -                   | -             | -                    | -                    | -                    | -             | -                   | -    |
|                                        | Nombre maximum de non conformités aux valeurs limites par an (1)                        |     | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                      | -             |                     | -             |                      | -                    |                      | -             |                     | -    |
|                                        | Nombre de résultats non conformes aux valeurs limites (2)                               |     | 0             |                     | 0             |                     | 0             |                      | -             |                     | -             |                      | -                    |                      | -             |                     | -    |
|                                        | Valeurs limites (1) en moyenne annuelle                                                 |     | -             | -                   | -             | -                   | -             | -                    | -             | -                   | -             | -                    | -                    | -                    | -             | -                   | -    |
|                                        | Conformité selon l'exploitant (O/N) par paramètre :                                     |     | Conforme      |                     | Conforme      |                     | Conforme      |                      | -             |                     | -             |                      | -                    |                      | -             |                     | -    |
|                                        | Conformité globale selon l'exploitant (O/N) :                                           |     | Conforme      |                     |               | Conforme            |               |                      |               |                     |               |                      |                      |                      |               |                     |      |

➤ Volumes by-passés

L'absence de débitmètre en entrée de station ne permet pas de comptabiliser les volumes d'effluents arrivant sur la station.

### 3.2.3.2 indicateurs de performances

#### Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation (P206.3)

Le tableau ci-dessous se rapporte à la production de boues et les tonnages évacués suivant des filières conformes en 2017.

| STEP                                    | Tonnes de MS produites            | Tonnes de MS évacuées | EPANDAGE en % | COMPOSTAGE en % |
|-----------------------------------------|-----------------------------------|-----------------------|---------------|-----------------|
| STEP Kerneve Membranaire Cne PLOUHARNEL | 195,93                            | 196,6                 | 100%          | 0%              |
| STEP LANN PONT HOUAR Cne Auray          | 611,94                            | 637,8                 | 100%          | 0%              |
| STEP PONT ER BAIL Cne Quiberon          | 387,44                            | 307,44                | 0%            | 100%            |
| STEP LANDEVANT Cne LANDEVANT            | 44,63                             | 42,72                 | 100%          | 0%              |
| STEP KERRAN Cne SAINT-PHILIBERT         | 131,7                             | 77,211                | 32%           | 68%             |
| STEP KERGOUELLEC Cne CARNAC             | 260,124                           | 217,32                | 100%          | 0%              |
| STEP MANE CASTEL Cne LANDAUL            | 15,8                              | 9,21                  | 100%          | 0%              |
| STEP LOCOAL-MENDON Cne LOCOAL-MENDON    | Traitement des boues par lagunage |                       |               |                 |
| STEP PLUMERGAT Cne PLUMERGAT            | Traitement des boues par lagunage |                       |               |                 |
| STEP PLOEMEL Cne PLOEMEL                | Traitement des boues par lagunage |                       |               |                 |
| STEP KERNIEL Cne CAMORS                 | 6,89                              | 0                     | 0%            | 0%              |
| STEP PRAD Er HOET Cne PLUVIGNER         | 28,521                            | 44,018                | 100%          | 0%              |
| STEP BIEUZY LANVAUX Cne PLUVIGNER       | Traitement des boues par lagunage |                       |               |                 |
| STEP HOUAT Cne HOUAT                    | Traitement des boues par lagunage |                       |               |                 |
| STEP HOEDIC Cne HOEDIC                  | Traitement des boues par lagunage |                       |               |                 |

La tableau ci-dessous présente l'indicateur D203.0, cet indicateur évalue, en tonnes de Matières Sèches, la quantité de boues évacuées par les stations d'épuration et l'indicateur de performance P206.3, décrit ci-dessus.

| Code fiche | Indicateur descriptifs des services                                                                     | Valeur de l'indicateur | Clef de consolidation                       | Valeur de la clef |
|------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|---------------------------------------------|-------------------|
| D203.0     | Quantité de boues issues des ouvrages d'épuration                                                       | 683 <sup>1</sup>       | -                                           | -                 |
| Code fiche | Indicateur descriptifs des services                                                                     | Valeur de l'indicateur | Clef de consolidation                       | Valeur de la clef |
| P.206.3    | Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation | 100%                   | Tonnes de matières sèches de boues évacuées | 683 <sup>1</sup>  |

⇒ **100%** des boues produites sur les stations d'épuration de la communauté de communes ont été évacuées selon des filières conformes à la réglementation.

### Conformité des équipements d'épuration aux prescriptions nationales issues de la directive ERU (P204.3)

Le producteur de cet indice est le service Police de l'Eau et il est calculé par l'ONEMA.  
A la rédaction de ce rapport, cet indice n'était pas encore communiqué par la Police de l'Eau pour l'année 2016.

### Conformité des performances des équipements d'épuration au regard des prescriptions de l'acte individuel (P254.3)

Cet indicateur permet de mesurer le pourcentage de bilans 24h conformes de l'ensemble des stations d'épuration d'un service d'assainissement, au regard des prescriptions d'autosurveillance du ou des arrêtés préfectoraux d'autorisation de traitement.

Cet indicateur résulte des conformités des seules stations d'épurations du service de plus de 2 000 équivalents-habitants de capacité de traitement, pondérées par la charge entrante en DBO5.

- Contrat périmètre ABQP : 97,27 %
- Contrat Carnac-La Trinité sur Mer : 73,58%
- Contrat Camors-Landaul-Pluvigner : 100%

### Conformité de la performance des ouvrages d'épuration au regard des prescriptions nationales issues de la directive ERU (P205.3).

Le producteur de cet indice est le service Police de l'Eau.

A la rédaction de ce rapport, cet indice n'était pas encore communiqué par la Police de l'Eau pour l'année 2017.

## **3.3 TRAVAUX MENES EN MATIERE D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF**

Au titre de 2017, les travaux réalisés en matière d'assainissement collectif sont présentés ci-après :

### Indicateur P253.22: Taux moyen de renouvellement des réseaux d'assainissement

La définition de cet indicateur donne le taux de linéaire renouvelé, remplacé à l'occasion de renforcement et réhabilité hors branchements, sur les cinq dernières années par rapport au linéaire total du réseau de collecte (hors branchement). Compte tenu de la récente prise de compétence, cet indicateur a ici une valeur relative.

Ce taux concerne les réseaux de collecte.

| COMMUNES              | 2016            |                                                    | 2017            |                                                    |
|-----------------------|-----------------|----------------------------------------------------|-----------------|----------------------------------------------------|
|                       | EXTENSION en ml | REHABILITATION-RENOUVELEMENT-RESTRUCTURATION en ml | EXTENSION en ml | REHABILITATION-RENOUVELEMENT-RESTRUCTURATION en ml |
| AURAY                 | 135             | 680                                                | 65              | 325                                                |
| BELZ                  | 47              |                                                    | 1160            |                                                    |
| BREC'H                | 250             |                                                    | 270             | 180                                                |
| CRAC'H                |                 |                                                    |                 | 45                                                 |
| ERDEVEN               |                 |                                                    | 30              | 200                                                |
| ETEL                  |                 |                                                    |                 | 200                                                |
| ILE DE HOEDIC         |                 |                                                    |                 |                                                    |
| ILE DE HOUAT          | 200             | 200                                                |                 |                                                    |
| LANDEVANT             | 140             | 975                                                |                 |                                                    |
| LOCMARIAQUER          |                 |                                                    |                 | 1030                                               |
| LOCOAL MENDON         |                 |                                                    | 40              |                                                    |
| PLOEMEL               | 285             |                                                    |                 |                                                    |
| PLOUHARNEL            |                 | 6000                                               | 20              |                                                    |
| PLUMERGAT             |                 |                                                    | 180             |                                                    |
| PLUNERET              |                 |                                                    | 120             |                                                    |
| QUIBERON              | 70              | 2280                                               | 45              | 40                                                 |
| SAINT PHILIBERT       |                 | 100                                                | 180             | 3210                                               |
| SAINT PIERRE QUIBERON |                 |                                                    | 90              |                                                    |
| SAINTE ANNE D'AURAY   | 40              |                                                    | 30              |                                                    |
| CARNAC                | 2850            | 1750                                               | 1589            | 1960                                               |
| LA TRINITE SUR MER    |                 | 900                                                | 45              |                                                    |
| PLUVIGNER             | 45              |                                                    | 75              | 330                                                |
| CAMORS                |                 |                                                    | 280             |                                                    |
| LANDAUL               |                 |                                                    | 35              |                                                    |
| <b>TOTAL</b>          | <b>4 062</b>    | <b>12 885</b>                                      | <b>4 254</b>    | <b>7 520</b>                                       |

### 3.4 RELATION A L'USAGER /FACTURATION

#### 3.4.1 Abonnés du service

|                    | Abonnés 2016 | Abonnés 2017 | Evolution |
|--------------------|--------------|--------------|-----------|
| AURAY              | 8 538        | 8 838        | 3,5%      |
| BELZ               | 1 841        | 1 892        | 2,8%      |
| BREC'H             | 2 103        | 2 134        | 1,5%      |
| CAMORS             | 280          | 282          | 0,7%      |
| CARNAC             | 7 630        | 7 753        | 1,6%      |
| CRAC'H             | 1 112        | 1 136        | 2,2%      |
| ERDEVEN            | 2 267        | 2 328        | 2,7%      |
| ETEL               | 1 938        | 1 945        | 0,4%      |
| HOËDIC             | 209          | 210          | 0,5%      |
| HOUAT              | 298          | 296          | -0,7%     |
| LA TRINITE SUR MER | 2 542        | 2 563        | 0,8%      |
| LANDAUL            | 574          | 602          | 4,9%      |

|                       |               |               |             |
|-----------------------|---------------|---------------|-------------|
| LANDEVANT             | 1 243         | 1 331         | 7,1%        |
| LOCMARIAQUER          | 1 458         | 1 468         | 0,7%        |
| LOCOAL MENDON         | 585           | 587           | 0,3%        |
| PLOEMEL               | 933           | 969           | 3,9%        |
| PLOUHARNEL            | 1 071         | 1 101         | 2,8%        |
| PLUMERGAT             | 603           | 614           | 1,8%        |
| PLUNERET              | 2 318         | 2 402         | 3,6%        |
| PLUVIGNER             | 2 095         | 2 095         | 0,0%        |
| QUIBERON              | 8 523         | 8 567         | 0,5%        |
| SAINT PHILIBERT       | 1 757         | 1 775         | 1,0%        |
| SAINT PIERRE QUIBERON | 3 464         | 3 482         | 0,5%        |
| SAINTE ANNE D'AURAY   | 1 099         | 1 118         | 1,7%        |
| <b>TOTAL AQTA</b>     | <b>54 481</b> | <b>55 488</b> | <b>1,8%</b> |

### 3.4.2 Satisfaction des usagers

#### Taux de réclamation (P258.1)

L'arrêté du 2 mai 2007 relatif aux indicateurs de performance du service a imposé à compter de 2008, de recenser les réclamations écrites de toute nature, à l'exception de celles relatives au prix, pour 1000 abonnés.

| Réclamations récurrentes sur l'année         | Nombre en 2017 |
|----------------------------------------------|----------------|
| FACTURATION ENCAISSEMENT                     | 4              |
| PRODUIT                                      | 2              |
| QUALITE DE SERVICE                           | 2              |
| <b>Taux de réclamation pour 1000 abonnés</b> | <b>0.14</b>    |

### 3.4.3 Facturation de l'assainissement collectif et non collectif

#### 3.4.3.1 Structuration tarifaire de l'assainissement collectif et coût du service

La facture d'assainissement comprend :

- Une part fixe qui prend en compte l'abonnement, indépendamment de la consommation, ainsi que les frais d'entretien du branchement. Elle se compose d'une part communautaire et d'une part délégataire ;
- Une partie proportionnelle assise sur la consommation, la redevance assainissement. Elle se compose d'une part communautaire et d'une part délégataire ;
- La redevance pour modernisation des réseaux de collecte, prélevée pour le compte de l'agence de l'eau Loire Bretagne est assise sur le budget de l'assainissement à hauteur de 0,18€/m<sup>3</sup> au 1<sup>er</sup> janvier 2016.
- Une part Taxe sur la Valeur Ajoutée. L'application du taux de TVA (au taux de 10%) est perçue pour le compte de l'Etat sur les montants hors taxes de la facture.

Les tarifs relatifs aux recettes revenant à la Communauté de communes ont été votés par le conseil communautaire du 15 décembre 2017. Ils sont présentés en annexe 4.

Le calcul du montant des parts proportionnelles et fixes est déterminé ainsi : seule la part communautaire est votée annuellement, la part délégataire est, quant à elle, contractuellement révisée. Les montants des parts communautaires sont déterminés en fonction des charges d'exploitation du service nécessaires à l'exercice de ses missions et en fonction des investissements à réaliser pour moderniser, améliorer ou prendre en compte les équipements nouveaux selon le programme annuel d'Investissement retenu.

**Indicateur D204.0 Prix ttc du service au m3 pour 120 m<sup>3</sup>**

Ce prix intègre toutes les composantes du service rendu ainsi que la redevance modernisation des réseaux de collecte de l'agence de l'eau, ainsi que la TVA.

|                            | part CC |        |           | part délégataire |        |           |
|----------------------------|---------|--------|-----------|------------------|--------|-----------|
|                            | 2016    | 2017   | variation | 2016             | 2017   | variation |
| <b>CONTRAT GENERAL</b>     |         |        |           |                  |        |           |
| abonnement                 | 45,86   | 45,86  | 0,00%     | 46,38            | 46,62  | 0 %       |
| m3 consommé                | 0,5686  | 0,5686 | 0,00%     | 1,0540           | 1,0594 | 0 %       |
| <b>PLUMERGAT</b>           |         |        |           |                  |        |           |
| abonnement                 | 39,44   | 39,44  | 0,00%     | 46,38            | 46,62  | 0 %       |
| m3 consommé                | 0,4769  | 0,4769 | 0,00%     | 1,0540           | 1,054  | 0 %       |
| <b>LANDEVANT</b>           |         |        |           |                  |        |           |
| abonnement                 | 39,44   | 39,44  | 0,00%     | 46,38            | 46,62  | 0 %       |
| m3 consommé                | 0,5686  | 0,5686 | 0,00%     | 1,0540           | 1,054  | 0 %       |
| <b>LANDAUL</b>             |         |        |           |                  |        |           |
| abonnement                 | 45,86   | 45,86  | 0,00%     | 33,85            | 34,70  | 0,01%     |
| m3 consommé                | 0,9369  | 0,9369 | 0,00%     | 0,7260           | 0,7440 | 0,01%     |
| <b>CAMORS</b>              |         |        |           |                  |        |           |
| abonnement                 | 39,44   | 39,44  | 0,00%     | 33,85            | 34,16  | 0,01%     |
| m3 consommé                | 0,5227  | 0,5227 | 0,00%     | 0,7260           | 0,7330 | 0,01%     |
| <b>PLUVIGNER</b>           |         |        |           |                  |        |           |
| abonnement                 | 45,86   | 45,86  | 0,00%     | 33,71            | 34,16  | 0,01%     |
| m3 consommé                | 0,9369  | 0,9369 | 0,00%     | 0,7230           | 0,7330 | 0,01%     |
| <b>CARNAC - LA TRINITE</b> |         |        |           |                  |        |           |
| abonnement                 | 70,00   | 70,00  | 0,00%     | 58,01            | 58,28  | 0,00 %    |
| m3 consommé                | 0,4300  | 0,4300 | 0,00%     | 1,2050           | 1,2105 | 0,00%     |

|                                     | 2016 | 2017 | variation |
|-------------------------------------|------|------|-----------|
| Agence de l'eau Loire Bretagne      |      |      |           |
| Redevance modernisation des réseaux | 0.18 | 0,18 | 0%        |
| Etat                                |      |      |           |
| TVA                                 | 10%  | 10%  | 0 %       |

Le montant TTC de la facture d'eau de 120 m3 en 2016 est de :

- 270,47 € pour la commune de Camors:
  - Part collectivité : 102,16 €
  - Part délégataire : 122,12 €
  - Part des redevances et les taxes afférentes au service : 46,19 €
  - Montant de la facture non proportionnel au volume d'eau consommé
    - Part revenant à la collectivité : 39,44€
    - Part revenant aux délégataires : 34,16€
  
- 334,26 € pour la commune de Landaul:
  - Part collectivité : 158, 29 €
  - Part délégataire : 123,98 €
  - Part des redevances et les taxes afférentes au service : 51,99 €
  - Montant de la facture non proportionnel au volume d'eau consommé
    - Part revenant à la collectivité : 45,86 €
    - Part revenant aux délégataires : 34,70€
  
- 332,21 € pour la commune de Pluvigner:
  - Part collectivité : 158, 29 €
  - Part délégataire : 122,12 €
  - Part des redevances et les taxes afférentes au service : 51, 80 €
  - Montant de la facture non proportionnel au volume d'eau consommé
    - Part revenant à la collectivité : 45,86 €
    - Part revenant aux délégataires : 34,16€
  
- 381,41 € TTC pour les communes de Carnac et La Trinité sur Mer :
  - Part collectivité : 121,6€
  - Part délégataire : 203,54€
  - Part des redevances et les taxes afférentes au service : 56,27€
  - Montant de la facture non proportionnel au volume d'eau consommé
    - part revenant à la collectivité : 70€
    - Part revenant aux délégataires : 58,28
  
- 333, 32 € TTC pour la commune de Landevant :
  - Part collectivité :107, 67 €
  - Part délégataire : 173,75€
  - Part des redevances et les taxes afférentes au service : 51,90 €
  - Montant de la facture non proportionnel au volume d'eau consommé
    - part revenant à la collectivité : 39,44 €
    - Part revenant au délégataire : 46,62 €.



- 333, 32 € TTC pour la commune de PLUMERGAT :
  - Part collectivité : 96,43 €
  - Part délégataire : 173,75€
  - Part des redevances et les taxes afférentes au service : 50,78 €
  - Montant de la facture non proportionnel au volume d'eau consommé
    - part revenant à la collectivité : 39,44 €
    - Part revenant au délégataire : 46,62 €.
- 340, 38 € TTC pour le reste des communes :
  - Part collectivité : 114,09€
  - Part délégataire : 173,75€
  - Part des redevances et les taxes afférentes au service : 52,54€
  - Montant de la facture non proportionnel au volume d'eau consommé
    - part revenant à la collectivité : 45,86€
    - Part revenant au délégataire : 46,62 €

Ce prix intègre toutes les composantes du service rendu (collecte, transfert et traitement) ainsi que la redevance modernisation des réseaux de l'agence de l'eau, et la TVA.

La facture d'eau potable et d'assainissement au 1<sup>er</sup> janvier 2017 pour une consommation de 120 m3 est présentée en annexe 2.

#### Les autres tarifs

|          |                                                             | 2015    | 2016    |
|----------|-------------------------------------------------------------|---------|---------|
| existant | Redevance par branchement hors CARNAC – LA TRINITE SUR MER  | 573 €   | 1 960 € |
| existant | Redevance par branchement CARNAC – LA TRINITE SUR MER       | 563 €   | 1 960 € |
| PFAC     | Redevance par raccordement hors CARNAC – LA TRINITE SUR MER | 1 958 € | 1 960 € |
| PFAC     | Redevance par raccordement CARNAC – LA TRINITE SUR MER      | 1 893 € | 1 960 € |

- 1 PFAC par lot pour les lotissements,
- 1 PFAC par logement pour les habitations individuelles,
- 1 PFAC par local commercial, artisanal, industriel ou de service,
- pour les immeubles collectifs, le règlement du service d'assainissement collectif, détermine un coefficient, par type de collectifs, permettant de fixer le nombre de logements à prendre en compte pour le calcul de la PFAC, arrondi à l'unité supérieure.

Les montants des participations au financement de l'assainissement collectif ont évolué au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

### 3.5 ELEMENTS FINANCIERS

#### 3.5.1 Exécution budgétaire 2017

Le service de l'assainissement dispose de deux budgets annexes : l'un pour le collectif et le second pour le non collectif. Leur exécution peut être décrite, en grande masse de la manière suivante pour l'exercice 2017 et sont issus du compte administratif 2017 :

#### Assainissement collectif (budget 08)

La section d'investissement du budget annexe de l'assainissement se présente comme suit :

- Les dépenses d'investissement de l'exercice 2017, présentées dans le tableau ci-après, se montent à 11 263 639,54 €HT auxquels s'ajoutent 2 545 869 € de restes à réaliser:

| SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES        |                              | CA 2017                |
|--------------------------------------------|------------------------------|------------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>     |                              | <b>4 049 859,97 €</b>  |
| 16                                         | Emprunt et dettes assimilées | 2 309 956,82 €         |
| <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES</b>          |                              | <b>6 359 816,79 €</b>  |
| 040                                        | Opérations d'ordre           | 1 724 236,20 €         |
| 041                                        | Opérations patrimoniales     | - €                    |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b> |                              | <b>8 084 052,99 €</b>  |
| 001                                        | Déficit antérieur reporté    | 3 185 586,55 €         |
| <b>DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>    |                              | <b>11 269 639,54 €</b> |

Le détail de ces dépenses d'investissement est le suivant :

- Des dépenses relatives à des opérations d'équipement pour un montant de 4 049 859,97 € auxquels s'ajoutent 2 545 869 € de restes à réaliser;
  - Le remboursement du capital de la dette pour un montant de 2 309 956,82 € ;
  - Des dépenses d'ordre correspondant à l'amortissement du stock de subventions d'équipement pour un montant de 1 724 236,20 € ;
  - Le report du déficit d'investissement 2016 pour un montant de 3 185 586,55 €.
- Les recettes d'investissement de l'exercice 2017 se montent à 7 435 743 € auxquels s'ajoutent 3 223 276 € de restes à réaliser. Ces recettes d'investissement sont présentées dans le tableau ci-dessous :

| SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES        |                                       | CA 2017               |
|--------------------------------------------|---------------------------------------|-----------------------|
| 13                                         | Subventions d'investissement          | 1 467 892,40 €        |
| 16                                         | recettes d'emprunt                    | 522 114,60 €          |
| 23                                         | Immobilisations en cours              | 963,04 €              |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>          |                                       | <b>1 990 970,04 €</b> |
| 040                                        | Opérations d'ordre                    | 2 640 387,10 €        |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT</b> |                                       | <b>4 631 357,14 €</b> |
| 1068                                       | Excédent de fonctionnement capitalisé | 2 804 386,55 €        |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>  |                                       | <b>7 435 743,69 €</b> |

Le détail de ces recettes d'investissement est le suivant :

- Des subventions d'investissement pour un montant de 1 467 892,40 € auxquelles s'ajoutent 2 523 276 € de restes à réaliser ;
- Des recettes d'emprunt pour un montant de 522 114,60 € auxquelles s'ajoutent 700 000 euros de restes à réaliser;
- Des immobilisations en cours reçues pour un montant de 963,04 € ;
- Des amortissements des immobilisations pour un montant de 2 565 575,12€ ;
- Des sorties d'actifs pour un montant de 74 811,98 € ;
- Une affectation du résultat pour un montant de 2 804 386,55 €.

La section fonctionnement du budget annexe de l'assainissement se présente comme suit :

- Les dépenses de fonctionnement de l'exercice 2017 s'élèvent à 4 589 281,71 € et sont détaillées dans le tableau ci-après :

| SECTION DDE FONCTIONNEMENT - DEPENSES         |                                         | CA 2017               |
|-----------------------------------------------|-----------------------------------------|-----------------------|
| 011                                           | Charges à caractère général             | 129 623,58 €          |
| 012                                           | Charges de personnel et frais assimilés | 425 746,28 €          |
| 65                                            | Autres charges de gestion courante      | 44 339,50 €           |
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE GESTION COURANTE</b> |                                         | <b>599 709,36 €</b>   |
| 66                                            | Intérêts de la dette                    | 470 769,13 €          |
| 67                                            | Charges exceptionnelles                 | 878 416,15 €          |
| <b>Charges financières et exceptionnelles</b> |                                         | <b>1 349 185,28 €</b> |
| <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES</b>             |                                         | <b>1 948 894,64 €</b> |
| Opérations de transfert entre sections        |                                         | 2 640 387,10 €        |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION</b>      |                                         | <b>4 589 281,74 €</b> |
| 002                                           | Déficit d'exploitation reporté          |                       |
| <b>DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>       |                                         | <b>4 589 281,74 €</b> |

Ces dépenses de fonctionnement se décomposent de la manière suivante :

- Charges à caractère général : 129 623,58 € ;
- Charges de personnel et frais assimilés : 425 746 ;
- Autres charges d'exploitation : 44 339,50 € ;
- Intérêts de la dette : 470 469,13 € ;
- Charges exceptionnelles : 878 416,15 € ;
- Des opérations de transfert entre sections pour un montant total de 2 565 575,12 €.
- Sorties d'actifs pour un montant de 74 811,98€.

Les recettes de fonctionnement s'élèvent à 7 805 051,26 € en 2017 et se décomposent de la manière suivante :

| <b>SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES</b>   |                                                    | <b>CA 2017</b>        |
|-----------------------------------------------|----------------------------------------------------|-----------------------|
| <b>70</b>                                     | <b>Ventes de prod. Fab., prest. Serv., marchés</b> | <b>5 679 848,15 €</b> |
| 704                                           | Travaux                                            | 759 196,34 €          |
| 70611                                         | Redevance d'assainissement collectif               | 4 920 651,81 €        |
| <b>74</b>                                     | <b>Subventions d'exploitation</b>                  | <b>9 600,00 €</b>     |
| <b>75</b>                                     | <b>Autres produits de gestion courante</b>         |                       |
|                                               |                                                    |                       |
| <b>013</b>                                    | <b>Atténuations de charges</b>                     | <b>6 183,00 €</b>     |
| <b>TOTAL DES RECETTES DE GESTION COURANTE</b> |                                                    | <b>5 695 631,15 €</b> |
| 77                                            | Produits exceptionnels                             | 4,00 €                |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>             |                                                    | <b>5 695 635,15 €</b> |
| Recettes d'ordre de fonctionnement            |                                                    |                       |
| 777                                           | Quote-part des subventions d'investissement        | 1 724 236,20 €        |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION</b>      |                                                    | <b>7 419 871,35 €</b> |
| 002                                           | Excédent d'exploitation reporté                    | 385 179,91 €          |
| <b>RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>       |                                                    | <b>7 805 051,26 €</b> |

Ces recettes de fonctionnement se décomposent de la manière suivante :

- Produits d'exploitation issus de travaux : 759 196,34 € ; correspondant principalement aux produits des branchements et des recettes de PFAC.
- Redevance d'assainissement : 4 920 651,81 € ;
- Atténuation de charges : 6 183 € ;
- Quote-part des subventions d'investissement versée à la section de fonctionnement : 1 724 236,20 €.

## 3.6 ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

### 3.6.1 Contexte institutionnel

- Rappel des textes

Textes codifiés : code de la santé publique, code général des collectivités territoriales, de la construction et de l'habitation, de l'urbanisme et de l'environnement, la loi sur l'eau et les milieux aquatiques du 30 décembre 2006.

Textes non codifiés : arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 (prescriptions techniques en ANC), arrêté du 27 avril 2012 (modalités de la mission de contrôle) et arrêté du 21 juillet 2015.

Document technique : DTU 64.1 d'août 2013 (norme AFNOR)

- Définition de l'assainissement non collectif

Toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées.

- Différents contrôles :
  - Le contrôle de conception qui consiste en une validation des projets d'installations neuves
  - Le contrôle de réalisation qui consiste en une vérification des travaux des installations neuves
  - Le contrôle de fonctionnement qui consiste en une vérification du fonctionnement des installations existantes
  - Le diagnostic vente qui consiste en une vérification de la conformité des installations existantes

### 3.6.2 Indicateurs

Le rapport sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement non collectif comporte trois indicateurs présentés ci-après.

#### Evaluation du nombre d'habitants desservis (D301.0)

L'estimation est basée sur le nombre de filières d'assainissement non collectif recensées (contrôlées ou non) multiplié par la taille des ménages donnée par l'INSEE par commune. Certaines filières peuvent concerner des résidences secondaires.

| Commune                  | Nombre de filières d'assainissement non collectif | Taille ménage | Population estimée |
|--------------------------|---------------------------------------------------|---------------|--------------------|
| AURAY                    | 72                                                | 1,88          | 135                |
| BELZ                     | 620                                               | 1,99          | 1234               |
| BREC'H                   | 813                                               | 2,45          | 1992               |
| CAMORS                   | 1265                                              | 2,34          | 2960               |
| CARNAC                   | 305                                               | 1,91          | 583                |
| CRAC'H                   | 959                                               | 2,20          | 2110               |
| ERDEVEN                  | 836                                               | 2,19          | 1831               |
| ETEL                     | 3                                                 | 1,87          | 6                  |
| HOEDIC                   | 10                                                | 2,05          | 21                 |
| HOUAT                    | 16                                                | 1,85          | 30                 |
| LA TRINITE SUR MER       | 10                                                | 1,91          | 19                 |
| LANDAUL                  | 382                                               | 2,60          | 993                |
| LANDEVANT                | 385                                               | 2,51          | 966                |
| LOCMARIAQUER             | 427                                               | 2,03          | 867                |
| LOCOAL-MENDON            | 1067                                              | 2,47          | 2635               |
| PLOEMEL                  | 375                                               | 2,43          | 910                |
| PLOUHARNEL               | 300                                               | 2,24          | 672                |
| PLUMERGAT                | 946                                               | 2,61          | 2469               |
| PLUNERET                 | 590                                               | 2,38          | 1404               |
| PLUVIGNER                | 1381                                              | 2,35          | 3245               |
| QUIBERON                 | 93                                                | 1,86          | 173                |
| SAINT PHILIBERT          | 232                                               | 2,05          | 476                |
| SAINT PIERRE<br>QUIBERON | 53                                                | 1,93          | 102                |
| SAINTE ANNE D'AURAY      | 54                                                | 2,40          | 130                |
| <b>TOTAL</b>             | <b>11194</b>                                      |               | <b>25 962</b>      |

### Indice de mise en œuvre de l'assainissement non collectif (D302.0)

Cet indice permet d'apprécier l'étendue des prestations assurées en assainissement non collectif.

L'indice est obtenu en faisant la somme des points indiqués dans les tableaux A et B ci-dessous. Le tableau B n'est pris en compte que si le total obtenu pour le tableau A est 100.

#### A – Éléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du SPANC

|                                                                          | OUI | NON |
|--------------------------------------------------------------------------|-----|-----|
| - Délimitation des zones d'assainissement non collectif par délibération | 20  | 0   |
| - Application d'un règlement du SPANC approuvé par délibération          | 20  | 0   |

|                                                                                                                                   |    |   |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|---|
| - Mise en œuvre de la vérification de conception et d'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de 8 ans | 30 | 0 |
| - Mise en œuvre du diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des autres installations                                       | 30 | 0 |

#### B – Eléments facultatifs du SPANC

|                                                                                                                                           | OUI | NON |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|-----|
| - Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations                                     | 10  | 0   |
| - Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations | 20  | 0   |
| - Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidanges                                                         | 10  | 0   |

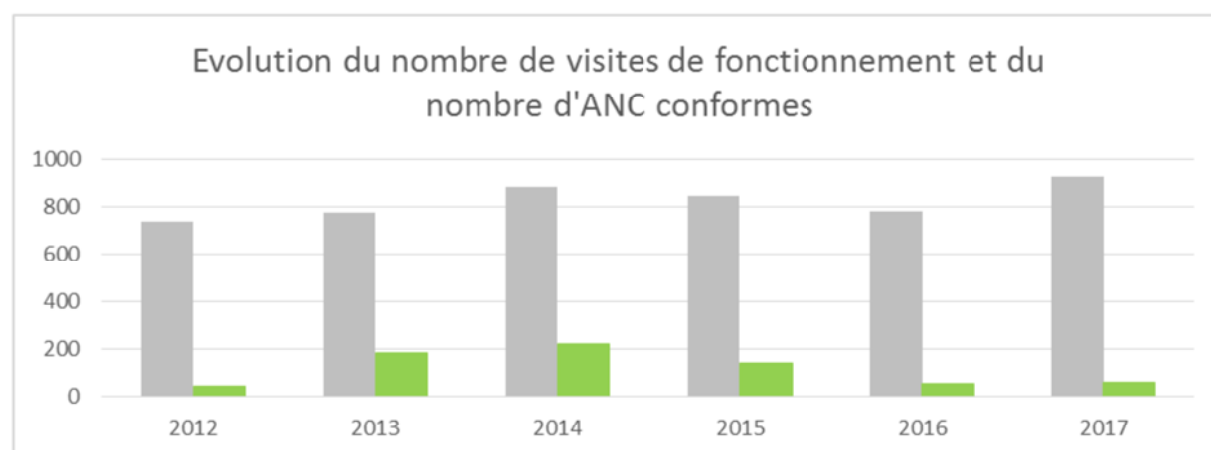
|                                                                             |                                                                                                                                         | Nombre de points | AURAY | BELZ | BRECH | CAMORS | CARNAC | CRACH | ERDEVEN | ETEL | HOEDIC | HOUAT | LA TRINITE SUR MER | LANDAUL | LANDEVANT | LOCMARIAQUER | LOCOAL-MENDON | PLOEMEL | PLOUHARNEL | PLUMERGAT | PLUNERET | PLUVIGNER | QUIBERON | SAINT-PHILIBERT | SAINT PIERRE QUIBERON | SAINTE ANNE D'AURAY |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|-------|------|-------|--------|--------|-------|---------|------|--------|-------|--------------------|---------|-----------|--------------|---------------|---------|------------|-----------|----------|-----------|----------|-----------------|-----------------------|---------------------|
| <b>Eléments obligatoires pour l'évaluation de la mise en œuvre du SPANC</b> | Délimitation des zones d'assainissement non collectif par délibération                                                                  | 20               | 20    | 20   | 20    | 20     | 20     | 20    | 20      | 0    | 0      | 20    | 20                 | 0       | 0         | 20           | 20            | 20      | 20         | 0         | 20       | 0         | 20       | 20              | 0                     | 20                  |
|                                                                             | Application d'un règlement du SPANC approuvé par délibération                                                                           | 20               | 20    | 20   | 20    | 20     | 20     | 20    | 20      | 20   | 20     | 20    | 20                 | 20      | 20        | 20           | 20            | 20      | 20         | 20        | 20       | 20        | 20       | 20              | 20                    | 20                  |
|                                                                             | Mise en œuvre de la vérification de conception et d'exécution des installations réalisées ou réhabilitées depuis moins de 8 ans         | 30               | 30    | 30   | 30    | 30     | 30     | 30    | 30      | 30   | 30     | 30    | 30                 | 30      | 30        | 30           | 30            | 30      | 30         | 30        | 30       | 30        | 30       | 30              | 30                    | 30                  |
|                                                                             | Mise en œuvre du diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien des autres installations                                               | 30               | 30    | 30   | 30    | 30     | 30     | 30    | 30      | 30   | 30     | 30    | 30                 | 30      | 30        | 30           | 30            | 30      | 30         | 30        | 30       | 30        | 30       | 30              | 30                    | 30                  |
| <b>Eléments facultatifs du SPANC</b>                                        | Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire l'entretien des installations                                     | 10               | 0     | 0    | 0     | 0      | 0      | 0     | 0       | 0    | 0      | 0     | 0                  | 0       | 0         | 0            | 0             | 0       | 0          | 0         | 0        | 0         | 0        | 0               | 0                     | 0                   |
|                                                                             | Existence d'un service capable d'assurer à la demande du propriétaire les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations | 20               | 20    | 20   | 20    | 20     | 20     | 20    | 20      | 20   | 20     | 20    | 20                 | 20      | 20        | 20           | 20            | 20      | 20         | 20        | 20       | 20        | 20       | 20              | 20                    | 20                  |
|                                                                             | Existence d'un service capable d'assurer le traitement des matières de vidanges                                                         | 10               | 0     | 0    | 0     | 0      | 0      | 0     | 0       | 0    | 0      | 0     | 0                  | 0       | 0         | 0            | 0             | 0       | 0          | 0         | 0        | 0         | 0        | 0               | 0                     | 0                   |
| <b>TOTAL</b>                                                                |                                                                                                                                         | 140              | 120   | 120  | 120   | 120    | 120    | 120   | 120     | 100  | 100    | 120   | 120                | 100     | 100       | 120          | 120           | 120     | 120        | 100       | 120      | 100       | 120      | 120             | 100                   | 120                 |



Après pondération de ces indices par la population desservie par le service de chacune des communes, l'indice de mise en œuvre globale de l'assainissement non collectif est de **114,17/140**.

## Taux de conformité des dispositifs d'assainissement non collectif suite aux visites de fonctionnement (P301.3)

|       | Nombre de Visites de fonctionnement | Nombre d'ANC conforme | Taux de conformité |
|-------|-------------------------------------|-----------------------|--------------------|
| 2012  | 737                                 | 43                    | 6%                 |
| 2013  | 777                                 | 187                   | 24%                |
| 2014  | 885                                 | 220                   | 25%                |
| 2015  | 848                                 | 144                   | 17%                |
| 2016  | 782                                 | 53                    | 7%                 |
| 2017  | 927                                 | 61                    | 7%                 |
| TOTAL | 4956                                | 708                   | 14%                |



Parmi les 4956 assainissements non collectifs contrôlés depuis 2012 dans le cadre des visites de fonctionnement, 14% sont considérés comme conformes (installations ne présentant pas de défauts selon la réglementation en vigueur).

### 3.6.3 Récapitulatif des contrôles effectués par le service

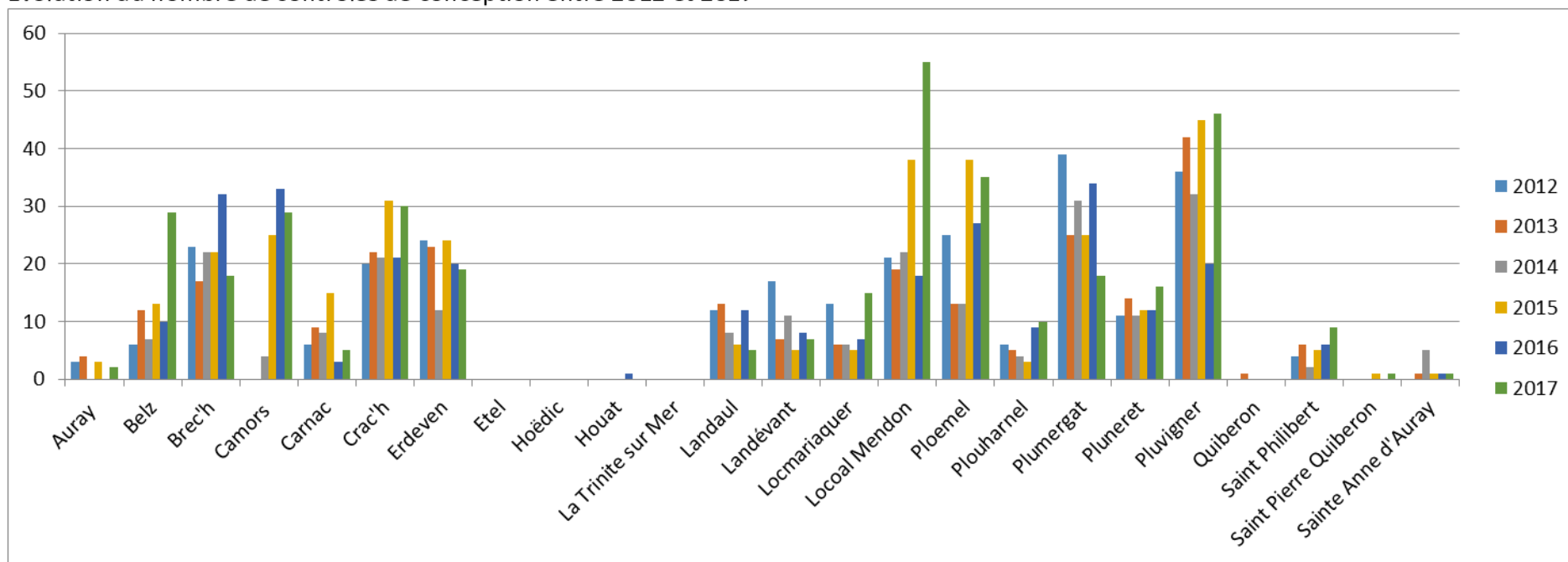
#### 3.6.3.1 Contrôles de conception

Ce contrôle consiste à vérifier la compatibilité de la filière projetée avec l'étude de sol et les textes cités en préambule. Les contrôles de conception (dépôt d'un permis de construire et projet de réhabilitation) font l'objet d'un compte rendu détaillé dont un exemplaire est adressé au propriétaire de l'installation et un second à la mairie de la commune concernée.

Les contrôles de conception réalisés entre 2012 et 2017 par les agents du service du SPANC sont détaillés aux pages suivantes.

| Communes              | 2012                                                                                          |           | 2013       |           | 2014       |          | 2015       |          | 2016       |          | 2017       |          |
|-----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|------------|-----------|------------|----------|------------|----------|------------|----------|------------|----------|
|                       | PC/PR/DT                                                                                      | CU/LT     | PC/PR/DT   | CU/LT     | PC/PR      | CU       | PC/PR      | CU       | PC/PR      | CU       | PC/PR      | CU       |
| Auray                 | 3                                                                                             | 0         | 4          | 0         | 0          | 0        | 3          | 0        | 0          |          | 2          |          |
| Belz                  | 6                                                                                             | 0         | 12         | 0         | 7          | 1        | 13         | 0        | 9          | 1        | 29         |          |
| Brec'h                | 23                                                                                            | 2         | 17         | 2         | 22         | 1        | 22         | 0        | 32         |          | 18         |          |
| Camors                |                                                                                               |           |            |           | 4          | 0        | 25         | 0        | 29         | 4        | 27         | 2        |
| Camac                 | 6                                                                                             | 2         | 9          | 0         | 8          | 0        | 15         | 0        | 3          |          | 5          |          |
| Crac'h                | 20                                                                                            | 1         | 22         | 0         | 21         | 0        | 30         | 1        | 21         |          | 30         |          |
| Erdeven               | 24                                                                                            | 0         | 23         | 0         | 12         | 0        | 24         | 0        | 20         |          | 19         |          |
| Etel                  | 0                                                                                             | 0         | 0          | 0         | 0          | 0        | 0          | 0        | 0          |          | 0          |          |
| Hoëdic                | 0                                                                                             | 0         | 0          | 0         | 0          | 0        | 0          | 0        | 0          |          | 0          |          |
| Houat                 | 0                                                                                             | 0         | 0          | 0         | 0          | 0        | 0          | 0        | 1          |          | 0          |          |
| La Trinite sur Mer    | 0                                                                                             | 0         | 0          | 0         | 0          | 0        | 0          | 0        | 0          |          | 0          |          |
| Landaul               | 12                                                                                            | 0         | 13         | 0         | 8          | 0        | 6          | 0        | 11         | 1        | 5          |          |
| Landévant             | 17                                                                                            | 0         | 7          | 0         | 11         | 0        | 5          | 0        | 8          |          | 7          |          |
| Locmariaquer          | 13                                                                                            | 1         | 6          | 0         | 6          | 0        | 5          | 0        | 7          |          | 15         |          |
| Locoal Mendon         | 21                                                                                            | 2         | 19         | 0         | 22         | 0        | 38         | 0        | 18         |          | 55         |          |
| Ploemel               | 25                                                                                            | 3         | 13         | 2         | 13         | 0        | 38         | 0        | 27         |          | 35         |          |
| Plouhamel             | 6                                                                                             | 0         | 5          | 0         | 4          | 0        | 3          | 0        | 9          |          | 10         |          |
| Plumergat             | 39                                                                                            | 16        | 25         | 2         | 31         | 0        | 25         | 0        | 34         |          | 18         |          |
| Plunerec              | PC : Permis de construire / PR : projet de Réhabilitation / DT : Demande de travaux / CU : 16 |           |            |           |            |          |            |          |            |          |            |          |
| Pluvigner             | Certificat d'urbanisme / T : Permis de Lotir                                                  |           |            |           |            |          |            |          |            |          |            |          |
| Quiberon              | 0                                                                                             | 0         | 1          | 0         | 0          | 0        | 0          | 0        | 0          |          | 0          |          |
| Saint Philibert       | 4                                                                                             | 0         | 6          | 0         | 2          | 0        | 5          | 0        | 5          | 1        | 9          |          |
| Saint Pierre Quiberon | 0                                                                                             | 1         | 0          | 0         | 0          | 0        | 1          | 0        | 0          |          | 1          |          |
| Sainte Anne d'Auray   | 0                                                                                             | 0         | 1          | 0         | 5          | 0        | 1          | 0        | 1          |          | 1          |          |
| <b>TOTAL</b>          | <b>266</b>                                                                                    | <b>57</b> | <b>239</b> | <b>17</b> | <b>219</b> | <b>9</b> | <b>315</b> | <b>2</b> | <b>267</b> | <b>7</b> | <b>348</b> | <b>2</b> |
|                       | <b>323</b>                                                                                    |           | <b>256</b> |           | <b>228</b> |          | <b>317</b> |          | <b>274</b> |          | <b>350</b> |          |

Evolution du nombre de contrôles de conception entre 2012 et 2017

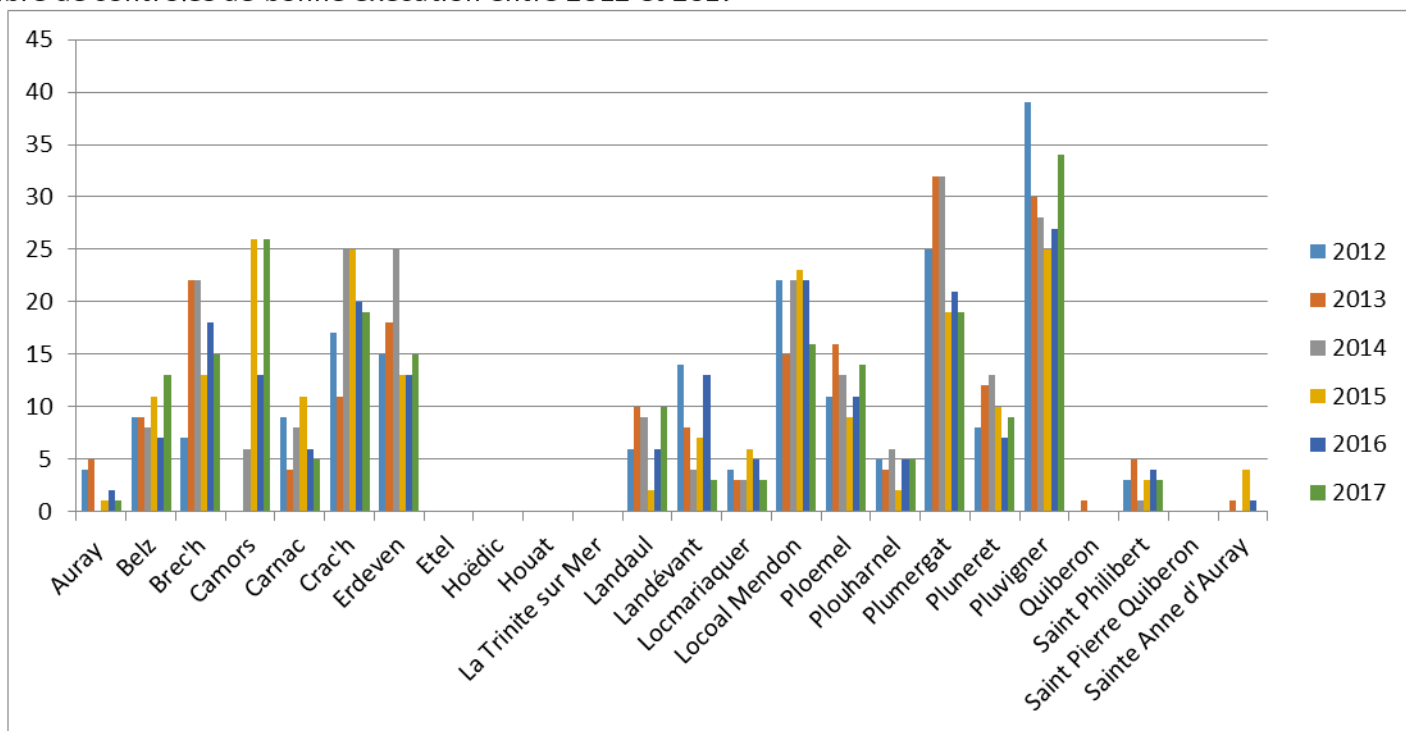


### 3.6.3.2 Contrôles de bonne exécution

Il se traduit par une ou plusieurs visites sur site pour vérifier la conformité des travaux au projet. Les contrôles de bonne exécution font l'objet d'un compte rendu détaillé dont un exemplaire est adressé au propriétaire de l'installation et un second à la mairie de la commune concernée. Les contrôles de bonne exécution réalisés entre 2012 et 2017 par les agents du SPANC sont détaillés aux pages suivantes.

| <b>Communes</b>          | <b>2012</b> | <b>2013</b> | <b>2014</b> | <b>2015</b> | <b>2016</b> | <b>2017</b> |
|--------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Auray                    | 4           | 5           | 0           | 1           | 2           | 1           |
| Belz                     | 9           | 9           | 8           | 11          | 7           | 13          |
| Brec'h                   | 7           | 22          | 22          | 13          | 18          | 15          |
| Camors                   |             |             | 6           | 26          | 13          | 26          |
| Carnac                   | 9           | 4           | 8           | 11          | 6           | 5           |
| Crac'h                   | 17          | 11          | 25          | 25          | 20          | 19          |
| Erdeven                  | 15          | 18          | 25          | 13          | 13          | 15          |
| Etel                     |             |             |             | 0           | 0           | 0           |
| Hoëdic                   |             |             |             | 0           | 0           | 0           |
| Houat                    |             |             |             | 0           | 0           | 0           |
| La Trinite sur Mer       | 0           | 0           | 0           | 0           | 0           | 0           |
| Landaul                  | 6           | 10          | 9           | 2           | 6           | 10          |
| Landévant                | 14          | 8           | 4           | 7           | 13          | 3           |
| Locmariaquer             | 4           | 3           | 3           | 6           | 5           | 3           |
| Locoal Mendon            | 22          | 15          | 22          | 23          | 22          | 16          |
| Ploemel                  | 11          | 16          | 13          | 9           | 11          | 14          |
| Plouharnel               | 5           | 4           | 6           | 2           | 5           | 5           |
| Plumergat                | 25          | 32          | 32          | 19          | 21          | 19          |
| Pluneret                 | 8           | 12          | 13          | 10          | 7           | 9           |
| Pluvigner                | 39          | 30          | 28          | 25          | 27          | 34          |
| Quiberon                 | 0           | 1           | 0           | 0           | 0           | 0           |
| Saint Philibert          | 3           | 5           | 1           | 3           | 4           | 3           |
| Saint Pierre<br>Quiberon | 0           | 0           | 0           | 0           | 0           | 0           |
| Sainte Anne d'Auray      | 0           | 1           | 0           | 4           | 1           | 0           |
| <b>TOTAL</b>             | <b>198</b>  | <b>206</b>  | <b>225</b>  | <b>210</b>  | <b>201</b>  | <b>210</b>  |

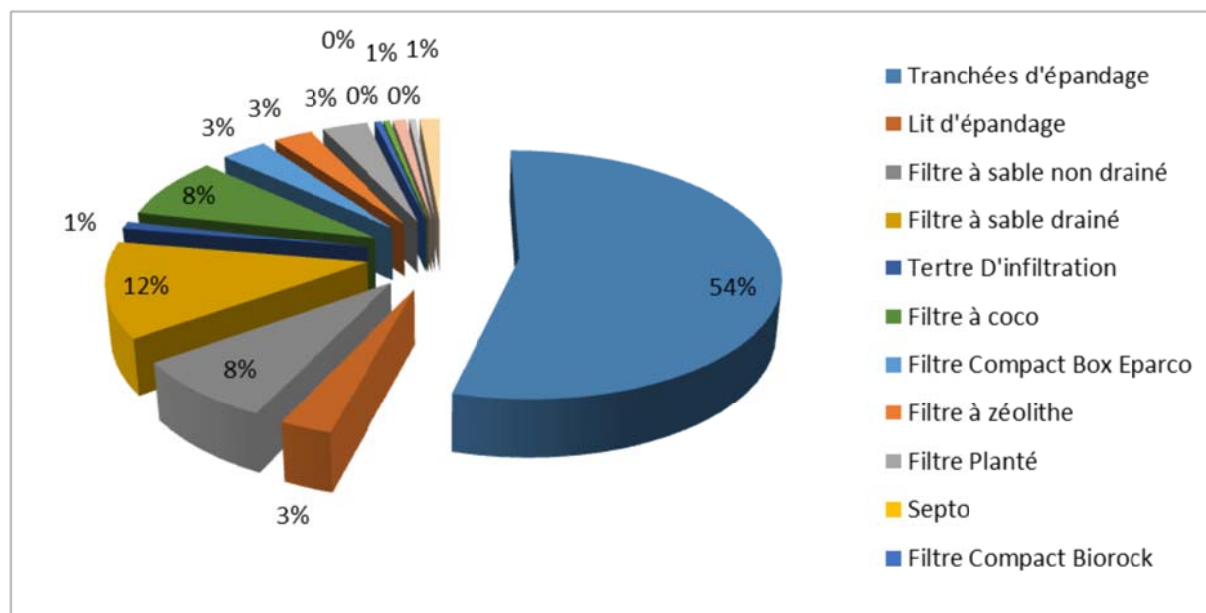
Evolution du nombre de contrôles de bonne exécution entre 2012 et 2017



Les tableaux et graphiques ci-dessous détaillent les caractéristiques techniques des filières d'assainissement non collectif neuves contrôlées en 2017.

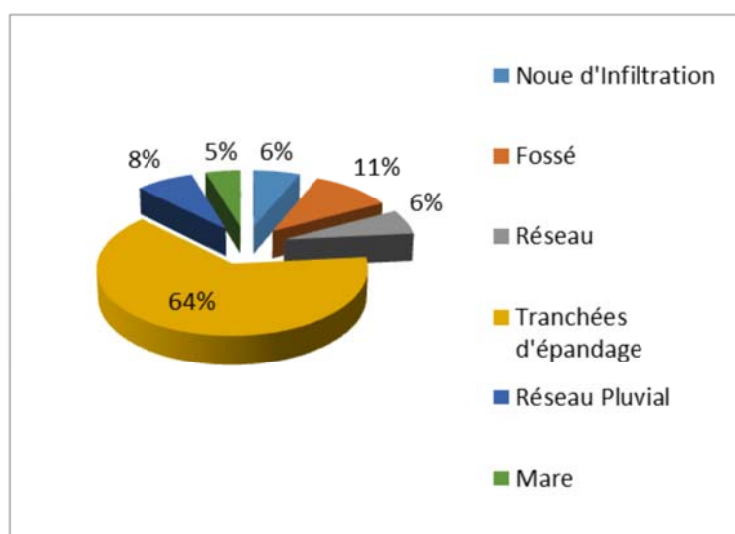
Les différents types de filières :

| Type de Filière           | Nombre     | %   |
|---------------------------|------------|-----|
| Tranchées d'épandage      | 114        | 54% |
| Lit d'épandage            | 6          | 3%  |
| Filtre à sable non drainé | 17         | 8%  |
| Filtre à sable drainé     | 26         | 12% |
| Terre D'infiltration      | 2          | 1%  |
| Filtre à coco             | 17         | 8%  |
| Filtre Compact Box Eparco | 7          | 3%  |
| Filtre à zéolithe         | 6          | 3%  |
| Filtre Planté             | 7          | 3%  |
| Septo                     | 0          | 0%  |
| Filtre Compact Biorock    | 1          | 0%  |
| Microstation              | 1          | 0%  |
| Filtre Compact Clearfox   | 0          | 0%  |
| Microstation Enviroseptic | 2          | 1%  |
| Filtre Compact Bionut     | 1          | 0%  |
| Filtre Compact X-Perco    | 3          | 1%  |
| Toilette sèche            | 0          | 0%  |
| <b>Total</b>              | <b>210</b> |     |



Les différents types de rejets :

| Type de rejet        | Nombre    | %   |
|----------------------|-----------|-----|
| Noue d'Infiltration  | 4         | 6%  |
| Fossé                | 7         | 11% |
| Réseau               | 4         | 6%  |
| Tranchées d'épandage | 41        | 64% |
| Réseau Pluvial       | 5         | 8%  |
| Mare                 | 3         | 5%  |
| <b>Total</b>         | <b>64</b> |     |



### 3.6.3.3 Contrôles de fonctionnement

Les visites de fonctionnement sont réalisées tous les 6 ans. La durée de la visite est d'environ 45 minutes par installation.

- Nombre de visites et répartition des classements

**927** assainissements non collectifs ont été contrôlés en 2017. Le détail des classements par communes est indiqué ci-dessus.



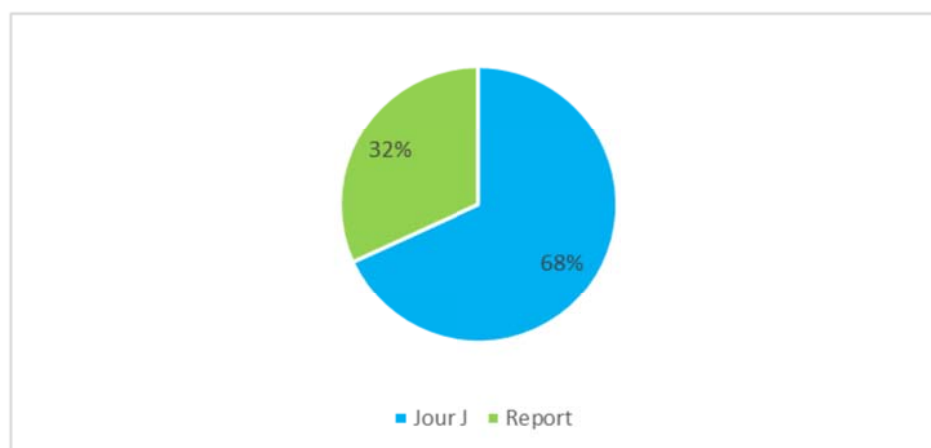
|                       | Installation ne présentant pas de défaut | Installation présentant des défauts d'entretien ou une usure de l'un de ses éléments constitutifs | Installation non conforme | installation non conforme (travaux obligatoires sous 4 ans) | Absence d'installation | Total      |
|-----------------------|------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------|-------------------------------------------------------------|------------------------|------------|
| Auray                 |                                          |                                                                                                   | 8                         |                                                             |                        | 8          |
| Belz                  | 1                                        | 3                                                                                                 | 7                         | 2                                                           |                        | 13         |
| Brech                 | 14                                       | 30                                                                                                | 227                       | 42                                                          | 2                      | 315        |
| Camors                |                                          |                                                                                                   | 2                         |                                                             |                        | 2          |
| Crach'                | 13                                       | 20                                                                                                | 116                       | 41                                                          | 3                      | 193        |
| Erdeven               | 14                                       | 6                                                                                                 | 57                        | 6                                                           | 1                      | 84         |
| La Trinité sur Mer    | 1                                        |                                                                                                   |                           |                                                             |                        | 1          |
| Landaul               | 2                                        | 4                                                                                                 | 25                        | 4                                                           |                        | 35         |
| Landévant             |                                          | 2                                                                                                 | 29                        | 4                                                           |                        | 35         |
| Locmariaquer          |                                          | 1                                                                                                 | 7                         | 4                                                           |                        | 12         |
| Locoal Mendon         | 4                                        | 5                                                                                                 | 11                        | 1                                                           |                        | 21         |
| Ploemel               | 1                                        | 6                                                                                                 | 17                        | 1                                                           |                        | 25         |
| Plouharnel            | 2                                        | 4                                                                                                 | 14                        | 4                                                           | 1                      | 25         |
| Plumergat             | 1                                        | 4                                                                                                 | 12                        |                                                             |                        | 17         |
| Pluneret              | 4                                        | 4                                                                                                 | 21                        | 7                                                           |                        | 36         |
| Pluvigner             |                                          |                                                                                                   |                           | 1                                                           |                        | 1          |
| Quiberon              |                                          |                                                                                                   |                           |                                                             |                        | 0          |
| Saint Philibert       | 4                                        | 13                                                                                                | 70                        | 17                                                          |                        | 104        |
| Saint Pierre Quiberon |                                          |                                                                                                   |                           |                                                             |                        | 0          |
| <b>TOTAL</b>          | <b>61</b>                                | <b>102</b>                                                                                        | <b>623</b>                | <b>134</b>                                                  | <b>7</b>               | <b>927</b> |
| <b>%</b>              | <b>7</b>                                 | <b>11</b>                                                                                         | <b>67</b>                 | <b>14</b>                                                   | <b>1</b>               | <b>100</b> |

Le graphique ci-dessous indique la répartition des classements pour les 927 assainissements non collectifs contrôlés en 2017, toutes communes confondues.



- Bilan des rendez-vous déplacés

|             | Jour J | Report |
|-------------|--------|--------|
| Nombre      | 632    | 295    |
| Pourcentage | 68%    | 32%    |



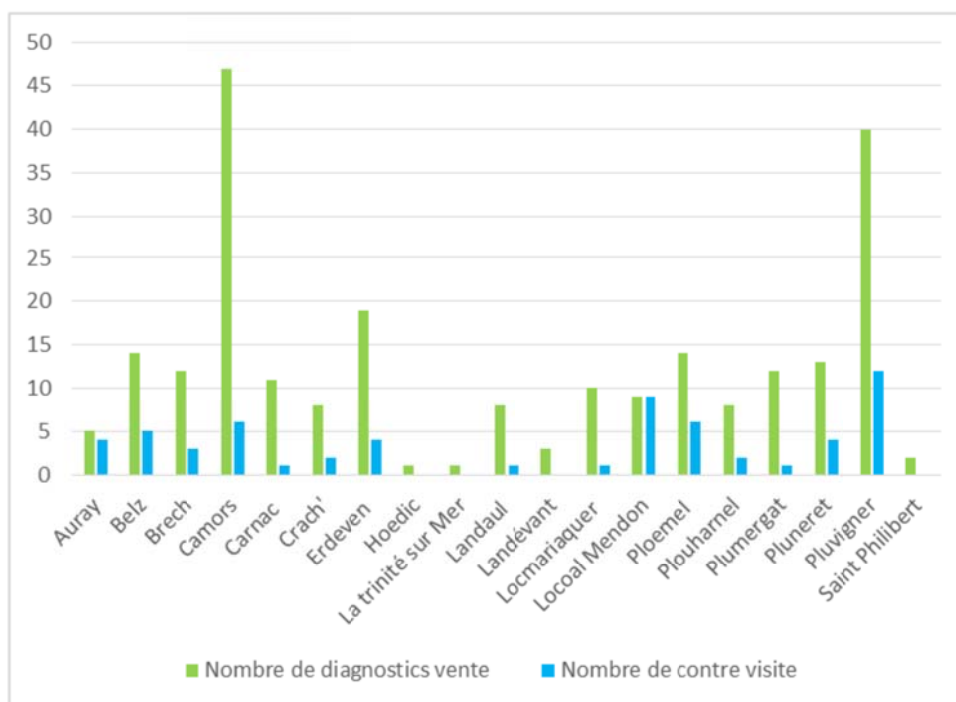
32% des rendez-vous programmés ont fait l'objet d'un report à l'initiative du propriétaire.

### 3.6.3.4 Contrôles lors de vente immobilière

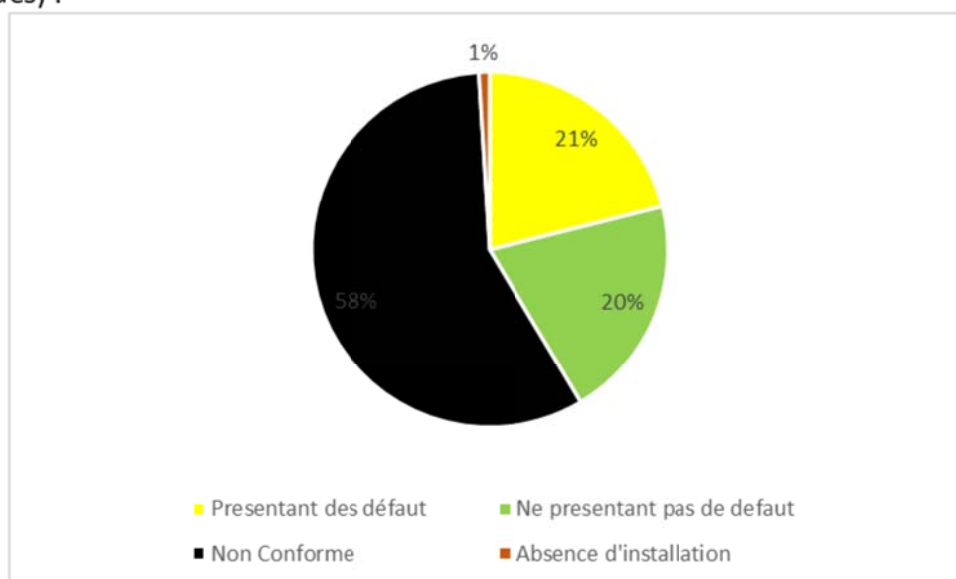
Ces contrôles sont obligatoires depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

| Communes              | Nombre de diagnostics vente | Nombre de contre visite | Total      |
|-----------------------|-----------------------------|-------------------------|------------|
| Auray                 | 5                           | 4                       | 9          |
| Belz                  | 14                          | 5                       | 19         |
| Brech                 | 12                          | 3                       | 15         |
| Camors                | 47                          | 6                       | 53         |
| Carnac                | 11                          | 1                       | 12         |
| Crach'                | 8                           | 2                       | 10         |
| Erdeven               | 19                          | 4                       | 23         |
| Hoedic                | 1                           |                         | 1          |
| La trinité sur Mer    | 1                           |                         | 1          |
| Landaul               | 8                           | 1                       | 9          |
| Landévant             | 3                           |                         | 3          |
| Locmariaquer          | 10                          | 1                       | 11         |
| Locoal Mendon         | 9                           | 9                       | 18         |
| Ploemel               | 14                          | 6                       | 20         |
| Plouharnel            | 8                           | 2                       | 10         |
| Plumergat             | 12                          | 1                       | 13         |
| Pluneret              | 13                          | 4                       | 17         |
| Pluvigner             | 40                          | 12                      | 52         |
| Saint Philibert       | 2                           |                         | 2          |
| Saint Pierre Quiberon | 2                           |                         | 2          |
| Sainte Anne d'Auray   | 2                           | 2                       | 4          |
| <b>Total</b>          | <b>241</b>                  | <b>63</b>               | <b>304</b> |

Diagnostiques et contre-visites réalisées en 2017 dans le cadre d'une cession immobilière :



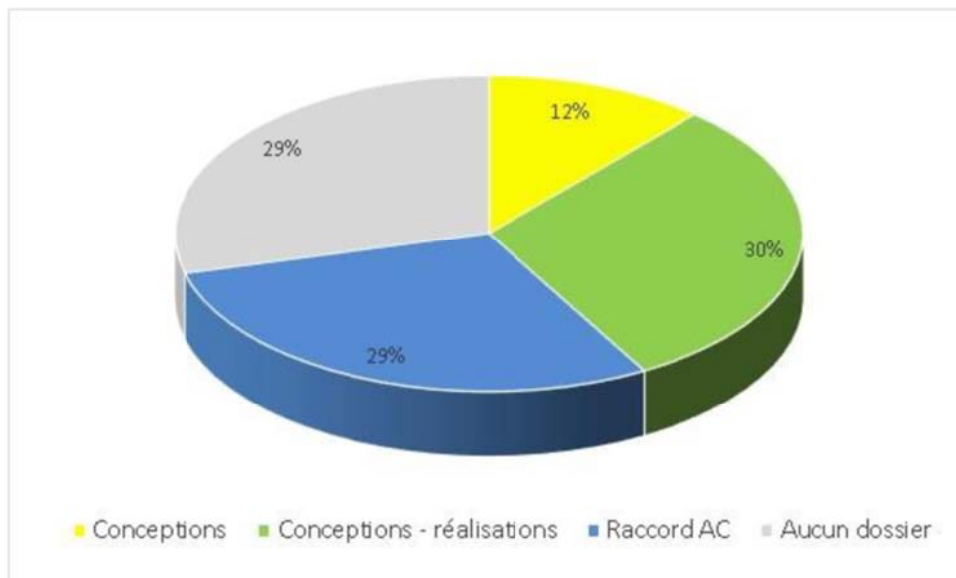
Répartition des classements suite aux 304 visites (diagnostics vente et contre-visites confondus) :



Pour les installations classées « non conformes » ou « absence d'installation », les acquéreurs disposent d'un an à compter de la signature de l'acte de vente pour effectuer la réhabilitation de l'assainissement.

L'avancement des réhabilitations des assainissements non conformes est détaillé ci-dessous :

Assainissements contrôlés en 2011 :

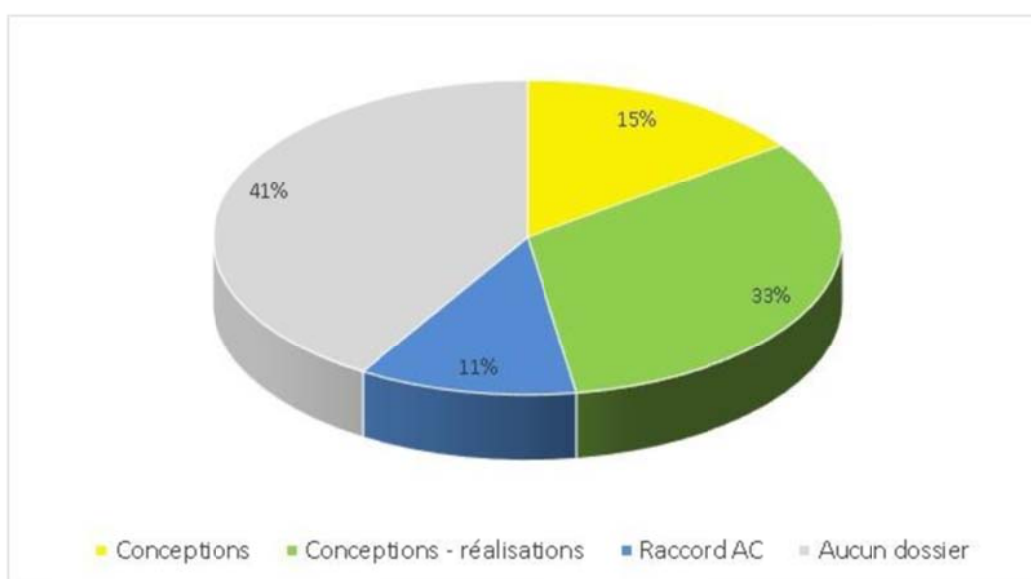


29% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2011 sont raccordables au réseau d'assainissement collectif.

30% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2011 ont fait l'objet d'une réhabilitation complète.

12% des assainissements diagnostiqués « non conforme » en 2011 ont fait l'objet d'un avis de conception suite au dépôt de l'étude de sol.

Assainissements contrôlés en 2012 :

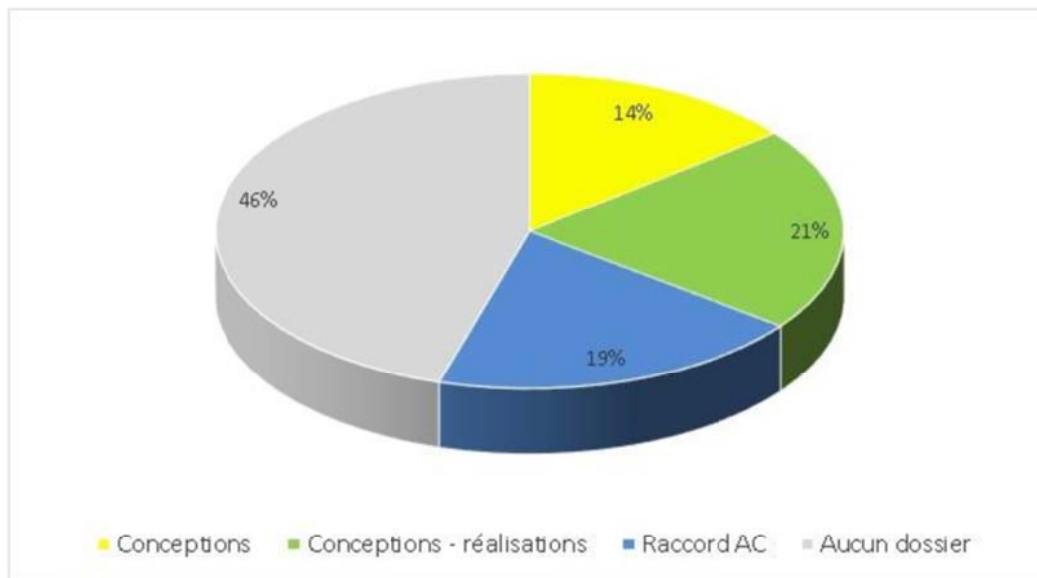


11% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2012 sont raccordables au réseau d'assainissement collectif.

33% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2012 ont fait l'objet d'une réhabilitation complète.

15% des assainissements diagnostiqués « non conforme » en 2012 ont fait l'objet d'un avis de conception suite au dépôt de l'étude de sol.

#### Assainissements contrôlés en 2013 :

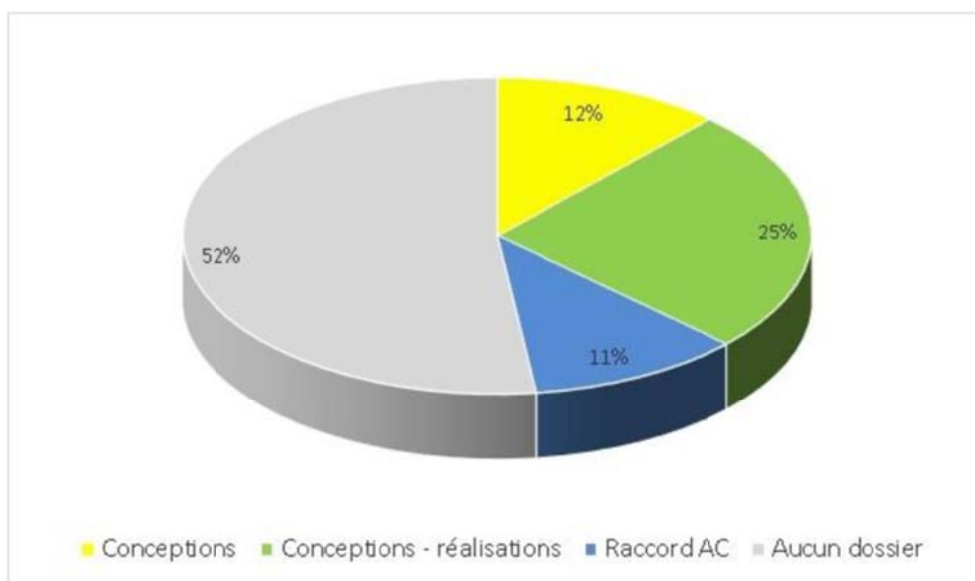


19% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2013 sont raccordables au réseau d'assainissement collectif.

21% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2013 ont fait l'objet d'une réhabilitation complète.

14% des assainissements diagnostiqués « non conforme » en 2013 ont fait l'objet d'un avis de conception suite au dépôt de l'étude de sol.

### Assainissements contrôlés en 2014 :

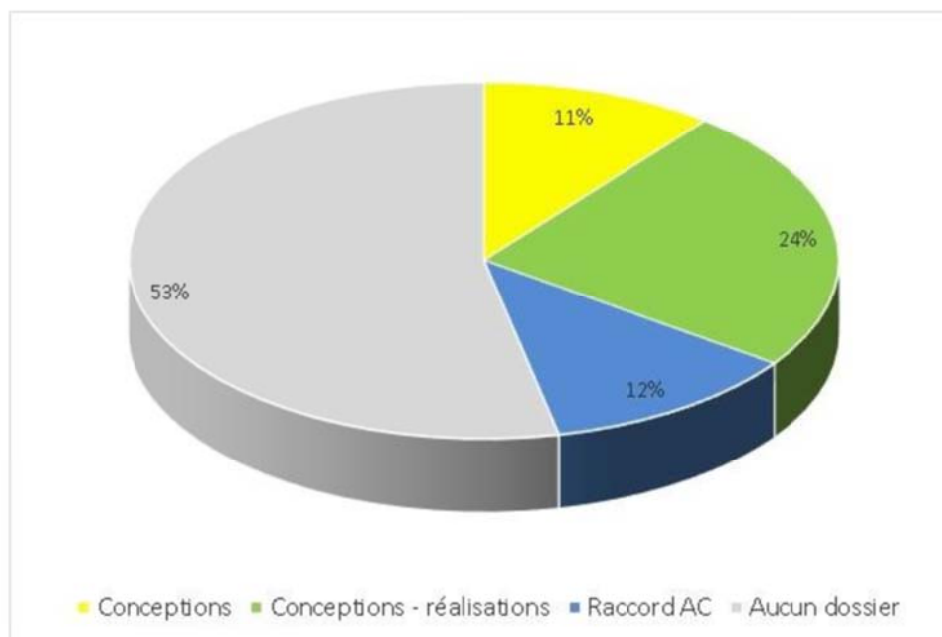


11% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2014 sont raccordables au réseau d'assainissement collectif.

25% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2014 ont fait l'objet d'une réhabilitation complète.

12% des assainissements diagnostiqués « non conforme » en 2014 ont fait l'objet d'un avis de conception suite au dépôt de l'étude de sol.

### Assainissements contrôlés en 2015 :

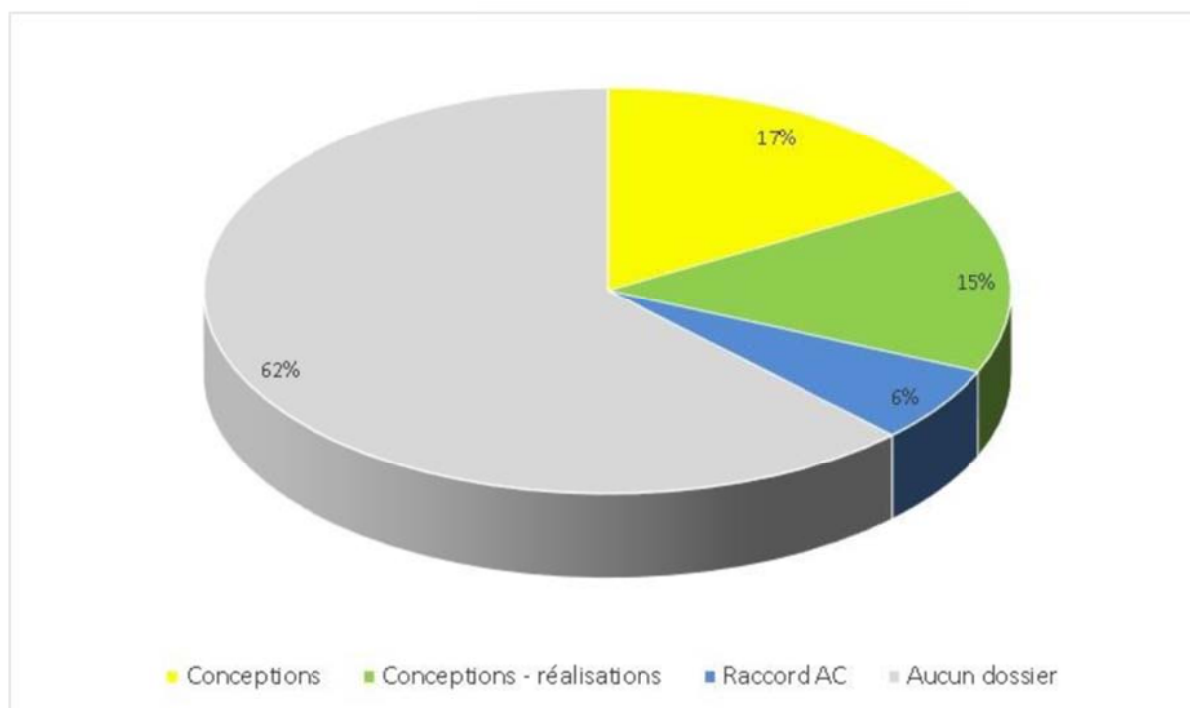


12% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2015 sont raccordables au réseau d'assainissement collectif.

24% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2015 ont fait l'objet d'une réhabilitation complète.

11% des assainissements diagnostiqués « non conforme » en 2015 ont fait l'objet d'un avis de conception suite au dépôt de l'étude de sol.

#### Assainissements contrôlés en 2016 :



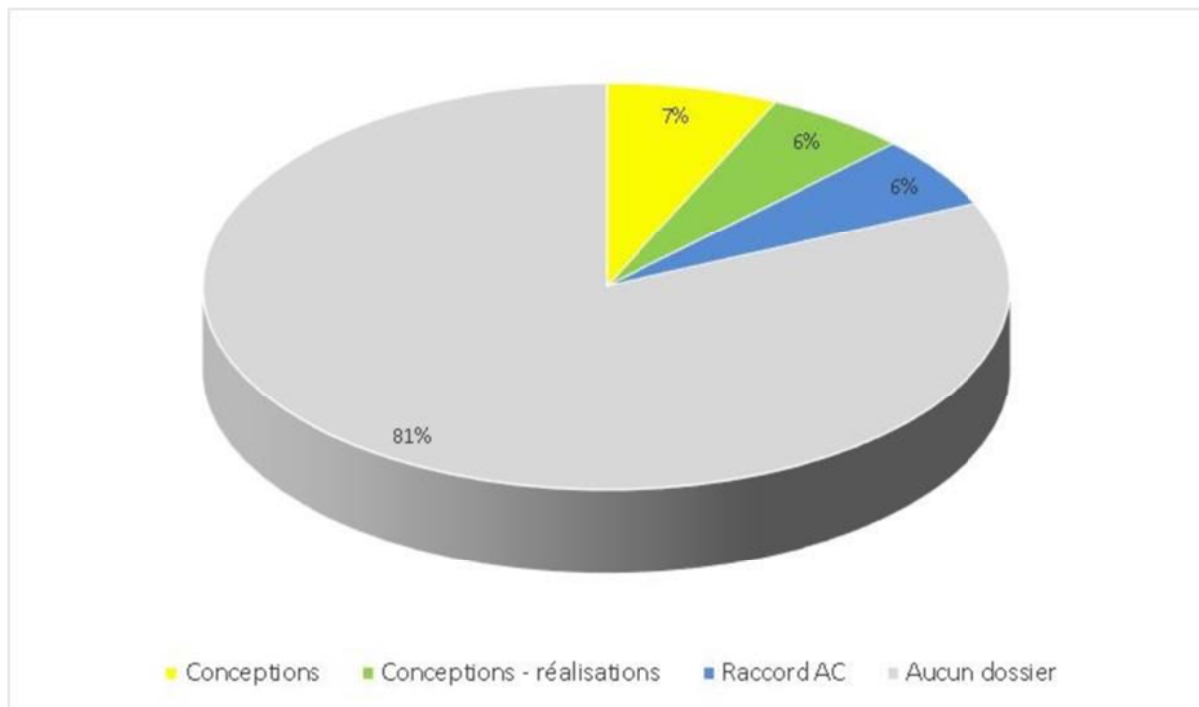
6% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2016 sont raccordables au réseau d'assainissement collectif.

15% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2016 ont fait l'objet d'une réhabilitation complète.

17% des assainissements diagnostiqués « non conforme » en 2016 ont fait l'objet d'un avis de conception suite au dépôt de l'étude de sol.



### Assainissements contrôlés en 2017 :



6% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2017 sont raccordables au réseau d'assainissement collectif.

6% des assainissements diagnostiqués « non conformes » en 2017 ont fait l'objet d'une réhabilitation complète.

7% des assainissements diagnostiqués « non conforme » en 2017 ont fait l'objet d'un avis de conception suite au dépôt de l'étude de sol.

#### **3.6.3.5 La compétence réhabilitation**

Le service du SPANC assure le suivi d'une opération de réhabilitation groupée permettant à certains usagers de bénéficier d'une aide financière. Pour chaque programme, le SPANC établit la liste des assainissements non collectifs prioritaires sur la base des critères d'éligibilité de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne et des critères spécifiques de la Communauté de communes (qualité de l'eau notamment).

Le SPANC assure ces programmes sous maîtrise d'ouvrage privée déléguée. L'opération, menée sur la base du volontariat du propriétaire, comporte deux phases entraînant deux conventions distinctes :

1- La phase projet qui comporte notamment les points suivants :

- ✓ Définition d'une filière d'assainissement par un bureau d'études retenu suite à un appel d'offres réalisé par la Communauté de communes ;
- ✓ Contrôle de conception par le SPANC

Le SPANC remettra la convention d'études au propriétaire qui disposera d'un délai de deux mois maximum pour l'accepter et la retourner dûment signée.

A l'issue de cette première phase, l'entreprise de travaux, retenue suite à un appel d'offres réalisé par la Communauté de communes, interviendra sur le terrain en présence du propriétaire et du SPANC afin d'établir un devis estimatif des travaux de réalisation de la filière validée par la Communauté de communes.

2- La phase travaux qui comporte notamment les points suivants :

Suivi de chantier et contrôle d'exécution par le SPANC

Le SPANC adressera le devis chiffré ainsi que la convention travaux au propriétaire qui disposera d'un délai de 6 mois maximum pour l'accepter et la retourner dûment signée. La mise en place de cet accompagnement des usagers rend exigible le montant de la redevance (frais de dossier).

En 2017, le SPANC a poursuivi le premier programme de réhabilitation groupée qui concerne principalement les communes de Locoal-Mendon et Crac'h. Cependant, certains propriétaires, dont l'assainissement non collectif est situé sur une autre commune du territoire de la Communauté de communes, peuvent intégrer ce premier programme en fonction de l'urgence du dossier.

En 2017, la compétence réhabilitation a principalement concernée les communes de Locoal-Mendon et de Crac'h.

Le service du SPANC a recensé :

- 121 installations d'assainissement non collectif non conformes avec obligation de travaux sur la commune de Locoal-Mendon dont 76 éligibles aux aides de l'Agence de l'Eau.

- 206 installations d'assainissement non collectif non conformes avec obligation de travaux sur la commune de Crac'h dont 160 éligibles aux aides de l'Agence de l'eau. A noter que sur les 160 dossiers éligibles, 134 dossiers sont liés à la définition de la zone à enjeux sanitaires par le maire de Crac'h par arrêté le 2 février 2017.

Les faits marquants concernant la compétence réhabilitation au titre de l'année 2017 ont été :

- ✓ L'arrêté de zone à enjeu sanitaire signé du Maire de Crac'h le 2 février 2017
- ✓ La réunion publique à Crac'h qui s'est déroulée le 23 février 2017
- ✓ La signature de l'accord cadre multi attributaire avec les entreprises suivantes en mai 2017 :  
Sébastien Paulic  
Creté transports  
Aubat environnement  
Justome D et L
- ✓ Les premières consultations des entreprises réalisées en juin 2017
- ✓ La suspension des aides de l'Agence de l'eau en juillet 2017 suite à un jugement du tribunal administratif sur requêtes conjointes du syndicat

professionnel des industries et des entreprises françaises de l'assainissement autonome (IFAA) et des sociétés ABAS et INNOCLAIR

- ✓ La reprise des aides de l'Agence de l'eau avec un nouveau cahier des charges pour les études de sol et de filières
- ✓ La nouvelle suspension des aides de l'Agence de l'eau en novembre 2017
- ✓ Le dépôt d'un dossier d'aides financières pour 129 dossiers

En 2017, 129 conventions d'études étaient signées.

### **3.6.3.6 Contres visites effectuées par le service**

Le service du SPANC assure des contre visites sur certains systèmes d'assainissement non collectif. Ces contre visites ne sont pas facturées et sont réalisées :

- ✓ A la demande du propriétaire, notamment en cas de modifications apportées au système d'assainissement ou de dysfonctionnement constaté
- ✓ A la demande de la collectivité dans le cadre d'une campagne de recherche de pollution

Le service du SPANC distingue différents types de contre visites :

- ✓ Les contre visites réalisées dans le cadre d'une cession immobilière (traitées dans le chapitre « contrôle lors de vente immobilière »)
- ✓ Les contre visites suite à une visite de fonctionnement

En 2016, le SPANC a réalisé **107 contre-visites**

- ✓ 63 dans le cadre d'une cession immobilière
- ✓ 44 suite à une visite de fonctionnement

### 3.6.4 Structuration tarifaire de l'assainissement non collectif et coût du service

#### La redevance annuelle

La redevance annuelle de fonctionnement est de 34€ HT sur 6 ans.

#### Les autres tarifs

| Type de redevance                                      | Tarif 2018                   |
|--------------------------------------------------------|------------------------------|
| Redevance de contrôle de conception                    | 85 € HT                      |
| Redevance de contrôle d'exécution                      | 95 € HT                      |
| Redevance de contre visite du contrôle d'exécution     | 50 € HT                      |
| Redevance de diagnostic vente                          | 172 € HT                     |
| Redevance de contrôle de fonctionnement                | 34 € HT par an pendant 6 ans |
| Redevance déplacement blanc                            | 45 € HT                      |
| Redevance contrôle de branchement (tranchées ouvertes) | 35 € HT                      |
| Redevance frais de dossier                             | 500 € HT                     |

## 3.6.2 ELEMENTS FINANCIERS

### 3.6.2.1 Exécution budgétaire 2017

Le service de l'assainissement dispose de deux budgets annexes l'un pour le collectif et le second pour le non collectif. Leur exécution peut être décrite, en grande masse de la manière suivante pour l'exercice 2017 et sont issus du compte administratif 2017 :

#### **Assainissement non collectif (budget 09)**

Les dépenses d'investissement ont représenté 27 290,47 €HT, auxquelles s'ajoutent 28 285 € de restes à réaliser :

| SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES        |                                  | CA 2017            |
|--------------------------------------------|----------------------------------|--------------------|
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EQUIPEMENT</b>     |                                  | <b>11 465,47 €</b> |
| 16                                         | Emprunts et dettes assimilées    |                    |
| 4581                                       | Rehabilitation installations ANC | 15 825,00 €        |
| <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES</b>          |                                  | <b>27 290,47 €</b> |
| 040                                        | Opérations d'ordre               |                    |
| 041                                        | Opérations patrimoniales         |                    |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT</b> |                                  | <b>27 290,47 €</b> |

Les recettes d'investissement se sont montées à 31 065,59 €HT, auxquelles s'ajoutent 28 285 € de restes à réaliser, ces recettes se décomposent de la manière suivante :

| SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES        |                                       | CA 2017            |
|--------------------------------------------|---------------------------------------|--------------------|
| 13                                         | Subventions d'investissement          |                    |
| 16                                         | Recettes d'emprunt                    |                    |
| 23                                         | Immobilisations en cours              |                    |
| 4582                                       | Rehabilitation installations ANC      | 6 725,00 €         |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>          |                                       | <b>6 725,00 €</b>  |
| 040                                        | Opérations d'ordre                    | 7 311,43 €         |
| 041                                        | Opérations patrimoniales              |                    |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT</b> |                                       | <b>14 036,43 €</b> |
| 001                                        | Excédents antérieurs reportés         | 17 029,16 €        |
| 1068                                       | Excédent de fonctionnement capitalisé |                    |
| <b>RECETTES D'INVESTISSEMENT CUMULEES</b>  |                                       | <b>31 065,59 €</b> |

- Des recettes réelles d'investissement d'un montant de 14 036,43 € ;
- Des excédents antérieurs reportés de 17 029,16 €.

Les dépenses de fonctionnement se sont élevées à 486 604.12 €HT :

| SECTION D'EXPLOITATION - DEPENSES              |                                         | CA 2017             |
|------------------------------------------------|-----------------------------------------|---------------------|
| 011                                            | Charges à caractère général             | 85 296,72 €         |
| 012                                            | Charges de personnel et frais assimilés | 392 933,92 €        |
| 65                                             | Autres charges de gestion courante      | 693,55 €            |
| <b>TOTAL DES DEPENSES DE GESTION COURANTE</b>  |                                         | <b>478 924,19 €</b> |
| 66                                             | Intérêts de la dette                    |                     |
| 67                                             | Charges exceptionnelles                 | 368,50 €            |
| <b>Charges financières et exceptionnelles</b>  |                                         |                     |
| <b>TOTAL DES DEPENSES REELLES</b>              |                                         | <b>479 292,69 €</b> |
| Dotations aux amortissements et aux provisions |                                         | 7 311,43 €          |
| <b>TOTAL DES DEPENSES D'EXPLOITATION</b>       |                                         | <b>486 604,12 €</b> |
| 002                                            | Déficit d'exploitation reporté          |                     |
| <b>DEPENSES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>        |                                         | <b>486 604,12 €</b> |

Ces dépenses se décomposent comme suit :

- Charges de gestion pour 85 990,72 € ;
- Charges de personnel : 392 933,92 € ;
- Des charges exceptionnelles : 368,50 €.
- Des dotations aux amortissements pour 7 311,43 €.

Les recettes de fonctionnement ont été de 685 619,12 € en 2017 :

| SECTION D'EXPLOITATION - RECETTES             |                                             | CA 2017             |
|-----------------------------------------------|---------------------------------------------|---------------------|
| 70                                            | Ventes de prod. Fab., prest. Serv., marchés | 264 786,50 €        |
| 7062                                          | Redevances d'assainissement non collectif   | 264 786,50 €        |
| 74                                            | Subventions d'exploitation                  | 19 807,66 €         |
| 75                                            | Autres produits de gestion courante         | - €                 |
| 013                                           | Atténuations de charges                     | 5 322,00 €          |
| <b>TOTAL DES RECETTES DE GESTION COURANTE</b> |                                             | <b>289 916,16 €</b> |
| 77                                            | Produits exceptionnels                      | 311,02 €            |
| <b>TOTAL DES RECETTES REELLES</b>             |                                             | <b>290 227,18 €</b> |
| <b>TOTAL DES RECETTES D'EXPLOITATION</b>      |                                             | <b>290 227,18 €</b> |
| 002                                           | Excédent d'exploitation reporté             | 395 391,94 €        |
| <b>RECETTES D'EXPLOITATION CUMULEES</b>       |                                             | <b>685 619,12 €</b> |

Ces recettes se décomposent de la sorte :

- Redevances : 264 786,50 € ;
- Subventions : 19 807,66 € ;
- Des atténuations de charges pour 5 322,00 € ;
- Des produits exceptionnels pour 311,02 €
- Un excédent reporté de l'année n-1 de 395 391,94€

De plus, conformément à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités territoriales, le Conseil communautaire est appelé à prendre acte des rapports d'activités et des résultats d'exploitation des délégations de service public.

Les éléments financiers relatifs à ces délégations, extraits des rapports des délégataires, sont joints en annexe.

## IV. Annexes

Les annexes relatives au service public AEP et indexées au présent document sont les suivantes :

Annexe 1 : Qualité de l'eau distribuée sur le territoire de la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique

Annexe 2 : Facture eau et assainissement de 120 m<sup>3</sup>

Annexe 3 : CARE

### 4.1 Annexe 1 : Qualité de l'eau distribuée sur le territoire de la Communauté de communes Auray Quiberon Terre Atlantique

### 4.2 Annexe 2 : Facture eau et assainissement de 120 m<sup>3</sup>

La facture 120 m<sup>3</sup> eau et assainissement 2015 est la suivante :

| Facture eau et assainissement       | TARIF 2015      |                 |                 |                 |                 |                 |                   |
|-------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------------|
|                                     | contrat général | Plumergat       | Landevant       | Landaul         | Camors          | Pluvigner       | Carnac/La Trinité |
| <b>Eau</b>                          |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                   |
| abonnement                          | 71,49 €         | 71,49 €         | 71,49 €         | 71,49 €         | 71,49 €         | 71,49 €         | 71,49 €           |
| redevance                           | 183,83 €        | 183,83 €        | 183,83 €        | 183,83 €        | 183,83 €        | 183,83 €        | 183,83 €          |
| Redevance lutte pour la pollution   | 37,20 €         | 37,20 €         | 37,20 €         | 37,20 €         | 37,20 €         | 37,20 €         | 37,20 €           |
| <b>Total</b>                        | <b>292,52 €</b> | <b>292,52 €</b> | <b>292,52 €</b> | <b>292,52 €</b> | <b>292,52 €</b> | <b>292,52 €</b> | <b>292,52 €</b>   |
| <b>Assainissement</b>               |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                   |
| part fermier abonnement             | 46,34 €         | 46,34 €         | 46,34 €         | 33,76 €         | 33,76 €         | 33,76 €         | 57,97 €           |
| redevance                           | 126,37 €        | 126,37 €        | 126,37 €        | 86,88 €         | 86,88 €         | 86,88 €         | 144,52 €          |
| part collectivité abonnement        | 45,86 €         | 39,44 €         | 39,44 €         | 45,86 €         | 39,44 €         | 45,86 €         | 70,00 €           |
| redevance                           | 68,23 €         | 57,23 €         | 68,23 €         | 112,43 €        | 62,72 €         | 112,43 €        | 51,60 €           |
| Redevance modernisation des réseaux | 22,80 €         | 22,80 €         | 22,80 €         | 22,80 €         | 22,80 €         | 22,80 €         | 22,80 €           |
| <b>total</b>                        | <b>309,6</b>    | <b>232,18 €</b> | <b>303,18 €</b> | <b>301,73 €</b> | <b>245,60 €</b> | <b>301,73 €</b> | <b>345,89</b>     |
| <b>Total global HT</b>              | <b>602,12 €</b> | <b>584,70 €</b> | <b>595,70 €</b> | <b>594,25 €</b> | <b>538,12 €</b> | <b>594,25 €</b> | <b>639,41 €</b>   |

La facture 120 m<sup>3</sup> eau et assainissement 2016 est la suivante :

| Facture eau et assainissement       | Tarif 2016      |                 |                 |                 |                 |                 |                   |
|-------------------------------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-----------------|-------------------|
|                                     | contrat général | Plumergat       | Landevant       | Landaul         | Camors          | Pluvigner       | Carnac/La Trinité |
| <b>Eau</b>                          |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                   |
| abonnement                          | 71,49 €         | 71,49 €         | 71,49 €         | 71,49 €         | 71,49 €         | 71,49 €         | 71,49 €           |
| redevance                           | 183,93 €        | 183,93 €        | 183,93 €        | 183,93 €        | 183,93 €        | 183,93 €        | 183,93 €          |
| Redevance lutte pour la pollution   | 36,00 €         | 36,00 €         | 36,00 €         | 36,00 €         | 36,00 €         | 36,00 €         | 36,00 €           |
| <b>Total</b>                        | <b>291,42 €</b> | <b>291,42 €</b> | <b>291,42 €</b> | <b>291,42 €</b> | <b>291,42 €</b> | <b>291,32 €</b> | <b>291,42 €</b>   |
| <b>Assainissement</b>               |                 |                 |                 |                 |                 |                 |                   |
| part fermier abonnement             | 46,38 €         | 46,38 €         | 46,38 €         | 33,85 €         | 33,85 €         | 33,85 €         | 58,01 €           |
| redevance                           | 126,48 €        | 126,48 €        | 126,48 €        | 87,12 €         | 87,12 €         | 87,12 €         | 144,60 €          |
| part collectivité abonnement        | 45,86 €         | 39,44 €         | 39,44 €         | 45,86 €         | 39,44 €         | 45,86 €         | 70,00 €           |
| redevance                           | 68,23 €         | 57,23 €         | 68,23 €         | 112,43 €        | 62,72 €         | 112,43 €        | 51,60 €           |
| Redevance modernisation des réseaux | 21,60 €         | 21,60 €         | 21,60 €         | 21,60 €         | 21,60 €         | 21,60 €         | 21,60 €           |
| <b>total</b>                        | <b>308,55 €</b> | <b>291,13 €</b> | <b>302,13 €</b> | <b>300,86 €</b> | <b>244,73 €</b> | <b>300,86 €</b> |                   |
| <b>Total global HT</b>              | <b>599,97 €</b> | <b>582,55 €</b> | <b>593,55 €</b> | <b>592,28 €</b> | <b>536,15 €</b> | <b>592,18 €</b> | <b>637,23 €</b>   |

La facture 120 m<sup>3</sup> eau et assainissement 2017 est la suivante :

|                                 | 2017     |           |           |          |          |           |                | 2018     |           |           |          |          |           |                |
|---------------------------------|----------|-----------|-----------|----------|----------|-----------|----------------|----------|-----------|-----------|----------|----------|-----------|----------------|
|                                 | AQB      | LANDEVANT | PLUMERGAT | CAMORS   | LANDAUL  | PLUVIGNER | CARNAC TRINITE | AQB      | LANDEVANT | PLUMERGAT | CAMORS   | LANDAUL  | PLUVIGNER | CARNAC TRINITE |
| <b>Eau potable</b>              |          |           |           |          |          |           |                |          |           |           |          |          |           |                |
| <b>Total Eau HT</b>             | 291,32 € | 291,32 €  | 291,32 €  | 291,32 € | 291,32 € | 291,32 €  | 291,32 €       | 275,51 € | 275,51 €  | 275,51 €  | 275,51 € | 275,51 € | 275,51 €  | 275,51 €       |
| <b>TVA</b>                      | 16,02 €  | 16,02 €   | 16,02 €   | 16,02 €  | 16,02 €  | 16,02 €   | 16,02 €        | 15,15 €  | 15,15 €   | 15,15 €   | 15,15 €  | 15,15 €  | 15,15 €   | 15,15 €        |
| <b>Total Eau TTC</b>            | 307,34 € | 307,34 €  | 307,34 €  | 307,34 € | 307,34 € | 307,34 €  | 307,34 €       | 290,66 € | 290,66 €  | 290,66 €  | 290,66 € | 290,66 € | 290,66 €  | 290,66 €       |
| <b>Assainissement</b>           |          |           |           |          |          |           |                |          |           |           |          |          |           |                |
| <b>Total Assainissement HT</b>  | 310,19 € | 303,77 €  | 292,77 €  | 247,01 € | 303,13 € | 303,13 €  | 347,78 €       | 337,15 € | 330,31 €  | 318,60 €  | 267,12 € | 332,17 € | 332,17 €  | 374,77 €       |
| <b>TVA</b>                      | 31,02 €  | 30,38 €   | 29,28 €   | 24,70 €  | 30,31 €  | 30,31 €   | 34,78 €        | 33,71 €  | 33,03 €   | 31,86 €   | 26,71 €  | 33,22 €  | 33,22 €   | 37,48 €        |
| <b>Total Assainissement TTC</b> | 341,21 € | 334,15 €  | 322,04 €  | 271,71 € | 333,45 € | 333,45 €  | 382,56 €       | 370,86 € | 363,34 €  | 350,46 €  | 293,83 € | 365,38 € | 365,38 €  | 412,24 €       |
| <b>TOTAL HT</b>                 | 601,51 € | 595,09 €  | 584,09 €  | 538,33 € | 594,45 € | 594,45 €  | 639,10 €       | 612,65 € | 605,82 €  | 594,10 €  | 542,63 € | 607,67 € | 607,67 €  | 650,27 €       |
| <b>TOTAL TVA</b>                | 47,04 €  | 46,40 €   | 45,30 €   | 40,72 €  | 46,34 €  | 46,34 €   | 50,80 €        | 48,87 €  | 48,18 €   | 47,01 €   | 41,87 €  | 48,37 €  | 48,37 €   | 52,63 €        |
| <b>TOTAL TTC</b>                | 648,55 € | 641,49 €  | 629,39 €  | 579,05 € | 640,79 € | 640,79 €  | 689,90 €       | 661,52 € | 654,00 €  | 641,12 €  | 584,49 € | 656,04 € | 656,04 €  | 702,90 €       |
| <b>Evolution Total TTC</b>      |          |           |           |          |          |           |                | +2,00%   | +1,95%    | +1,86%    | +0,94%   | +2,38%   | +2,38%    | +1,88%         |

### 4.3 Annexe 3 : CARE

CARE contrat délégation de service public SAUR (Ex Syndicat ABQ)

SAUR

16/05/2018

**COMPTE ANNUEL DE RESULTAT DE L'EXPLOITATION  
ANNEE 2017**

(en application du décret du 14 mars 2005)

**GESTION DU SERVICE EAU POTABLE**

Région **OUEST**  
 Centre **MORBIHAN**  
 Département **MORBIHAN**  
 Collectivité **SYNDICAT MIXTE REGION ABQ-EAU**

| LIBELLE                                               | En milliers d'Euros | Année 2016      | Année 2017      | Ecart en KEur  |
|-------------------------------------------------------|---------------------|-----------------|-----------------|----------------|
| <b>PRODUITS</b>                                       |                     | <b>12 966,1</b> | <b>14 025,7</b> | <b>1 059,5</b> |
| Exploitation du service                               |                     | 6 586,3         | 7 009,1         |                |
| Collectivités et autres organismes publics            |                     | 5 527,2         | 5 936,9         |                |
| Travaux attribués à titre exclusif                    |                     | 483,3           | 561,7           |                |
| Produits accessoires                                  |                     | 369,3           | 517,9           |                |
| <b>CHARGES</b>                                        |                     | <b>11 995,6</b> | <b>12 861,8</b> | <b>866,2</b>   |
| Personnel                                             |                     | 1 463,1         | 1 571,5         |                |
| Energie électrique                                    |                     | 7,4             | 7,3             |                |
| Achats d'eau                                          |                     | 3 258,7         | 3 341,7         |                |
| Produits de traitement                                |                     | 4,7             | 1,1             |                |
| Analyses                                              |                     | 20,5            | 23,7            |                |
| Sous-traitance, matières et fournitures               |                     | 465,6           | 525,5           |                |
| Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles (1) |                     | 55,3            | 61,2            |                |
| Autres dépenses d'exploitation                        |                     | 539,5           | 644,3           |                |
| - Télécommunications, poste et télégestion            |                     | 29,6            | 45,1            |                |
| - Engins et véhicules                                 |                     | 129,9           | 128,7           |                |
| - Informatique                                        |                     | 314,4           | 340,5           |                |
| - Assurances                                          |                     | 20,8            | 32,4            |                |
| - Locaux                                              |                     | 28,3            | 43,2            |                |
| - Divers                                              |                     | 16,5            | 54,4            |                |
| Contribution des services centraux et recherche       |                     | 457,7           | 539,3           |                |
| Collectivités et autres organismes publics            |                     | 5 527,2         | 5 936,9         |                |
| - Part collectivité                                   |                     | 4 300,1         | 4 407,1         |                |
| - Autres organismes publics                           |                     | 1 227,1         | 1 529,8         |                |
| Charges relatives aux renouvellements                 |                     | 75,6            | 73,2            |                |
| - Pour garantie de continuité du service              |                     | 41,8            | 39,3            |                |
| - Programme contractuel                               |                     | 33,7            | 33,9            |                |
| Charges relatives investissements du domaine privé    |                     | 36,0            | 39,6            |                |
| Pertes sur créances irrécouvrables & contentieux      |                     | 84,2            | 96,6            |                |
| <b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>                           |                     | <b>970,5</b>    | <b>1 163,8</b>  | <b>193,4</b>   |
| Impôt sur les Sociétés (calcul normatif)              |                     | 333,6           | 400,1           |                |
| <b>RESULTAT</b>                                       |                     | <b>636,9</b>    | <b>763,8</b>    | <b>126,9</b>   |

(1) Si Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles : y compris redevance domaniale: département, région, État et redevance d'occupation du domaine public de la collectivité.

Conforme à la circulaire FP2E du 31/01/2006  
 Réf: 120-021003-566000-01 2017120

(2) Si Annuités emprunt collectivité prises en charge : comprenant: annuités d'emprunt, amortissements droits d'exploitation et charges financières contractuelles.

Valide le 16/05/2018



CARE contrat de délégation de service public STGS (Pluvigner)

|                                                | 2016                  | 2017                  | Variation      |
|------------------------------------------------|-----------------------|-----------------------|----------------|
| <b>PRODUITS (hors TVA)</b>                     | <b>1 096 638,24 €</b> | <b>1 148 275,19 €</b> | <b>4,71%</b>   |
| Produits d'exploitation                        | 577 543,44 €          | 608 545,78 €          | 5,37%          |
| Produits travaux attribués à titre exclusif    | 27 683,39 €           | 32 615,10 €           | 17,81%         |
| Surtaxe Collectivité                           | 391 050,64 €          | 401 963,79 €          | 2,79%          |
| Redevance pollution                            | 78 395,33 €           | 80 978,63 €           | 3,30%          |
| Produits accessoires                           | 21 965,44 €           | 24 171,89 €           | 10,05%         |
| <b>CHARGES</b>                                 | <b>1 078 193,47 €</b> | <b>1 143 592,73 €</b> | <b>6,07%</b>   |
| Personnel                                      | 100 453,72 €          | 104 085,20 €          | 3,62%          |
| Énergie électrique                             | 25 434,86 €           | 30 070,45 €           | 18,23%         |
| Produits de traitement                         | 7 852,22 €            | 7 439,33 €            | -5,26%         |
| Achat d'eau                                    | 298 758,66 €          | 327 289,43 €          | 9,55%          |
| Analyses et auto-contrôles                     | 11 685,68 €           | 12 803,34 €           | 9,56%          |
| Sous traitance, matériaux, matériels et divers | 52 996,97 €           | 55 753,27 €           | 5,20%          |
| Impôts locaux, taxes et redevance              | 3 898,81 €            | 11 490,50 €           | 194,72%        |
| Autres dépenses :                              | 25 763,23 €           | 27 021,20 €           | 4,88%          |
| <i>Transports et déplacement</i>               | 5 522,89 €            | 4 149,08 €            | -24,87%        |
| <i>Informatique-DAO</i>                        | 5 313,90 €            | 5 197,89 €            | -2,18%         |
| <i>Frais de poste, télécommunication</i>       | 4 509,83 €            | 5 793,73 €            | 28,47%         |
| <i>Locaux et Assurances</i>                    | 4 855,43 €            | 6 443,81 €            | 32,71%         |
| <i>Autres</i>                                  | 5 561,18 €            | 5 436,69 €            | -2,24%         |
| Non-valeurs                                    | 0,00 €                | 0,00 €                | 0,00%          |
| Frais généraux                                 | 47 461,87 €           | 50 187,21 €           | 5,74%          |
| <i>Frais de siège</i>                          | 17 175,87 €           | 18 951,21 €           | -              |
| <i>Frais liés au service</i>                   | 30 286,00 €           | 31 236,00 €           | -              |
| Surtaxe Collectivité                           | 391 050,64 €          | 401 963,79 €          | 2,79%          |
| Redevance pollution                            | 78 395,33 €           | 80 978,63 €           | 3,30%          |
| Charges relatives aux investissements          | 0,00 €                | 0,00 €                |                |
| Garantie de renouvellement                     | 34 441,48 €           | 34 510,37 €           | 0,20%          |
| <i>Compteurs</i>                               | 16 567,94 €           | 16 601,07 €           | 0,20%          |
| <i>Autres</i>                                  | 17 873,55 €           | 17 909,29 €           | 0,20%          |
| <b>RÉSULTAT BRUT</b>                           | <b>18 444,77 €</b>    | <b>4 682,46 €</b>     | <b>-74,61%</b> |
| <b>IMPÔT SOCIÉTÉ</b>                           | <b>6 148,26 €</b>     | <b>1 560,82 €</b>     | <b>0,00 €</b>  |
| <b>RÉSULTAT NET</b>                            | <b>12 296,51 €</b>    | <b>3 121,64 €</b>     | <b>-0,75 €</b> |

| <b>SAUR</b>                                                 |                                       | 17/05/2018     |              |               |
|-------------------------------------------------------------|---------------------------------------|----------------|--------------|---------------|
| <b>COMPTE ANNUEL DE RESULTAT DE L'EXPLOITATION</b>          |                                       |                |              |               |
| <b>ANNEE 2017</b>                                           |                                       |                |              |               |
| (en application du décret du 14 mars 2005)                  |                                       |                |              |               |
| <b>GESTION DU SERVICE ASSAINISSEMENT</b>                    |                                       |                |              |               |
| Région                                                      | <b>OUEST</b>                          |                |              |               |
| Centre                                                      | <b>MORBIHAN</b>                       |                |              |               |
| Département                                                 | <b>MORBIHAN</b>                       |                |              |               |
| Collectivité                                                | <b>SIA CARNAC-TRINITE S/ MER-ASST</b> |                |              |               |
| LIBELLE                                                     | En milliers d'Euros                   | Année 2016     | Année 2017   | Ecart en KEur |
| <b>PRODUITS</b>                                             | <b>2 347,7</b>                        | <b>2 753,3</b> | <b>405,6</b> |               |
| Exploitation du service                                     | 1 234,7                               | 1 520,3        |              |               |
| Collectivités et autres organismes publics                  | 1 074,8                               | 1 196,9        |              |               |
| Travaux attribués à titre exclusif                          | 36,4                                  | 34,4           |              |               |
| Produits accessoires                                        | 1,8                                   | 1,8            |              |               |
| <b>CHARGES</b>                                              | <b>2 283,1</b>                        | <b>2 593,5</b> | <b>310,4</b> |               |
| Personnel                                                   | 211,9                                 | 238,9          |              |               |
| Energie électrique                                          | 157,4                                 | 152,5          |              |               |
| Produits de traitement                                      | 24,4                                  | 23,6           |              |               |
| Analyses                                                    | 26,5                                  | 24,2           |              |               |
| Sous-traitance, matières et fournitures                     | 144,9                                 | 146,2          |              |               |
| Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles (1)       | 17,8                                  | 20,7           |              |               |
| <b>Autres dépenses d'exploitation</b>                       | <b>109,1</b>                          | <b>91,7</b>    |              |               |
| - Télécommunications, poste et télégestion                  | 12,4                                  | 15,7           |              |               |
| - Engins et véhicules                                       | 19,7                                  | 20,3           |              |               |
| - Informatique                                              | 35,5                                  | 39,0           |              |               |
| - Assurances                                                | 3,4                                   | 4,0            |              |               |
| - Locaux                                                    | 26,1                                  | 17,4           |              |               |
| - Divers                                                    | 12,1                                  | -4,7           |              |               |
| <b>Contribution des services centraux et recherche</b>      | <b>127,6</b>                          | <b>177,1</b>   |              |               |
| <b>Collectivités et autres organismes publics</b>           | <b>1 074,8</b>                        | <b>1 196,9</b> |              |               |
| - Part collectivité                                         | 974,8                                 | 1 069,9        |              |               |
| - Autres organismes publics                                 | 100,0                                 | 127,0          |              |               |
| <b>Charges relatives aux renouvellements</b>                | <b>380,1</b>                          | <b>264,8</b>   |              |               |
| - Pour garantie de continuité du service                    | 256,4                                 | 59,8           |              |               |
| - Programme contractuel                                     | 123,8                                 |                |              |               |
| - Fonds contractuel                                         |                                       | 204,9          |              |               |
| <b>Charges relatives investissements du domaine privé</b>   | <b>4,1</b>                            | <b>250,9</b>   |              |               |
| <b>Pertes sur créances irrécouvrables &amp; contentieux</b> | <b>4,5</b>                            | <b>6,0</b>     |              |               |
| <b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>                                 | <b>64,6</b>                           | <b>159,8</b>   | <b>95,2</b>  |               |
| <b>Impôt sur les Sociétés (calcul normatif)</b>             | <b>22,2</b>                           | <b>54,9</b>    |              |               |
| <b>RESULTAT</b>                                             | <b>42,4</b>                           | <b>104,9</b>   | <b>62,5</b>  |               |

(1) Si Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles ; y compris redevance domaniale: département, région, État et redevance d'occupation du domaine public de la collectivité.

(2) Si Annuités emprunt collectivité prises en charge : comprennent: annuités d'emprunt, amortissements droits d'exploitation et charges financières contractuelles.

Conforme à la circulaire FP2E du 31/01/2006  
Ref: 120-021003 -566201 -02 2017120

Validé le 17/05/2018

CARE contrat de délégation de service public SAUR – EU – Camors Landaul Pluvigner

| <b>SAUR</b>                                           |                                       | 28/05/2018   |             |               |
|-------------------------------------------------------|---------------------------------------|--------------|-------------|---------------|
| <b>COMPTE ANNUEL DE RESULTAT DE L'EXPLOITATION</b>    |                                       |              |             |               |
| <b>ANNEE 2017</b>                                     |                                       |              |             |               |
| (en application du décret du 14 mars 2005)            |                                       |              |             |               |
| <b>GESTION DU SERVICE ASSAINISSEMENT</b>              |                                       |              |             |               |
| Région                                                | <b>OUEST</b>                          |              |             |               |
| Centre                                                | <b>MORBIHAN</b>                       |              |             |               |
| Département                                           | <b>MORBIHAN</b>                       |              |             |               |
| Collectivité                                          | <b>ABQ CAMORS LANDAUL PLUVIGNE AS</b> |              |             |               |
| LIBELLE                                               | En milliers d'Euros                   | Année 2016   | Année 2017  | Ecart en KEur |
| <b>PRODUITS</b>                                       | <b>548,3</b>                          | <b>581,1</b> | <b>32,8</b> |               |
| Exploitation du service                               | 229,5                                 | 239,6        |             |               |
| Collectivités et autres organismes publics            | 296,5                                 | 305,4        |             |               |
| Travaux attribués à titre exclusif                    | 21,8                                  | 35,7         |             |               |
| Produits accessoires                                  | 0,5                                   | 0,5          |             |               |
| <b>CHARGES</b>                                        | <b>619,0</b>                          | <b>624,1</b> | <b>5,1</b>  |               |
| Personnel                                             | 74,0                                  | 66,3         |             |               |
| Energie électrique                                    | 35,4                                  | 36,1         |             |               |
| Produits de traitement                                | 4,4                                   | 8,9          |             |               |
| Analyses                                              | 2,5                                   | 2,7          |             |               |
| Sous-traitance, matières et fournitures               | 59,7                                  | 82,8         |             |               |
| Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles (1) | 2,2                                   | 2,2          |             |               |
| <b>Autres dépenses d'exploitation</b>                 | <b>28,1</b>                           | <b>36,3</b>  |             |               |
| - Télécommunications, poste et télégestion            | 1,9                                   | 2,6          |             |               |
| - Engins et véhicules                                 | 8,8                                   | 7,9          |             |               |
| - Informatique                                        | 8,0                                   | 8,8          |             |               |
| - Assurances                                          | 1,0                                   | 0,7          |             |               |
| - Locaux                                              | 2,9                                   | 6,0          |             |               |
| - Divers                                              | 5,5                                   | 10,3         |             |               |
| Contribution des services centraux et recherche       | 23,1                                  | 24,4         |             |               |
| Collectivités et autres organismes publics            | 296,5                                 | 305,4        |             |               |
| - Part collectivité                                   | 296,5                                 | 305,4        |             |               |
| Charges relatives aux renouvellements                 | 52,4                                  | 48,0         |             |               |
| - Pour garantie de continuité du service              | 25,3                                  | 20,7         |             |               |
| - Programme contractuel                               | 27,1                                  | 27,3         |             |               |
| Charges relatives investissements du domaine privé    | 5,5                                   | 5,6          |             |               |
| Pertes sur créances irrécouvrables & contentieux      | 35,1                                  | 5,4          |             |               |
| <b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>                           | <b>-70,7</b>                          | <b>-43,0</b> | <b>27,7</b> |               |
| <b>RESULTAT</b>                                       | <b>-70,7</b>                          | <b>-43,0</b> | <b>27,7</b> |               |

(1) Si impôts locaux, taxes et redevances contractuelles : y compris redevance domaniale: département, région, Etat et redevance d'occupation du domaine public de la collectivité.

(2) Si Annuités emprunt collectivité prises en charge : comprennent: annuités d'emprunt, amortissements droits d'exploitation et charges financières contractuelles.

Conforme à la circulaire FP2E du 31/01/2006  
Réf: 120-021003-568102-02 2017120

Validé le 28/05/2018

SAUR

28/05/2018

**COMPTE ANNUEL DE RESULTAT DE L'EXPLOITATION  
ANNEE 2017**

(en application du décret du 14 mars 2005)

**GESTION DU SERVICE ASSAINISSEMENT**

Région **OUEST**  
 Centre **MORBIHAN**  
 Département **MORBIHAN**  
 Collectivité **SYNDICAT MIXTE REGION ABQ-ASST**

| LIBELLE                                                     | En milliers d'Euros | Année 2016     | Année 2017     | Ecart en KEur |
|-------------------------------------------------------------|---------------------|----------------|----------------|---------------|
| <b>PRODUITS</b>                                             |                     | <b>8 998,6</b> | <b>9 170,5</b> | <b>171,9</b>  |
| Exploitation du service                                     |                     | 4 801,1        | 4 887,5        |               |
| Collectivités et autres organismes publics                  |                     | 3 986,4        | 3 984,5        |               |
| Travaux attribués à titre exclusif                          |                     | 169,6          | 262,9          |               |
| Produits accessoires                                        |                     | 41,5           | 35,6           |               |
| <b>CHARGES</b>                                              |                     | <b>8 394,6</b> | <b>8 620,2</b> | <b>225,6</b>  |
| Personnel                                                   |                     | 994,2          | 1 064,2        |               |
| Energie électrique                                          |                     | 721,7          | 657,8          |               |
| Produits de traitement                                      |                     | 172,9          | 176,1          |               |
| Analyses                                                    |                     | 43,2           | 34,8           |               |
| Sous-traitance, matières et fournitures                     |                     | 690,1          | 790,3          |               |
| Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles (1)       |                     | 48,2           | 52,0           |               |
| <b>Autres dépenses d'exploitation</b>                       |                     | <b>515,8</b>   | <b>594,0</b>   |               |
| - Télécommunications, poste et télégestion                  |                     | 68,2           | 74,4           |               |
| - Engins et véhicules                                       |                     | 99,4           | 108,2          |               |
| - Informatique                                              |                     | 139,4          | 148,9          |               |
| - Assurances                                                |                     | 13,8           | 15,2           |               |
| - Locaux                                                    |                     | 45,3           | 61,9           |               |
| - Divers                                                    |                     | 149,8          | 185,5          |               |
| <b>Contribution des services centraux et recherche</b>      |                     | <b>458,1</b>   | <b>489,2</b>   |               |
| <b>Collectivités et autres organismes publics</b>           |                     | <b>3 986,4</b> | <b>3 984,5</b> |               |
| - Part collectivité                                         |                     | 3 491,2        | 3 523,3        |               |
| - Autres organismes publics                                 |                     | 495,2          | 461,2          |               |
| <b>Charges relatives aux renouvellements</b>                |                     | <b>711,3</b>   | <b>720,6</b>   |               |
| - Pour garantie de continuité du service                    |                     | 270,0          | 239,1          |               |
| - Fonds contractuel                                         |                     | 441,3          | 481,5          |               |
| <b>Charges relatives investissements du domaine privé</b>   |                     | <b>15,9</b>    | <b>17,7</b>    |               |
| <b>Pertes sur créances irrécouvrables &amp; contentieux</b> |                     | <b>36,9</b>    | <b>38,9</b>    |               |
| <b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>                                 |                     | <b>604,0</b>   | <b>550,3</b>   | <b>-53,7</b>  |
| <b>Impôt sur les Sociétés (calcul normatif)</b>             |                     | <b>207,6</b>   | <b>189,2</b>   |               |
| <b>RESULTAT</b>                                             |                     | <b>396,4</b>   | <b>361,1</b>   | <b>-35,2</b>  |

(1) Si Impôts locaux, taxes et redevances contractuelles : y compris redevance domaniale: département, région, État et redevance d'occupation du domaine public de la collectivité.

Conforme à la circulaire FP2E du 31/01/2006  
 Réf: 120-021003-566101-02 2017120

(2) Si Annuités emprunt collectivité prises en charge : comprenant: annuités d'emprunt, amortissements droits d'exploitation et charges financières contractuelles.

Validé le 28/05/2018

Envoyé à la Sous-Préfecture le 09/04/2019  
Compte-rendu affiché le 09/04/2019  
Reçu par la Sous-Préfecture le 09/04/2019

## **INTERVENTIONS :**

**M. LE SAUCE :** nous avons 1409 composteurs sur la ville d'Auray et quand on sait que nous avons plus de 3000 pavillons sur la ville, on peut dire que nous avons une marge de progrès et que nous devrions travailler sur le sujet.

**M. BOUQUET :** nous y avons en effet pensé. Nous souhaitons mettre des composteurs supplémentaires à disposition et encourager les locataires et les propriétaires de maisons individuelles à venir les chercher.

**M. LE MAIRE :** cela pourra faire l'objet d'une communication dans le Vivre Auray.

**M. PELTAIS :** pour les composteurs, nous pourrions arriver à faire comme nous le faisons déjà avec les poubelles, c'est à dire les proposer à l'ensemble de la population puisque nous savons bien que cela réduit considérablement le contenu des poubelles. Les meilleurs déchets sont ceux que l'on ne produit pas et cela peut être réutilisé dans les jardins.

Nous avons aussi un problème avec les sacs jaunes. La mairie distribue des sacs jaunes aux habitants des collectifs HLM dans lesquels il y a des containers jaunes, hors dans les containers on n'y met pas les sacs jaunes. Il faudrait que les sacs jaunes ne soient distribués qu'aux personnes résidant dans des logements individuels. Ces points auraient pu être discutés en commission développement durable.

Concernant la question des papiers, il semblerait qu'il y en a beaucoup moins de récupérés. Ce n'est sûrement pas lié au fait qu'il y ait moins de publicité parce-qu'il y en a de plus en plus et c'est une catastrophe. Là aussi on pourrait faire mieux.

Concernant les déchets autour des halles du centre-ville et autour des commerces de bouche, il y a besoin d'améliorer le système de ramassage et de trouver des solutions y compris avec l'entreprise qui vient collecter les déchets.

**M. LE MAIRE :** vous évoquez des points qui vont pouvoir être étudiés en commission développement durable et nous le ferons. Concernant les composteurs, nous pouvons en effet en distribuer à tout le monde. Les sacs jaunes pourraient en effet n'être délivrés qu'aux personnes ne disposant pas de bacs jaunes.

Concernant le ramassage des déchets des commerces de bouche, nous y travaillons avec AQTA.

**M. ALLAIN :** nous sommes actuellement en discussion pour qu'il y ait soit des véhicules étanches soit des containers étanches afin de résoudre le problème des halles et de jus qui coule entraînant des odeurs nauséabondes.

Il y aura également une évolution pour le tri des déchets des professionnels. Jusqu'à présent, dans les parcs d'activités, il était demandé aux entreprises d'acheter des containers jaunes. Désormais ces containers sont mis à disposition gratuitement aux entreprises. Je ferais donc en sorte qu'il y ait au moins un container par box notamment dans la zone de Porte Océane afin d'encourager les entreprises à trier. Aujourd'hui seuls les particuliers trient leurs déchets sur la commune d'Auray.

**M. LE SAUCE** : la problématique des déchets relève de la compétence d'AQTA qui a adopté récemment son schéma directeur de la gestion des déchets. L'ADEME a été retenu dans le cadre d'un appel à projet pour un territoire économe en ressources. Cela va se traduire par la création d'un emploi au sein d'AQTA. Dernièrement il y a eu une commission environnement d'AQTA et malheureusement il n'y avait quasiment pas d'élus. Nous avons un réel problème d'implication des élus du territoire dans le fonctionnement des commissions d'AQTA sur des sujets aussi importants. Si on veut gérer les problématiques tels que les déchets il faut que l'on s'implique pleinement en tant que ville-centre. Il faut être moteur dans la démarche sinon nous n'avancerons pas.

**M. LE MAIRE** : vous avez raison M. Le Sauce, et nous veillons à participer à ces commissions.

## **9- DSTS - DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC RÉSEAU DE CHALEUR ET CHAUDIÈRE BOIS DU GUMENEN - RAPPORT D'ACTIVITÉ POUR LA PÉRIODE DE CHAUFFE DU 01/07/2017 AU 30/06/2018**

Monsieur Jean Claude BOUQUET, 5ème Adjoint, expose à l'assemblée :

Le 26 février 2008, le Conseil municipal a adopté le principe de création et de gestion d'un réseau de chaleur avec une chaufferie bois sous la forme d'une délégation de service public de type concession pour la production de chaleur de certains logements et des bâtiments communaux situés dans le périmètre de l'opération de renouvellement urbain du Gumenen Goaner.

### Le contrat :

La société COFELY a été désignée comme délégataire par une délibération du Conseil Municipal en date du 17 juin 2009 qui autorisait également Monsieur le Maire à signer le contrat de concession pour une durée de 24 ans.

Depuis la date de signature de la convention, le 7 juillet 2009, le délégataire a réalisé les travaux de construction de la chaufferie et des réseaux de chaleur, conformément au programme des travaux fixés.

Lors du Conseil Municipal du 28 juin 2016, un avenant n°2 a été approuvé. Cet avenant a pris en compte la forte augmentation du prix du bois énergie notamment et l'adoption d'indices spécifiques relatifs au bois énergie qui venaient d'être créés. Par ailleurs, il tenait compte du retard dans le programme de renouvellement urbain du Gumenen qui génèrerait un bilan de raccordement inférieur aux prévisions initiales.

Dans la période du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018, aucun bâtiment n'a été raccordé au réseau de chaleur. La puissance souscrite reste en retard par rapport à la phase 3 du contrat initial (1470KW / 2400KW). Il n'y a pas eu de dysfonctionnement majeur de la chaufferie par rapport au réseau.

Le taux de couverture d'énergie produite au bois pendant la période de chauffe a augmenté (passant de 88 % à 96,5%). Globalement sur l'année pendant et hors période de chauffe, il est de 71,6 % et donc stable par rapport à la période précédente (70,8%).

Le rendement de la chaudière bois est stable à 74 %. La quantité d'énergie distribuée a augmenté (de 1654 MWh à 1724 MWh).

Vu l'avis favorable de la commission consultative des services publics locaux du 20 mars 2019,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (27 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :

Monsieur GOUÉGOUX, Madame AOUCHICHE

Le Conseil municipal :

- **PREND** acte des information présentées ci-dessus.





**COMPTE RENDU TECHNIQUE & FINANCIER**

**VILLE d'AURAY**

***Chaufferie centrale et réseau de chaleur***

***Quartier du Gumenen-Goaner***

***Du 1<sup>er</sup> juillet 2017 au 30 juin 2018***

|            |                                                                      |           |
|------------|----------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>1</b>   | <b>Sommaire</b>                                                      |           |
| <b>2</b>   | <b>Synthèse générale</b>                                             | <b>5</b>  |
| <b>3</b>   | <b>Synthèse technique</b>                                            | <b>6</b>  |
| <b>4</b>   | <b>Compte-rendu technique</b>                                        | <b>7</b>  |
| <b>4.1</b> | <b>Au titre des travaux neufs</b>                                    | <b>7</b>  |
| 4.1.1      | <i>Bilan Travaux du 01 juillet 2017 au 30 juin 2018.</i>             | 7         |
| 4.1.2      | <i>Abonnés et Polices d'abonnement</i>                               | 10        |
| <b>4.2</b> | <b>Au titre de l'exploitation</b>                                    | <b>12</b> |
| 4.2.1      | <i>Faits marquants de l'année écoulée</i>                            | 12        |
| 4.2.2      | <i>Rigueur de la saison de chauffe</i>                               | 14        |
| 4.2.3      | <i>Consommation d'énergies</i>                                       | 15        |
| 4.2.4      | <i>Energies produites et taux de couverture</i>                      | 17        |
| 4.2.5      | <i>Energie distribuée</i>                                            | 18        |
| 4.2.6      | <i>Qualité du combustible bois</i>                                   | 20        |
| 4.2.7      | <i>Analyses de combustion des fumées</i>                             | 20        |
| 4.2.8      | <i>Rapport des visites réglementaires des organismes de contrôle</i> | 21        |
| 4.2.9      | <i>Suivi des cendres</i>                                             | 22        |
| 4.2.10     | <i>Quittance des contrats d'assurance</i>                            | 22        |
| 4.2.11     | <i>Contrôle des compteurs</i>                                        | 22        |

|             |                                                            |           |
|-------------|------------------------------------------------------------|-----------|
| 4.2.12      | <i>Travaux de renouvellement faits ou à faire</i>          | 22        |
| 4.2.13      | <i>Evolution des ouvrages</i>                              | 22        |
| 4.2.14      | <i>Plan prévisionnel de renouvellement</i>                 | 22        |
| <b>5</b>    | <b>Compte-rendu financier</b>                              | <b>23</b> |
| <b>5.1</b>  | <b>Avancement des dépenses travaux et subvention ADEME</b> | <b>24</b> |
| <b>5.2</b>  | <b>Mesures prises pour réduire les charges</b>             | <b>24</b> |
| <b>5.3</b>  | <b>Compte de résultat</b>                                  | <b>25</b> |
| <b>5.4</b>  | <b>Détail des dépenses</b>                                 | <b>29</b> |
| 5.4.1       | <i>Combustibles</i>                                        | 30        |
| 5.4.2       | <i>Fournisseurs et sous traitants</i>                      | 30        |
| 5.4.3       | <i>Valorisation (personnel et frais de structure...)</i>   | 30        |
| 5.4.4       | <i>Impôts et taxes</i>                                     | 30        |
| <b>5.5</b>  | <b>Détail des recettes</b>                                 | <b>30</b> |
| 5.5.1       | <i>Tableau récapitulatif des coefficients de révision</i>  | 34        |
| <b>5.6</b>  | <b>Compte de gros entretien renouvellement</b>             | <b>36</b> |
| <b>5.7</b>  | <b>Compte d'exploitation prévisionnel</b>                  | <b>40</b> |
| <b>5.8</b>  | <b>Etat des variations du patrimoine</b>                   | <b>42</b> |
| <b>5.9</b>  | <b>Inventaire des biens</b>                                | <b>42</b> |
| <b>5.10</b> | <b>Engagements à incidences financières</b>                | <b>44</b> |
| <b>5.11</b> | <b>Informations relatives aux salariés</b>                 | <b>45</b> |
| <b>5.12</b> | <b>CEE certificats d'économies d'énergie</b>               | <b>46</b> |

|             |                                                                                       |           |
|-------------|---------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>5.13</b> | <b>Méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat</b> | <b>46</b> |
| <b>5.14</b> | <b>Frais de structure</b>                                                             | <b>46</b> |
| <b>5.15</b> | <b>Livraisons de bois</b>                                                             | <b>47</b> |

---

## 2 *Synthèse générale*

*ENGIE Cofely a assuré ses engagements de fourniture de chaleur sur l'exercice, sans problème technique notable.*

*Le fournisseur bois est la société MSV située à Josselin. Le bois est de bonne qualité.*

*Nous restons à ce jour en deçà des puissances raccordées attendues contractuellement.*

D'un point de vue financier, la prise d'effet de l'avenant n°2 a permis de réduire le déficit sur cette période malgré un résultat toujours négatif. Nous constatons une amélioration de la marge R1. Cependant la marge R2 est toujours déficitaire, la puissance raccordée ne permet toujours pas l'amortissement de l'investissement R24 et le recouvrement des coûts de maintenance.

### 3 Synthèse technique

*La mise en service de la DSP AURAY a été faite le 17 novembre 2010.*

*La phase 3 du projet a débuté en 2016. (c.f. p.34 du contrat)*

*Au cours des 12 derniers mois, aucun bâtiment n'a été raccordé au réseau de chaleur.*

*La puissance souscrite est en retard par rapport à la phase 3 du contrat initial. (1470 KW / 2400 KW)*

*Il n'y a pas eu de dysfonctionnement majeur de la chaufferie par rapport au réseau.*

*La société MSV située à Josselin alimente en bois la chaufferie sur la base de 21 €HT/MWh PCi. La fourniture de bois a été de bonne qualité.*

*Le taux de couverture annuel d'énergie produite au bois sur la période est stable. (71,6%).*

*Il reste inférieur à la cible. (82% en phase 1)*

*Le rendement de la chaudière bois est stable. (74%)*

*La quantité d'énergie distribuée a augmenté. (1654 MWH -> 1724 MWH)*

## 4 *Compte-rendu technique*

### 4.1 *Au titre des travaux neufs*

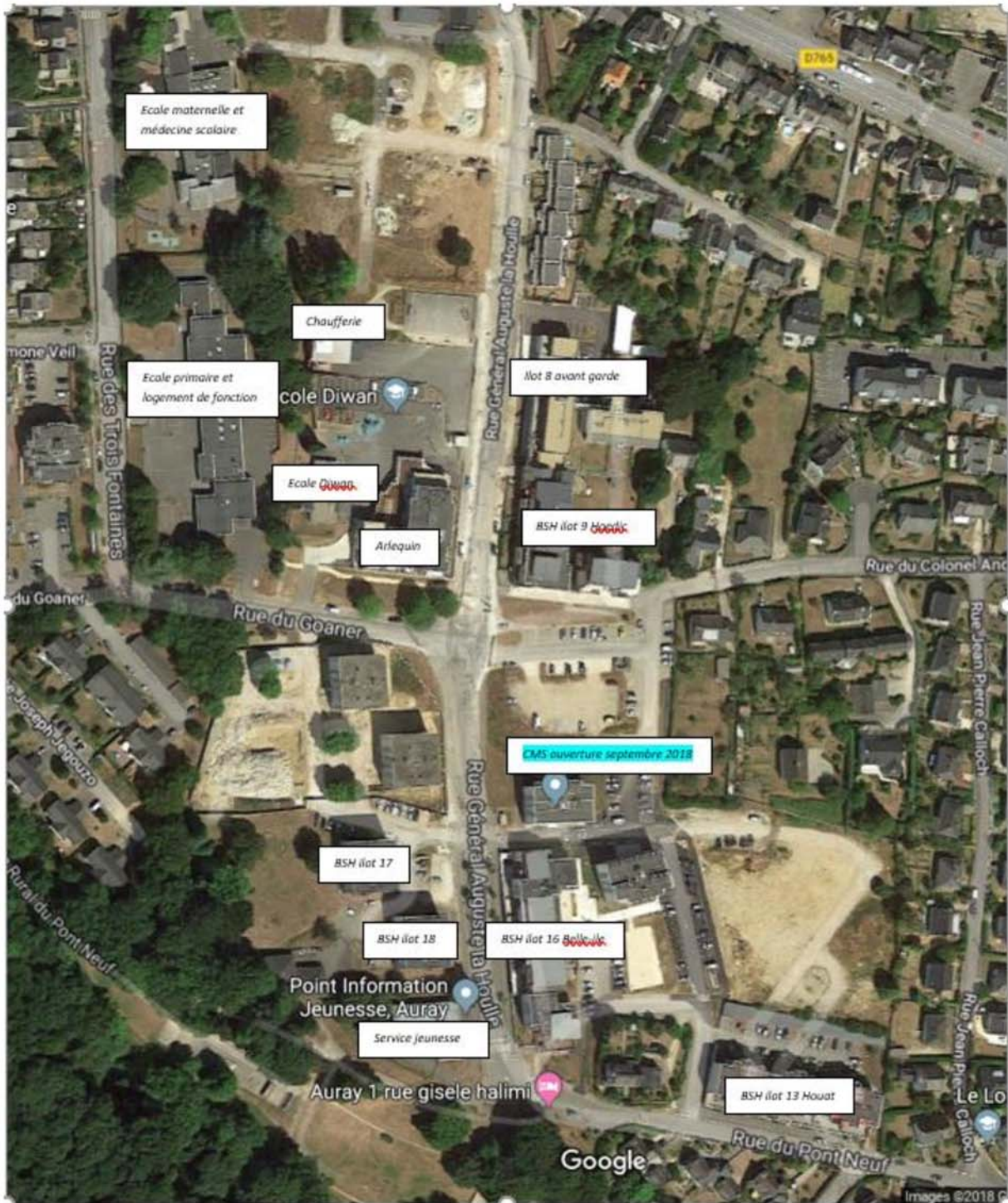
#### 4.1.1 *Bilan Travaux du 01 juillet 2017 au 30 juin 2018.*

##### Réseau de chaleur

- ✕ Travaux de raccordement du bâtiment CMS avec prévision ouverture en septembre 2018

Liste des travaux restant à réaliser en tenant compte de la mise à jour 2013 des prévisions de raccordement

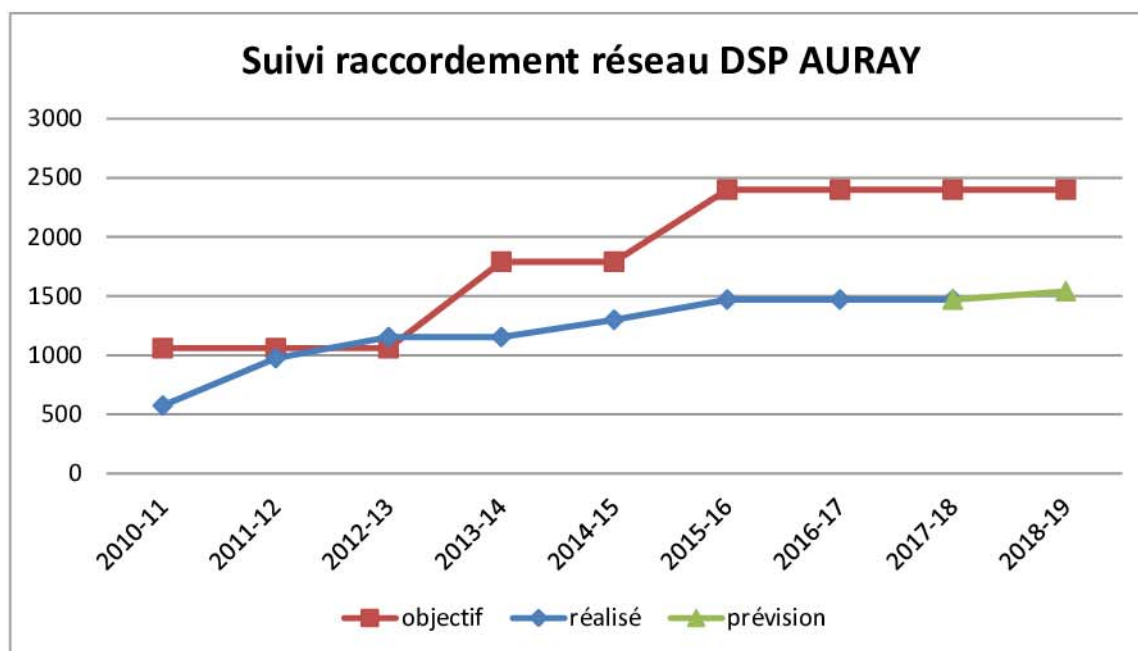
Raccordement de 15 sous stations et réseau associé





Sous-stations (phase 2 Contrat DSP)

| <u>Ilots</u>                                     | <u>Puissance installée en KW</u> | <u>Avancement</u>                                       |
|--------------------------------------------------|----------------------------------|---------------------------------------------------------|
| Arlequin (ex CLSH)                               | 145                              | 100%                                                    |
| Ecole Diwan                                      | 15                               | 100%                                                    |
| Ecole Primaire Tabarly + maison des associations | 110                              | 100%                                                    |
| Ecole Maternelle Tabarly + Médecine Scolaire     | 130                              | 100%                                                    |
| Service Jeunesse du Gumenen                      | 20                               | 100%                                                    |
| MAL                                              | 50                               | Prévision extension<br>Pas de prévision de raccordement |
| îlot 1 à 6                                       | 0                                | Programme abandonné                                     |
| Ilot 8 EPSM                                      | 170                              | 100%                                                    |
| Ilot 9 BSH HOEDIC                                | 200                              | 100%                                                    |
| Ilot 10 conseil général                          | 70                               | Prévision ouverture sept 2018                           |
| îlot 12 BSH - SCCV logis breton                  | 80                               | Prévision<br>16 habitations individuelles               |
| Ilot 13 BSH HOUAT                                | 200                              | 100%                                                    |
| îlot 14 BSH - SCCV logis breton                  | 100                              | Prévision<br>20 habitations individuelles               |
| Ilot 16 BSH BELLE -ILE                           | 180                              | 100%                                                    |
| Ilot 17 BSH                                      | 150                              | 100%                                                    |
| Ilot 18 BSH                                      | 150                              | 100%                                                    |
| Ilot 19                                          | 125                              | prévision<br>Collectif 25 logements                     |
| Ilot 20 à 22                                     | 330                              | Prévision<br>collectif 66 logements                     |
| Ilot 23                                          |                                  | Prévision 2021                                          |
| <b>Total</b>                                     | <b>2 668</b>                     |                                                         |



|                   | 2010-11 | 2011-12 | 2012-13 | 2013-14 | 2014-15 | 2015-16 | 2016-17 | 2017-18 | 2018-19 |
|-------------------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| programme initial | 1060    | 1060    | 1060    | 1790    | 1790    | 2400    | 2400    | 2400    | 2400    |
| réalisation       | 575     | 975     | 1155    | 1155    | 1300    | 1470    | 1470    | 1470    |         |
| prévision         |         |         |         |         |         |         |         | 1470    | 1540    |

#### 4.1.2 Abonnés et Polices d'abonnement

Aucune nouvelle police sur la période

### Puissances souscrites

| N° Client | Nom Client             | N° sous-station | N° Installation | Nom sous-station                      | Taux TVA | PS KW |
|-----------|------------------------|-----------------|-----------------|---------------------------------------|----------|-------|
| 761203    | Mairie d'AURAY         | 1               | 3340536001      | Ecole DIWAN                           | 5,5      | 15    |
| 761204    | Mairie d'AURAY         | 2-1             | 3340536002      | Ecole primaire                        | 5,5      | 105   |
| 761205    | Mairie d'AURAY         | 2-2             | 3340536002      | Maison des associations               | 5,5      | 5     |
| 7011161   | Mairie d'AURAY         | 3               | 3340536003      | Ecole maternelle et médecine scolaire | 5,5      | 130   |
| 7011161   | Mairie d'AURAY         | 4               | 3340536004      | Service jeunesse du GUMENEN           | 5,5      | 20    |
| 755100    | BSH                    | 5               | 3340536005      | BSL Ilot 17 - I                       | 5,5      | 150   |
| 755100    | BSH                    | 6               | 3340536006      | BSL Ilot 18 - J                       | 5,5      | 150   |
| 755100    | BSH                    | 7               | 3340536007      | BSH Ilot 9                            | 5,5      | 200   |
| 755100    | BSH                    | 8               | 3340536008      | BSH Ilot 13                           | 5,5      | 200   |
| 755100    | BSH                    | 9               | 3340536009      | BSL Ilot 16                           | 5,5      | 180   |
| 777109    | ESPACIL HABITAT        | 10              | 3340536010      | Résidence Arlequin                    | 5,5      | 145   |
| 842777    | SGIBC - BENEAT CHAUVEL | 11              | 3340536011      | Résidence Avant garde                 | 5,5      | 170   |
|           |                        |                 |                 |                                       | Total    | 1 470 |

## **4.2 Au titre de l'exploitation**

### **4.2.1 Faits marquants de l'année écoulée**

*Mise en service du chauffage sur l'ensemble des bâtiments le 25/09/17.*

*Mise en service de la chaudière bois le 08/11/17.*

*Mise à l'arrêt à l'arrêt chaudière bois le 23/04/18.*

*Mise à l'arrêt du chauffage dans toutes les sous stations le 22/05/18.*

*Bon fonctionnement de la chaudière bois sur la saison de chauffe.*

### **En juillet 2017**

- RAS

### **En août 2017**

- RAS

### **En septembre 2017**

- 25/09/2017 Allumage chauffage sous-station BSH .

### **En octobre 2017**

- RAS

### **En novembre 2017**

- 08/11/2017 Allumage chaudière bois.

### **En décembre 2017**

- RAS

### **En janvier 2018**

- 13/01/2018 Défaut chaudière bois, cellule silo obstruée, réarmement.

### **En février 2018**

- 26/02/2018 Fuite d'huile hydraulique sur le camion de livraison bois.

### **En mars 2018**

- 04/03/2018 Défaut chaudière bois, disjonction convoyeur cendre, réarmement.
- 08/03/2017 Rédaction du constat de l'incident du 26/02/2018.
- 19/03/2018 Défaut manque d'eau sous-station R3 coté secondaire (hors-contrat).

### **En avril 2018**

- 23/04/2018 Arrêt Chaudière bois, mise en service cascade de chaudière VARMAX.

### **En mai 2018**

- 18/05/2018 Fermeture réseau de chaleur (Ecole primaire, secondaire et Diwan).
- 22/05/2018 Arrêt du chauffage réseau BSH.

### **En juin 2018**

- 20/06/2018 Remplacement modem Réseau école.

#### 4.2.2 Rigueur de la saison de chauffe

DJR degré jour réel (base 18°C)

DJT degré jour trentenaire

| Période      | DJR           | DJT            | nombre heures chaudière bois |
|--------------|---------------|----------------|------------------------------|
| juil-17      | 36,0          | 51,1           | 0                            |
| août-17      | 55,8          | 49,3           | 0                            |
| sept-17      | 101,0         | 81,3           | 0                            |
| oct-17       | 143,3         | 169,4          | 0                            |
| nov-17       | 221,4         | 279,3          | 485                          |
| déc-17       | 328,4         | 342,6          | 742                          |
| janv-18      | 251,8         | 379,4          | 619                          |
| févr-18      | 393,8         | 331,5          | 816                          |
| mars-18      | 317,2         | 315,9          | 652                          |
| avr-18       | 213,6         | 250,0          | 621                          |
| mai-18       | 135,5         | 173,5          | 28                           |
| juin-18      | 43,3          | 94,2           | 0                            |
| <b>TOTAL</b> | <b>2241,0</b> | <b>2517,43</b> | <b>3963</b>                  |

Commentaire :

Rigueur pendant la saison de chauffage

- Pour l'ensemble des bâtiments : 2017 DJR pour 2210 DJT soit une rigueur inférieure de 8,7%

### 4.2.3 Consommation d'énergies

factures bois

|         | MWH PCI  | montant HT  |
|---------|----------|-------------|
| juil-17 | 0        | - €         |
| août-17 | 0        | - €         |
| sept-17 | 0        | - €         |
| oct-17  | 0        | - €         |
| nov-17  | 289,81   | 6 086,01 €  |
| déc-17  | 357,44   | 7 506,24 €  |
| janv-18 | 335,63   | 7 048,23 €  |
| févr-18 | 350,72   | 7 365,12 €  |
| mars-18 | 324,73   | 6 819,33 €  |
| avr-18  | 126,7    | 2 660,70 €  |
| mai-18  | 0        | - €         |
| juin-18 | 0        | - €         |
|         | 1 785,03 | 37 485,63 € |

factures gaz

|         | MWH PCS | montant HT  |
|---------|---------|-------------|
| juil-17 | 60      | 1 876,74 €  |
| août-17 | 62      | 1 909,68 €  |
| sept-17 | 72      | 2 257,90 €  |
| oct-17  | 113     | 3 647,53 €  |
| nov-17  | 94      | 3 159,94 €  |
| déc-17  | 1       | 160,54 €    |
| janv-18 | 0       | 144,60 €    |
| févr-18 | 13      | 695,72 €    |
| mars-18 | 0       | 144,60 €    |
| avr-18  | 16      | 709,64 €    |
| mai-18  | 125     | 4 631,79 €  |
| juin-18 | 71      | 2 842,01 €  |
|         | 627     | 22 180,69 € |

| factures électricité | MWH        |        |       |      |       | total |        |
|----------------------|------------|--------|-------|------|-------|-------|--------|
|                      | montant HT | pointe | HPH   | HCH  | HPE   |       | HCE    |
| juil-17              | 391,35 €   |        |       |      | 2,153 | 1,119 | 3,272  |
| août-17              | 358,43 €   |        |       |      | 1,695 | 0,836 | 2,531  |
| sept-17              | 369,87 €   |        |       |      | 2     | 1,03  | 3,030  |
| oct-17               | 482,09 €   |        | 0,781 | 0,38 | 1,863 | 0,86  | 3,884  |
| nov-17               | 792,93 €   |        | 3,9   | 1,88 |       |       | 5,780  |
| déc-17               | 832,74 €   |        | 4,11  | 1,96 |       |       | 6,070  |
| janv-18              | 845,17 €   |        | 4,14  | 1,98 |       |       | 6,120  |
| févr-18              | 836,75 €   |        | 3,96  | 1,84 |       |       | 5,800  |
| mars-18              | 788,93 €   |        | 3,07  | 1,47 | 1,03  | 0,53  | 6,100  |
| avr-18               | 494,87 €   |        |       |      | 2,99  | 1,47  | 4,460  |
| mai-18               | 373,07 €   |        |       |      | 1,98  | 0,98  | 2,960  |
| juin-18              | 182,20 €   |        |       |      | 0,757 | 0,367 | 1,123  |
|                      | 6 748,40 € |        |       |      |       |       | 54,894 |

Consommation électricité en baisse (72,9 -> 54,9 MWHe)

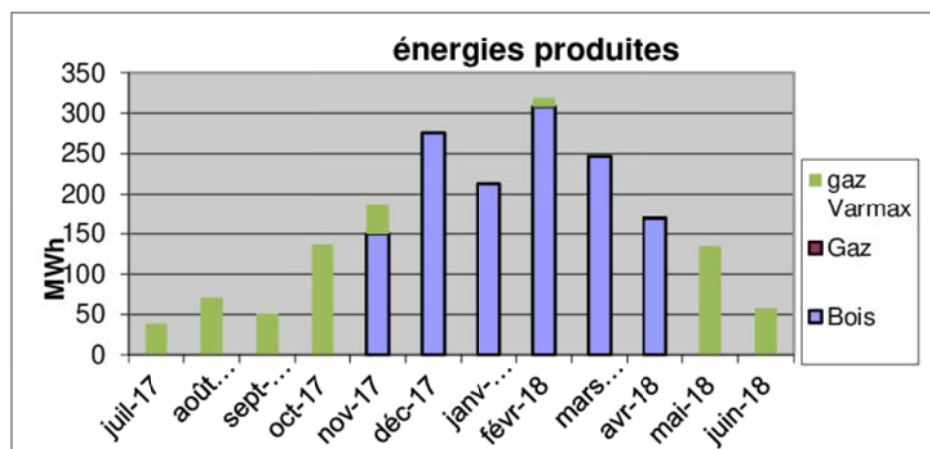
|              | Eau<br>chaufferie |
|--------------|-------------------|
|              | M3                |
| juil-17      | 3,0               |
| août-17      | 0,0               |
| sept-17      | 0,0               |
| oct-17       | 0,0               |
| nov-17       | 4,0               |
| déc-17       | 2,0               |
| janv-18      | 6,0               |
| févr-18      | 0,0               |
| mars-18      | 0,0               |
| avr-18       | 5,0               |
| mai-18       | 39,0              |
| juin-18      | 0,0               |
| <b>TOTAL</b> | <b>59,0</b>       |

Consommation eau en baisse (107 -> 59 m3)



#### 4.2.4 Energies produites et taux de couverture

|                     | Bois          | Gaz        | gaz Varmax   | TOTAL         | Taux de couverture bois |
|---------------------|---------------|------------|--------------|---------------|-------------------------|
|                     | MWh           | MWh        | MWh          |               |                         |
| juil-17             | 0             | 0          | 39           | 39            | 0,0%                    |
| août-17             | 0             | 0          | 71           | 71            | 0,0%                    |
| sept-17             | 0             | 0          | 51           | 51            | 0,0%                    |
| oct-17              | 0             | 0          | 137          | 137           | 0,0%                    |
| nov-17              | 150           | 0          | 37           | 187           | 80,2%                   |
| déc-17              | 276           | 0          | 0            | 276           | 100,0%                  |
| janv-18             | 213           | 0          | 0            | 213           | 100,0%                  |
| févr-18             | 308           | 0          | 11           | 319           | 96,6%                   |
| mars-18             | 247           | 0          | 0            | 247           | 100,0%                  |
| avr-18              | 169           | 1          | 0            | 170           | 99,4%                   |
| mai-18              | 0             | 0          | 135          | 135           | 0,0%                    |
| juin-18             | 0             | 0          | 58           | 58            | 0,0%                    |
| <b>TOTAL ANNUEL</b> | <b>1363,0</b> | <b>1,0</b> | <b>539,0</b> | <b>1903,0</b> | <b>71,6%</b>            |



Commentaire :

Peu de fonctionnement au gaz pendant le fonctionnement de la chaudière bois.

Fonctionnement gaz principalement sur l'ensemble de 3 chaudières Varmax.

#### 4.2.5 Energie distribuée

### R1 - Consommation en MWh

| Sous-station                          | Juillet | Août | Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | Janvier | Février | Mars | Avril | Mai | Juin         | Total        |
|---------------------------------------|---------|------|-----------|---------|----------|----------|---------|---------|------|-------|-----|--------------|--------------|
| Ecole DIWAN                           |         |      |           |         | 4        | 3        | 2       | 2       | 3    | 2     |     |              | 16           |
| Ecole primaire                        |         |      |           | 14      | 15       | 22       | 16      | 25      | 19   | 10    |     |              | 121          |
| Maison des associations               |         |      |           | 5       | 2        | 4        | 2       | 4       | 3    | 1     |     |              | 21           |
| Ecole maternelle et médecine scolaire |         |      |           | 6       | 22       | 16       | 12      | 19      | 19   | 13    | 5   |              | 112          |
| Service jeunesse du GUMENEN           |         |      |           | 1       | 4        | 6        | 3       | 7       | 6    | 3     | 2   |              | 32           |
| BSL Ilot 17                           | 1       | 3    | 3         | 11      | 16       | 24       | 17      | 28      | 19   | 12    | 10  | 3            | 147          |
| BSL Ilot 18                           | 2       | 3    | 2         | 12      | 18       | 26       | 20      | 31      | 25   | 14    | 11  | 2            | 166          |
| BSH Ilot 9                            | 4       | 8    | 5         | 18      | 30       | 43       | 35      | 50      | 40   | 25    | 18  | 6            | 282          |
| BSH Ilot 13                           | 12      | 21   | 14        | 23      | 24       | 36       | 28      | 41      | 31   | 24    | 26  | 13           | 293          |
| BSH Ilot 16                           | 3       | 7    | 6         | 15      | 22       | 36       | 28      | 42      | 31   | 20    | 14  | 2            | 226          |
| Résidence Arlequin                    | 3       | 6    | 3         | 9       | 15       | 23       | 19      | 26      | 20   | 14    | 10  | 4            | 152          |
| Résidence Avant-garde                 |         |      | 3         | 11      | 18       | 27       | 21      | 31      | 23   | 12    | 8   | 2            | 156          |
|                                       |         |      |           |         |          |          |         |         |      |       |     | <b>Total</b> | <b>1 724</b> |

Commentaire :

Les pertes réseau sont de  $1903 - 1724 = 179$  MWh (en baisse de 15,6% -> 9,4%)

### Variation des consommations d'énergie

| Sous-station                          | 2016-2017 | 2017-2018 |        |
|---------------------------------------|-----------|-----------|--------|
| Ecole DIWAN                           | 12        | 16        | +30%   |
| Ecole primaire                        | 109       | 121       | +11%   |
| Maison des associations               | 15        | 21        | +40%   |
| Ecole maternelle et médecine scolaire | 113       | 112       | Stable |
| Service jeunesse du GUMENEN           | 34        | 32        | -5%    |
| BSL Ilot 17                           | 145       | 147       | +1%    |
| BSL Ilot 18                           | 162       | 166       | +2%    |
| BSH Ilot 9                            | 271       | 282       | +4%    |
| BSH Ilot 13                           | 307       | 293       | -4%    |
| BSH Ilot 16                           | 197       | 226       | +14%   |
| Résidence Arlequin                    | 145       | 152       | +5%    |
| Résidence Avant-garde                 | 144       | 156       | +8%    |
|                                       | 1 654     | 1 724     | +4%    |

#### 4.2.6 Qualité du combustible bois

Quantité de bois livrée : 634 tonnes  
 Humidité moyenne : 40 %  
 Quantité d'énergie livrée : 1 787 MWH PCI

Commentaire :

Le bois fourni par le nouveau fournisseur est du 100% plaquettes forestières.  
 La qualité a été relativement stable sur la saison.

#### 4.2.7 Analyses de combustion des fumées

|                       |            |           | 2017    |         | 2018    |         |
|-----------------------|------------|-----------|---------|---------|---------|---------|
| Installation          | Puissances | Fréquence | J A S   | O N D   | J F M   | A M J   |
| 3 chaudière Guillot   | 3 x 450 Kw | 3 mois    | 28-juil | Arrêt   | Arrêt   | 16-mai  |
| 1 chaudière Weishaupt | 1100 Kw    | 3 mois    | Arrêt   | 9-oct.  | Arrêt   | Arrêt   |
| 1 chaudières Bois     | 1200 Kw    | 3 mois    | Arrêt   | 13-nov. | 12-févr | 26-mars |

Commentaire :

Les analyses sont conformes à la réglementation. Voir comptes rendus en annexe

#### 4.2.8 Rapport des visites réglementaires des organismes de contrôle

| Contrôles réglementaires                  | Fréquence | 2017    | 2018                    |
|-------------------------------------------|-----------|---------|-------------------------|
| DETECTION GAZ OLDHAM                      | Annuelle  | 2-oct.  | 21-juin                 |
| CONTRÔLE EXTINCTEUR                       | Annuelle  |         | 27-juin                 |
| VERIFICATION DES COMPTEURS ENERGIE SAPPÉL | Annuelle  |         | 9-févr.                 |
| VERIFICATION ETANCHEITE GAZ               | Annuelle  | 9-oct.  | 21-juin                 |
| VERIFICATION ELECTRIQUE + Parafoudre      | Annuelle  | 11-avr. | 24-mai                  |
| CONTRÔLE EQUIPEMENT SOUS PRESSION         | 4 ans     |         | 24-mai                  |
| VERIFICATION DISCONNECTEUR                | Annuelle  | 13-avr. | 9-avr.                  |
| ANALYSES D'EAU PHYSICO CHIMIQUE RESEAU    | Annuelle  | 8-sept. | 16-juil.                |
| CONTRÔLE DES REJETS ATMOSPHERIQUES        | 2 ans     |         | 14/02/18 et<br>29/11/18 |
| CONTRÔLE EFFICACITE ENERGETIQUE           | 2 ans     |         | 14-févr.                |
| CERTIFICAT DE RAMONAGE CHAUDIERE WEISHAUP | Annuelle  | 9-oct.  | 28-sept.                |
| CERTIFICAT DE RAMONAGE CHAUDIERES GUILLOT | Annuelle  | 10-oct. | 28-sept.                |
| CERTIFICAT DE RAMONAGE CHAUDIERES BOIS    | Annuelle  | 12-oct. | 28-sept.                |

Commentaire :

Aucun problème majeur sur les contrôles réglementaires. Voir comptes rendus en annexe

#### 4.2.9 Suivi des cendres

| Cendres foyer en T | Cendres fumées en T |
|--------------------|---------------------|
| 8                  | 0                   |

Novembre 2017 Analyse des cendres sous foyer

#### 4.2.10 Quittance des contrats d'assurance

Voir partie financière

#### 4.2.11 Contrôle des compteurs

Voir comptes rendus en annexe

#### 4.2.12 Travaux de renouvellement faits ou à faire

Rénovation du filtre fumées chaudière bois

#### 4.2.13 Evolution des ouvrages

RAS

#### 4.2.14 Plan prévisionnel de renouvellement

RAS

## 5 *Compte-rendu financier*

### Commentaires sur les variations du compte de résultat

Le compte de résultat fait apparaître un déficit de **-2 432,30€**.

L'avenant n°2 a permis de réduire le déficit par rapport aux résultats des années précédentes mais il reste toujours négatif.

#### **La marge R1 (Vente d'énergie) a un résultat positif de 7 164,44 € :**

- L'avenant a redéfini un prix R1 et des formules d'indexation cohérentes par rapport à nos dépenses. (forte évolution du bois Energie et l'arrêt du tarif B2S).

#### **La marge R2 (Vente de services) est déficitaire de - 9 596,74,17 € pour les raisons suivantes :**

- Un chiffre d'affaire très en deçà des recettes prévues initialement au contrat suite au retard dans le programme immobilier.

## 5.1 Avancement des dépenses travaux et subvention ADEME

Au 30 juin 2018,

Dépenses travaux pour la chaufferie et les réseaux : 1 815 k€

Dépenses en cours : 16 K€ (Raccordement du Centre Médico Social) reporté exercice 2018/2019

Le montant initial de la subvention ADEME était de 829 319 €.

A ce jour, nous avons touché 686 620 €HT.

La subvention ADEME est considérée comme soldée à 82,8% du montant prévisionnel.

La subvention du Conseil Régional de 153 900 € est acquise et a été versée.

A ce jour, nous avons touché 840 520 €HT toutes subventions.

Toutes les prochaines dépenses de raccordement ne seront pas prises en compte par l'ADEME.

|                  |           |           |        |
|------------------|-----------|-----------|--------|
| subvention ADEME | 829 319 € | 686 620 € | 82,9%  |
| subvention CR    | 153 900 € | 153 900 € | 100,0% |
|                  | 983 219 € | 840 520 € | 85,5%  |

## 5.2 Mesures prises pour réduire les charges

Les parties ont validés l'avenant n°2 avec prise d'effet au 01 juillet 2016 afin de prendre en compte le bilan économique du projet.

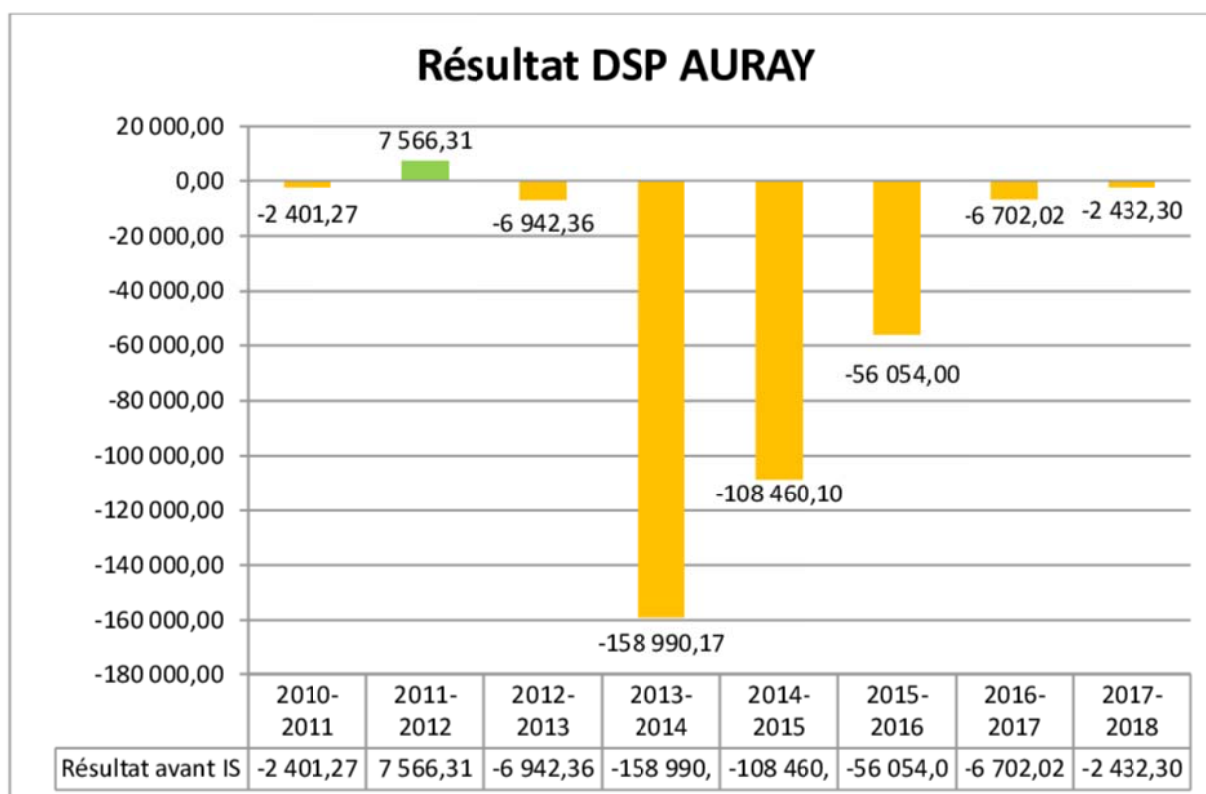


### 5.3 Compte de résultat

| <b>Compte de résultat du 01/07/17 au 30/06/18</b> |                   |
|---------------------------------------------------|-------------------|
| (en euros)                                        |                   |
| <b>A - Produits d'exploitation</b>                |                   |
| Production vendue de biens                        | 66 830,76         |
| Production vendue de services                     | 126 503,33        |
| <b>Total produits d'exploitation</b>              | <b>193 334,09</b> |
| <b>B- Charges d'exploitation</b>                  |                   |
| Achats de matières et de fournitures              | 71 680,36         |
| Variation de stocks                               | 0,00              |
| Autres charges et charges externes                | 35 389,10         |
| Charges de personnel                              | 22 401,14         |
| Dotations aux amortissements                      | 36 851,23         |
| <b>Total charges d'exploitation</b>               | <b>166 321,82</b> |
| <b>C - Resultat d'exploitation</b>                | <b>27 012,27</b>  |
| <b>D - Resultat financier</b>                     |                   |
| Produits financiers                               | 0,00              |
| Charges financières                               | 29 444,57         |
| <b>E - Resultat exceptionnel</b>                  |                   |
| Produits exceptionnels                            | 0,00              |
| Charges exceptionnelles                           | 0,00              |
| <b>G - Resultat avant IS</b>                      | <b>-2 432,30</b>  |

Pour mémoire

|                                           |                      |
|-------------------------------------------|----------------------|
| résultat année juillet 2010 à juin 2011 : | -2 401,27 €          |
| résultat année juillet 2011 à juin 2012 : | 7 566,31 €           |
| résultat année juillet 2012 à juin 2013 : | -6 942,36 €          |
| résultat année juillet 2013 à juin 2014 : | -158 990,17 €        |
| résultat année juillet 2014 à juin 2015 : | -108 460,10 €        |
| résultat année juillet 2015 à juin 2016 : | -56 054,00 €         |
| résultat année juillet 2016 à juin 2017 : | -6 702,02 €          |
| résultat année juillet 2017 à juin 2018 : | -2 432,30 €          |
| <b>Bilan cumulé</b>                       | <b>-334 415,91 €</b> |



## Compte d'Exploitation par Prestation

Prise en charge du contrat  
Compte Arrêtés du

01/07/2010  
01/07/2017 au 30/06/2018

| Etat de synthèse<br>en euros    | 30/06/2018<br>Réal | Prévisionnel      |
|---------------------------------|--------------------|-------------------|
| Chiffre d'affaires              |                    |                   |
| R1                              | 66 830,76          | 62 940,00         |
| R2                              | 126 503,33         | 128 200,00        |
| <b>Total Chiffre d'affaires</b> | <b>193 334,09</b>  | <b>191 140,00</b> |
| Charges                         |                    |                   |
| R1                              | 59 666,32          | 59 346,00         |
| R2                              | 136 100,07         | 140 692,96        |
| <b>Total des charges</b>        | <b>195 766,39</b>  | <b>200 038,96</b> |
| Resultat                        |                    |                   |
| R1                              | 7 164,44           | 3 594,00          |
| R2                              | -9 596,74          | -12 492,96        |
| <b>Total R1+R2</b>              | <b>-2 432,30</b>   | <b>-8 898,96</b>  |

| Suivi du R1                     | 30/06/2018<br>Réal | Prévisionnel     |
|---------------------------------|--------------------|------------------|
| Chiffre d'affaires              |                    |                  |
| Chauffage                       | 66 830,76          | 62 940,00        |
| <b>Total Chiffre d'affaires</b> | <b>66 830,76</b>   |                  |
| Charges                         |                    |                  |
| Gaz                             | 22 180,69          | 17 921,00        |
| Bois                            | 37 485,63          | 41 425,00        |
| <b>Total charges</b>            | <b>59 666,32</b>   | <b>59 346,00</b> |
| <b>Marge Brute sur R1</b>       | <b>7 164,44</b>    | <b>3 594,00</b>  |

| Suivi du R2                      | 30/06/2018<br>Réal | Prévisionnel      |
|----------------------------------|--------------------|-------------------|
| <b>Chiffre d'affaires</b>        |                    |                   |
| Prestation R21 - Electricité     | 8 768,54           | 8 656,00          |
| Prestation R22 - Conduite        | 33 493,97          | 34 518,00         |
| Prestation R23 - Renouvellement  | 22 476,40          | 23 262,00         |
| Prestation R24 - Financement     | 49 142,40          | 49 142,00         |
| Contributions et taxes foncières | 12 622,02          | 12 622,00         |
| <b>Total Chiffre d'affaires</b>  | <b>126 503,33</b>  | <b>128 200,00</b> |
| <b>Charges</b>                   |                    |                   |
| Frais de personnel               | 22 401,14          | 24 909,71         |
| Electricité                      | 6 748,40           | 7 032,99          |
| Achats                           | 5 112,46           | 5 000,00          |
| Eau                              | 153,18             | 400,00            |
| Sous Traitance                   | 5 270,38           | 4000,00           |
| Cendres                          | 1 563,40           | 1 465,81          |
| Location matériel                | 1 461,54           | 1 484,37          |
| Redevances                       | 0,00               | 0                 |
| Impôts et Taxes *                | 12 651,50          | 17 356,00         |
| Assurances                       | 2 627,46           | 1 057,50          |
| Frais divers                     | 214,77             | 222,39            |
| Frais généraux                   | 11 600,05          | 11 468,40         |
| Amortissements R2.4              | 36 851,23          | 36 851,23         |
| Frais Financiers                 | 29 444,57          | 29 444,57         |
| <b>Total charges</b>             | <b>136 100,07</b>  | <b>140 692,96</b> |
| <b>Marge Brute sur R2</b>        | <b>-9 596,74</b>   | <b>-12 492,96</b> |

#### 5.4 Détail des dépenses

| En euros           | 01/07/16 au 30/06/17 | 01/07/17 au 30/06/18 |                                                                                                   |
|--------------------|----------------------|----------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Gaz                | 21 887,64            | 22 180,69            |                                                                                                   |
| Bois               | 38 262,08            | 37 485,63            |                                                                                                   |
| Frais de personnel | 24 421,28            | 22 401,14            |                                                                                                   |
| Electricité        | 6 895,09             | 6 748,40             |                                                                                                   |
| Achats             | 1 201,59             | 5 112,46             | Servo moteur brûleur, aspirateur                                                                  |
| Eau                | 654,77               | 153,18               | 2 300€ expertise filtre fumées                                                                    |
| Sous Traitance     | 2 757,47             | 5 270,38             |                                                                                                   |
| Cendres            | 1 437,07             | 1 563,40             |                                                                                                   |
| Location matériel  | 1 455,26             | 1 461,54             |                                                                                                   |
| Redevances         | 0,00                 | 0,00                 |                                                                                                   |
| Impôts et Taxes    | 17 135,00            | 12 651,50            | Assiette calcul revue à la baisse<br>Augmentation à de nombreux sinistres sur les chaudières bois |
| Assurances         | 846,00               | 2 627,46             |                                                                                                   |
| Frais divers       | 218,03               | 214,77               |                                                                                                   |
| Frais généraux     | 11 395,76            | 11 600,05            | 6% du CA                                                                                          |
|                    | 128 567,04           | 129 470,60           |                                                                                                   |

Hors amortissements, variation de stocks et frais financiers

---

#### **5.4.1 Combustibles**

*Voir factures en annexes*

---

#### **5.4.2 Fournisseurs et sous traitants**

*Voir factures en annexes*

---

#### **5.4.3 Valorisation (personnel et frais de structure...)**

*Voir factures en annexes*

---

#### **5.4.4 Impôts et taxes**

*Voir factures en annexes*

---

#### **5.5 Détail des recettes**

---

### Chiffres d'affaires – Ventes par sous-station

| N°<br>sous-station | Nom<br>sous-station                   | MWH          | R1               | R21             | R22              | R23              | R24              | Contributions<br>et taxes<br>foncières | Total R2          | CA                |
|--------------------|---------------------------------------|--------------|------------------|-----------------|------------------|------------------|------------------|----------------------------------------|-------------------|-------------------|
| 1                  | Ecole DIWAN                           | 16           | 619,24           | 89,49           | 341,77           | 229,34           | 501,48           | 128,80                                 | 1 290,88          | 1 910,12          |
| 2-1                | Ecole primaire                        | 121          | 4 712,74         | 626,33          | 2 392,43         | 1 605,46         | 3 510,12         | 901,57                                 | 9 035,91          | 13 748,65         |
| 2-2                | Maison des associations               | 21           | 814,72           | 29,82           | 113,92           | 76,44            | 167,16           | 42,93                                  | 430,27            | 1 244,99          |
| 3                  | Ecole maternelle et médecine scolaire | 112          | 4 306,61         | 775,45          | 2 962,05         | 1 987,73         | 4 345,92         | 1 116,23                               | 11 187,38         | 15 493,99         |
| 4                  | Service jeunesse du GUMENEN           | 32           | 1 240,14         | 119,31          | 455,70           | 305,80           | 668,64           | 171,73                                 | 1 721,18          | 2 961,32          |
| 5                  | BSL Ilot 17                           | 147          | 5 708,60         | 894,73          | 3 417,76         | 2 293,54         | 5 014,56         | 1 287,96                               | 12 908,55         | 18 617,15         |
| 6                  | BSL Ilot 18                           | 166          | 6 442,82         | 894,73          | 3 417,76         | 2 293,54         | 5 014,56         | 1 287,96                               | 12 908,55         | 19 351,37         |
| 7                  | BSH Ilot 9                            | 282          | 10 934,96        | 1 193,01        | 4 557,00         | 3 058,00         | 6 686,04         | 1 717,28                               | 17 211,33         | 28 146,29         |
| 8                  | BSH Ilot 13                           | 293          | 11 406,99        | 1 193,01        | 4 557,00         | 3 058,00         | 6 686,04         | 1 717,28                               | 17 211,33         | 28 618,32         |
| 9                  | BSL Ilot 16                           | 226          | 8 773,55         | 1 073,70        | 4 101,30         | 2 752,20         | 6 017,40         | 1 545,56                               | 15 490,16         | 24 263,71         |
| 10                 | Résidence Arlequin                    | 152          | 5 818,47         | 864,91          | 3 303,83         | 2 217,05         | 4 847,40         | 1 245,03                               | 12 478,22         | 18 296,69         |
| 11                 | Résidence Avant-garde                 | 156          | 6 051,92         | 1 014,05        | 3 873,45         | 2 599,30         | 5 683,08         | 1 459,69                               | 14 629,57         | 20 681,49         |
|                    | <b>Total</b>                          | <b>1 724</b> | <b>66 830,76</b> | <b>8 768,54</b> | <b>33 493,97</b> | <b>22 476,40</b> | <b>49 142,40</b> | <b>12 622,02</b>                       | <b>126 503,33</b> | <b>193 334,09</b> |

R1 - CA (en €)

| Sous-station                                            | TICGN    | Juillet | Août     | Sept.    | Octobre  | Nov.     | Déc.     | Janvier  | Février   | Mars     | Avril    | Mai      | Juin     | Total     |
|---------------------------------------------------------|----------|---------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|-----------|----------|----------|----------|----------|-----------|
| Ecole DIWAN                                             | 45,55    | -       | -        | -        | -        | 142,12   | 107,07   | 71,86    | 72,76     | 108,06   | 71,82    | -        | -        | 619,24    |
| Ecole primaire                                          | 361,77   | -       | -        | -        | 504,98   | 532,95   | 785,18   | 574,88   | 909,50    | 684,38   | 359,10   | -        | -        | 4 712,74  |
| Maison des associations                                 | 59,20    | -       | -        | -        | 180,35   | 71,06    | 142,76   | 71,86    | 145,52    | 108,06   | 35,91    | -        | -        | 814,72    |
| Ecole maternelle et méd.<br>Scolaire                    | 280,20   | -       | -        | -        | 216,42   | 781,66   | 571,04   | 431,16   | 691,22    | 684,38   | 466,83   | 183,70   | -        | 4 306,61  |
| Service jeunesse du<br>GUMENEN                          | 88,03    | -       | -        | -        | 36,07    | 142,12   | 214,14   | 107,79   | 254,66    | 216,12   | 107,73   | 73,48    | -        | 1 240,14  |
| BSL Ilot 17                                             | 412,06   | 36,30   | 107,61   | 107,79   | 396,77   | 568,48   | 856,56   | 610,81   | 1 018,64  | 684,38   | 430,92   | 367,40   | 110,88   | 5 708,60  |
| BSL Ilot 18                                             | 462,75   | 72,60   | 107,61   | 71,86    | 432,84   | 639,54   | 927,94   | 718,60   | 1 127,78  | 900,50   | 502,74   | 404,14   | 73,92    | 6 442,82  |
| BSH Ilot 9                                              | 775,14   | 145,20  | 286,96   | 179,65   | 649,26   | 1 065,90 | 1 534,67 | 1 257,55 | 1 819,00  | 1 440,80 | 897,75   | 661,32   | 221,76   | 10 934,96 |
| BSH Ilot 13                                             | 836,13   | 435,60  | 753,27   | 503,02   | 829,61   | 852,72   | 1 284,84 | 1 006,04 | 1 491,58  | 1 116,62 | 861,84   | 955,24   | 480,48   | 11 406,99 |
| BSH Ilot 16                                             | 633,33   | 108,90  | 251,09   | 215,58   | 541,05   | 781,66   | 1 284,84 | 1 006,04 | 1 527,96  | 1 116,62 | 718,20   | 514,36   | 73,92    | 8 773,55  |
| Résidence Arlequin                                      | 341,18   | 108,90  | 215,22   | 107,79   | 324,63   | 532,95   | 820,87   | 682,67   | 945,88    | 720,40   | 502,74   | 367,40   | 147,84   | 5 818,47  |
| Résidence Avant-garde                                   | 434,66   | -       | -        | 107,79   | 396,77   | 639,54   | 963,63   | 754,53   | 1 127,78  | 828,46   | 430,92   | 293,92   | 73,92    | 6 051,92  |
| TICGN : refacturation<br>du 01/07/2017 au<br>30/06/2018 | 4 730,00 | 907,50  | 1 721,76 | 1 293,48 | 4 508,75 | 6 750,70 | 9 493,54 | 7 293,79 | 11 132,28 | 8 608,78 | 5 386,50 | 3 820,96 | 1 182,72 | 66 830,76 |



|             | P0 R21      | 6,32           | P0 R22                  | 22,25           | P0 R23           | 14,96    | P0 R24   | 33,43    |          |          |          |             |          |  |
|-------------|-------------|----------------|-------------------------|-----------------|------------------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|-------------|----------|--|
|             | Origine     | Juillet        | Août                    | Septembre       | Octobre          | Novembre | Décembre | Janvier  | Février  | Mars     | Avril    | Mai         | Juin     |  |
| bt40        | 103,20      | 105,00         | 105,70                  | 105,70          | 105,70           | 105,80   | 105,50   | 105,90   | 105,70   | 106,00   | 105,90   | 106,60      | 106,70   |  |
| EVS 36_10   | 121,20      | 103,60         | 103,90                  | 100,90          | 103,50           | 102,00   | 113,00   | 122,10   | 122,10   | 122,27   | 133,23   | 127,80      | 118,09   |  |
| FSD2C       | 123,10      | 124,00         | 124,10                  | 124,70          | 125,20           | 125,50   | 126,60   | 127,10   | 127,10   | 127,80   | 128,30   | 128,90      | 129,30   |  |
| ICHTTS1     | 115,80      | 118,70         | 118,70                  | 119,10          | 119,10           | 119,10   | 119,10   | 119,70   | 119,70   | 119,70   | 120,20   | 120,20      | 120,20   |  |
|             | 1,000000    | 0,998170       | 0,999110                | 0,998700        | 1,000390         | 0,999980 | 1,006000 | 1,012210 | 1,012000 | 1,012950 | 1,019420 | 1,017920    | 1,013530 |  |
|             | Ecole DIWAN | Ecole Primaire | Maison des associations | Ec Mat/ Med sco | Service Jeunesse | lot 17   | lot 18   | lot 9    | lot 13   | lot 16   | Arlequin | Avant-garde | Total    |  |
|             | 15          | 105            | 5                       | 130             | 20               | 150      | 150      | 200      | 200      | 180      | 145      | 170         | 1470     |  |
|             | Juillet     | Août           | Septembre               | Octobre         | Novembre         | Décembre | Janvier  | Février  | Mars     | Avril    | Mai      | Juin        |          |  |
| R 2.1       | 5,40        | 5,42           | 5,26                    | 5,40            | 5,32             | 5,89     | 6,37     | 6,37     | 6,38     | 6,95     | 6,66     | 6,16        |          |  |
| R 2.2       | 22,56       | 22,56          | 22,64                   | 22,67           | 22,69            | 22,76    | 22,84    | 22,84    | 22,88    | 22,96    | 23,00    | 23,02       |          |  |
| R 2.3       | 15,20       | 15,25          | 15,27                   | 15,27           | 15,27            | 15,25    | 15,30    | 15,29    | 15,31    | 15,32    | 15,37    | 15,38       |          |  |
| R 2.4       | 33,43       | 33,43          | 33,43                   | 33,43           | 33,43            | 33,43    | 33,43    | 33,43    | 33,43    | 33,43    | 33,43    | 33,43       |          |  |
| Répartition | 6,38        | 6,39           | 6,38                    | 6,40            | 6,39             | 6,44     | 6,50     | 6,49     | 6,50     | 6,56     | 6,54     | 6,50        | 77,47    |  |

| R2           | Ecole DIWAN | Ecole Primaire | Maison des associations | Ec Mat/ Med sco | Service Jeunesse | lot 17    | lot 18    | lot 9     | lot 13    | lot 16    | Arlequin  | Avant-garde | Total      |
|--------------|-------------|----------------|-------------------------|-----------------|------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-----------|-------------|------------|
| Juillet      | 95,74       | 670,16         | 31,91                   | 829,73          | 127,65           | 957,38    | 957,38    | 1 276,50  | 1 276,50  | 1 148,85  | 925,47    | 1 085,02    | 9 382,29   |
| Août         | 95,83       | 670,78         | 31,93                   | 830,49          | 127,77           | 958,26    | 958,26    | 1 277,67  | 1 277,67  | 1 149,90  | 926,31    | 1 086,01    | 9 390,88   |
| Septembre    | 95,76       | 670,25         | 31,92                   | 829,84          | 127,67           | 957,51    | 957,51    | 1 276,67  | 1 276,67  | 1 149,00  | 925,59    | 1 085,17    | 9 383,56   |
| Octobre      | 95,97       | 671,74         | 31,99                   | 831,68          | 127,95           | 959,64    | 959,64    | 1 279,50  | 1 279,50  | 1 151,55  | 927,64    | 1 087,58    | 9 404,38   |
| Novembre     | 95,89       | 671,22         | 31,96                   | 831,03          | 127,86           | 958,89    | 958,89    | 1 278,51  | 1 278,51  | 1 150,65  | 926,91    | 1 086,73    | 9 397,05   |
| Décembre     | 96,66       | 676,64         | 32,21                   | 837,75          | 128,09           | 966,63    | 966,63    | 1 288,84  | 1 288,84  | 1 159,95  | 934,41    | 1 095,50    | 9 472,95   |
| Janvier      | 97,42       | 681,97         | 32,48                   | 844,35          | 129,91           | 974,25    | 974,25    | 1 299,01  | 1 299,01  | 1 169,10  | 941,78    | 1 104,15    | 9 547,68   |
| Février      | 97,41       | 681,89         | 32,47                   | 844,24          | 129,89           | 974,13    | 974,13    | 1 298,84  | 1 298,84  | 1 168,95  | 941,65    | 1 104,01    | 9 546,45   |
| Mars         | 97,51       | 682,49         | 32,50                   | 845,01          | 130,00           | 975,01    | 975,01    | 1 300,00  | 1 300,00  | 1 170,00  | 942,51    | 1 104,99    | 9 555,03   |
| Avril        | 98,33       | 688,27         | 32,78                   | 852,15          | 131,10           | 983,25    | 983,25    | 1 311,00  | 1 311,00  | 1 179,90  | 950,48    | 1 114,35    | 9 635,86   |
| Mai          | 98,08       | 686,52         | 32,69                   | 849,99          | 130,77           | 980,76    | 980,76    | 1 307,67  | 1 307,67  | 1 176,90  | 948,06    | 1 111,51    | 9 611,38   |
| Juin         | 97,48       | 682,41         | 32,50                   | 844,89          | 129,99           | 974,88    | 974,88    | 1 299,84  | 1 299,84  | 1 169,85  | 942,38    | 1 104,86    | 9 553,80   |
| Taxes        | 128,80      | 901,57         | 42,93                   | 1 116,23        | 171,73           | 1 287,96  | 1 287,96  | 1 717,28  | 1 717,28  | 1 545,56  | 1 245,03  | 1 459,69    | 12 622,02  |
| <b>Total</b> | 1 290,88    | 9 035,91       | 430,27                  | 11 187,38       | 1 721,18         | 12 908,55 | 12 908,55 | 17 211,33 | 17 211,33 | 15 490,16 | 12 478,22 | 14 629,57   | 126 503,33 |

### 5.5.1 Tableau récapitulatif des coefficients de révision

Formules :

R1 Bois :  $(0,2 + (0,25 \times (IT / IT_0))) + (0,55 \times (CEEBPFGG / CEEBPFGG_0)) \times 0,82$

R1 Gaz :  $(B1 / B1_0) \times 0,18$

R2.1 :  $(35111403 / 35111403_0)$

R2.2 :  $(0,2 + (0,45 \times (ICHTTS1 / ICHTTS1_0))) + (0,35 \times (FSD2 / FSD2_0))$

R2.3 :  $(0,2 + (0,25 \times (ICHTTS1 / ICHTTS1_0))) + (0,55 \times (BT40 / BT40_0))$

R2.4 : le R2.4 n'est pas indexé

|      |                          | 2017    |               |               |               |               |               |               | 2018          |               |               |               |               |               |
|------|--------------------------|---------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| R1   | Origine                  | Juillet | Août          | Septembre     | Octobre       | Novembre      | Décembre      | Janvier       | Février       | Mars          | Avril         | Mai           | Juin          |               |
| Bois | IT                       | 125,54  | 130,30        | 130,77        | 131,85        | 132,12        | 132,12        | 133,28        | 133,28        | 134,20        | 133,66        | 133,82        | 137,38        | 137,38        |
|      | CEEBPFGG                 | 114,50  | 114,50        | 111,80        | 111,80        | 111,80        | 106,00        | 106,00        | 107,80        | 107,80        | 107,80        | 112,00        | 112,00        |               |
|      | <b>Coeff</b>             |         | <b>0,8278</b> | <b>0,8179</b> | <b>0,8197</b> | <b>0,8201</b> | <b>0,7973</b> | <b>0,7992</b> | <b>0,7992</b> | <b>0,8078</b> | <b>0,8069</b> | <b>0,8071</b> | <b>0,8295</b> | <b>0,8295</b> |
| Gaz  | B1                       | 3,93    | 3,550         | 3,510         | 3,510         | 3,570         | 3,700         | 3,750         | 3,870         | 3,940         | 3,780         | 3,720         | 3,740         | 3,850         |
|      | <b>Coeff</b>             |         | <b>0,1626</b> | <b>0,1608</b> | <b>0,1608</b> | <b>0,1635</b> | <b>0,1695</b> | <b>0,1718</b> | <b>0,1773</b> | <b>0,1805</b> | <b>0,1731</b> | <b>0,1704</b> | <b>0,1713</b> | <b>0,1763</b> |
|      | <b>Coeff Révision R1</b> |         | <b>0,9904</b> | <b>0,9787</b> | <b>0,9804</b> | <b>0,9836</b> | <b>0,9667</b> | <b>0,9709</b> | <b>0,9764</b> | <b>0,9882</b> | <b>0,9800</b> | <b>0,9775</b> | <b>1,0008</b> | <b>1,0058</b> |

|                          |         | 2017          |               |               |               |               |               | 2018          |               |               |               |               |               |
|--------------------------|---------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| R2.1                     | Origine | Juillet       | Août          | Septembre     | Octobre       | Novembre      | Décembre      | Janvier       | Février       | Mars          | Avril         | Mai           | Juin          |
| 35111403                 | 121,20  | 103,60        | 103,90        | 100,90        | 103,50        | 102,00        | 113,00        | 122,10        | 122,10        | 122,27        | 133,23        | 127,80        | 118,09        |
| <b>Coeff Révision R2</b> |         | <b>0,8548</b> | <b>0,8573</b> | <b>0,8325</b> | <b>0,8540</b> | <b>0,8416</b> | <b>0,9323</b> | <b>1,0074</b> | <b>1,0074</b> | <b>1,0088</b> | <b>1,0993</b> | <b>1,0545</b> | <b>0,9743</b> |

|                          |         | 2017          |               |               |               |               |               | 2018          |               |               |               |               |               |
|--------------------------|---------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| R2.2                     | Origine | Juillet       | Août          | Septembre     | Octobre       | Novembre      | Décembre      | Janvier       | Février       | Mars          | Avril         | Mai           | Juin          |
| ICHTTS1                  | 115,80  | 118,70        | 118,70        | 119,10        | 119,10        | 119,10        | 119,10        | 119,70        | 119,70        | 119,70        | 120,20        | 120,20        | 120,20        |
| FSD2                     | 123,10  | 124,00        | 124,10        | 124,70        | 125,20        | 125,50        | 126,60        | 127,10        | 127,10        | 127,80        | 128,30        | 128,90        | 129,30        |
| <b>Coeff Révision R2</b> |         | <b>1,0138</b> | <b>1,0141</b> | <b>1,0174</b> | <b>1,0188</b> | <b>1,0196</b> | <b>1,0228</b> | <b>1,0265</b> | <b>1,0265</b> | <b>1,0285</b> | <b>1,0319</b> | <b>1,0336</b> | <b>1,0347</b> |

|                          |         | 2017          |               |               |               |               |               | 2018          |               |               |               |               |               |
|--------------------------|---------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|---------------|
| R2.3                     | Origine | Juillet       | Août          | Septembre     | Octobre       | Novembre      | Décembre      | Janvier       | Février       | Mars          | Avril         | Mai           | Juin          |
| ICHTTS1                  | 115,80  | 118,70        | 118,70        | 119,10        | 119,10        | 119,10        | 119,10        | 119,70        | 119,70        | 119,70        | 120,2         | 120,2         | 120,20        |
| BT40                     | 103,20  | 105,00        | 105,70        | 105,70        | 105,70        | 105,80        | 105,50        | 105,90        | 105,70        | 106,00        | 105,90        | 106,60        | 106,70        |
| <b>Coeff Révision R2</b> |         | <b>1,0159</b> | <b>1,0196</b> | <b>1,0204</b> | <b>1,0204</b> | <b>1,0210</b> | <b>1,0194</b> | <b>1,0228</b> | <b>1,0217</b> | <b>1,0233</b> | <b>1,0239</b> | <b>1,0276</b> | <b>1,0282</b> |

5.6 Compte de gros entretien renouvellement

Suivi R2.3 DSP AURAY - 3340536

| Période                        | Chantier           | Libellé                                                                                                                                   | Recettes | Dépenses           | Total Dépenses | Solde    | Solde cumulé | Intérêts | Solde cumulé + Intérêts |
|--------------------------------|--------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------|--------------------|----------------|----------|--------------|----------|-------------------------|
| 01/07/2010<br>au<br>31/12/2010 |                    | Facturation                                                                                                                               | 1 206,10 |                    |                | 1 206,10 | 1 206,10     | 3,92     | 1 210,02                |
|                                |                    | Total Dépenses                                                                                                                            |          |                    | 0,00           |          |              |          |                         |
| 01/01/2011<br>au<br>30/06/2011 |                    | Facturation                                                                                                                               | 4 234,97 |                    |                | 4 234,97 | 5 444,99     | 10,35    | 5 455,34                |
|                                |                    | Total Dépenses                                                                                                                            |          |                    | 0,00           |          |              |          |                         |
| 01/07/2011<br>au<br>31/12/2011 |                    | Facturation                                                                                                                               | 7 278,38 |                    |                | 7 278,38 | 12 733,72    | 24,19    | 12 757,91               |
|                                |                    | Total Dépenses                                                                                                                            |          |                    | 0,00           |          |              |          |                         |
| 01/01/2012<br>au<br>30/06/2012 |                    | Facturation                                                                                                                               | 7 366,12 |                    |                | 7 366,12 | 20 124,03    | 71,44    | 20 195,47               |
|                                |                    | Total Dépenses                                                                                                                            |          |                    | 0,00           |          |              |          |                         |
| 01/07/2012<br>au<br>31/12/2012 | 6948733<br>6975426 | - Rebobinage moteur de pompe réseau primaire n°2 & remplacement du robinet flotteur décendrage<br>- Mise en œuvre d'un parafoudre LAUTECH | 8 803,03 | 1 390,91<br>995,51 |                | 6 416,61 | 26 612,08    | 94,47    | 26 706,55               |
|                                |                    | Total Dépenses                                                                                                                            |          |                    | 2 386,42       |          |              |          |                         |
| 01/01/2013                     |                    | Facturation                                                                                                                               | 8 848,26 |                    |                | 6 502,08 | 33 208,63    | 6,64     | 33 215,27               |

|                                |         |                                                                    |                  |          |  |                  |           |                  |
|--------------------------------|---------|--------------------------------------------------------------------|------------------|----------|--|------------------|-----------|------------------|
| au<br>30/06/2013               | 7732099 | - Fourniture & remplacement du compteur d'énergie sur la chaudière |                  | 2 346,18 |  |                  |           |                  |
|                                |         | <b>Total Dépenses</b>                                              |                  |          |  | <b>2 346,18</b>  |           |                  |
| 01/07/2013<br>au<br>31/12/2013 |         | <b>Facturation</b>                                                 | <b>8 886,76</b>  |          |  | 8 886,76         | 42 102,03 | 8,42             |
|                                |         | <b>Total Dépenses</b>                                              |                  |          |  | <b>0,00</b>      |           |                  |
| 01/01/2014<br>au<br>30/06/2014 |         | <b>Facturation</b>                                                 | <b>8 860,78</b>  |          |  |                  |           |                  |
|                                | 1514295 | - Remplacement de la vis évacuation des cendres                    |                  | 6 718,44 |  |                  |           |                  |
|                                | 1524040 | - Fourniture & remplacement manager sur brûleur Weishaupt          |                  | 1 193,75 |  |                  |           |                  |
|                                | 1531831 | - Réparation portail Kone                                          |                  | 662,40   |  |                  |           |                  |
|                                | 7925098 | - Fourniture & remplacement servo-moteur vanne 2 voies             |                  | 333,57   |  | - 1 210,49       | 40 899,96 | 8,18             |
|                                | 7952941 | - Fourniture & remplacement du compteur d'énergie bois             |                  | 700,80   |  |                  |           |                  |
|                                | 7984802 | - Remplacement sonde & convertisseur sonde O2                      |                  | 462,32   |  |                  |           |                  |
|                                |         | <b>Total Dépenses</b>                                              |                  |          |  | <b>10 071,27</b> |           |                  |
| 01/07/2014<br>au<br>31/12/2014 |         | <b>Facturation</b>                                                 | <b>8 798,21</b>  |          |  |                  |           |                  |
|                                | 1581134 | - Remplacement de la vis évacuation des cendres                    |                  | 3 931,62 |  |                  |           |                  |
|                                | 1587849 | - Fourniture et remplacement kit pompe                             |                  | 5 100,16 |  | - 947,34         | 39 960,80 | 7,99             |
|                                | 1607799 | - Fourniture et remplacement pièces. Sondes Lambda et autres       |                  | 713,77   |  |                  |           |                  |
|                                |         | <b>Total Dépenses</b>                                              |                  |          |  | <b>9 745,55</b>  |           |                  |
| 01/01/2015<br>au<br>30/06/2015 |         | <b>Facturation</b>                                                 | <b>9 920,08</b>  |          |  |                  |           |                  |
|                                | 1636294 | - Remplacement de supports filtre à manches                        |                  | 354,26   |  |                  |           |                  |
|                                | 1727497 | - Fourniture et remplacement capteur de sécurité filtre à manches  |                  | 988,57   |  | 8 577,25         | 48 546,04 | 225,74           |
|                                |         | <b>Total Dépenses</b>                                              |                  |          |  | <b>1 342,83</b>  |           |                  |
| 01/07/2015<br>au               | 1819789 | - Réfection tôles sortie chaudière bois + support filtre           | <b>10 081,04</b> | 3 786,21 |  | 6 294,83         | 55 066,61 | 272,58           |
|                                |         |                                                                    |                  |          |  |                  |           | <b>55 339,19</b> |

|                                |         |                                                             |                   |          |                  |           |            |                 |                   |
|--------------------------------|---------|-------------------------------------------------------------|-------------------|----------|------------------|-----------|------------|-----------------|-------------------|
| 31/12/2015                     |         | <b>Total Dépenses</b>                                       |                   |          | 3 786,21         |           |            |                 |                   |
| 01/01/2016<br>au<br>30/06/2016 |         | <b>Facturation</b>                                          | <b>11 128,82</b>  |          |                  |           |            |                 |                   |
|                                | 1327040 | - Remplacement du mesureur                                  |                   | 445,94   |                  |           |            |                 |                   |
|                                | 1327044 | - Remplacement du mesureur compteur                         |                   | 925,24   |                  |           |            |                 |                   |
|                                | 1341120 | - Réparation modem                                          |                   | 416,93   |                  | 8 748,54  | 64 087,72  | 323,64          | <b>64 411,37</b>  |
|                                | 1395122 | - Pose d'un modem VDSL                                      |                   | 592,17   |                  |           |            |                 |                   |
|                                |         | <b>Total Dépenses</b>                                       |                   |          | <b>2 380,28</b>  |           |            |                 |                   |
| 01/07/2016<br>au<br>31/12/2016 |         | <b>Facturation</b>                                          | <b>11 079,90</b>  |          |                  |           |            |                 |                   |
|                                | 1396181 | - Remplacement de pièces pour chaudière bois                |                   | 3 089,37 |                  | 7 990,53  | 72 401,90  | 336,67          | <b>72 738,56</b>  |
|                                |         | <b>Total Dépenses</b>                                       |                   |          | <b>3 089,37</b>  |           |            |                 |                   |
| 01/01/2017<br>au<br>30/06/2017 |         | <b>Facturation</b>                                          | <b>11 152,41</b>  |          |                  |           |            |                 |                   |
|                                | 1885206 | - Remise en état filtres à manches                          |                   | 293,31   |                  | 10 859,10 | 83 597,67  | 376,19          | <b>83 973,86</b>  |
|                                |         | <b>Total Dépenses</b>                                       |                   |          | <b>293,31</b>    |           |            |                 |                   |
| 01/07/2017<br>au<br>31/12/2017 |         | <b>Facturation</b>                                          | <b>11 210,07</b>  |          |                  |           |            |                 |                   |
|                                | 2178584 | - Expertise filtre fumées chaudière bois                    |                   | 2 300,58 |                  | 8 909,50  | 92 883,35  | 417,98          | <b>93 301,33</b>  |
|                                |         | <b>Total Dépenses</b>                                       |                   |          | <b>2 300,58</b>  |           |            |                 |                   |
| 01/01/2018<br>au<br>30/06/2018 |         | <b>Facturation</b>                                          | <b>11 266,33</b>  |          |                  |           |            |                 |                   |
|                                | 1970445 | - Diverses pièces : servo-moteur bruleur, flexibles, joints |                   | 4 522,51 |                  | 6 743,82  | 100 045,14 | 445,20          | <b>100 490,34</b> |
|                                |         | <b>Total Dépenses</b>                                       |                   |          | <b>4 522,51</b>  |           |            |                 |                   |
| <b>Total</b>                   |         |                                                             | <b>140 121,26</b> |          | <b>42 264,52</b> |           |            | <b>2 633,60</b> |                   |

---

| Taux intérêt légal BCE |       |
|------------------------|-------|
| 2010                   | 0,65% |
| 2011                   | 0,38% |
| 2012                   | 0,71% |
| 2013                   | 0,04% |
| 2014                   | 0,04% |
| 2015 1S                | 0,93% |
| 2015 2S                | 0,99% |
| 2016 1S                | 1,01% |
| 2016 2S                | 0,93% |
| 2017 1S                | 0,90% |
| 2017 2S                | 0,90% |
| 2018 1S                | 0,89% |

5.7 *Compte d'exploitation prévisionnel*

**Compte d'Exploitation Prévisionnel**

| Etat de synthèse<br>en euros   | Prévisionnel<br>01/07/2018 au 30/06/2019 |
|--------------------------------|------------------------------------------|
| Chiffre d'affaires<br>R1<br>R2 | 73 475,00<br>135 499,02                  |
| Total Chiffre<br>d'affaires    | 208 974,02                               |
| Charges<br>R1<br>R2            | 66 301,00<br>179 433,83                  |
| Total des charges              | 245 734,83                               |
| Resultat<br>R1<br>R2           | 7 174,00<br>-43 934,81                   |
| <b>Total R1+R2</b>             | <b>-36 760,81</b>                        |

| Suivi du R1                     | Prévisionnel<br>01/07/2018 au 30/06/2019 |
|---------------------------------|------------------------------------------|
| Chiffre d'affaires<br>Chauffage | 73 475,00                                |
| Total Chiffre<br>d'affaires     | 73 475,00                                |
| Charges<br>Gaz<br>Bois          | 25 437,00<br>40 864,00                   |
| Total charges                   | 66 301,00                                |
| <b>Marge Brute sur R1</b>       | <b>7 174,00</b>                          |



| Suivi du R2                      | Prévisionnel<br>01/07/2018 au 30/06/2019 |
|----------------------------------|------------------------------------------|
| <b>Chiffre d'affaires</b>        |                                          |
| Prestation R21 - Electricité     | 9 870,00                                 |
| Prestation R22 - Conduite        | 36 883,00                                |
| Prestation R23 - Renouvellement  | 24 642,00                                |
| Prestation R24 - Financement     | 51 482,00                                |
| Contributions et taxes foncières | 12 622,02                                |
| <b>Total Chiffre d'affaires</b>  | <b>135 499,02</b>                        |
| <b>Charges</b>                   |                                          |
| Frais de personnel               | 22 849,16                                |
| Electricité                      | 6 883,37                                 |
| Achats                           | 4 000,00                                 |
| Eau                              | 250,00                                   |
| Sous Traitance                   | 45 000,00                                |
| Cendres                          | 1 600,00                                 |
| Location matériel                | 1 500,00                                 |
| Redevances                       | 0,00                                     |
| Impôts et Taxes                  | 12 904,53                                |
| Assurances                       | 2 700,00                                 |
| Frais divers                     | 300,00                                   |
| Frais généraux                   | 12 538,44                                |
| Amortissements R2.4              | 39 349,14                                |
| Frais Financiers                 | 29 559,19                                |
| <b>Total charges</b>             | <b>179 433,83</b>                        |
| <b>Marge Brute sur R2</b>        | <b>-43 934,81</b>                        |

Principales variations :

R1 : prise en compte de la mise en service d'un nouveau bâtiment

R2 : sous-traitance : rénovation filtre fumées chaudière bois

## 5.8 Etat des variations du patrimoine

RAS

## 5.9 Inventaire des biens

|   | Désignation du matériels            | Marque          | Référence                      |
|---|-------------------------------------|-----------------|--------------------------------|
|   |                                     | Chaufferie Bois |                                |
| 1 | chaudière bois                      | compte R        | CE 120 DTH-P puissance 1200 kW |
| 1 | silo bois                           |                 |                                |
| 1 | tapis d'alimentation                |                 |                                |
| 1 | tapis de transfert bois             |                 |                                |
| 1 | filtre à manches                    | TECHFIDIS       | DFC 2.1/1.0/2.0/131            |
| 1 | compresseur d'air                   | ABAC            | RSEB 7                         |
| 1 | groupe hydraulique                  |                 |                                |
| 1 | Chaudière gaz + panneau de commande | Guillot         | LR27+110L puissance 1200 kW    |
| 1 | Bruleur                             | Weishaupt       | WM G20/2a                      |
| 2 | Circulateur Chaudière bois          | Salmson         | DCX 80-110 N                   |
| 2 | Circulateur Chaudière gaz           | Salmson         | DCX 80-50 N                    |
| 3 | Chaudières gaz                      | GUILLOT         | VARMAX                         |
| 1 | Compteur énergie VARMAX             | SAPPEL          |                                |
|   |                                     |                 |                                |
| 2 | Circulateur circuit Primaire        | Salmson         | SIE 210 16/18,5 BV             |
| 1 | Compteur d'énergie chaudière bois   | Sappel          | WP XKA d 100                   |
| 1 | Compteur d'énergie chaudière gaz    | Sappel          | WP XKA d 100                   |
| 2 | Détection Gaz                       | Oldham          | MX 48                          |
| 1 | Vanne 3 voies Chaudière bois        | Siemens         | VXF 31 90                      |
| 1 | Vanne 3 voies Chaudière bois        | Siemens         | VXF 31 80                      |
| 1 | Désemboueur magnétique              | Salmson         | Cleanson 40C                   |
| 1 | Groupe de maintien de pression      | Pneumatex       | C 20 1,6                       |
| 1 | Ensemble adoucisseur d'eau          | CTA             | AMVE 740                       |
| 1 | Disconnecteur                       | Socla           | BA DN40                        |
| 1 | Compteur eau à impulsion            | Sappel          | M-NRK Qn10                     |
| 1 | Régulation                          | Wit             | Plug                           |
| 1 | Pompe de relevage                   | Salmson         | SBS 2 204                      |
| 1 | Evier + meuble sous évier           | Moderna         |                                |
| 1 | Chauffe eau électrique              | Alterna         | 50L                            |
| 1 | Armoire électrique                  |                 |                                |
| 1 | Parafoudre de type 1                |                 |                                |

| <b>Sous Station Diwan</b>                                |                        |                        |
|----------------------------------------------------------|------------------------|------------------------|
| 1                                                        | Compteur d'énergie     | Sappel M TXKA dn15     |
| 1                                                        | Echangeur à plaques    | Vitherm 15 kW          |
| 1                                                        | Régulation             | Wit Plug esy 401       |
| 2                                                        | Circulateur            | Salmson NYL 33-15P HX9 |
| 1                                                        | Chauffe eau électrique | Alterna 200L           |
| <b>Sous Station Primaire Tabarly</b>                     |                        |                        |
| 1                                                        | Compteur d'énergie     | Sappel M TXKA dn32     |
| 1                                                        | Echangeur à plaques    | Vitherm 110kW          |
| 1                                                        | Régulation             | Wit Plug easy 401      |
| <b>Sous Station Maison des associations Tabarly</b>      |                        |                        |
| 1                                                        | Compteur d'énergie     | Sappel M TXKA dn15     |
| 1                                                        | Régulation             | Wit                    |
| 2                                                        | Circulateur            | Salmson NYL 53-15P HX9 |
| 1                                                        | Chauffe eau électrique | Alterna 200L           |
| <b>Sous Station Maternelle Tabarly</b>                   |                        |                        |
| 1                                                        | Compteur d'énergie     | Sappel M TXKA dn32     |
| 1                                                        | Echangeur à plaques    | Vitherm 130kW          |
| 1                                                        | Régulation             | Wit Plug esy 401       |
| <b>Sous Station Medecine scolaire Maternelle Tabarly</b> |                        |                        |
| 1                                                        | Compteur d'énergie     | Sappel M TXKA dn15     |
| 1                                                        | Régulation             | Wit                    |
| 2                                                        | Circulateur            | Salmson NYL 53-15P HX9 |
| 1                                                        | Chauffe eau électrique | Alterna 50L            |
| <b>Sous Station 17 BSH</b>                               |                        |                        |
| 1                                                        | Compteur d'énergie     | Sappel M TXKA dn 40    |
| 1                                                        | Echangeur à plaques    | Vitherm 150 kW         |
| 1                                                        | Régulation             | Wit Esy 407            |
| <b>Sous Station 18 BSH</b>                               |                        |                        |
| 1                                                        | Compteur d'énergie     | Sappel M TXKA dn 40    |
| 1                                                        | Echangeur à plaques    | Vitherm 150 kW         |
| 1                                                        | Régulation             | Wit Esy 407            |
| <b>Sous Station GUMENEN</b>                              |                        |                        |
| 1                                                        | Compteur d'énergie     | Sappel M TXKA dn15     |
| 1                                                        | Echangeur à plaques    | Vitherm 20 kW          |
| 1                                                        | Régulation             | Wit                    |
| 2                                                        | Circulateur            | Salmson NYL 33-15P HX9 |
| 1                                                        | Chauffe eau électrique | Alterna 50L            |
| <b>Sous Station 09 BSH</b>                               |                        |                        |
| 1                                                        | Compteur d'énergie     | Sappel M TXKA dn 40    |
| 1                                                        | Echangeur à plaques    | Vitherm 200kW          |
| 1                                                        | Régulation             | Wit Esy 407            |

| <b>Sous Station 16 BSH</b>      |                     |                     |
|---------------------------------|---------------------|---------------------|
| 1                               | Compteur d'énergie  | Sappel M TXKA dn 40 |
| 1                               | Echangeur à plaques | Vitherm 215 kW      |
| 1                               | Régulation          | Wit Easy 407        |
| <b>Sous Station Arlequin</b>    |                     |                     |
| 2                               | Compteur d'énergie  | Sappel M TXKA dn 40 |
| 2                               | Echangeur à plaques | Vitherm 80 kW       |
| 1                               | Régulation          | Wit Easy 407        |
| <b>Sous Station Avant garde</b> |                     |                     |
| 1                               | Compteur d'énergie  | SAPPEL              |
| 1                               | Echangeur à plaques | VITHERM             |

#### 5.10 Engagements à incidences financières

Sans objet.

**5.11 Informations relatives aux salariés**

| Informations relatives aux salariés |          |           |                       |                      |
|-------------------------------------|----------|-----------|-----------------------|----------------------|
| Nom                                 | Prénom   | Matricule | N° SS                 | Qualification        |
| ANDRE                               | Bernard  | 018178    | 1 62 07 22 162 262 38 | Responsable d'équipe |
| COLLET                              | Bertrand | 040055    | 1 62 04 56 260 025 55 | Technicien           |
| JOUANJAN                            | Erwan    | 287078    | 1 90 10 22 162 036 07 | Technicien           |
| KERNIN                              | Ludovic  | 284301    | 1 87 08 56 007 024 83 | Technicien           |
| LE MOUAL                            | Nicolas  | 278204    | 1 82 01 56 178 045 12 | Technicien           |
| MESLET                              | Nicolas  | 206203    | 1 81 01 50 129 071 18 | Technicien           |
| ULVE                                | Patrice  | 294497    | 1 72 04 29 233 018 44 | Technicien           |

Les techniciens ont effectué 410,88 heures pour un montant de 22 401,14 € soit un coût moyen de 54,52 € par heure.

#### **5.12 CEE certificats d'économies d'énergie**

*Pas de CEE sur la période*

#### **5.13 Méthode de calcul de la charge économique imputée au compte annuel de résultat**

*Subventions perçues et Conditions de financement : voir le suivi du programme contractuel d'investissement.*

#### **5.14 Frais de structure**

*6% du chiffre d'affaire R1 + R2.*

### 5.15 Livraisons de bois

| livraison  | Fournisseur | type de bois    | Quantité<br>tonnes | Humidité<br>% | PCI    | Qté MWh PCI |
|------------|-------------|-----------------|--------------------|---------------|--------|-------------|
| 06/11/2017 | MSV SARL    | 100% plaquettes | 26,34              | 37            | 2961   | 77,99       |
| 13/11/2017 | MSV SARL    | 100% plaquettes | 23,04              | 35            | 3077   | 70,89       |
| 17/11/2017 | MSV SARL    | 100% plaquettes | 23,20              | 37            | 2961   | 68,70       |
| 28/11/2017 | MSV SARL    | 100% plaquettes | 27,62              | 43            | 2615   | 72,23       |
| 04/12/2017 | MSV SARL    | 100% plaquettes | 25,34              | 39            | 2846   | 72,12       |
| 11/12/2017 | MSV SARL    | 100% plaquettes | 24,16              | 45            | 2499   | 60,38       |
| 15/12/2017 | MSV SARL    | 100% plaquettes | 23,42              | 33            | 3193   | 74,78       |
| 21/12/2017 | MSV SARL    | 100% plaquettes | 21,82              | 32            | 3250   | 70,92       |
| 29/12/2017 | MSV SARL    | 100% plaquettes | 24,82              | 33            | 3193   | 79,25       |
| 05/01/2018 | MSV SARL    | 100% plaquettes | 25,34              | 41            | 2730   | 69,18       |
| 11/01/2018 | MSV SARL    | 100% plaquettes | 24,98              | 41            | 2730   | 68,20       |
| 18/01/2018 | MSV SARL    | 100% plaquettes | 28,42              | 37            | 2961   | 84,15       |
| 23/01/2018 | MSV SARL    | 100% plaquettes | 25,40              | 51            | 2152   | 54,66       |
| 29/01/2018 | MSV SARL    | 100% plaquettes | 21,32              | 40            | 2788   | 59,44       |
| 02/02/2018 | MSV SARL    | 100% plaquettes | 21,36              | 25            | 3655   | 78,07       |
| 09/02/2018 | MSV SARL    | 100% plaquettes | 21,42              | 43            | 2615   | 57,26       |
| 13/02/2018 | MSV SARL    | 100% plaquettes | 26,06              | 42            | 2673   | 69,66       |
| 19/02/2018 | MSV SARL    | 100% plaquettes | 18,86              | 30            | 3664   | 69,10       |
| 26/02/2018 | MSV SARL    | 100% plaquettes | 23,58              | 32            | 3250   | 76,64       |
| 02/03/2018 | MSV SARL    | 100% plaquettes | 23,76              | 41            | 2730   | 64,86       |
| 08/03/2018 | MSV SARL    | 100% plaquettes | 24,04              | 40            | 2789   | 67,05       |
| 13/03/2018 | MSV SARL    | 100% plaquettes | 25,04              | 46            | 2441   | 61,12       |
| 20/03/2018 | MSV SARL    | 100% plaquettes | 28,06              | 47            | 2384   | 66,90       |
| 26/03/2018 | MSV SARL    | 100% plaquettes | 27,18              | 47            | 2384   | 64,80       |
| 03/04/2018 | MSV SARL    | 100% plaquettes | 25,12              | 47            | 2384   | 59,88       |
| 06/04/2018 | MSV SARL    | 100% plaquettes | 25                 | 42            | 2673   | 66,82       |
| total      |             |                 | 634,7              |               | 2812,4 | 1785,0      |

Envoyé à la Sous-Préfecture le 09/04/2019  
Compte-rendu affiché le 09/04/2019  
Reçu par la Sous-Préfecture le 09/04/2019



## **10- DSTS - SYNDICAT D'EAU DU MORBIHAN - RAPPORT D'ACTIVITÉ ANNUEL 2017**

Monsieur Jean Claude BOUQUET, 5ème Adjoint, expose à l'assemblée :

L'article L5211-39 du Code général des collectivités territoriales fait obligation au Président d'un établissement de coopération intercommunale d'adresser chaque année, au Maire de chaque commune membre, un rapport retraçant l'activité de l'établissement.

Le syndicat Eau du Morbihan exerce les compétences obligatoires production et transport d'eau potable sur 224 communes et la compétence optionnelle distribution sur 113 d'entre elles.

Le syndicat est organisé en 16 collèges territoriaux, représentations locales des communes, communautés de communes et syndicats intercommunaux membres. Auray fait partie du collège "Auray - Belle-île".

Le rapport fait état :

- de la ressource en eau

- de la production d'eau potable :

- 24,6 Mm3 produits (stable), complétés par 8,2 Mm3 d'import extérieur (+20%)
- 16 unités de production à partir d'eau de surface fournissant 76 % de l'eau produite dont la retenue de Tréauray à Brec'h et Pluneret qui alimente Auray.
- 38 stations de traitement d'eau souterraine fournissant 20 % de l'eau produite
- 56 réservoirs "de tête"
- 4 stations de reprise
- 270 km de canalisations

Il est à noter qu'ont démarré les démarches préalables à la construction de la nouvelle unité de production de Tréauray 2 à Sainte Anne d'Auray qui alimentera entre autres Auray.

- du transport d'eau potable :

Il est à noter que le déficit de pluviométrie observé dès l'hiver 2016-2017 s'est poursuivi tout au long de l'année. Il a contribué à une forte diminution de la disponibilité de la ressource et 5 « arrêts sécheresse » ont été pris.

- de la distribution :

La commune d'Auray ne fait pas partie du réseau de distribution d'Eau du Morbihan.

- des moyens financiers et des 3 budgets :

(ces chiffres proviennent du compte administratif 2017 et non du rapport d'activités)

| CA 2017                 | Production | Transport - négoce | Distribution |
|-------------------------|------------|--------------------|--------------|
| Recettes exploitation   | 26 M€      | 26,8 M€            | 18,2 M€      |
| Recettes investissement | 14,5 M€    | 11,2 M€            | 18,5 M€      |
| Dépenses exploitation   | 20,5 M€    | 23,2 M€            | 15,9 M€      |
| Dépenses investissement | 12,6 M€    | 5,9 M€             | 19,6 M€      |

Vu l'avis favorable de la commission consultative des services publics locaux du 20 mars 2019,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (27 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :  
Monsieur GOUEGOUX, Madame AOUCHICHE

Le Conseil municipal :

- **PREND** acte des informations présentées ci-dessus.



service public d'eau potable

# Rapport | 2017 d'activités

## L'Edito du Président

« L'intervention et l'action de Eau du Morbihan repose sur des principes :

- d'observation et de suivi au travers d'outils de reporting et du SIG, passant par la collecte et la fiabilisation des données,
- de gestion quotidienne et d'adaptation permanente des équipements et outils en place pour assurer la continuité et la qualité du service,
- de prospective et d'anticipation, tant sur la protection, la disponibilité de la ressource et la capacité du syndicat à faire face aux besoins en tout point du périmètre, que sur le maintien, l'optimisation ou l'amélioration du patrimoine et des infrastructures, pour accompagner le développement des territoires et améliorer le service aux abonnés.

En 2017, ces principes ont été illustrés par plusieurs actions et événements. La sécheresse, déjà initiée en 2016, n'a pas permis une recharge optimale des nappes, et les débits des cours d'eau sont restés plus faibles que la normale. Ce phénomène de sécheresse hivernale a eu des conséquences sur les ressources tout au long de l'année, et a nécessité une gestion fine des ressources disponibles, des prélèvements et des débits restitués à l'aval, en relation avec le Comité Sécheresse régulièrement réuni par le Préfet.

Le réseau d'interconnexions et de sécurisation a été particulièrement sollicité, non seulement pour soulager certaines ressources fragiles, mais aussi pour faire face à une consommation plus importante à partir du réseau public.

Cette gestion globale et mutualisée ne s'est pas construite sur la seule année 2017 : elle est le fruit de plus de 40 ans de solidarité et de structuration des infrastructures de Production et de Transport à l'échelle du département.

Cet épisode de sécheresse nous rappelle que la ressource n'est pas inépuisable, et qu'il convient d'anticiper les besoins à venir, dans un contexte de changement climatique. A ce titre, Eau du Morbihan a engagé en 2018 une campagne de sensibilisation aux économies d'eau #laissepasscouler ([www.laissepasscouler.fr](http://www.laissepasscouler.fr)).

La sécurisation passe aussi par un patrimoine performant, pour assurer en continu un service de qualité auprès des abonnés. Un suivi patrimonial permanent a été développé, pour améliorer la programmation des investissements de renouvellement, en particulier pour les canalisations de distribution.

La gestion patrimoniale est au cœur de la politique d'investissement de Eau du Morbihan et illustre la nécessaire anticipation des renouvellements pour les générations futures.

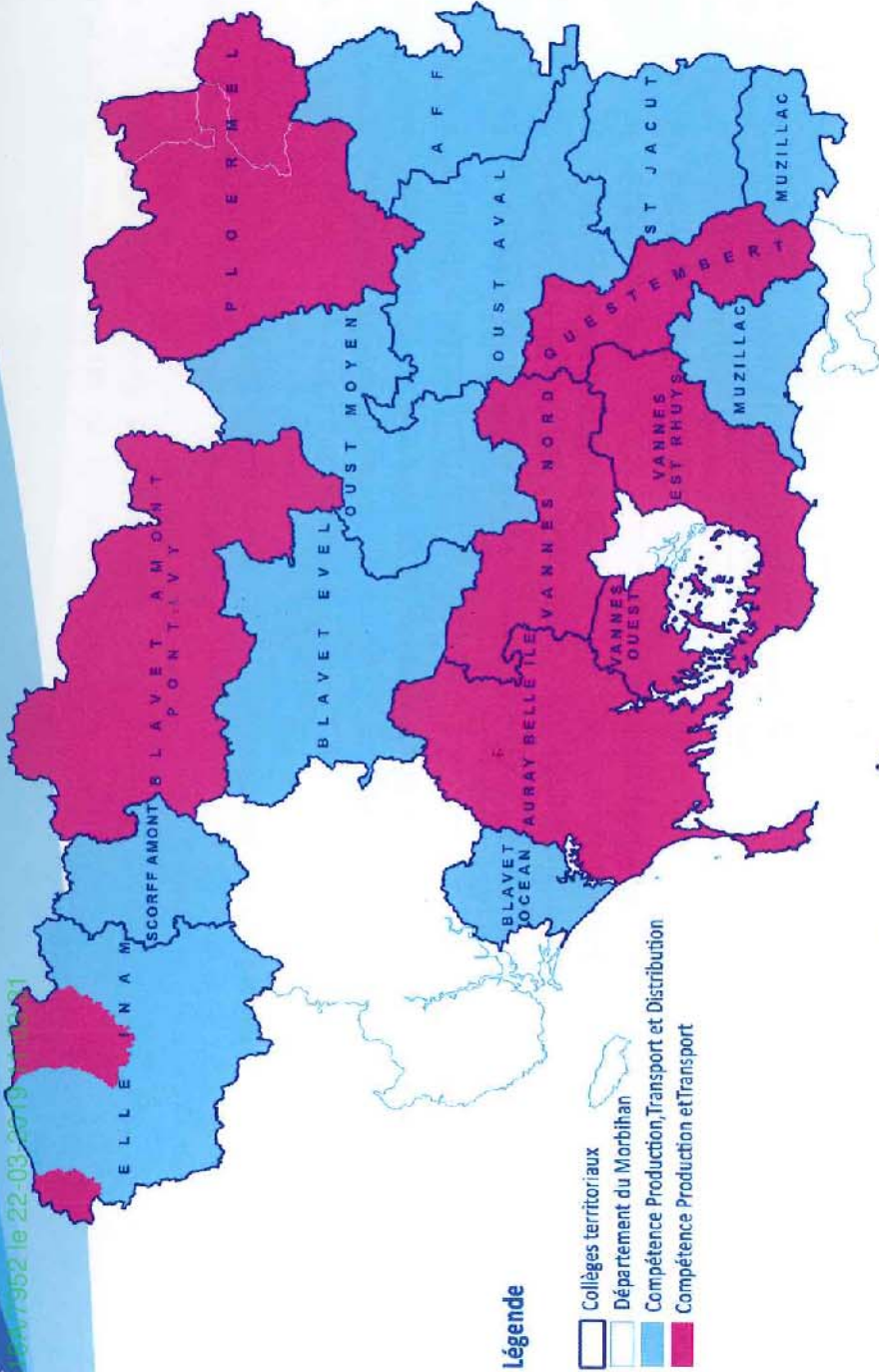
Au-delà des aspects techniques, Eau du Morbihan doit également s'adapter aux évolutions du paysage institutionnel et des compétences, pour répondre aux mieux aux demandes et besoins de ses membres. Ainsi, Eau du Morbihan accompagne les EPCI à fiscalité propre dans les études et réflexions dans le cadre de la loi NOTRe et du transfert des compétences Eau et Assainissement, support de ses propres projets d'évolution statutaire, toujours dans la même logique de service mutualisé et d'anticipation.

Au-delà de ces quelques illustrations, ce rapport d'activités 2017 retrace les principales actions menées en 2017 par Eau du Morbihan et ses services. Je vous en souhaite une bonne lecture. »

Le Président,  
Aimé Kerguéris

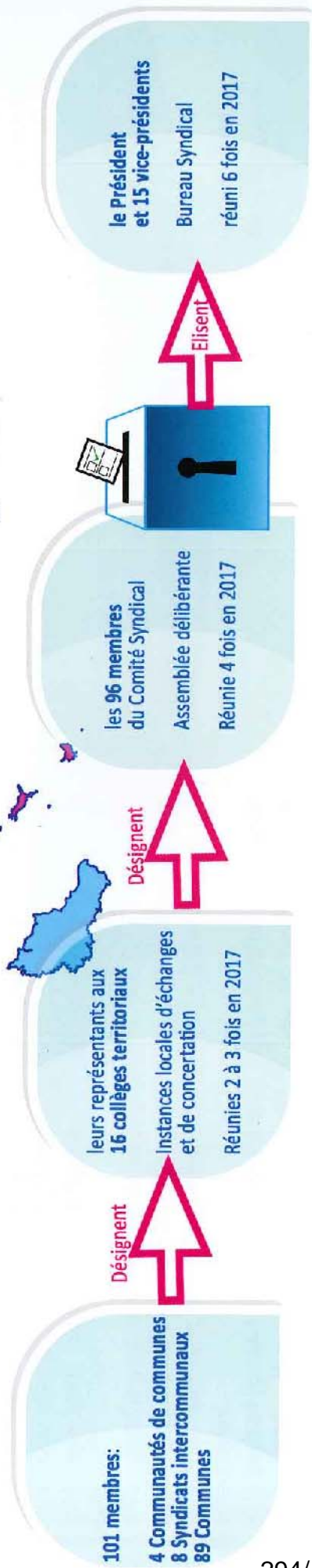
## Sommaire

- La collectivité.....P4
- Zoom sur la sécheresse et la gestion de la ressource.....P6
- Chiffres clés.....P7
- Compétence Production.....P8
- Compétence Transport.....P19
- Compétence Distribution.....P22
- Exploitation.....P25
- Indicateurs financiers.....P28
- Moyens humains.....P32
- Transparence et information.....P33



**Légende**

- Collèges territoriaux
- Département du Morbihan
- Compétence Production, Transport et Distribution
- Compétence Production et Transport



101 membres:  
4 Communautés de communes  
8 Syndicats intercommunaux  
89 Communes

Désignent

leurs représentants aux  
16 collèges territoriaux

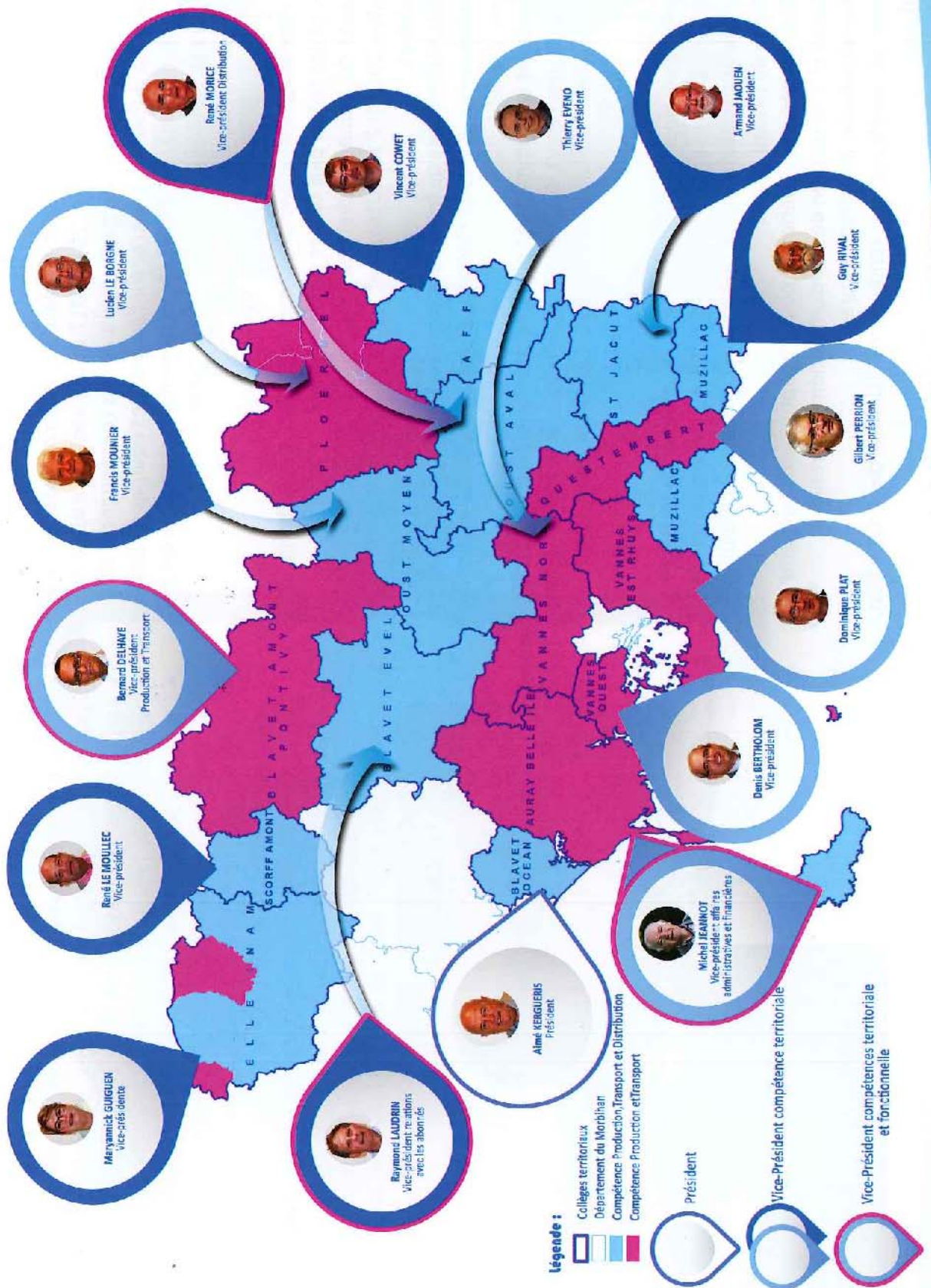
Désignent

les 96 membres  
du Comité Syndical

Elisent

le Président  
et 15 vice-présidents  
Bureau Syndical  
réuni 6 fois en 2017

# Bureau syndical



## Zoom sur la sécheresse et la gestion de la ressource

Une particularité de l'année 2017 réside dans la sécheresse, apparue non pas en été mais dès l'hiver 2016-2017 et qui s'est poursuivie tout au long de l'année. Ce contexte particulier a eu des conséquences sur la gestion technique du service d'eau et sur l'activité des équipes de Eau du Morbihan, mais également sur les comportements, la demande en eau potable ayant été significativement plus importante.

### Contexte :

- sécheresse hivernale ayant engendré un déficit de recharge des nappes et des débits plus faibles que la normale,
- 9 réunions du Comité sécheresse réuni par le Préfet de janvier à septembre 2017 (+2 fin 2016), avec une participation active de Eau du Morbihan,
- 5 «arrêts sécheresse» de février à octobre fixant le cadre dérogatoire aux prélèvements et débits réservés, et instaurant des restrictions d'usages,
- des besoins et consommations plus importants (reprise de l'activité agroalimentaire, report des ressources privées sur le réseau public, fréquentation touristique importante et chaleur en avant saison, ...).

### Objectifs :

- assurer en permanence la continuité et la qualité de la desserte, sans impact sur le service rendu aux abonnés, dans un contexte de moindre disponibilité de la ressource et d'une sollicitation plus importante du réseau public,
- capitaliser le retour d'expérience pour s'adapter aux changements climatiques et à l'évolution des consommations à l'avenir,
- optimiser et adapter les infrastructures,
- maintenir et améliorer les rendements (Unités de Production, réseau),
- suivre les consommations, sensibiliser aux économies d'eau.

### Actions :

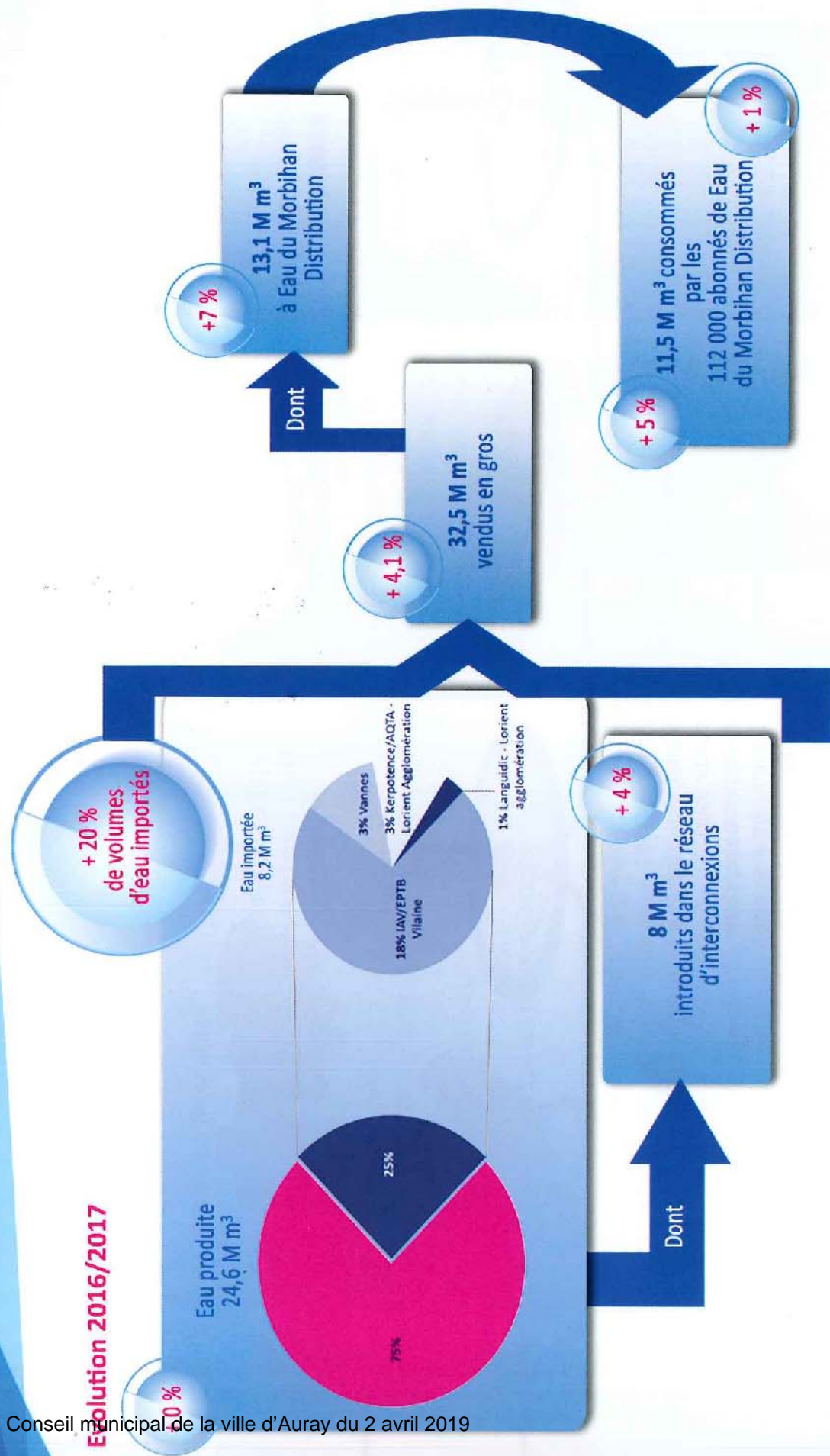
- mise en place de reporting, tableaux de bord et indicateurs,
- Surveillance et gestion des stocks et ressources disponibles (niveau des nappes, des stocks en barrages, des débits des cours d'eau), en anticipation des périodes de forte consommation (saison touristique estivale) et de l'étiage (automne),
- mise à l'arrêt de stations ou diminution des productions pour préserver la ressource, compensées par des importations,
- mobilisation accrue des achats d'eau extérieurs et du réseau départemental d'interconnexions et de sécurisation, permettant de soulager certaines ressources, de préserver et reconstituer les stocks, et de partager la ressource disponible,
- modulation des débits réservés en application des «arrêts sécheresse»,
- mesures des débits restitués et de la qualité de l'eau.

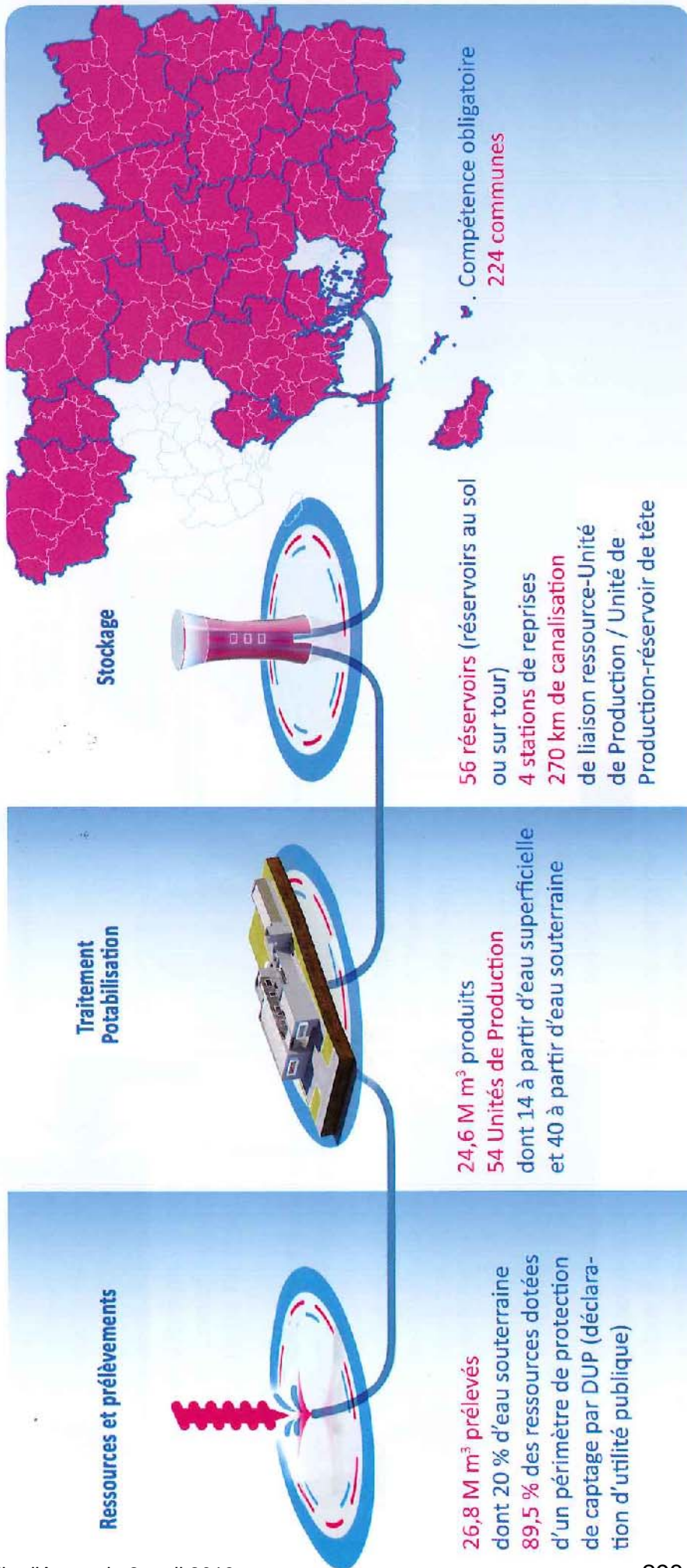


Le Loc'h à BRECH









## Ressource, protection et prélèvement

### 1 périmètres de protection de captage

- 1 nouvelle Déclaration d'Utilité Publique (DUP) (10/10/17) : forages de Kerven à LIGNOL qui alimenteront la future Unité de Production de Bot Coët à PLOËRDUT, en construction,
- 4 procédures en cours :
  - Toultreincq à GOURIN,
  - Tréaruy à PLUNERET et BRECH,
  - Keranna à SEGLIEN,
  - Kerdaniel à SAINT JEAN BREVELAY.

### 2 qualité de l'eau = les actions sur les bassins versants

- 2017 : Eau du Morbihan a soutenu les structures menant des opérations de bassin versant visant la préservation et la reconquête de la qualité de l'eau à hauteur de 284 869 € HT, avec priorité aux aires d'alimentation des captages prioritaires du SDAGE Loire Bretagne,
- Actions sous maîtrise d'ouvrage directe de Eau du Morbihan sur l'aire d'alimentation du captage de Carrouis à BÉGANNE, captage prioritaire : actions collectives et démonstrations auprès des exploitants agricoles pour 15 218 € HT.

### 3 opérations de recherches en eau et travaux de forage

**Programme de recherche en eau souterraine sur la Presqu'île de Rhuys**

**Objectif :** diversifier la ressource sur la presqu'île de Rhuys et mobiliser des ressources de proximité.

**Phasage et calendrier :**

- Phase 1 : étude préliminaire d'identification de sites potentiels (1<sup>er</sup> trimestre 2016),
- Phase 2 : prospection géophysique (mars et avril 2016),
- Phase 3 : travaux de forages (mai à novembre 2017),
- Phase 4 : pompages d'essai (été 2018).

**2017 :** réalisation de 16 sondages de reconnaissance d'environ 100 à 150 mètres de profondeur: deux sites productifs (Le Riellec à SARZEAU et Botpénal à SAINT-GILDAS DE RHUYS).

**Montant :** 480 300 € (y compris maîtrise d'œuvre).

**>>>2018 :** test des forages à l'été 2018 pour déterminer les capacités de pompage.



Forage Botpénal à SAINT-GILDAS DE RHUYS



Forage Riellec à SARZEAU

## Compétence Production

### Réhabilitation des forages de Fandemay à CARENTOIR

Contexte : deux filières de traitement :

- Une filière « captage », d'une capacité de 25 m<sup>3</sup>/h, mise en service en 1967, à partir d'un puits peu profond dont l'eau brute est chargée en nitrates (classement en captage prioritaire « Grenelle ») ;
- Une filière « forages », d'une capacité de 30 m<sup>3</sup>/h, mise en service en 2003, à partir de deux forages profonds dont l'eau bénéficie d'une dénitrification naturelle mais très fortement chargée en fer et manganèse.

Afin de respecter la limite de qualité en nitrates, les deux filières doivent fonctionner, ou une dilution doit être réalisée à partir de l'interconnexion avec l'Unité de Production de Bellée (SAINT CONGARD, prélèvement dans la Claie) en cas d'arrêt de la filière forages.

Constat :

- signes de colmatage très importants des forages,
- réalisation d'un diagnostic fin 2016.

Objectif : retrouver les débits d'origine des forages.

2017 :

- travaux conséquents de réhabilitation comprenant des injections de bases et d'acides, des nettoyages complémentaires et des essais de pompage ainsi que des diagraphies de réception,
- Objectif atteint : débits d'origine des forages quasiment retrouvés, permettant une exploitation au débit nominal en 2018.

Montant : 96 000 € HT.



Régénération forage fandemay CARENTOIR

## 4 études et travaux sur barrage

### Travaux de sécurisation du barrage de Trégat sur TREFFLÉAN et THEIX-NOYALO

Contexte :

- barrage poids en béton de classe B de hauteur 17 m et de 138 m de longueur construit en 1971,
- retenue d'environ 700 000 m<sup>3</sup> alimentant la nouvelle Unité de Production d'eau potable de le Marais qui dessert la Presqu'île de Rhuys.

Objectifs :

- mise en sécurité du barrage vis-à-vis des sous pressions anormales observées en rive gauche, par réalisation d'un nouveau voile d'injection en fondation et réhabilitation de la galerie de drainage aval et des drains en pied aval,
- renouvellement de l'ensemble des vannes murales au titre du contrat d'exploitation.

Montant : 450 000 € HT (travaux et maîtrise d'œuvre).

### Examen technique complet du barrage de Borfloc'h à BELLE-ILE-EN-MER

Contexte :

- sur la commune de LE PALAIS, barrage en remblai à masque amont mis en eau en 1993, de hauteur 20 mètres,
- relève de la classe A au titre de la sécurité publique.

Objectif :

- examen technique complet obligatoire en 2017,
- après curage du pied du barrage fin 2016, inspection par plongeurs et robots subaquatiques en mars 2017.

>>>2018: travaux programmés (renouvellement des vannes murales notamment).



injections au barrage ce Trégat.



Barrage de Trégat

## 5 restauration de la continuité écologique du Sal

### Effacement du barrage de Pont-Sal et déconstruction de l'Unité de Production attenante

#### Contexte :

- ressource de qualité médiocre, peu disponible et une Unité de Production vétuste (à l'arrêt depuis 2012) : arrêt programmé depuis 2003 dans le cadre du schéma directeur départemental, suite à la mise en œuvre de solutions alternatives d'alimentation (réseau d'interconnexions + ville de VANNES),
- 19 mars 2015 : délibération du syndicat intercommunal d'eau et d'assainissement de Vannes Ouest, propriétaire, décidant de l'effacement du barrage de Pont Sal et de l'Unité de Production attenante.

Objectif : redonner au cours d'eau son cheminement naturel et améliorer la continuité écologique.

#### Phasage et calendrier :

2016 : études préalables et concertation en partenariat avec le SIAEP de Vannes Ouest, le Département, la commune de PLOUGOUMELLEN, les services de l'Etat, l'agence de l'eau Loire-Bretagne, l'agence française pour la biodiversité, la fédération et les associations locales de pêche.

#### 2017 : travaux

- Mai : installation de chantier,
- Juin : mise en place de deux filtres (grave et bottes de paille) et des pistes d'accès aux filtres,
- Juin-juillet : vidange du plan d'eau par ouverture régulée des vannes de fond du barrage, pêche de sauvegarde,
- De juin à août : déconstruction intérieure de l'usine, dépose de l'étanchéité de toiture et désamiantage,
- Août : démolition du barrage et du bâtiment,

### Convention-cadre de gestion du barrage du Lac au Duc

#### Contexte :

- barrage implanté sur la rivière Yvel à environ 1 km à l'ouest de PLOËRMEL, construit au XIII<sup>ème</sup> siècle sur un verrou naturel de la vallée de l'Yvel pour faire fonctionner des moulins qui n'existent plus aujourd'hui,
- relève de la classe C au titre de la sécurité publique,
- usages multiples : stockage d'eau en vue de la production d'eau potable, activités de loisirs (baignade, natisme, pêche), route départementale n° 8, reliant TAUPONT à PLOËRMEL, en crête.

#### Objectif :

- travaux de mise en sécurité nécessaire.

2017: signature le 17 décembre 2017 d'une convention cadre de gestion signée par Eau du Morbihan, le SIAEP de Brocéliande, le Département du Morbihan, la commune de PLOËRMEL, la commune de TAUPONT et Ploërmel Communauté, désignant Eau du Morbihan comme gestionnaire unique du barrage et maître d'ouvrage de la réalisation des études et des travaux de confortement et de sécurisation du barrage.

>>>**2018** : convention de délégation de maîtrise d'ouvrage et recrutement d'un maître d'œuvre.

>>>**2020** : réalisation des travaux.

- Septembre : concassage des matériaux et mise en remblai,
- Septembre-octobre : aménagement des berges,
- Octobre-novembre : plantation et aménagement de la plateforme de stockage des sédiments.

2017 :

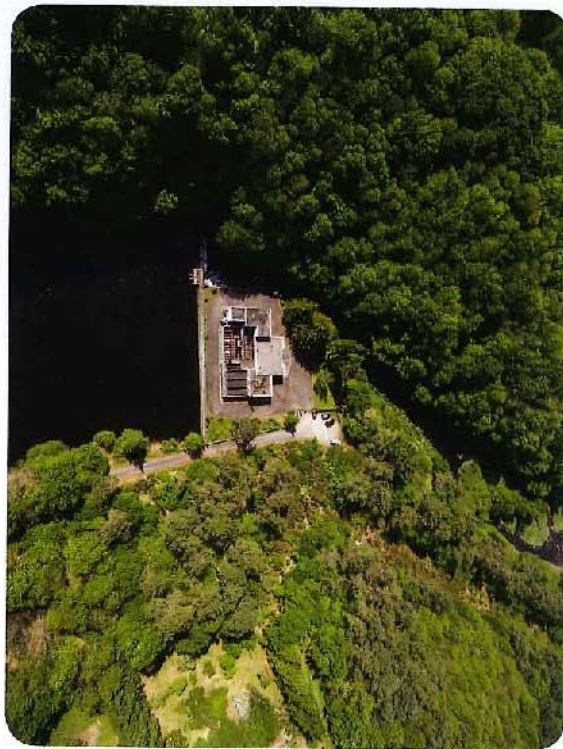
- Réunion de 5 Comités Techniques et de pilotage,
- Suivi écologique et hydrobiologique,
- Activité pédagogique et communication.

>>>2018 :

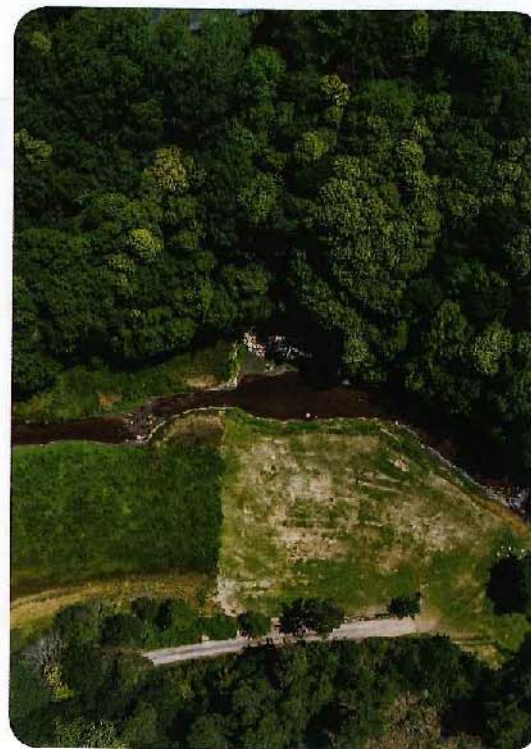
- curage des biefs et retrait des filtres, régamage des vases, mise en œuvre de terre végétale et ensemencement,
- candidature commune avec le Maître d'œuvre SCE au Prix du Génie écologique 2018.

Montant : 540 000 € y compris maîtrise d'œuvre (20 % EDM – 62,6% AELB – 17,4 % Département).

[www.pont-sal.eaudumorbihan.bzh](http://www.pont-sal.eaudumorbihan.bzh)



Avant...



...Après



## Infrastructures de Production Unités de traitement, canalisations et réservoirs

La mixité des ressources souterraines et superficielles et leur répartition territoriale marquent :

- le souhait de privilégier les ressources souterraines de proximité,
- une volonté de diversifier les ressources dans un but de sécurisation et de gestion mutualisée.

Extrait du RPOQ 2017  
Unités de Production en service et Production annuelle

### Légende

Eau superficielle (ESU) (production en m<sup>3</sup>)

≤ 250 000

≤ 650 000

≤ 1 600 000

≤ 2 500 000

>2 500 000

Eau souterraine (ESO) (production en m<sup>3</sup>)

≤ 250 000

≤ 850 000

≤ 1 600 000

≤ 2 500 000

>2 500 000

Exploitant

SAUR

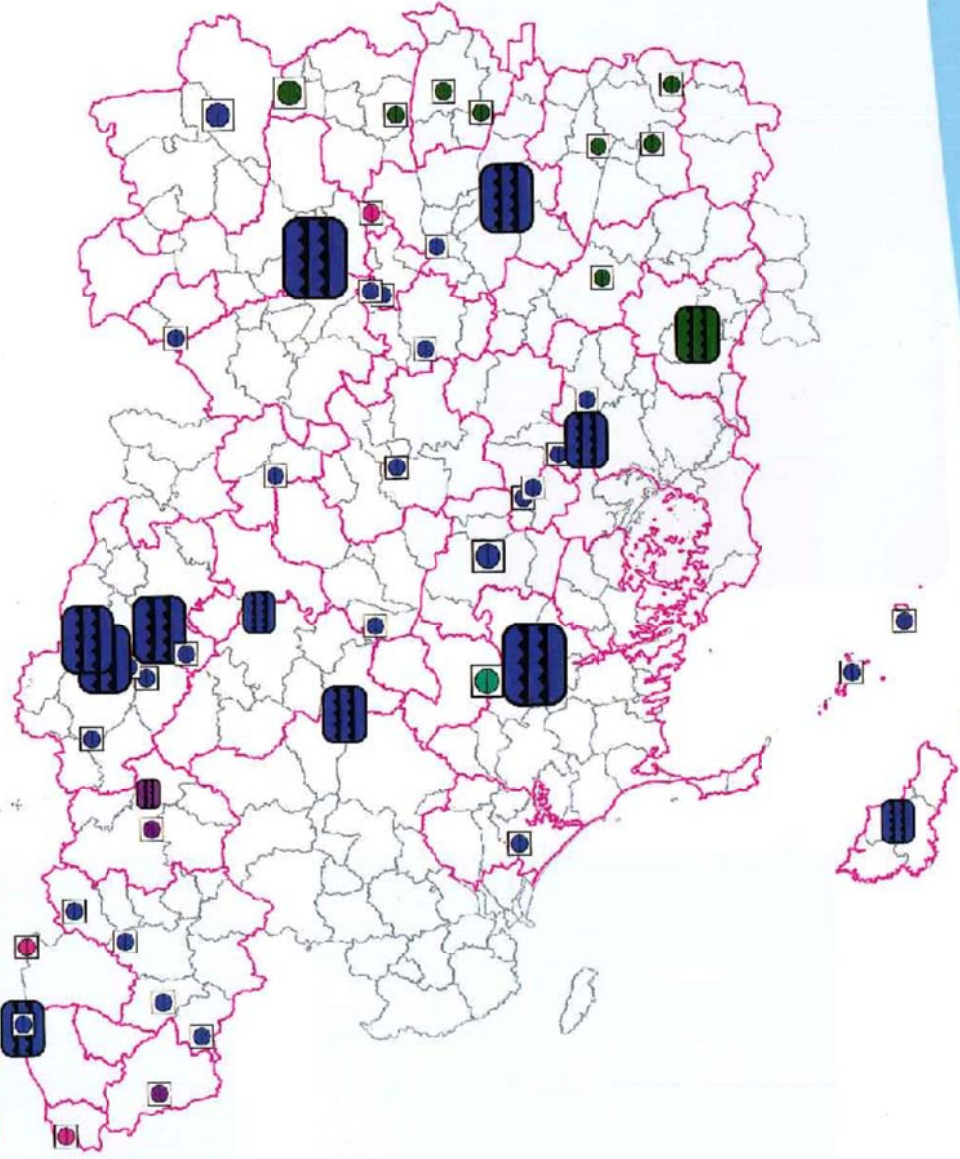
STGS

SUEZ

VEOLIA

Limites des contrats

Communes





## Infrastructures de Production Unités de traitement, canalisations et réservoirs

### 1 mise en service de la nouvelle Unité de Production de Le Marais à TREFFLEAN

Contexte : unité existante vétuste, ne permettant pas de garantir le respect des références de qualité (absence d'étage d'affinage), située sur la commune de THEIX-NOYALO, alimentant le secteur de Vannes Est Rhuys, à partir de l'eau du barrage de Trégat.

Objectif : remplacement de l'unité actuelle par une nouvelle unité performante.

Travaux : construction d'une Unité de Production de 400m<sup>3</sup>/h.

Calendrier : travaux démarrés en mars 2015 - mise en service en avril 2017, inauguration le 28 juin 2017.

Montant : 7,8 M€ HT.

### 2 mise à niveau des stations d'eau souterraine

Contexte : réalisation en 2013 d'un diagnostic patrimonial des stations d'eau souterraine, identification des priorités.

Objectif : mise à niveau patrimonial de 18 stations (hors filière de traitement) en matière de sécurité, accès, ventilation, clôtures, menuiseries, ... au travers d'un programme pluriannuel.

Maîtrise d'œuvre sur 2013 - 2018 pour 65 500 € HT.

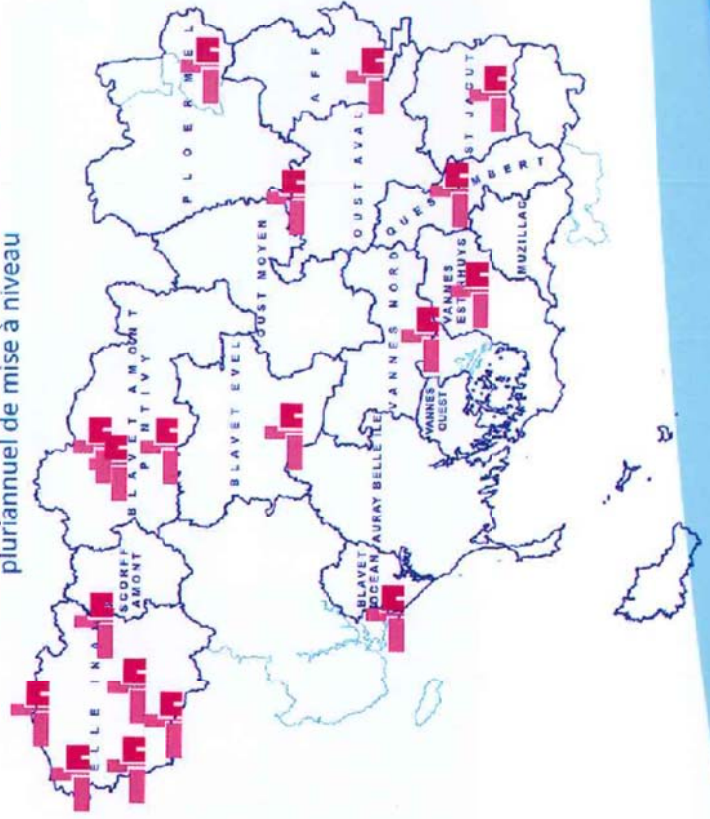
2017 : Travaux : Sécurisation – métallerie pour 238 016 € HT.

>>>2018 : Programme annuel sur le Collège territorial Ellé Inam, marché de travaux divisé en 4 lots pour 231 151 € HT.



Unité de Production de «Le Marais» à TREFFLEAN

Unités de Production d'eau souterraine inscrites au programme pluriannuel de mise à niveau



## Compétence Production

### Infrastructures de Production Unités de traitement, canalisations et réservoirs

#### 3 réhabilitation des réservoirs

Contexte : réalisation en 2015 d'un diagnostic des réservoirs de Production et programme hiérarchisé.

Objectif : modernisation et gestion patrimoniale.

Travaux 2017 : réservoirs du Fort à HOUAT et de Bréman à SERENT.

Montant : 350 773 € HT.

>>>**2018** : réhabilitation des réservoirs de Coëtquidan à GUER et d'Antoureau 1200 m<sup>3</sup> à LE PALAIS.



Réservoirs du Fort à HOUAT



Réservoir de Bréman à SERENT

#### 4 mise en œuvre de lagunes de décantation

Contexte : absence de lagune de décantation des eaux « sales » (lavage des filtres) sur certaines stations.

Objectif : mettre fin aux rejets directs dans le milieu en mettant en place une décantation avant rejet.

Travaux 2017 : Carrouis (BEGANNE) – Le Logo (QUESTEMBERT) - Cosquéric (SAINT NOLFF).

Montant : 43 600 € HT maîtrise d'œuvre du programme pluriannuel - 208 409 € HT travaux 2017.

>>>**2018** : travaux sur le site de Kervreihen à PRIZIAC.



Lagune de Carrouis à BEGANNE



Lagune de Saint colombier à SAINT NOLFF

## Compétence Production

### Infrastructures de Production Unités de traitement, canalisations et réservoirs

#### 5 démolitions de stations à l'arrêt

Contexte : plusieurs stations à l'arrêt suite à des remplacements ou changements de configuration, pouvant poser des problèmes de sécurité (accès, vandalisme, ...).

Travaux 2017 : déconstruction partielle de l'ancienne unité de Bordilla à LE PALAIS.

Montant : 137 700 € HT.

>>>2018 : Valvert (NOYAL-PONTIVY) en juin, La Fosse Noire (BEIGNON – ST MALO DE B.) – Bel Air (ST MALO DE BEIGNON) à l'automne.

#### 6 modernisation de l'Unité de Production de Tourlaouen à PLOURAY

Contexte : station existante de capacité 30 m<sup>3</sup>/h – 600 m<sup>3</sup>/j alimentée par des puits et forage.

Objectif : gestion patrimoniale et amélioration de la sécurisation du secteur Nord-Ouest.

Travaux : automatisation de la filière de traitement à 40 m<sup>3</sup>/h et modernisation incluant une extension ultérieure de capacité à 60 m<sup>3</sup>/h.

Montant : 886 263 € HT.



Démolition Bordilla LE PALAIS



Station de Tourlaouen PLOURAY

## Compétence Production

### **Infrastructures de Production Unités de traitement, canalisations et réservoirs**

#### **7** construction de la nouvelle station de Bot Coët à PLOËRDUT

Contexte : unité vétuste de la Plaisance alimentant le Collège de Scorff  
Amont prélèvement dans le Scorff non régularisable.

Objectif : remplacement de La Plaisance par une nouvelle unité,  
suppression à terme du prélèvement direct dans le Scorff.

Travaux : démarrage en mai 2017 des travaux de la nouvelle unité à partir  
d'eau souterraine, d'une capacité de 60 m<sup>3</sup>/h – 1 200 m<sup>3</sup>/j

Montant : 2,8 M€ HT.

>>>2018 : mise en observation à l'automne 2018.

#### **8** démarches préalables à la construction de la nouvelle Unité de Production de Tréaraway 2 à SAINTE ANNE D'AURAY

Contexte : unité existante vétuste, située sur BRECH/PLUNERET,  
alimentant la communauté de communes AQTA, à partir de l'eau du  
barrage de Tréaraway, dont la qualité peut être particulièrement dégradée  
en été.

Objectif : remplacement de l'unité actuelle par une nouvelle unité  
performante, création d'un poste d'exhaure et des canalisations de  
liaisons, rejet d'une partie des eaux de process après traitement en tête  
de retenue pour une meilleure gestion de la ressource.

Travaux : dossiers réglementaires et d'urbanisme réalisés et déposés en  
2017, consultation des entreprises.

Montant prévisionnel: 14,2 M€ HT.

>>>2018 : Démarrage des travaux en septembre pour 21 mois.



Station de Bot Coët à PLOËRDUT

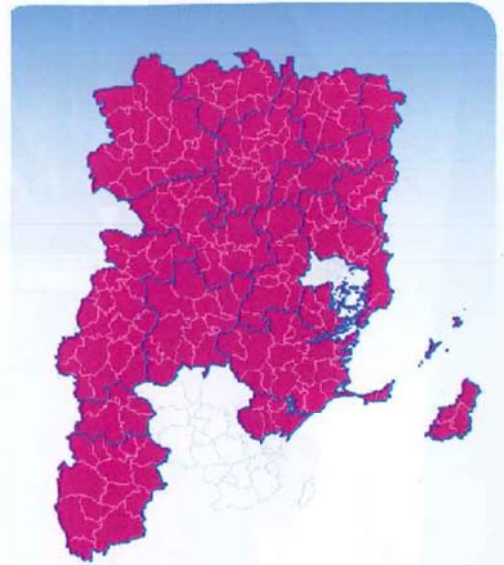


Unité de Production de Tréaraway II à SAINTE ANNE D'AURAY

**Objectif et fonctionnement du réseau départemental:**

- assurer la continuité du service en tout temps, sur l'ensemble du périmètre pour :
  - pallier des arrêts programmés d'Unités de Production (maintenance, travaux) ou non programmés (déficit de ressource, panne, pollution),
  - apporter les volumes supplémentaires aux productions locales, en particulier aux périodes de pointe de consommation,
  - éviter des tensions supplémentaires sur la ressource en période sensible (étiage) ou sécheresse, en mobilisant et mutualisant les ressources disponibles,
- outil de sécurisation de l'alimentation en eau potable, de mutualisation et de solidarité.

**Compétence obligatoire**  
 224 communes



**Schéma départemental d'interconnexions et de sécurisation**



- 200 km de canalisations de gros diamètres, ou feeders
- 6 sites de surpression
- 6 sites de stockage



**Projet**

## 1 démarches préalables aux travaux de sécurisation du feeder 1500 à BRECH

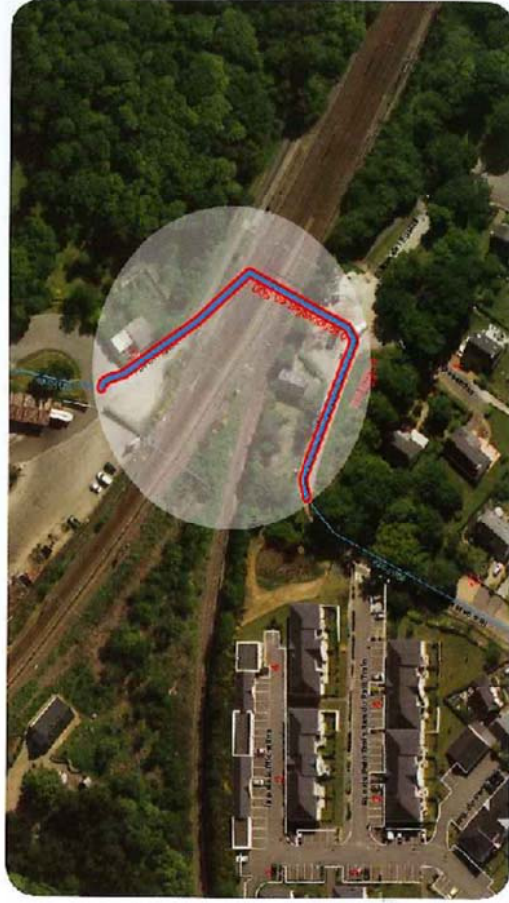
Contexte : feeder passant sous la voie ferrée au lieu dit Piparc à BRECH constituant un point de fragilité du réseau d'interconnexions, vannes permettant d'isoler le tronçon non manoeuvrables.

Objectif : renouvellement de conduite, changement des vannes.

Travaux : démarches préalables et recrutement du maître d'œuvre en 2017.

Montant : 320 000 € HT €.

>>>2018 : démarrage des travaux en octobre pour 4 mois.



Sécurisation du feeder 500 au passage de la voie SNCF à BRECH

## 2 démarches préalables à la construction de réservoirs à BRECH

Contexte : réservoir de tête de Kerguéro desservant le Nord d'AQTA sous dimensionné (700 m<sup>3</sup>).

Objectif : augmenter la capacité de stockage par la réalisation de 2 réservoirs semi-enterrés de 2 000 m<sup>3</sup> chacun, en lien avec l'Unité de Tréarlay 2 et le futur feeder BAUD-BRECH.

Travaux : démarches préalables, recrutement du maître d'œuvre, définition du programme de travaux et dépôt des dossiers d'urbanismes en 2017.

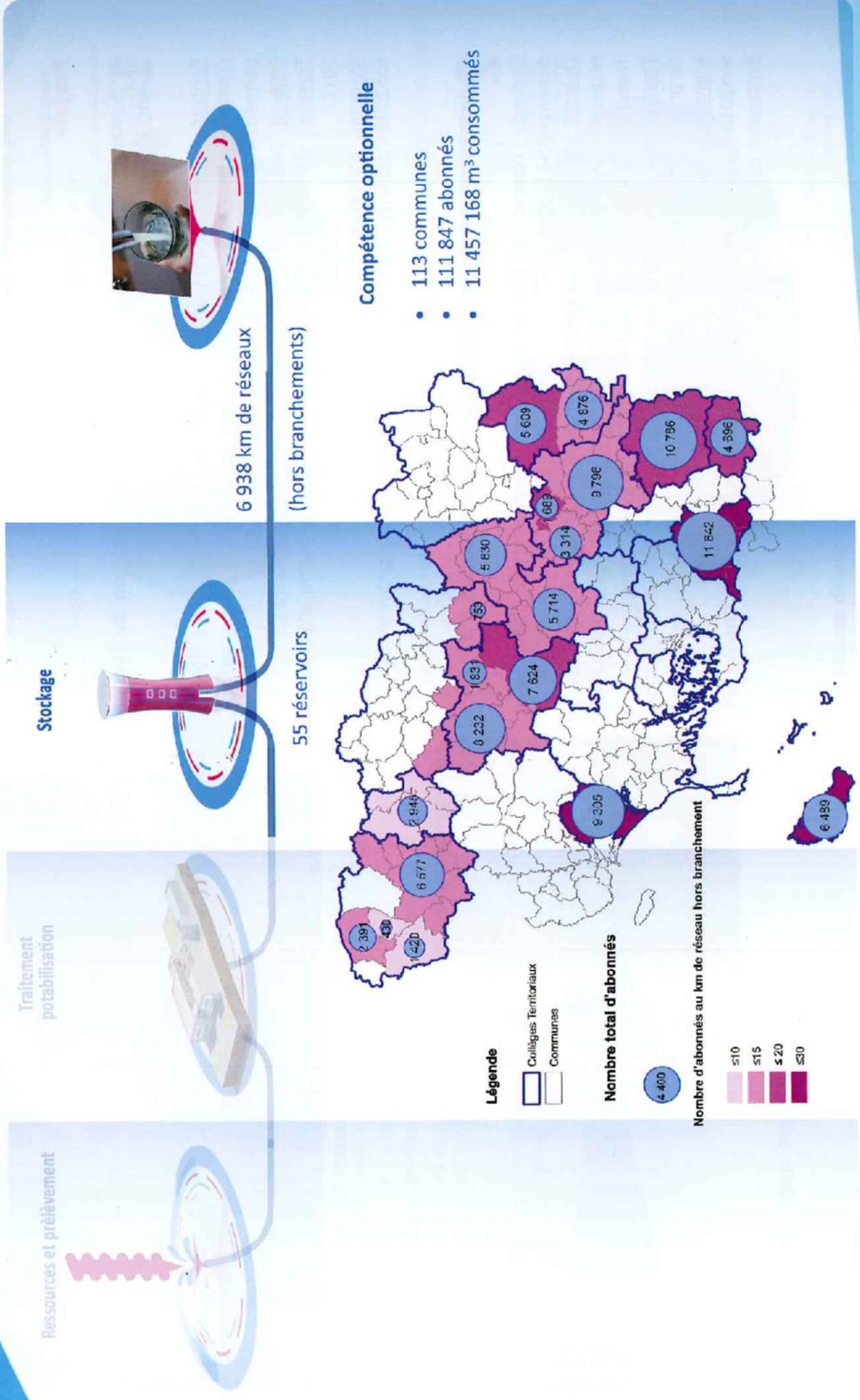
Montant : 1 600 000 € HT.

>>>2018 : recrutement des entreprises et démarrage des travaux en septembre pour 12 mois.



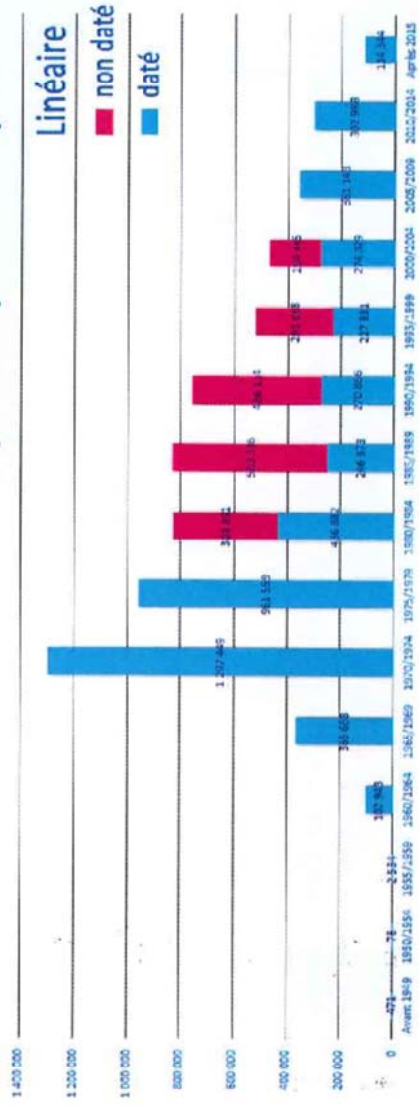
Site de stockage d'eau de Kerguéro à BRECH

# Compétence Distribution

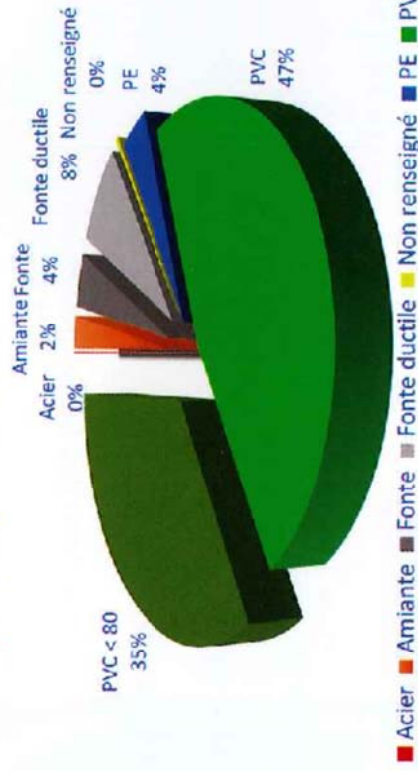




## Répartition par date de pose



## Répartition par matériaux



## Répartition par diamètres

### Gestion patrimoniale: connaître, suivre et anticiper

**Contexte :** patrimoine de Distribution très majoritairement composé de canalisations, dont l'intégrité conditionne la durabilité et la qualité du service, en limitant les fuites, les casses...

**Objectif :** anticiper le vieillissement des conduites, établir des programmes de renouvellement adaptés, identifier les besoins en financement.

**Action :**

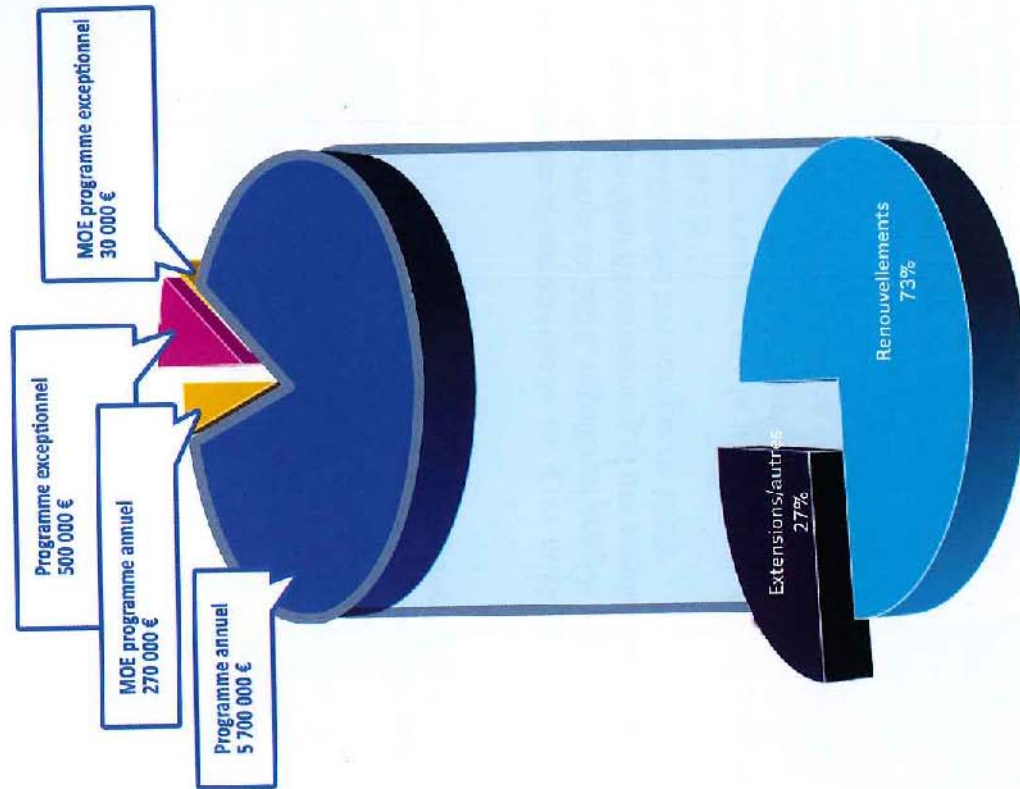
- développement d'une méthode et d'un outil de gestion patrimoniale, initiés en 2016, régulièrement mis à jour,
- présentation de l'état d'avancement et des premiers résultats en réunions de Collèges territoriaux en 2017.

>>>2018 et suivants :

- améliorer la connaissance par la fiabilisation des données (localisation, date de pose, matériaux, ...) et intégration dans le SIG : mise à jour des bases de données et diagnostic permanent,
- adapter les enveloppes de travaux par secteur en prenant en compte l'indice linéaire de perte et son évolution = pour des programmes pertinents et adaptés aux besoins de renouvellement,
- définir des orientations techniques pour la réalisation des travaux de pose actuels pour assurer la durabilité des infrastructures = des règles techniques et choix de matériaux spécifiques.

# Compétence Distribution

Distribution: répartition de l'enveloppe globale (€ HT)



Utilisation de l'enveloppe financière Distribution en 2017

## Travaux

### 1 programmes annuels ordinaires

Objectif : assurer la continuité et la qualité du service de Distribution, répondre aux besoins des collectivités membres et des abonnés.

Travaux : renouvellement, extension, renforcement de réseaux.

Montant : 5 700 000 € HT.

### 2 programme pluriannuel de réhabilitation des réservoirs

Contexte : 55 réservoirs de Distribution, pour certains anciens et présentant des fragilités.

Objectif : programme de remise à niveau par ouvrage (génie civil, étanchéité, sécurité, clôtures, ...).

Travaux 2017 : réservoirs de MALESTROIT, NIVILLAC, BIEUZY-LES-EAUX et CARO.

Montant : 1 056 818 € HT.

>>>2018 : réservoirs de DAMGAN, GUER.



# Exploitation du service



**Donneur d'ordre  
et  
Maître d'ouvrage**

- Investissement
- Tarifs
- Stratégie
- Consignes d'exploitation
- Contrôle des exploitants

**Exploitant pour le compte d'Eau du Morbihan:**

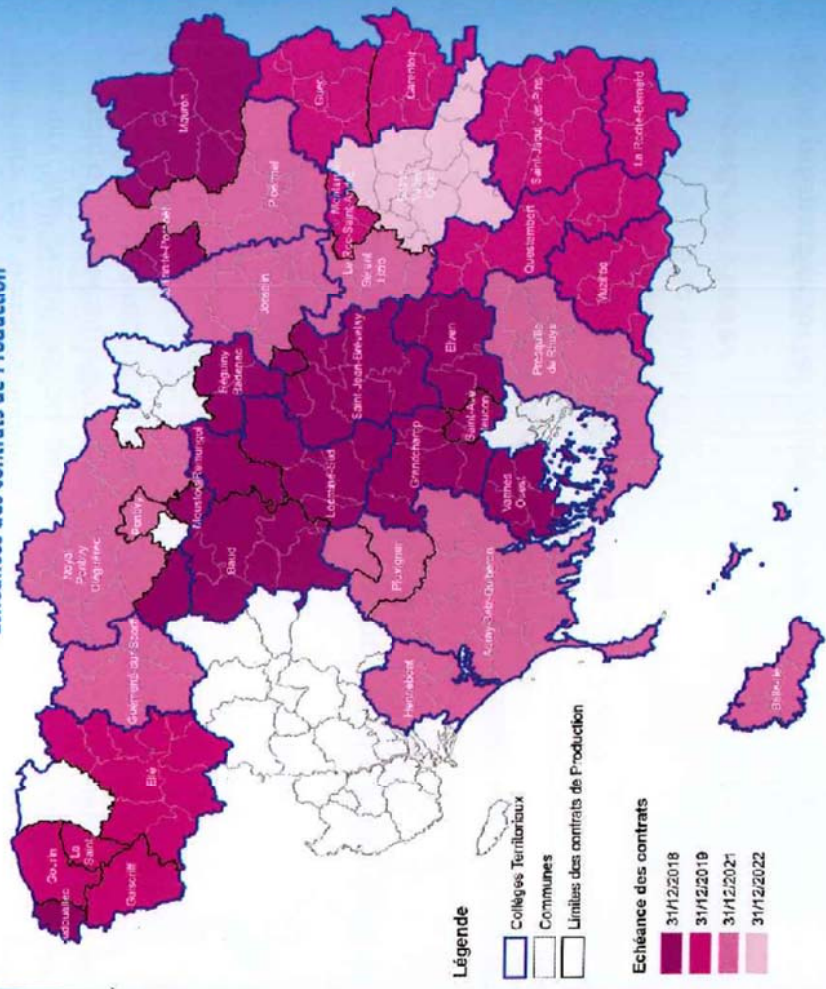
**SAUR - VEOLIA - SUEZ - STGS**

**Régies :**  
**MONTERREIN - LANGONNET - ROUDOUALLEC**

- Exploitation technique
- Entretien
- Renouvellement contractuel
- Facturation et gestion clientèle



## Echéances des contrats de Production



- Légende**
- Colleges Territoriaux
  - Communes
  - Limites des contrats de Production

- Echéance des contrats**
- 31/12/2018
  - 31/12/2019
  - 31/12/2021
  - 31/12/2022

**20 contrats d'affermage**  
**20 contrats de marchés de prestation de service**  
**3 Régies**

## Exploitation du service

Au-delà du contrôle et du pilotage quotidien en continu (contrôle des obligations contractuelles, visites techniques sur site, vérification de cohérence des données fournies et des comptages, adaptation des contrats aux évolutions du patrimoine,...), le service en charge du contrôle d'exploitation intervient sur l'ensemble du domaine traitant de l'exploitation, tant technique que contractuel ou financier.

### Nouveaux contrats

#### 1 périmètre de la presqu'île de Rhys – Production

Contrat : marché de prestation de services, incluant la nouvelle Unité de Production de Le Marais à TREFFLÉAN - 2017-2021.  
Attribution : SAUR.

#### 2 exploitation du réseau d'interconnexions

Contrat : marché de prestation de services - 2017-2021  
Attribution : SAUR.

### Rapports et études

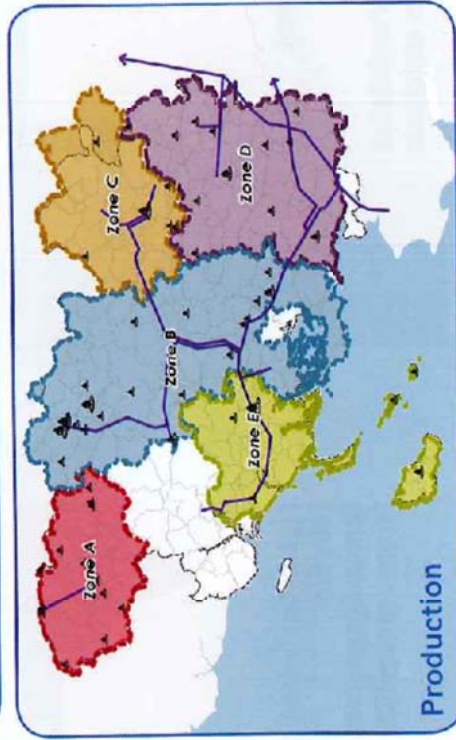
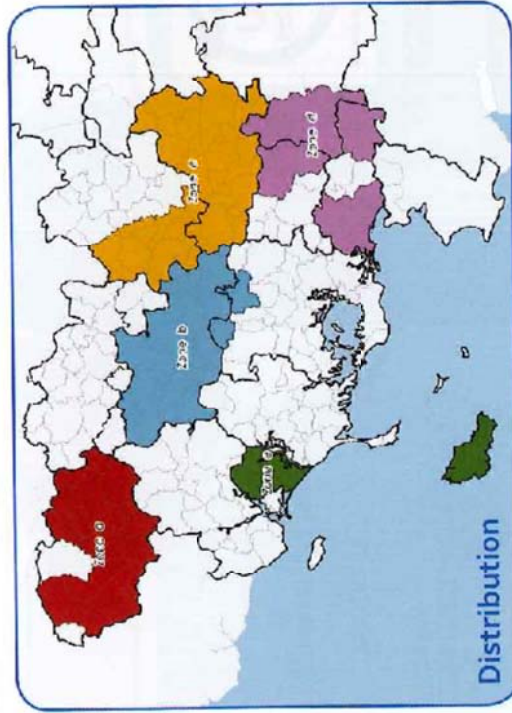
#### Etude prospective sur les modes de gestions

Contexte : 40 contrats en vigueur, majoritairement sur les périmètres des collectivités compétentes avant 2012, présentant des échéances différentes.

Objectif : simplifier et rationaliser les échéances des contrats et les périmètres d'exploitation à terme.

**Actions** : Étude spécifique relative aux modes de gestion, proposition de secteurs d'exploitation à terme, validées par le Comité Syndical le 29 juin 2017, reposent sur les logiques suivantes :

- logique géographique (périmètre de un ou plusieurs EPCI),
- logique fonctionnelle (distinction de la Production et de la Distribution),
- logique technique (cohérence avec le réseau d'interconnexions).



## Procédures

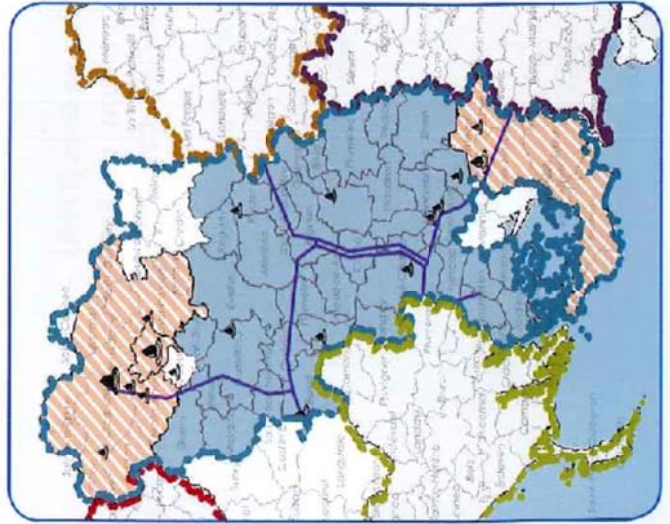
Contexte : 6 contrats intégrant Production + Distribution et 6 uniquement de Production à échéance du 31 décembre 2018.

Objectif : assurer la continuité du service à l'échéance des contrats.

Actions :

- étude comparative des modes de gestion en cohérence avec l'étude prospective générale,
  - propositions sur le mode de gestion et la durée des contrats en cas de prestation externalisée validées par le Comité Syndical le 29 juin 2017,
  - lancement des consultations des entreprises.
- >>>2018 : analyse des offres et attribution.

## 1 Production : Secteur B en partie :



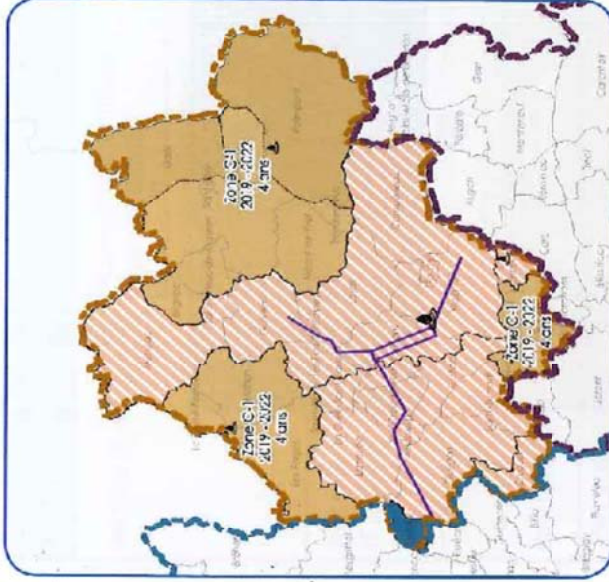
Durée :

1<sup>er</sup> janvier 2019 pour une durée de 4 ans (échéance fin 2022)

But : rapprochement des échéances du secteur

Marché public de service

## 2 Production : Secteur C en partie:



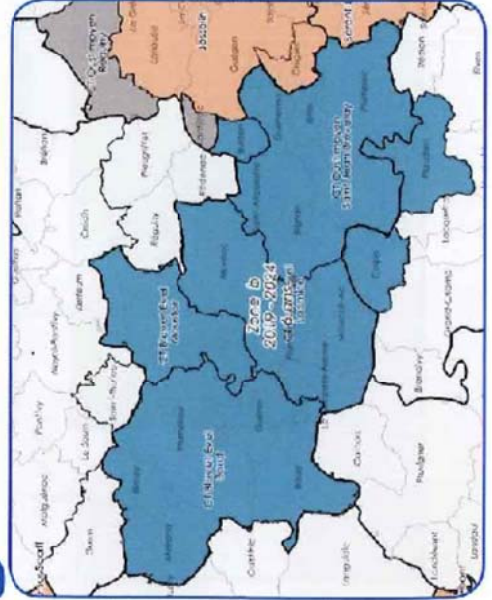
Durée :

1<sup>er</sup> janvier 2019 pour une durée de 4 ans (échéance fin 2022) avec «double détente» pour VALD'OUST et MONTERTELOIT

But : rapprochement des échéances du secteur

Marché public de service

## 3 Distribution : Secteur b



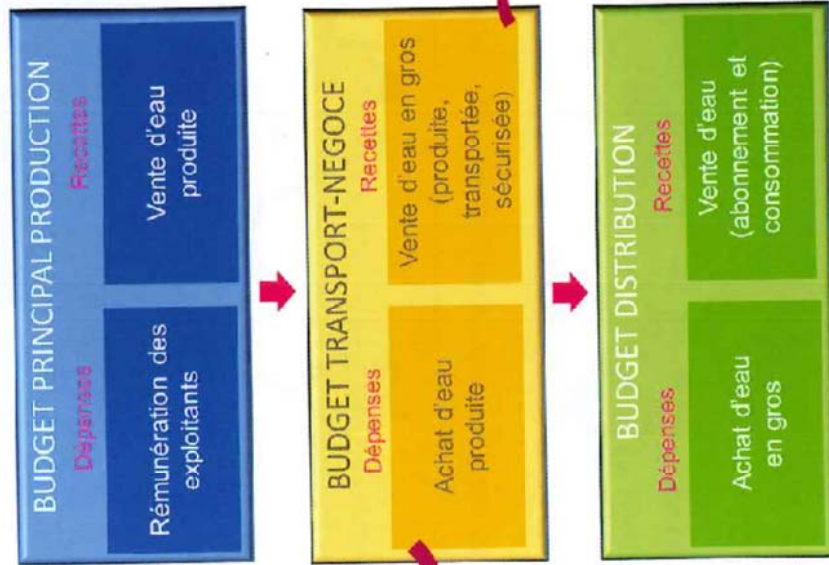
Durée :

1<sup>er</sup> janvier 2019 pour une durée de 6 ans

Concession de service public

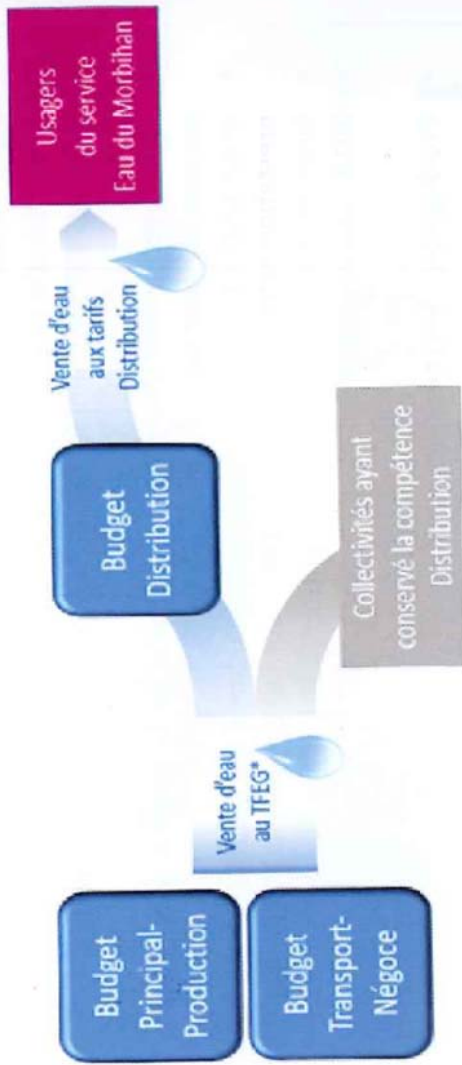
# Indicateurs financiers

## Budgets



Abonnés du service Distribution  
Eau du Morbihan

## Prix de l'eau



## Le Tarif de Fourniture d'Eau en Gros (TFEG)

intègre les coûts communs de Production, Transport, achats d'eau extérieurs et sécurisation (tant en fonctionnement qu'en investissement) :

- s'applique au budget Distribution de Eau du Morbihan ainsi qu'aux collectivités membres du Syndicat ayant conservé la compétence Distribution,
- est maintenu à hauteur de 0,61 €/m<sup>3</sup> depuis 2014.

## Structure budgétaire

**Le tarif de vente d'eau aux usagers du service Distribution**

repose sur :

- une part fixe (abonnement) établie en fonction du diamètre du compteur utilisé ou forfaitairement,
- une part variable (consommation) calculée en fonction des volumes d'eau consommés par l'abonné et des prix unitaires du m<sup>3</sup>, qui évoluent entre 2017 et 2018 :

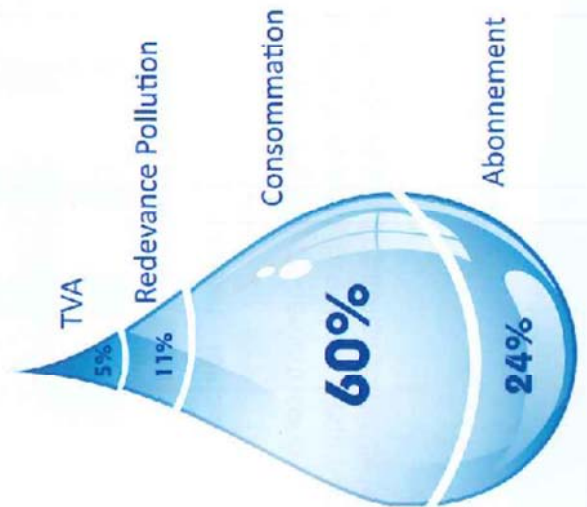
o Tarif bleu

- de la tranche 0 à 30 m<sup>3</sup> : + 0,6 %
- de la tranche 31 à 500 m<sup>3</sup> : + 1,9 %
- au delà de 500 m<sup>3</sup> : + 3,2 %

o Tarifs jaune et vert

- + 6 %

**Composition de la facture eau potable**

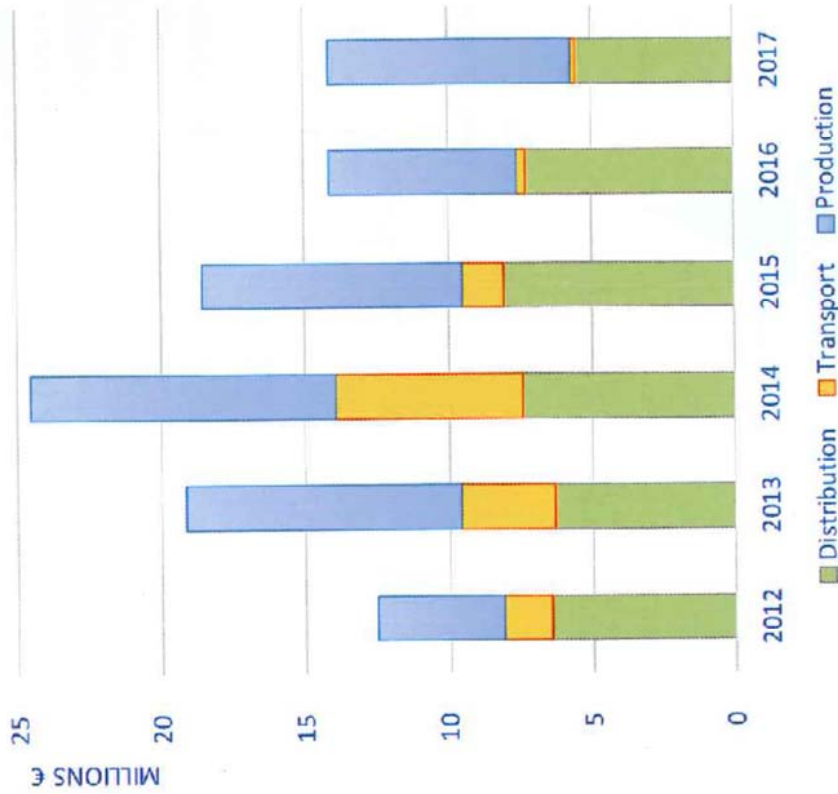


| GRILLE TARIFAIRE                            |                                                          | Au 01/01/2017                                               | Au 01/01/2018         |
|---------------------------------------------|----------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-----------------------|
| <b>Tarif BLEU</b>                           |                                                          |                                                             |                       |
| Part fixe (€ HT)                            | Abonnement compteur ordinaire Ø15/20                     | 75                                                          | 75                    |
|                                             | Abonnement compteur Ø30/40                               | 160                                                         | 160                   |
|                                             | Abonnement compteur Ø60/80                               | 214                                                         | 214                   |
| Part proportionnelle (€ HT/m <sup>3</sup> ) | Tranche 1 : 0 à 30 m <sup>3</sup>                        | 1,57                                                        | 1,58                  |
|                                             | Tranche 2 : 31 à 500 m <sup>3</sup>                      | 1,61                                                        | 1,64                  |
|                                             | Tranche 3 : au-delà de 500 m <sup>3</sup>                | 1,24                                                        | 1,28                  |
|                                             |                                                          |                                                             |                       |
| Part fixe (€ HT)                            | Abonnement forfaitaire par site                          | 1 646                                                       | 1 646                 |
| Part proportionnelle (€ HT/m <sup>3</sup> ) |                                                          | 1,05                                                        | 1,11                  |
| <b>Tarif VERT</b>                           |                                                          |                                                             |                       |
| Part fixe (€ HT)                            | Abonnement forfaitaire par site                          | 8 268                                                       | 8 268                 |
| Part proportionnelle (€ HT/m <sup>3</sup> ) | Période basse saison : Janvier-juin et novembre-décembre | 0,80                                                        | 0,85                  |
|                                             | Période d'été : Juillet-octobre                          | 0,85                                                        | 0,90                  |
| <b>Tarifs spéciaux</b>                      |                                                          | Usages agricoles Regroupement des compteurs m au tarif bleu | 1,11 €/m <sup>3</sup> |
|                                             |                                                          | Usages communaux                                            | 1,28 €/m <sup>3</sup> |
|                                             |                                                          | Bornes de puisage                                           | 1,28 €/m <sup>3</sup> |

## Indicateurs financiers

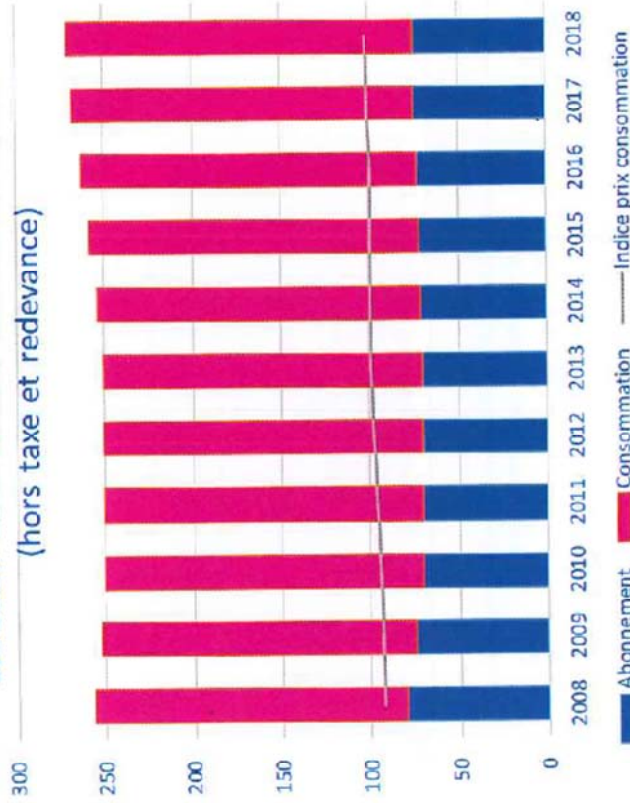
### Investissements en 2017

Dépenses d'équipement  
évolution 2012-2017



Sur la base d'une capacité d'investissement confortée mais toujours plus contrainte par la réduction des subventions d'équipement perçues, Eau de Morbihan poursuit sa politique d'optimisation et de renouvellement de ses infrastructures.

Evolution de la facture 120 m3 sur 10 ans  
(hors taxe et redevance)



Abonnement (blue), Consommation (red), Indice prix consommation (line)

### Exploitation des services

- En Production et en Transport :**
- Augmentation sensible des charges et des recettes (+6.8%) en raison de l'augmentation des volumes d'eau produits, achetés et vendus, du changement de nature juridique de certains contrats d'exploitation, et de la hausse mécanique des rémunérations contractuelles des exploitants.

### En Distribution :

- Stabilité des charges d'exploitation,
- Légère hausse des recettes de gestion (+2.8 %) en raison de la grille tarifaire et de l'augmentation des volumes vendus.

Recettes de gestion (en M€)



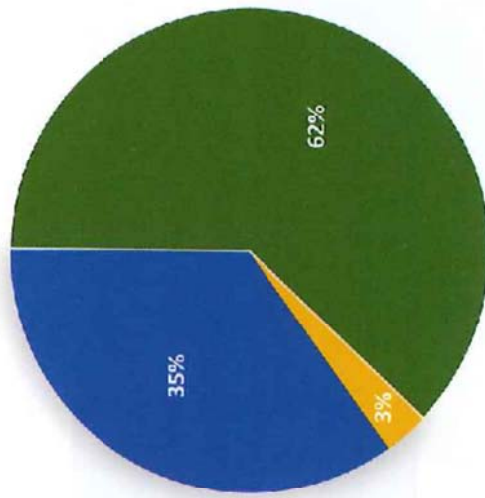


## Indicateurs financiers

### Maitrise de l'endettement

Le recours à l'emprunt constitue une source essentielle de financement des investissements. Pour autant, l'évolution de la dette doit être maîtrisée et anticipée au moyen d'analyses prospectives qui tiennent compte du poids que constituent les charges financières sur les budgets. La dette se mesure au moyen d'indicateurs financiers de solvabilité. Au 31 décembre 2017, l'encours consolidé de la dette s'établit à hauteur de 86,9 M€ comme suit :

Encours de la dette par budget

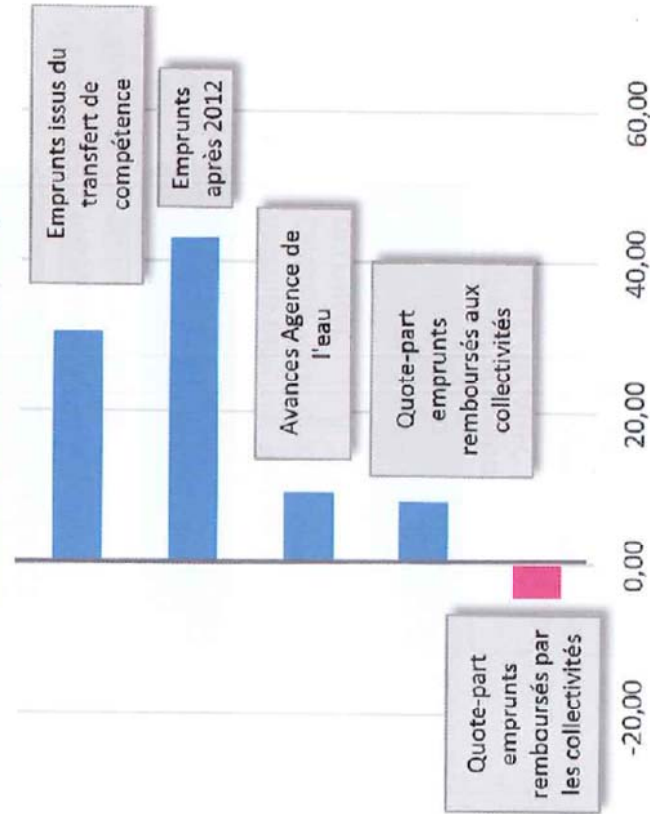


Capacité de désendettement

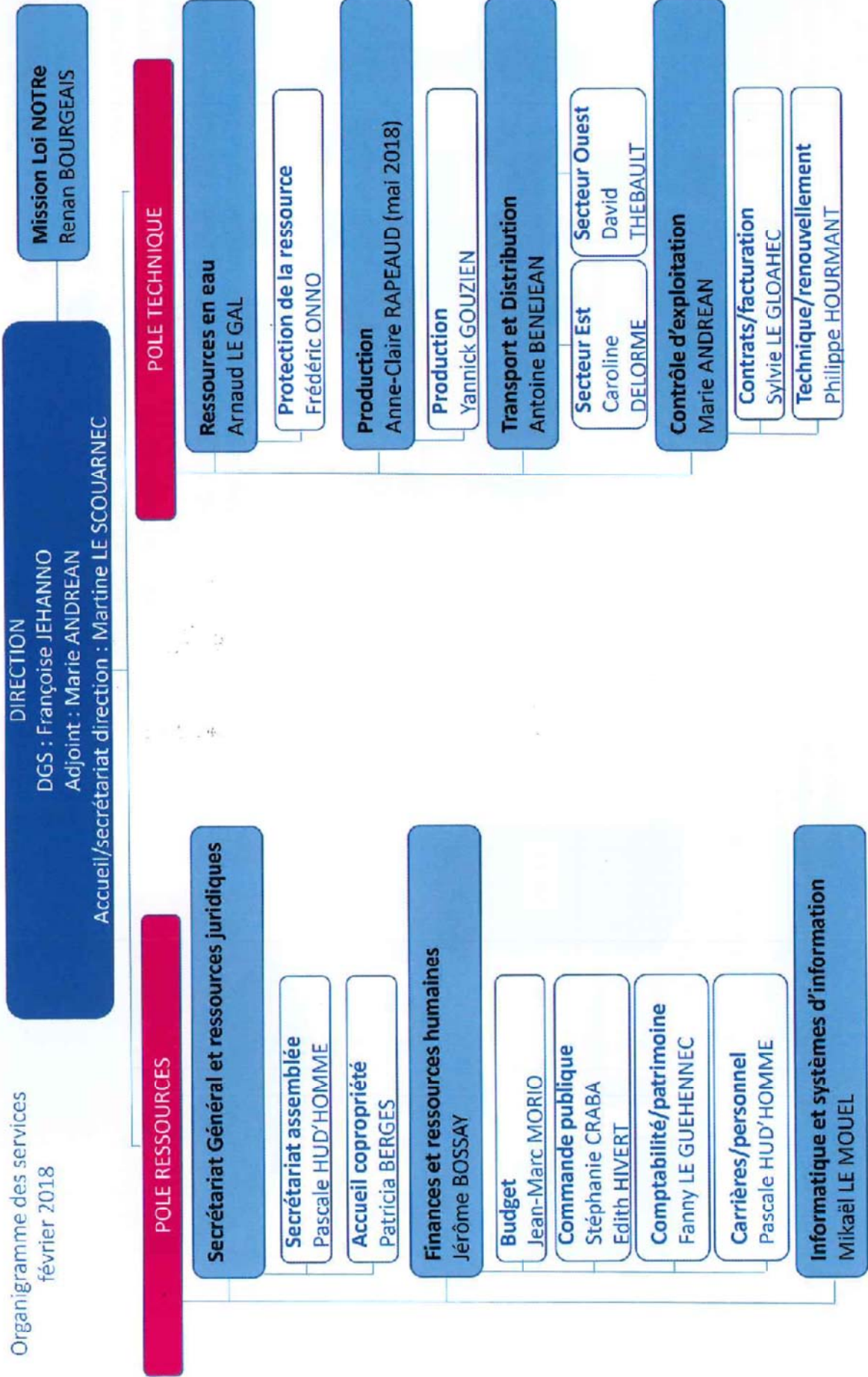


La capacité de désendettement (durée d'extinction de la dette) traduit en nombre d'années, la capacité théorique d'une collectivité à rembourser sa dette, en y consacrant son autofinancement et sans investir.

Encours de la dette (enM€)



Organigramme des services  
février 2018



En tant que service public, Eau du Morbihan a un devoir d'information et de transparence sur la conduite du service, et de pédagogie sur le fonctionnement, du prélèvement au robinet de l'abonné.

## 1 commission consultative des services public locaux

Contexte :

- commission réglementairement obligatoire pour tout service public couvrant un périmètre supérieur à 50 000 habitants,
- constituée de représentants d'associations de défense des consommateurs et de protection de l'environnement ainsi que de représentants élus de Eau du Morbihan.

Objectif : informer les abonnés du fonctionnement du service en vue de son amélioration.

Actions : 2 réunions d'information et de concertation en 2017 :

- présentation des rapports d'activités, examen des projets de grille tarifaire,
- avis sur les modes de gestion dans le cadre des procédures réglementaires pour les contrats à échéances 2018,
- point d'actualité : politique de recherche en eaux souterraines, état de la ressource, gestion de la sécheresse.

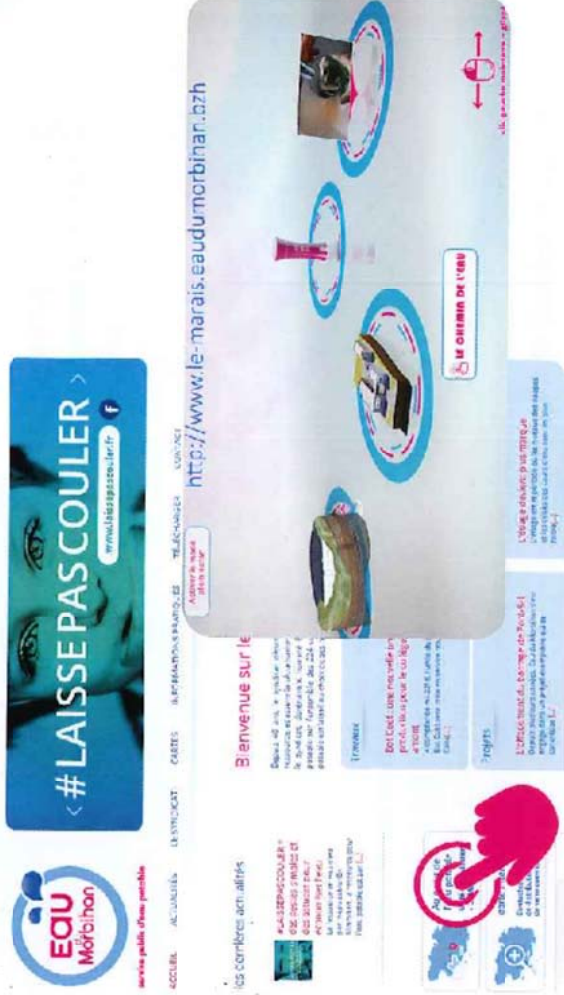
## 2 www.eaudumorbihan.fr

Contexte : volonté de transparence et d'information sur l'activité du syndicat pour le public comme pour les membres et les élus.

Mise en ligne :

- articles d'information sur les travaux en cours,
- rapports, délibérations, documents budgétaires ...,
- dossiers de séances et de travail en Espace Privé (accès réservé aux membres de Eau du Morbihan et à la CC SPL),

- développement d'un outil média pédagogique « au cœur de l'eau potable – l'Unité de Production Le Marais »,



- création d'un site internet dédié à l'effacement du barrage de Pont Sal.

[www.pont-sal.eaudumorbihan.bzh](http://www.pont-sal.eaudumorbihan.bzh)



## Transparence et information

### 3 parcours pédagogique à l'Unité de Production de Le Marais à TREFFLÉAN

Contexte : une nouvelle Unité de Production moderne et performante, mise en service en avril 2017, dotée d'un parcours pédagogique.

Objectif : informer le public sur les missions d'un service d'eau et le parcours de l'eau, de la ressource au robinet, en passant par le traitement et le stockage.

Actions :

- intégration d'un circuit de visite dès la conception du projet,
- affichage des synoptiques à chaque étape de traitement,
- développement d'un outil média pédagogique « au cœur de l'eau potable – l'Unité de Production Le Marais », support visuel et des visites
- quizz ludique et interactif,
- bar à eau.



Pour toute demande de

visite de l'Unité de Production de Le Marais :

[contact@eaudumorbihan.fr](mailto:contact@eaudumorbihan.fr)



Unité de Production « Le Marais » à TREFFLEAN







service public d'eau potable



27 rue de Luscanen - CS 72011  
56001 Vannes cedex  
Tél. 02 97 47 91 39

[www.eaudumorbihan.fr](http://www.eaudumorbihan.fr)

Mentions légales :  
Directeur de la publication : Aimé KERGUERIS - Co-directrice de la publication : Françoise JEHANNO  
Rédaction - Conception - Crédits photos : Eau du Morbihan - Edition : Septembre 2018

Envoyé à la Sous-Préfecture le 09/04/2019  
Compte-rendu affiché le 09/04/2019  
Reçu par la Sous-Préfecture le 09/04/2019

## **INTERVENTIONS :**

**M. LE SAUCE** : il a été évoqué que nous avons eu un déficit de pluviométrie important. La réserve en eau pour nos territoires est en quelque sorte limitée. Le pays d'Auray est très dépendant de ses voisins. Connaissons nous le chiffre de fourniture d'eau pour Auray par Tréauray ?

**M. BOUQUET** : je n'ai pas les chiffres, mais je peux vous les obtenir. L'eau du barrage de Tréauray ne vient quasiment que de l'eau de ruissellement et très peu des sources.

## **11- DSTS - GRDF - RAPPORT D'ACTIVITÉ ANNUEL 2017**

Monsieur Jean Claude BOUQUET, 5ème Adjoint, expose à l'assemblée :

Un contrat de concession a été signé par la Ville au profit de GRDF le 27 mars 1992 pour une durée de 30 ans. La concession de distribution de gaz naturel représente une délégation de service public.

L'article L 1411-3 Code Général des Collectivités Territoriales dispose que le délégataire produit chaque année à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service.

Le rapport fait état des éléments suivants :

- la distribution publique de gaz naturel sur le territoire d'AURAY,
- le nombre de points de livraison est de 4054 (+6,7%),
- la consommation de gaz est passée de 61 390 Mwh en 2016 à 62 009 Mwh en 2017 (+1%).

### **Bilan des infrastructures de la concession :**

- Longueur totale des canalisations : 67 117 ml (+ 363 m)

### **Les éléments financiers :**

- Redevance pour occupation du domaine public versée à la commune : 3 010 €

### **Les chiffres marquants de la Ville d'AURAY :**

|                            | 2015 | 2016 | 2017 |
|----------------------------|------|------|------|
| Nombre d'appels de tiers : | 113  | 112  | 95   |
| - pour sécurité            | 65   | 54   | 49   |
| - pour dépannage           | 48   | 58   | 46   |
| Nombre total d'incidents   | 41   | 52   | 48   |

Le déploiement programmé des compteurs GAZPAR est prévu entre 2020 et 2022. Depuis avril 2018, un déploiement par opportunité (suite à des pannes, nouveaux branchements) a démarré.

Vu l'avis favorable de la commission consultative des services publics locaux du 20 mars 2019,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (27 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :

Monsieur GOUEGOUX, Madame AOUCHICHE

Le Conseil municipal :

- **PREND** acte des informations présentées ci-dessus.



# 2017 AURAY

## L'activité de GRDF sur votre commune



**4 054**

Nombre de clients  
du réseau



**174**

Nombre de  
premières mises en  
service clients



**62 GWh**

Quantités de gaz  
acheminées



**93,44%**

Taux de demandes  
fournisseurs traitées  
dans les délais



**67,12 km**

Longueur totale de  
canalisations

### Le contrat de concession

La distribution publique de gaz naturel est confiée à GRDF par un contrat de concession rendu exécutoire le 27/03/1992, pour une durée de 30 ans. Dans le cadre de ces relations contractuelles, un Compte Rendu d'Activité de la Concession (CRAC) est présenté chaque année à l'autorité concédante.

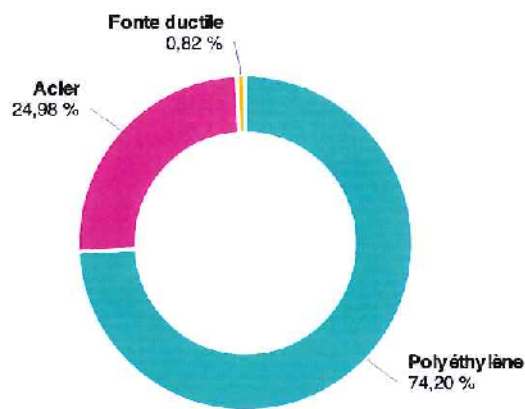
# 2017

## Le réseau de gaz naturel

Le patrimoine de la commune est composé de canalisations de différentes matières. Retrouvez ici, à l'échelle de votre commune :

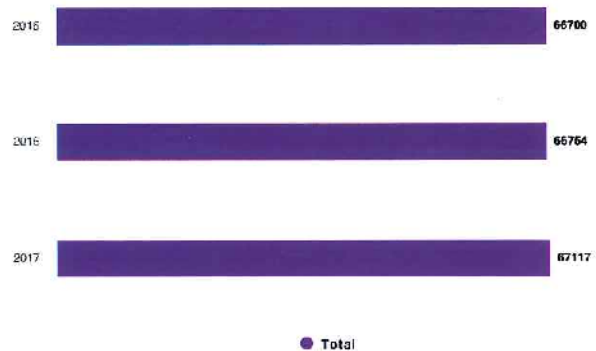
- la répartition de ces ouvrages par matière, sur l'année 2017
- l'évolution de la longueur totale, sur les trois dernières années

### Répartition des canalisations par matière en 2017



sur votre commune

### Évolution de la longueur totale du réseau (en mètres)



sur votre commune

● Total

## Les ouvrages de distribution

Retrouvez ci-dessous l'inventaire du patrimoine de votre commune en nombre d'ouvrage, par type, depuis 2015.

Il est accompagné du nombre de visites préventives effectuées au cours des trois dernières années.

| Inventaire des ouvrages  | 2017 | 2016 | 2015 |
|--------------------------|------|------|------|
| Postes de détente réseau | 4    | 4    | 4    |
| Robinet de réseau        | 36   | 34   | 33   |
| Branchements collectifs  | 275  | 170  | 158  |

| Maintenance des ouvrages | 2017 | 2016 | 2015 |
|--------------------------|------|------|------|
| Postes de détente réseau | 2    | 5    | 3    |
| Robinet de réseau        | 23   | 21   | 19   |
| Branchements collectifs  | 7    | 0    | 75   |

## La sécurité du réseau de distribution

### Urgence Sécurité Gaz

Nos équipes interviennent 7/7 j et 24/24 h à votre service pour la mise en sécurité des installations. En 2017, sur votre département, 99,3% des interventions de sécurité ont été réalisées dans un délai inférieur à 1h.

### URGENCE SECURITE GAZ

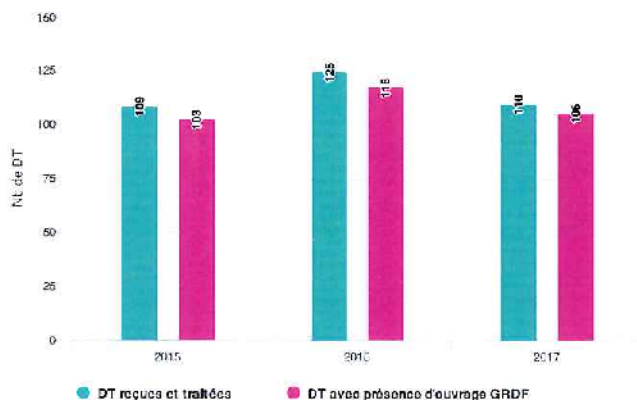
**0 800 47 33 33** Service & appel gratuits

### La Procédure Gaz Renforcée (PGR)

La Procédure Gaz Renforcée se distingue de la procédure d'intervention gaz classique. L'objectif de la PGR est d'améliorer l'efficacité des interventions liées au gaz

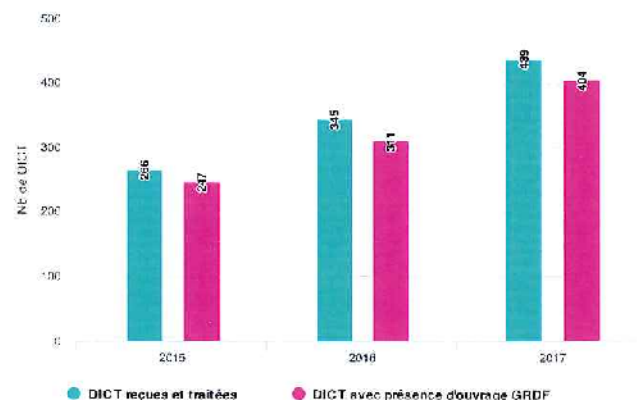
naturel. En 2017 sur la commune, aucune PGR n'a été réalisée sur un total de 49 interventions de sécurité gaz.

### Évolution du nombre de DT (Déclarations de projet de Travaux)



sur votre commune

### Évolution du nombre de DICT (Déclarations d'Intention de Commencement de Travaux)



sur votre commune

## Les dommages aux ouvrages

Les dommages aux ouvrages provoquent des incidents sur le réseau de distribution de gaz avec ou sans interruption de fourniture pour les clients. Retrouvez ici

l'évolution du nombre de dommages aux ouvrages sur la commune, sur les trois dernières années.

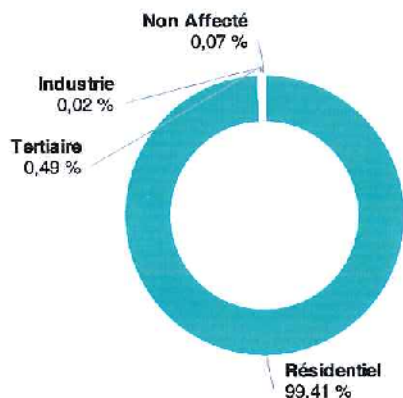
| Nb de dommages                   | 2017 | 2016 | 2015 |
|----------------------------------|------|------|------|
| lors ou après travaux de tiers   | 5    | 2    | 1    |
| avec fuite sur ouvrages enterrés | 3    | 2    | 1    |

# 2017

## Gestion de la clientèle

Le nombre de clients de votre commune et les quantités de gaz acheminées sont présentés par secteur d'activité.

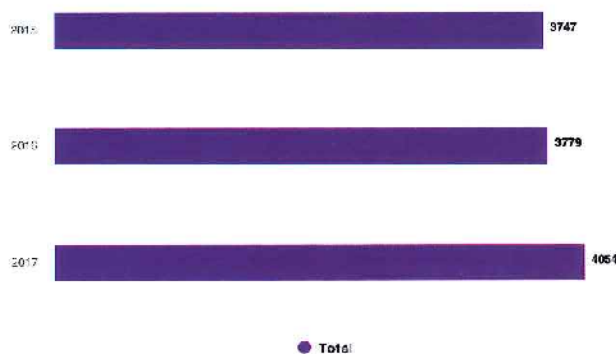
### Répartition du nombre de clients en 2017



sur votre commune

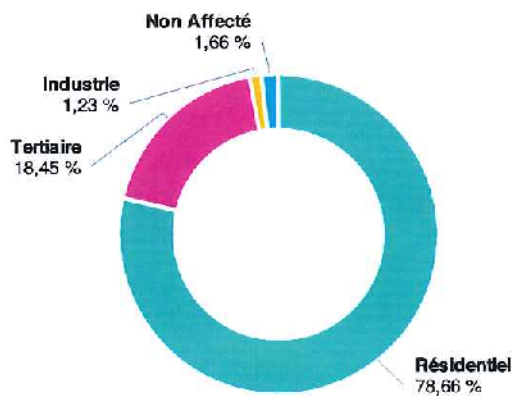
Retrouvez ici la répartition sur l'année 2017 ainsi que l'évolution sur les trois dernières années.

### Évolution du nombre total de clients



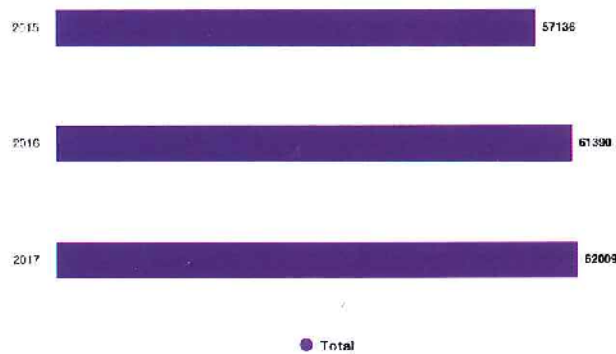
sur votre commune

### Répartition des quantités acheminées en 2017



sur votre commune

### Évolution du total des quantités acheminées (en MWh)



sur votre commune

## Le portail « Ma Concession Gaz »

Sur son site, GRDF met à disposition des services digitaux ainsi que les informations de l'activité de distribution sur votre territoire. Pour accéder à « Ma Concession Gaz »,

créez un compte sur l'espace Collectivités de [grdf.fr](http://grdf.fr) en renseignant votre code INSEE (56007) et le code de vérification propre à votre commune : OBGSFSSB

## Votre conseiller Collectivités territoriales GRDF



Conseils énergétiques, coordination travaux et projets d'aménagements  
**Bruno GUEGAN**  
 Conseiller Collectivités Territoriales  
 06.73.99.93.51 | 02.97.46.89.74  
[bruno.guegan@grdf.fr](mailto:bruno.guegan@grdf.fr)

Pour tout projet ou demande de raccordement, des conseillers GRDF sont disponibles du lundi au vendredi de 8 h à 17 h.

**N°Cristal 09 69 36 35 34**

APPEL NON SURTAXE



Conseil municipal de la ville d'Auray du 2 avril 2019

332/497

Envoyé à la Sous-Préfecture le 09/04/2019  
Compte-rendu affiché le 09/04/2019  
Reçu par la Sous-Préfecture le 09/04/2019

## **INTERVENTIONS :**

**M. LE SAUCE :** le contrat de concession va arriver à échéance en 2022, avons nous déjà anticipé ou réfléchi pour savoir comment nous allons procéder pour la suite ? Comment allons nous engager la négociation ? Allons nous maintenir une concession ? Il serait temps d'y réfléchir afin d'aller négocier auprès de GRDF avec un dossier déjà bien travaillé.

**M. LE MAIRE :** c'est une très bonne suggestion M. Le Sauce, souhaitez vous que nous abordions ce sujet en commission marchés publics ?

## **12- DSTS - MORBIHAN ÉNERGIES - RAPPORT D'ACTIVITÉ ANNUEL 2017**

Monsieur Jean Claude BOUQUET, 5ème Adjoint, expose à l'assemblée :

L'article L 5211-39 du Code Général des Collectivités Territoriales fait obligation au Président d'un établissement public de coopération intercommunale d'adresser chaque année au Maire de chaque commune membre, un rapport retraçant l'activité de son établissement.

Par délibération du 26 février 2008, la Commune d'AURAY a transféré au SDEM (Syndicat Départemental de l'Énergie du Morbihan) devenu Morbihan Énergies, la compétence électricité et les activités annexes liées à cette compétence.

Par convention particulière à chaque opération, Morbihan Énergies exerce pour la Ville, la mission de maîtrise d'ouvrage en matière d'éclairage public.

Les opérations mandatées en 2017 sous convention avec la Ville sont les suivantes :

- Travaux d'effacement de réseaux avenue De Gaulle : 153 356 € TTC

Il est à noter que d'autres engagements sont actuellement en cours.

Par ailleurs, Morbihan Énergies est propriétaire de l'ensemble des réseaux électriques basse tension (230/240 Volts) et moyenne tension (HTA – 20 000 Volts) du Département.

Ce patrimoine concerne également les transformateurs et les compteurs individuels de chaque client. L'exploitation et l'entretien de ce réseau de plus de 24 000 km est confié, dans le cadre d'un contrat de concession à ERDF pour la partie distribution.

Sur Auray, le nombre de clients alimentés en basse tension est de 9 924 (+4 % par rapport à 2016). La longueur du réseau HTA est de 37 km (36 km en souterrain et 1 km en aérien) et de 105 km de BT (78 km en souterrain et 27 km en aérien). Le nombre de postes de transformation est de 80.

La consommation moyenne annuelle en KWh/an pour les abonnés départementaux est de 4 941.

Vu l'avis favorable de la commission consultative des services publics locaux du 20 mars 2019,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés ( 27 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :

Monsieur GOUEGOUX, Madame AOUCHICHE

Le Conseil municipal :

- **PREND** acte des informations présentées ci-dessus.

rapport d'activité

2017

Conseil municipal de la ville d'Auray du 2 avril 2019



un syndicat  
au service  
des territoires 335/497



# Sommaire

**3**

Le mot du Président



**6**

Le Syndicat

**4**

Les temps forts



**16**

L'électricité



**24**

Les missions

**33**

Lois & règlements

**34**

Actes administratifs

**35**

Glossaire



# Le mot du Président



L'année 2018 est considérée comme celle du tournant concernant la politique énergétique de la France. Pour parvenir à la neutralité carbone et contenir l'élévation de la température à moins de 2°C d'ici la fin du siècle, il va falloir réduire fortement le recours aux énergies fossiles. Là-dessus, Morbihan énergies est depuis quatre ans au charbon...

Par le passé, notre syndicat a œuvré pour apporter partout dans le Morbihan l'électricité et l'éclairage public en bâtissant un réseau de 22 000 km de lignes en constante amélioration (enfouissements, fils torsadés). Il est aujourd'hui positionné sur la transition énergétique et sur des nouveaux « métiers » : protection des données, numérique, fibre optique, cartographie, marchés de gaz et d'électricité, énergies renouvelables sous toutes leurs formes.

Morbihan énergies a une force pour cela : sa cohérence départementale qui fait sa cohésion. Les 253 communes du Morbihan, de la plus petite, Sainte-Brigitte, aux plus grandes, Lorient, Vannes, Lanester (et bientôt, si elles le souhaitent, toutes les intercommunalités morbihannaises) sont sous la même bannière.

Dans les domaines qui nous occupent, cette intégration entre l'urbain et le rural est assurément un des enjeux forts de demain et c'est bien ce que nous avons mis en avant dans le cadre de la Programmation pluriannuelle de l'énergie. Cette feuille de route détaillant pour les cinq années à venir la manière dont le pays va produire et consommer ses énergies a été précédée d'un débat public national. Morbihan énergies ne pouvait pas regarder le train passer : nous y sommes montés à travers 21 propositions publiées dans les « cahiers d'acteur »\*. Des propositions pour plus de décentralisation, issues non pas d'un discours ambiant, mais de la confrontation pragmatique sur le terrain entre la réalité des projets d'énergies renouvelables et le bon sens. 2017, avec la première réponse à TIGA (Territoires d'innovation de grande ambition), aura été en ce sens une année charnière.

J'en suis convaincu : notre capacité à travailler ensemble est plus que jamais la condition sine qua non de notre réussite.

Jo Brohan

A handwritten signature in blue ink, appearing to be 'Jo Brohan', written over a light blue background.

# Les temps forts



un syndicat  
au service  
des territoires

## janvier



MM. Brohan et Migaud - 1<sup>er</sup> Président de la Cour des comptes - ont signé une convention qui définit les modalités de mise en œuvre de la **certification des comptes** dans laquelle Morbihan énergies s'est engagé. Cette certification expérimentale lancée pour 6 ans revêt un enjeu de transparence financière.

## mars



MM. Brohan et Robo - maire de la ville de Vannes - annoncent le lancement des travaux d'une **station de distribution de GNV** (Gaz Naturel Véhicule). L'implantation de la station, sur un terrain communal situé zone industrielle du Prat, a été choisie pour sa proximité avec les axes routiers et la présence de nombreux transporteurs de marchandises.

## avril



Les territoires de Golfe du Morbihan Vannes Agglomération et du Parc Naturel Régional du Golfe du Morbihan sont lauréats du **4<sup>ème</sup> appel à projet Territoire à énergie positive pour une croissance verte**. MM. Brohan, Lappartient et Le Bodo ont signé les conventions de partenariat avec le Ministère de l'écologie.

## juillet



Morbihan énergies a accueilli les **rencontres de Bretagne des Interconnectés**. Paroles d'élus, témoignages de collectivités, débats et pitches, les participants ont échangé sur l'intérêt d'engager une démarche d'ouverture et d'exploitation des données pour les territoires, d'identifier les opportunités et des pistes de déclinaisons opérationnelles.

## septembre



La commission d'appel d'offres s'est réunie afin d'analyser les **offres du marché géoréférencement des réseaux** sur le territoire de Lorient agglomération. Ce premier accord cadre multi-attributaires a permis de désigner trois prestataires chargés de répondre aux exigences de la réforme anti-éclatement des réseaux et à leur géoréférencement (cf p. 23).

## février



Réunion de présentation du dispositif **open data**. Conduite avec Megalis Bretagne, la rencontre a permis de détailler les tenants et aboutissants de l'ouverture des données publiques. La plateforme [opendata56.fr](http://opendata56.fr), portée et mise à libre disposition par Morbihan énergies pour répondre à ces problématiques, a pu être passée en revue auprès des communes du Morbihan (cf p. 14).

## mai



Ils sont plusieurs transporteurs routiers morbihannais à s'être déplacés dans les locaux de Morbihan énergies pour **partager les enjeux de la future station gaz de Vannes**.

## septembre



Afin de promouvoir la mobilité durable, ce sont plus de 70 véhicules électriques qui se sont élancés sur les routes de Bretagne. Le « **Breizh Electric Tour** » a fait deux escales morbihannaises à Vannes et Lorient. Lors de cette manifestation, une convention d'itinérance a été signée entre Morbihan énergies et la plateforme GIREVE, permettant aux abonnés morbihannais d'accéder au réseau des opérateurs des départements voisins.

Conseil municipal de la ville d'Auray du 2 avril 2019

## février



Morbihan énergies s'est associé à la Caisse des Dépôts et Consignations, le Crédit agricole du Morbihan, la Caisse d'Épargne et Prévoyance Bretagne – Pays de Loire et le Crédit Mutuel Arkéa pour créer une Société d'économie mixte entièrement dédiée au **développement de projets énergétiques**. 56 énergies est née.

## juin



C'est en présence de nombreux élus et partenaires que Jo Brohan a inauguré la **première station hydrogène de Bretagne**, située sur le parking du Syndicat. Cette station permet à présent d'alimenter le premier véhicule hydrogène breton, grâce au surplus d'électricité verte produite directement sur le siège social du syndicat.

## décembre



3<sup>ème</sup> réunion de la **commission consultative paritaire**. Créée en décembre 2015 dans le cadre de la loi TEPCV, elle vise à coordonner l'action de ses membres et leurs stratégies d'investissement dans le domaine des énergies.

339/497

# Le Syndicat



253  
communes  
membres

43 M€  
investis sur les  
différents réseaux

54  
élus membres du  
Comité syndical

39  
agents  
à votre service

27  
commissions

## » Un Syndicat, acteur du développement départemental

Créé par arrêté préfectoral en 1965 par la volonté des élus communaux, le Syndicat départemental d'électricité du Morbihan, aujourd'hui Morbihan énergies (SDEM : Syndicat départemental d'énergies du Morbihan), est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI).

Il fédère l'ensemble des 253 communes du Morbihan, dont 4 regroupées en 1 communauté de communes, pour une population de plus de 741 051 habitants. En leur nom et dans le domaine de l'électricité, Morbihan énergies est chargé de contrôler, dévelop-

per et renforcer le réseau de distribution.

Régi par l'article L 5711-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, son fonctionnement est celui d'une collectivité territoriale : Budget - M14 - Personnel - Délibérations - Arrêtés - Code des marchés publics.

Ses statuts de 2008 (modifiés par arrêté préfectoral le 2 mai 2014) et son règlement intérieur fixent les modalités de fonctionnement particulières.



Outre l'électricité, Morbihan énergies exerce des missions de maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre et conseil dans les domaines de compétences suivants :

### Électricité

- » Organisation et contrôle de la distribution
- » Création, renforcement, sécurisation des réseaux
- » Opérations d'effacement et aménagements communaux

### Éclairage

- » Extensions et rénovations
- » Mise en lumière du patrimoine
- » Diagnostic du parc
- » Gestion de la maintenance

### Numérique

- » RGPD, opendata, PCS

### Énergies

- » Maîtrise et conseils
- » Production énergies renouvelables
- » Regroupements CEE
- » Achats groupés
- » Gaz (DSP, travaux)
- » Smart grid / building / city

### Bornes

- » Déploiement infrastructures de recharge pour véhicules électriques et gaz (GNV, H2)

### Fibre

- » Autorité organisatrice et notamment construction d'infrastructures passives

### SIG

- » Gestion et visualisation en ligne de l'information géographique



électricité



éclairage



énergies



numérique



bornes



fibre



SIG

341/497

## » Des élus, représentants des Morbihannais

Le Comité de Morbihan énergies est constitué de 54 membres désignés parmi les représentants des communes membres du Syndicat, selon une répartition démographique et géographique établie par les statuts.

Élu parmi les délégués du Comité syndical, le Bureau est notamment composé du Président et des Vice-Présidents. Il a notamment délégation pour définir les orientations du Syndicat. Il conçoit et propose au

Comité les actions nouvelles à mettre en place. Il prépare ainsi les réunions du Comité, et donne son avis sur le fonctionnement du Syndicat en ce qui concerne le contrat de concession, les finances et l'organisation générale des services.

Il met en œuvre les décisions du Comité.



**Jo Brohan**  
Président



**Henri Le Dorze**  
Vice-Président



**André Le Corre**  
Vice-Président



**Jean Le Gourrierec**  
Vice-Président



**Aimé Kergueris**  
Vice-Président



**Bernard Giard**  
Vice-Président



**Gérard Thépaut**  
Vice-Président



**Laurent Tonnerre**  
Vice-Président



**Michel Bauchet**



**Yves Commandoux**



**Bruno Goasmat**



**Marie-Claude Beyris**



**Henri Ribouchon**



**Guénael Robin**



**Louis Médica**

Le fonctionnement de Morbihan énergies est assuré par plusieurs commissions :

- » 23 commissions locales et une commission consultative des services publics locaux (CCSPL).
- » Les commissions énergies, technologies de l'information et de la communication (TIC). Elles ont pour mission à la fois de répondre de façon opérationnelle aux questions nouvelles et d'anticiper stratégiquement les orientations thématiques à proposer au Bureau puis au Comité.
- » La commission consultative, issue de la loi TECV, qui réunit à parité les élus du Comité et les représentants du Conseil municipal de la ville d'Auray du 2 avril 2019



342/497

## » Une action à l'échelle régionale

Le 7 avril 2011, Morbihan énergies avec les trois autres Syndicats bretons (Finistère, Côtes d'Armor et Ille-et-Vilaine) a constitué le Pôle Énergie Bretagne, **PEBreizh**.

Ce Pôle s'inscrit dans une démarche collective d'échanges, de mutualisation et de coordination entre les 4 SDE bretons. Au-delà du domaine de l'électricité, il permet aussi aux Syndicats départementaux d'avoir une identité qui doit leur permettre de jouer un rôle clé dans le développement du Pacte Électrique Breton, piloté par la Région et l'État.



**PEBreizh**  
PÔLE ÉNERGIE  
BRETAGNE

Participant notamment aux extensions, renforcements et effacements des réseaux électriques, les quatre Syndicats départementaux bretons sont propriétaires au niveau régional de plus de 100 000 km de lignes électriques et 57 000 postes de transformation. Ils regroupent plus de 1200 communes adhérentes et contrôlent la distribution de l'électricité pour près de 3 millions d'utilisateurs. Nos réseaux ne s'arrêtent pas aux frontières départementales, nos actions et nos mutualisations non plus. Nos syndicats se doivent, seuls ou ensemble, d'initier toutes les réflexions et tous les projets nécessaires liés au service public de distribution, production, maîtrise et renouvellement des énergies sur leurs territoires.

À l'échelle régionale, le Pôle Énergie Bretagne permet d'engager une démarche concertée afin de mieux assurer les missions de contrôle du concessionnaire Enedis. Il est à noter qu'Enedis, concessionnaire pour les quatre départements bretons, est lui-même organisé régionalement.



Le PEBreizh a organisé du 14 au 16 septembre 2017 le "Breizh Electric Tour", un rallye touristique d'éco-conduite.

Il a permis, pour plus de 70 équipages, d'effectuer un parcours proposé avec des temps de recharge définis, tout en sillonnant les routes touristiques bretonnes.

Avec une distance de 220 à 250 km par jour, ce Tour a bien été un challenge d'éco-conduite et un démonstrateur des capacités des véhicules électriques.



Conseil municipal de la ville d'Auray du 2 avril 2019

## » Des agents, à votre écoute

Au 31 décembre 2017, Morbihan énergies comptait 39 agents dans ses services et un apprenti, Corentin Merlet (depuis septembre 2016).

Quatre nouveaux recrutements ont eu lieu en 2017 :

- » 1<sup>er</sup> mai : Wilfried Vince
- » 1<sup>er</sup> juin : Vincent Deshoux
- » 1<sup>er</sup> juillet : Quentin Lemée
- » 1<sup>er</sup> octobre : Frédéric Vincent

Morbihan énergies a également accueilli 5 stagiaires de février à décembre 2017.

Tout au long de l'année, les agents bénéficient de journées de formation assurées par la FNCCR, le CNFPT et d'autres organismes extérieurs. Ce perfectionnement des agents est nécessaire pour rendre un service toujours plus adapté aux communes, en leur permettant de suivre les évolutions techniques et réglementaires du domaine.

En 2017, 77 jours de formation ont été comptabilisés. Quelques exemples de formations suivies :

- » La veille technologique et méthodologique en système d'information géographique
- » Enjeux et mise en place d'un contrôle de gestion
- » Les ateliers de la mobilité
- » L'élaboration d'un plan de formation dans une petite collectivité

À noter que le Syndicat s'est engagé dans un plan de formation aux gestes qui sauvent. Ses agents ont suivi la formation prévention et secours civiques de niveau 1 (PSC1).

Notons par ailleurs que nombre des agents interviennent dans les communes, des séminaires professionnels nationaux et auprès du CNFPT.



### Écrire à un agent

Tous les courriers peuvent être adressés selon la règle suivante :

**prenom.nom@morbihan-energies.fr**  
(sans espaces et sans accents).

Exemple : **didier.arz@morbihan-energies.fr**  
Conseil municipal de la ville d'Auray du 2 avril 2019

## Direction générale

|                      |                             |
|----------------------|-----------------------------|
| Marc Aubry           | Directeur général           |
| Didier Arz           | Directeur général adjoint   |
| Christophe Laly      | Directeur SEM               |
| Patricia Bergès      | Accueil                     |
| Isabelle Dagorne-Ory | Conseillère de gestion      |
| Sandie Pensec        | Assistante de direction     |
| Joëlle Lizard        | Secrétariat technique       |
| Céline Wiechert      | Secrétariat pôle direction  |
| Marie-Laure Letertre | Assistante de direction SEM |

## Fonctions support

|                      |                        |
|----------------------|------------------------|
| David Bigoin         | Informatique           |
| Vincent Deshoux      | PCRS                   |
| Colette Guillé       | Ressources humaines    |
| Paul Lainé           | Contrôle de concession |
| Laëtitia Le Bagousse | Comptabilité           |
| Arnaud Le Guelvouit  | Communication          |
| Angéline Le Ray      | Juridique              |
| Agnès Ogé            | Informatique           |

## Services opérationnels

|                           |                     |
|---------------------------|---------------------|
| Paul Gilbert              | Service travaux     |
| Géraldine Grignon         | Coordination        |
| Philippe Cogard           | Resp. secteur ouest |
| Déborah Bordage-Pawlowski | Gestion de secteur  |
| Mickaël Le Mouëllic       | Chargé de secteur   |
| Gildas Marie              | Chargé de secteur   |
| Daniel Guillotin          | Resp. secteur est   |
| Nolwenn Guillo            | Gestion de secteur  |
| Mickaël Le Bellego        | Chargé de secteur   |
| Frédéric Vincent          | Chargé de secteur   |
| Pierrick David            | Urbanisme           |
| Bruno Fraissange          | Secteur technique   |
| Yoann Lepeltier           | Informatique        |
| Alexandre Perot           | SIG                 |

## Services métiers

|                        |                  |
|------------------------|------------------|
| Édouard Céreuil        | Énergies         |
| Quentin Lemée          | Énergies         |
| Corentin Merlet        | Énergies         |
| Wilfried Vince         | Énergies         |
| Florent Le Leuch       | Éclairage public |
| Claire Hérisset-Lefort | Éclairage public |
| Mickaël Le Grusse      | Éclairage public |
| Thomas Le Neillon      | Électricité      |
| Hervé Le Berrigo       | Électricité      |
| Éric Nédélec           | Électricité      |

344/497



### La transition énergétique sous un angle ludique et pédagogique

« Morbihan énergies accompagne les collectivités locales dans leurs projets de transition énergétique. L'information auprès du public se révèle être une composante importante dans le déploiement de ces projets. C'est dans ce cadre que les élus du Syndicat ont souhaité la mise à disposition d'une exposition entièrement dédiée à la transition énergétique. L'exposition cible en premier lieu le public scolaire (du CM1 à la Terminale) mais pas seulement. L'animation qui est faite autour de cet outil s'adapte à tous publics : enfants mais aussi parents d'élèves, élus... En effet, au-delà d'une présentation à voir, l'exposition dénommée "2050" (date limite à laquelle la France s'est engagée à réduire par 4 ses émissions de gaz à effet de serre) est une exposition à vivre. Les visiteurs, loin d'être spectateurs attentistes, se doivent de remplir des missions et s'emparer eux-mêmes de la question énergétique, en allant chercher des solutions pour notre futur. Pour aller au-delà d'une simple sensibilisation. »

**Arnaud Le Guelvouit**  
Service communication



### Répondre aux demandes d'information des communes et être force de conseils

« Dans le cadre de la délivrance d'une autorisation d'urbanisme, le législateur a désigné la commune comme principal contributeur du financement des extensions de réseau (hors terrain d'assiette de l'opération). Morbihan énergies apporte aux communes des réponses appropriées quant à l'évaluation du coût des extensions électriques. Nous sommes sollicités par les services instructeurs (communes, communautés de communes et communautés d'agglomération) qui nous interrogent au stade de la consultation au titre des certificats et autorisations d'urbanisme (plus de 2200 consultations sur l'année 2017). Le règlement financier du Syndicat permet d'évaluer la contribution maximale indépendamment de la solution technique électrique et donc de répondre rapidement aux demandes. Avant même le dépôt du dossier d'urbanisme, la commune peut bien sûr nous interroger de manière informelle. Ce pré-chiffrage constitue alors un véritable outil d'aide à la décision. »

**Pierrick DAVID**  
Service urbanisme



### Être le soutien technique des communes pour le développement du photovoltaïque

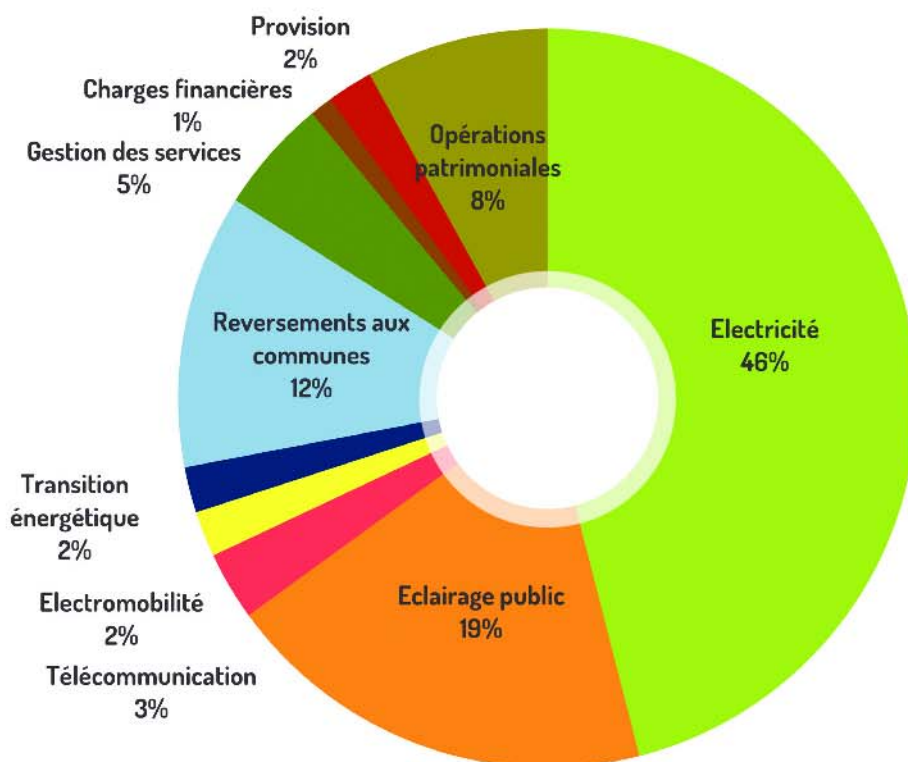
« Notre syndicat s'est positionné comme acteur départemental de la transition énergétique. Dans nos missions, nous accompagnons les collectivités dans leurs projets de centrales de production d'énergies renouvelables. Parmi toutes les solutions disponibles, le service énergies a déployé un plan de développement du photovoltaïque sur le Morbihan, sachant tirer profit du fort taux d'ensoleillement dont il bénéficie. Ainsi, nous étudions avec les collectivités demandeuses la faisabilité de tous types de projets, que ce soit le photovoltaïque sur bâtiment neuf ou existant ou bien encore la mise en place d'ombrières photovoltaïques. En nous appuyant sur notre expérience en management de l'énergie et l'obtention de la certification ISO 50001, nous cherchons la solution la mieux adaptée pour chaque collectivité. Dès lors, ma mission est d'être, à chaque étape de l'avancée du dossier - de la phase études à la réalisation -, le référent technique des collectivités. Toujours à leur écoute. »

**Quentin Lemée**  
Service énergies



## » Les finances, une gestion rigoureuse permettant la poursuite des investissements

Dans un contexte budgétaire contraint, la gestion du syndicat et les orientations prises sur les exercices précédents, permettent le maintien de ses capacités d'investissement. Le syndicat assure le financement et la réalisation des programmes de travaux sur les réseaux (électricité, éclairage public, télécommunication), tout en relevant les nombreux défis de la transition énergétique.



**68 %** alloué aux travaux sur les réseaux

**5 %** dédié aux charges de gestion courante

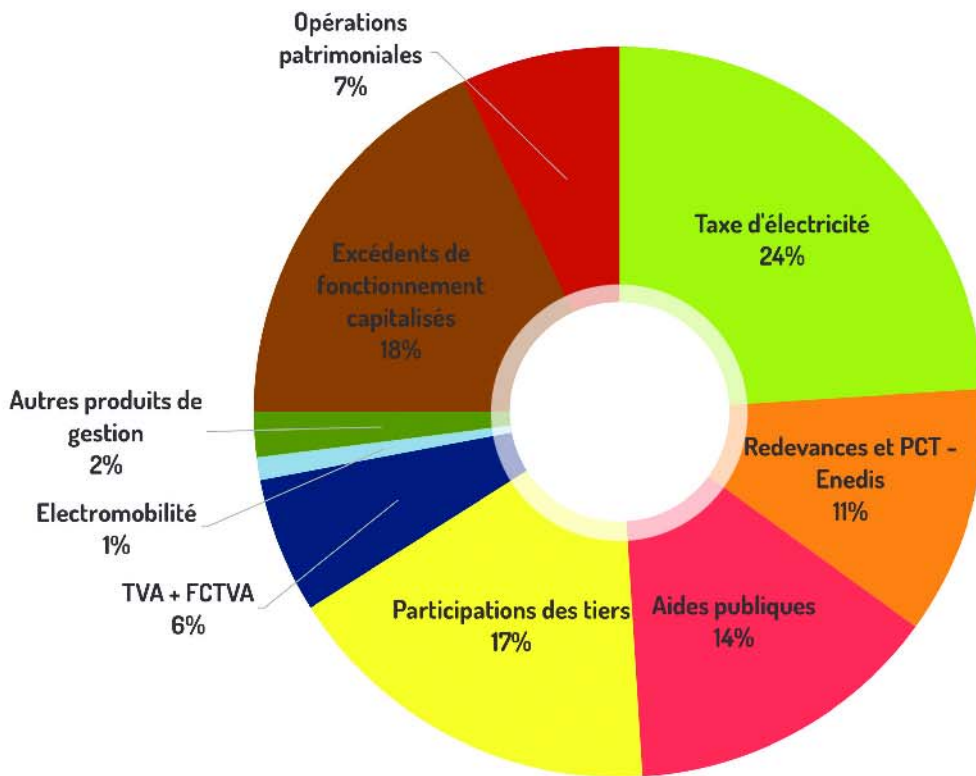
**2 %** consacré à l'électromobilité

**Dépenses réelles** (hors RAR)

**62,34 millions**

> L'arrêté des comptes de l'année 2017, constitué par l'approbation des comptes de gestion transmis par le payeur départemental et par le vote des comptes administratifs, a été prononcé lors de la séance du comité du 18 juin 2018.

> Les recettes de l'exercice 2017 s'établissent, tous budgets confondus, à 76 077 960 € pour 62 344 022 € de dépenses hors restes à réaliser (hors RAR).



14 %

provient d'aides publiques

11 %

issu de la redevance et la PCT versée par Enedis

1 %

provient de l'électromobilité

## » Des outils, au plus proche des territoires

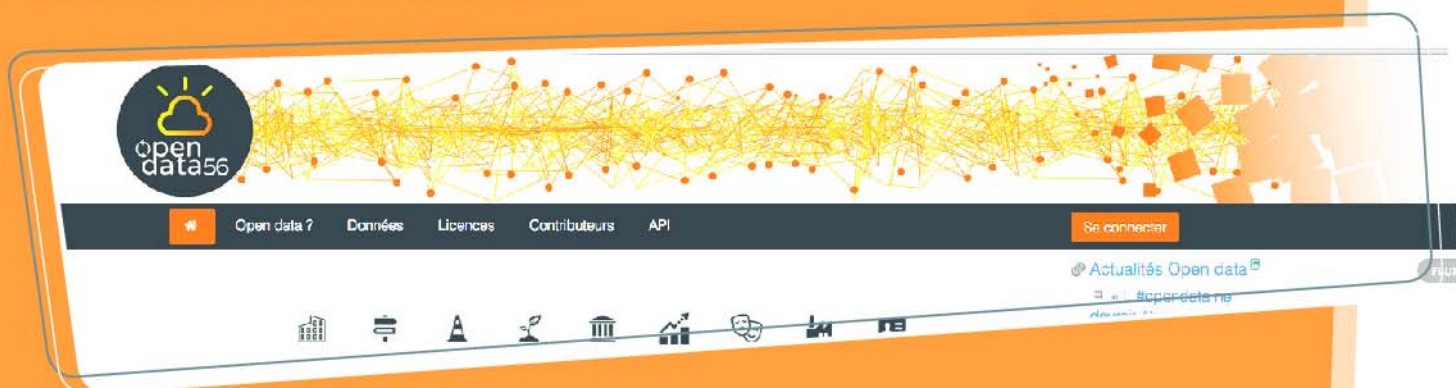
### » Opendata56.fr

L'open data représente à la fois une philosophie d'accès à l'information et une pratique de publication de données permettant de les rendre librement accessibles et exploitables. Cela s'inscrit dans une tendance qui considère l'information publique comme un bien commun. Pour ses partisans, le mouvement d'ouverture des données permet de rendre transparente la vie publique et de faciliter le développement de l'économie numérique. Des enjeux que vont devoir relever les collectivités locales.

En effet, la loi pour une République numérique du 7 octobre 2016 pose comme nouveau principe **l'ouverture des données par défaut** pour toutes les administrations publiques. Cette nouvelle obligation s'impose aux administrations d'État, aux établissements publics, aux organismes privés chargés d'un service public et aux collectivités locales de plus de 3500 habitants, à l'exception de celles comptant moins de 50 équivalents temps plein (ETP). Les collectivités se doivent d'être en conformité **au plus tard début octobre 2018**.

C'est dans ce contexte que les élus du groupe de travail «data» de la Commission consultative ont décidé de faciliter à l'échelle du département la mise en œuvre de l'open data. Morbihan énergies s'est doté d'une **plateforme informatique permettant aux collectivités morbihannaises d'ouvrir gratuitement leur site open data** et ainsi de répondre aux obligations réglementaires qui leur incombent.

La solution accessible pour le grand public depuis l'adresse [opendata56.fr](http://opendata56.fr) est gratuitement mise à disposition des collectivités morbihannaises.



Elle dispose des fonctionnalités suivantes :

- » Publication et hébergement des données dans des formats ouverts et standardisés
- » Outils de visualisation (graphiques, cartes, photothèque)
- » Synchronisation automatique avec la plateforme nationale [data.gouv.fr](http://data.gouv.fr)
- » Interfaçage possible avec les applications mobiles (via l'utilisation d'API) et le site Web de la collectivité

Le mouvement est d'ores et déjà enclenché dans notre département et plus largement, à l'échelle régionale. Au niveau local, Morbihan énergies est adhérent de l'association OpenData France qui a pour objectifs de regrouper et de soutenir les collectivités territoriales françaises dans leur démarche d'ouverture de leurs données. En 2018, des ateliers seront mis en place en partenariat avec Megalis Bretagne : ils permettront d'alimenter le projet des idées et expérimentations de chacun.

### » **Morbihan-energies.fr**

Morbihan énergies propose aux visiteurs de son site Internet d'accéder à une présentation détaillée du Syndicat, de ses métiers et de découvrir ses derniers événements et actualités.

À partir de celui-ci, les utilisateurs des bornes de recharge du réseau Mobilité électrique 56 peuvent accéder à des sites d'information spécialement dédiés.

De même, mais après authentification cette fois-ci, les adhérents et partenaires du Syndicat peuvent se connecter à leur espace réservé. Ce dernier est le support d'information privilégiée à destination des élus.

### » **Extranet**

L'Extranet permet aux collectivités morbihannaises d'accéder :

- » Au suivi des opérations en cours sur le territoire communal,
- » Au Système d'Information Géographique (SIG),
- » Au catalogue d'éclairage public (l'outil permet de rechercher par critères - fonction, prix, marque - les différents types de lanternes et d'accéder à une fiche technique complète),
- » Aux différentes publications éditées par le Syndicat (fil infos, rapports d'activité, guide du délégué, annuaire des élus et du personnel).

Les informations diffusées sur l'Extranet émanent d'une application de Gestion des Opérations alimentée par les services du Syndicat. L'appliquatif développé en interne est sans cesse enrichi de nouvelles fonctionnalités. En 2017, ce sont 3941 devis entreprises, 4995 bons de commandes, 5614 factures, 1385 contributions prévisionnelles, 5750 courriers et 32 948 courriers électroniques qui ont pu être générés via cet outil.

### » **Territoire numérique libre**

Morbihan énergies s'est vu décerner le label « Territoire Numérique Libre » de niveau 3. Ce label est une initiative de l'ADULLACT, en partenariat avec d'autres associations et institutions reconnues pour leur action en faveur du logiciel libre et la promotion du numérique citoyen dans les collectivités territoriales.

Ce prix encourage les usages numériques libres, citoyens et collaboratifs, et s'adresse à toutes les collectivités territoriales françaises : villes et villages, mais aussi Établissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), départements et régions.

Le label de niveau 3 qu'a obtenu Morbihan énergies vient récompenser un usage avancé des logiciels libres et formats ouverts, ainsi qu'une volonté d'implication dans l'éco-système libre.



# L'électricité



4859 GWh  
d'électricité  
consommée

24 686 km  
de réseaux  
d'électricité

40,2 %  
du réseau en  
souterrain

14 652  
postes de  
transformation

306 min  
durée moyenne  
annuelle de coupure  
par usager  
350/497

## » Notre mission : garantir la qualité de l'électricité pour les Morbihannais

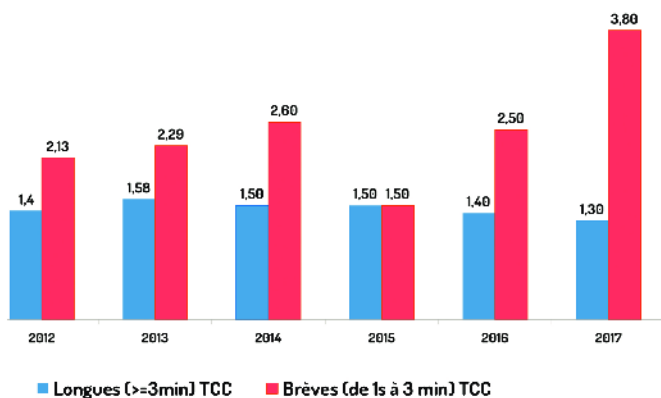
Deux critères permettent réglementairement d'apprécier la qualité de l'énergie distribuée : la continuité de fourniture et la tenue de la tension. En 2017, le critère de la continuité de fourniture n'est pas respecté.

### » Continuité de fourniture

#### ► Critère B en minutes (toutes causes confondues)

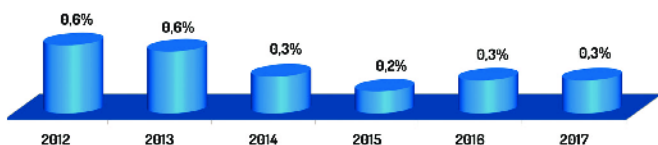


#### ► Fréquence des coupures (toutes causes confondues)



### » Tenue de la tension

#### ► Clients Mal Alimentés (CMA)



La continuité de fourniture perçue par l'utilisateur est évaluée en fonction du nombre et de la durée des coupures qu'il subit par an. Pour un usager alimenté en basse tension, la continuité de fourniture est suivie par le critère B qui correspond au ratio du temps de coupure moyen d'électricité par usager.

En 2017, le temps de coupure, toutes causes et origines confondues (travaux et incidents), s'élève à 306 min. Une très forte progression : + 110 % par rapport à 2016.

Sur l'année 2017, le critère B affiche une dégradation et ce malgré les investissements réalisés sur les réseaux (réseau HTA impacté). Cette situation est due aux aléas climatiques.

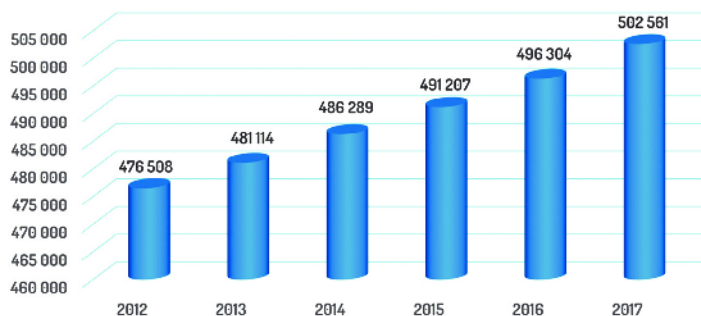
Parallèlement, si on observe l'indicateur relatif à la fréquence des coupures toutes causes confondues (TCC), on constate sur la période 2017 une dégradation de la qualité de l'énergie pour les coupures brèves.

Un usager est considéré comme mal alimenté lorsque la tension mesurée est en dehors de la plage «+ 10 % - 10 %» par rapport aux tensions nominales de 230 et 400 volts. La chute de tension provient notamment d'une section de réseau basse tension (BT) trop faible au vu des besoins.

Très nettement liée au changement de méthode de calcul intervenu en 2009, cette baisse significative masque toutefois des disparités entre l'urbain et le rural : en effet, sur un total de 1335 usagers, 62,5 % sont situés en zone rurale. Le calcul du nombre de Clients Mal Alimentés reste un calcul théorique pour lequel Morbihan énergies émet des réserves quant à l'adéquation entre le modèle de calculs et la réalité du terrain.

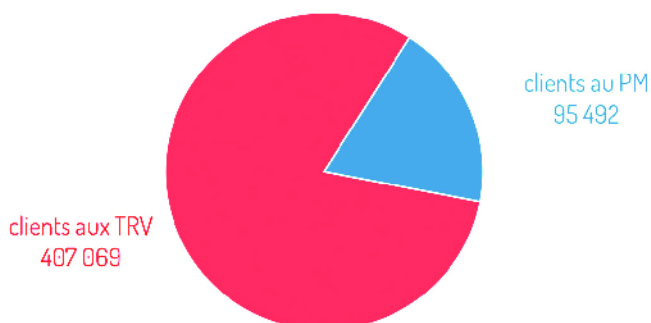
## » Une concession, en constante évolution

### » Nombre de clients



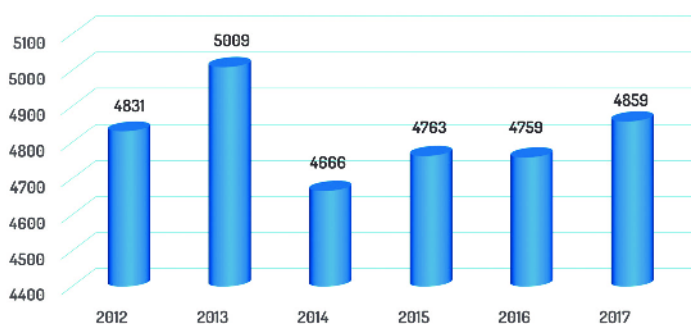
La dynamique démographique du département se traduit par une augmentation de 1,3 % du nombre de clients. En 2017, leur nombre est désormais de 502 561 (+ 6257 par rapport à 2016).

### » Ouverture à la concurrence



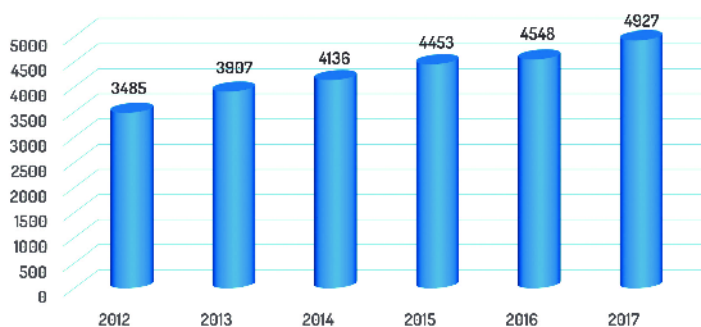
Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2007, les marchés de l'électricité sont libéralisés. En 2017, le nombre de clients ayant opté pour les tarifs d'électricité au prix du marché (**PM**) s'élève à 95 492 avec une augmentation de 12,3 % par rapport à 2016. Pour autant, le marché morbihannais reste dominé à 81 % par les tarifs réglementés de vente (**TRV**) contre 85 % en 2016.

### » Évolution de la consommation (GWh)



L'année 2017 marque une hausse sensible de la consommation du fait de l'augmentation de 1,3 % du nombre de clients.

### » Nombre de producteurs



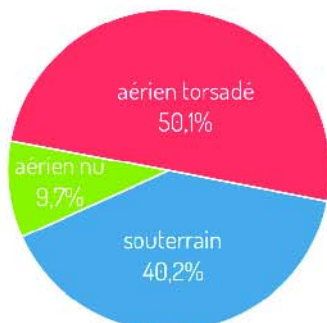
Le nombre d'installations de production d'électricité décentralisée continue sa progression et s'élève à 4927 unités.

98,3 % de ces producteurs sont des producteurs photovoltaïques. Pour autant, en termes de puissance, le photovoltaïque reste modeste. Il représente en effet 10 % de la puissance installée alors que l'éolien, qui compte 42 producteurs, en représente 81 %, soit 350 MW sur 434 MW.

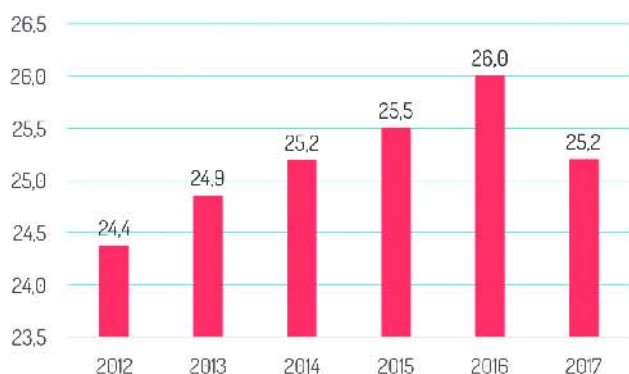


Les ouvrages concédés comprennent l'ensemble des installations affectées à la distribution d'électricité, à savoir l'ensemble du réseau moyenne et basse tension ainsi que les postes de transformation. Le patrimoine se compose ainsi de 24 686 km de réseaux (répartis en 13 346 km de lignes basse tension - BT - et 11 340 km de lignes moyenne tension - HTA -) et 14 652 postes.

#### » Réseau Basse Tension (BT)

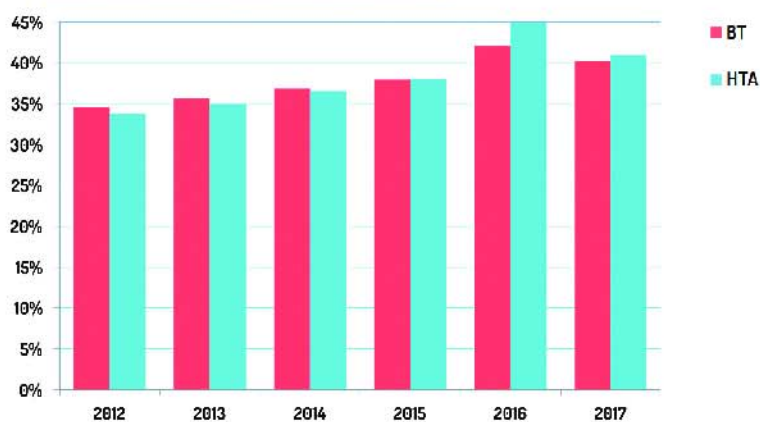


#### » Réseau Moyenne Tension (HTA)



L'âge moyen des réseaux HTA baisse légèrement. Une amélioration de la qualité de l'électricité est prévisible.

#### » Taux d'enfouissement des réseaux



Le taux d'enfouissement des réseaux diminue lentement. L'effort (HTA-BT) doit être amplifié afin de renforcer la fiabilisation de notre réseau de distribution. C'est l'ambition des programmes de fiabilisation lancés ces dernières années.

## BT

|                              |           |
|------------------------------|-----------|
| Longueur                     | 13 346 km |
| Réseau en fil nu             | 1307 km   |
| Réseau de faibles sections * | 318 km    |
| Réseau souterrain            | 40,2 %    |
| Réseau âgé de plus de 40 ans | 25,7 %    |
| Âge moyen en années          | 24,5      |

## HTA

|                              |           |
|------------------------------|-----------|
| Longueur                     | 11 340 km |
| Réseau de faibles sections * | 14,8 km   |
| Réseau souterrain            | 40,9 %    |
| Réseau âgé de plus de 40 ans | 10,6 %    |
| Âge moyen en années          | 25,2      |

\* Sections ≤ 14 mm<sup>2</sup> pour le cuivre et 22 mm<sup>2</sup> pour les autres métaux.

#### » Les postes de transformation

14 652 postes de transformation  
+ 154 postes par rapport à 2016

|                              |      |
|------------------------------|------|
| > Dont postes cabines hautes | 286  |
| > Dont postes sur poteau     | 6699 |

## » Détermination des besoins de financement (CAS FACÉ)

Comme tous les 2 ans, Morbihan énergies et Enedis ont présenté aux services de l'État les besoins de financement pour les travaux de renforcement, d'enfouissement et de sécurisation des réseaux électriques des communes rurales morbihannaises.

Comme le prévoit la réglementation, les données statistiques proposées par Enedis (132 Départements Mal Alimentés - DMA - en 2017) ont pu être complétées par Morbihan énergies. Ainsi 32 DMA supplémentaires, résultant de la prise en compte de travaux de renforcement réalisés par Morbihan énergies, ont pu être ajoutés.

Consécutivement à cet inventaire FACÉ, Enedis s'est engagé par écrit à « clarifier les modalités de prise en compte de DMA complémentaires ». Malheureusement, cet engagement n'a, pour l'instant, pas été suivi d'effet. Le nombre de DMA est en effet capital car il rentre à hauteur de 80 % dans la détermination du calcul des besoins de financement alloués par l'État pour les renforcements. Rappel programme aidé 2017 : 6,6 M€.



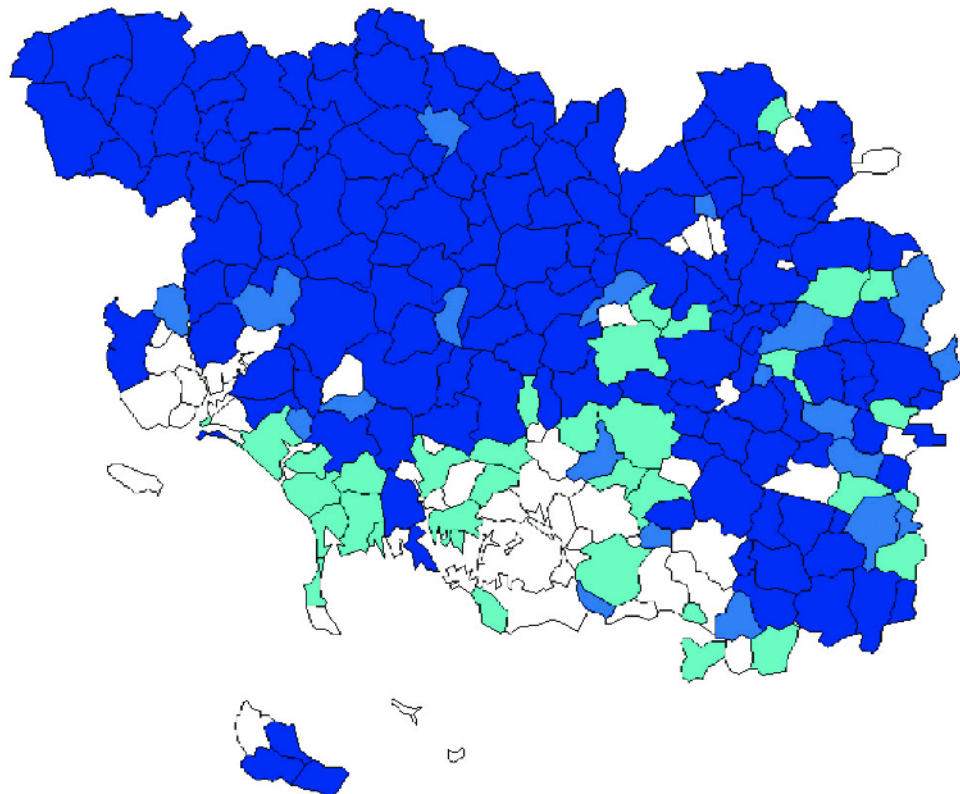
Evolution du nombre de DMA sur les communes rurales du Morbihan (209 communes)

|      |     |
|------|-----|
| 2013 | 426 |
| 2015 | 297 |
| 2017 | 168 |

## » Tempête Zeus 6 et 7 mars 2017

Comme le montre la carte des temps de coupures moyens observés par chaque abonné en 2017, la tempête Zeus a frappé l'ensemble du département. Certains secteurs sont restés plus de 7 jours sans électricité. Fort de ce constat et après analyse des secteurs les plus touchés, une demande de subvention exceptionnelle a été formulée auprès du FACÉ.

Une enveloppe de 957 067 € a pu être obtenue, permettant ainsi d'accélérer le rythme pourtant soutenu de résorption des fils nus basse tension.



Critère B TCC 2017

|                     |       |
|---------------------|-------|
| ■ plus de 3 heures  | (152) |
| ■ de 2 à 3 heures   | (20)  |
| ■ de 1 à 2 heures   | (36)  |
| □ moins d'une heure | (53)  |

## » Programme fiabilisation 2015-2020

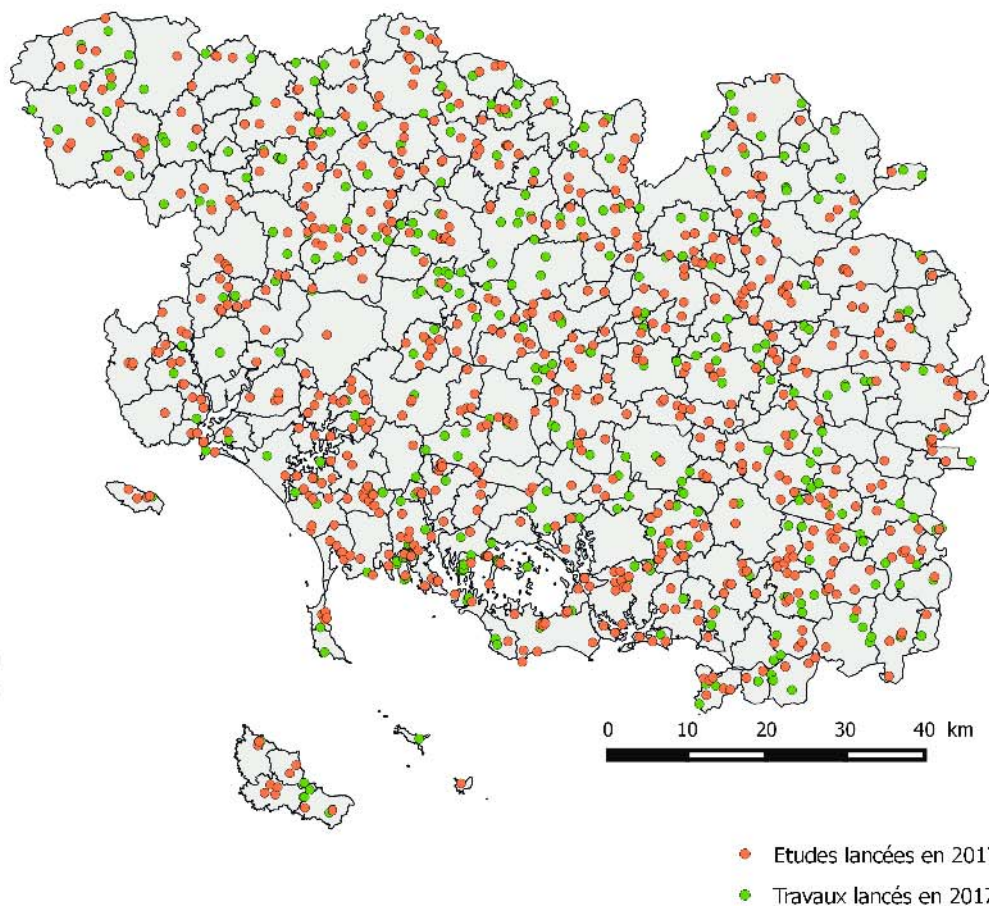
En 2015, les élus du Comité de Morbihan énergies se sont engagés sur la durée du mandat à ce que :

« En communes rurales, à échéance 2020, sur les départements de plus d'un abonné, aucun Morbihannais ne soit alimenté par un réseau basse tension de plus de 500 m constitué à plus de 50 % de réseau nu ».

Lors du comité syndical du 02 février 2017, les élus se sont prononcés pour un élargissement de ce programme aux départements de plus de 400 m. Ainsi 50 km de réseau basse tension nu supplémentaire seront traités dans ce programme ambitieux.

| Au 31/12/17                  | Départements concernés | Km fils nus | Montant en M€ |
|------------------------------|------------------------|-------------|---------------|
| Travaux terminés             | 573                    | 446         | 39,3          |
| Travaux en cours             | 126                    | 76          | 7,7           |
| Études en cours              | 159                    | 101         | 9,5           |
| Reste à lancer fiabilisation | 214                    | 97          | 8,1           |
| Reste à lancer effacement    | 121                    | 56          | 14,0          |
| Total programme              | 1193                   | 776         | 78,6          |

## » Opérations électricité en 2017



## » Programme Effacement coordonné électricité / éclairage public / telecom

Les élus du comité syndical ont décidé de simplifier les taux de participation communale pour les opérations d'effacement des réseaux. En fonction de la typologie de la commune et de la nature des réseaux à enfouir (torsadé ou réseau nu), 2 taux peuvent être appliqués :

- 50 % du montant total des travaux électricité / éclairage public / telecom

- 30 % du montant total des travaux électricité / éclairage public / telecom

|                                               | 2016   | 2017   |
|-----------------------------------------------|--------|--------|
| Engagement effacement des réseaux électricité | 5,8 M€ | 7,7 M€ |



## » Plan Corps de Rue Simplifié

Pour répondre aux exigences du décret anti-endommagement de février 2012 visant l'amélioration progressive de la cartographie des réseaux sensibles, Morbihan énergies a accepté de se positionner comme coordinateur départemental pour co-construire un fond de plan mutualisé de type PCRS, Plan Corps de Rue Simplifié.

Une phase initiale d'expérimentation a été engagée avec Lorient Agglomération, site pilote, pour identifier les aspects techniques et organisationnels de sa réalisation. Dès le second semestre 2017, plusieurs réunions ont permis de fédérer les acteurs, communes et gestionnaires de réseaux. Deux groupes de travail, le premier technique et le second organisationnel, ont permis d'enclencher un programme d'actions opérationnelles :

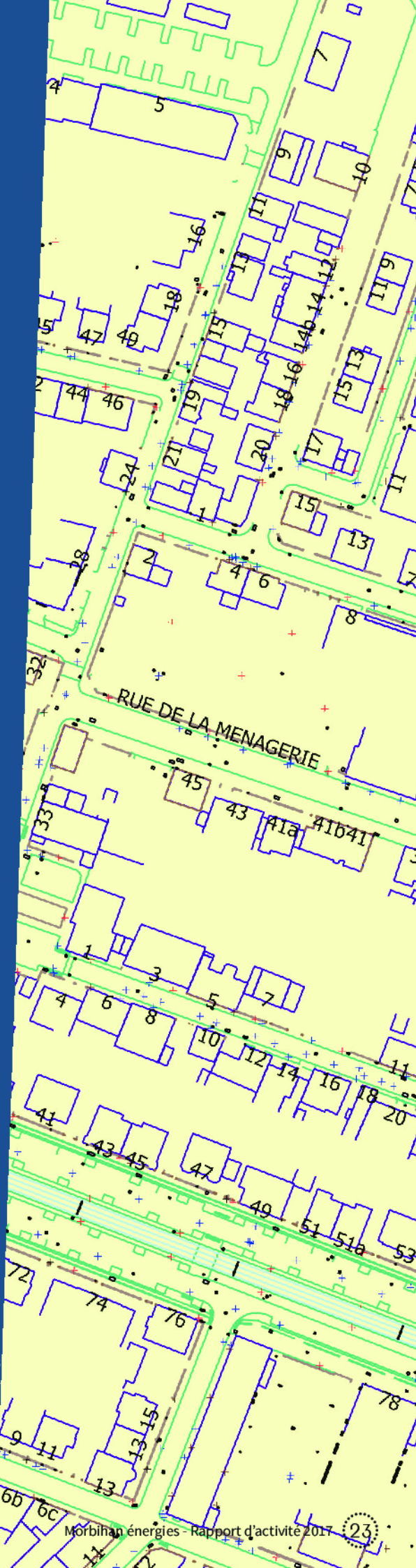
- sensibilisation sur les enjeux de la cartographie de précision et le géo-référencement des réseaux,
- sensibilisation sur la qualité et les usages des plans topographiques,
- analyse des différentes méthodes d'élaboration des plans topographiques,
- retour et analyse des tests d'acquisition par mobile mapping,
- identification des attentes et des besoins des partenaires à partir d'un questionnaire en ligne pour les communes et par des entretiens individuels pour les gestionnaires de réseaux.
- réflexion sur les modalités de gestion financière.

Fort de ces avancées, Morbihan énergies a engagé une démarche globale sur l'ensemble du Morbihan.

Il s'agit notamment :

- d'envisager l'acquisition d'une orthophotographie aérienne à 5 cm de résolution, conforme au standard PCRS, pour respecter les exigences du décret DT-DICT,
- d'organiser la capitalisation et l'agrégation continue des plans de récolement sur la base d'un socle commun vecteur plus riche que le standard PCRS,
- de diffuser un guide de prescriptions techniques qui précisera la liste des objets à lever sur le terrain, la manière de le faire, le rendu cartographique et la précision attendue,
- d'aborder les modalités de gestion technique et financière.

Cette approche constructive offre l'avantage d'apporter des solutions éprouvées aux autres territoires et de s'adapter à leur contexte organisationnel tout en garantissant un déploiement efficient et homogène sur le département.



# Les missions



24 GWh cumac

valorisés par les certificats d'économie d'énergie

254

membres du groupement d'achat énergies

54 000

points lumineux en maintenance

10 000

recharges sur nos bornes électriques

56 kWh

d'électricité stockable par Kergrid

## » Énergies : anticiper les changements à venir et être force de conseil

**Le contexte énergétique global évolue fortement : augmentation des consommations, raréfaction des ressources et changements climatiques. Morbihan énergies se veut conseil et soutien technique des élus morbihannais sur ces questions. Le Syndicat travaille sur les prochains modèles de production et gestion locale de l'énergie, soutient les nouveaux modes de transport, accompagne les collectivités dans la fourniture et la maîtrise de l'énergie.**

### » Groupement d'achat d'énergies

Depuis 2014, Morbihan énergies coordonne un groupement d'achat d'énergies (gaz et électricité) à l'échelle du département. Groupement dont la création a été motivée par l'ouverture à la concurrence des marchés de l'énergie.

L'objectif, à travers cette démarche de mutualisation, est de pouvoir bénéficier de meilleures opportunités de prix et de permettre aux membres adhérents de déléguer une procédure complexe et coûteuse d'appel d'offres. Morbihan énergies assure les phases de préparation, de passation, d'attribution de ces marchés.

En 2017, ce groupement a réuni 250 membres pour plus de 2 700 sites (2 118 en électricité, 612 en gaz). Le marché de fourniture d'électricité a été renouvelé pour la période 2018-2020 et intègre 2500 sites supplémentaires.

### » GNV

La transition énergétique pour Morbihan énergies s'est également concrétisée en 2017 par le lancement des travaux de la station de gaz naturel véhicule (GNV), zone du Prat, à Vannes. Mise en service en février 2018, cette station, dont l'emplacement a été choisi en raison de la présence de nombreuses entreprises dans le secteur et de la proximité de la quatre-voies, possède deux pistes de remplissage. Le temps d'avitaillement pour un poids lourd est inférieur à quinze minutes.

La station GNV pourra être fournie par du bio-gaz en provenance de la future usine de méthanisation d'Elven. Le projet a été validé par Morbihan énergies en 2017. Un véhicule roulant au GNV émet 90 % de particules en moins et 30 % de gaz à effet de serre en moins (95 % s'il fonctionne au biogaz). Le bruit du moteur est réduit de 50 %.

### » CEE

Les certificats d'économie d'énergie ou CEE constituent une incitation à la rénovation des bâtiments. Les collectivités peuvent faire valoir les travaux, les transformer en CEE et les valoriser auprès des fournisseurs d'énergie, ces derniers ayant l'obligation de promouvoir l'efficacité énergétique auprès des consommateurs d'énergie, collectivités, professionnels, ménages.

En 2017, Morbihan énergies a monté un dossier pour 24 GWh cumac. À la cotation de mi-2018, c'est 150 000 euros qui pourront être redistribués aux collectivités ayant participé à l'opération.

## » Hydrogène : Morbihan énergies en pionnier

Morbihan énergies est devenu le premier producteur d'hydrogène vert local en Bretagne. L'utilisation de la station, réalisée sur le site de Luscanen, demeure modeste, mais elle permet à notre syndicat de se projeter dans l'avenir d'une énergie entièrement décarbonée dont les potentialités sont annoncées comme considérables.

### » Un grand plan national

L'hydrogène est un gaz énergétique utilisé dans l'industrie. Il est utilisé par les raffineries, les usines chimiques, les verreries. Il ne dégage pas de CO<sub>2</sub> à sa combustion. Mais, obtenu par voie chimique, il est gros consommateur en énergies fossiles.

Les espoirs suscités par l'hydrogène sont de nature durable. En effet, il peut s'obtenir à partir de l'eau et de l'électricité au moyen d'un électrolyseur. Ce procédé permet par l'action du courant électrique de casser la molécule d'eau et d'obtenir de l'hydrogène que l'on comprime ensuite en gaz. Et si ce courant électrique est d'origine renouvelable, le gain est encore plus fort pour l'environnement.

Le plan Hulot fixe pour 2023 à 10 % la part d'hydrogène « vert », c'est-à-dire produit à partir des énergies renouvelables. Ce plan prévoit d'atteindre les 5000 véhicules circulant à l'hydrogène pour la même date, contre 250 actuellement et l'installation de 100 stations de recharge. 10 000 véhicules (particuliers, bus, utilitaires dont des taxis parisiens) roulent à l'hydrogène dans le monde.

### » Des projets morbihannais

Morbihan énergies avait répondu à un appel à projets « territoires hydrogène » lancé par le ministère de l'environnement. La station a été mise en service en juin 2017 sur le site de notre siège de Luscanen à Vannes. Elle fournit du « carburant » à une voiture de marque Hyundai, la première à rouler à l'hydrogène en Bretagne.

Un véhicule hydrogène fonctionne en fait à l'électricité. L'hydrogène est transformé en énergie électrique grâce à une pile à combustible, d'où une autonomie plus importante que pour une voiture électrique à batterie. Le moteur est entièrement silencieux et n'émet que de la vapeur d'eau. L'électrolyseur de Morbihan énergies est raccordé au bâtiment Kergrid dont il utilise les surplus d'électricité et qu'il peut ainsi stocker. Le plein se fait en cinq minutes et l'autonomie de la voiture peut atteindre 600 kilomètres.

La mise en place de la station est la première étape de projets de plus grande ampleur que veut impulser Morbihan énergies comme la création d'une station grand public en partenariat avec l'usine Michelin, au Prat, et autre station assurant la fourniture en hydrogène de navires à passagers pour le Golfe.





## » Photovoltaïque : s'ancrer dans la transition

**L'année 2017 est celle de la montée en puissance de la présence de Morbihan énergies auprès des collectivités du département pour des projets photovoltaïques avec un fort accroissement d'activités en 2018.**

**OBJECTIF 32%.** La loi de transition énergétique pour la croissance verte de 2015 a fixé un objectif de 32 % d'énergies renouvelables dans le mix énergétique du pays pour 2030. Ces énergies renouvelables n'assurent qu'une part de 1,7 % de notre production énergétique actuelle.

**UN POTENTIEL EN GIGAWATT.** Le gouvernement a lancé le 28 juin un plan de mobilisation pour accélérer la mise en service d'installations photovoltaïques et de solaire thermique. Le gisement énergétique pour le solaire est estimé par l'Ademe à 350 GW sur toitures (soit la puissance de 400 réacteurs nucléaires ou 7 fois la puissance nucléaire française). À cela, il faut ajouter un potentiel mobilisable au sol de 775 GW.

**PRODUIRE ET AUTOCONSOMMER.** Un mot nouveau a fait son apparition dans le vocabulaire des énergies renouvelables : autoconsommation. Jusqu'à récemment, quand on posait des panneaux photovoltaïques, c'était pour une revente à EDF-OA. La tendance actuelle est de produire pour ses propres besoins ou pour ceux de son voisinage en totalité ou partiellement. La loi du 24 février 2017 introduit la possibilité de vendre de gré à gré de l'électricité.

**4845 PRODUCTEURS.** Dans le Morbihan, 1 % de la consommation électrique est d'origine solaire. Fin 2017, le nombre de producteurs en photovoltaïque était de 4 845 pour une puissance fournie de 13 fois inférieure aux 42 éoliennes.

**LE TECHNIQUE ET L'ÉCONOMIQUE.** Les collectivités territoriales ont un rôle moteur dans le déploiement de l'énergie solaire. Elles peuvent compter sur l'appui de Morbihan énergies qui a structuré sa démarche d'accompagnement aussi bien sur les bâtiments déjà construits que ceux en projet : faisabilité, études techniques, montage économique.

**SÉCURISER L'INVESTISSEMENT.** Morbihan énergies simplifie les démarches et offre aux collectivités une sécurité dans la mesure où c'est le syndicat qui porte l'investissement. L'amortissement se réalise sur 20 ans sur la revente de l'électricité. Les coûts de production ont baissé de 11 % en 2017.

Actuellement, une trentaine d'opérations sont au stade de l'étude et sont donc bien avancées et une trentaine sont au stade de l'évaluation, du petit bâtiment produisant quelques kWc à la salle de sports pouvant produire jusqu'à 100 kWc. Des dossiers d'ombrière sont également à l'étude.



## » Éclairage public : pour la lumière de 248 collectivités

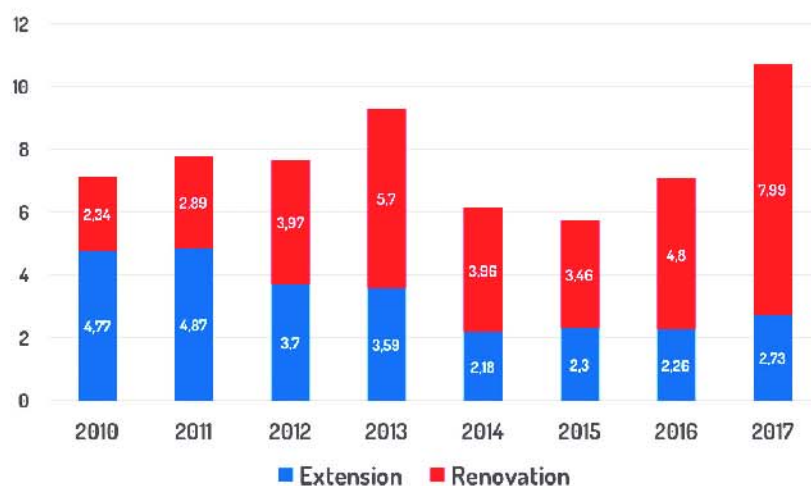
En quelques années, les technologies et les possibilités offertes par l'éclairage public ont plus évolué qu'au cours des dernières décennies. Désormais, on peut diviser par 2 à 3 la puissance installée. De nouveaux systèmes de gestion permettent de gérer l'éclairage de la commune à distance ou de déployer des services numériques à moindre coût (wifi, vidéo protection, sonorisation et illuminations). Avec comme principe qualitatif « d'éclairer au plus juste », Morbihan énergies fait profiter les élus du département de ces avancées et les accompagne dans leurs projets et la gestion de leur éclairage.

### » La compétence investissement

En 2017, pour les 248 communes du département qui lui ont délégué la compétence investissement, Morbihan énergies a réalisé la conception et la mise en œuvre de 991 opérations d'éclairage public (extension, effacement de réseaux, rénovation du parc, mise en valeur du patrimoine, éclairage des installations sportives extérieures).

Les travaux réalisés sont financés au coût réel, par la collectivité, déduction faite de la participation financière de Morbihan énergies (selon règlement financier en vigueur).

Avec 10,7 M€ de travaux d'éclairage public commandés dans l'année, soit 50 % de plus qu'en 2016, les communes et EPCI confirment la tendance engagée les dernières années avec un effort particulier porté sur la rénovation (75 % des investissements).



### Rénovation de 6000 luminaires leds sur le département : Un programme ambitieux et novateur

Conscients des contraintes financières des collectivités et de la nécessité d'améliorer la qualité du parc, les élus de Morbihan énergies ont délibéré en faveur de la mise en place d'un programme de financement exceptionnel d'aide à la rénovation des « luminaires sur poteau béton » pour les communes et EPCI.

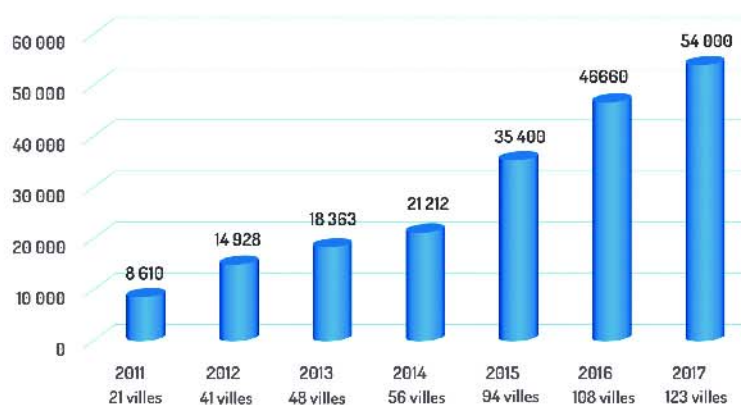
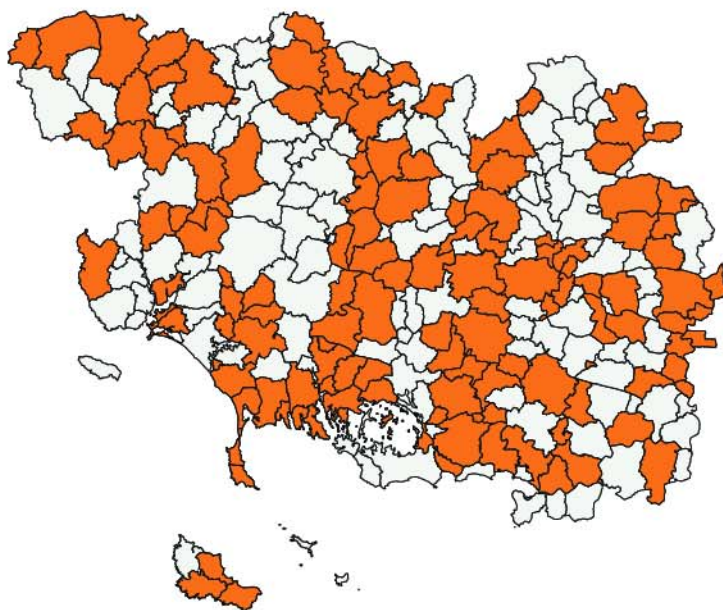
- Programme réalisé sur deux exercices, 2017/2018
- 160 collectivités adhérentes au programme
- 6000 luminaires vétustes et énergivores à remplacer
- Standardisation des opérations pour économiser sur les études de détails et réduire le choix de matériel
- Un cahier des charges matériel permettant de bénéficier d'un matériel Led performant de dernière génération
- Un choix limité à 5 luminaires permettant une mutualisation des commandes
- Une consommation énergétique divisée par 3
- Une participation de Morbihan énergies majorée de 30 %

- > **248** communes nous ont délégué leur compétence investissement
- > Près de **1000** opérations réalisées
- > **2,75 M€** investis sur les projets d'extensions
- > **8,00 M€** investis sur les projets de rénovations
- > **123** communes et EPCI nous ont délégué leur compétence maintenance
- > **54 000** points en gestion maintenance
- > **217** diagnostics de parcs éclairage réalisés représentant 85 000 points lumineux

### » La maintenance éclairage public

Aucun texte ne régleme l'obligation d'éclairage, cependant le Maire est responsable de l'entretien et du bon fonctionnement des installations en service. Ainsi, les équipements doivent être régulièrement entretenus, essentiellement pour des raisons de sécurité et d'efficacité. Une maintenance préventive régulière des installations permet de limiter la diminution des performances, de prolonger la durée de vie et de garantir un niveau de sécurité optimal.

Les statuts de Morbihan énergies lui permettent d'exercer cette compétence optionnelle, sans transfert de patrimoine. Morbihan énergies propose ainsi aux collectivités d'organiser la maintenance curative et préventive de leurs installations d'éclairage et de leur faire bénéficier des conditions d'un marché mutualisé à l'échelle départementale. Ainsi au cours de l'année 2017, 15 communes supplémentaires ont fait ce choix d'adhérer à ce service organisé par Morbihan énergies. Les prestations sont assurées sur le terrain par les équipes des entreprises Bouygues Energies Services, INEO, SPIE, CITEOS, ALLEZ et RESO. En 2017, plus de 1700 dépannages ont ainsi été effectués.



### » Évolution du nombre de points lumineux en maintenance

### » Le diagnostic éclairage public

Morbihan énergies propose aux communes et à leurs groupements de faire réaliser un diagnostic de leur patrimoine d'éclairage public. Cet inventaire technique et énergétique ainsi que les analyses et les préconisations chiffrées sont des outils à disposition permettant de définir les actions pour sécuriser les installations, réduire le coût global de fonctionnement, les consommations d'énergie, tout en améliorant le service rendu.

Morbihan énergies réalise et participe au financement de ces diagnostics avec le soutien financier de l'Ademe (non reconduit en 2018). À fin 2017, ce sont ainsi 85 000 points sur 217 territoires du département qui ont bénéficié de cet état des lieux et ont été intégrés au sig de Morbihan énergies.

## » Véhicules électriques : le Morbihan prêt pour le virage

**On s'attend à un changement de vitesse sur l'achat de voitures électriques. Le département s'y prépare depuis 2014, il est même prêt. Morbihan énergies a déployé un réseau de 200 bornes de recharge aussi bien en secteur urbain que rural, dont l'utilisation en progression en 2017, augure de prévisions de forte montée en puissance préparée par les grands constructeurs automobiles.**

### » Transports polluants

En France, dans le bilan des émissions de gaz à effet de serre, ce sont les transports qui occupent la première place (28,5 %), devant l'industrie (21,7 %), l'agriculture (17,2 %), le résidentiel (15,8 %), les solvants dans les process industriels (8,7 %), la décomposition des déchets (4,2 %).

### » Rouler à l'électrique

L'État a fait du développement du véhicule électrique un axe important de réduction des gaz à effet de serre. Le 22 mai 2018 a été présenté un contrat stratégique pour la filière automobile électrique sur 2018-2022. Il s'agit de faire entrer 150 000 entreprises dans la mobilité électrique, de multiplier par cinq le nombre de véhicules neufs vendus, pour atteindre 600 000 véhicules en 2022 contre 139 000 actuellement. À cela devront s'ajouter 400 000 hybrides rechargeables.

### » Les constructeurs investissent

La voiture 100 % électrique représente 1,2 % du marché de l'automobile en France. Cette part est de 2 % pour l'Europe. Le nombre de voitures vendues au premier semestre 2018 est en progression de 6 % par rapport au premier semestre 2017. Les constructeurs annoncent des investissements importants dans l'amélioration de la technologie, 1 milliard d'euros pour Renault.

### » Le Morbihan dans la course

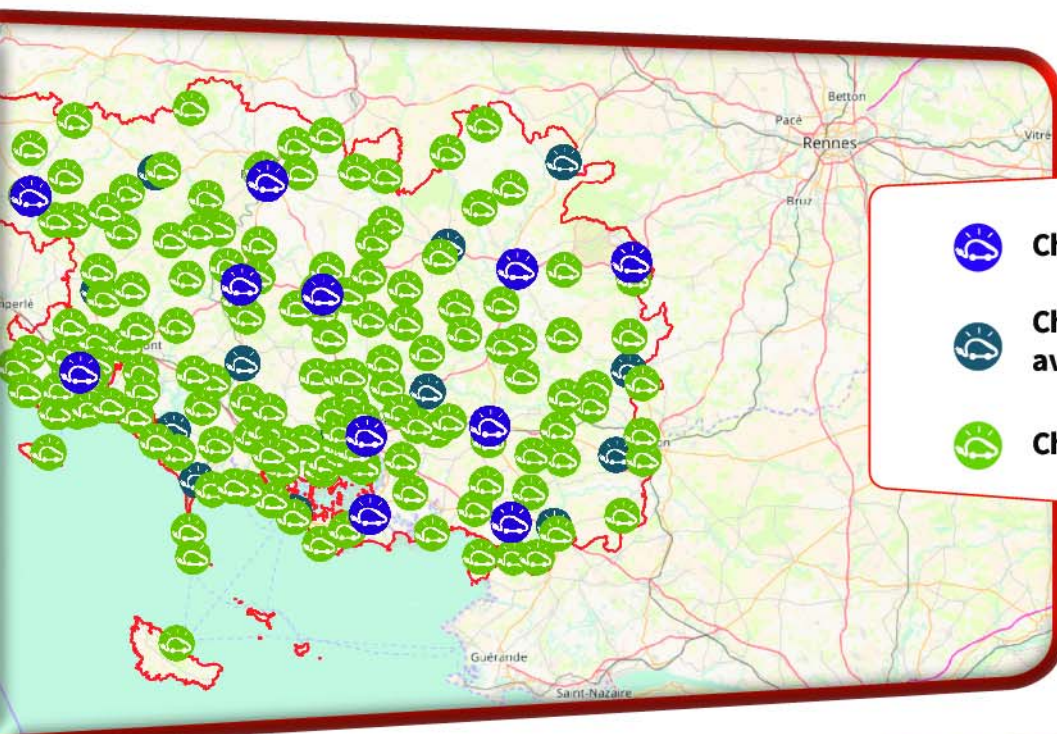
Ce contrat stratégique table aussi sur un déploiement de 100 000 bornes de recharge au niveau du pays. Morbihan énergies a installé les premières bornes en 2014. La mise en place de cette infrastructure de recharge pour véhicules électriques (IRVE) est achevée comme prévu dans le plan national et régional de financement. Ce qui n'exclut pas des installations complémentaires. Les aides sont maintenues : 3 000 euros resteront à la charge de la commune contre 1 200 dans le plan initial.

### » Le plein accéléré

On compte un peu plus de 200 bornes dans le département : 11 à recharge rapide, 15 à semi-rapide, 180 à recharge accélérée. Elles sont toutes en phase d'exploitation avec outils monétiques de paiement, télésurveillance et assistance.

Le nombre de recharges se comptabilise à 10 000 en 2017. Le nombre d'abonnés est lui de 303, soit une progression de 250 % par rapport à 2016. Mais on estime que 90 % des automobilistes se déplaçant à l'énergie électrique se rechargent à leur domicile ou sur leur lieu de travail. Les bornes publiques constituent une sécurité sur les itinéraires de déplacement et elles offrent la possibilité, en cas de besoin, d'avoir accès à des points de forte puissance.





-  **Charge rapide**
-  **Charge normale avec courant continu**
-  **Charge normale**

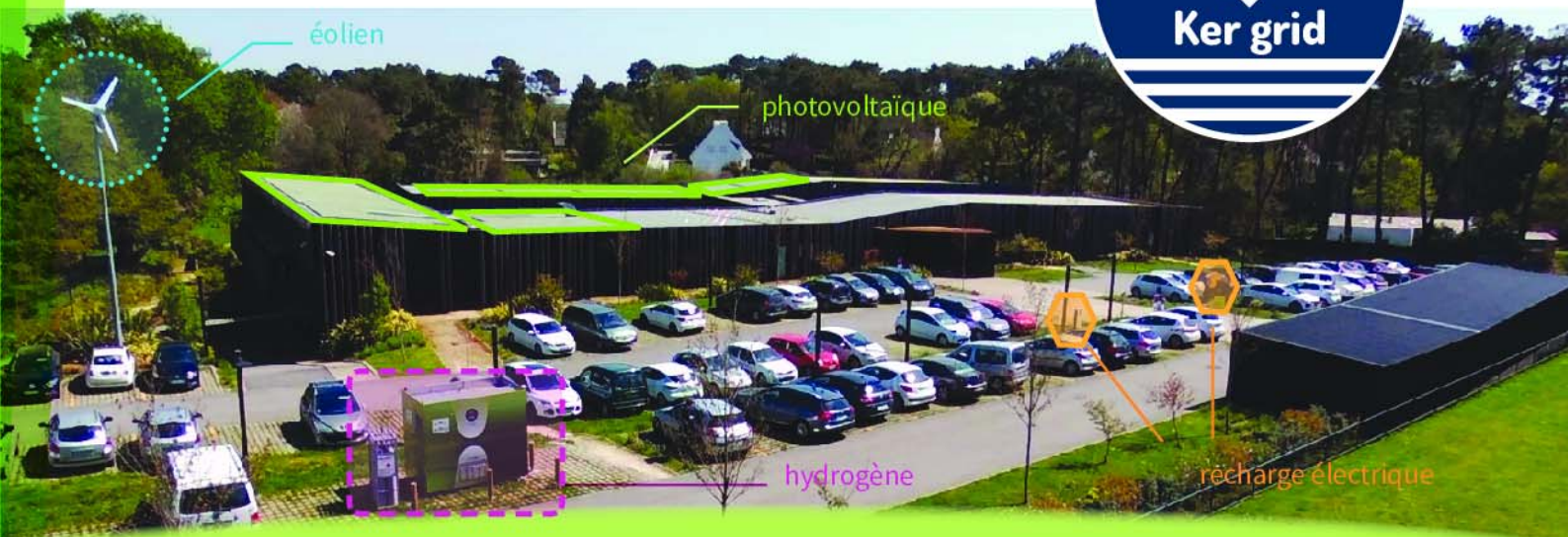
## » Kergrid : la voiture qui rend le courant

Avec son bâtiment Kergrid, Morbihan énergies s'est doté d'un outil d'expérimentation sur les technologies de stockage et de partage de l'énergie. Notre siège de Luscanen à Vannes, mutualisé avec Eau du Morbihan et l'association des maires et présidents d'EPCI, peut se mettre en mode autonomie grâce à l'électricité d'origine renouvelable produite par photovoltaïque et emmagasinée au sein de batteries. Il a aussi la possibilité de réinjecter dans le réseau son propre courant. Kergrid aura même ses clients, à savoir les habitations environnantes, selon le principe de l'autoconsommation collective.

En 2017, Kergrid a accueilli une station de production d'hydrogène. Autre nouveauté : la mise en place d'une borne v2g par l'intermédiaire de laquelle les neuf voitures électriques du service peuvent relarguer leur électricité à destination du bâtiment administratif.

Quelle utilité de puiser du courant électrique si c'est pour le restituer ? La voiture peut redistribuer son trop plein d'énergie au moment où l'on en a le plus besoin pour s'éclairer et se chauffer et elle peut le récupérer quand la demande faiblit. Cet échange se fait au niveau du tableau électrique du bâtiment Kergrid.

La voiture ne sert plus, par conséquent, à un seul usage de déplacement mais aussi au stockage d'énergie. À l'échelle d'un parc de plusieurs milliers de véhicules, c'est une économie importante d'électricité qui peut être réalisée. Et Morbihan énergies est là également dans l'innovation.



## » Éducation : l'exposition 2050 donne les clefs du futur à nos enfants

Quel sera notre futur énergétique en 2050 ? Combien d'appareils électriques utiliserons-nous ? Où trouverons-nous de nouvelles ressources ? Utiliserons-nous encore le pétrole ? Quelle sera la place du nucléaire ? Comment chaufferons-nous nos maisons ?

Morbihan énergies propose de se projeter dans la manière dont nous produirons, consommerons, économiserons les énergies en 2050. Le syndicat a fait pour cela l'acquisition d'une exposition pédagogique qui met en scène les grands enjeux de la transition énergétique.

Cette exposition est appelée à circuler sur l'ensemble du département. Elle est conçue sous une forme dynamique et ludique : les participants sont invités à construire eux-mêmes leur balance énergétique et à imaginer les décisions à prendre.

Disponible gratuitement, le public scolaire (du CM1 à la terminale) est principalement visé mais plus largement les familles, les collectivités.



# Lois & règlements



## AUTOCONSOMMATION

**Loi n° 2017-227 du 24 février 2017 ratifiant les ordonnances n° 2016-1019 du 27 juillet 2016 relative à l'autoconsommation d'électricité et n° 2016-1059 du 3 août 2016 relative à la production d'électricité à partir d'énergies renouvelables et visant à adapter certaines dispositions relatives aux réseaux d'électricité et de gaz et aux énergies renouvelables.** Cette loi autorise expressément l'autoconsommation qui peut être totale ou partielle, individuelle ou collective, à l'échelle d'une construction, d'une copropriété ou d'un quartier. Cette loi contribue à sécuriser et à encourager une nouvelle manière de produire et de consommer sa propre électricité.

**Décret n° 2017-676 du 28 avril 2017 relatif à l'autoconsommation d'électricité et modifiant les articles D. 314-15 et D. 314-23 à D. 314-25 du code de l'énergie.** Ce décret organise, d'une part, la répartition de la production d'électricité entre les consommateurs finals dans le cadre d'une opération d'autoconsommation collective et, d'autre part, les relations entre les producteurs participant à une telle opération et les gestionnaires de réseaux publics de distribution d'électricité.

## CERTIFICATS D'ÉCONOMIE D'ÉNERGIE

**Arrêté du 9 février 2017 portant validation du programme « Économies d'énergie dans les TEPCV »** dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie. Chaque territoire à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV) lauréat et signataire d'une convention ou d'un avenant TEPCV avec l'État à compter du 13 février 2017 peut être porteur d'un programme d'économies d'énergie dès lors qu'il est éligible au dispositif des certificats d'économies d'énergie (CEE).

**Arrêté du 2 mars 2017 modifiant l'arrêté du 22 décembre 2014 définissant les opérations standardisées d'économies d'énergie.**

**Décret n° 2017-690 du 2 mai 2017 modifiant les dispositions de la partie réglementaire du code de l'énergie relatives aux certificats d'économies d'énergie.**

Le décret fixe la quatrième période d'obligations d'économies d'énergie du 1er janvier 2018 au 31 décembre 2020, soit une durée de 3 ans. Il définit également les objectifs d'économies d'énergie fixés à 1600 TWh. Ces objectifs sont doublés par rapport à la période précédente.

## IRVE – INFRASTRUCTURES DE RECHARGE DE VÉHICULES ÉLECTRIQUES.

**Décret n° 2017-26 du 12 janvier 2017 relatif aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques et portant diverses mesures de transposition de la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs.**

Ce décret uniformise les dispositions relatives aux infrastructures de recharge pour véhicules électriques. Il fixe les exigences requises pour l'installation, l'exploitation et la maintenance des bornes de recharge de véhicules électriques.

**Arrêté du 12 janvier 2017 relatif aux données concernant la localisation géographique et les caractéristiques techniques des stations et des points de recharge pour véhicules électriques.** Ce texte impose à l'aménageur de tenir à jour les données relatives à la localisation géographique et aux caractéristiques techniques des stations sur [www.data.gouv.fr](http://www.data.gouv.fr)

**Arrêté du 12 janvier 2017 précisant les dispositions relatives aux identifiants des unités d'exploitation pour la recharge des véhicules électriques.**

Cet arrêté prévoit l'attribution d'un identifiant à chaque unité d'exploitation de manière à permettre l'itinérance de la recharge.

## DONNÉES

**Décret n° 2017-486 du 05/04/2017 relatif au traitement et à la mise à disposition du public des données détaillées de comptage des gestionnaires des réseaux de transport et de distribution d'électricité et de gaz naturel.** Ce décret favorise la mise en place d'un open data de l'énergie.

**Décret n° 2017-948 du 10 mai 2017 relatif aux modalités de mise à disposition des consommateurs des don-**

**nées de consommation d'électricité et de gaz. Décret n° 2017-976 du 10 mai 2017 relatif aux modalités d'accès par les consommateurs aux données de consommation d'électricité ou de gaz naturel et à la mise à disposition de ces données par les fournisseurs.** Ces 2 décrets fixent les modalités selon lesquelles les gestionnaires de réseaux publics de distribution d'électricité et de gaz naturel mettent à la disposition des consommateurs leurs données de comptage.

## ÉLECTRICITÉ

**TA Clermont Ferrand 28 décembre 2017 – colonnes montantes.** Par sept jugements en date du 28 décembre 2017, le tribunal administratif de Clermont-Ferrand a validé le transfert des colonnes montantes d'électricité situées dans le patrimoine de sept offices publics de l'habitat au réseau public de distribution d'électricité. Cette décision s'inscrit dans le droit fil d'un jugement du tribunal administratif de Montreuil (Tribunal administratif de Montreuil, 9 mars 2017, Société ENEDIS, n° 1510315) et, plus récemment, d'un arrêt de la cour administrative d'appel de Douai (CAA Douai, 29 juin 2017, ERDF contre OPH de l'Aisne).

## ÉNERGIES

**Loi n° 2017-1839 du 30 décembre 2017 mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures et portant diverses dispositions relatives à l'énergie et à l'environnement.** Cette loi reconnaît pleinement aux collectivités qui exercent la compétence d'autorité organisatrice de la distribution publique dans le domaine des énergies de réseaux, le droit de réaliser des actions de MDE (Maîtrise de la demande en énergie).

Cette loi élargit les compétences des collectivités pour l'installation d'infrastructures de charge en carburants alternatifs. La compétence limitée aux véhicules électriques ou hybrides rechargeables est désormais étendue aux véhicules et navires ainsi qu'aux stations de ravitaillement en gaz (GNV, Bio-GNV) ou en hydrogène.



# Actes administratifs

## Bureau du 11 janvier 2017

- \* Désignation des représentants de Morbihan énergies au Conseil d'administration de la SEM 56 énergies

## Comité du 2 février 2017

- \* Constitution d'une commission de délégation de service public et élection de ses membres
- \* Modification de la composition de la commission consultative paritaire
- \* Nouvelles propositions de financements – Adaptation du règlement financier
- \* Vote des Budgets Primitifs 2017 (Budget principal et Budget annexe Electromobilité)
- \* Instauration de l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE), au bénéfice des agents de la filière TECHNIQUE – CATEGORIE B
- \* Instauration de l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE), au bénéfice des agents de la filière ADMINISTRATIVE – CATEGORIE A
- \* Instauration de l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE), au bénéfice des agents de la filière ADMINISTRATIVE – CATEGORIE B
- \* Instauration de l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE), au bénéfice des agents de la filière ADMINISTRATIVE – CATEGORIE C

## Comité du 27 juin 2017

- \* Adhésion au groupement de commande de prestations de contrôle de concession et signature convention constitutive
- \* Approbation des comptes de gestion 2016
- \* Vote des Comptes Administratifs 2016
- \* Affectation des résultats des Comptes Administratifs 2016
- \* Vote des Budgets Supplémentaires 2017 (Budget principal et Budget annexe Electromobilité)
- \* Finances – Attribution de l'indemnité de conseil au nouveau Trésorier-Payeur départemental M. CHEVAILLIER – Quitus de gestion au Trésorier-Payeur sortant M. BOUDY
- \* Taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) et Communes nouvelles
- \* Indemnités mensuelles de fonction

Président et Vice-présidents

- \* Conventions financières avec le PE-Breizh
- \* SEM 56 énergies – prise de participation de la SEM au capital social de sociétés de projets énergétiques
- \* Mise à jour du guide de la commande publique
- \* Constitution d'un groupement de commande pour l'accompagnement des EPCI à l'élaboration de leur PCAET et signature d'une convention constitutive de groupement et d'une convention pluriannuelle d'assistance à maîtrise d'ouvrage
- \* Avenant n° 6 au cahier des charges de concession – avenant n° 3 prolongeant le dispositif de la PCT pour la période 2017-2021
- \* Distribution de gaz – lancement d'une délégation de service public de distribution de gaz sur la commune de la Vraie-Croix
- \* Concession de distribution publique et de fourniture d'électricité – contrôle du service public délégué – Compte rendu d'activité des concessionnaires ENEDIS – EDF
- \* Personnel – Mise à jour du Tableau des effectifs et du régime indemnitaire
- \* Instauration de l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE), au bénéfice des agents de la filière ADMINISTRATIVE – CATEGORIE A
- \* Instauration de l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE), au bénéfice des agents de la filière ADMINISTRATIVE – CATEGORIE C
- \* Instauration de l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE), au bénéfice des agents de la filière ADMINISTRATIVE – CATEGORIE B
- \* Instauration de l'Indemnité de Fonctions, de Sujétions et d'Expertise (IFSE), au bénéfice des agents de la filière TECHNIQUE – CATEGORIE B

## Bureau du 8 septembre 2017

- \* Certificats d'économie d'énergie
- \* Maintenance Eclairage Public

## Comité du 27 septembre 2017

- \* Candidature à l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) Territoires d'Innovation de Grande Ambition
- \* Communauté d'Agglomération Cap

Atlantique / Participation à la réalisation d'une étude de faisabilité photovoltaïque / autoconsommation collective sur la ZA du CLOSO à Pénestin

- \* Expérimentation SIG
- \* Tarification infrastructures bornes de recharge véhicules électriques
- \* Adhésion de Morbihan énergies à des associations
- \* Appel à projet GNV / Candidature bretonne
- \* Finances – Subventions associations caritatives
- \* ACTIVITES 2016 : Présentation du Rapport d'activité 2016 du Syndicat
- \* Avenant n° 2 à la convention relative à la télétransmission des actes soumis au contrôle de légalité – changement de tiers de télétransmission
- \* Nouvel organigramme des services
- \* Candidature à l'appel à projets ADEME BATRESP « vers des bâtiments responsables en 2020 »

## Comité du 14 décembre 2017

- \* Assurances risques statutaires – Adhésion au contrat groupe du Centre de Gestion
- \* Finances – Débat d'Orientation Budgétaire 2018
- \* Finances – Dépenses d'investissements 2018 – autorisation d'engagement
- \* Finances – Budget Electromobilité 2017 – Décision Modificative n° 2017-1
- \* Finances – Modalités de refacturation des charges du budget général à la SEM 56 énergies
- \* SEM 56 énergies – prise de participation de la SEM au capital social de sociétés de projets
- \* Finances – Modification des modalités de refacturation des charges du budget général au budget annexe Electromobilité
- \* Certificats d'économie d'énergie (CEE) et territoire à énergie positive pour la croissance verte (TEPCV)
- \* Tarification des prestations de géoréférencement des réseaux d'éclairage public
- \* Convention de partenariat avec le syndicat mixte du Parc naturel régional du Golfe du Morbihan
- \* Révision des statuts du Syndicat Départemental d'Energies du Morbihan



# Glossaire



## B

**BT** : Basse tension électrique.

## C

**CUMAC** : Cumulé actualisé. kWh cumac unité quantifiant les certificats d'économie d'énergie.

**CGCT** : Code général des collectivités territoriales, il regroupe les dispositions législatives et réglementaires relatives au droit des collectivités territoriales.

**CRAC** : Compte rendu d'activité du concessionnaire.

**CU/AU** : Certificat d'urbanisme/ Autorisation d'urbanisme.

## D

**DDTM** : Direction départementale des territoires et de la mer.

**DSP** : Délégation de service public.

## E

**EFFACEMENTS** : Travaux de mise en souterrain réalisés à la demande des communes.

**EPCI** : Établissement public de coopération intercommunale.

**EXTENSION** : Création d'un réseau neuf destiné à distribuer de l'énergie.

## F

**FACÉ** : Fonds d'amortissement des charges d'électrification. Les ressources de ce fonds collectées par le distributeur proviennent de prélèvements sur les recettes des ventes d'électricité basse tension.

**FNCCR** : Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies.

## G

**GDO** : Gestion Des Ouvrages.

## H

**HTA** : Haute tension A (ou moyenne tension).

**HTB** : Haute tension B.

## K

**kW** : Kilowatt. Unité de puissance valant 1000 watts.

**kWh** : Kilowatt-heure. C'est l'unité de mesure d'énergie correspondant à l'énergie consommée par un appareil de 1000 watts (1 kW) de puissance pendant une durée d'une heure.

## M

**MAÎTRE D'ŒUVRE** : Personne physique ou morale chargée de la conception et du suivi de la réalisation d'un ouvrage, pour le compte d'un maître d'ouvrage.

**MAÎTRE D'OUVRAGE** : Personne physique ou morale pour le compte de laquelle une construction est réalisée.

## N

**NOMÉ** : Nouvelle organisation du marché de l'électricité. Loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010.

## P

**PCB** : Polychlorobiphényle.

**POPE** : Loi de programme fixant les orientations de la politique énergétique. Loi n° 2005-781 du 13 juillet 2005 consolidée le 23 janvier 2008.

## R

**REDEVANCE R2** : Redevance contractuelle fixée par le cahier des charges de la concession et versée par Enedis à Morbihan énergies en fonction des travaux que le Syndicat réalise sur le réseau.

**RENFORCEMENTS** : Travaux de remplacement du réseau destinés à assurer le maintien de la qualité de distribution d'électricité.

## S

**SÉCURISATION** : Remplacement des réseaux BT en fils nus par un câble torsadé ou souterrain.

**SIG** : Système d'information géographique.

**SMART METER** : Compteur intelligent en français. Compteur énergétique capable de suivre en détail, et souvent en temps réel, la consommation électrique d'un bâtiment, d'une entreprise ou d'un foyer.

## T

**TCFE** : Taxe sur les consommations finales d'électricité.

**TIC** : Technologies de l'information et de la communication.

**TPN** : Tarif de première nécessité. Aide pour les consommateurs d'électricité en difficulté.

**TURPE** : Tarif d'Utilisation du Réseau Public d'Électricité.



un syndicat  
au service  
des territoires

Établissement public de coopération intercommunale, le Syndicat Morbihan énergies regroupe les 253 communes du département. En leur nom, il contrôle et organise la fourniture et la distribution d'électricité dont l'exploitation a été confiée à Enedis.

Au service des communes, Morbihan énergies assure à leur demande des missions de maîtrise d'ouvrage et de maîtrise d'œuvre sur l'ensemble du département dans des domaines variés. Il conduit ainsi des travaux d'extension, de renforcement, d'effacement et de sécurisation sur le réseau électrique.

Mais il réalise aussi en éclairage public des travaux d'investissement, de rénovation ou des opérations de diagnostic et de maintenance. En la matière, il est maître d'ouvrage délégué de 248 communes du département.

Le Syndicat est également un acteur du déploiement des bornes de recharge pour les véhicules électriques et de la fibre optique en Morbihan. Il intervient enfin dans le domaine du numérique, des énergies renouvelables (maîtrise, production, développement) du gaz et des réseaux de chaleur.

## Morbihan énergies

27 rue de Luscanen - CS 32610 - 56010 VANNES CEDEX

Tél : 02 97 62 07 50 - Mél : [contact@morbihan-energies.fr](mailto:contact@morbihan-energies.fr)

[morbihan-energies.fr](http://morbihan-energies.fr)



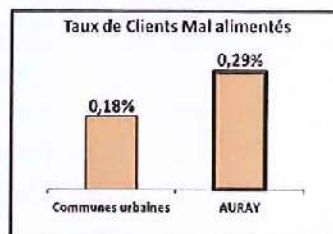
### Mentions légales :

Directeur de la publication : Jo Brohan - Co directeur de la publication : Marc Aubry  
Rédaction - conception - crédit photos : services Morbihan énergies - Édition : septembre 2018  
Impression : Golf'imprim - PA de Laroisau - 24 rue Anita Conti - 56000 Vannes  
Papier 100% recyclé certifié FSC - Encres végétales - Label'imprim'vert

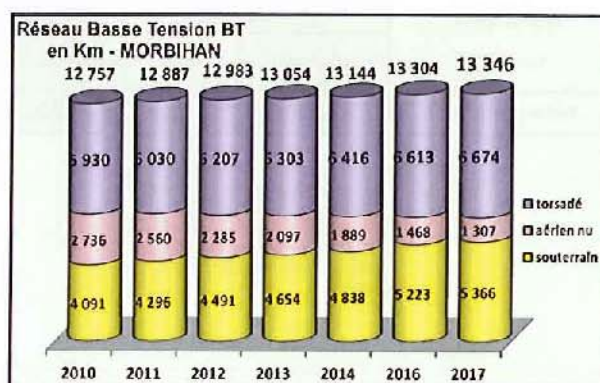
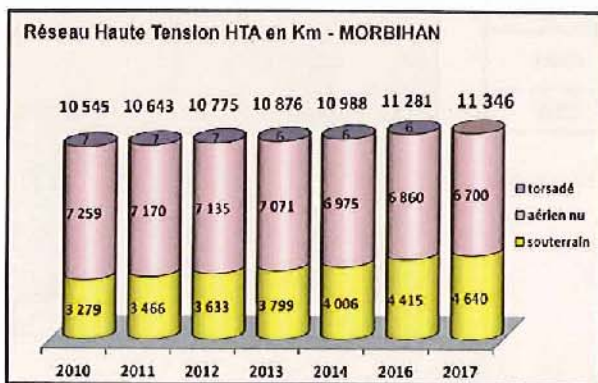
AURAY

**Nombre de clients**

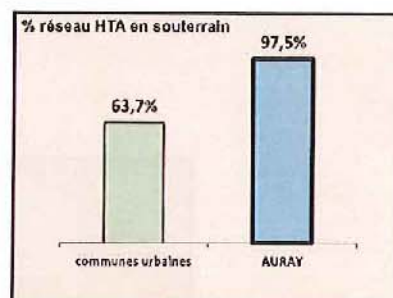
| Désignation                                        | MORBIHAN | Communes urbaines | Communes rurales | AURAY |
|----------------------------------------------------|----------|-------------------|------------------|-------|
| Nombre clients BT (pris en compte pour calcul CMA) | 497 530  | 277 003           | 220 527          | 9 924 |
| Nombre Clients Mal Alimentés BT (CMA)              | 1 335    | 501               | 834              | 29    |
| Taux Clients Mal Alimentés                         | 0,3%     | 0,18%             | 0,38%            | 0,29% |



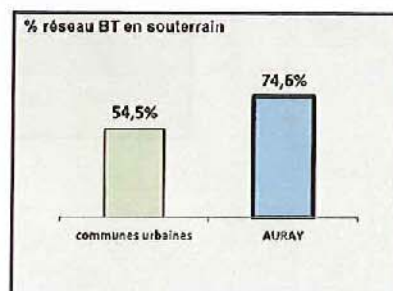
**Données techniques**



| Désignation                         | MORBIHAN | communes urbaines | communes rurales | AURAY |
|-------------------------------------|----------|-------------------|------------------|-------|
| Longueur totale du réseau HTA en km | 11 340   | 3 272             | 8 068            | 37    |
| dont HTA aérien (nu+torsadé)        | 6 700    | 1 187             | 5 513            | 1     |
| dont HT souterrain                  | 4 640    | 2 085             | 2 555            | 36    |
| % souterrain HT                     | 40,9%    | 63,7%             | 31,7%            | 97,5% |



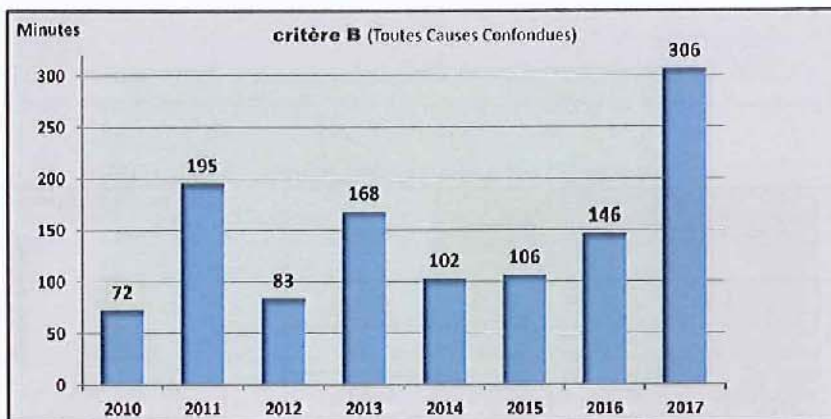
| Désignation                            | MORBIHAN | communes urbaines | communes rurales | AURAY |
|----------------------------------------|----------|-------------------|------------------|-------|
| Longueur totale du réseau BT en km     | 13 346   | 4 714             | 8 632            | 105   |
| dont BTA aérien (nu+torsadé)           | 8 142    | 2 145             | 5 774            | 27    |
| dont BTA aérien nu de faibles sections | 318      | 79                | 239              | 1     |
| dont BT souterrain                     | 5 204    | 2 568             | 2 858            | 79    |
| % souterrain BT                        | 39,0%    | 54,6%             | 33,1%            | 74,6% |



| Désignation                      | MORBIHAN | communes urbaines | communes rurales | AURAY |
|----------------------------------|----------|-------------------|------------------|-------|
| Nombre de postes HTA/BT (DP, MX) | 14 652   | 4 447             | 10 205           | 80    |

**Critère B pour le MORBIHAN**

temps moyen de coupure de l'électricité subi par usager par an



**Données du fournisseur EDF – Tarifs Réglementés de Vente -TRV**

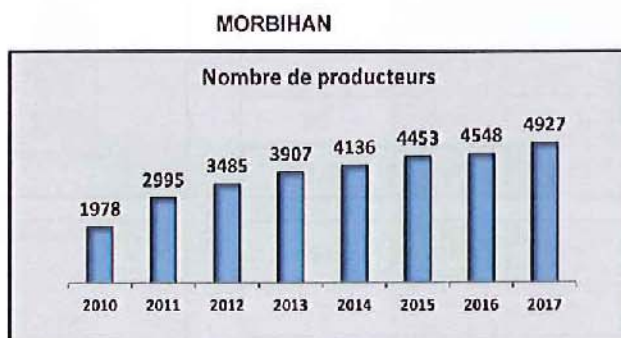
| Année 2016<br>hors ICS (*) | Nombre de clients aux tarifs réglementés (n'ayant pas fait jouer leur éligibilité) |       | Consommation annuelle correspondante en GWh |       |
|----------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|-------|---------------------------------------------|-------|
|                            | MORBIHAN                                                                           | AURAY | MORBIHAN                                    | AURAY |
| Tarif bleu <= 36KVA        | 407 069                                                                            | 7 384 | 2 179                                       | 33,8  |

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016, les sites de puissance supérieure à 36 KVA ne peuvent plus bénéficier de tarifs réglementés (issus de la loi 2010-1488 du 7 décembre 2010 dite loi NOME)

1 GWh = 1 000 000 KWh



**Nombre d'installations de production d'électricité décentralisée**



Photovoltaïque : 4 845  
 Eolien : 42  
 Hydraulique : 20  
 Biogaz-Biomasse : 20

Secteur AURAY-DAUD (E) - Commission locale de AURAY - 56007 - U - AURAY  
 Données extraites du CRAC Enedis- EDF 2017

[morbihan-energies.fr](http://morbihan-energies.fr)



### > Temps forts

|                  |                                                                                                                                                                                                        |
|------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Janvier</b>   | <b>Signature de la convention pour mise en œuvre de la certification des comptes.</b>                                                                                                                  |
| <b>Février</b>   | <b>Présentation du dispositif open data.</b><br>Création de la Société d'économie mixte dédiée au <b>développement de projets énergétiques : 56 énergies.</b>                                          |
| <b>Mars</b>      | Lancement des travaux de la station GNV                                                                                                                                                                |
| <b>Avril</b>     | Signature d'une convention de partenariat avec le Ministère de l'écologie pour le <b>4<sup>e</sup> appel à projet Territoire à énergie positive pour une croissance verte.</b>                         |
| <b>Mai</b>       | Réunion avec les transporteurs routiers pour évoquer les enjeux de la future station gaz de Vannes.                                                                                                    |
| <b>Juin</b>      | Inauguration de la <b>première station hydrogène de Bretagne.</b>                                                                                                                                      |
| <b>Juillet</b>   | Morbihan énergies accueille les <b>rencontres de Bretagne des Interconnectés</b>                                                                                                                       |
| <b>Septembre</b> | Commission d'appel d'offres pour le marché géoréférencement des réseaux sur le territoire de Lorient Agglomération.<br>Le Breizh Electric Tour et ses 70 équipages ont fait escale à Vannes et Lorient |
| <b>Octobre</b>   | 3 <sup>ème</sup> réunion de la <b>commission consultative paritaire.</b>                                                                                                                               |

### > Mobilité durable en chiffres

#### > Parc automobile de Morbihan énergies en 2017 :

- 5 véhicules électriques soit 1/3 de la flotte composée de véhicules électriques
- 1/3 des kilomètres parcourus (85 000) ont été effectués avec ces véhicules
- Cela représente 9,4 tonnes de CO<sub>2</sub> évités

#### > Réseau de bornes électriques de Morbihan énergies en 2017 :

- 950 000 km ont été parcourus grâce aux bornes du syndicat
- Cela représente 106 tonnes de CO<sub>2</sub> évités

### > Le Syndicat

Morbihan énergies fédère l'ensemble des 253 communes du Morbihan, dont 4 regroupées en 1 communauté de communes. En leur nom et dans le domaine de l'électricité, Morbihan énergies est chargé de contrôler, développer et renforcer le réseau de distribution.

> En outre, Morbihan énergies exerce des missions de maîtrise d'ouvrage, maîtrise d'œuvre et conseil dans les domaines de compétences suivants : **éclairage, numérique, énergies, bornes, fibre, SIG.**

> Le **Comité** de Morbihan énergies est constitué de 54 membres désignés parmi les représentants des collectivités adhérentes ; 39 agents forment les effectifs du Syndicat.

> Les **recettes** de l'exercice 2017 s'établissent, tous budgets confondus, à 76 077 960 € pour 62 344 022€ de dépenses hors restes à réaliser (hors rar).

> Des outils numériques sont développés, au service des adhérents :

\* [opendata56.fr](http://opendata56.fr) : plateforme informatique permettant aux collectivités d'ouvrir leur site open data

\* [morbihan-energies.fr](http://morbihan-energies.fr) : chaque collectivité adhérente dispose de son espace réservé à partir duquel elle peut retrouver toutes les informations clefs (suivi des opérations, SIG, publications du Syndicat...)

\* NB : en 2018, dans le cadre du RGPD, Morbihan énergies met à disposition des collectivités un outil de cartographie des données personnelles (mydatacatalogue de la société Dawizz). Il permet d'identifier les données du système d'information nécessitant une inscription au registre des traitements.

## > L'électricité

Deux critères permettent réglementairement d'apprécier la qualité de l'énergie distribuée : la continuité de fourniture et la tenue de la tension. En 2017, le critère de la continuité de fourniture n'est pas respecté : le temps de coupure, toutes causes et origines confondues (travaux et incidents), s'élève à 306 min. Une très forte progression : + 110 % par rapport à 2016. Cette situation est due aux aléas climatiques (tempête Zeus 6 et 7 mars 2017).

Données clefs : 4859 GWh d'électricité consommée  
24 686 km de réseaux d'électricité  
40,2 % du réseau en souterrain  
14 652 postes de transformation

## > Les missions

Le contexte énergétique global évolue fortement : augmentation des consommations, raréfaction des ressources et changements climatiques. Morbihan énergies se veut conseil et soutien technique des élus morbihannais sur ces questions. Le Syndicat travaille sur les prochains modèles de production et de gestion locale de l'énergie, soutient les nouveaux modes de transport, accompagne les collectivités dans la fourniture et la maîtrise de l'énergie.

> **Groupement d'achat d'énergies** : le groupement a réuni 250 membres pour plus de 2 700 sites (2 118 en électricité, 612 en gaz).  
> **Gaz Naturel Véhicule (GNV)** : lancement des travaux de la station de gaz naturel véhicule zone du Prat, à Vannes.  
> **Certificat d'Économie d'Énergie (CEE)** : constitution d'un dossier de certificats d'économie d'énergie pour 24 GWh cumac. A la cotation de mi-2018, c'est 150 000 euros qui pourront être redistribués aux collectivités ayant participé à l'opération.

### > Hydrogène

Avec l'inauguration de la station installée sur son siège, Morbihan énergies devient le 1<sup>er</sup> producteur d'hydrogène en Bretagne.

### > Photovoltaïque

Morbihan énergies accompagne les collectivités dans leurs projets aussi bien en ombrière que sur les bâtiments déjà construits ou ceux en projet : faisabilité, études techniques, montage économique.

### > Éclairage public

En 2017, pour les 248 communes du département qui lui ont délégué la compétence investissement, Morbihan énergies a réalisé la conception et la mise en œuvre de 991 opérations d'éclairage public. 54 000 points lumineux sont en gestion maintenance et 27 diagnostics de parcs éclairage ont été réalisés.

Conjointement, un programme de rénovation de 6000 luminaires vétustes et énergivores sur le département a été lancé.

### > Véhicules électriques

On compte un peu plus de 200 bornes dans le département : 11 à recharge rapide, 15 à semi-rapide, 180 à recharge accélérée. Elles sont toutes en phase d'exploitation avec outils monétiques de paiement, télésurveillance et assistance. Le nombre de recharges se comptabilise à 10 000 en 2017. Le nombre d'abonnés lui est de 303, soit une progression de 250 % par rapport à 2016.

### > Kergrid

Avec son siège, Kergrid, Morbihan énergies s'est doté d'un outil d'expérimentation sur les technologies de stockage et de partage de l'énergie. Le bâtiment peut se mettre en mode autonomie grâce à l'électricité d'origine renouvelable produite par photovoltaïque et emmagasinée au sein de batteries. Il a aussi la possibilité de réinjecter dans le réseau son propre courant. Kergrid aura même ses clients, à savoir les habitations environnantes, selon le principe de l'autoconsommation collective.

### > Éducation

Une exposition pédagogique sur la transition énergétique est appelée à circuler sur l'ensemble du département. Disponible gratuitement, le public scolaire (du CM1 à la terminale) est principalement visé et plus largement les familles, les collectivités.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 09/04/2019  
Compte-rendu affiché le 09/04/2019  
Reçu par la Sous-Préfecture le 09/04/2019

## **INTERVENTIONS :**

**M. LE SAUCE** : avons nous des éléments de connaissance concernant le nombre d'Alréens qui ont opté pour un opérateur autre que EDF pour la fourniture d'énergie ?

**M. BOUQUET** : non je n'ai pas l'information.

## **13- DSTS - SYNDICAT MIXTE DU LOCH ET DU SAL - RAPPORT D'ACTIVITÉ ANNUEL 2017**

Monsieur Jean Claude BOUQUET, 5ème Adjoint, expose à l'assemblée :

L'article L5211-39 du Code général des collectivités territoriales fait obligation au Président d'un établissement de coopération intercommunale d'adresser chaque année, au Maire de chaque commune membre, un rapport retraçant l'activité de l'établissement.

Le rapport fait état :

- du suivi de la qualité des eaux côté terre et côté mer,
- des actions majeures menées sur les milieux aquatiques, l'agriculture, le bocage, le littoral et auprès des collectivités territoriales.

Vu l'avis favorable de la commission consultative des services publics locaux du 20 mars 2019,

Après délibération et à l'unanimité des suffrages exprimés (27 voix pour),

2 absent(s) n'ayant pas donné procuration :  
Monsieur GOUÉGOUX, Madame AOUCHICHE

Le Conseil municipal :

- **PREND** acte des informations présentées ci-dessus.



# Syndicat Mixte du Loc'h et du Sal

## *Rapport d'activité* 2017







## SOMMAIRE

### PARTIE I – L'EVOLUTION DU CONTEXTE GENERAL

|                                                                         |    |
|-------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>1 – AU NIVEAU NATIONAL –</b> .....                                   | 8  |
| 1.1 La conférence nationale des territoires                             |    |
| 1.2 - <i>Le renouvellement de l'AMM pour le glyphate</i>                |    |
| <b>2 – AU NIVEAU LOIRE BRETAGNE –</b> .....                             | 9  |
| 2.1 - Un 11 <sup>ème</sup> programme d'intervention sous tension        |    |
| 2.2 - L'évolution de l'état des masses d'eau                            |    |
| 2.3 - Une situation hydrologique tendue :                               |    |
| <b>3 – AU NIVEAU DE LA REGION BRETAGNE –</b> .....                      | 11 |
| 3.1 - Une compétence animation de la politique de l'eau enfin acquise : |    |
| 3.2 - Un EPTB Breton en discussion :                                    |    |

### PARTIE II – LE CONTEXTE LOCAL DU BASSIN DU LOCH ET DU SAL

|                                                                                           |    |
|-------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| <b>1 – VOLET TRANSVERSAL –</b>                                                            |    |
| 1.1 Le contrat de bassin versant .....                                                    | 13 |
| 1.2 La tenue des assemblées .....                                                         | 14 |
| 1.3 La gestion de l'équipe technique .....                                                | 14 |
| 1.4 Le suivi budgétaire .....                                                             | 15 |
| 1.4.1 Pour la section de fonctionnement                                                   |    |
| 1.4.2 Pour la section d'investissement                                                    |    |
| 1.5 Bilan des résultats du suivi de la qualité de l'eau .....                             | 20 |
| 1.5.1 Les conditions climatiques de l'année 2016                                          |    |
| 1.5.2 Le suivi hydrologique 2015-2016                                                     |    |
| 1.5.3 Le suivi nitrates sur les stations bilans                                           |    |
| 1.5.4 Le suivi nitrates                                                                   |    |
| 1.5.5 Le suivi orthophosphates                                                            |    |
| 1.5.6 Le suivi phosphore total                                                            |    |
| 1.5.7 Le suivi des pesticides                                                             |    |
| 1.5.8 Le suivi microbiologique                                                            |    |
| 1.6 L'évolution de l'atelier cartographique et du système d'information Géographique..... | 45 |
| 1.6.1 Mise à jour des référentiels                                                        |    |
| 1.6.2 Travaux cartographiques majeurs                                                     |    |
| <b>2 – VOLET MILIEU –</b>                                                                 |    |
| 2.1 Le CTMA .....                                                                         | 46 |
| 2.2 L'étude préalable au CTMA Gouyanzeur .....                                            | 59 |
| 2.3 La mise à jour des inventaires zones humides et cours d'eau .....                     | 61 |
| <b>3 – VOLET BOCAGE –</b>                                                                 |    |
| 3.1 Préambule : rappel de la stratégie territoriale bocage .....                          | 71 |
| 3.2 Axe 1 : Création – Reconstitution .....                                               | 74 |
| 3.2.1 Préalable                                                                           |    |
| 3.2.2 Les données générales                                                               |    |
| 3.2.3 La réalisation                                                                      |    |
| 3.2.4 L'entretien                                                                         |    |
| 3.3 Axe 2 : Protection .....                                                              | 78 |
| 3.3.1 Le préalable                                                                        |    |
| 3.3.2 Le déroulement de l'étude                                                           |    |

|                                                                                     |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 3.3.3 L'avancement Axe 2                                                            |     |
| 3.3.4 La réévaluation des objectifs                                                 |     |
| 3.4 Axe 3 : Gestion .....                                                           | 83  |
| 3.4.1 Les exploitants agricoles                                                     |     |
| 3.4.2 Les collectivités                                                             |     |
| 3.5 Axe 5 : Actions transversales.....                                              | 84  |
| 3.5.1 Le référentiel bocage                                                         |     |
| 3.5.2 AFAQ Agroforesterie                                                           |     |
| 3.5.3 La communication                                                              |     |
| 3.5.4 Les scolaires                                                                 |     |
| 3.5.5 Les indicateurs                                                               |     |
| <b>4 – VOLET AGRICOLE –</b>                                                         |     |
| 4.1 Le volet phosphore.....                                                         | 85  |
| 4.1.1 Le volet animation                                                            |     |
| 4.1.2 Le volet Diagnostic Agronomique Phosphore                                     |     |
| 4.1.3 Formation DPR2                                                                |     |
| 4.2 Le volet phytosanitaire.....                                                    | 88  |
| 4.2.1 Les actions réalisées par la Chambre d'Agriculture                            |     |
| 4.2.2 Les actions réalisées par le Groupe des Agriculteurs Bio 56                   |     |
| 4.3 Le volet azote et système herbager .....                                        | 92  |
| 4.4 Le volet microbiologique .....                                                  | 94  |
| 4.4.1 Le secteur d'intervention prioritaire                                         |     |
| 4.4.2 Rappel de la démarche de diagnostic bactériologique                           |     |
| 4.4.3 L'extension de la démarche aux élevages équin et centres équestres            |     |
| 4.4.4 Bilan et préparation des suivis                                               |     |
| 4.5 Le projet Agro-environnemental et climatique .....                              | 98  |
| <b>5 – VOLET LITTORAL –</b>                                                         |     |
| 5.1 Le rappel du contexte .....                                                     | 101 |
| 5.1.1 L'historique de la démarche                                                   |     |
| 5.1.2 Les enjeux locaux                                                             |     |
| 5.2 Evolution des critères de classement des zones de production conchylicole ..... | 102 |
| 5.3 Evolution du classement des zones de production conchylicole.....               | 102 |
| 5.3.1 Baie de Plouharnel                                                            |     |
| 5.3.2 Rivières de Crach et Saint Philibert                                          |     |
| 5.3.3 Rivière D'auray                                                               |     |
| 5.4 La démarche.....                                                                | 104 |
| 5.4.1 Axes de travail                                                               |     |
| 5.4.2 Méthode de travail                                                            |     |
| 5.5 Le programme d'actions littorales 2017 .....                                    | 105 |
| 5.5.1 La surveillance et l'information                                              |     |
| 5.5.2 Les ciblage                                                                   |     |
| 5.5.3 Le bilan de l'année 2016                                                      |     |
| 5.5.4 La recherche de marqueurs                                                     |     |
| 5.5.5 Le ciblage coquillages                                                        |     |
| 5.5.6 L'information                                                                 |     |
| 5.6 L'analyse des pressions .....                                                   | 110 |
| 5.6.1 La récupération et synthèse des données disponibles                           |     |
| 5.6.2 Les investigations complémentaires                                            |     |
| 5.7 Accompagnement et coordination .....                                            | 112 |
| 5.7.1 Le suivi des actions                                                          |     |
| 5.7.2 L'accompagnement pour une stratégie eaux pluviales                            |     |
| 5.7.3 L'accompagnement et conseil aux agriculteurs                                  |     |

|                                                        |     |
|--------------------------------------------------------|-----|
| 5.8 Sensibilisation et conseil .....                   | 114 |
| 5.9 Animation et la concertation .....                 | 114 |
| 5.9.1 Le groupe de Travail Local                       |     |
| 5.9.2 La commission littoral                           |     |
| 5.9.3 Le comité technique                              |     |
| 5.9.4 Démarche de profil de vulnérabilité conchylicole |     |
| 5.9.5 L'animation externe                              |     |
| <b>6 – VOLET CITOYENS ET COLLECTIVITES LOCALES –</b>   |     |
| 6.1 L'entretien des espaces communaux.....             | 117 |
| 6.1.1 Les attentes des communes                        |     |
| 6.2 La gestion des eaux pluviales .....                | 126 |
| 6.2.1 Le SDAP et le zonage                             |     |
| 6.2.2 La formation des agents de voiries               |     |

## PREAMBULE

---

L'action du Syndicat Mixte du Loc'h et du Sal s'inscrit dans le cadre du contrat territorial de bassin versant pour la période 2015-2018, outil de l'AELB. La Région et le Département ne s'inscrivent plus dans ce cadre pluriannuel au regard du contexte de refonte des compétences. La contractualisation est dorénavant annuelle. Le contrat offre cependant un cadre et une projection pluriannuelle.

A ce contrat est adossé d'autres leviers complémentaires afin de répondre aux enjeux du territoire et pour proposer un panel d'actions plus large notamment aux agriculteurs comme :

- Le PAEC.
- Le volet investissement (remplaçant du PVE).
- Le Breizh Bocage n°2.

L'année 2017 a également été rythmée par fusion d'EPCI sur le secteur de Vannes et des réorganisations des compétences au niveau du bloc communal

Compte tenu de ces éléments, il apparaît nécessaire de rappeler les éléments d'analyse qui ont influencé la réalisation de la programmation technique de 2016.

---

## *PARTIE I*

### *L'évolution du contexte général*

---

## 1 - AU NIVEAU NATIONAL -

### 1.1 La conférence nationale des territoires :

La première Conférence Nationale des Territoires s'est réunie lundi 17 juillet 2017 au Sénat. Elle doit se réunir tous les 6 mois pour associer en amont les collectivités locales aux décisions.

Cette conférence a été l'occasion d'annonce des réformes financières avec :

- la suppression de la taxe d'habitation
- la refonte de la fiscalité locale et de la DGF
- d'un contrat avec les 300 plus grandes collectivités locales (Région, Département, Métropole) pour encadrer leurs dépenses afin d'économiser 13 milliards sur le quinquennat, en limitant la hausse des dépenses à 1,2%/an

Il est également question de laisser plus de liberté aux collectivités, avec plus d'autonomie notamment en matière de regroupement et un droit à l'expérimentation pour tenir compte de la diversité des territoires.

Concernant la politique de l'eau et pour tenir compte des demandes du bloc communal. L'Etat propose que la compétence eau et assainissement obligatoire pour les EPCI au 1<sup>er</sup> janvier 2020 soit finalement optionnelle voire confiée au département. Il est notamment question de la possibilité d'une minorité de blocage si 25% des communes représentant au moins 20% de la population s'y opposent, comme c'est le cas en matière de PLU Intercommunal.

Concernant la GEMAPI, il est notamment question de son financement dont la taxe est adossée à la taxe d'habitation en cours de suppression. Le calendrier de l'organisation de l'exercice de la compétence semble trop court (1/1/2018). Le calendrier pourrait être repoussé de 2 ans.

Le gouvernement a annoncé des assises nationales pour répondre et avancer sur tous ces points courant 2018.

Le Ministère de l'environnement étudie également la possibilité de mettre en place des contrats de transition écologique un nouvel outil à disposition des collectivités, mais également des moyens pour lutter contre l'artificialisation des sols et contribuer notamment à financer la préservation de la biodiversité. Les modalités ne sont pas aujourd'hui connues.



### 1.2 - Le renouvellement de l'AMM pour le glyphate :

L'autorisation de mise sur le marché du glyphosate fait réagir le monde scientifique et associatif. Une disparition progressive est annoncée d'ici 5 ans. La France propose de réduire ce délai à 3 ans.

L'usage de cet herbicide total reste très controversé, accusé par certains d'être cancérigène et de s'accumuler dans le milieu.

Cela pose notamment des difficultés aux agriculteurs qui ne travaillent plus en profondeur leur sol et qui privilégient les techniques sans labour ou le semis direct. La gestion des adventices est plus difficile. Ces derniers travaillent sur la rotation, la gestion de l'interculture. Selon la Chambre d'Agriculture de Bretagne, l'usage du glyphosate intervient pour 45% dans le déchaumage d'automne et 25% au printemps. Son usage n'est pas systématique tous les ans mais fonction du salissement des cultures.

Le débat se poursuit. Tous les arbitrages n'ont pas eu lieu.

## 2 – AU NIVEAU LOIRE BRETAGNE –

### 2.1 - Un 11<sup>ème</sup> programme d'intervention sous tension :

A l'échelle nationale, les redevances collectées par les 6 Agences de l'Eau représentent 2.1 milliards d'euros, redistribuées au profit d'investissements qui améliorent la qualité de l'eau et les milieux aquatiques (AEP, Assainissement, politique de bassin versant...). Un prélèvement de 175 M€ par an sur le fond de roulement des Agences pour la période 2015-2017 a été introduite par le projet de loi de finances pour réduire la dette de la France.

Cela inquiète et remet en question le principe de « l'eau paye l'eau ». De nombreuses inquiétudes sont exprimées sur les moyens nécessaires pour financer le renouvellement du patrimoine (réseaux d'assainissement vétustes et ancien, engager les programmes de préservation des milieux aquatiques...).

Le Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne a refusé de voter le budget 2018, le 9 novembre dernier. L'effort pour le bassin Loire-Bretagne porte sur 50 M€ par an. Les agences seront également appelées à financer la biodiversité, les parcs nationaux et l'ONCFS.

Avec des ressources en nette diminution, les administrateurs de l'agence de l'eau vont devoir faire des choix pour définir les aides financières du futur 11<sup>ème</sup> programme 2019-2024 en préparation.

Pour rappel, le 10<sup>ème</sup> programme d'intervention est engagé pour la période 2013-2018, avec une enveloppe de 2,8 milliards d'euros, soit 40 €/hab/an, pour soutenir les investissements, et les programmes d'action nécessaires à la reconquête et la préservation de la qualité des eaux, et des milieux aquatiques du bassin Loire-Bretagne.

Les redevances représentent plus de 90% des recettes de l'Agence de l'eau dont 75% proviennent des usages domestiques, 9% de l'industrie et 11% de l'agriculture.

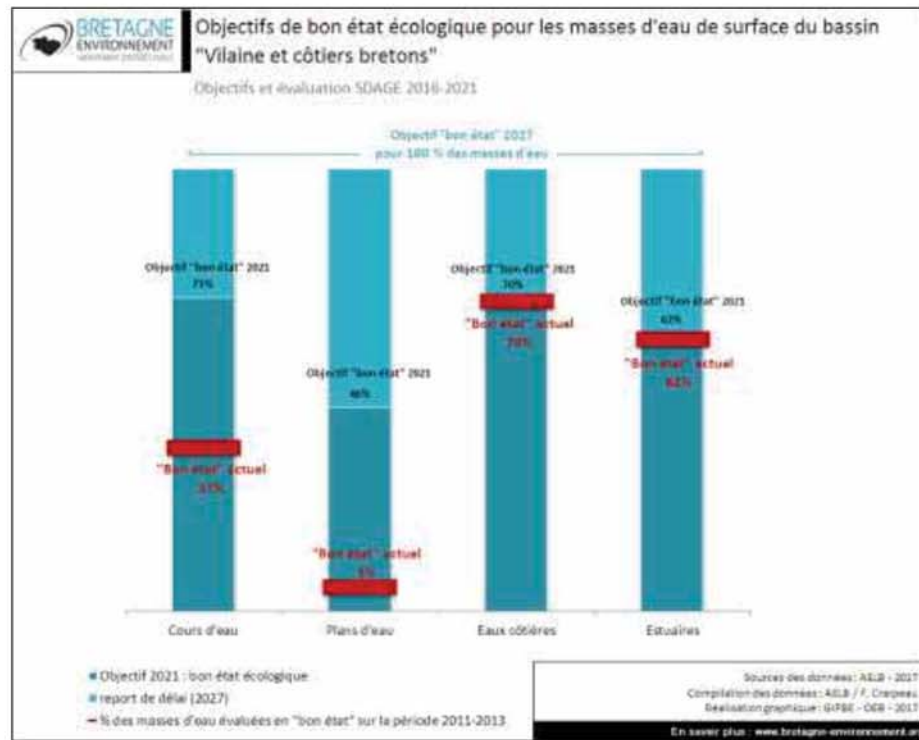
Le comité de bassin Loire-Bretagne qui doit se réunir le 11 décembre prochain sera probablement animé par ce contexte de réduction et de partage des moyens financiers. Il doit également élire pour 3 ans son nouveau Président(e). Le mandat est occupé actuellement par Joël PELICOT, représentant des collectivités locales (désigné par l'association des Maires de France).



## 2.2 - L'évolution de l'état des masses d'eau :

L'AELB a évalué l'état des masses d'eau à partir de mesures réalisées entre 2007 et 2013. Le graphique ci-dessous situe les résultats de la dernière campagne d'évaluation par rapport aux objectifs fixés pour 2021. Ainsi :

- 37 % des cours d'eau et 5 % des plans d'eau ont atteint le bon état écologique.
- 70% des masses d'eaux littorales sont en bon état écologique
- 62 % des eaux estuariennes.



## 2.3 - Une situation hydrologique tendue :

Le bulletin de la DREAL à l'échelle du bassin Loire Bretagne fait état d'une situation hydrologique inquiétante. L'étiage se prolonge compromettant la recharge des nappes et la reprise des écoulements.

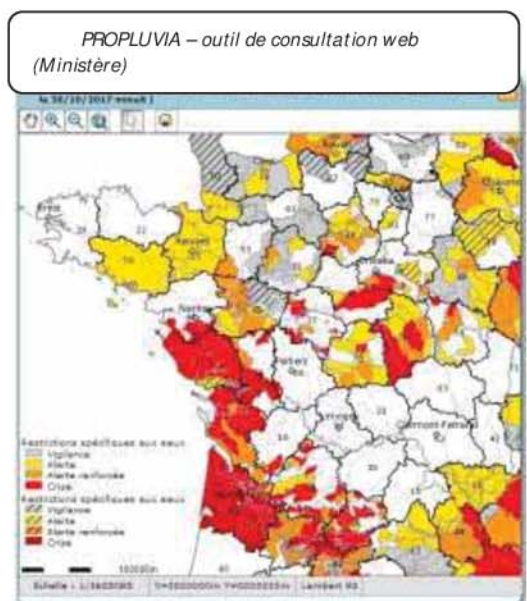
Le Morbihan est toujours déficitaire en pluviométrie (de l'ordre de 25 % à 30%) sur l'année 2017. Le mois de septembre 2017 est le premier mois qui présente une pluviométrie au-dessus des normales depuis plus d'un an. La situation des cours d'eau s'améliore mais inégalement sur le territoire.

Cette répartition spatio temporelle des pluies est à relier au contexte géopédologique du département, avec :

- à l'ouest, les cours d'eau, sur granite, avec des pentes fortes avec des débits plus importants,
- à l'est des sols schisteux, les pentes plus faibles et des étiages plus sévères en période estivale.

Depuis 2015 qualifiée d'année « sèche » avec un automne exceptionnellement sec, la situation ne semble guère s'améliorer.

Le département du Morbihan reste de ce fait en état d'alerte sécheresse.



### 3 – AU NIVEAU DE LA REGION BRETAGNE –

#### 3.1 - Une compétence animation de la politique de l'eau enfin acquise :

Sur fond de réorganisation territoriale et des opportunités offertes par la loi NOTRe la Région Bretagne s'est vu confier l'animation et la concertation des politiques de l'eau (décret n°2017-764 du 4 mai 2017). Elle redonne un souffle nouveau au PBE (Plan Breton pour l'eau) lancé en 2014.

La région s'appuie sur la réflexion du CESER qui propose une réflexion prospective sur la gestion de l'eau en 2040. Ces conclusions ont été présentées à la CBEMA (Conférence Bretonne de l'eau et des milieux aquatiques) du 18 octobre 2017 à Locminé autour de 3 enjeux prioritaires :

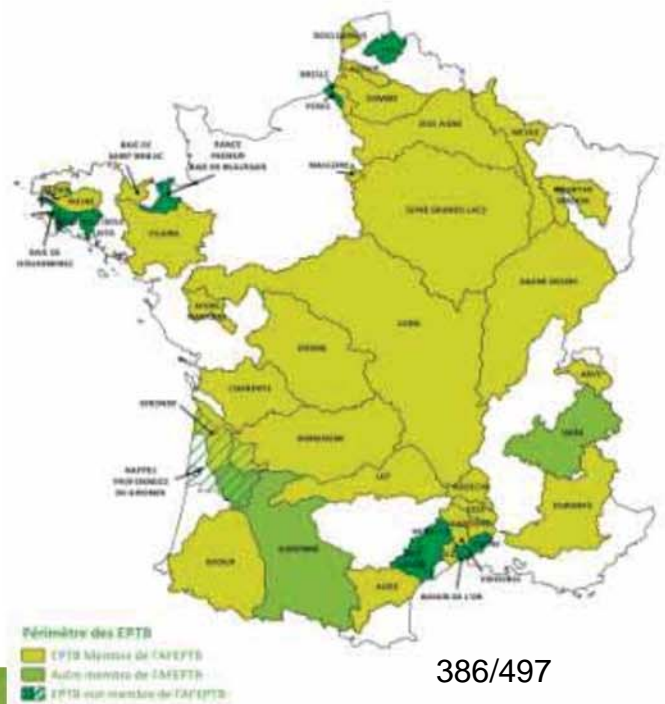
1. « De l'eau et des Hommes – un effort solidaire en faveur de l'alimentation en eau potable, priorité accentuée par le changement climatique »
  - La répartition inégale des pluies sur le territoire Breton (2 fois moins de pluies à Rennes qu'à Brest)
  - Eaux superficielles : 80% de la ressource
  - Incidences du réchauffement sur le niveau des cours d'eau
2. « L'eau, la Bretagne et l'agriculture – un développement agricole et agroalimentaire qui redynamise la Bretagne »
3. « Le littoral sous la vague – Le littoral breton victime de son attractivité et du changement climatique »
  - Concentration de la population sur les côtes bretonnes particulièrement le Morbihan
  - Incidence sur la qualité des masses d'eau littorales et sur les usages

#### 3.2 - Un EPTB Breton en discussion :

Afin de pouvoir exercer pleinement ce rôle de chef de fil, la Région a proposé le 12 mai dernier la création d'un EPTB Régional aux présidents de 21 CLE Bretonnes.

Une étude d'opportunité concernant la création d'un tel établissement a été lancée. Son contenu, son périmètre, les modalités de concertation avec les SAGE et les EPCI méritent d'être précisés.

La plupart des structures de SAGE ont réagi notamment sur la coexistence avec les EPTB déjà en place (décret n° 2015-1038 du 20 août 2015 relatif aux EPTB / absence de superposition) et anéantit tout espoir de label pour les territoires qui comptaient s'engager dans cette procédure de reconnaissance.



---

## *PARTIE II*

### *Le contexte local du bassin du Loc'h et du Sal*

---

Trois faits marquants majeurs :

- **L'avancement de la prise de compétence GEMAPI par nos EPCI et les incidences sur le SMLS**

La définition matérielle de la compétence GEMAPI, compétence obligatoire au 1<sup>er</sup> janvier 2018, suppose d'en clarifier les missions et le mode d'exercices. A ce jour,

→ **Concernant AQTA :**

- **Décision du conseil communautaire de lancer une étude en date** du 5 mai 2017.

**Cette étude prévoit une assistance** technique, juridique, organisationnelle, financière, fiscale et RH **pour la mise en œuvre des compétences «GEMAPI» et «gestion des eaux pluviales»** sur le territoire d'AQTA

La consultation s'est clôturée le 20/10/2017. Le choix du bureau d'études est en cours.

Les prestations demandées comportent 3 parties : un état des lieux, la présentation des scénarios et la formalisation juridique du scénario retenu.

- **Une journée d'information pour les élus communautaires le 24 novembre prochain**

→ **Concernant GMVA :**

- **Une étude interne** à partir des études gouvernances disponibles diligentées par l'IAV et le SAGE GMRE et de la rencontre des maîtrises d'ouvrages concernées (EPCI-FP et Syndicats de BV, SMPNR...). **GMVA a proposé l'embauche de la chargée de mission littorale à hauteur des 30% disponible**, le SMLS réduisant par avenant sa quotité de travail à 70%.
- **Des rencontres de l'eau en juillet 2017**
- Une **délibération d'orientation du 28 septembre 2017** concernant la prise de compétence GEMA.
- En prévision une autre délibération en décembre précisant le contenu de la compétence.

**Les 2 EPCI se sont rencontrés le 4 octobre 2017 et ont décidé la dissolution du SMLS.**

- **La relance du SAGE**

L'arrivée d'une nouvelle animatrice SAGE début septembre a permis la relance de l'élaboration du SAGE qui rentre dans sa dernière phase d'élaboration avec la rédaction du règlement et PAGD. L'équipe technique a pallié et suivi les études engagées en 2016 (étude acceptabilité, étude algues vertes...)

- **La troisième année d'actions du contrat de bassin versant 2015-2018**

Le contrat territorial de bassin pour la période 2015-2018 est mis en œuvre autour de quatre volets opérationnels et reliés par un volet d'actions transversales. Après une année de lancement difficile pour le volet agricole (marchés infructueux...), l'organisation avec les partenaires techniques a pu être précisée notamment par des maîtrises d'ouvrages du GAB et de la Chambre d'agriculture.

## 1 – VOLET TRANSVERSAL

### 1.1 Le Contrat de Bassin versant

La construction du budget technique et financier 2017 s'est déroulée de la manière suivante :

- Un **comité financeurs** le 9 novembre 2016 pour faire le point sur l'avancement dans la mise en œuvre opérationnelle, et de discuter des actions à engager sur l'année n+1.
- **Analyse des préprogrammes** par les financeurs
- **Un Bureau SM LS** du 1<sup>er</sup> décembre 2016
- Validation du contenu et du plan de financement du programme 2017 en séance du comité syndical le 20 décembre 2016
- Le **dépôt et la saisine des grands financeurs** le 22 décembre 2016 et celui des adhérents

### 1.2 La tenue des assemblées

La vie du Syndicat s'organise autour d'organes de décisions qui en 2017 se sont mobilisés à plusieurs reprises :

- Bureau du Syndicat (5 bureaux) ;
- Comité Syndical (6 assemblées plénières) : chaque réunion du Comité Syndical fait l'objet d'une présentation détaillée d'une action mise en œuvre par le Syndicat.
- des commissions thématiques organisées autour des 4 volets du Syndicat qui assurent le suivi opérationnel des programmes d'actions se sont réunis chacune une fois pour faire le point sur l'avancement du programme annuel.

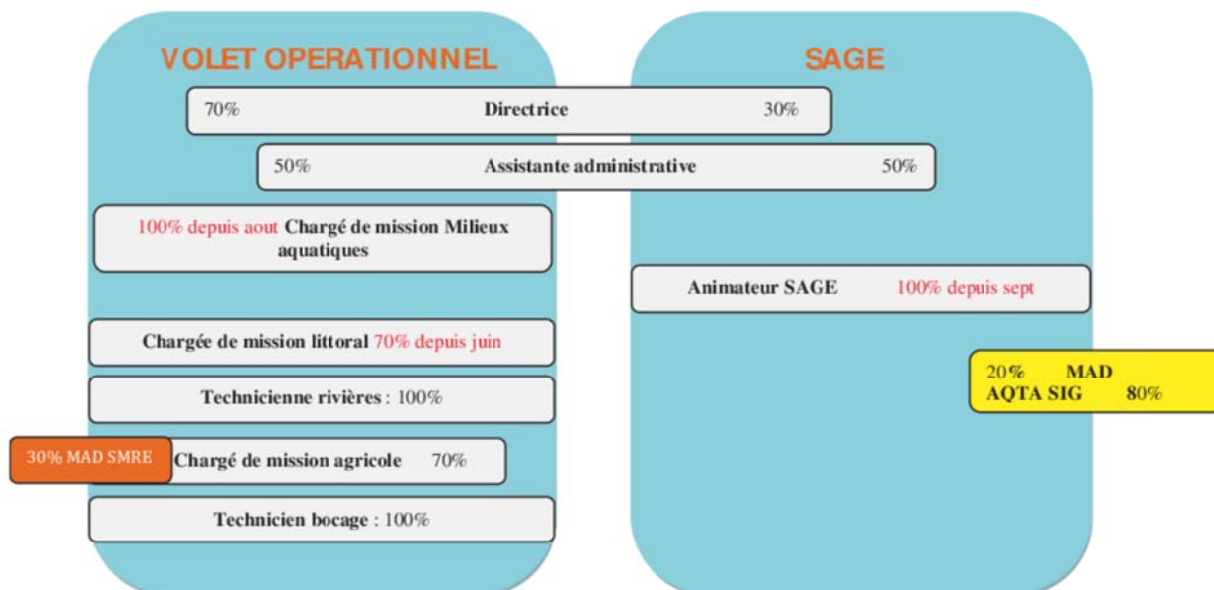
### 1.3 La gestion de l'équipe technique

La masse salariale du **SM LS** est de nouveau depuis septembre 2017 composé de 8 agents

- **Deux chargés de mission ont intégré l'équipe suite à des départs :**
  - un chargé de mission milieux aquatiques le 28 juillet
  - une animatrice SAGE le 5 septembre
- **Deux agents sont répartis sur 2 structures :**
  - le chargé de mission agricole : 30% SMRE et 70 % SMLS
  - la chargée de mission littorale : depuis juin 2017 30 % à GMVA et 70% SMLS
- **Des fonctions supports**
  - une comptable 1 j/ semaine mis à disposition par GMVA
  - un géomaticien 1 j/semaine mis à disposition par AQTA

Le fonctionnement de la cellule animation n'a pu être optimal compte tenu de ces adaptations liées au contexte de réorganisation notamment. La mise en œuvre du programme opérationnel en a été fortement impactée.

La répartition des équipes technique est la suivante :



 MAD suite à avis CAP avec des conditions financières  
 MAD avec convention

Pour améliorer le fonctionnement et la communication au sein de l'équipe et associer toutes les compétences au service des programmes d'actions, deux types de réunions ont été instaurées.

Des points individuels d'étape sont organisés régulièrement avec chaque agent afin de s'assurer du respect des calendriers et d'évoquer les difficultés sur les dossiers.

### 1.4 Le suivi budgétaire

Le compte administratif retrace la situation exacte et réelle des finances de la collectivité (opérations réalisées et les restes à réaliser).

Les dépenses du Syndicat sont liées à des marchés de prestations de service et aux frais de fonctionnement de la cellule technique (personnel, frais administratifs, de communication...). Les recettes sont uniquement constituées de subventions des partenaires institutionnels (AELB, Conseil Départemental, Région, FEADER, Eau du Morbihan) et de la cotisation des adhérents.

⇒ **Un solde financé par :**

- **Eau du Morbihan :** uniquement sur les actions qui protègent l'eau potable.

|        | 2008     | 2009     | 2010     | 2011     | 2012     | 2013     | 2014     | 2015     | 2016     | 2017     |
|--------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|----------|
| Eau 56 | 58 344 € | 53 686 € | 49 000 € | 44 040 € | 40 000 € | 36 000 € | 25 000 € | 32 630 € | 33 885 € | 30 820 € |

- **les adhérents** (solde de 25 à 30 %)

L'évolution de participations des adhérents et des communes en périmètre étendu (conventions depuis 2015) **au solde des programmes d'actions** mis en œuvre se traduit ainsi :

|               |                 | Taux   | 2014      | 2015      | 2016      | 2017      |
|---------------|-----------------|--------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| AQTA          | part adhérent   | 38,91% | 68 355 €  | 101 266 € | 96 710 €  | 96 337 €  |
|               | part convention | 33,22% | 58 342 €  | 86 436 €  | 82 553 €  | 82 229 €  |
|               | TOTAL           | 72,13% | 126 697 € | 187 702 € | 179 263 € | 178 566 € |
| GM VA         | part adhérent*  | 19,80% | Néant     |           |           | 41 769 €  |
|               | part convention | 8,07%  | Néant     |           |           | - €       |
|               | TOTAL           | 27,87% | - €       | - €       | - €       | 41 769 €  |
| Loc'h Com     | TOTAL           | 16,87% | 62 192 €  | 43 906 €  | 41 933 €  | - €       |
| Plescop       | TOTAL           | 2,93%  | 7 932 €   | 7 623 €   | 7 281 €   | 7 252 €   |
| Baden         | TOTAL           | 2,37%  | Néant     | 6 155 €   | 5 879 €   | 5 856 €   |
| Bono          | TOTAL           | 2,37%  |           | 6 164 €   | 5 888 €   | 5 864 €   |
| Meucon        | TOTAL           | 0,01%  |           | 22 €      | 21 €      | 21 €      |
| Ploeren       | TOTAL           | 0,34%  |           | 885 €     | 846 €     | 842 €     |
| Plougoumele n | TOTAL           | 2,98%  |           | 7 767 €   | 7 418 €   | 7 389 €   |
|               |                 |        |           |           |           |           |

\* GM VA substitué à Loc'h Com au 1/1/17

## ⇒ Le règlement de la cotisation des adhérents (Loc'h Communauté, AQTA et Plescop) et des communes de l'aval :

- **S'effectue en un seul versement** dès le vote de leur BP (et constitue une trésorerie importante en début d'année)
- **Est constitué de 2 parties**
  - La 1<sup>ère</sup> correspond au **solde des actions engagées** pour la reconquête de la qualité de l'eau et la protection des milieux aquatiques
  - La seconde, **à la cotisation des adhérents sur des dépenses de structures** non imputables au contrat de bassin versant (montant de 70 K€/an)

## ⇒ Le règlement des participations des financeurs

- un acompte puis au fur et à mesure de la présentation d'état de dépense pour Eau56, la Région et le Département
- Des acomptes de 50 % sur certaines actions financées par l'AELB depuis 2010 dès notification pour les dossiers liés à la communication/animation, mais pas pour les dossiers liés aux travaux ou aux prestations de services (CTMA, marché agricoles et de qualité de l'eau exclus). Sur l'essentiel des dossiers de l'Agence de l'eau un versement unique est la règle, et s'effectue lors de la présentation du dossier soldé.

Les subventions sont versées selon un état de dépenses produit par le SMLS (donc versement au centime près). Les cotisations des adhérents sont par contre versées sur le budget prévisionnel en totalité (taux de réalisation de 90 à 95% environ).

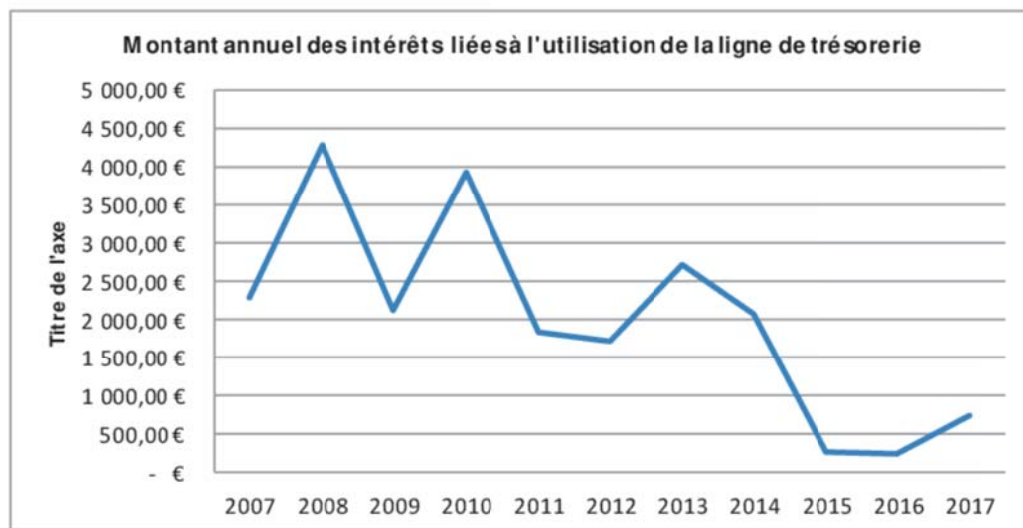
## ⇒ La nécessité de recourir à une ligne de trésorerie

**Le Syndicat fait également appel à une ligne de trésorerie dans l'attente du versement des subventions (300 à 500 K€). Les intérêts générés par son usage mieux sont mieux maîtrisés depuis 2015 :**

| Montant annuel Intérêts | 2007       | 2008       | 2009       | 2010       | 2011       | 2012       | 2013       | 2014       | 2015     | 2016     | 2017     |
|-------------------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|------------|----------|----------|----------|
|                         | 2 294,62 € | 4 290,81 € | 2 124,46 € | 3 941,01 € | 1 831,57 € | 1 708,78 € | 2 726,07 € | 2 080,65 € | 257,13 € | 228,86 € | 739,27 € |

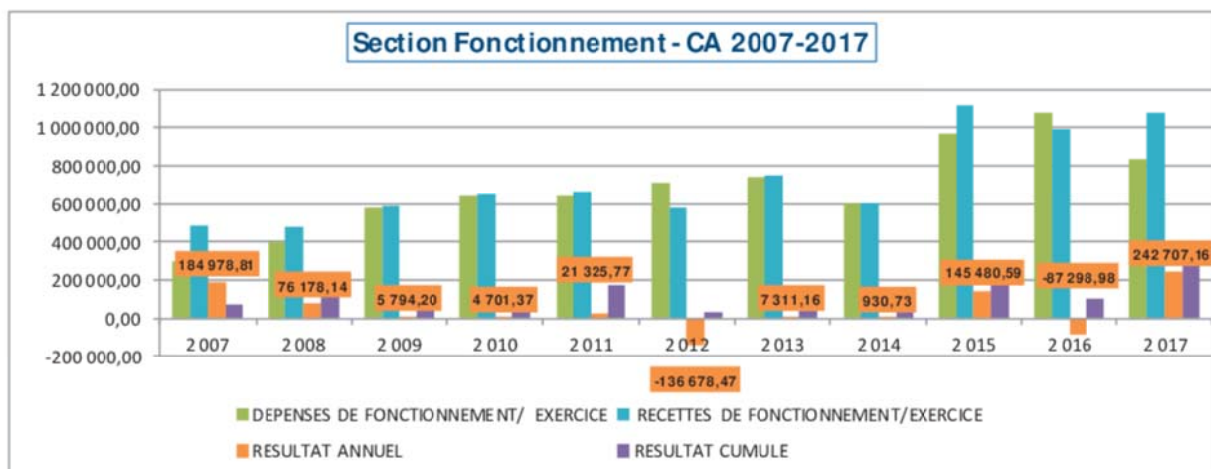
Des charges financières contenues justifiées par :

- un suivi plus fin de la trésorerie, dès réception de subventions, les remboursements sont systématiquement opérés,
- Le règlement de la participation des adhérents dès le 2<sup>ème</sup> trimestre aidant au soutien des besoins de trésorerie du SMLS,
- Dans une moindre mesure, le versement à hauteur de 50% des subventions dues sur les dossiers liés à l'animation, par l'AELB (dès la notification)



### 1.4.1 Pour la section de fonctionnement :

Cette vue globale depuis la création du SMLS, permet de mieux appréhender l'évolution du résultat annuel de la section de fonctionnement. **Pour 2017, le résultat de l'exercice est positif + 242 707.16 €.** En cumul, le résultat de clôture de l'exercice s'élève à + 313 222.44€.



Ce résultat ne semble pas représenter l'activité et le fonctionnement du SMLS comme rappelé précédemment (subventions versées selon un état de dépenses au centime près et cotisations des



adhérents acquittés en totalité sur la base du budget prévisionnel (taux de réalisation de 90 à 95 % environ).

**Le mode de fonctionnement du SMLS repose sur des encaissements différés par rapport à la dépense ce qui oblige :**

- A l'ouverture d'une ligne de trésorerie
- Aux rattachements de produits aux charges de l'exercice. Ce mécanisme n'a pas été utilisé depuis 2014.

En 2017, le SMLS a perçu les soldes du précédent programme d'actions (2015-2017) comme le montre le tableau ci après

Ce décalage de + de 2 ans entre le démarrage d'un programme d'actions et sa clôture ne facilite pas le suivi. Les outils analytiques et de suivis ne sont pas adaptés.

## a) les dépenses de fonctionnement

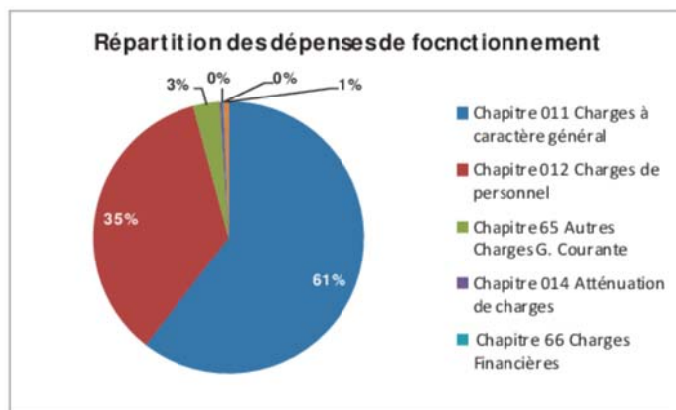
Globalement, **les dépenses de fonctionnement sont de 831 432.52 € (1 079 818,93 € en 2016) soit 74 % des dépenses réalisées (83% en 2016 ; 78 % en 2015).** La représentation des dépenses de fonctionnement du SMLS est la suivante :

Deux postes concernés :

- **Chapitre 011 des charges à caractère général** pour 498 625.30 € (706 640,40 € en 2016) représente 61 % des dépenses de fonctionnement.

**L'article 611 « prestations de services » a consommé 69 % des crédits inscrits au budget primitif soit 431 047.82 €.** L'essentiel des dépenses de prestations de services concerne les travaux en rivière chez des tiers dans le cadre du CTMA (287 700,65 €). Ces dépenses sont à rapporter aux programmes annuels de travaux du contrat territorial. On se rend ainsi mieux compte du décalage entre l'année de programme et l'année de la dépense réelle. Il est de 2 années.

Comme le montre le tableau ci après, l'essentiel des dépenses lié aux travaux du CTMA concernant l'année de programme 2015 ont été soldé en 2017



|                                 | 2015                |             | 2016                |             |             | 2017               |             |            |
|---------------------------------|---------------------|-------------|---------------------|-------------|-------------|--------------------|-------------|------------|
|                                 | CTMA                | BV          | CTMA                | BV          | BB          | CTMA               | BV          | BB         |
| Art 611 Prestations de services | 216 580,98 €        | 14 256,00 € | 71 119,67 €         | 46 368,11 € | 39 418,80 € |                    | 40 985,26 € | 2 319,00 € |
| <b>Total /année programme</b>   | <b>230 836,98 €</b> |             | <b>156 906,58 €</b> |             |             | <b>43 304,26 €</b> |             |            |
|                                 | 54%                 |             | 36%                 |             |             | 10%                |             |            |

Les dépenses du 611 liées aux actions de lutte contre les pollutions diffuses concernent, le suivi de la qualité de l'eau (analyses LDA, INOVALYS, LABOCEA), les prestations agricoles avec le CIVAM et un agronome indépendant...

- **Chapitre 012 : dépenses de personnel** : 291 309.99 € (339 676,22 € en 2016) en baisse par rapport à 2016. Suite au départ de l'animateur SAGE en décembre 2016, son successeur a intégré les effectifs du SMLS en septembre 2017.

Les actions de luttres contre les pollutions diffuses (volet agricole, volet littoral, volet collectivités...) sont essentiellement des actions réalisées en régie.

Plus de 8 ETP participent à la mise en œuvre du volet opérationnel (+ 5 ETP) et certains sont mutualisés à l'échelon du SAGE.

## b) les recettes de fonctionnement

Pour 2017, les recettes de l'exercice sont de **1 074 139.68 €** (992 519,95 € en 2016). Elles intègrent la cotisation des adhérents et la participation des communes sous convention (+240 K€) et les subventions des partenaires institutionnels. Les encaissements de 2017 correspondant :

- et des acomptes ou soldes sur les programmes antérieurs,
- aux subventions attendues sur les actions nouvelles engagées au titre du programme d'actions 2017 (acomptes).

L'analyse des recettes de l'exercice 2017 montre que 61% des recettes concernent les programmes d'actions 2014-2016 (77 % en 2016) concernent les programmes d'actions 2013 à 2015. 42% des encaissements concernent les travaux en rivières du CTMA Loc'h et Sal.

### Grand livre 2017 – Répartition des recettes de l'article 74 – Budget Principal

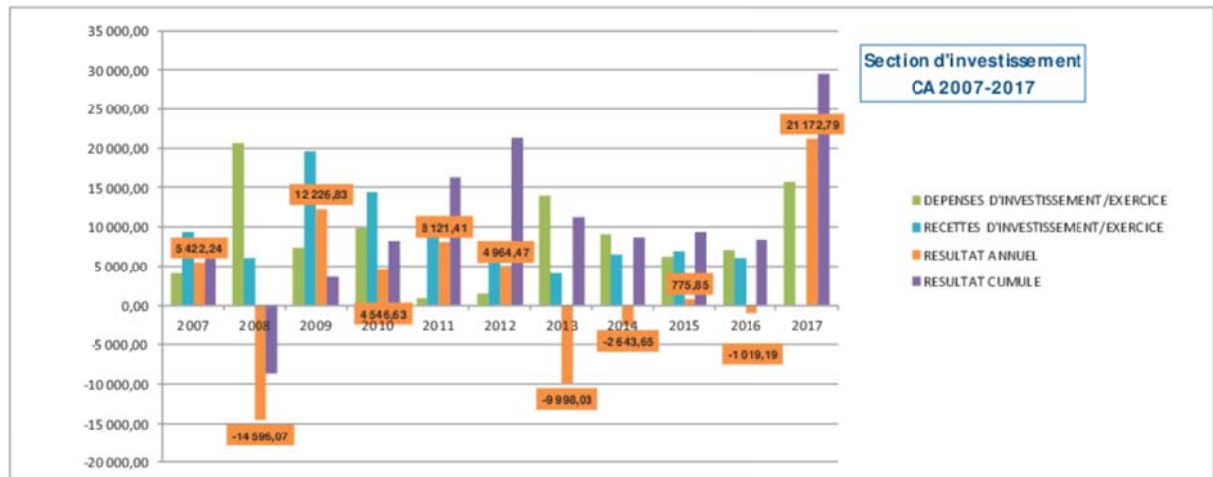
| Recettes<br>Chapitre<br>74 | 2014                |                    | 2015                |                 | 2016                |                 |                    | 2017                |                     | TOTAL                 |     |
|----------------------------|---------------------|--------------------|---------------------|-----------------|---------------------|-----------------|--------------------|---------------------|---------------------|-----------------------|-----|
|                            | CTM A               | BV                 | CTM A               | BV              | CTM A               | BB              | Autres             | BV                  | CTM A               |                       |     |
| Région                     |                     | 3195,98            |                     |                 |                     | 26802,89        |                    | 17037,5             |                     | 47 036,37 €           | 5%  |
| CD56                       | 34530,99            |                    |                     |                 | 45847,4             | 4386,11         | 11998,92           |                     | 23685               | 120 448,42 €          | 12% |
| Communes                   |                     |                    |                     | 3360            | 5040                |                 | 2025               | 6020,8              | 9031,2              | 25 477 €              | 3%  |
| EPCI                       |                     |                    |                     |                 |                     |                 |                    | 88134               | 132201              | 220 335 €             | 22% |
| Eau 56                     |                     |                    |                     | 16500           |                     |                 |                    | 15500               |                     | 32 000 €              | 3%  |
| AELB                       | 192127,8            | 61601,16           | 111676,22           | 12000           | 83419,2             |                 |                    | 62805               | 31680               | 555 309,38 €          | 55% |
| <b>TOTAL</b>               | <b>226 658,79 €</b> | <b>64 797,14 €</b> | <b>111 676,22 €</b> | <b>31 860 €</b> | <b>134 306,60 €</b> | <b>31 189 €</b> | <b>14 023,92 €</b> | <b>189 497,30 €</b> | <b>196 597,20 €</b> | <b>1 000 606,17 €</b> |     |
|                            | 23%                 |                    | 18%                 |                 |                     | 21%             |                    |                     | 39%                 |                       |     |

- aucun rattachement de produit n'a été réalisé en 2017,
- la régularisation comptable entre le BA du SAGE et le Budget général : **50 000 €** (dépenses de personnels supportées par le budget général donnant lieu à un remboursement par le budget annexe). Les recettes sont moitié moins importantes que les années précédentes en l'absence d'un animateur SAGE jusqu'en septembre.

### 1.4.2 Pour la section d'investissement

**En investissement : 33 % des dépenses réelles prévues ont été réalisées.**

Peu de dépenses d'investissement sur l'année 2017 : 15751.08 € (2016 7 096,02 €). L'acquisition d'un véhicule de service pour 11 441 € constitue l'essentiel des dépenses.



Les recettes correspondent :

- à un virement de la section de fonctionnement de 30 000 €
- aux opérations d'ordre entre sections (amortissements: 6 923.87 €)

Les subventions liées aux opérations d'investissement sont perçues globalement sur la section de fonctionnement.

Les résultats de la section d'investissement sont les suivants pour l'exercice 2017 :

|                                   |             |
|-----------------------------------|-------------|
| Résultat de l'exercice            | 21 172.79 € |
| Résultat de clôture de l'exercice | 29 569.67 € |

## 1.5 Bilan des résultats du suivi de la qualité de l'eau

Cette partie a pour objectif de présenter les résultats des suivis de la qualité de l'eau réalisés au cours des différents programmes Bretagne Eau Pure puis Contrat de Projet Etat Région GP5 sur les bassins versants du Loc'h, du Sal et de la rivière de Crach. Il vise notamment à présenter les résultats **des campagnes d'analyses de la qualité des eaux douces de surface menées en particulier sur les cours d'eau** au cours de l'année hydrologique<sup>1</sup> 2016-2017, soit du 1er octobre 2016 au 30 septembre 2017.

### 1.5.1 Les conditions climatiques de l'année 2017

L'année 2017 a été une année à nouveau particulièrement sèche après l'année 2016. Ce constat est général sur la quasi-totalité de la France. Le déficit s'est particulièrement creusé dès le mois de décembre 2016.

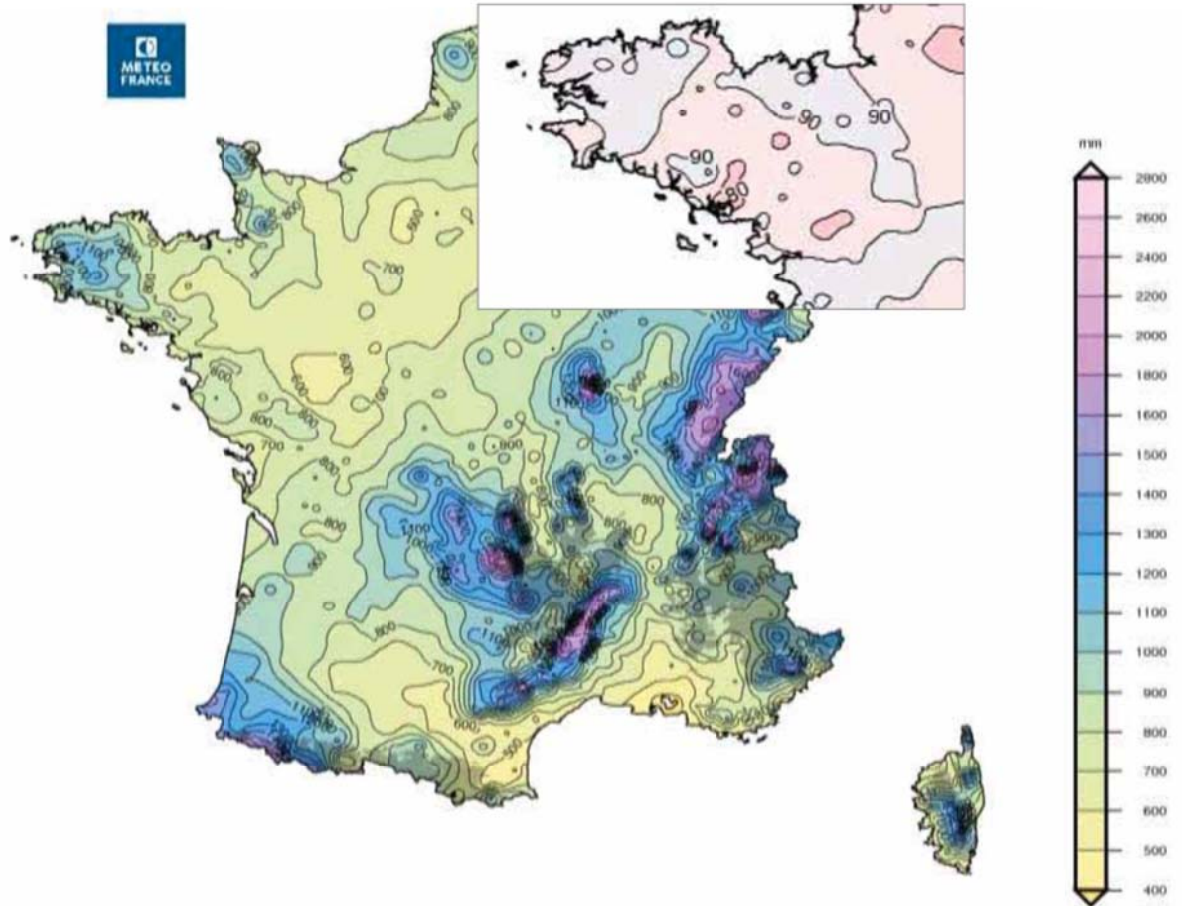


Graphique - Evolution de la pluviométrie par année hydrologique

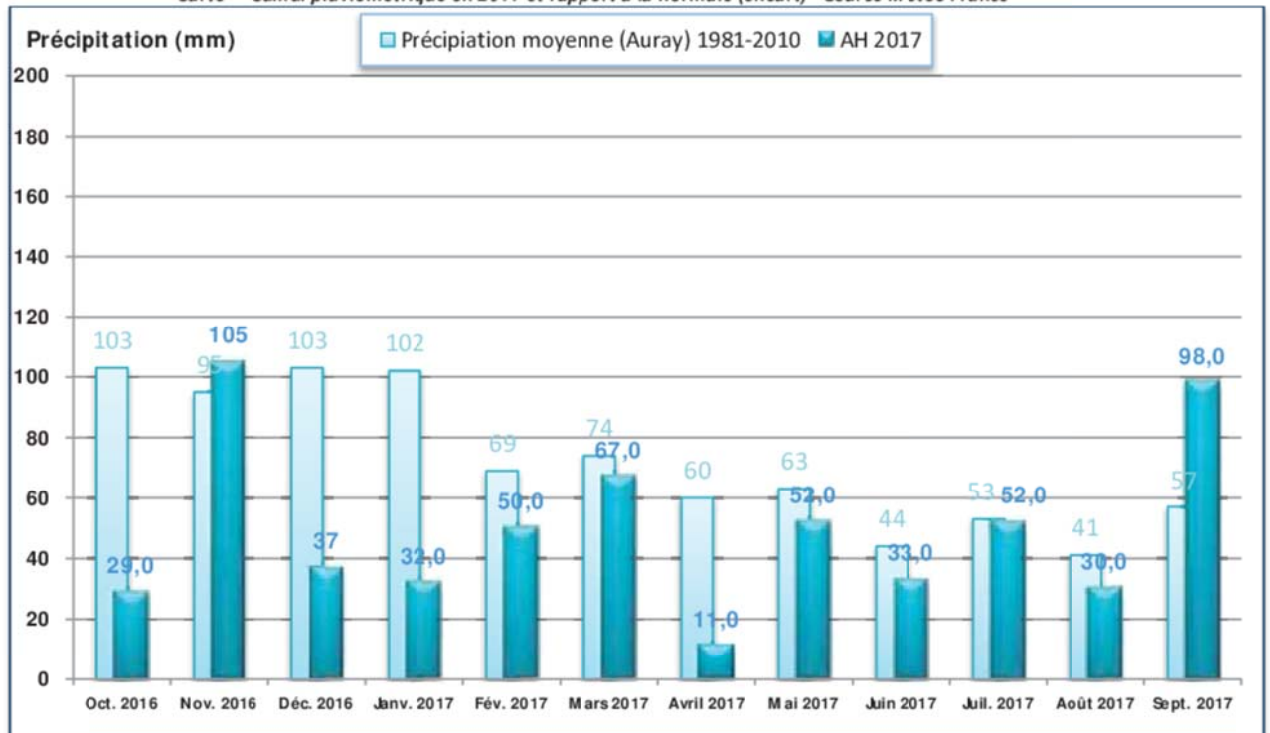
A la station météo de la SAUR, à la retenue de Tréauray, le cumul de l'année hydrologique 2017 des précipitations s'élève à 596 mm soit un déficit de 37 % par rapport à la moyenne interannuelle de 943 mm (1981-2010) – Source Météo Bretagne.

Sur l'année civile 2017, le cumul s'élève à 631 mm soit un déficit de 27 % par rapport à la normale. On constate, dès le mois de Janvier, que les précipitations sont particulièrement faibles. Elles resteront particulièrement basses jusqu'au mois de Septembre 2017 (98 mm) (cf graphique 2). On notera que le mois d'Avril est particulièrement sec (11 mm) au regard de la normale attendue.

L'année 2017 se caractérise par des températures élevées et un fort déficit de précipitations, ce qui en fait, à l'instar de 2003, 2011 et 2015, une des années associant de manière remarquable chaleur et sécheresse sur la période 1959-2017. L'année 2017 a été marquée par des températures supérieures aux valeurs saisonnières. Seuls les mois de janvier et septembre ont été plus frais que la normale. Les mois de février, mars et juin ont été particulièrement chauds, bénéficiant de températures en moyenne plus de 2 °C au-dessus des normales. Le printemps et l'été 2017 ont même été les 2es plus chauds jamais observés depuis 1900. La température moyenne annuelle de 13,4 °C a dépassé la normale\* de 0,8 °C, plaçant l'année 2017 au 5e rang des années les plus chaudes. *Source Météo France - Bilan climatique 2017*



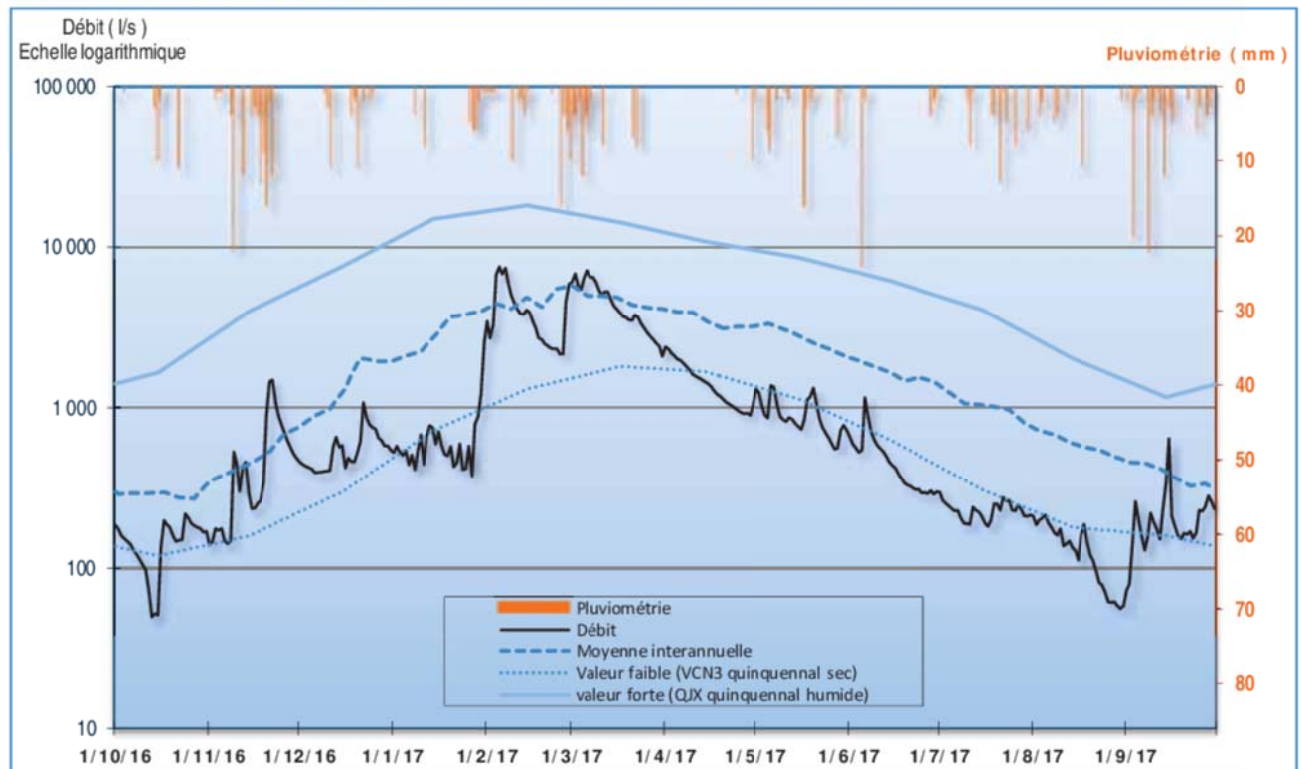
Carte - Cumul pluviométrique en 2017 et rapport à la normale (encart) - Source Météo France



Graphique - Evolution mensuelle des précipitations sur l'année hydrologique 2016

## 1.5.2 Le suivi hydrologique 2016-2017

### 1.5.2.1 Evolution des débits journaliers



Graphique - Evolution des débits et de la pluviométrie sur l'année hydrologique 2016

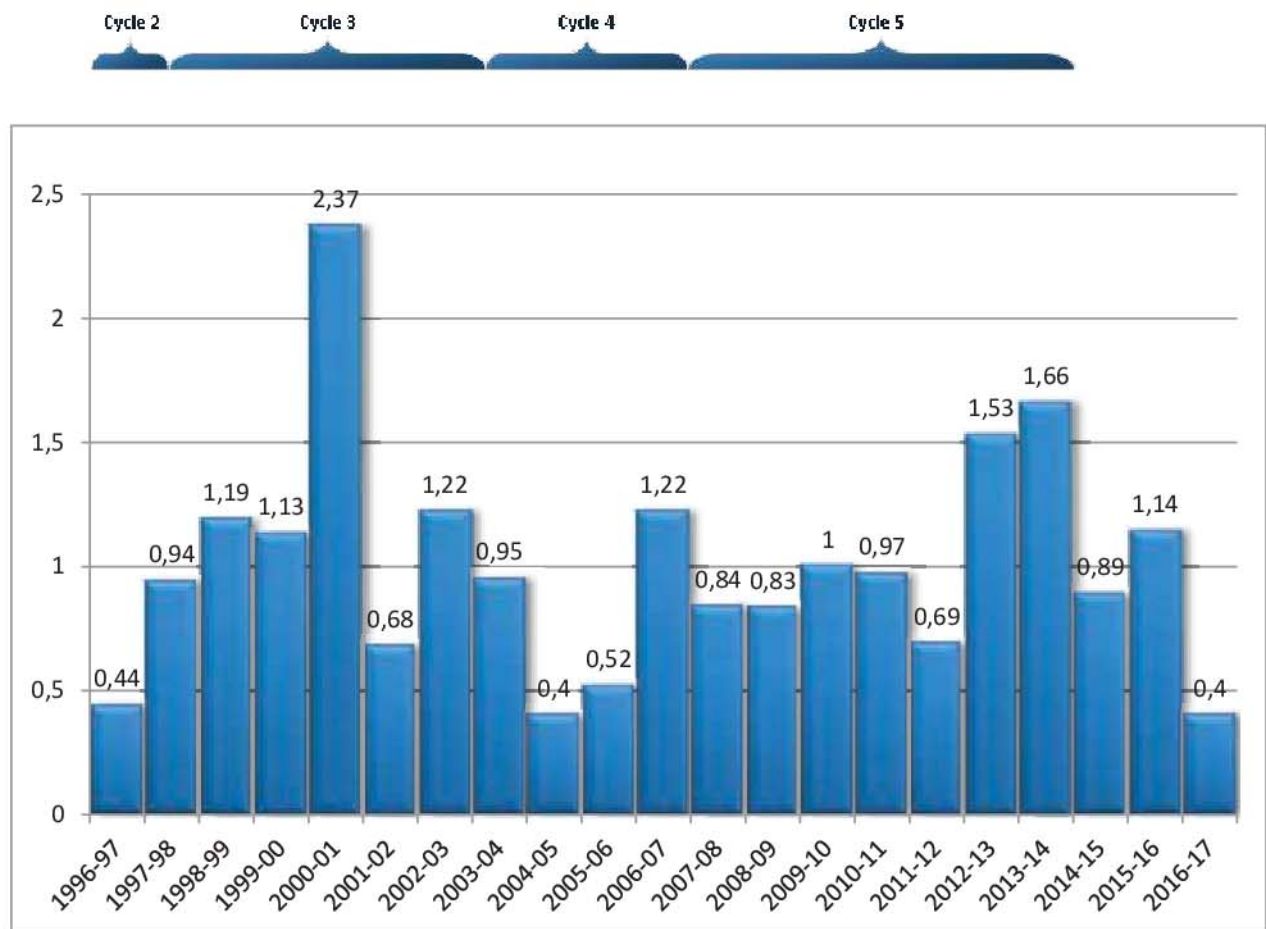
Le début de l'année hydrologique 2017 est marqué par un faible étiage avec des débits, en octobre, déjà bien inférieurs à la moyenne. Une légère reprise des débits est enregistrée au mois novembre mais si celle-ci ne dépasse que sur une courte durée la moyenne interannuelle. Le débit enregistré passe ainsi sous le VCN 3 quinquennal fin décembre aboutissant à un étiage sévère pendant une vingtaine de jours. Les quelques pluies hivernales ont permis une reprise du débit qui se rapproche de la moyenne. Le pic de crue est atteint le 5 Février avec un débit enregistré de 7 540 L/s. A partir du 6 Mars 2017, on constate une baisse progressive des débits en passant en dessous du seuil moyen interannuel le 14 Mars puis sous le seuil de la VNC 3 quinquennal le 10 Avril. Dès lors, les débits enregistrés montrent un étiage très sévère sur une longue période en raison du manque important de précipitations. Une reprise du débit est observée au début du mois de septembre 2017.

### 1.5.2.2 Hydraulicité

L'hydraulicité est le rapport du débit annuel (ou mensuel) par rapport à sa moyenne interannuelle. Elle permet de positionner simplement une année étudiée par rapport à une année dite "normale" pour laquelle l'hydraulicité est fixée à 1.

Pour l'année hydrologique 2017, l'hydraulicité calculée est de 0,4 avec seulement 35 millions de mètres cubes écoulés au cours de cette année à comparer au 101 millions de l'année précédente et les 78 millions de m<sup>3</sup> écoulés en 2015.

Un déficit de débit est enregistré à partir dès le mois d'Octobre 2016. Malgré les quelques crues en Février et Mars 2017, le débit n'a finalement jamais été compensé aboutissant à un volume moyen écoulé bien inférieur à la moyenne.



Graphique - Evolution du coefficient d'hydraulicité depuis 1996 (MacroFlux DIREN – 2012)

Aurousseau & Vinson (2006) ont mis en évidence sur des séries de données assez longues une évolution cyclique définit précisément sous le terme de « cycles hydrologiques ». **Ces cycles hydrologiques s'expriment par une succession d'années sèches et d'années humides** qui ne se répartissent pas au hasard. Ces cycles concernent également les débits et les concentrations en nitrates. Trois cycles interannuels avaient ainsi été observés de 1988-89 à 2002-03. Des cycles ont probablement existé antérieurement à 1988 mais seul un très petit nombre de stations permet de les décrire, c'est pourquoi les cycles ne sont numérotés qu'à partir de l'année hydrologique 1988/89 où ils apparaissent nettement.

### 1.5.3 Le suivi nitrates sur les stations bilans

Pour le paramètre Nitrates, le contrat de bassin versant fixe comme critère d'évaluation de la qualité de l'eau le respect de la norme fixée pour l'eau brute servant à l'alimentation en eau potable (AEP) à savoir la concentration cadre de 50mg/l ainsi que des fréquences de non dépassement de valeurs guides selon les stations.

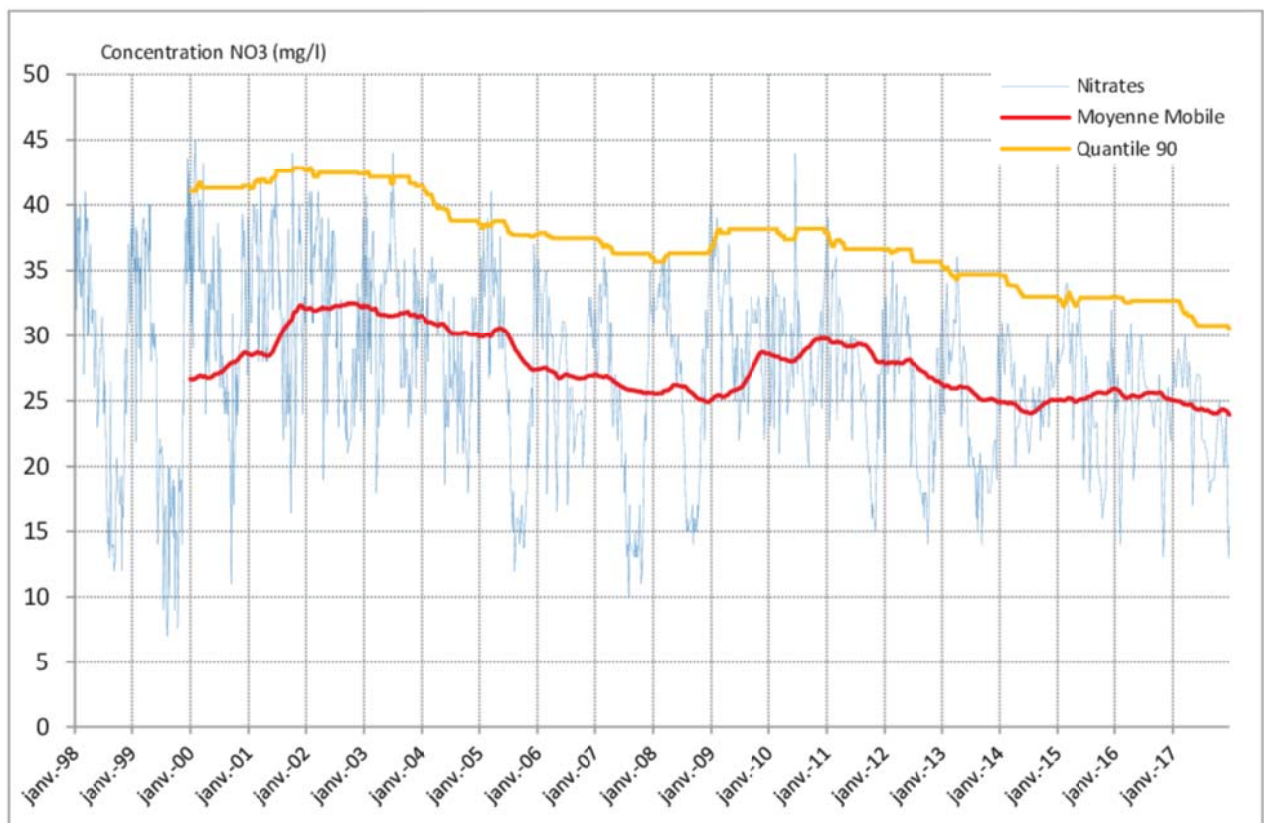
#### 1.5.3.1 Le suivi Nitrates - station bilan de Pont de Brech (Rivière du Loch)

##### a) Concentration en nitrates et courbe de tendance

Globalement, depuis 1996 et le début du suivi, l'évolution des concentrations moyennes en nitrates a suivi plusieurs phases (Graphique 9 et 10-page suivante):

- A partir de 1996, une phase de croissance jusqu'en 2000 avec notamment un pic à 32 mg/l en 2000.
- Une phase de décroissance jusqu'en 2001/02 pour se rapprocher d'une concentration de 30mg/l.

- Une nouvelle phase de croissance/décroissance jusqu'en 2005.
- Une nouvelle phase de croissance de 2005 à 2008 pour atteindre une moyenne de 30 mg/l
- Le retour d'une période de décroissance en 2008 et qui s'achève en 2012.
- Une période de croissance/décroissance sur les années 2012-2015 avec un pic à 26 mg/l. Les concentrations moyennes repartent ensuite à la baisse pour terminer avec une moyenne mobile de 24 mg/l fin 2015.
- l'année 2017 est marquée par une baisse des concentrations confirmant la tendance de fond observée depuis début 2016 avec une diminution des concentrations de près de 2 mg/L pour atteindre en fin d'année hydrologique une concentration moyenne mobile de 20,1mg/l et un quantile de 28,8 mg/L.



Graphique - Evolution des concentrations journalière en nitrates, de la moyenne mobile et du quantile 90 calculés sur 2 ans – Station de Pont de Brech (Macro Flux DREAL – 2015)

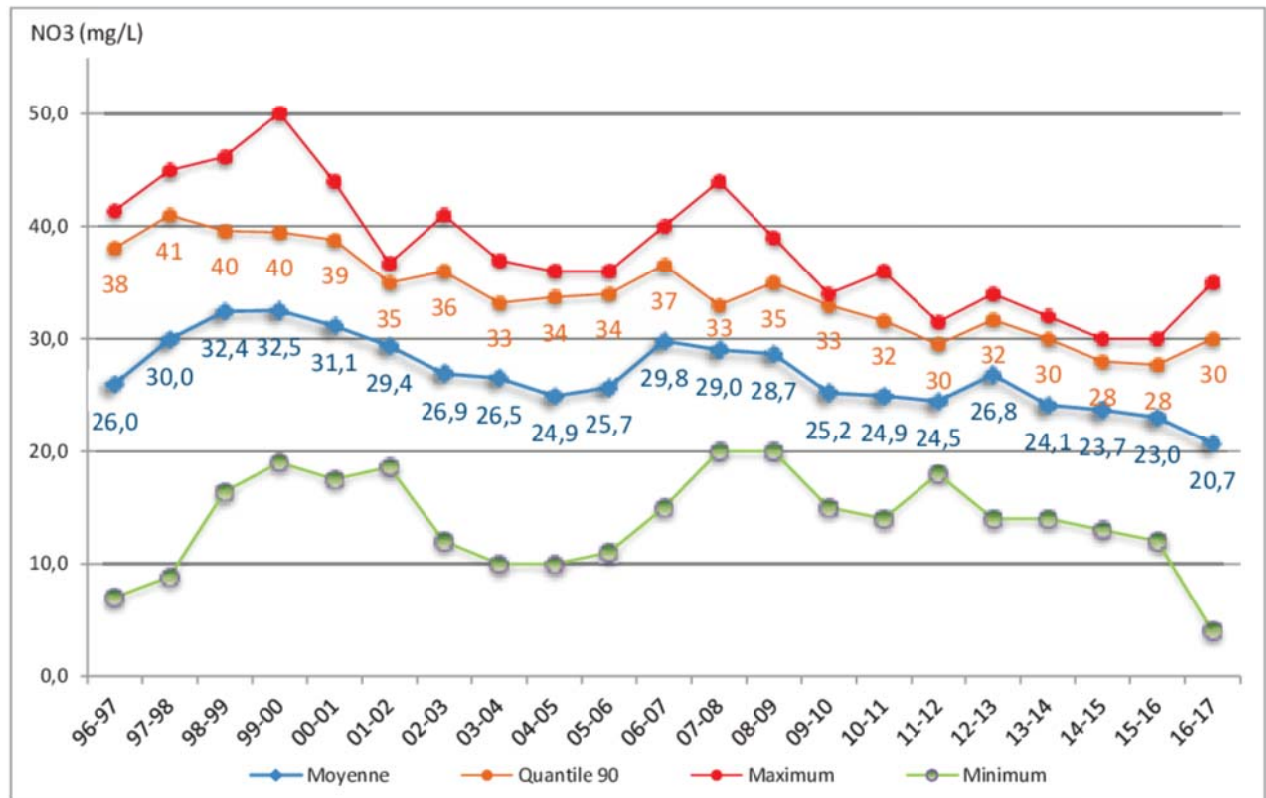
### 1.5.3.2 Evolutions des concentrations moyennes, mini et maxi

Tout comme l'analyse de la moyenne mobile met en évidence des cycles de croissance/décroissance, l'analyse des minimums et maximums affiche des cycles similaires.

En 2017, sur 24 prélèvements, la concentration moyenne annuelle en nitrates enregistre une nouvelle baisse et atteint 20,7 mg/L. Le Quantile 90, a contrario, augmente et atteint les 30 mg/L.

L'amplitude de variation des concentrations en nitrates évolue avec un mini à 4 et un maxi à 35 soit une amplitude de 31 mg/l.

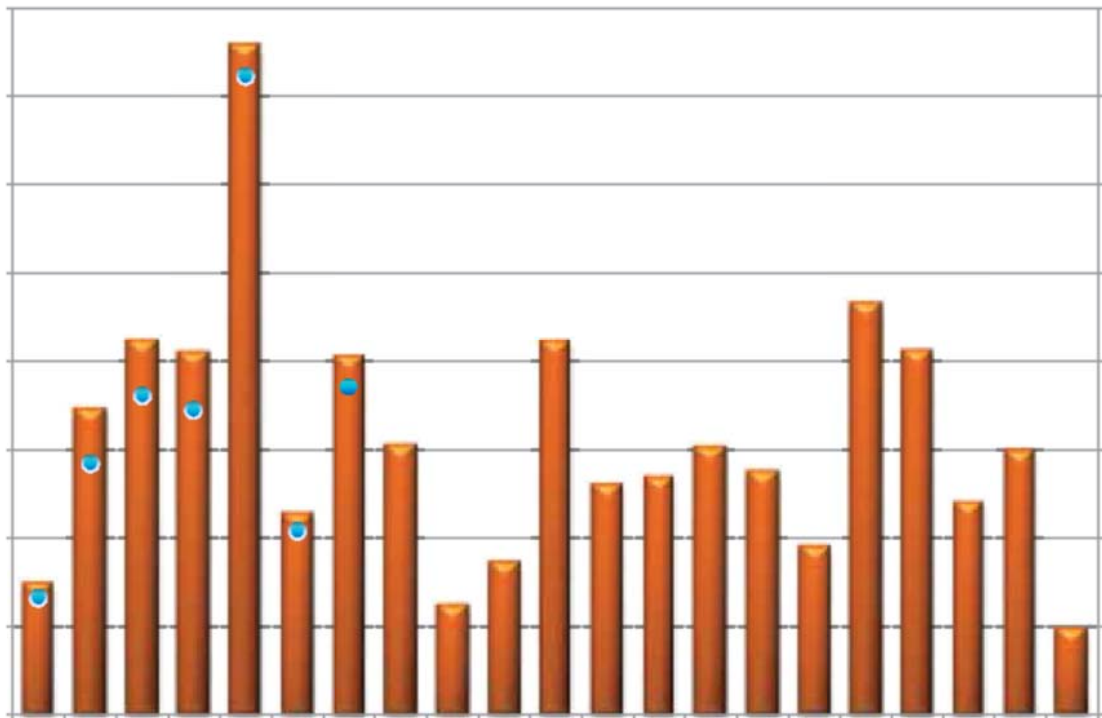




Graphique - Evolution des concentrations moyennes, cadres et quantile 90 en Nitrates sur Pont de Brech –

### 1.5.3.3 Evolution des flux d'azote exportés

Le flux d'azote calculé à la station de Pont de Brech en 2017 est de 9,8 kg de nitrates par hectare et par an. A l'échelle du bassin versant du loch (18 393 ha), ce flux représente environ 182 tonnes d'azote exportés par le BV. Pour rappel, il était de 550 tonnes en 2016. Les conditions hydrologiques particulièrement marquées au cours de ces deux dernières années ont directement impacté les flux d'azote exportés par rapport aux flux enregistrés de 2013 à 2016 (respectivement 858 tonnes, 756 tonnes, 434 tonnes et 550 tonnes).



Graphique -- Evolution du débit et flux spécifiques depuis 1996 – MacroFlux DREAL - 2015

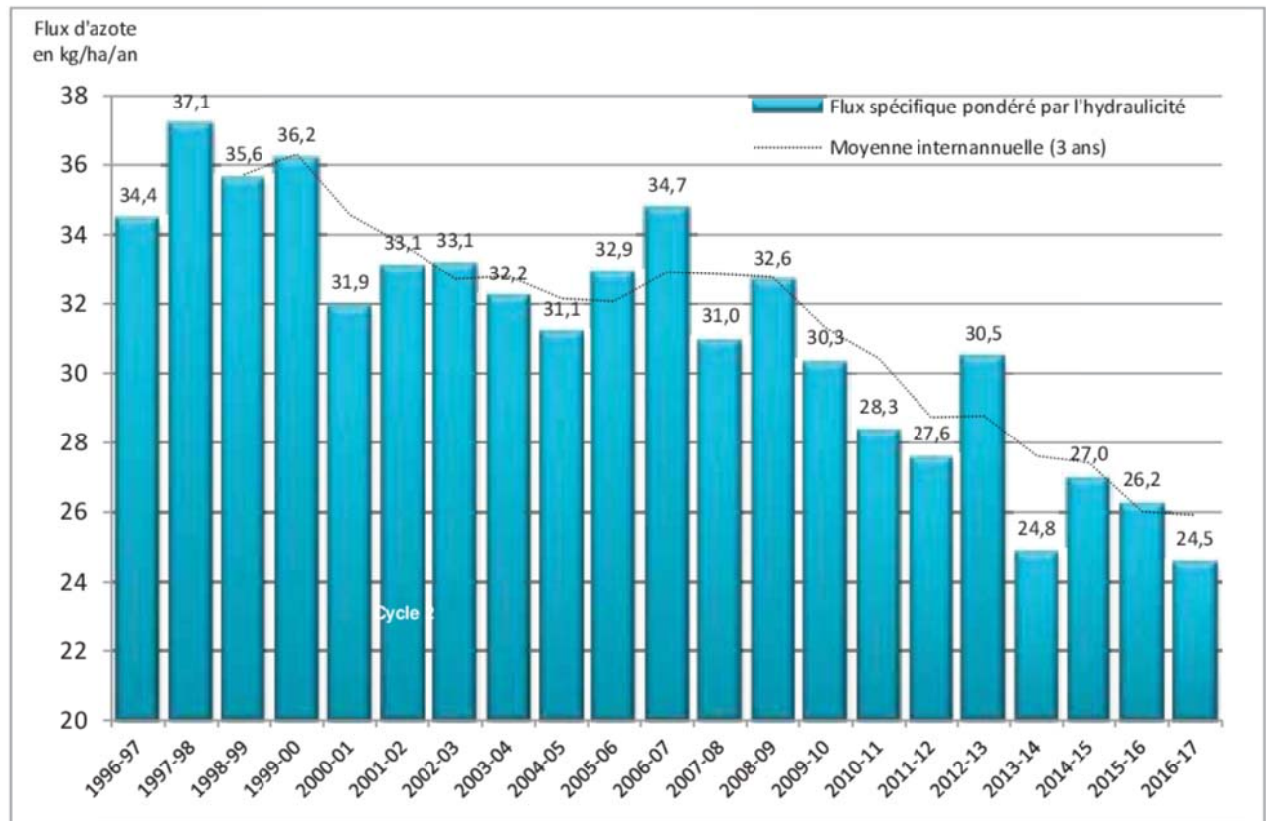
Par extrapolation, à l'échelle des deux bassins versants du Loch et du Sal (35 438 ha), le flux d'azote exporté dans la rivière d'Auray est évalué à **330 tonnes** (source : calculs MacroFlux– DREAL).

Le flux spécifique étant très dépendant du débit et donc de la pluviométrie, les variations de flux liées aux changements des pratiques agricoles sont alors difficilement détectables puisque **l'essentiel de la variation du flux est lié à la variabilité climatique interannuelle c'est-à-dire aux conditions météorologiques**. Il apparaît donc nécessaire de s'affranchir des variations liées aux conditions climatiques pour mettre en évidence l'impact d'un changement de pratiques agricoles sur les flux à l'exutoire. L'analyse des flux mesurés pondérés par l'hydraulicité vise cet objectif.

Le **flux d'azote spécifique pondéré par l'hydraulicité** est d'environ 27kg/ha en 2016.

Le flux spécifique pondéré ne présente pas des variations aussi importantes que le flux spécifique car une fois que les flux sont affranchis des variations liées aux conditions climatiques, les valeurs varient entre 23 et 37 kg/ha/an alors que les flux spécifiques varient entre 9 et 76 kg/ha.

Parallèlement aux cycles hydrologiques présentés précédemment (§ 5.1.3), on peut constater à travers la moyenne interannuelle, une évolution à la baisse de ces flux. Cette baisse est particulièrement visible depuis l'année 2009. On constate donc globalement une poursuite de la baisse de flux azoté hors conditions climatiques ce qui signifie une baisse des intrants azotés dans le système hydrologique. Cette baisse est quasi exclusivement liée aux modifications des systèmes agricoles et des pratiques agronomiques.



Graphique – Evolution des flux pondérés par l'hydraulicité (MacroFlux DREAL) - 2017

## 1.5.4 Le suivi complémentaire « nitrates »

En parallèle de la station bilan de Pont de Brech pour le Loch, une station bilan, présente sur le Sal, ainsi qu'un réseau de points de suivi « amont » complète l'analyse effectuée. Pour rappel, ces stations d'« évaluation » sont situées en plusieurs points positionnés en amont des cours d'eau principaux du Loch et du Sal ainsi qu'au niveau de plusieurs affluents importants : Pont-Fao, Pont-Christ, Sainte-Anne...

Le tableau page suivante précise l'évolution des concentrations moyennes en nitrates sur les 2 stations bilan et les stations évaluation au cours des dernières années hydrologiques.

Parallèlement à la diminution de la moyenne annuelle sur Pont de Brech, les stations situées en amont sur le Loch ainsi que celles des principaux affluents enregistrent également une baisse significative de leur concentration moyenne et quantile 90 en 2017 de l'ordre de -0,7mg/l à -7,9mg/l. Cette diminution est cependant remarquable sur la station LO 77 – La haie le Loch puisqu'elle passe d'une moyenne de 24,4 mg/l (2015-16) à 16,5 mg/l soit une baisse de 7,9 mg/l. Cette station présente ainsi la variabilité la plus importante du réseau pour l'année hydrologique 2017.

Sur la rivière du Sal, une amélioration est également observable avec une diminution de la moyenne et du quantile 90 sur le point LO112, moulin du Duc, et LO106, moulin de Kervilio.

Malgré la tendance générale de diminutions des valeurs de la moyenne et du quantile 90, seule une station, Pont de Brech, présente une modification de son classement de la catégorie 'médiocre' à la catégorie 'passable' pour le paramètre quantile 90 selon le SEQ-eau.

| Code<br>adret | cours d'eau           | Surface<br>BV | AH 2005 |      | AH 2006 |      | AH 2007 |      | AH 2008 |      | AH 2009 |      | AH 2010 |      | AH 2011 |      | AH 2012 |      | AH 2013 (12.13) |      | AH 2013-14 |      | AH 2014-15 |      | AH 2015-16 |      | AH 2016-17 |      |      |      |
|---------------|-----------------------|---------------|---------|------|---------|------|---------|------|---------|------|---------|------|---------|------|---------|------|---------|------|-----------------|------|------------|------|------------|------|------------|------|------------|------|------|------|
|               |                       |               | Moy     | Q90  | Moy     | Q90  | Moy     | Q90  | Moy     | Q90  | Moy     | Q90  | Moy     | Q90  | Moy     | Q90  | Moy     | Q90  | Moy             | Q90  | Moy        | Q90  | Moy        | Q90  | Moy        | Q90  | Moy        | Q90  | Moy  | Q90  |
| L0105         | Loch - Kerdougal      | 250 ha        | 53,5    | 57,1 | 53,7    | 57,1 | 53,4    | 57,1 | 53,4    | 57,1 | 53,4    | 57,1 | 53,4    | 57,1 | 53,4    | 57,1 | 53,4    | 57,1 | 53,4            | 57,1 | 53,4       | 57,1 | 53,4       | 57,1 | 53,4       | 57,1 | 53,4       | 57,1 | 53,4 | 57,1 |
| L04           | Ruisseau de Kerzic    | 310 ha        | 24,9    | 31,0 | 22,7    | 29,8 | 23,6    | 28,0 | 23,6    | 28,0 | 23,6    | 28,0 | 23,6    | 28,0 | 23,6    | 28,0 | 23,6    | 28,0 | 23,6            | 28,0 | 23,6       | 28,0 | 23,6       | 28,0 | 23,6       | 28,0 | 23,6       | 28,0 | 23,6 | 28,0 |
| L010          | Ru. de Foubervos      | 120 ha        | 41,1    | 47,2 | 41,1    | 47,2 | 41,1    | 47,2 | 41,1    | 47,2 | 41,1    | 47,2 | 41,1    | 47,2 | 41,1    | 47,2 | 41,1    | 47,2 | 41,1            | 47,2 | 41,1       | 47,2 | 41,1       | 47,2 | 41,1       | 47,2 | 41,1       | 47,2 | 41,1 | 47,2 |
| L011          | Ru. de Blacq          | 120 ha        | 41,1    | 47,2 | 41,1    | 47,2 | 41,1    | 47,2 | 41,1    | 47,2 | 41,1    | 47,2 | 41,1    | 47,2 | 41,1    | 47,2 | 41,1    | 47,2 | 41,1            | 47,2 | 41,1       | 47,2 | 41,1       | 47,2 | 41,1       | 47,2 | 41,1       | 47,2 | 41,1 | 47,2 |
| L012          | Ru. de Cancon         | 142 ha        | 42,1    | 50,0 | 42,8    | 48,9 | 42,8    | 48,9 | 42,8    | 48,9 | 42,8    | 48,9 | 42,8    | 48,9 | 42,8    | 48,9 | 42,8    | 48,9 | 42,8            | 48,9 | 42,8       | 48,9 | 42,8       | 48,9 | 42,8       | 48,9 | 42,8       | 48,9 | 42,8 | 48,9 |
| L081          | Loch - Camzan         | 1 679 ha      | 45,1    | 52,1 | 45,1    | 52,1 | 45,1    | 52,1 | 45,1    | 52,1 | 45,1    | 52,1 | 45,1    | 52,1 | 45,1    | 52,1 | 45,1    | 52,1 | 45,1            | 52,1 | 45,1       | 52,1 | 45,1       | 52,1 | 45,1       | 52,1 | 45,1       | 52,1 | 45,1 | 52,1 |
| L014          | Ru. de Coet Candec    | 356 ha        | 29,6    | 38,0 | 29,6    | 38,0 | 29,6    | 38,0 | 29,6    | 38,0 | 29,6    | 38,0 | 29,6    | 38,0 | 29,6    | 38,0 | 29,6    | 38,0 | 29,6            | 38,0 | 29,6       | 38,0 | 29,6       | 38,0 | 29,6       | 38,0 | 29,6       | 38,0 | 29,6 | 38,0 |
| L088          | Loch - Pont du Loch   | 3 213 ha      | 41,5    | 41,0 | 41,5    | 41,0 | 41,5    | 41,0 | 41,5    | 41,0 | 41,5    | 41,0 | 41,5    | 41,0 | 41,5    | 41,0 | 41,5    | 41,0 | 41,5            | 41,0 | 41,5       | 41,0 | 41,5       | 41,0 | 41,5       | 41,0 | 41,5       | 41,0 | 41,5 | 41,0 |
| L015          | Ru. Lucmeven des Bois | 462 ha        | 20,3    | 27,5 | 24,3    | 30,7 | 24,3    | 30,7 | 24,3    | 30,7 | 24,3    | 30,7 | 24,3    | 30,7 | 24,3    | 30,7 | 24,3    | 30,7 | 24,3            | 30,7 | 24,3       | 30,7 | 24,3       | 30,7 | 24,3       | 30,7 | 24,3       | 30,7 | 24,3 | 30,7 |
| L02           | Ru. de Kerveve        | 482 ha        | 37,4    | 40,0 | 36,5    | 39,0 | 36,1    | 40,0 | 36,1    | 40,0 | 36,1    | 40,0 | 36,1    | 40,0 | 36,1    | 40,0 | 36,1    | 40,0 | 36,1            | 40,0 | 36,1       | 40,0 | 36,1       | 40,0 | 36,1       | 40,0 | 36,1       | 40,0 | 36,1 | 40,0 |
| L022          | Ru. de Tregouart      | 425 ha        | 40,0    | 42,0 | 38,9    | 40,0 | 38,4    | 43,0 | 38,4    | 43,0 | 38,4    | 43,0 | 38,4    | 43,0 | 38,4    | 43,0 | 38,4    | 43,0 | 38,4            | 43,0 | 38,4       | 43,0 | 38,4       | 43,0 | 38,4       | 43,0 | 38,4       | 43,0 | 38,4 | 43,0 |
| L078          | Loch - Kerberhuat     | 7 838 ha      | 33,3    | 40,0 | 33,3    | 40,0 | 33,3    | 40,0 | 33,3    | 40,0 | 33,3    | 40,0 | 33,3    | 40,0 | 33,3    | 40,0 | 33,3    | 40,0 | 33,3            | 40,0 | 33,3       | 40,0 | 33,3       | 40,0 | 33,3       | 40,0 | 33,3       | 40,0 | 33,3 | 40,0 |
| L077          | Loch - La Hée Le Loch | 9 898 ha      | 21,6    | 25,7 | 21,6    | 25,7 | 21,7    | 26,8 | 21,7    | 26,8 | 21,6    | 25,6 | 21,6    | 25,6 | 21,6    | 25,6 | 21,6    | 25,6 | 21,6            | 25,6 | 21,6       | 25,6 | 21,6       | 25,6 | 21,6       | 25,6 | 21,6       | 25,6 | 21,6 | 25,6 |
| L077          | Ru. de Pont Fau       | 1 796 ha      | 21,6    | 25,7 | 21,6    | 25,7 | 21,7    | 26,8 | 21,7    | 26,8 | 21,6    | 25,6 | 21,6    | 25,6 | 21,6    | 25,6 | 21,6    | 25,6 | 21,6            | 25,6 | 21,6       | 25,6 | 21,6       | 25,6 | 21,6       | 25,6 | 21,6       | 25,6 | 21,6 | 25,6 |
| L075          | Ru. de Pont de Munnor | 336 ha        | 31,4    | 36,0 | 33,4    | 38,8 | 35,5    | 43,6 | 35,5    | 43,6 | 35,5    | 43,6 | 35,5    | 43,6 | 35,5    | 43,6 | 35,5    | 43,6 | 35,5            | 43,6 | 35,5       | 43,6 | 35,5       | 43,6 | 35,5       | 43,6 | 35,5       | 43,6 | 35,5 | 43,6 |
| L035          | Ru. de Bois jaet      | 262 ha        | 31,8    | 40,0 | 34,6    | 44,0 | 39,8    | 48,0 | 39,8    | 48,0 | 39,8    | 48,0 | 39,8    | 48,0 | 39,8    | 48,0 | 39,8    | 48,0 | 39,8            | 48,0 | 39,8       | 48,0 | 39,8       | 48,0 | 39,8       | 48,0 | 39,8       | 48,0 | 39,8 | 48,0 |
| L066          | Ru. de Floc Crest     | 573 ha        | 19,3    | 23,9 | 19,5    | 22,9 | 19,5    | 23,0 | 19,5    | 23,0 | 19,5    | 23,0 | 19,5    | 23,0 | 19,5    | 23,0 | 19,5    | 23,0 | 19,5            | 23,0 | 19,5       | 23,0 | 19,5       | 23,0 | 19,5       | 23,0 | 19,5       | 23,0 | 19,5 | 23,0 |
| L062          | Ru. de Pont Crest     | 572 ha        | 25,9    | 30,0 | 23,7    | 27,0 | 25,2    | 30,0 | 25,2    | 30,0 | 25,2    | 30,0 | 25,2    | 30,0 | 25,2    | 30,0 | 25,2    | 30,0 | 25,2            | 30,0 | 25,2       | 30,0 | 25,2       | 30,0 | 25,2       | 30,0 | 25,2       | 30,0 | 25,2 | 30,0 |
| L048          | Ru. de Pont Christ    | 2 222 ha      | 21,4    | 31,9 | 27,3    | 31,8 | 29,9    | 34,9 | 29,9    | 34,9 | 29,9    | 34,9 | 29,9    | 34,9 | 29,9    | 34,9 | 29,9    | 34,9 | 29,9            | 34,9 | 29,9       | 34,9 | 29,9       | 34,9 | 29,9       | 34,9 | 29,9       | 34,9 | 29,9 | 34,9 |
| L043          | Ru. de Ste Anne       | 1 217 ha      | 28,5    | 35,9 | 32,8    | 41,7 | 34,8    | 45,9 | 34,8    | 45,9 | 34,8    | 45,9 | 34,8    | 45,9 | 34,8    | 45,9 | 34,8    | 45,9 | 34,8            | 45,9 | 34,8       | 45,9 | 34,8       | 45,9 | 34,8       | 45,9 | 34,8       | 45,9 | 34,8 | 45,9 |
| 419598        | Loch - Pont de Brech  | 51 383 ha     | 24,9    | 32,7 | 25,7    | 34,6 | 29,8    | 38,0 | 29,8    | 38,0 | 29,8    | 38,0 | 29,8    | 38,0 | 29,8    | 38,0 | 29,8    | 38,0 | 29,8            | 38,0 | 29,8       | 38,0 | 29,8       | 38,0 | 29,8       | 38,0 | 29,8       | 38,0 | 29,8 | 38,0 |
| L0108         | Ru. de Bodean         | 1 174 ha      | 23,3    | 28,0 | 25,2    | 29,9 | 25,8    | 31,8 | 25,8    | 31,8 | 25,8    | 31,8 | 25,8    | 31,8 | 25,8    | 31,8 | 25,8    | 31,8 | 25,8            | 31,8 | 25,8       | 31,8 | 25,8       | 31,8 | 25,8       | 31,8 | 25,8       | 31,8 | 25,8 | 31,8 |
| L0107         | Ru. de gont-honnand   | 3 075 ha      | 26,9    | 34,9 | 26,1    | 39,6 | 32,0    | 44,5 | 32,0    | 44,5 | 32,0    | 44,5 | 32,0    | 44,5 | 32,0    | 44,5 | 32,0    | 44,5 | 32,0            | 44,5 | 32,0       | 44,5 | 32,0       | 44,5 | 32,0       | 44,5 | 32,0       | 44,5 | 32,0 | 44,5 |
| L0112         | Le moulin de Duc      | 5 988 ha      | 21,3    | 30,5 | 21,3    | 32,8 | 21,3    | 32,8 | 21,3    | 32,8 | 21,3    | 32,8 | 21,3    | 32,8 | 21,3    | 32,8 | 21,3    | 32,8 | 21,3            | 32,8 | 21,3       | 32,8 | 21,3       | 32,8 | 21,3       | 32,8 | 21,3       | 32,8 | 21,3 | 32,8 |
| L0116         | Moulin de Kervillo    | 8 876 ha      | 21,3    | 30,5 | 21,3    | 32,8 | 21,3    | 32,8 | 21,3    | 32,8 | 21,3    | 32,8 | 21,3    | 32,8 | 21,3    | 32,8 | 21,3    | 32,8 | 21,3            | 32,8 | 21,3       | 32,8 | 21,3       | 32,8 | 21,3       | 32,8 | 21,3       | 32,8 | 21,3 | 32,8 |

\*campagne incomplète (ruisseau à sec en période d'étiage)

Tableau – Evolution des concentrations moyennes et quantiles 90 en nitrates au niveau des stations de suivi

## 1.5.5 Le suivi « Orthophosphates »

Sur les deux cours d'eau du Loch et du Sal, les niveaux de pollution en orthophosphates [ $\text{PO}_4^{3-}$ ] restent faibles avec des catégories de qualité allant de « bonne » (vert) à « très bonne » (bleu).

L'année 2017 montre toutefois une dégradation du paramètre orthophosphates sur l'ensemble des stations échantillonnées.

## 1.5.6 Le suivi « Phosphore total »

Le phosphore total (Pt) mesuré prend en compte la teneur globale des organophosphates, des phosphates condensés et des formes organiques du phosphore présents dans l'eau.

Toutes les stations « évaluation » ont enregistré à partir de 2006 une baisse des concentrations de la moyenne en phosphore total. Cette tendance s'est stabilisée depuis 2012. Une légère augmentation est enregistrée sur la quasi totalité des stations mais se maintiennent en classe de qualité « bonne ». Le niveau de pollution de la rivière du Loch à Pont de Brech se maintient avec une concentration moyenne de 0,09 mg/l et un quantile 90 à 0,12 mg/l.

Les concentrations sont légèrement supérieures sur le Sal avec une moyenne de 0.12 mg/l – catégorie « bonne qualité »- et un quantile 90 de 0.18 mg/l de Ptotal.

# RAPPORT D'ACTIVITE 2017

Pour rappel, ce suivi compile des prélèvements réalisés lors de campagnes fixes calendaires et des campagnes réalisées par temps de pluie. Le suivi de l'année hydrologique 2017 se base par station sur une série de 12 mesures calendaires et de 8 mesures par temps de pluie

| Code usuel | nom                      | 2005<br>Moy | 2006<br>Moy | 2007<br>Moy | 2008<br>Moy | 2009<br>Moy | 2010<br>Moy | 2011<br>Moy | 2012<br>Moy | 2013<br>Moy | 2014<br>Moy | 2015<br>Moy | 2016<br>Moy | 2017<br>Moy |
|------------|--------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| LO105      | Loc'h - Kerboulgent      |             |             | 0,26        |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| LO81       | Loc'h - Camzon           |             |             | 0,23        |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| LO80       | Loc'h- Pont du Loc'h     | 1,27        | 0,47        | 0,39        | 0,20        | 0,16        | 0,17        | 0,11        | 0,09        | 0,09        | 0,14        | 0,09        | 0,15        | 0,12        |
| LO78       | Loc'h - Kerberhuet       | 0,54        | 0,38        | 0,25        | 0,14        | 0,11        | 0,11        | 0,17        | 0,10        | 0,11        | 0,09        | 0,10        | 0,12        | 0,13        |
| LO27       | Ruisseau de Pont Fao     |             |             | 0,13        |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| LO77       | Loc'h- La Haie           | 0,30        | 0,44        | 0,26        | 0,14        | 0,11        | 0,10        | 0,11        | 0,08        | 0,11        | 0,08        | 0,07        | 0,09        | 0,10        |
| LO40       | Ruisseau de Pont Christ  |             |             | 0,30        |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| LO43       | Ruisseau de Ste Anne     |             |             | 0,26        |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| 4195000    | Loc'h - Pont de Brech    | 0,18        | 0,19        | 0,16        | 0,10        | 0,10        | 0,13        | 0,13        | 0,10        | 0,10        | 0,08        | 0,10        | 0,10        | 0,09        |
| LO108      | Sla - Grisso Partin      |             |             | 0,26        |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| LO107      | Sal - Locmiquel          |             |             | 0,24        |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| LO106      | Sal - Moulin de Kervilio | 0,28        | 0,53        | 0,26        | 0,17        | 0,17        | 0,14        | 0,17        | 0,16        | 0,12        | 0,10        | 0,11        | 0,12        | 0,12        |

| Code usuel | nom                      | 2005<br>Q90 | 2006<br>Q90 | 2007<br>Q90 | 2008<br>Q90 | 2009<br>Q90 | 2010<br>Q90 | 2011<br>Q90 | 2012<br>Q90 | 2013<br>Q90 | 2014<br>Q90 | 2015<br>Q90 | 2016<br>Q90 | 2017<br>Q90 |
|------------|--------------------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| LO105      | Loc'h - Kerboulgent      |             |             | 0,57        |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| LO81       | Loc'h - Camzon           |             |             | 0,48        |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| LO80       | Loc'h- Pont du Loc'h     | 1,25        | 0,84        | 0,83        | 0,36        | 0,25        | 0,27        | 0,21        | 0,15        | 0,15        | 0,35        | 0,12        | 0,28        | 0,18        |
| LO78       | Loc'h - Kerberhuet       | 0,78        | 0,67        | 0,37        | 0,27        | 0,20        | 0,16        | 0,24        | 0,16        | 0,14        | 0,15        | 0,17        | 0,18        | 0,19        |
| LO27       | Ruisseau de Pont Fao     |             |             | 0,18        |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| LO77       | Loc'h- La Haie           | 0,50        | 0,77        | 0,40        | 0,22        | 0,18        | 0,14        | 0,18        | 0,12        | 0,11        | 0,12        | 0,11        | 0,11        | 0,14        |
| LO40       | Ruisseau de Pont Christ  |             |             | 0,35        |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| LO43       | Ruisseau de Ste Anne     |             |             | 0,35        |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| 4195000    | Loc'h - Pont de Brech    | 0,36        | 0,28        | 0,26        | 0,21        | 0,18        | 0,20        | 0,20        | 0,19        | 0,13        | 0,12        | 0,13        | 0,13        | 0,12        |
| LO108      | Sla - Grisso Partin      |             |             | 0,42        |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| LO107      | Sal - Locmiquel          |             |             | 0,32        |             |             |             |             |             |             |             |             |             |             |
| LO106      | Sal - Moulin de Kervilio | 0,35        | 1,04        | 0,35        | 0,25        | 0,28        | 0,21        | 0,29        | 0,26        | 0,21        | 0,16        | 0,15        | 0,18        | 0,18        |

## 1.5.7 Le suivi des pesticides

Pour les paramètres pesticides, le contrat de bassin versant 2015-18 fixe comme critère d'évaluation de la qualité de l'eau les normes sanitaires fixées pour les **eaux destinées à l'alimentation en eau potable (AEP)** à savoir : 0,1 µg/l pour une molécule et 0,5 µg/l en cumul.

Pour rappel, une **eau brute** est jugée non utilisable pour l'AEP dès que la norme de 2 µg/l pour une matière active ou 5 µg/l en cumul est atteinte.

Le tableau suivant précise les campagnes d'analyses phytosanitaires réalisées sur les stations de Pont de Brech (rivière du Loch) et du moulin de Kervilio (rivière du Sal). Le protocole prévoit initialement un prélèvement par mois dès que les conditions météorologiques sont réunies à savoir 10mm de précipitations en moins de 24 heures. A défaut, une campagne est réalisée en fin de mois (suivi calendaire). Par ailleurs, le protocole ne prévoit pas de campagne d'analyse chromatographique pour les mois de janvier et août.

La campagne de suivi pesticides 2016-2017 est basée sur les campagnes suivantes :

| Campagnes d'analyse des pesticides |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |
|------------------------------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| année hydrologique 2016-2017       |                |                |                |                |                |                |                |                |                |                |
| 17/10<br>/2016                     | 09/11<br>/2016 | 21/11<br>/2016 | 22/12<br>/2016 | 02/02<br>/2017 | 22/03<br>/2017 | 02/05<br>/2017 | 17/05<br>/2017 | 06/06<br>/2017 | 04/09<br>/2017 | 25/09<br>/2017 |

Tableau – calendrier des campagnes chromatographiques – année hydrologique 2016-2017

### 1.5.7.1 Suivi Pesticides – station « Pont de Brech » - Rivière du Loch

Le Loch présente, pour l'année 201, une contamination toujours très faible.

Ainsi, sur ces onze campagnes, une seule présente une détection de molécules, la campagne du 2 février 2017. Sur toutes les autres campagnes réalisées, aucune détection de molécules de pesticides n'a été observée.

On continue d'observer un bruit de fond liée à la dégradation de l'atrazine avec la présence de 2-hydroxy atrazine. A l'inverse, les produits de dégradation du Glyphosate sont absents lors des campagnes de l'année hydrologique 2016-2017.

Les concentrations cumulées restent donc très faibles avec une valeur max de 0,01 µg/l (campagne du 02/02/2017).

| Année hydrologique      | 2007 | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013  | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|-------------------------|------|------|------|------|------|------|-------|------|------|------|------|
| Nbre de campagnes       | 8    | 6    | 6    | 10   | 5    | 7    | 3     | 4    | 4    | 8    | 11   |
| Nbre détections         | 15   | 10   | 11   | 16   | 2    | 5    | 20    | 7    | 1    | 17   | 1    |
| Nbre substances actives | 5    | 6    | 8    | 5    | 2    | 2    | 13    | 6    | 1    | 11   | 1    |
| Nbre détection >= 0,1   | 4    | 0    | 3    | 4    | 0    | 0    | 0     | 1    | 0    | 1    | 0    |
| Concentration max       | 0.16 | 0.09 | 0.11 | 0.20 | 0.06 | 0.08 | 0.06  | 0.11 | 0.01 | 0.11 | 0,01 |
| Nombre cumul > 0.5      | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    | 0    | 0     | 0    | 0    | 0    | 0    |
| Cumul maximum           | 0.38 | 0.11 | 0.20 | 0.24 | 0.1  | 0.08 | 0.197 | NC   | 0.10 | 0.17 | 0.01 |

Tableau - Bilan du suivi pesticide sur la rivière du Loch

## 1.5.7.2 Suivi Pesticides - station Moulin de Kervilio – Rivière du SAL

Au niveau de la station du Moulin de Kervilio sur la rivière du Sal, la situation de l'année 2016-2017, au contraire de celle du Loch, s'est globalement détériorée avec la présence de substances de pesticides dans 9 des 11 campagnes de prélèvements.

Sur les campagnes d'analyse réalisées, 19 matières actives ont été détectées dont 9 dépassent le seuil des 0,1 µg/l.

Le seuil des 0.5 µg/ n'est pas atteint. Le prélèvement du 6 juin 2017 fait apparaître une concentration cumulée de 1,30 µg/l.

| Année hydrologique      | 2008 | 2009 | 2010 | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 |
|-------------------------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|------|
| Nbre de campagnes       | 6    | 6    | 10   | 5    | 7    | 3    | 4    | 3    | 8    | 11   |
| Nbre détection          | 10   | 20   | 15   | 10   | 17   | 20   | 10   | 7    | 23   | 31   |
| Nbre substances actives | 6    | 10   | 6    | 8    | 11   | 24   | 7    | 5    | 13   | 19   |
| Nbre détection >=0.1    | 2    | 7    | 5    | 5    | 4    | 1    | 4    | 3    | 0    | 9    |
| Concentration max       | 0.18 | 0.86 | 0.54 | 0.22 | 0.54 | 0.24 | 0.24 | 0.16 | 0.07 | 0,42 |
| Nombre cumul >=0.5      | 0    | 2    | 1    | 1    | 2    | 1    | 0    | 0    | 0    | 0    |
| Cumul maximum           | 0.23 | 1.43 | 0.77 | 0.50 | 0.85 | 0.87 | 0.44 | 0.23 | 0.16 | 1.30 |

Tableau 1 - Bilan du suivi pesticide sur la rivière du Sal

Sur l'année hydrologique 2017, 19 matières actives différentes ont été détectées dont les principales sont les suivantes :

| Matière active | Usage                                          | Exemple de produits commerciaux           | Métabolite détecté                                     |
|----------------|------------------------------------------------|-------------------------------------------|--------------------------------------------------------|
| 2,4 MCPA       | Désherbant maïs/céréale/prairie                | Ariane, Bofix, Boston, Greenor            |                                                        |
| Atrazine       | Usage interdit (30/06/2003)                    | NC                                        | 2-hydroxy atrazine<br>Atrazine<br>désethyl<br>Simazine |
| Dicamba        | Désherbant maïs                                | Dicash, Diphar, Nikita,...                |                                                        |
| Dichlorprop    | Désherbant graminées/ céréales                 | Allée net, Desertik, pro, Pavaness...     |                                                        |
| Dimethenamide  | Herbicides                                     | Springbok, Dakota-p, Panaris,...          |                                                        |
| Diuron         | Désherbant graminée (usage interdit 4/09/2007) | NC                                        |                                                        |
| Ethofumésate   | Désherbant graminée                            | Conqueror, Oblix MT, Ethoban 500,...      |                                                        |
| Glyphosate     | Désherbant systémique                          | Ouragan, Roundup, Resolva, Barclay...     | AMPA                                                   |
| Imidaclopride  | Insecticides                                   | Merit forest, Provado batonnet, Gaucho... |                                                        |
| Mécoprop       | Désherbant                                     | Verigal D+, Dicophar, Gazon RPJ,...       |                                                        |
| Mésotrione     | Désherbant                                     | Kideka, Calaris, Barracuda, Nikita,...    |                                                        |
| Métolachlore   | Désherbant maïs/céréales                       |                                           |                                                        |
| Nicosulfuron   | Désherbant maïs                                | Milagro, Callisto, Ritmic...              |                                                        |
| Pendiméthaline | Désherbant céréales                            | Pendifin, Trinity, Trooper, Alcance,...   |                                                        |
| Prosulfocarbe  | Désherbant céréales                            | Roxy 800 EC, Defi, Arcade,...             |                                                        |
| Sulcotrione    | Désherbant maïs/céréales                       | Souverain OD, Decano,...                  |                                                        |

Tableau – Matières actives détectées et produits commerciaux (Source : ministère de l'agriculture - e-Phy)

Cette année montre ainsi une augmentation de la diversité des molécules détectées, principalement sur la rivière du Sal reposant la question de l'effet cumulée de ces différentes matières actives malgré leur faible concentration.



Globalement, la différence de situation entre cette année hydrologique et les précédentes pourrait s'expliquer par des conditions météorologiques très différentes.

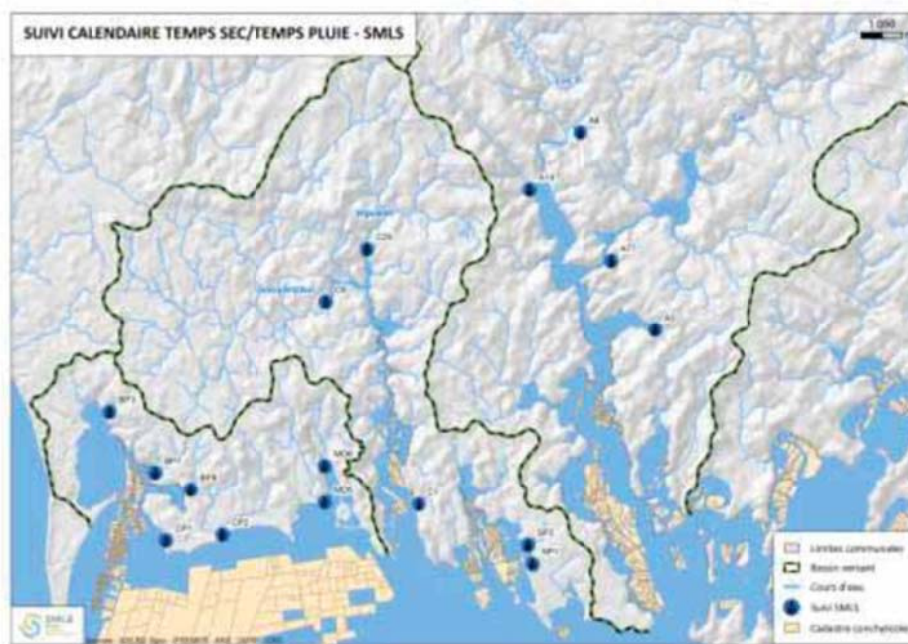
## 1.5.8 Le suivi microbiologique

Dans le cadre de son volet littoral, le SMLS procède à des campagnes de prélèvements aux principaux exutoires des Rivières d'Auray, de Crac'h et de Saint-Philibert. Réalisés en complémentarité avec les réseaux de surveillance existants sur la partie estuarienne (REMI d'Ifremer, Baignade et Pêche à pied de l'ARS, Estuaires Bretons de la DREAL), ces suivis permettent de faire un état des lieux des apports continentaux et d'identifier les sous bassins versants les plus contributeurs.

Les analyses réalisées portent principalement sur les *Escherichia Coli* – germes témoins de la contamination fécale qui entrent dans les normes de classement des zones de production conchylicole et des eaux de baignade – et sont faites selon la méthode normalisée par microplaques dans un délai maximum de 24h après le prélèvement des échantillons.

Les résultats de ces analyses, exprimés en *E.coli* /100mL, sont exploités à partir de la grille d'évaluation du SEQ-Eau (Système d'Évaluation de la Qualité des cours d'eau) :

| Grille SEQ-Eau V2 |                  |
|-------------------|------------------|
| Classe de qualité | E.coli/100 ml    |
| Très bonne        | < 20             |
| Bonne             | [20 - 200[       |
| Passable          | [200 - 2 000[    |
| Médiocre          | [2 000 - 20 000[ |
| Mauvaise          | > 20 000         |



Carte – Suivi calendaire temps sec/ temps pluie

Les résultats par station de suivi sont détaillés dans le rapport « Suivi de la Qualité de l'eau - AH2016-17 »

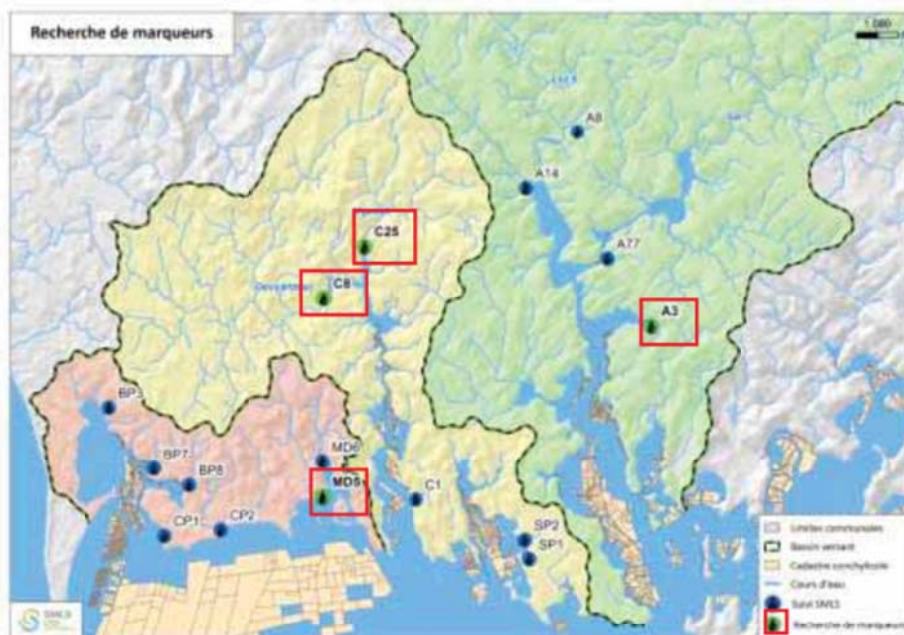
Afin de déterminer l'origine humaine ou animale des contaminations bactériologiques sur certains exutoires, voir carte 9, le SMLS a démarré des campagnes de recherche de marqueurs spécifiques en 2016. Sur chaque exutoire concerné, les marqueurs recherchés sont choisis en fonction de l'état des connaissances des pressions existantes sur le secteur. L'objectif est de parvenir à 5 campagnes de recherche de marqueurs par exutoire, 3 au minimum. Cette détermination

humaine ou animale de la contamination permettra de mieux cibler les actions correctives à mettre en œuvre.

Les analyses sont réalisées par le laboratoire LABOCEA - Plouzané selon la méthodologie développée dans le cadre du projet MARQUOPOLEAU. Il s'agit de méthodes internes consistant à identifier et quantifier des marqueurs spécifiques d'hôtes par PCR en temps réel. Sept marqueurs sont proposés par le laboratoire : humain, ruminants, porcs, équins, canins, oiseaux marins, volailles. La recherche de marqueurs est déclenchée lorsque le seuil de 500 E.coli/100 mL est atteint.

En 2017, deux campagnes de recherche de marqueurs par temps pluie ont été réalisées :  
-le 30/01 aux points MD5, C8, C25 et A3  
-le 04/09 aux points C8, C25, A3

Les résultats des recherches de marqueurs doivent être interprétés avec prudence. L'interprétation des résultats de recherche de marqueurs permettant la discrimination des origines de la contamination fécale doit être croisée avec les éléments environnementaux tels que les caractéristiques des sites étudiés (occupation du sol) et les conditions lors des prélèvements. L'identification des sources polluantes sur un site donné ne sera possible qu'à l'issue de plusieurs campagnes, par l'analyse des résultats de quantification des marqueurs dans différentes conditions. En aucun cas une analyse ne permet de donner des proportionnalités entre différentes sources, c'est en réalisant un certain nombre d'analyses que l'on obtiendra une occurrence.



## 1.6 L'évolution de l'atelier cartographique et du système d'information géographique

Depuis 2004, un SIG (Système d'Information Géographique) a été mis en place au syndicat mixte du Loch et du Sal et couvrant les territoires d'actions des bassins versants du Loch et du Sal. Cet équipement remplit plusieurs fonctions :

- le stockage, l'acquisition et l'échange des données gérées par le syndicat ou fournies par les structures partenaires (IGN, EPCI, ODEM, DGI, CG56, Services de l'état...),
- le traitement et l'analyse de ces données,

- le croisement et la superposition des informations recueillies,
- la représentation spatiale des données (sous formes de cartes) permettant une meilleure compréhension (représentation des actions mises en œuvre, des phénomènes de transferts, d'indicateurs, ...) mais aussi permettant des synthèses utiles à la décision.

## 1.6.1 Mise à jour des référentiels

Plusieurs bases de données géographiques font l'objet de mise à jour annuelle. Les nouveaux millésimes de la base de données cadastrale sont fournis par le Conseil Départemental 56.

En complément du Cadastre, plusieurs autres référentiels ont été actualisés. On pourra notamment citer :

- le Registre Parcellaire Graphique agricole 2013 via une convention de mise à disposition signée avec l'Agence de l'Eau Loire Bretagne.
- la Bd Topo de l'IGN.

## 1.6.2 Travaux cartographiques majeurs

L'atelier cartographique a été particulièrement sollicité par plusieurs démarches :

- le SAGE Golfe du Morbihan et Ria d'Etel dans le cadre de la mise en place de l'observatoire des zones humides et des cours d'eau.

A l'issue de la phase de diagnostic, la nécessité de disposer d'un référentiel des zones humides et des cours d'eau homogène à l'échelle du SAGE est apparu. En effet, dans le cadre des objectifs fixés par le SDAGE Loire Bretagne, de nombreuses actions visent la connaissance et la préservation de ces milieux. Par ailleurs, 64 inventaires communaux de zones humides et 52 inventaires cours d'eau sont disponibles mais dans des formats et des structurations de données variables. Un groupe de travail a été mis en place pour organiser et structurer la conception de cet observatoire avec les partenaires concernés : PNR Golfe du Morbihan, Conseil Départemental, SMRE, Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération de sorte que cet observatoire réponde à l'ensemble de leurs besoins.

Démarré en 2016, l'atelier carto a poursuivi le développement de bases de données. Celle des zones humides respecte le standard Gwern élaboré par le Forum des Marais Atlantiques et reconnu par l'Agence de l'Eau Loire Bretagne. La base de données cours d'eau respecte l'architecture de la Couche hydro de BD Topo © IGN. Cependant, à ces standards, plusieurs champs ont été rajoutés notamment sur la base de données zones humides afin de tenir compte de l'hétérogénéité des données en entrée et des besoins exprimés par les partenaires. Ceci permet de récupérer l'intégralité des données brutes, il n'y a donc pas de perte d'information.



Dans le cadre de l'intégration des données d'inventaire, de nombreux traitements de corrections ont été nécessaires et ont abouti au choix d'une base de données au format Postgres SGL complétée de sa cartouche spatiale PostGIS. Interfaçable avec le logiciel Sig opensource QGIS, ce format dispose de nombreux intérêts tant en terme de gestion mais également pour les outils disponibles des contrôles topologiques très fin pour la bonne intégration des données.





# Bilan du programme d'actions 2017

## Travaux réalisés en 2017 :

### En 2017, les travaux ont porté sur :

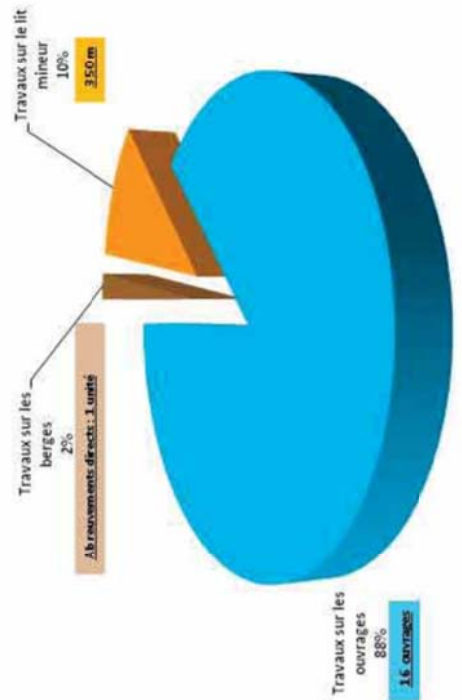
- Le bassin versant du Loc'h
  - Le cours principal du Loc'h (184 137,60€)
  - Le ruisseau de Pont Christ (456,00€)
  - Le ruisseau de Pont du Moustoir (52 698,90€)
  - Le ruisseau de Pont Fao (13 054,50€)
  - Le ruisseau de Sainte Anne d'Auray (456,00€)
- Le bassin versant du Sal
  - Le cours principal du Sal (1 512,00€)
  - Le ruisseau de Trémodec (14 640,00€)

### Typologie, quantité et coût des travaux

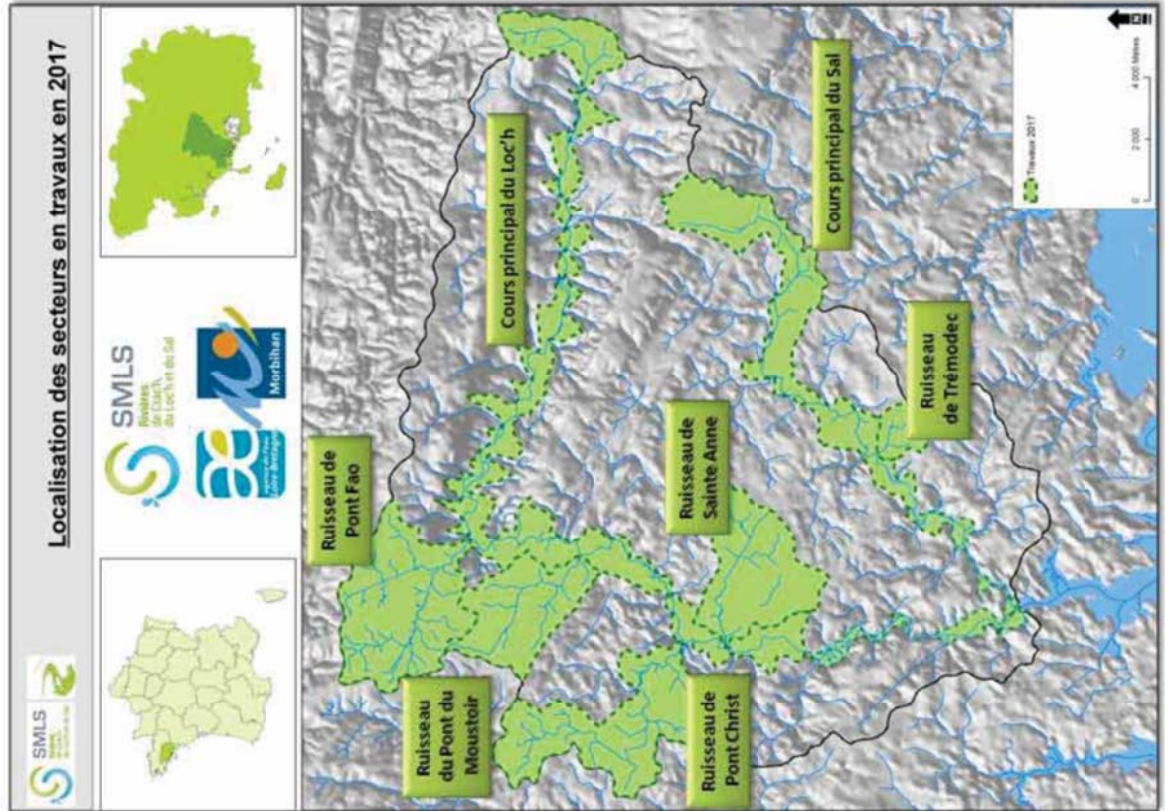
- Restauration et diversification du lit mineur : 350 ml (27 808,56€ TTC)
- Restauration de la continuité écologique : 14 ouvrages (111 047,40€ TTC)
  - 2 remplacements de buses par une buse PEHD
  - 8 remplacements de buse par une passerelle métallique, galvanisée ou bois
  - 2 aménagements de rampe d'approchement
  - 1 aménagement de passage à gué
  - 6 suppressions d'ouvrages (buses, seuils, passerelles...)
- Restauration de la continuité écologique sur 2 clapets hydrauliques (122 807,04€ TTC)
- Suppression des accès directs du bétail à la rivière : 1 point (5 292,00€ TTC)

### Répartition des travaux

## Répartition des dépenses par type de travaux



Le montant global des travaux : 266 955,00€ TTC





# Bilan du programme d'actions 2017

## Travaux réalisés en 2017 :

### Les entreprises et bureaux d'études

- Entreprise P. AUJUC (travaux sur les ouvrages)
- Entreprise TILLY (travaux sur la ripisylve, le lit mineur, les petits ouvrages)
- Bureau d'étude HYDROCONCEPT (indicateurs de suivis)

### Description des travaux pour rétablir la continuité écologique

Les travaux ont pour objectifs de rétablir la continuité écologique (transport sédimentaire et franchissement piscicole) des ouvrages.

Les principales causes de ruptures de la continuité écologiques sont les suivantes :

- Présence de radiers béton ou de buses mal positionnées
- Rupture de pente, hauteurs de chutes infranchissables
- Epaisseur de la lame d'eau insuffisante dans l'ouvrage
- Vitesse d'écoulement excessive
- Longueur d'ouvrage trop élevée associée à l'absence de zone de repos pour les poissons, l'absence de rugosité dans l'ouvrage, l'absence de luminosité.

### Description des travaux de restauration morphologique du lit mineur

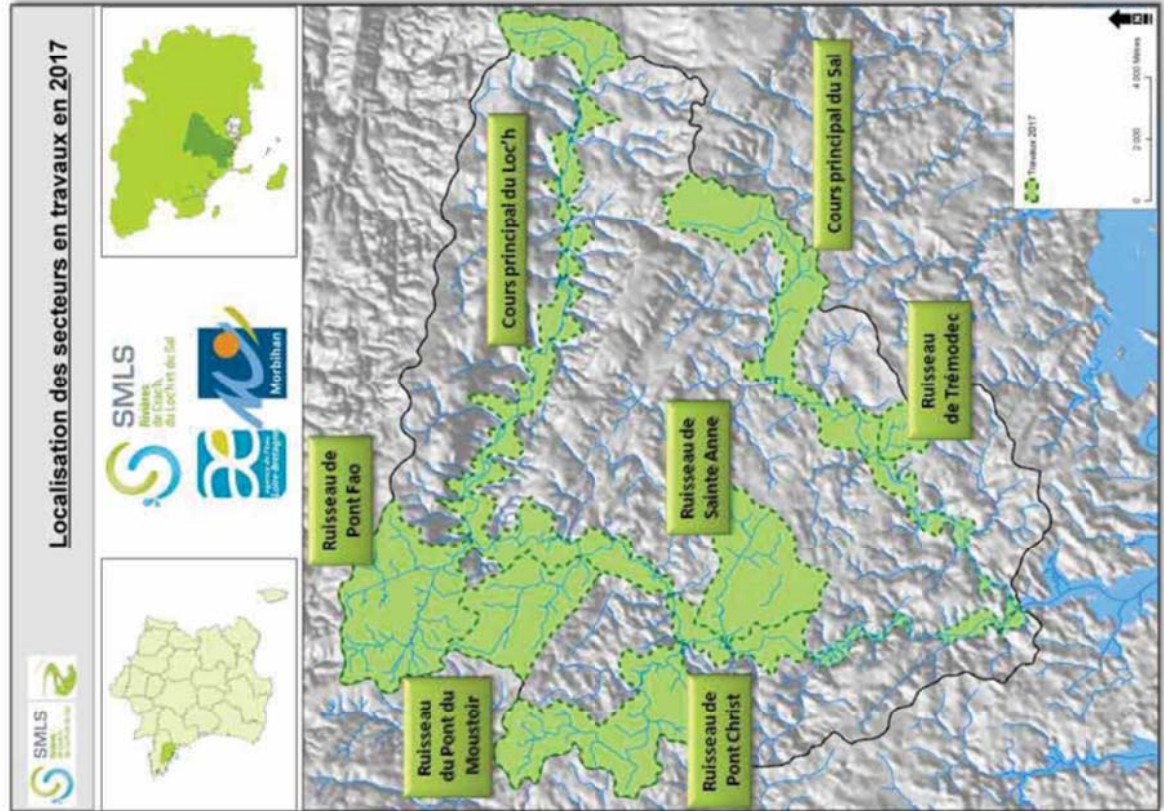
Les travaux ont pour but de diversifier les vitesses d'écoulement, de décolmater le fond de la rivière, de rehausser la ligne d'eau afin de limiter les assèchs estivaux et diversifier les habitats aquatiques pour améliorer la biodiversité des ruisseaux.

### Description des travaux de suppression des accès directs du bétail à la rivière

Le piétinement du bétail est responsable de nombreuses atteintes aux cours d'eau en provoquant notamment :

- une érosion des berges ;
- une atteinte au lit de la rivière : pollution, élargissement du lit, colmatage, etc. ;
- une dégradation de la qualité physico-chimique des eaux ainsi qu'une augmentation de la température pouvant être préjudiciable pour la faune aquatique.

Les travaux ont pour objectif de supprimer le piétinement des cours d'eau par les bovins avec la mise en place de solution permettant l'alimentation en eau du bétail.





# Bilan du programme d'actions 2017

Ruisseau de Trémodec

## Type de travaux et linéaire de cours d'eau

- restauration de la continuité écologique : 4 ouvrages

## Coût des travaux :

- restauration de la continuité écologique : 14 640,00 € TTC

## Description des travaux de continuité écologique

### Ouvrage TRE.OL.05 (8 388,00 €)

Cet ouvrage de franchissement de cours d'eau (1 buse béton de diamètre 800 mm; longueur 5 m) permet l'accès à la parcelle agricole enclavée en rive gauche. Les sédiments colmatent l'amont de l'ouvrage sur une épaisseur de 60 cm. La lame d'eau présente dans l'ouvrage a une hauteur de 8 cm. La partie aval de l'ouvrage est fortement dégradée (dechaussement d'un élément). Les travaux ont consisté à remplacer l'ouvrage par une buse FEHD (diamètre 600 mm, longueur 6 m).

#### Avant travaux



#### Après travaux



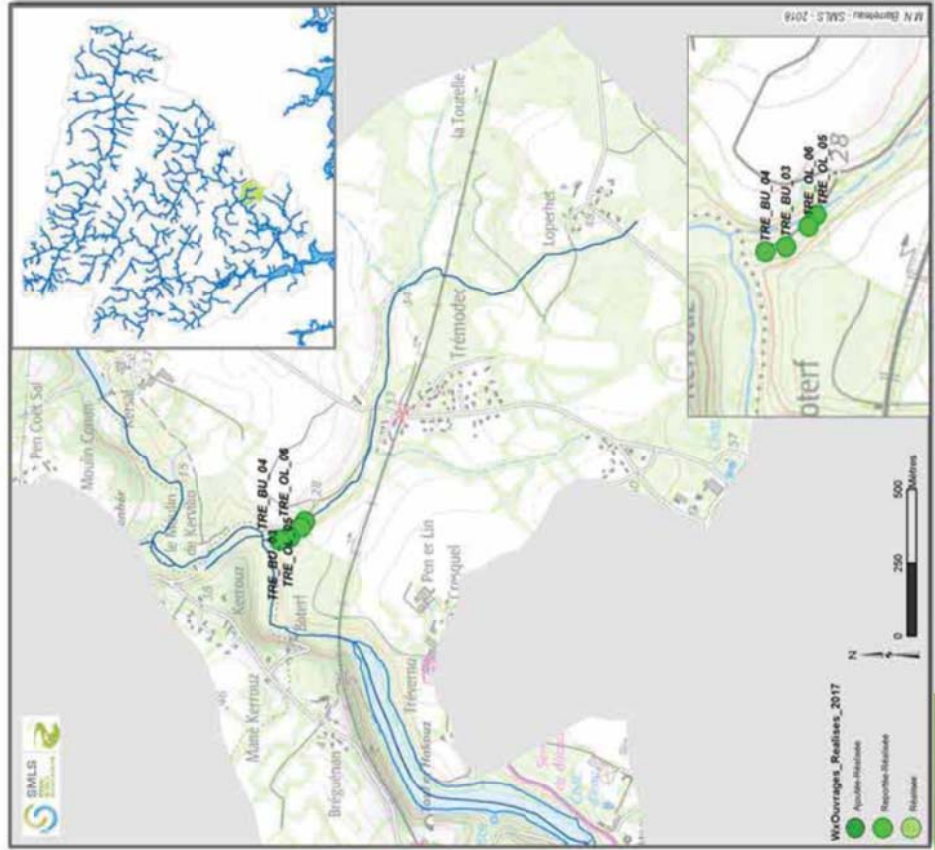
### Ouvrage TRE.OL.06 (2 430,00 €)

L'ouvrage se situe sous un chemin piéton des Espaces Naturels Sensibles du Conseil Départemental du Morbihan (1 buse béton diamètre 800 mm, longueur 7 m). La hauteur de la lame d'eau est faible (5 cm) associée à une hauteur de chute de 16 cm. Le dernier élément buse de l'ouvrage se déchausse progressivement (probablement par les racines du frêne en rive gauche). Le service des ENS du Département n'a pas souhaité le remplacement de l'ouvrage, une rampe d'enrochement (20 m<sup>2</sup>) avec des matériaux de taille 20-80 a l'aval de l'ouvrage a permis de rehausser la lame d'eau pour enlever la buse.

#### Avant travaux



#### Après travaux





# Bilan du programme d'actions 2017

Ruisseau de Trémodec

## Ouvrage TREBU 03 (1 911,00 €)

Cet ouvrage de franchissement (1 buse béton diamètre 500 mm, longueur 5 m) présente une faible lame d'eau, une vitesse d'écoulement comprise entre 75 et 100 cm/s. L'ouvrage n'est plus utilisé, sa suppression s'est avérée possible. Le lit mineur a été remanié avec les matériaux présents sur place.

### Avant travaux



### Après travaux



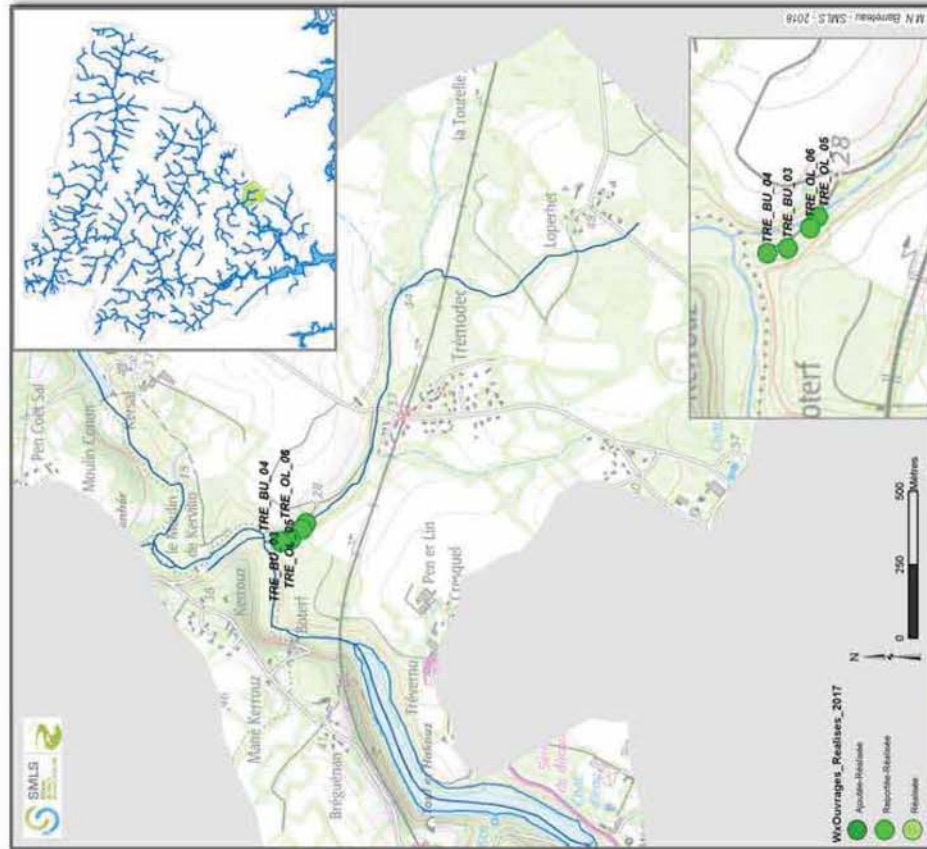
## Ouvrage TREBU 04 (1 911,00 €)

Il s'agit d'un ancien chemin d'accès aux digues des étangs caché sous un rondier. Cet ouvrage (1 buse béton diamètre 500, longueur 5 m) présente une très faible lame d'eau avec une hauteur de chute de 20 cm. La vitesse d'écoulement dans l'ouvrage est comprise entre 75 et 100 cm/s. Sans usage, ce dernier a été supprimé. Le lit mineur a été remanié avec les matériaux présents sur place.

### Avant travaux



### Après travaux







# Bilan du programme d'actions 2017

Ruisseau du Pont du Moustoir

## Type de travaux et linéaire de cours d'eau

• restauration de la continuité écologique : 3 ouvrages

## Coût des travaux :

• restauration de la continuité écologique : 52 698,90 € TTC

## Description des travaux de continuité écologique

Ouvrage PTM BU 04 (42.926,40 €)

Il s'agit d'un ouvrage composé de 3 ouvrages « distincts » (2 buses béton de diamètre 500 mm; longueur 23 m + 1 buse béton de diamètre 1 000 mm; longueur 7 m + 1 buse béton de diamètre 1 000 mm; longueur 7 m) sous un chemin d'exploitation agricole. La faible hauteur d'eau dans l'ouvrage, la hauteur de chute de 16 cm, et le colmatage important en amont de l'ouvrage crée une importante rupture de la libre circulation piscicole et sédimentaire.

Les travaux ont consisté au remplacement de l'ouvrage par une passerelle métallique (Portance 50 tonnes; longueur 6 m, largeur 6 m).

### Avant travaux



### Après travaux



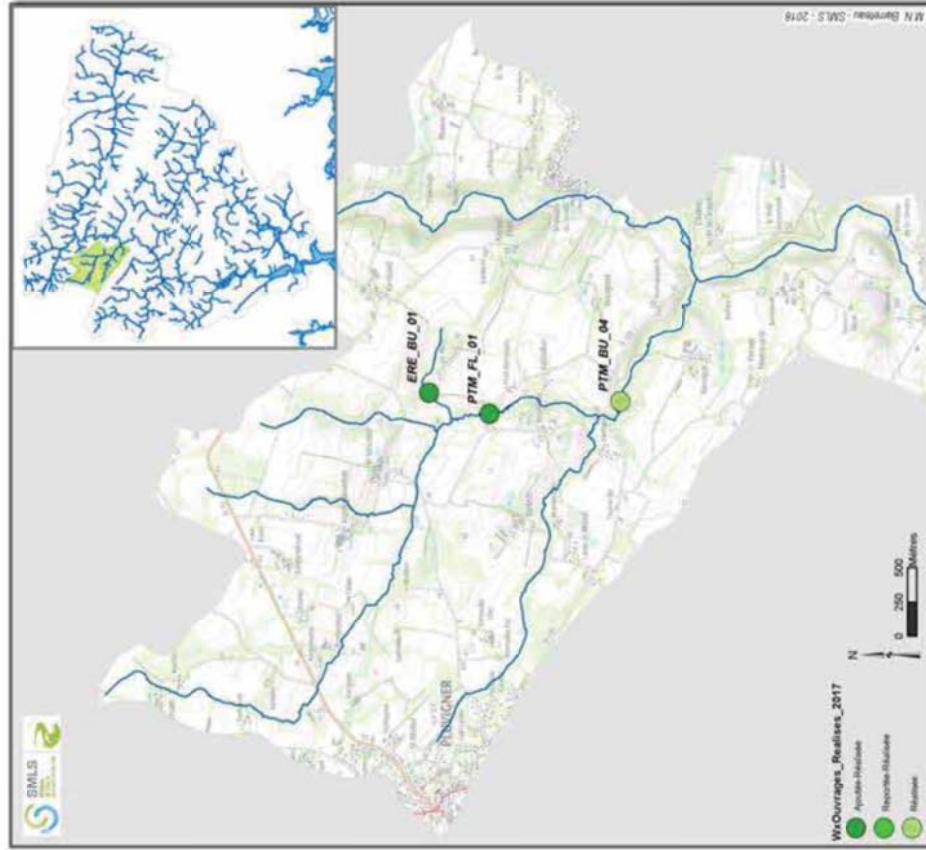
Ouvrage PTM FL 01 (4894,50 €)

Il s'agit d'un passage à gué carrossable utilisé très rarement par un exploitant agricole. Les travaux ont consisté au rechargement du chemin (berges) et du fond du cours d'eau avec des matériaux de taille 0-150 (15 m<sup>3</sup>) et 80-250 (20 m<sup>3</sup>). Cet aménagement limite l'apport de matières en suspension et le colmatage du lit mineur.

### Avant travaux



### Après travaux





# Bilan du programme d'actions 2017

Ruisseau du Pont du Moustoir

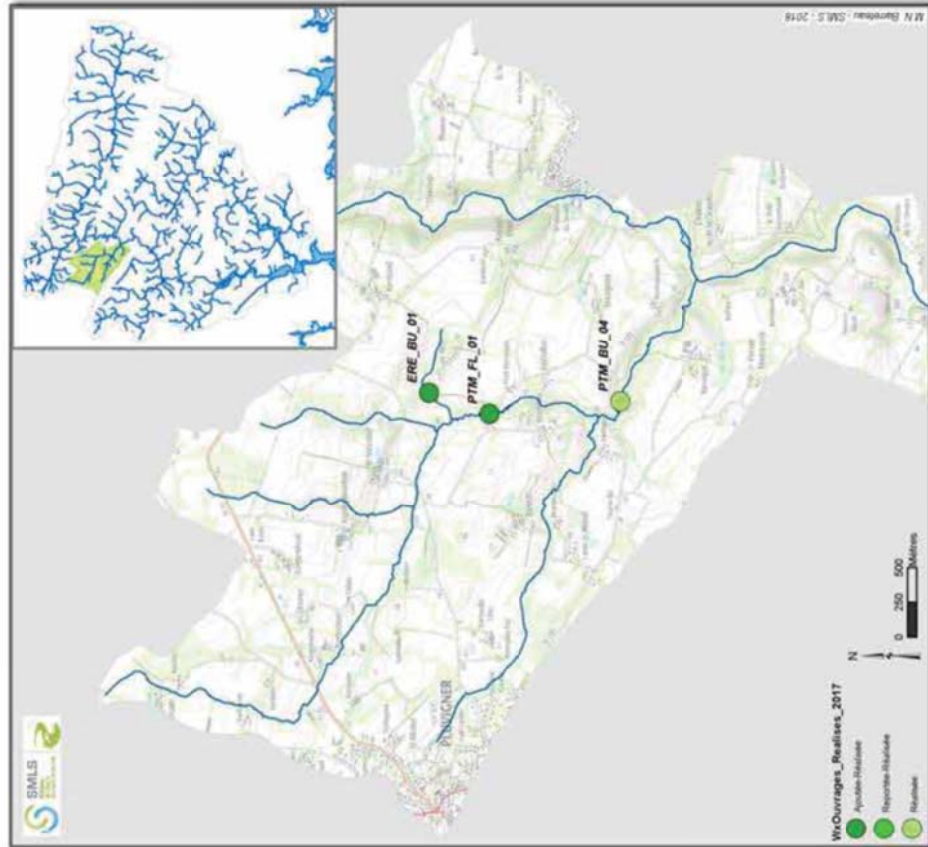
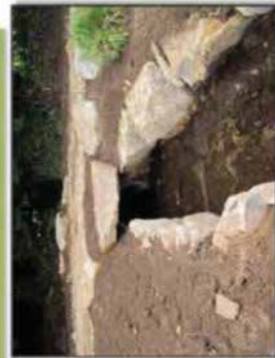
## Ouvrage ERE\_BU\_01 (4 878,00 €)

Cet ouvrage de franchissement (1 buse béton diamètre 500 mm, longueur 5 m) est colmaté et déchaussé. L'ajout de planche limitait l'apport de matières en suspension dans le cours d'eau au moment du passage des engins agricoles. Les travaux ont consisté au remplacement de l'ouvrage par une buse PEHD (diamètre 600 mm, longueur 6 m).

**Avant travaux**



**Après travaux**





# Bilan du programme d'actions 2017

Ruisseau de Pont Fao

## Type de travaux et linéaire de cours d'eau

- Restauration de la continuité écologique : 2 ouvrages
- Suppression des accès directs du bétail à la rivière : 1 point

Description des travaux de suppression des accès directs du bétail à la rivière

Accès PTF001 (IDAJ0\_AmgtAbreu014\_2017) (5 292,00 €)

Les travaux ont consisté à la mise en place d'un réseau enterré

## Coût des travaux :

- Restauration de la continuité écologique : 7 762,50 € TTC
- Suppression des accès directs du bétail à la rivière : 5 292,00 € TTC

## Description des travaux de continuité écologique

Ouvrage BOK\_BU\_01 (IDAJ0\_WxPtOuvrage020\_2017) (2 170,50 €)

Il s'agit d'un ouvrage de franchissement sous chemin communal (2 buses béton de diamètre 600 mm, longueur 8 m). La hauteur d'eau dans l'ouvrage est faible, la hauteur de chute est de 20 cm.

Les travaux ont consisté en l'aménagement d'une rampe d'engrochement (25 m<sup>3</sup>) avec des matériaux de taille 0-150 et 80-250 à l'aval de l'ouvrage.

### Avant travaux



### Après travaux



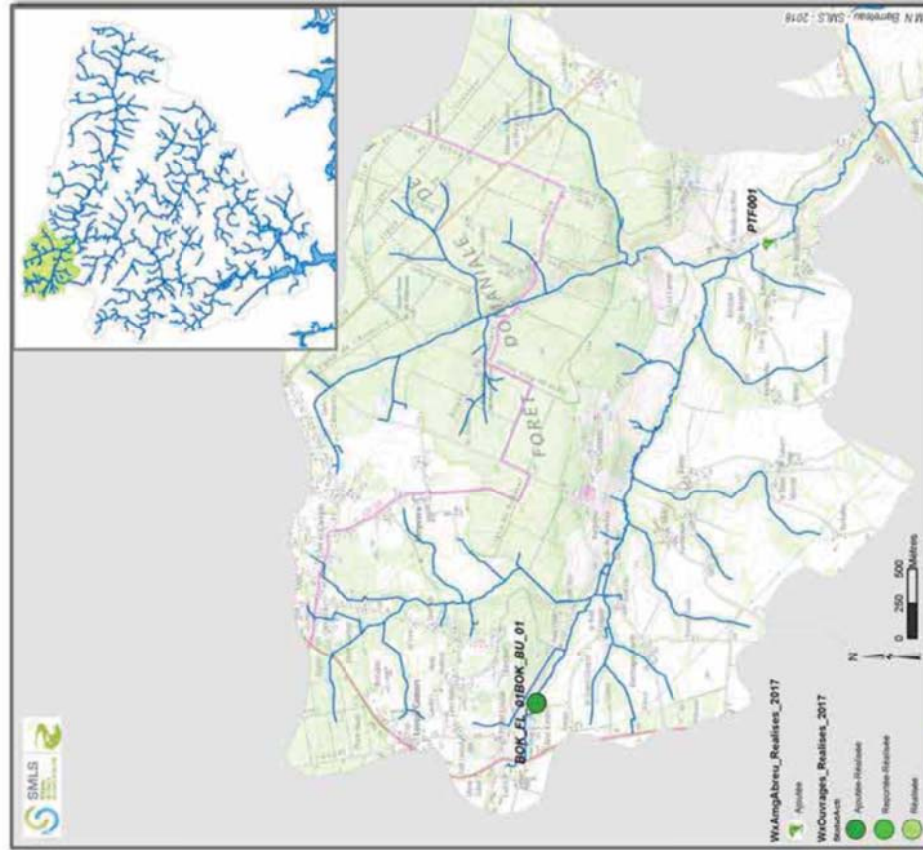
Ouvrage BOK\_FL01 (IDAJ0\_WxPtOuvrage021\_2017) (5 592,00 €)

Il s'agit d'un passage à gue pour les bovins. Les travaux ont consisté à l'aménagement d'une passerelle-béton (Portance 5 tonnes, longueur 4 m, largeur 3 m) positionnée sur les murs d'about de l'ouvrage.

### Avant travaux



### Après travaux





# Bilan du programme d'actions 2017

Rivière du Sal

## Type de travaux et linéaire de cours d'eau

- Restauration de la continuité écologique : 2 ouvrages

## Coût des travaux :

- Restauration de la continuité écologique : 1 512,00 € TTC

## Description des travaux de continuité écologique

Ouvrage SAL AR 08 (756,00 €)

Il s'agit d'un seuil constitué d'un amas de pierre. Les travaux ont consisté à la suppression du seuil.

### Avant travaux



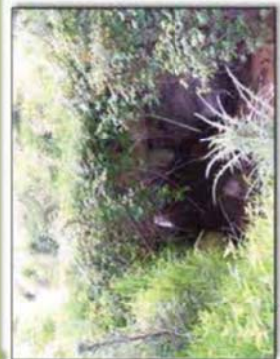
### Après travaux

Ouvrage SAL BU 05 (756,00 €)

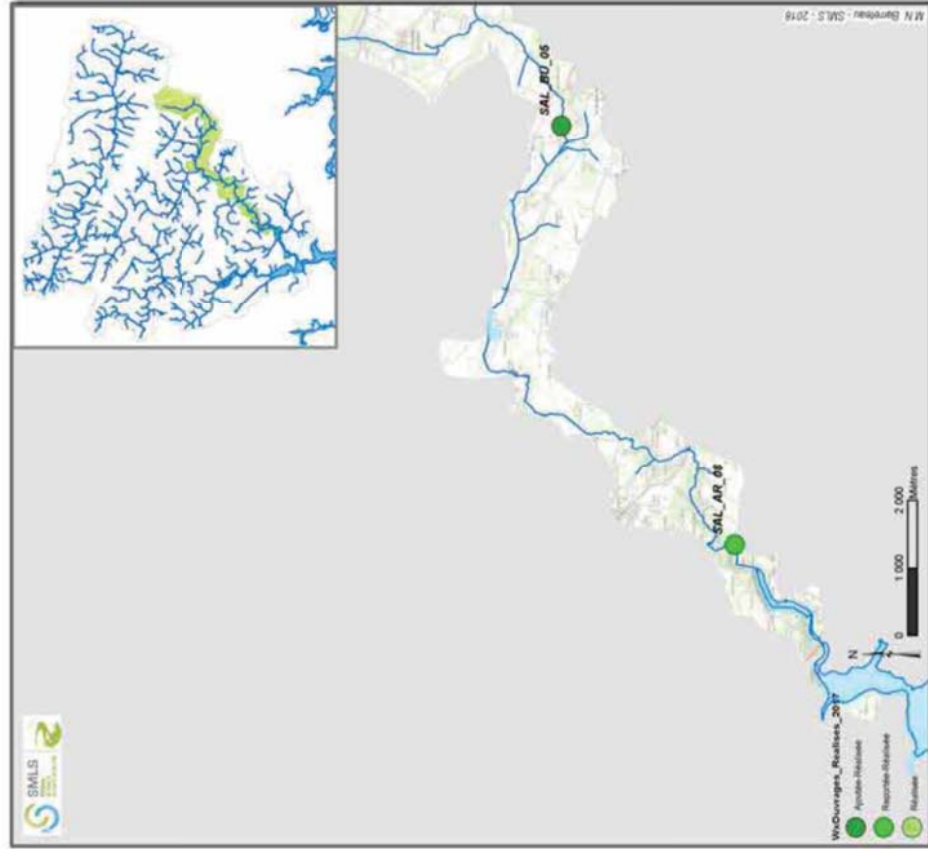
Cet ouvrage de franchissement (1 buse béton diamètre 1 000 mm, longueur 4 m) présente une lame d'eau de 15 cm et une dégradation très importante conduisant à l'abandon de son utilisation.

L'ouvrage a été supprimé.

### Avant travaux



### Après travaux





# Bilan du programme d'actions 2017

Rivière du Loc'h

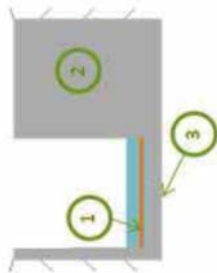
## Description des travaux de continuité écologique sur les clapets hydrauliques

En 1966, la rivière du Loc'h a subi de grosses transformations pour répondre à une demande touristique et sociale croissante mais aussi pour améliorer l'exploitation des terrains agricoles en bordure du Loc'h. Pour assainir les parcelles l'hiver et constituer des réserves d'eau en période d'étiage, des clapets hydrauliques sont alors installés sur le cours principal du Loc'h.

### Ouvrage LOCOL 18 (79 281,54 €)

Le clapet situé au lieu dit « Kerberhuet » est le second clapet (depuis l'aval) des 7, construits au moment des travaux hydrauliques. Les travaux ont consisté à la suppression complète du clapet.

#### Avant travaux



- 1 Clapet semi-automatique
- 2 Fuitz avec mécanique clapet
- 3 Radier béton



#### Avant travaux



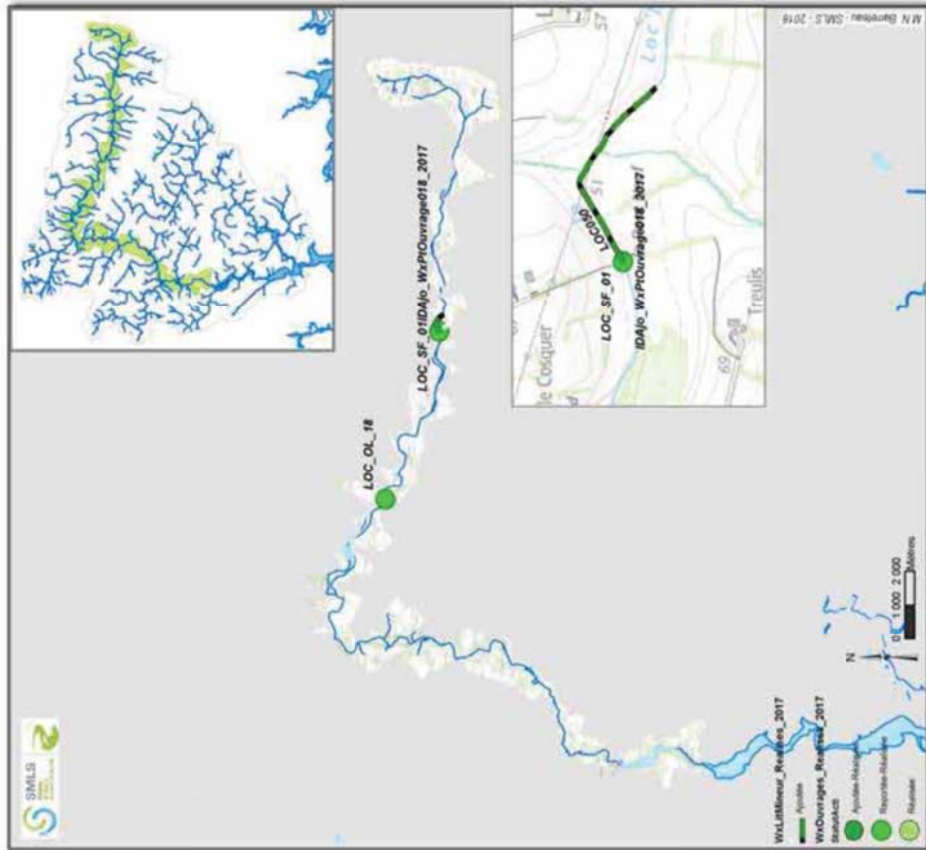
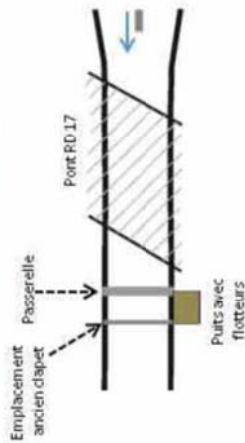
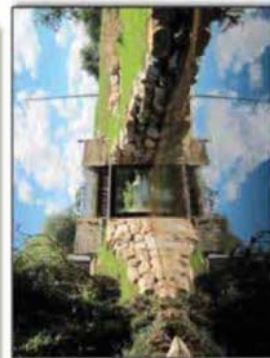
#### Après travaux



#### Avant travaux



#### Après travaux





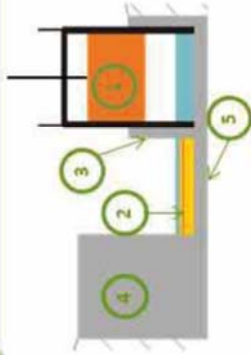
# Bilan du programme d'actions 2017

Rivière du Loc'h

Ouvrage LOC.SF.01 (43 525.50 €)

Le clapet situé au lieu dit « Kerméno » est le dernier clapet (vers l'amont) des 7 construits au moment des travaux hydrauliques. Les travaux ont consisté à la suppression complète du clapet.

**Avant travaux**



- 1 Vanne levante
- 2 Clapet semi-automatique
- 3 Bâloier
- 4 Puits avec mécanisme clapet
- 5 Radier béton



**Après travaux**



**Pendant travaux**



**Après travaux**

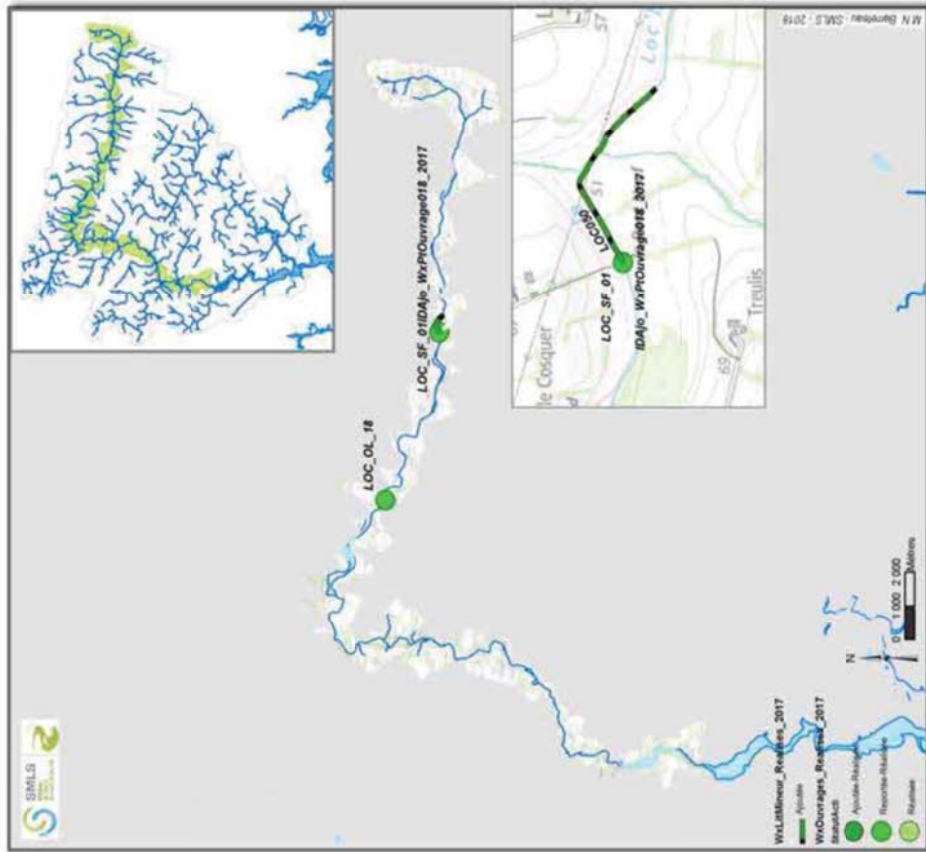
Ouvrage IDAJo\_WxPtOuvrage018\_2017 (33 522.00 €)

Un pont béton situé en amont immédiat du clapet est utilisé quotidiennement par l'exploitant pour le suivi de son bétail. Celui-ci a été supprimé au moment des travaux et remplacé par une passerelle métallique galvanisée (portance 50 tonnes, longueur 8 m, largeur 6 m)

**Avant travaux**



**Après travaux**





# Bilan du programme d'actions 2017

Rivière du Loch'h

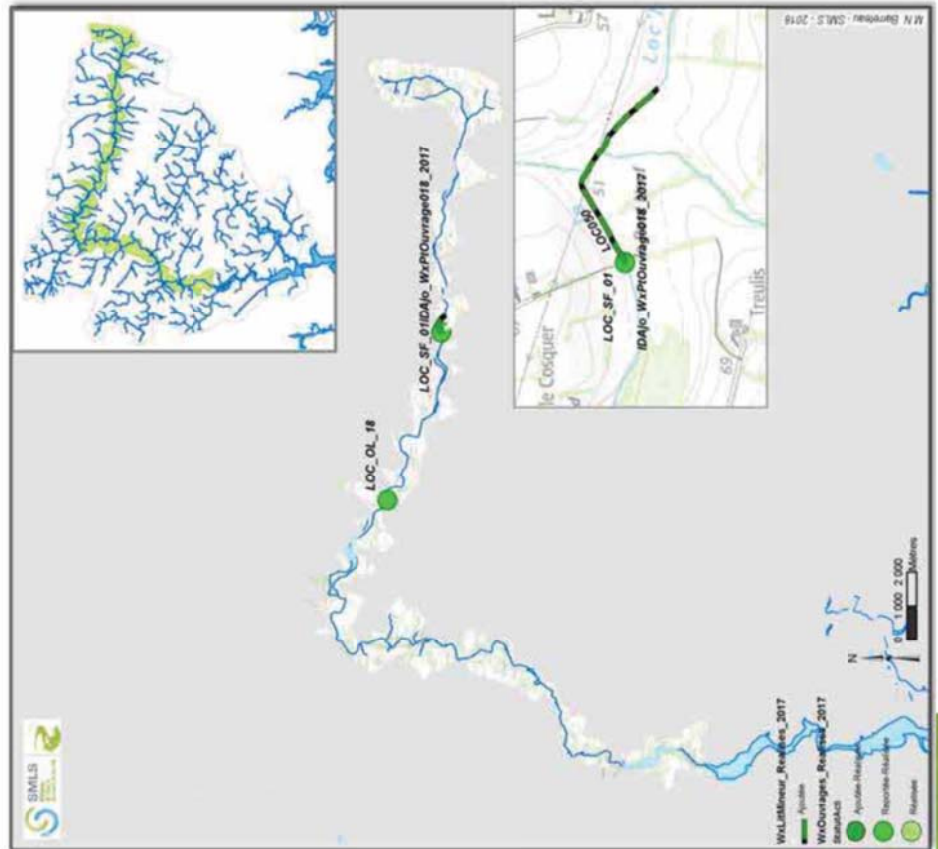
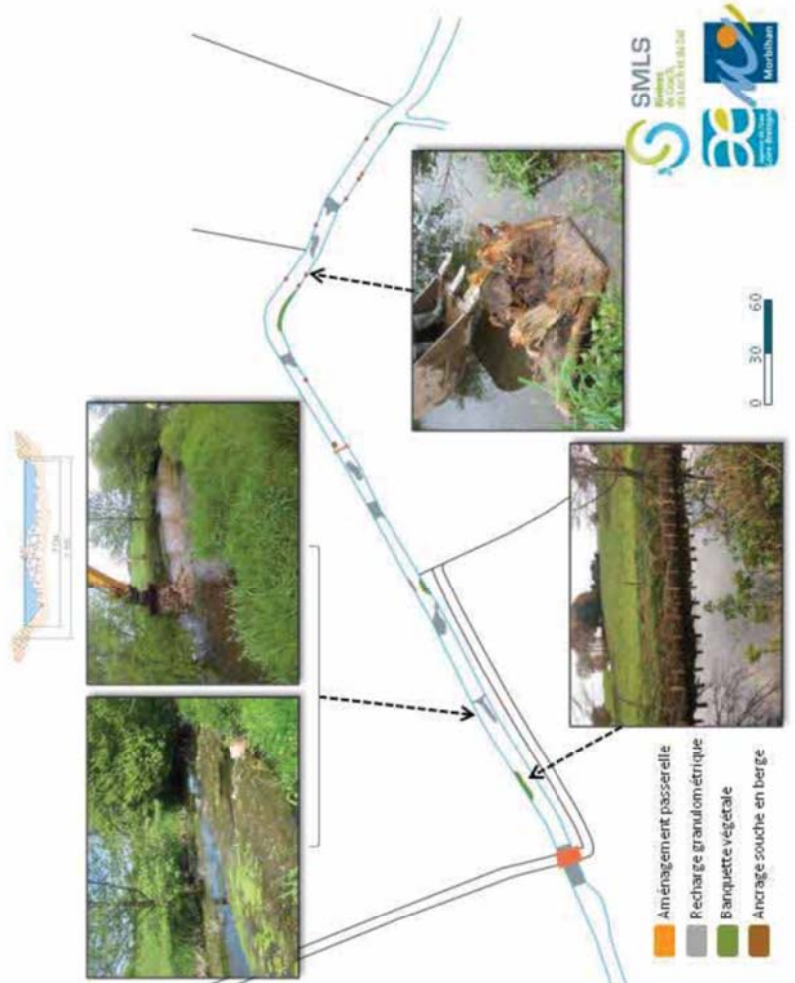
## Description des travaux de restauration du lit mineur (27 808,56 €)

Les anciens travaux hydrauliques du Loch réalisés dans les années 70 ont fortement modifiés les faciès d'écoulement du Loch. Les vitesses d'écoulement se sont réduites, ce qui a favorisé le colmatage des substrats par les fines et le sable. Les zones courantes ont disparu, au profit de secteurs lenticulaires. Suite au démantèlement du Clapet de Kermaho, des travaux de restauration morphologique du lit mineur ont été engagés sur le secteur amont.

La restauration physique du lit mineur passe par l'aménagement d'une portion du lit pour favoriser une diversification des habitats et des faciès d'écoulement. La diversification est réalisée par la mise en place de matériaux minéraux et en bois.

Sur 350 ml du cours principal du Loch, à l'amont de l'ancien clapet hydraulique, les travaux suivants ont été réalisés :

- Recharge granulométrique sur 7 zones avec des matériaux de diamètre 0-80 et 80-250. Compter environ 30 m<sup>3</sup> de matériaux par zone, soit un total de 200 m<sup>3</sup>
- Implantation de 5 banquettes végétales
- Ancrage en berges de 20 souches sur 8 points.



## 2.2 - L'étude préalable au CTMA Gouyanzeur

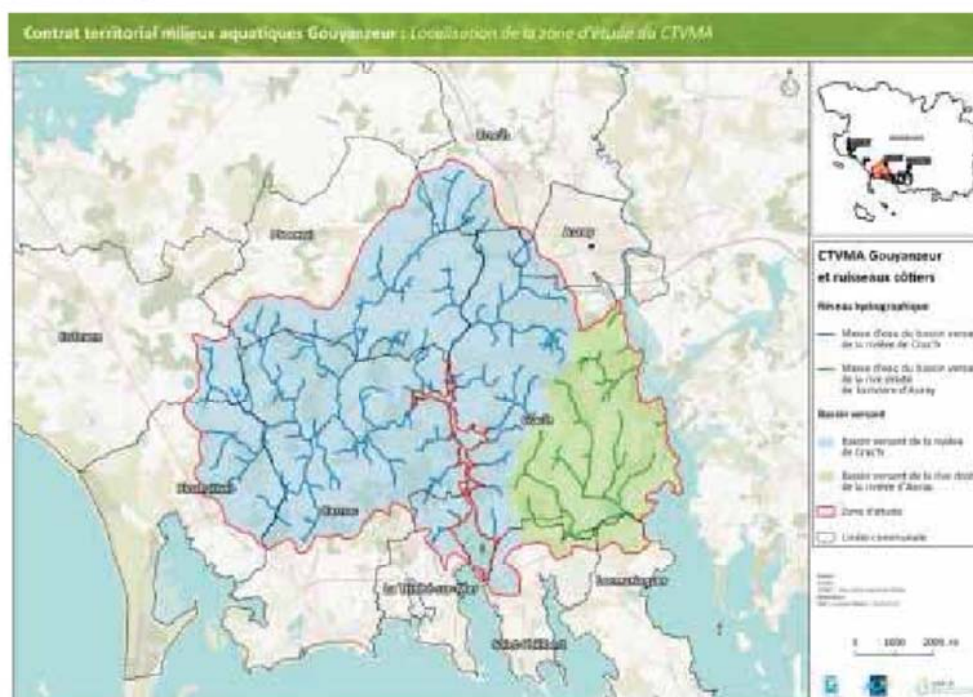
### 2.2.1 Cadre de l'étude préalable

Dans le cadre du contrat pluriannuel 2015-2018, le SMLS a inscrit au programme de l'année 2016 des actions de luttres contre les pollutions diffuses et des actions propres aux milieux aquatiques. Sur ce dernier point, la réalisation d'une étude préalable aux travaux en rivière sur le bassin versant du Gouyanzeur et Viguéah (BV de Crac'h) d'environ 160 km<sup>2</sup> a été programmée. En effet, la masse d'eau du Gouyanzeur est classée en qualité médiocre en termes d'état écologique. La DCE impose l'atteinte du bon état écologique de cette masse d'eau pour l'horizon 2021.

Le SMLS a lancé une consultation publique en mai 2016 afin de retenir un bureau d'études. Le cahier des charges de référence est conforme à la convention départementale type pour la réalisation d'une étude préalable à la restauration et l'entretien des cours d'eau en vigueur.

Cette étude a pour objet : la définition des modalités de gestion (actions) sur l'ensemble des composantes hydromorphologiques du ou des cours d'eau pour une durée maximale de 5 ans. Elle doit permettre la mise en place d'une gestion différenciée qui réponde à des objectifs locaux définis dans le cadre de l'intérêt général, et de la gestion équilibrée du cours d'eau.

La zone d'étude comprend :



La mission d'études a été confiée à DCI Environnement de Quimper pour un montant de 28 812.50 € HT (34 575 € TTC).



## 2.2.2 Organisation générale

L'étude comporte trois étapes réparties en 5 phases:

| Phase Test | Etape 1                                    | Etape 2                                      | Etape 3                                              |
|------------|--------------------------------------------|----------------------------------------------|------------------------------------------------------|
|            | Phase 1 : Etat des lieux                   | Phase 3 : Définition des enjeux et objectifs | Phase 4 : Etablissement d'un schéma directeur        |
|            | Phase 2 : Diagnostic des milieux et usages |                                              | Phase 5 : Suivi et évaluation du programme d'actions |

La zone d'étude représente 136.4 kms de cours d'eau. Elle est décomposée en 4 masses d'eau décomposées de la manière suivante :

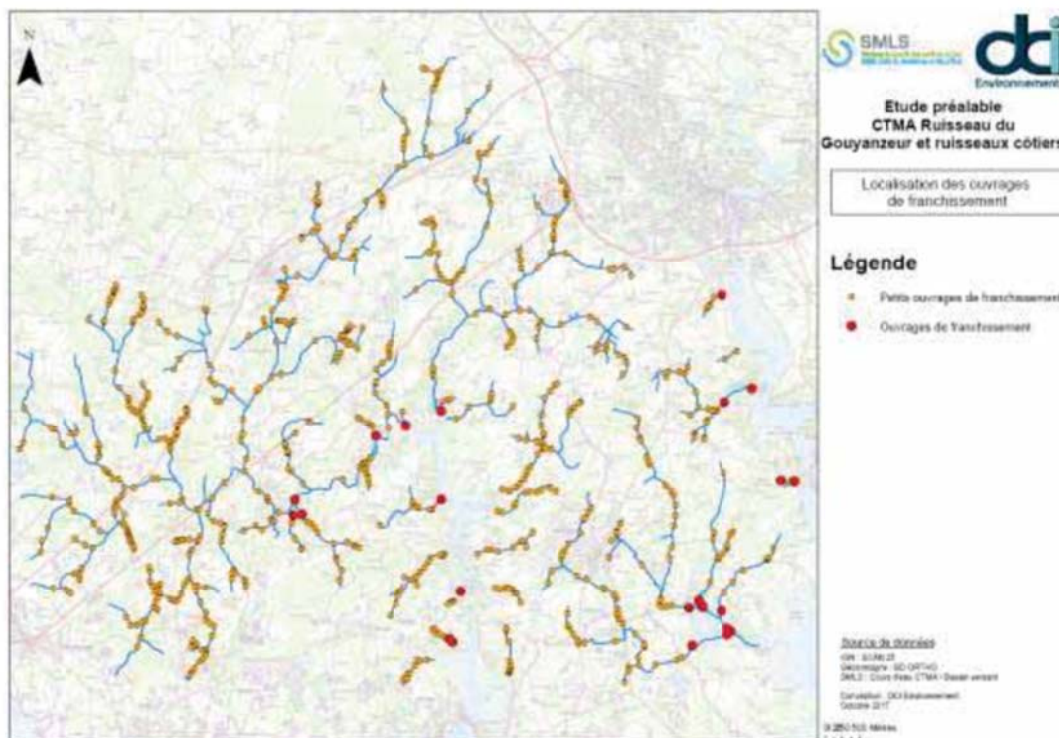
|                                                            | Kms total    |
|------------------------------------------------------------|--------------|
| 01 - Ruisseau de Gouyanzeur et ses affluents               | 70,3         |
| 02 - Ruisseau de Pont-er-Fui et ses affluents              | 21,6         |
| 03 - Ruisseaux côtiers de la rivière de Crac'h             | 18,6         |
| 04 - Ruisseaux côtiers de la rivière d'Auray (rive droite) | 25,9         |
| <b>TOTAL</b>                                               | <b>136.4</b> |

136,4 Kilomètres de linéaire de cours d'eau ont été inventoriés, dont la phase test en Aout/Septembre 2016.

### 2.2.3 Phase « Etats des lieux » et « Diagnostic »

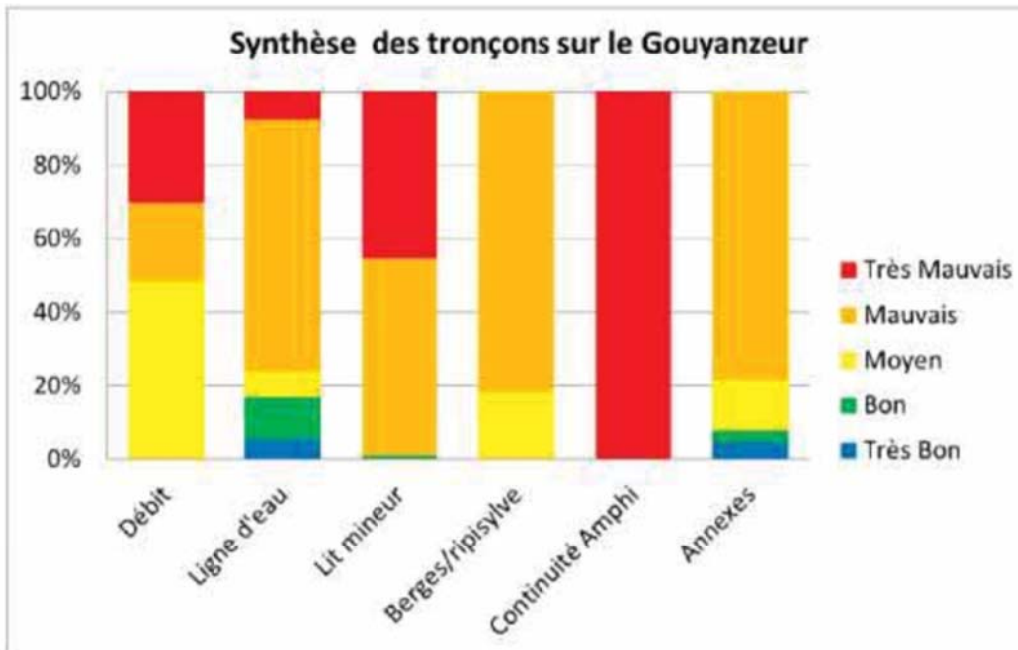
Le terrain de la phase « Etat des lieux » et « Diagnostic » s'est déroulé en deux temps du fait de l'hydrologie, un premier temps en Janvier 2017 et un second temps en Juin/Juillet 2017.

Suite à cette phase de terrain, le bureau d'études a intégré l'ensemble des observations sur une base de données permettant ainsi l'analyse de l'état des lieux.



Exemple de carte produite dans le cadre de l'Etat des lieux : Localisation des ouvrages de franchissement (Source : DG Environnement)

Grace à l'analyse des éléments de l'état des lieux et des données obtenus sur le terrain, le bureau d'études a procédé la réalisation d'un diagnostic.



Exemple de graphique produit dans le cadre du Diagnostic: Synthèse des tronçons du Gouyanzeur (Source : DCI Environnement)

Une phase de concertation est définie avec les différents acteurs du territoire selon 3 thématiques:

- Qualité de l'eau,
- Morphologie/Biologie,
- Agriculture.

Ces commissions thématiques ont eu pour but :

- de partager une vision des cours d'eau suite à l'état des lieux sur les milieux aquatiques (CE et milieux associés)
- d'échanger avec les différents acteurs du territoire sur les attentes concernant le futur CTMA Gouyanzeur et ruisseaux côtiers de la rivière de Crach et de la rivière d'Auray en rive droite.

Elles se sont déroulées le 27 Octobre 2017.

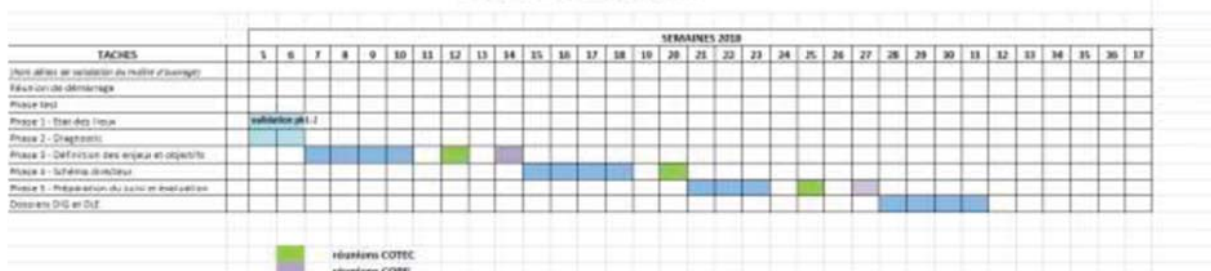
Ces discussions doivent amener à des pistes de réflexions pouvant servir au bureau d'études DCI Environnement dans la rédaction de la phase 3 (Enjeux et Objectifs) et 4 (Schéma Directeur) du marché.

Un comité de technique, pour échanger sur les éléments de la phase « Etat des lieux » et « Diagnostic », s'est donc tenu le 6 Novembre 2017 suivi d'un comité de pilotage le 17 Novembre 2017 pour valider dans l'ensemble ces deux phases.

Au vue du rapport transmis par le bureau d'études fin d'année 2017, il a été décidé de décaler la date de validation. Celui-ci a été validé le 6 Février 2018.

Un nouveau planning de l'étude a donc été établi entre le bureau d'études et le SMLS.

### PLANNING PREVISIONNEL



## 2.3 Inventaire et mise à jour des zones humides et des cours d'eau communaux

### 2.3.1 Cadre des inventaires

Au cours de la période 2006-2008, lors de la révision des documents d'urbanismes le **SMLS** s'est engagé à accompagner les communes dans l'inventaire des zones humides afin d'en garantir leur protection. Après avoir réalisé en régie les inventaires des communes de Plaudren (2005), Colpo (2006), Brandivy (2007) puis Camors (2008), et compte tenu de la demande croissante des communes en matière d'assistance pour la connaissance des milieux aquatiques, le **SMLS** a confié à deux prestataires extérieurs la réalisation des 13 autres inventaires communaux. Leur réalisation a visé deux objectifs :

- Une identification et une mise en valeur de ces milieux naturels ;
- une inscription de ces milieux dans les documents d'urbanismes et notamment les PLU afin de mieux garantir leur préservation par un zonage spécifique et un règlement adapté.

Cependant, compte tenu de l'évolution réglementaire (arrêté de 2008 puis-nouvel arrêté modificatif du 1er octobre 2009 et la circulaire d'application de 2010) mais également pour tenir compte de l'évolution des territoires (urbanisation, nouvelle infrastructure, évolution des milieux) et dans une perspective de suivi, **il est nécessaire de mettre à jour et d'actualiser ces inventaires notamment dans le cadre de la révision des documents d'urbanisme et afin de permettre une fiabilisation des inventaires les plus anciens ou les moins robustes.**

Le SMLS a décidé de deux niveaux d'intervention sur son territoire en fonction de l'indice de robustesse des inventaires réalisés. Le schéma suivant encadre et précise la décision du bureau :





Les étapes de méthode de travail sont les suivantes :

| Etape                                                                  | Détail        |                                                                                                                                                                                                                      |
|------------------------------------------------------------------------|---------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réunion préalable au lancement de l'étude                              | Qui           | <b>Commune et structure de BV</b>                                                                                                                                                                                    |
|                                                                        | Objectif      | - Présentation aux élus du contexte et calage de la méthode (COPIL, réunions)<br>- Recensement les secteurs sensibles ou à contestations, les secteurs à enjeux de développement urbains, les Dossiers Loi sur l'Eau |
| 1 - Réunion de lancement                                               | Qui           | Bureau d'études et membres du COPIL                                                                                                                                                                                  |
|                                                                        | Objectif      | - Présentation de la démarche de mise à jour<br>- Présentation d'un calendrier de travail<br>- Présentation du travail d'analyse et des référentiels utilisés                                                        |
| Analyse de l'inventaire                                                | Qui           | Bureau d'études                                                                                                                                                                                                      |
|                                                                        | Objectif      | Analyse de l'inventaire : recherche des erreurs et incohérences                                                                                                                                                      |
| Envoi docs                                                             | Documents     | Cartes d'analyse et relevé d'erreurs                                                                                                                                                                                 |
|                                                                        | Destinataires | Le SMLS pendant 15 jours, puis membres du groupe de pilotage 15 jours avant la réunion                                                                                                                               |
| 2 - Réunion de travail<br><i>(si dissociée de la première réunion)</i> | Qui           | Bureau d'études et membres du COPIL                                                                                                                                                                                  |
|                                                                        | Objectif      | - Travail à partir des cartes d'analyse et des relevés d'erreurs<br>- Repérage des sites devant faire l'objet d'une visite terrain.                                                                                  |
| Phase terrain                                                          | Qui           | Bureau d'études                                                                                                                                                                                                      |
|                                                                        | Objectif      | - Identifier les zones humides « effectives »<br>- Relevé des critères<br>- Visite des sites à doutes, relevés de critères et positionnement des cours d'eau.                                                        |
| Mise à jour de la cartographie / rapport                               | Qui           | Bureau d'études                                                                                                                                                                                                      |
|                                                                        | Objectif      | Numérisation et renseignement des tables attributaires<br>Réalisation de la carte des cours d'eau « vrai »                                                                                                           |
| Contrôle SMLS                                                          | Qui           | SMLS                                                                                                                                                                                                                 |
|                                                                        | Objectif      | Analyse des inventaires et validation avant transmission                                                                                                                                                             |
| Envoi docs                                                             | Documents     | Cartes des inventaires CE et ZH mis à jour – rapport des relevés                                                                                                                                                     |
|                                                                        | Destinataire  | Membres du groupe de pilotage 15j avant                                                                                                                                                                              |
| 3 - Réunion de restitution                                             | Avec qui      | Bureau d'études et membres du COPIL                                                                                                                                                                                  |
|                                                                        | Objectif      | Présentation des résultats des expertises terrain sur les secteurs à doute et à enjeux. Validation des mises à jour par le COPIL                                                                                     |
| Saisine de la Police de l'eau                                          | Objectif      | Si le consensus n'est pas possible : intervention pour régler les litiges                                                                                                                                            |
| Envoi docs                                                             | Documents     | Relevé de conclusion des expertises de la Police de l'Eau                                                                                                                                                            |
|                                                                        | Destinataire  | Membres du COPIL                                                                                                                                                                                                     |
| Rédaction                                                              | Qui           | Bureau d'études                                                                                                                                                                                                      |
|                                                                        | Objectif      | Mise à jour finale et rendu définitif du rapport et des cartes                                                                                                                                                       |
| Avis du SMLS et du SAGE GM RE                                          |               | Examen du dossier par le SMLS et par la CLE du SAGE GM RE                                                                                                                                                            |
| Adoption par la commune                                                | Qui           | Le Conseil Municipal                                                                                                                                                                                                 |
|                                                                        | Objectif      | Entérinement des mises à jour par délibération du conseil municipal                                                                                                                                                  |

La mission a été confiée à ALTHIS de Pluneret en octobre 2016. Son montant maximum est de 25 000 € H.T

Il s'agit d'un marché à bons de commande avec un minimum (3) et un maximum (6) de communes dont les inventaires sont à actualiser.

## 2.3.2 Expertise selon les secteurs à enjeux

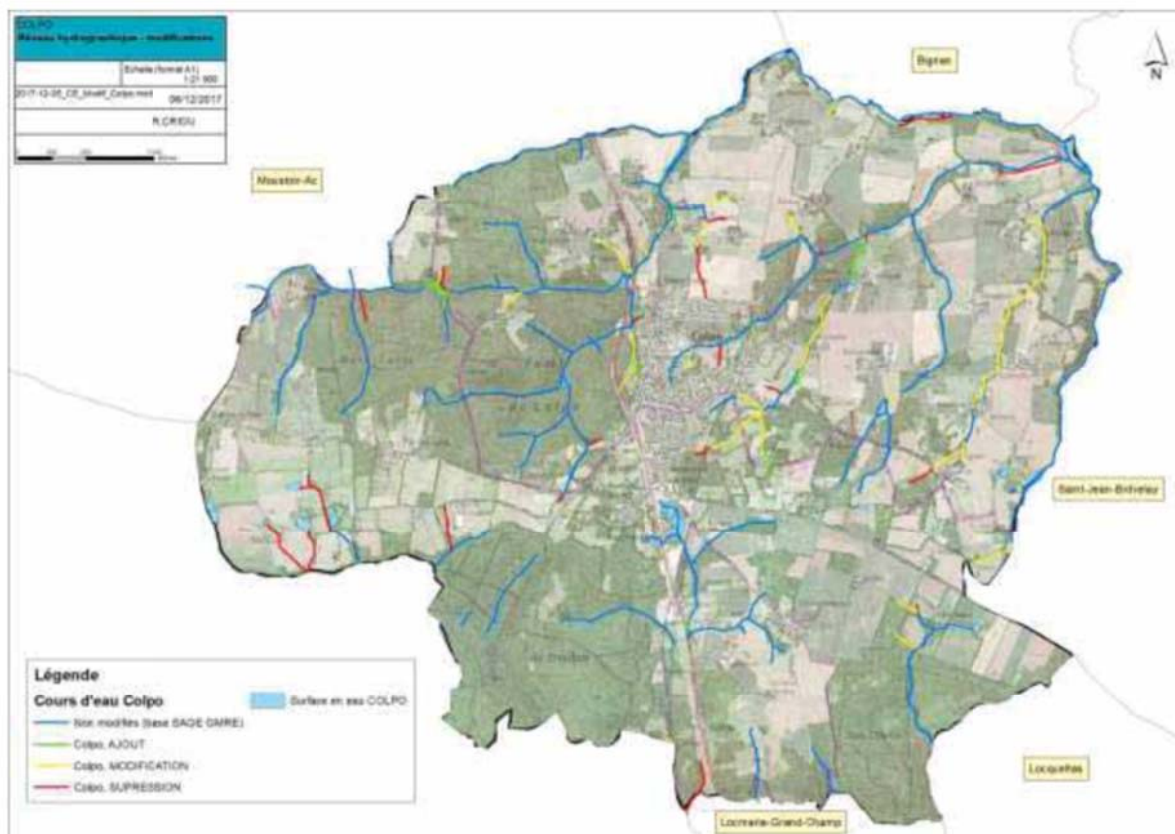
En décembre 2016, le travail a débuté conjointement sur 2 communes Plaudren et Colpo dans le cadre de la révision de leur PLU. Le SAGE doit porter à connaissance des communes tout le travail d'analyse de fiabilité et proposer la mise à jour accompagné des structures de bassin.

### Accompagnement de la commune de COLPO

Au vu de la volonté communale de réviser son PLU, le SMLS a proposé à la commune de Colpo de se porter maitrise d'ouvrage dans le cadre de sa démarche de mise à jour des inventaires initiaux, zones humides et cours d'eau. **Compte tenu de l'antériorité de l'inventaire initial par rapport à la réglementation introduisant une définition de la zone humide (2008), une mise à jour « plus lourde » et encadrée selon le guide du SMLS a été proposé à la commune.**

L'objet de la mise à jour porte sur une analyse communale afin de repréciser la délimitation de zones humides et de cours d'eau répertoriées dans l'inventaire général suite à l'évolution de la réglementation.

#### La mise à jour de l'inventaire cours d'eau:



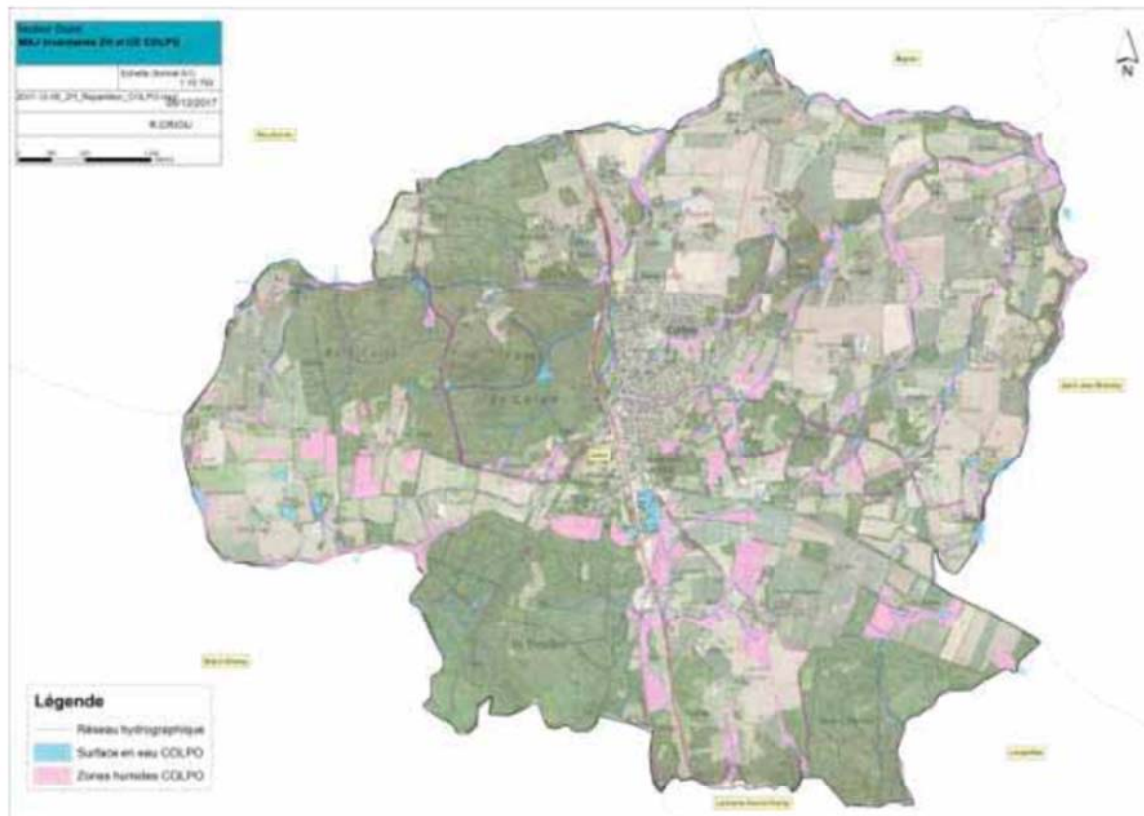
| Typologie SAGEGM RE                     | Longueur de cours d'eau (en m) | Pourcentage |
|-----------------------------------------|--------------------------------|-------------|
| Total cours d'eau ajouté                | 1521,98                        | 10%         |
| Total cours d'eau modification du tracé | 7414,57                        | 48,9%       |
| Total cours d'eau supprimé              | 5831,85                        | 38,45%      |
| Total cours d'eau non modifié           | 395,98                         | 2,65%       |
| TOTAL                                   | 15164,38                       | 100%        |

Sur le total de linéaire de cours d'eau modifié et suite à l'inventaire complémentaire des cours d'eau réalisé sur la commune de Colpo, on constate dans un premier temps que près de 40% des cours

d'eau à vérifier ont été supprimés par rapport au référentiel du SAGE GMRE et que 10% de cours d'eau ont été ajoutés. La quantité de cours d'eau supprimés est importante avec un visuel de terrain bien marqué ne laissant que peu de doutes à l'objectivité des résultats et de l'analyse de terrain (principalement des fossés et des talwegs sans référentiel visible).

Le bureau d'études a également pu apporter quelques modifications vis-à-vis du référentiel SAGE GMRE puisque près de 50% des cours d'eau à vérifier ont vu leur tracé modifié suite à l'inventaire terrain et au contrôle cartographique.

### La mise à jour de l'inventaire zones humides de Colpo :



Au total, **33.38 ha** de zones humides ont été ajoutées sur la commune de Colpo suite à l'inventaire complémentaire de 2017. Sur ces 33.38ha, 31.23ha de nouvelles zones humides ont été référencées et 2.15ha ajoutés suite aux modifications des zones humides initialement inventoriées.

| Surface totale de Zones Humides avant expertise (ref couche SAGE GM RE) - en ha* | Inventaire complémentaire 2017 (Zones humides ajoutées et/ou modification de la délimitation) – en ha | Surface totale de Zones Humides après expertise (ref couche SAGE GM RE) – en ha |
|----------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------|
| 189.61                                                                           | 31.23 <u>ZH ajoutées</u> (ZH non inventoriées en 2006)                                                | 223.62                                                                          |
|                                                                                  | 2.15 <u>d'ajout par modification des zones humides existantes</u>                                     |                                                                                 |

Au global, suite à l'usage de protocole de délimitation plus précis, la surface communale en zone humide augmente et représente un peu plus de 8 % du territoire communal avec 223,62 ha.

## Accompagnement de la commune de PLAUDREN

Au vu de la volonté communale de réviser son PLU, le SMLS a proposé à la commune de PLAUDREN de se porter maitrise d'ouvrage dans le cadre de sa démarche de mise à jour des inventaires initiaux, zones humides et cours d'eau. **Compte tenu de l'antériorité de l'inventaire initial par rapport à la réglementation introduisant une définition de la zone humide (2008), une mise à jour « plus lourde » et encadrée selon le guide du SMLS a été proposé à la commune.**

L'objet de la mise à jour porte sur une analyse communale afin de repréciser la délimitation de zones humides et de cours d'eau répertoriées dans l'inventaire général suite à l'évolution de la réglementation.

### La mise à jour de l'inventaire cours d'eau :



Suite à l'inventaire complémentaire des cours d'eau réalisé sur la commune de Plaudren, on constate dans un premier temps que près de 50% des cours d'eau à vérifier n'ont pas été modifiés par rapport au référentiel du SAGE GMRE et que 3,1% de cours d'eau ont été ajoutés.

Le bureau d'études a également pu apporter quelques modifications vis-à-vis du référentiel SAGE GMRE puisque plus de 37% des cours d'eau à vérifier ont vu leur tracé modifié suite à l'inventaire terrain.



A noter que 6.5% des cours d'eau vérifiés ont été supprimés suite aux inventaires de terrain (principalement sous forme de fossés).

## La mise à jour de l'inventaire zones humides :



Au total, **73.07 ha** de zones humides ont été ajoutées sur la commune de Plaudren suite à l'inventaire complémentaire de 2017. Sur ces 73.07ha, 64.62ha de nouvelles zones humides ont été référencées et 8.45ha ajoutés suite aux modifications des zones humides initialement inventoriées.

| Surface totale de Zones Humides avant expertise (ref couche SAGE GM RE) - en ha | Inventaire complémentaire 2017 (ZH ajoutées et/ou modification de la délimitation) – en ha | Surface totale de Zones Humides après expertise (ref couche SGE GM RE) – en ha |
|---------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------|
| <b>305.14</b>                                                                   | <b>64.62 ZH ajoutées</b> (ZH non inventoriées en 2006)                                     | <b>378.21</b>                                                                  |
|                                                                                 | <b>8.45 d'ajout par modification des zones humides existantes</b>                          |                                                                                |

Au global, suite à l'usage de protocole de délimitation plus précis, la surface communale en zone humide augmente et représente un peu moins de 10 % du territoire communal avec 378,21 ha.

| Typologie SAGE GM RE                                               | Longueur de cours d'eau (en m) | Pourcentage |
|--------------------------------------------------------------------|--------------------------------|-------------|
| Total cours d'eau ajouté                                           | 793,43                         | 3,1%        |
| Total cours d'eau modification du tracé                            | 9906,86                        | 37,2%       |
| Total cours d'eau modification du tracé et modification sémantique | 356,41                         | 1,5%        |
| Total cours d'eau modification sémantique                          | 1024,28                        | 3,9%        |
| Total cours d'eau supprimé                                         | 1705,06                        | 6,5%        |
| Total cours d'eau non modifié                                      | 12493,07                       | 47,8%       |
| <b>TOTAL</b>                                                       | <b>26279,11</b>                | <b>100%</b> |

## Accompagnement de la commune de Brandivy

La commune de Brandivy a lancé une mise à jour de son inventaire zones humides et cours d'eau en fin d'année 2017.

Le travail de concertation avec les propriétaires fonciers et les exploitants agricoles a été réalisé durant le mois de décembre 2018.

Le premier comité de pilotage s'est tenu le 5 Février 2018 en mairie de Brandivy. Celui-ci a permis d'expliquer la démarche et de valider les enveloppes de prospection.

### 2.3.2 Expertise plus fine

Dans le cadre de projet d'extension de leurs zones urbaines, les communes de Ploeren et de Baden se sont rapprochées du Syndicat Mixte du Loc'h est du Sal pour bénéficier d'un inventaire plus précis.

Les expertises se sont déroulées entre Avril et Novembre 2017. Elles ont permis d'obtenir les tableaux suivant :

#### -Pour la commune de Baden :

| Surface totale ZH avant expertise (ref couche SAGE GMRE) - en ha* | Expertise ZH - ALTHIS 2017 |                                      |                                     |                                 | Surface totale ZH après expertise (ref couche SAGE GMRE) - en ha |
|-------------------------------------------------------------------|----------------------------|--------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|------------------------------------------------------------------|
|                                                                   | Secteurs                   | Inventaire 2011 (en m <sup>2</sup> ) | Expertise 2017 (en m <sup>2</sup> ) | Différence (en m <sup>2</sup> ) |                                                                  |
| 368,1081                                                          | Charcot                    |                                      |                                     |                                 | 368,3481                                                         |
|                                                                   | ZE 503                     | 0                                    | 1430                                | 1430                            |                                                                  |
|                                                                   | ZE 489                     | 1460                                 | 1590                                | 130                             |                                                                  |
|                                                                   | Sept-Iles                  | 2730                                 | 1410                                | -1320                           |                                                                  |
|                                                                   | Govello                    | 3820                                 | 3820                                | 0                               |                                                                  |
|                                                                   |                            |                                      | Total (en m <sup>2</sup> )          | 240                             |                                                                  |
|                                                                   |                            | <b>Total (ha)</b>                    | <b>0,24</b>                         |                                 |                                                                  |

#### -Pour la commune de Ploeren :

| Surface totale ZH avant expertise (ref couche SAGE GMRE) - en ha* | Expertise ZH - ALTHIS 2017 |                                      |                                     |                                 | Surface totale ZH après expertise (ref couche SAGE GMRE) - en ha |
|-------------------------------------------------------------------|----------------------------|--------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------|------------------------------------------------------------------|
|                                                                   | Secteurs                   | Inventaire 2011 (en m <sup>2</sup> ) | Expertise 2017 (en m <sup>2</sup> ) | Différence (en m <sup>2</sup> ) |                                                                  |
| 224,3124                                                          | Près Carrés                | 1071                                 | 724                                 | -347                            | 224,2169                                                         |
|                                                                   | Goh Len                    | 7616                                 | 4871                                | -2745                           |                                                                  |
|                                                                   | Ar Vadalen                 | 523                                  | 909                                 | 386                             |                                                                  |
|                                                                   | Mané Coëtdigo              | 45100                                | 44900                               | 0                               |                                                                  |
|                                                                   | Raquer                     | 31200,52                             | 32950,62                            | 1750,1                          |                                                                  |
|                                                                   |                            |                                      | Total (en m <sup>2</sup> )          | -955,9                          |                                                                  |
|                                                                   |                            | <b>Total (ha)</b>                    | <b>-0,0956</b>                      |                                 |                                                                  |

## 2.3.4 Inventaires initiaux zones humides et cours d'eau

En parallèle, le SMLS est intervenu à la demande de Vannes Agglo sur les communes de Tréffléan et Sulniac. Ces 2 communes ne disposent pas d'inventaires zones humides et ont souhaité être assistés dans l'ensemble des démarches administratives et techniques. La commune de Sulniac disposant déjà d'un inventaire cours d'eau par le biais de l'Institution d'Aménagement de la Vilaine, le bureau d'études sera également en charge de l'inventaire des cours d'eau sur la commune de Tréffléan.

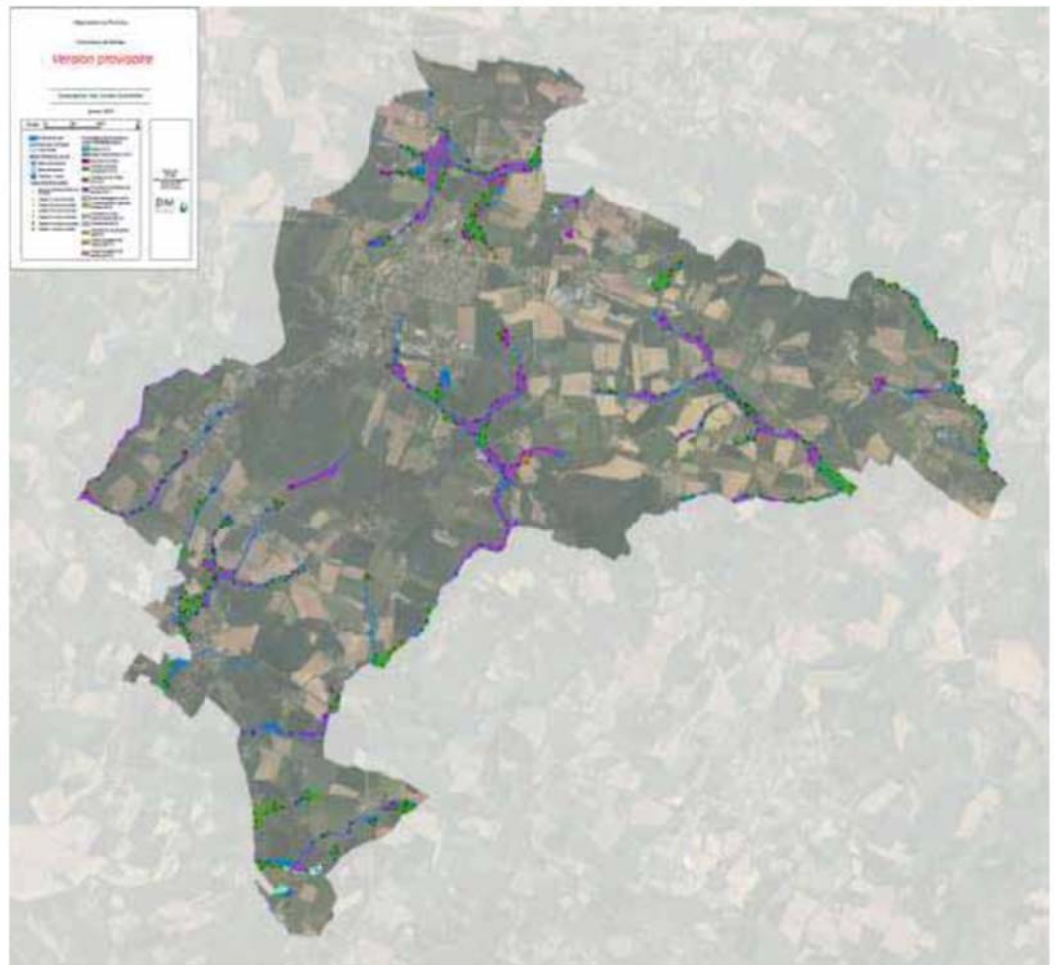
Dans un regroupement de commande, les communes de Tréffléan et de Sulniac ont sélectionné le bureau d'études DMEau pour réaliser ces prestations pour un montant total de 19 960 € TTC.

Le premier comité de pilotage s'est tenu le 4 Juillet sur les deux communes. Une présentation de l'étude d'inventaire des zones et des cours d'eau a été présentée en réunion publique le 10 Juillet. Une faible mobilisation a été constatée pour ces deux communes.

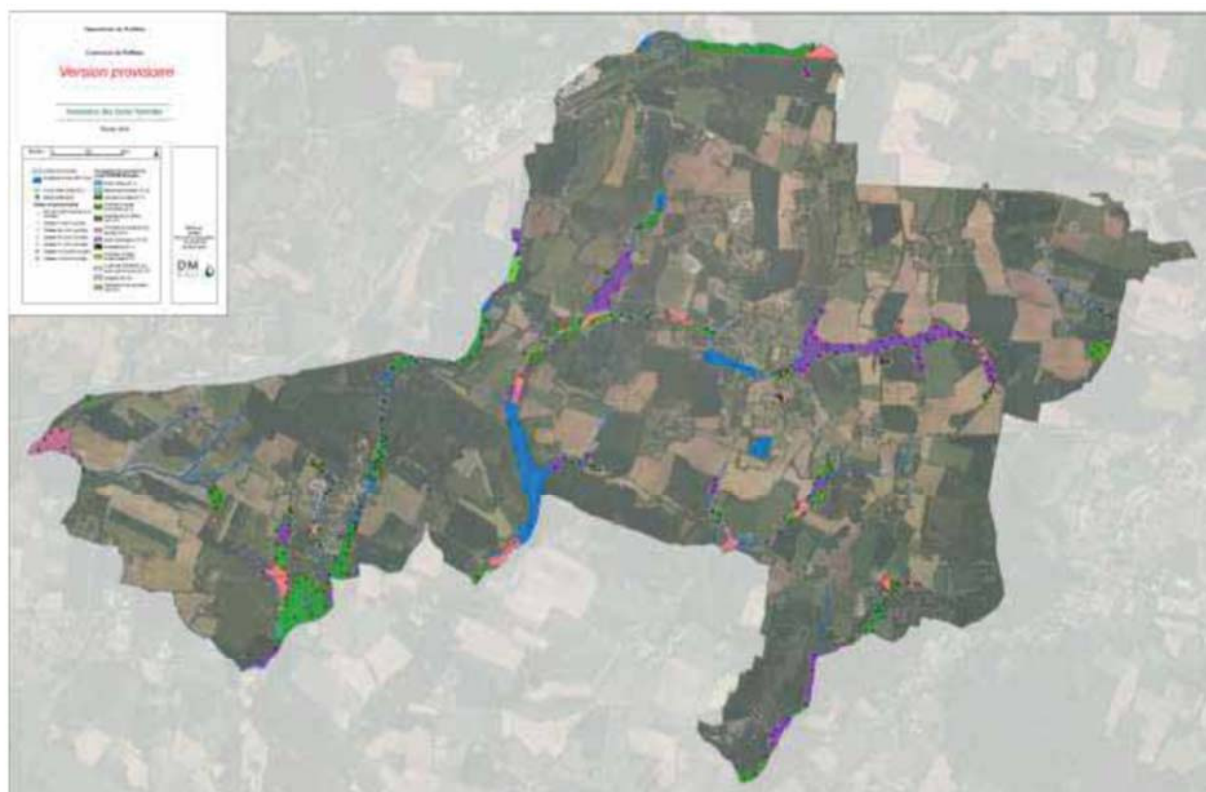
Au vu des deux années hydrologiques précédentes, le début des inventaires terrain, initialement prévu pour Août/Septembre, a été décalé au mois d'Octobre.

Le comité de pilotage s'est de nouveau réuni début Novembre pour présenter les résultats des inventaires sur le terrain. Pour une appropriation du terrain et des inventaires qui ont été réalisés, il a été décidé de laisser 3 semaines au comité de pilotage pour nous faire remonter leurs remarques.

Au mois de décembre le comité de pilotage de la commune de Sulniac, en présence du bureau d'études et du SMLS, s'est réuni pour présenter leurs remarques. Un passage sur le terrain a permis de lever les doutes sur des secteurs prédéfinis par le comité de pilotage.



Un contre temps sur la commune de Tréfléan n'a pas permis de réaliser cette phase en Décembre. Celle-ci a été réalisée en début d'année 2018.



La phase de consultation du public avant validation définitive des inventaires aura lieu entre fin Mars et le milieu du mois d'Avril 2018.

## 3 –VOLET BOCAGE

### 3.1 Préambule

Fort de son expérience sur le Programme Breizh Bocage 1 (2010-2014) le Syndicat Mixte du Loch et du Sal a déclaré son intention en Novembre 2014 de s'engager dans le 2<sup>nd</sup> programme Breizh Bocage (2015-2020). Avant de présenter les actions 2016, il semble important de repreciser que la mobilisation du dispositif régional Breizh Bocage n°2 par le SMLS est liée au contrat territorial 2015-2018. En effet, sa construction s'est appuyée sur les enseignements du passé au travers d'un bilan/évaluation enrichi de l'expression des acteurs enquêtés.

Là où le 1<sup>er</sup> programme s'appuyait uniquement sur un volet travaux de reconstitution du bocage, sa seconde mouture s'appuie sur un triptyque Création / Protection / Gestion.

### 3.2 La stratégie territoriale bocagère

#### a) Concertation

Cette stratégie est le fruit d'un travail de concertation avec les acteurs locaux concernés (élus, agriculteurs et associations locales), afin de tenir compte de leurs préoccupations et de s'assurer d'une meilleure appropriation de la démarche.

Toute au long de la procédure, l'équipe technique du SMLS associant des compétences pluridisciplinaires s'est appuyée sur 3 comités :

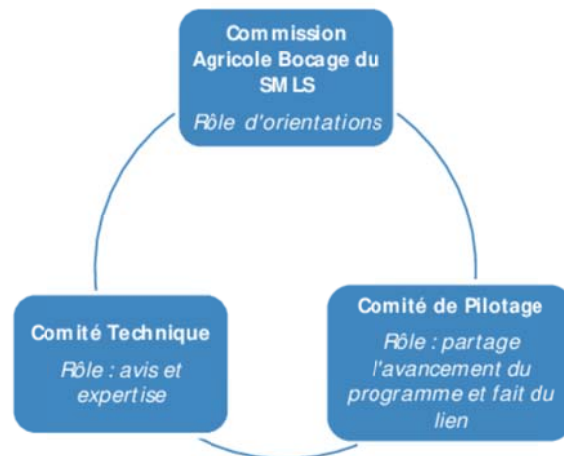


Illustration – Comitologie

#### b) Méthode

Cette stratégie s'est reposée sur un ensemble de bilans, évaluations, et analyses complet afin d'élaborer la stratégie la plus pertinente possible au regard du territoire sur lequel elle est déposée.

4 grands axes ont permis son élaboration :

- un bilan / évaluation du premier programme
- une analyse spatio-temporelle de l'évolution du bocage et ses facteurs sur le territoire (2004-2013)
- une étude des documents réglementaires et de leur exigences en termes de préservation, prise en compte, usages de la trame bocagère et du patrimoine arboré
- une phase d'enquête et de prise en compte des acteurs locaux du bocage (agriculteurs, élus, associations, ...)

# RAPPORT D'ACTIVITE 2017

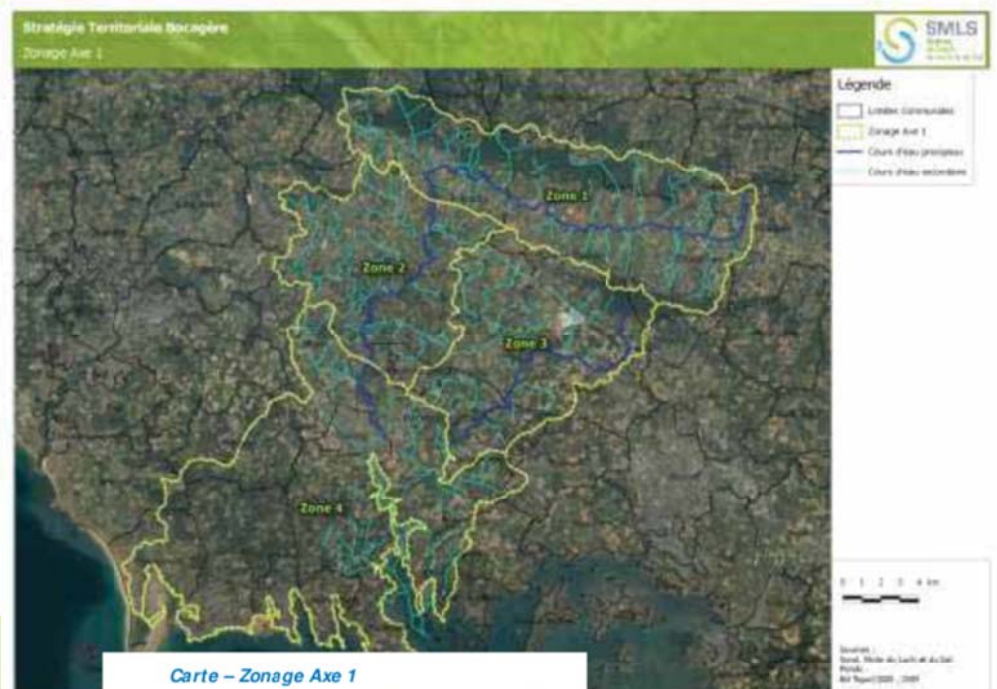
Cette phase de travail a permis d'identifier les enjeux du bocage, les facteurs les influençant, et en les croisant de fixer la stratégie au travers d'objectifs à long terme (à visée postérieure au programme), d'objectifs opérationnels, et enfin d'actions y répondant :

| Objectifs à long terme                                                           | Objectifs de la Stratégie Territoriale - 2015 -2020             | Actions proposées                                                                                                                                                                                                                                                  |
|----------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Maintenir un maillage bocager préservé et résilient sur l'ensemble du territoire | Créer / Recréer le maillage bocager                             | <b>Axe1 : Création reconstitution</b>                                                                                                                                                                                                                              |
|                                                                                  | Protéger le maillage bocager                                    | <b>Axe2 : Protection du bocage</b><br>⇒ Protection / Compensation du patrimoine arboré au travers des PLUs                                                                                                                                                         |
|                                                                                  | Assurer la gestion et la durabilité du maillage bocager         | <b>Axe3 : Gestion</b><br>⇒ Mise en place de MAECs<br>⇒ Promotion des plans de gestion du bocage<br>⇒ Utiliser la régénération naturelle<br>⇒ Mise en place de taille de formation en régie<br>⇒ Mise en place d'un outil de gestion des bords de routes communales |
| Articuler et impliquer les différents acteurs du bocage                          | Structuration d'une FBE cohérente et durable                    | <b>Axe4 : Valorisation</b><br>⇒ Encadrement des démarches de filières<br>⇒ Mise en relation entre gestionnaire et structures compétentes                                                                                                                           |
|                                                                                  | Sensibilisation / Formation des acteurs                         | <b>Axe5 : Actions transversales</b><br>⇒ Création d'outils de communication<br>⇒ Démonstrations / Animations<br>⇒ Formations<br>⇒ Action locale et solidaire                                                                                                       |
| Développer et suivre la connaissance du patrimoine bocager                       | Assurer le suivi des connaissances sur l'évolution du programme | <b>Axe3 : Gestion</b><br>⇒ Suivis des linéaires BB                                                                                                                                                                                                                 |
|                                                                                  | Evaluer le programme                                            | <b>Axe5 : Actions transversales</b><br>⇒ Indicateurs de suivis                                                                                                                                                                                                     |
|                                                                                  | Poursuivre la mise à jour du référentiel                        | <b>Axe5 : Actions transversales</b><br>⇒ Mise à jour du référentiel                                                                                                                                                                                                |

Tableau – Objectifs et actions proposées

## c) Application

Concernant les travaux de reconstitution du bocage (AXE1), le COPIL a décidé au regard des enjeux d'agir par zone prioritaires. Afin de pouvoir évaluer annuellement l'avancée de la présente stratégie, il a été décidé de quantifier les objectifs de réalisations. L'objectif proposé et retenu par les différentes instances de concertation



Carte – Zonage Axe 1

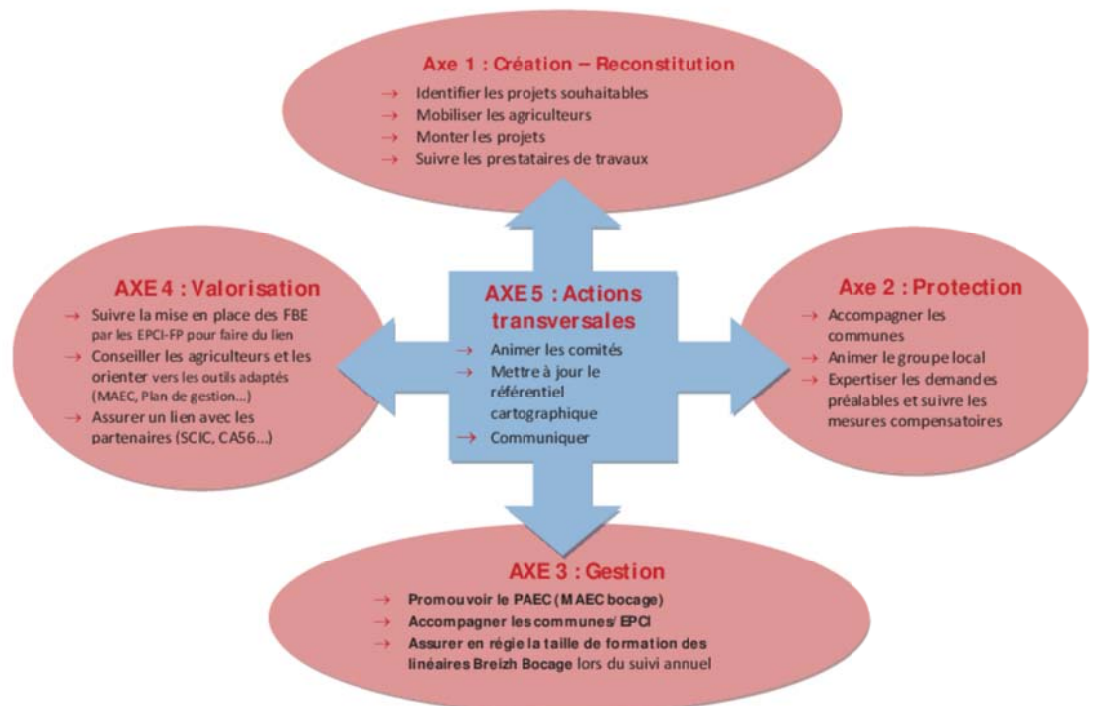
viser la création d'environ 5 à 7 km de linéaires bocager par an à partir de 2016.

Le SMLS mettra l'accent sur les différents sous-bassins du bassin versant du Loc'h présentant des problématiques érosives et phosphores. Les résultats de suivis ciblés menés par le SMLS permettront ce ciblage.

Le SMLS construit et pilote la stratégie au travers des 5 axes :

## Illustration – Rôle et positionnement du SMLS

Pour la réalisation de ce second programme, le Syndicat Mixte du Loc'h et du Sal met à disposition 1.2 Equivalent Temps Plein, soit environ 260 jours/. Ce temps permettra d'assurer les différents axes de travail relatifs au programme Breizh Bocage 2 pour l'ensemble du territoire du SMLS soit 27 communes



Compte tenu des enjeux du territoire, les parts de l'ETP affectées aux 3 premiers axes sont quasi équivalentes à 1/3, le reste du temps étant largement occupé par le dernier axe.

Le tableau suivant indique la répartition financière des budgets par axe, par type d'investissement, et par année. Le budget prévisionnel est de 110 000€/an TTC. Il est plafonné par l'autofinancement des adhérents.

| Axe concerné | Année 2016     |              | Année 2017     |              | Année 2018     |              | Année 2019     |              | Année 2020     |              |
|--------------|----------------|--------------|----------------|--------------|----------------|--------------|----------------|--------------|----------------|--------------|
|              | Imma<br>tériel | Ma<br>tériel | Imma<br>tériel | Matér<br>iel | Imma<br>tériel | Ma<br>tériel | Imma<br>tériel | Ma<br>tériel | Imma<br>tériel | Maté<br>riel |
|              | 50 000         | 60 000       | 50 000         | 60 000       | 50 000         | 60 000       | 50 000         | 60 000       | 50 000         | 60 000       |
| <b>Axe 1</b> | 17 500         | 60 000       | 17 500         | 60 000       | 17 500         | 60 000       | 17 500         | 60 000       | 17 500         | 60 000       |
| <b>Axe 2</b> | 12 500         |              | 12 500         |              | 12 500         |              | 12 500         |              | 12 500         |              |
| <b>Axe 3</b> | 15 000         |              | 15 000         |              | 15 000         |              | 15 000         |              | 15 000         |              |
| <b>Axe 4</b> | 0              |              | 0              |              | 0              |              | 0              |              | 0              |              |
| <b>Axe 5</b> | 5 000          |              | 5 000          |              | 5 000          |              | 5 000          |              | 5 000          |              |

Tableau – Répartition budget prévisionnel

## 3.2 Axe 1 : Création - Reconstitution

### 3.2.1. Préalable

Pour rappel le secteur prioritaire du 1<sup>er</sup> programme Breizh Bocage était localisé sur les communes de Grand-Champ, Locmaria Grand-champ, Locquetas et Brandivy. 35 km de projets souhaitable y avaient été identifiés, dont 7 km ont été réalisés.



Selon la Stratégie Territoriale Bocagère présentée et validée en 2016, le secteur d'intervention historique BB1 a été inclus dans la zone prioritaire 1. Pour rappel, cette zone totalise 150 exploitants agricoles sur une surface de 12 128 Ha.

5 400 ml de travaux ont été conventionnés en 2016 pour une réalisation dans l'hiver 2016-2017, à l'exception d'un talutage (75m) qui a été réalisé en Août 2017 afin de respecter les cultures à proximité. Sa plantation a été réalisée cet hiver (saison de travaux 2017-2018).

Il est à noter que 2 kms de ce linéaire ont été réalisés en dehors du cadre du programme Breizh Bocage (Compensation défrichements RD 767).

La morosité ambiante du monde agricole liée au volet économique, les incertitudes de la réforme de la PAC, ainsi que le redémarrage du programme BB n'ont pas facilité les 1<sup>ers</sup> contacts et les échanges avec les agriculteurs.

La densité bocagère sur La Zone 1 (Z1) était de 50,9 ml/ha brut avant travaux (à relativiser du fait du caractère très forestier de la zone - 30%). En retirant la surface boisée, la densité de la Z1 remonte à 72ml/Ha.

La densité de la Z1 avec les travaux réalisés est passée à 51.3ml/Ha ou 72,6ml/Ha en soustrayant les surfaces uniquement forestières.

La zone 2, programmée pour l'hiver 2017-2018, totalise 7 992 ha pour 95 sièges d'exploitations recensés au SMLS. La méthode de démarchage consiste en des plages horaires d'appel différentes afin de pouvoir contacter le maximum d'exploitants. 75% de ceux-ci ont été appelé au moins une fois. Un second appel sur 25 % d'entre eux a permis de décrocher 2 rendez-vous supplémentaires. Ponctuellement une visite en directe aux sièges d'exploitations difficile à contacter peut-être réalisée.



Les plus sensibles et les plus intéressés par la démarche ont bénéficié d'un diagnostic à l'échelle de leur parcellaire (identification de projets souhaitables).

Plusieurs rencontres sont nécessaires pour finaliser les pré-projets. Chaque agriculteur devant prendre du recul et bien analyser les répercussions en termes d'entretien, d'exposition ou tout simplement s'entendre avec son (ses) voisin(s) quand le projet est limitrophe, propriétaires quand il est locataire.

Le territoire de la Z2 comprend aussi des parcelles exploitées par des agriculteurs hors de cette zone. Le travail mené pour les contacter aussi a permis aujourd'hui d'en joindre 2 dont 1 est intéressé pour des talus.

Actuellement 13 exploitants ont soit signé des projets de plantations (52 projets). Certains projets ont été signés dès la fin d'année dernière.

La morosité ambiante du monde agricole liée au volet économique, ainsi que la méconnaissance du programme sur une partie de ce territoire reste un frein lors des 1<sup>er</sup>s contacts.

### 3.2.2. Données générales

La densité bocagère sur La Zone 2 (Z2) était de 54,3 ml/ha brut avant travaux. Celle-ci est inférieure à la moyenne du Morbihan. La densité de la Z1 avec les travaux réalisés est passée à 55.2ml/Ha, soit un gain 0,9ml/Ha.

#### a) Typologie des projets

|               | Grand brise vent | Moyen brise vent | Arbustif   | Alignement | Total        |
|---------------|------------------|------------------|------------|------------|--------------|
| A plat        | 1 739            | 283              | 402        | 84         | 2 508        |
| Talus         | 3 088            | 127              | 704        | 254        | 4 173        |
| <b>To tal</b> | <b>3610</b>      | <b>682</b>       | <b>220</b> | <b>718</b> | <b>6 681</b> |

Il est à noter une proportion importante de haies sur talus cette saison de travaux malgré la difficulté de négocier des talus avec les agriculteurs, la plupart ne voulant pas s'encombrer avec des aménagements dit « lourds » (emprise des talus, entretien de l'enherbement...). Le territoire n'ayant pas été prospecté en Breizh bocage par le passé, les projets les plus importants hydrauliquement parlant restaient à faire.

A ces linéaires viennent s'ajouter 4 entrées de champ.

#### b) Interface des projets

|                       | Bord de bâti, route ou chemin | Intra, inter parcellaire, bord d'eau | Total |
|-----------------------|-------------------------------|--------------------------------------|-------|
| Longueur (ml)         | 2 121                         | 4 674                                | 6 795 |
| Proportion (longueur) | 31.2%                         | 68.8%                                | 100%  |
| Nombre                | 17                            | 31                                   | 48    |

Les linéaires en bord de réseau viaire viennent compléter le rôle d'un fossé, perpendiculairement au sens de la pente. Certains sont situés en bord de chemin d'exploitation séparant deux parcelles, en en faisant quasiment des linéaires inter-parcellaire.

## c) Situation topographique des projets

|                       | Perpendiculaire | Oblique | Parallèle |       | Total |
|-----------------------|-----------------|---------|-----------|-------|-------|
| Longueur (ml)         | 4 029           | 1 917   | 419       | 430   | 6 795 |
| Proportion (longueur) | 59.3 %          | 28.2 %  | 6.2 %     | 6.3 % | 100 % |
| Nombre                | 26              | 14      | 5         | 3     | 48    |

Comme il a été précisé dans la Stratégie Territoriale, la priorité se porte sur les aménagements antiérosifs, déterminés notamment en fonction de leur position par rapport à la pente. L'ensemble des projets sont ainsi en position perpendiculaire ou oblique. Certains des linéaires sont obliques par nécessité (bord de réseau viaire, pratique culturale en contradiction avec un positionnement perpendiculaire, haie à angles, ...). Par défaut, les linéaires obliques présentent au moins un angle d'infiltration, que ce soit de par leur linéaire, ou grâce à une connexion avec l'existant.

Un linéaire (sans objet) est situé sur un plateau. Ce linéaire joue tout de même un rôle en terme de Trame verte, puisqu'il vient reconnecter deux linéaires. L'exploitant concerné plante 700m de talus en ceinture de bas-fond.

### 3.2.3. Réalisation

Le SMLS a lancé une consultation afin de confier à une ou plusieurs entreprises les travaux bocagers suivants :

- ⇒ **Lot 1 : Construction et/ ou restauration de talus bocager et semis,**
- ⇒ **Lot 2 : Fourniture et plantations de haies à caractère champêtre, sur talus nouvellement créés, sur talus anciens, à plat,**
- ⇒ **Lot 3 : Entretiens et tailles de formation**

### a) La procédure de consultation

Compte tenu du montant il s'agit d'un marché à procédure adaptée conformément aux articles 12, 27, 78 et 80 du Code des marchés publics. L'avis a été transmis pour publication Juillet 2017 avec une date butoir pour réceptionner les offres au 02 Aout 2017.

Au final, 4 entreprises ont retiré le DCE. 3 entreprises ont proposé une offre dont 1 sur le lot n°1 et 2 sur le lot n°2, et 2 sur le lot n°3.

Il a été décidé de retenir :

- Pour le lot n°1 : l'entreprise PAULIC de BAUD
- Pour le lot n°2 : L'entreprise de travaux forestiers : Jean Daniel TILLY de Marsac
- Pour le lot n°3 : L'entreprise UTOPIA Environnement de BRECH

|                 | Opération                               | Unité | Coût unitaire HT | Coût total moyen / ml HT |
|-----------------|-----------------------------------------|-------|------------------|--------------------------|
| Talus           | Création                                | ml    | 7.90             | 9.25                     |
|                 | Ensemencement                           | ml    | 1.35             |                          |
|                 | Restauration de talus                   | ml    | 5.3              | 1.90                     |
| Entrée de champ | Fourniture buse/matériaux + pose (6 ml) | u.    | 465              | 465                      |
| Plantation      | Fourniture de plants                    | ml    | 0.71             | Haie à plat<br>5.85      |
|                 | Plantation effective                    | ml    | 0.78             |                          |
|                 | Protection gibier                       | u.    | 2.45             |                          |
|                 | Paillage talus                          | m3    | 35               | Haie sur talus           |
|                 | Préparation du sol                      | ml    | 0.25             | 2.64                     |
|                 | Paillage haie à plat                    | m3    | 27               |                          |
| Entretien       | Entretien des plantations (1 passage)   | ml    | 0.44             | 0.44                     |

## b) Le calendrier des travaux

### → Talutage :

Les travaux se sont déroulés à partir du 01 Octobre 2017 et devrait durer jusque mi-mars 2018. Deux interruptions sont venues rythmer les réalisations, les vacances de Noël, et de fortes précipitations en Février. Les précipitations soutenues de fin Décembre 2017 jusque fin Janvier 2018 ont obligés à repousser la fin de la réalisation d'un talus (achèvement probable en Mars).

### → Plantation :

Les plantations ont commencé à partir de la deuxième semaine de janvier, dès que l'entreprise Jean Daniel Tilly a pu réceptionner les plants et que le planning d'intervention a été validé. L'entreprise prévoit de planter environ 400 ml de haie (2 intervenant x 200 ml) par jour. Les plantations seront achevées à la fin du mois de mars (15 jours après la réalisation du dernier talus).

Un chantier de plantation sur le talus achevé en Août a été réalisé, ainsi qu'un chantier sur un linéaire fortement impacté par les dégâts de rongeurs. Une mise en jauge des plants en surplus sera à prévoir.

Les plants fournis et le mode de plantation sont comparables à ceux utilisés en forêt (MFR), à savoir :

- des plants de 2/3 ans issus de pépinières forestières,
- des plants repiqué en potet (dont les racines sont entourées par une motte de terre) travaillé ou à la pioche forestière.

## 3.2.4. Entretien

Outre les compléments de taille de formation sur les linéaires BB1, un programme d'entretien à eut lieu sur les linéaires réalisés sur la Z1. Ceux-ci ont été l'occasion d'un suivi des réalisations.

Excepté le linéaire ayant nécessité un regarni pendant la saison 2017-2018, pas un seul linéaire n'a subi plus de 20% de perte. Un deuxième suivis en 2018 permettra de confirmer l'installation de ces plantations.

## 3.3 Axe 2 : Protection

### 3.3.1. Préalable

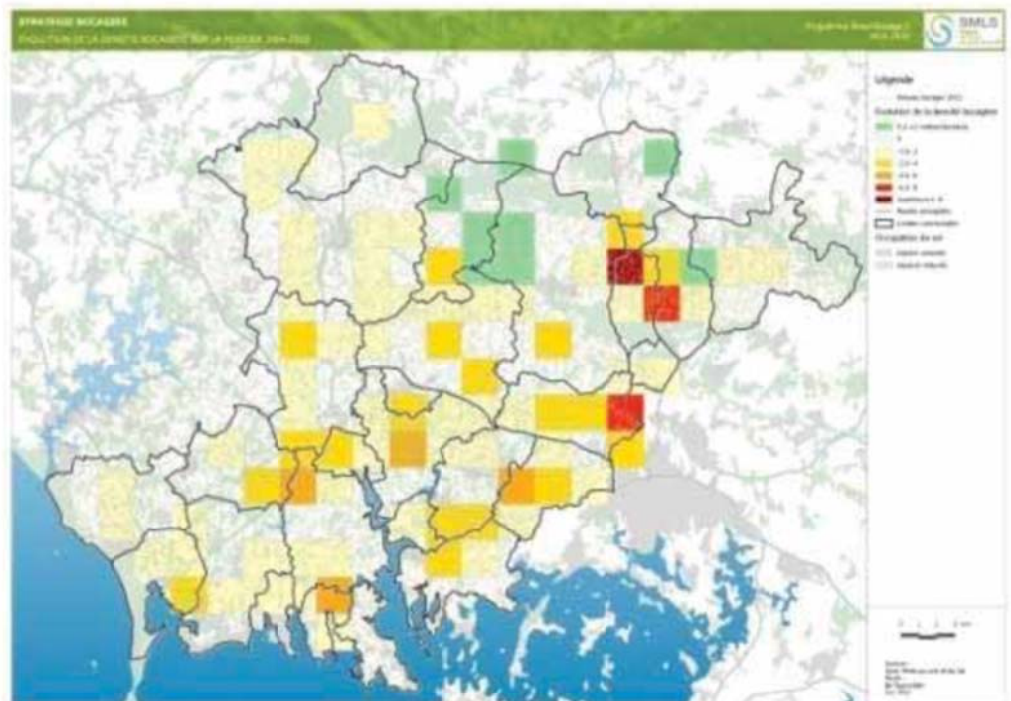
Le SMLS s'est engagé dans l'élaboration du programme Breizh Bocage 2 à l'échelle de son territoire pour lutter contre les phénomènes d'érosion et de limiter les transferts de polluants vers les cours d'eau. L'année 2015 a été consacrée à l'élaboration de la Stratégie Territoriale Bocagère. Dans le cadre de ce travail, **une analyse spatio-temporelle de l'évolution du bocage, et des facteurs qui en sont responsables.** Il était déjà connu qu'en Bretagne, un phénomène d'érosion lent était toujours présent (1%/an - données DREAL).

Pour autant cette étude à permis d'obtenir précise sur le territoire du SMLS. Portant sur plusieurs orthophotos de 2004 à 2013, les données collectées montrent une **érosion de l'ordre de 93 km sur 9 ans**. Si l'on met ces pertes en balance avec le programme Breizh Bocage 1 qui avait permis la reconstitution de 7 km, et les quelques mesures compensatoires observées (environ 500m), on réalise l'enjeux que représente la protection du bocage dans les documents d'urbanisme.

Les facteurs d'altération du bocage



A titre d'exemple, les deux zones proches très marquées que l'on observe au Nord-Est du territoire, sur les communes de Locmaria Grand-Champ, correspondent entre-autre à 2 km arasés pour l'élargissement de la D767. Ces 2 km non protégés sont des pertes sèches sans compensation.



**La protection du maillage existant apparait à ce titre un complément indispensable à la politique de réhabilitation du bocage mise en œuvre dans l'Axe 1.**

Ainsi, dans le cadre de la révision du PLU, les communes de Brech, Plaudren, Pluneret, et Baden ont confié au Syndicat Mixte du Loch et du Sal la mission d'évaluer le patrimoine arboré de leur territoire et les modalités pour gérer et préserver ce dernier par les outils réglementaires adaptés. Cette mission a visé à répondre à trois objectifs :

- **Identifier et caractériser des éléments du paysage et du patrimoine arboré de la commune à préserver.** Ce premier objectif s'est décliné en trois phases afin d'analyser et évaluer les composantes suivantes :
  - le maillage bocager
  - les **espaces boisés** de surface inférieure à 2.5 hectares
  - Les **arbres remarquables** et les **chemins creux**
- **Proposer un règlement** permettant d'établir des règles et modalités de gestion durable afin d'assurer la pérennité et maintenir les fonctionnalités de ce patrimoine
- **Instaurer les conditions d'un dialogue local permanent** pour le **suivi et la gestion** avec les propriétaires et usagers de ce patrimoine arboré

**Ce travail d'identification du bocage et du patrimoine arboré vise à garantir à terme ce potentiel global qui permet la préservation de la qualité de l'eau, des paysages, de la diversité biologique, et de la cohérence de la trame verte.** Ce travail et ces principes ont été repris au PLU dans l'ensemble des pièces du PLU, de l'état initial de l'environnement, au PADD, et au règlement.

### 3.3.2. Déroulement de l'étude

Le syndicat a proposé aux élus un outil de pilotage et d'aide à la décision pour instaurer les mesures de protection nécessaire à la préservation du bocage.

Il a s'agit de réaliser un travail préalable visant à diagnostiquer les différents rôles des haies et du patrimoine arboré présents sur l'ensemble du territoire communal. Ce travail s'est basé sur une étude technique couplant des expertises terrains avec des outils cartographiques de traitement et d'analyse.

#### *a) Constitution d'un Comité de Pilotage*

Pour la réalisation de ces études, le SMLS s'appuie sur un comité de pilotage composé de différents représentants des principaux collèges gravitant autour de ce patrimoine. Typiquement, quatre collèges sont présents :

- les élus qui copilotent avec le SMLS la réalisation de cette étude,
- les représentants agricoles,
- les représentants de la propriété forestière
- les associations de loisirs (chasses, pêches, randonnées, ...), environnementales, et de promotion du patrimoine local.

Ce comité de pilotage a pour objectif de suivre l'étude au travers de réunions de travail, et ainsi de valider chaque étape. Cela représente 2 à 3 réunions rien que pour le CoPil.

|                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Réunion de présentation                         | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation de la démarche</li> <li>• Présentation des objectifs</li> <li>• Présentation de la méthode</li> <li>• Etablissement du calendrier de l'étude</li> </ul>                                                                                                               |
| Inventaire bocage et boisements                 | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Phase de fiabilisation du référentiel cartographique</li> <li>• Caractérisation de chaque éléments</li> </ul>                                                                                                                                                                      |
| 1 <sup>er</sup> Comité de Pilotage              | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Installation du CoPil</li> <li>• Présentation de la démarche et du calendrier</li> <li>• Présentation des items inventoriés</li> <li>• Démarche de pré-localisation des arbres remarquable et chemins creux</li> <li>• Présentation du diagnostic du patrimoine bocager</li> </ul> |
| Inventaire chemins creux et arbres remarquables | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Positionnement cartographique</li> <li>• Recensement, caractérisation et prise de photos</li> </ul>                                                                                                                                                                                |
| 2 <sup>ème</sup> Comité de Pilotage             | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Rappel des données bocage</li> <li>• Présentation du diagnostic boisements de la commune</li> <li>• Présentation des outils de classements possible</li> </ul>                                                                                                                     |
| Commission PLU                                  | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation succincte de l'ensemble des données de l'étude</li> <li>• Présentation et discussion autour des outils de protection avec les élus et le bureau d'étude</li> </ul>                                                                                                    |
| 3 <sup>ème</sup> Comité de Pilotage             | <ul style="list-style-type: none"> <li>• Présentation et validation des arbres remarquables et chemins creux</li> <li>• Analyse du patrimoine arboré complet et choix et mesures et protections et prescriptions appliquer selon les fonctionnalités</li> </ul>                                                             |

## *b) Diagnostic*

La réalisation du diagnostic du patrimoine arboré de la commune a été menée grâce à travail cartographique, ainsi qu'un travail d'expertise terrain.

### **Diagnostic du réseau bocager**

L'analyse du réseau bocager se base sur un référentiel historique du SMLS (BB1, expertise pour auray communauté), mis à jour lors de l'élaboration de la Stratégie (uniquement les éléments modifiés). Au début du travail avec chaque commune, le référentiel est renumérisé de manière exhaustive, à partir de la dernière orthophoto (2013). Ce travail de numérisation se base au maximum sur le référentiel cadastral afin de produire une 1<sup>ère</sup> couche cohérente au regard de l'usage au sein du PLU.

Tout le travail sur le terrain est ensuite de fiabiliser ce référentiel, et de caractériser de manière exhaustive tous les linéaires. Les items relevés sur le terrain permettent d'évaluer au maximum les rôles de chaque linéaire :

| Enjeux               | Enjeu Hydraulique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Enjeu Paysager                                                                                                                                                               | Enjeu Trame Verte                                                                                                                                                                                                   | Enjeu Economique                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Items correspondants | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Situation générale</li> <li>- Milieux contigu avec présence ou non d'un fossé</li> <li>- Orientation par rapport à la pente</li> <li>- Présence d'un angle d'infiltration ou non</li> <li>- Implantation</li> <li>- Présence d'une entrée de champs, d'une discontinuité et combien</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Milieux contigus</li> <li>- Continuité du couvert ligneux</li> <li>- Strate(s) présente(s)</li> <li>- Situation générale</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Connectivité</li> <li>- Continuité du couvert ligneux</li> <li>- Strate(s) présente(s)</li> <li>- Typologie</li> <li>- Présence d'EEE</li> <li>- Etat sanitaire</li> </ul> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- Continuité du couvert ligneux</li> <li>- Strate(s) présente(s)</li> <li>- Espèce(s) arborée(s)</li> <li>- Espèce(s) arbustive(s)</li> <li>- Potentiel de valorisation dans les 5 ans</li> <li>- Modalités d'intervention dans les 5 ans</li> </ul> |

**Enjeu patrimonial :** L'analyse se basera sur la cartographie des chemins creux et des chemins de randonnées, les sites touristiques ou de loisirs et enfin les espaces remarquables. Ces référentiels permettront d'approcher l'intérêt patrimonial des haies dans l'expertise réalisée.

## **Diagnostic des boisements de surface inférieure à 2.5 ha**

L'arrêté du 05 Avril 2004 de la préfecture du Morbihan, au sens et en application de l'article L.311-1 du code forestier, exempte d'autorisation de défrichement les boisements de superficie inférieure à 2.5ha.

La matière première de cette caractérisation est la couche de l'Inventaire Forestier National de 2010. L'imprécision et l'approximation de la numérisation nécessite un travail préalable.

Celui-ci se compose de :

- une re-numérisation des espaces de – 2.5ha afin de se fixer aux limites cadastrales ou à minima aux limites réelles. En effet la couche d'origine, produite à partir d'une classification automatique à partir des orthophotos englobe l'ensemble du houppier des arbres, ainsi que les zones ombragées.
- un redécoupage basé sur la notion d'un seul tenant. Il assure la cohésion du massif forestier. Il est rompu par des obstacles infranchissables ou gênants de façon significative la gestion du massif (routes à terre-plein central, voies d'eau navigables, zones cultivées de +30 m).

## **Diagnostic des chemins creux et arbres remarquables**

Afin de réaliser ce diagnostic, une prélocalisation est demandée à la commune et au Comité de Pilotage. A cette fin, une grande carte en A0 et des formulaires spécifiques sont remis à la commune.

Une fois reporté sur SIG, une fiabilisation in situ est réalisé pour chaque élément ainsi qu'une expertise. Elle porte sur les caractéristiques physiques, l'état sanitaire et physique, l'intérêt culturel (historique, proximité à du patrimoine bâti, ...), ainsi que différents éléments de contexte.

### **c) Les outils de protections déployés**

#### **Le classement en Espaces Boisés Classés L113-2**

L'EBC comporte deux obligations: d'une part, **la pérennisation de la destination boisée et, d'autre part, l'encadrement administratif des coupes et abattages d'arbre**. La coupe et l'abattage sont ainsi soumis à déclaration préalable et le défrichement est refusé de plein droit. Seule une révision générale du document d'urbanisme peut conduire au déclassement d'un EBC.

#### **Le classement en éléments du paysages identifiés au PLU au titre de l'article L 151-19/ 23 (loi paysage du 8 janvier 1993)**

Cet outil est plus souple et moins contraignant que l'EBC. Seul, le changement de destination est soumis à déclaration préalable (cerfa 13404 \* 03). De plus des prescriptions peuvent y être adjointes, notamment en terme de compensation.

Les décisions des communes accompagnées :

|          | Maillage bocager                                           | Boisement < 2.5 ha | Arbres remarquables                               | Chemins creux        |
|----------|------------------------------------------------------------|--------------------|---------------------------------------------------|----------------------|
| Plaudren | Classement total en Loi Paysage L151-23 avec prescriptions | EBC                | Loi Paysage L151-19 avec périmètre étendu de 20 m | Loi Paysage L 151-19 |
| Brech    |                                                            | EBC / LP 151-23    |                                                   |                      |
| Pluneret |                                                            | EBC                | Loi Paysage L151-19 avec périmètre étendu de 15 m |                      |
| Baden    |                                                            |                    | Loi Paysage L151-19 avec périmètre étendu de 20 m |                      |
| Le Bono  |                                                            |                    |                                                   |                      |
| Ploren   |                                                            |                    |                                                   |                      |

Les prescriptions apportées au classement du bocager sont les même toutes communes confondues.





## 3.4 Axe 3 : Gestion / Axe 4 : Valorisation

Ces deux axes avaient pour ambition de toucher les agriculteurs et les collectivités. Dans le cadre de l'Axe 3, en leur proposant des outils adaptés. Dans le cadre de l'axe 4 en les aiguillant vers les bons interlocuteurs, en se faisant le relais entre acteurs.

### 3.4.1. Exploitants agricoles

Pour ce qui est de l'axe 3, l'objectif est de les aiguiller vers des MAECs LINEA.

Les MAECs, ouverte à tous les exploitants agricoles, devait aussi venir compléter les 3 années d'entretiens prévues au programme Breizh Bocage 2, en rémunérant pendant encore 2 ans ceux-ci. Dans les faits, seul un exploitant a contracté des MAECs LINEA, sur une longueur de 4km500. Leur faible rémunération explique le peu d'engagement, ainsi que l'obligation d'entretien des 2 côtés, souvent peu évidente (mitoyenneté, bord de cour d'eau, ...).

Un autre outil pour mobiliser la gestion du bocage auprès des exploitants était la mise en place d'une taille de formation en régie des linéaires issus de Breizh Bocage 1. Les planteurs sont invités à accompagner le SMLS, créant ainsi l'occasion d'un échange avec l'exploitants sur la gestion et les suites à donner au linéaire. Par la suite, et dans la mesure du possible, ceux de BB2 seront aussi fait en régie.

Sur les 15 planteurs du 1er programme, 3 ont souhaité accompagner le SMLS dans les tailles de formations. Un d'entre eux dont le linéaire est conséquent a souhaité terminer seul les tailles par la suite, et a même étendu la pratique sur d'autres linéaires.

Le plan de gestion du bocage, faisant le lien entre les 2 axes, a été présenté à tous les exploitants agricoles rencontrés dans le cadre de l'Axe 1. M. LE PORT, en charge de la formation à la chambre d'agriculture, n'a pas eut de retour concernant des volontaires du territoire du SMLS en 2016. Le contexte économique de l'énergie (prix historiquement bas du pétrole et du gaz) et agricole n'a clairement pas poussé les exploitants vers d'autres formes de revenus ou d'alimentation énergétique.

### 3.4.2. Collectivités

#### 3.4.2.1. Gestion

##### → Contexte

Dans le cadre de sa Stratégie territoriale bocagère (validation CRAEC 03/03/2016), le SMLS a identifié la gestion du bocage comme primordiale pour lutter contre le vieillissement et la simplification du bocage.

Il était prévu à la stratégie l'élaboration de trois outils à destination des collectivités et des linéaires sur terrain communal, ou gérés par la collectivité :

- ▶ un outils de réhabilitation du maillage bocager
- ▶ un outils de gestion courante du bocage
- ▶ un outils de gestion du bocage bord de route

##### → Processus d'élaboration

Le travail de rédaction de l'outils a démarré été 2017. Au regard de ce qui a déjà été réalisé, il semble évident que seul un outil est nécessaire.

Il a donc été proposé et validé en Comité Technique (07 Sept. 2017) de les rassembler dans un document unique, mettant l'accent un ou plusieurs des points évoqués plus haut, et ce selon les besoins et la demande de la commune.

## → Contenu proposé

Ce document prendra la forme d'un plan de gestion similaire dans la forme à ceux que l'on peut rencontrer en gestion d'espace naturel ou forestier. Il sera établi pour une période 10 ans, temps nécessaire pour une réhabilitation efficace du bocage.

Cet outils nécessite d'identifier avec la commune ses besoins et ambitions en terme de gestion du bocage, mais aussi de définir des secteurs à enjeux pour orienter la gestion. Par exemple :

- ▶ enjeux paysager (ZAC, chemin de randonnée, ...)
- ▶ enjeux sécuritaire (abords des terrains sportifs, routes passantes, chemins de randonnées, ...)
- ▶ enjeux économique ( production de bois déchiqueté pour chaudière, ...)

Le document s'appuiera fortement sur un travail de terrain afin de recueillir les données nécessaire à la planification des actions.

Le travail d'analyse terminé, 3 éléments principaux seront remis à la commune :

- ▶ un Atlas identifiant les secteurs par enjeux, les linéaires concernés par le plan de gestion
- ▶ un calendrier des actions de réhabilitations et actions exceptionnelles, un calendrier planifiant les actions courantes, et ce pour chaque linéaires.
- ▶ un carnet de fiches actions détaillant toutes les opérations proposés dans le document (période d'intervention, matériels, gestion des rémanents, précautions particulières, ...)

Le tout étant en format papier, numérique, et consultable/exploitable sou logiciel SIG.

### 3.5 Axe 5 : Actions transversales

Cet axe comprend les actions liés au suivis du programme, le développement de moyens d'optimiser et d'améliorer son fonctionnement, de créer des outils pédagogiques, ...

#### 3.5.1. Référentiel bocage

Le référentiel bocage évoluant essentiellement au travers de l'axe 1, on peut dire que 45% du territoire à bénéficié d'une numérisation à jour fiable. Une remontée est prévue Mars 2018.

#### 3.5.2. AFAC Agroforesterie

Dans le cadre du classement des haies au titre de la PAC, des demandes préalables sont nécessaires en cas de volonté d'arasement.

Un double dépôt au titre de la PAC et du PLU serait préjudiciable. Il a été évoqué la possibilité pour les structures porteuses d'un programme Breizh Bocage d'être certifiées par l'AFAQ, afin de pouvoir intervenir dans le traitement de ces demandes. Le SMLS a déposé sa candidature et est agréée depuis Août 2017.

#### 3.5.3. Communication

Le programme de plantation a été l'occasion de nombreuses publications (ouest-France, télégramme, gazette du Morbihan, ...), autant pour démarcher des agriculteurs volontaires que pour mettre en valeur les volontaires et leurs réalisations. Une page dans les bulletins communaux a aussi été réalisée sur les fonctionnalités du bocage, le programme BB2, et sur les bons gestes en élagages l'hiver.

Une journée talutage à été organisée à l'occasion de la réalisation d'Août 2017. L'ensemble des exploitants de la Z2 ont été invité.

## 3.5.4. Scolaires

Le SMLS encadre par ailleurs chaque année des classes de BTSA Gestion Protection de la Nature dans leur projet tuteuré. 2017 a vu la fin d'un projet sur la mise en place d'un plan de gestion d'une coulée verte au sein de la trame urbaine de la commune de Plescop. En fin d'année un futur projet plus poussé lui aussi, sur un autre espace de la même coulée a été validé.

## 3.5.5. Indicateurs

Dans le cadre du suivis qualitatif des réalisations (autre que hydraulique, TV, habitats, ...), une réflexion a été engagée sur l'identification de protocoles d'évaluations faune/flore.

Suite à un stage hébergé par le SMLS sur l'outil écobordure de l'INPN, cet indicateur a été choisi pour l'évaluation flore.

Les protocoles MNHN "Observatoire agricole de la biodiversité" permettent une évaluation biodiversité au travers de taxons bio-indicateurs pertinent (lépidoptères, hyménoptères, ...). Pour autant il était important d'en sélectionner un qui ne soit pas trop chronophage. Le protocole pollinisateurs a été sélectionné. Peu couteux, il ne demande que très peu de connaissances et peut donc être investi par les gestionnaires des parcelles où se trouvent les linéaires.

La mise en sur 2-3 exploitations est prévu pour début 2018.

## 4 – VOLET AGRICOLE

L'année 2017 fut une année de poursuite des actions agricoles du contrat de territoire 2015-2018. Ces actions répondent aux enjeux de reconquêtes de la qualité des eaux brutes définis lors de l'élaboration du contrat de bassin 2015-2018.

Les actions agricoles ont été réalisées en partie en régie et en partie par différents organismes partenaires:

| Volet               | Organisme                          |                                                 |
|---------------------|------------------------------------|-------------------------------------------------|
| Volet Microbiologie | SM LS                              | Régie                                           |
| Volet Azote         | CIVAM AD 56                        | Convention                                      |
| Volet Phosphore     | Yves HARDY (Agronome Indépendant)  | Convention (poursuite de la convention de 2016) |
| Volet Pesticides    | Chambre d'agriculture 56<br>GAB 56 | Partenariat<br>Partenariat                      |
| Volet PAEC          | SM LS<br>Chambre d'Agriculture     | Régie<br>Partenariat                            |

### 4.1- Le volet phosphore

#### 4.1.1 Volet animation :

L'objectif de 2017 concernant l'enjeu phosphore a été de poursuivre les actions prévues et engagées dans le cadre de la convention mise en place en 2016 avec Yves HARDY.

## 4.1.2 Volet Diagnostic Agronomique Phosphore

Pour rappel, le travail méthodologique pour l'identification des risques de transfert de phosphore et d'érosion des sols à l'échelle de l'exploitation repose sur deux points principaux :

- Situation géographique et topographique des parcelles : substrat de la parcelle, culture présente, pente, protection linéaire en aval, entrée de champs...
- Pratiques agricoles : Systèmes de cultures, rotations, techniques culturales, gestion des animaux et des effluents...

Ainsi la réalisation du diagnostic agronomique phosphore s'attache à traiter chaque parcelle sur ces deux postes afin de recouper les pratiques agricoles à la situation géographique et géologique.

En 2016, le SMLS avait réussi à prendre contact avec 5 agriculteurs pour programmer un diagnostic agronomique phosphore. Les contacts ont ensuite été transmis à Yves HARDY afin qu'il puisse réaliser les diagnostics.

Ce rapport de diagnostic inclus des propositions d'améliorations envisageables à l'échelle de l'exploitation ou bien à l'échelle de la parcelle.

En 2015, un seul diagnostic a été réalisé, celui-ci a servi de test afin de caler la durée du diagnostic, la méthode à adopter sur le terrain ainsi que le format de restitution aux agriculteurs.

En 2016, le SMLS a pris contact avec les agriculteurs identifiés sur le secteur prioritaire :

|                                                    | Nb |
|----------------------------------------------------|----|
| Exploitations identifiées                          | 27 |
| Exploitations Diagnostiquées en 2015               | 1  |
| Exploitations Diagnostiquées en 2016 (ou en cours) | 5  |
| Diagnostics réalisés en 2017                       | 3  |
| Refus du diagnostic                                | 12 |
| Echec du contact                                   | 9  |

Les raisons des différents refus sont les suivantes :

- Thématique s'inscrivant en supplément des réglementations (nitrates, phytosanitaires)
- Refus sans raison exprimée
- Manque de temps, Diagnostic trop long
- Manque de sensibilisation, d'intérêt pour la problématique
- Planning trop chargé, refus de tout diagnostic
- Exploitant proche de la retraite

Les actions concernant l'enjeu phosphore nous amène à un véritable constat d'échec lié à plusieurs points :

- L'enjeu environnemental lié au phosphore est difficilement démontrable sur le territoire. Hormis quelques épisodes d'eutrophisation sur plan d'eau (Étang de la Forêt et Réserve d'eau de Tréauray), les données issues de notre protocole de suivi de la qualité des eaux de surfaces ne montrent pas de résultats significatifs d'une pollution liée au phosphore. De plus, les phénomènes d'érosions en amont du Loch sont peu visibles et peu importants (ravinelements, comblements de fossés ou de talus,...)

- L'enjeu « phosphore » est peu identifié comme primordial par les agriculteurs, ce qui complique leur implication dans les démarches volontaires sur l'enjeu « phosphore ».
- Le contexte économique morose de ces deux dernières années fait que les agriculteurs acceptent de moins en moins les sollicitations (diagnostics, réunions, formations) et se recentrent sur leur exploitation. Ils refusent d'accorder trop de temps lorsqu'ils acceptent les sollicitations or le diagnostic agronomique phosphore est un dispositif qui est assez chronophage.

*Rappel du contexte :*

*Nous sommes sur un territoire périurbain/littoral où la dynamique agricole présente une forte restructuration avec une forte érosion du nombre d'exploitation agricole. Le contexte économique actuel, avec un manque cruel de stabilité et de visibilité pour les exploitations, fait qu'il est très compliqué quel que soit l'organisme de rentrer dans les EA pour mener leurs actions.*

- L'outil de diagnostic mis en place par Yves HARDY est très intéressant et complet, il aborde les notions de parcelles à risque de ruissellement mais également les notions de travail du sol et de l'amendement, cependant il est très chronophage (3 rencontres avec l'agriculteur dont une journée ou ½ journée de terrain indispensable à réaliser en présence de l'agriculteur).
- Le prestataire Yves HARDY est trop éloigné du territoire (Rennes) ce qui ne facilite pas la réactivité et n'honore pas les demandes et les délais (peu impliqué dans les actions menées).

Ce constat d'échec nous a amené à revoir complètement nos ambitions concernant les actions liés à l'enjeu phosphore.

Pour l'année 2018, les actions prévues concernant l'enjeu phosphore consistent en l'accompagnement des 4 exploitations diagnostiqués. Ces actions seront réalisées en régie par le SMLS (arrêt de la prestation de Y.HARDY).

L'objectif est également de communiquer auprès des agriculteurs à propos de l'enjeu phosphore sur le territoire, sous la forme d'une plaquette d'information ou fiche technique (Présentation des problèmes liés au phosphore dans l'eau et le sol, fonctionnement du sol et importance de l'agrégat dans la lutte contre l'érosion, leviers mobilisables (pratique agronomiques, aménagement de protection,...), présentation du diagnostic agronomique « phosphore »)

#### 4.1.3 Formation DPR2 :

Dans la continuité de la reprise en régie de l'accompagnement des exploitations agricoles concernant l'enjeu phosphore. Le chargé de mission agricole a suivi une formation sur les « diagnostics de parcelles à risque 2 » délivrée par le CRODIP et la Chambre d'agriculture de Bretagne.

Formation réalisé sur 3 jours : 27 et 28 février 2017 + 25 Avril 2017

Cette formation traite bien du risque « phytosanitaire » des parcelles, cependant elle est vouée à être mise à jour pour caractériser le risque lié au « phosphore ».

## 4.2- Le volet phytosanitaire

### 4.2.1 Actions réalisées par la Chambre d'agriculture (éléments fournis en date du 19/10/2017):

Depuis 2016, la Chambre d'agriculture est partenaire du contrat de bassin et réalise les actions concernant le volet phytosanitaire en tant que maître d'œuvre sur le secteur prioritaire du bassin versant du Sal.

#### Volet animation

Pour la mise en place de la démarche, la Chambre d'agriculture a identifié l'ensemble des exploitations agricoles du Bassin versant du Sal : 139 avec siège et/ou parcelles déclarées à la PAC. De ce listing ont été extraites 102 exploitations avec siège et/ou un minimum de 25 % de la SAU sur le bassin versant du Sal.

Une réunion de présentation de la démarche aux prescripteurs (coopératives, négociants, ...) a été organisée le 11/1/2017 présentant :

- Le contexte du contrat territorial,
- Les résultats qualité de l'eau sur le critère pesticides à l'exutoire du BV du Sal, en comparaison des résultats à l'exutoire du BV du Loch,
- L'enjeu phytosanitaire spécifique du bassin versant du Sal,
- Une proposition d'organisation avec les prescripteurs,
- Le contenu du diagnostic phytosanitaire, testé en 2015 : questionnaire d'enquête, indicateurs,
- Le type d'action possible à l'issue du diagnostic, rédigé entre l'exploitant, la Chambre d'agriculture et le prescripteur choisi par l'exploitant,
- La démarche de suivi proposée : les outils et indicateurs,
- Les références issues de la démarche Eco-Phyto.

Seul un prescripteur y a participé (Triskalia), malgré les relances réalisées par la Chambre d'agriculture et le SMLS. Suite à cette rencontre, plusieurs contacts ont eu lieu avec la Cecab, aboutissant à une réunion de présentation de la démarche. Un échange a également eu lieu avec la Fédération des négoce.

Une réunion d'information auprès des exploitations concernées a ensuite été organisée le 31/1/2017. Les 102 exploitations identifiées ont été invitées, ainsi que les prescripteurs.

L'objectif de cette réunion a été de présenter les résultats de qualité de l'eau sur le critère phytosanitaire, la démarche proposée et d'échanger sur le sujet, avec la présence des prescripteurs.

12 exploitants y ont participé, ainsi que les 2 principaux prescripteurs du secteur (Triskalia, Cecab). Les échanges ont porté sur :

- Le besoin d'obtenir les résultats de qualité de l'eau sur le critère nitrate et de communiquer de façon positive sur les évolutions,
- Le caractère « volontaire » de la démarche de diagnostic,
- L'intérêt de la démarche « diagnostic » permettant aux exploitants dans un premier temps de s'évaluer par rapport aux moyennes du secteur et aux références régionales,
- Les difficultés exprimées par certains exploitants sur la baisse des pressions phytosanitaires sur certaines cultures (légumes).

## Volet Diagnostic Phytosanitaires des exploitations

Un travail méthodologique a été réalisé pour la mise en place du diagnostic :

- Questionnaire d'enquête permettant d'identifier les pratiques actuelles. Ce questionnaire aborde les points suivants :
  - Exploitation: système de production, SAU, assolement, contrats (MAEC),
  - Pratiques usages des pesticides au siège: local, aire de remplissage, pulvé,
  - Interlocuteurs habituels, sources info, enregistrements,
  - Rotations sur parcellaire,
  - Travail du sol,
  - Stratégies habituelles de désherbage: cultures, prairies,
  - Désherbage mécanique,
  - Gestion des intercultures courtes et stratégie contre les vivaces,
  - Gestion et destruction des CIPANs,
  - Destruction des dérobées et prairies temporaires,
  - Entretien des bandes enherbées et bords de champs,
  - Stratégies habituelles en matière de choix de variétés, traitement de semences, traitement du sol, régulateur, fongicides et insecticides,
  - Évolutions récentes et/ou prévues
- Fichier de saisie des pratiques et des indicateurs et de rendu exploitant: IFT/culture, IFT exploitation, rendu des pratiques relevés à travers le questionnaire d'enquête,
- Rédaction d'une charte d'engagement entre l'exploitant et la Chambre d'agriculture

En 2015, 12 exploitations avaient été diagnostiquées. Nous reviendrons sur les plans d'action et suivis les concernant dans la partie Volet Plan d'actions – suivis.

En 2016, les contacts ont été poursuivis. Au total, sur les 102 exploitations identifiées, 71 ont été contactées. Un premier bilan donne les éléments suivants :

|                                                                                      | Nb |
|--------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Exploitations diagnostiquées en 2015                                                 | 12 |
| Exploitations diagnostiquées en 2016                                                 | 5  |
| Diagnostiques en cours                                                               | 3  |
| Diagnostic à prévoir (accord de principe, mais non disponible à la période proposée) | 3  |
| Restant à contacter                                                                  | 30 |
| Refus du diagnostic                                                                  | 49 |

Les raisons des refus sont les suivantes :

- Les exploitations en agriculture biologique et 100 % herbe,
- Refus sans raison exprimée,
- Exploitants proche de la retraite,
- Refus d'une démarche de diagnostic phytosanitaire, les exploitants faisant confiance à leur prescripteur.

Il est à noter que le contexte économique des filières agricoles et animales en particulier impacte largement le moral des exploitants. En réaction, certains refusent toute démarche de diagnostic environnemental.

## Volet Plan d'action – suivi

Un travail méthodologique a été réalisé pour la formalisation des éléments du plan d'actions et du suivi :

- Fichier de saisie de la proposition de plan d'action : objectifs de l'exploitant, rappel des indicateurs (IFT), rubriques et leviers d'action, îlots ciblés,
- Charte d'engagement dans le suivi du plan d'action co-signée entre l'exploitant, la Chambre d'agriculture et le prescripteur,
- Fichier de saisie annuel des indicateurs et des résultats (actions et leviers mis en œuvre, résultats)

Pour les 17 exploitations diagnostiquées en 2015 et 2016, un plan d'action a été rédigé et proposé aux exploitants. A l'issue de la discussion, la démarche de suivi par le prescripteur de leur choix leur a été proposée. Il en ressort les éléments suivants :

| Nb d'exploitations diagnostiquées (2015 et 2016) et plans d'action proposés | 17 |
|-----------------------------------------------------------------------------|----|
| Engagement dans la démarche de suivi                                        | 7  |
| Exploitations en réflexion                                                  | 2  |
| Refus et sans suite                                                         | 8  |

D'une manière générale, la démarche de diagnostic a été appréciée par les exploitants. Les raisons des refus sont les suivantes :

- Démarche de diagnostic suffisante,
- Refus d'un « engagement » de suivi, des initiatives étant mises en place par ailleurs.

Par ailleurs, un exploitant est décédé et un autre présente des problèmes de santé qui hypothèque la poursuite de l'activité.

Concernant les 7 exploitations engagées dans la démarche de suivi du plan d'action, on peut noter les éléments suivants :

| Numéro exploitation | Thèmes retenus pour le plan d'action                                                                                 | Prescripteur          |
|---------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 2                   | Tenue des registres, stocks début/fin de campagne, maintien des IFT                                                  | Chambre d'agriculture |
| 9                   | Réduction des IFT sur maïs                                                                                           | Triskalia             |
| 10                  | Tenue des registres, stocks début/fin de campagne, diminution des IFT sur maïs                                       | Chambre d'agriculture |
| 12                  | Tenue des registres, stocks début/fin de campagne, maintien des IFT                                                  | Chambre d'agriculture |
| 17                  | Tester et améliorer les intercultures et dérobées<br>Tester à moyen terme l'implantation de RGI sous couvert de maïs | Triskalia             |
| 18                  | Tenue des registres, stocks début/fin de campagne, calcul des IFT                                                    | Chambre d'agriculture |
| 20                  | Adapter au mieux les pressions hors herbicides sur céréales sans perte de marge                                      | Triskalia             |



## 4.2.2 Actions réalisés par le Groupe des Agriculteurs Bio 56 (éléments fournis en date du 19/10/2017):

Tout comme la Chambre d'agriculture 56, le GAB 56 est partenaire du contrat de Bassin versant et réalise dans ce cadre des actions liées principalement à l'enjeu pesticide sur le territoire d'intervention du SMLS.

### Volet animation collective :

Contrairement à l'année 2016, où une plate forme de démonstration de désherbage mécanique sur maïs avait eu lieu sur la commune de Plumergat, aucune action collective n'a été réalisée sur le territoire d'intervention du SMLS en 2017 à destination des agriculteurs. En effet le GAB 56 a priorisé ses actions sur les territoires où les sollicitations sont importantes (sollicitations individuelles par les agriculteurs ou sollicitations collectives via les animateurs de bassin versant ou les prescripteurs)

### Volet accompagnement individuel :

Le GAB ne répondant qu'aux sollicitations, assez peu d'actions individuelles ont eu lieu sur le territoire en 2017, on recense une légère augmentation par rapport à 2016 :

- 6 installations/accompagnements à la conversion au Bio
  - o 4 en maraichage/fruit
  - o 1 en grandes cultures
  - o 1 en bovin lait
- 3 diagnostics de changement de système/premières visites d'information.

### Volet restauration collective :

Suite à la démarche de diagnostic de fonctionnement des restaurants scolaires à l'échelle des bassins versants du Loch et du Sal et de la Ria d'Étel entreprise en 2016, le GAB a répondu à différentes demandes d'accompagnements concernant la restauration collective :

- 1 appui à la commune de Locquetas (réponse à un appel d'offre)
- 2 rencontres avec des prestataires concernant l'organisation de l'approvisionnement local en produit bio.

### Etablissement d'un partenariat avec la CECAB pour la mise en place d'un groupe « Ferme des 30 000 »):

Un partenariat a été établi entre la CECAB et le SMLS dans le cadre de la création d'un groupe « Ferme des 30 000 ». Ce groupe réunit une quinzaine d'agriculteurs sur la zone Sud du Morbihan avec un bon nombre d'agriculteurs situés sur le bassin versant du Sal.

L'objectif de ce groupe est de travailler sur la réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires en se basant sur les principes de l'agroécologie.

Le SMLS s'est donc engagé à être partenaire de la démarche en apportant des éléments notamment sur les résultats de la qualité physico-chimique (nitrates, pesticides, ...) des cours d'eau du Loch et surtout du Sal.

Une réunion de cadrage entre la CECAB et le SMLS a eu lieu en novembre 2017.

Une première journée de mise en place du groupe à également eu lieu le 6 décembre 2017 dans les locaux de la CECAB.

La mise en place du groupe sera officiellement présentée lors de la journée « Solutions d'Avenir » organisé par la CECAB le 7 Juin 2018 à Berric.

### **4.3 - Le volet azote et système herbager**

La problématique azote ainsi que le contexte économique difficile autour du prix du lait a été l'occasion de proposer, aux agriculteurs principalement laitiers, des animations collectives autour des systèmes herbagers économes en intrants (fertilisation et traitements phytosanitaires).

Les SMLS a donc travaillé en 2017, tout comme en 2015 et 2016, en collaboration avec le CIVAM AD 56 par le biais d'une convention.

#### **Volet animation collectives :**

##### **- Systèmes herbagers :**

Une journée de formation : « Comment aménager son parcellaire en système herbager? » a été réalisée à Plaudren.

Durant cette formation, ont été réalisés :

- des apports théoriques autour de :
  - Les besoins en herbe pour le troupeau, calcul de la taille des paddocks.
  - La gestion des lots génisses/taries (en lait/en viande).
- La mise en pratique par petit groupe: notion d'accessibilité.
- Apports théoriques autour de :
  - D'exemples de ration en fonction du nombre d'ares d'herbe, potentiel laitier en fonction de la ration.
  - Mise en place des chemins, de l'abreuvement, des clôtures, brèches... (haies).
- Une visite de terrain des surfaces accessibles sur la ferme.
- Retour sur expérience de la mise en pratique en direct sur le terrain

10 personnes ont participé à cette formation. Les participants ainsi que l'agricultrice accueillant la formation sont motivés pour se revoir sur la ferme dans 1 an ou plus lorsque le parcellaire aura été redécoupé pour le pâturage. Les participants seraient également intéressés pour aller sur une ferme ayant plus d'expérience dans le système herbager pour en percevoir les bénéfices de façon concrète.

Une réunion d'information sur la MAE SPE a eu lieu en février 2017 à Plescop. Malheureusement aucun agriculteur ne s'est déplacé. Des pistes ont été étudiées par la suite pour comprendre la mobilisation nulle et envisager d'autres façons de communiquer sur le dispositif des MAE SPE.

##### **- Grandes cultures économes :**

- Faute de ferme pouvant recevoir, aucun événement collectif sur cette thématique n'a été proposé en 2017 sur le territoire.

#### **Volet accompagnement individuel**

Le CIVAM AD 56 a poursuivi les accompagnements individuels d'agriculteurs intéressés par la gestion de l'herbe, on recense :

- Systèmes herbagers :
  - o 2 suivis individuels engagés sur des changements de systèmes incluant une simulation de contractualisation MAE SPE pour l'une des deux fermes. Secteurs : Plescop – Grand Champ.
  - o 4 agriculteurs rencontrés pour un 1<sup>er</sup> rendez-vous. Echanges autour des problématiques éventuelles sur la ferme, présentation des dispositifs individuels et collectifs agricoles sur le territoire du SMLS en lien avec les actions du CIVAM AD 56.
- Grandes cultures économes :
  - o 1 agriculteur rencontré pour un 1er rendez-vous. Echanges autour des problématiques éventuelles sur la ferme, présentation des dispositifs individuels et collectifs agricoles sur le territoire du SMLS en lien avec les actions du CIVAM AD 56. Discussion autour de la MAE monogastrique.

## Remarques

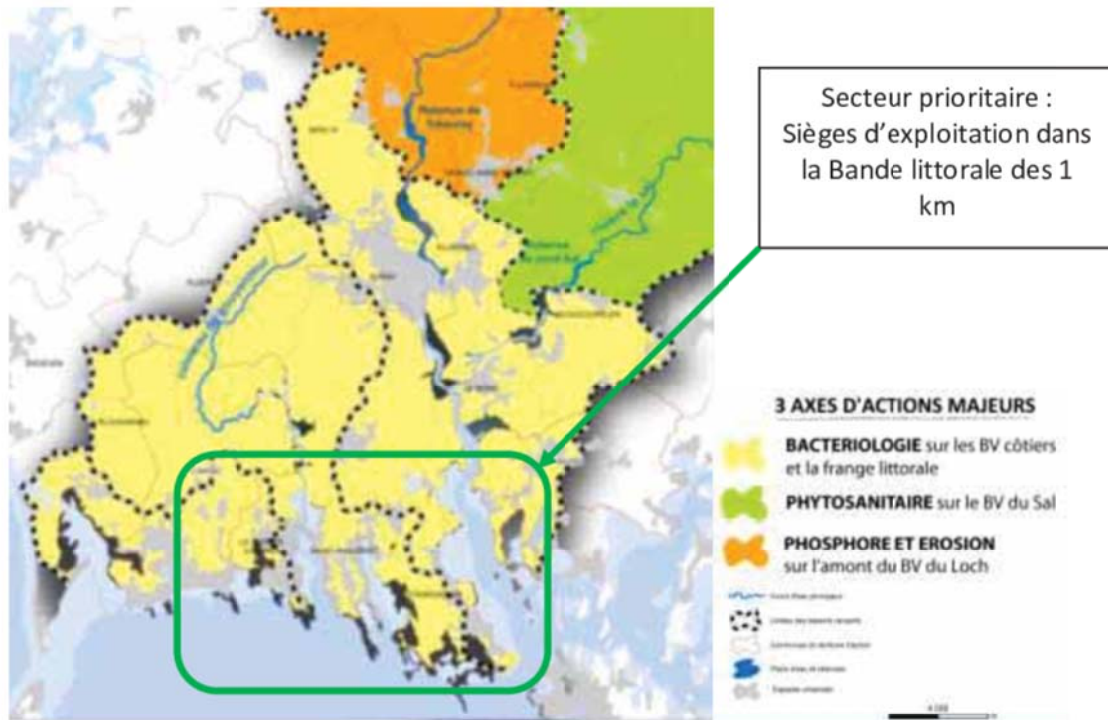
Les MAE SPE, bien qu'encore contractualisables sur le territoire du SMLS en 2018, ne feront pas l'objet d'une nouvelle réunion de communication. Ces MAE sont plutôt présentées lors des rendez-vous individuels ainsi qu'au travers des portes ouvertes sur la gestion de l'herbe organisées avant mai.

Les questions abordées lors des suivis individuels ainsi que les préoccupations évoquées lors des temps collectifs permettront d'orienter les thématiques des groupes d'échanges pour l'année 2018. Pistes : mettre en place un système herbager pour gagner en efficacité économique, ajuster la ration d'hiver pour réduire les charges, quels leviers agronomiques faire des économies de désherbage...

## 4.4 Le volet microbiologique

L'année 2017 fut l'occasion de réaliser quelques les diagnostics microbiologiques sur le secteur prioritaire et de préparer le suivi des exploitations rencontrées lors des années précédentes.

### 4.4.1 Secteur d'intervention prioritaire



Carte n° : Secteur d'intervention prioritaire des diagnostics microbiologie

Le secteur d'intervention prioritaire en établi 2015 correspond aux exploitations dont le siège se situe dans la bande littorale des 1km sur les secteurs des rivières de Crach et Saint-Philibert, l'anse de Locmariaquer et l'anse du Men Du.

### 4.4.2 Rappel de la démarche de diagnostic bactériologique

La démarche de ces diagnostics conseils auprès des agriculteurs reprend la méthode de diagnostic et le questionnaire d'enquête mis au point en 2012 par le SMLS en collaboration avec la Chambre d'Agriculture du Morbihan après de nombreuses phases de concertations.

Ainsi l'identification du risque de contamination bactériologique porte sur 3 postes :

**Risque bâtiment et circulation aux abords :** Ce module consiste en l'identification et la description des risques liés aux différents bâtiments et surfaces (Stockage d'effluents, zone de ruissellement,...).

**Risques ponctuels abreuvement / franchissement :** Ce module décrit les points d'accès des animaux au cours d'eau, fossé et étang connecté au réseau hydrographique. Ce module nécessite une investigation de terrain systématique.

**Risques parcellaires :** ce module consiste en l'analyse du risque lié aux notions suivantes :

- > Risques liés à la situation et la configuration de la parcelle (transfert de surface ou de subsurface).
- > Risques liés aux pratiques, intégrant : un risque lié à l'épandage des effluents (nature et période) et/ou un risque lié au pâturage (chargement, durée).

Au préalable de toute investigation, un repérage des parcelles "à risque" est mené en bureau à partir du SIG (pente, longueur, proximité de cours d'eau, zone humide...). Il permet d'établir une liste des parcelles devant faire l'objet d'une expertise plus poussée sur le terrain. Sur site, la priorité de certaines parcelles, initialement exclues, peut être réévaluée.

Différents outils de diagnostics ont été mis en place :

- Questionnaire type de diagnostic
- Charte de confidentialité des données
- Outils de saisie informatique (SIG, Cartographie)
- Modèle de compte-rendu du diagnostic

#### 4.4.3 - Diagnostic individuels en structures équinés

Suite aux travaux réalisés en 2016 dans le cadre d'un stage universitaire par Françoise Lumalé, ingénieure-projet à l'IFCE et stagiaire à l'UBS, 3 exploitations ont été contactées et rencontrées en 2017.

L'orientation économique porte pour 100% des exploitations sur des structures équinés.

⇒ **Pour le risque bâtiment :**

Sur les 3 sites identifiés, 13 bâtiments ont faits l'objet d'un diagnostic et 100% de ces bâtiments ont été identifiés comme ne présentant aucun risque de transfert bactériologique.

⇒ **Pour le risque ponctuel**

Aucune de ces exploitations ne présentait de risque lié à de l'abreuvement direct ou des franchissements de cours d'eau non protégés.

⇒ **Pour le risque parcellaire**

Le risque parcellaire a été évalué sur 31 parcelles situées sur les 3 exploitations rencontrées et représente une surface étudiée de 48 hectares.

#### Sous l'angle épandage

9 parcelles ont été qualifiées à risque bactériologique « moyen » à « fort » en lien avec les éléments suivants:

- absence de dispositif anti-ruissellement continu et efficace (talus discontinu, bande enherbée sous-dimensionnée ou absente),
- épandage en zone humide drainée ou non,
- 

Les exploitations présentaient cependant des degrés de risque différents (0 à risque fort, 5 à risque moyen et 4 à risque faible)

#### Sous l'angle pâturage

12 parcelles ont été qualifiées à risque bactériologique, 3 niveaux de risques sont définis : faible, moyen, fort.

On retrouve ainsi des exploitations présentant des degrés de risque différents (1 à risque fort, 2 à risque moyen et 9 à risque faible)

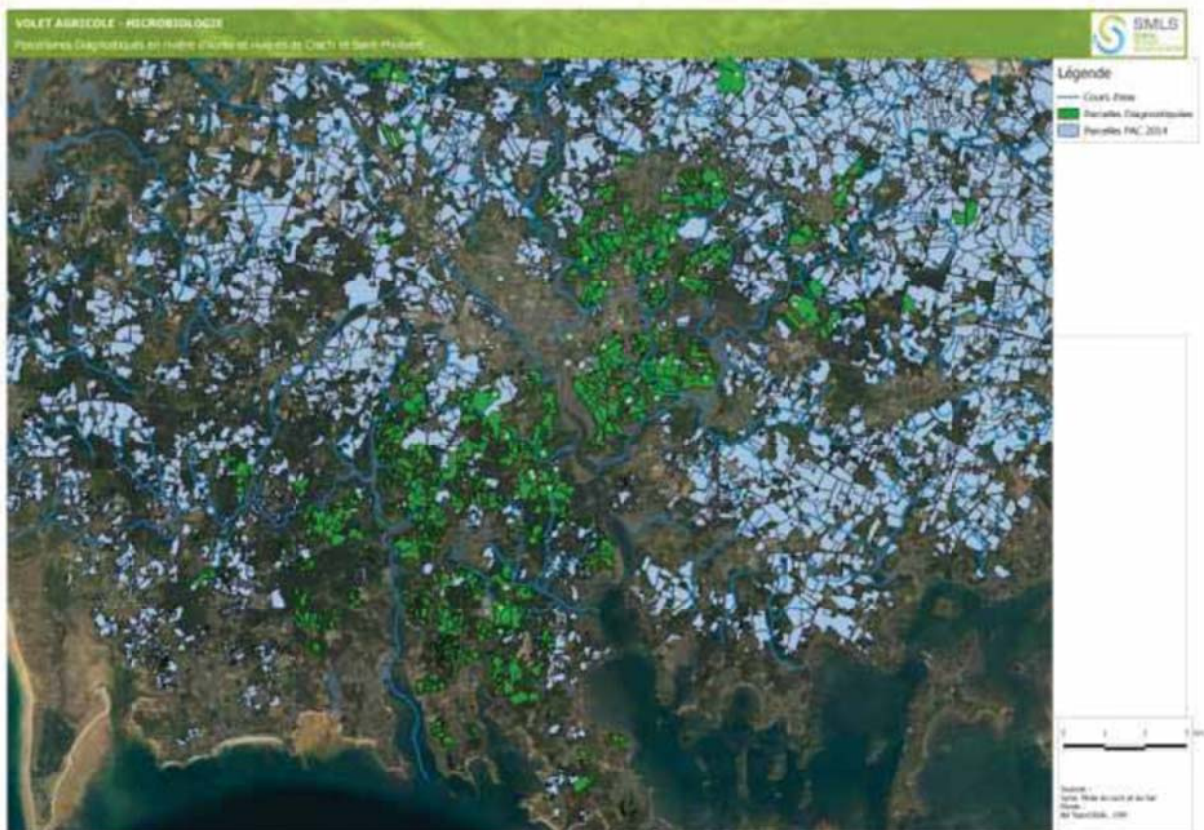
Le risque a été diagnostiqué dans les situations suivantes :

- pâturage en zone humide : le risque est avéré en période d'excès hydrique,
- parcelle parking, chargement élevé/surpâturage.

Ainsi on remarque que les risques de contaminations microbiologiques issues des exploitations équinnes proviennent principalement des pratiques liées au pâturage (chargement des parcelles élevé, surpâturage) et moins de l'épandage ou des bâtiments. Le risque lié à l'abreuvement direct est quasi inexistant, en effet les éleveurs apportent beaucoup de soin à l'établissement des clôtures des parcelles pâturées.

#### 4.5 – Bilan et préparation des suivis

En 2017, le bilan de l'ensemble des diagnostics microbiologiques réalisés depuis 2011 sur les secteurs est réalisé:



Carte n°2 : bilan des parcelles diagnostiquées sur le secteur de la rivière d'Auray, des rivières de Crach et Saint-Philibert, l'anse de Locmariaquer et l'anse du Men Du

Un bilan des diagnostics bactériologiques réalisés entre 2010 et 2016 a été réalisé. Il a fallu rassembler et agréger tous les diagnostics réalisés par différents prestataires. 61 diagnostics ont été recensés et les principaux « points noirs » identifiés ont été répertoriés (+ 10 diagnostics sur le bassin versant de la Baie de Plouharnel – en cours de récupération auprès des services d'AQTA).

- **Risque « Bâtiments et à la circulation aux abords »**

- sur les 277 éléments de bâti et aire de circulation aux abords:
  - 26 éléments présentent des risques évalués de « moyen » à « fort » (9,39%)

Exemple: Risque de ruissellement des fumières, aire de circulation des animaux, aire d'attente des animaux.

Exemple de conseil : Mise en place de talus contre le ruissellement, récupération des eaux de ruissellement.

- **Risque « Ponctuel: Abreuvements et Franchissements »:**

- 43 franchissements de cours d'eau

Et

- 71 abreuvements au cours d'eau

ont été identifiés lors des diagnostics

Exemple de conseil : Mise en défens du cours d'eau et mise à disposition de matériel

Exemple de matériel MAD: Clôture, Bac, Pompe, Tuyau...

- **Risque « Parcellaire: Epandage »:**

-sur les 1275 parcelles diagnostiquées:

- 33 parcelles présentent des risques évalués de « moyen » à « fort » (2,59%)

Exemple: Parcelles cultivées en zone humide, parcelles situées à moins de 500m du littoral,...

Exemple de conseil : Proposition de dérogations d'épandage, rappel de la réglementation, augmentation de la largeur de bande enherbée...

- **Risque « Parcellaire: Pâturage »:**

-sur les 1275 parcelles diagnostiquées:

- 82 parcelles présentent des risques évalués de « moyen » à « fort » (6,43%)

Exemple: Pâturage en zone humide, cours d'eau non protégé (abreuvement, franchissement),...

Exemple de conseil : Limitation du chargement sur les ZH, mise en défens du cours d'eau, suppression des abreuvements, ...

Un outil de suivi des diagnostics a été conçu et mis en forme afin de mettre à jour les diagnostics réalisés et de s'assurer de la bonne utilisation du matériel mis à disposition dans le cadre des diagnostics.

- **Outils de suivi et de MAJ des Diagnostics Microbiologiques**

**Objectif:** Retourner voir tous les agriculteurs diagnostiqués et mettre à jour les diagnostics (priorité aux agriculteurs ayant bénéficié d'une mise à disposition de matériel)

L'outil de suivi se base sur l'architecture de l'outil de diagnostic initial et se concentre sur les « points noirs », à travers 5 modules:

|                 |                                                  |
|-----------------|--------------------------------------------------|
| <b>Module 1</b> | <b>Risque bâtiment et circulation aux abords</b> |
| <b>Module 2</b> | Risque ponctuel: Abreuvement/Franchissement      |

|                 |                                                 |
|-----------------|-------------------------------------------------|
| <b>Module 3</b> | Risque Pâturage et Epannage                     |
| <b>Module 4</b> | Besoins et attentes                             |
| <b>Module 5</b> | Perspectives d'évolution à court et moyen terme |

Un questionnaire d'enquête a également été créé afin de réaliser un bilan-évaluation du volet « agricole » du contrat de bassin en s'appuyant sur les agriculteurs ayant bénéficié des diagnostics bactériologiques.

- **Outils d'enquête pour le Bilan-évaluation de l'opération « Microbiologie Agricole »**

**Objectif:** faire un bilan-évaluation de la perception des agriculteurs sur le contrat de bassin présent et les futurs contrats de bassin portés par les EPCI.

L'outil d'enquête se base sur plusieurs thèmes:

- Enjeux du territoire (perception par les acteurs agricoles)
- Légitimité du SMLS à porter les actions selon les différents « Volets »
- L'articulation du SMLS avec les structures (Communes, instances professionnelles,...)
- La perception du volet « Agricole » par les acteurs agricoles
- Légitimité des EPCI à porter les actions des contrats de bassin selon les différents « Volets » (Freins, plus-value...)

### **Orientation durant l'année 2018 :**

L'objectif du premier semestre de l'année 2018 est de retourner voir les 71 exploitations concernées par les diagnostics, de mettre à jour les diagnostics et de s'assurer de la bonne utilisation du matériel mis à disposition. Le résultat de cette mise à jour d'indicateurs, nous permettra d'évaluer la réussite ou non des diagnostics microbiologiques sur le littoral. En parallèle de ces suivis, le questionnaire d'enquête sur le bilan-évaluation du volet agricole du contrat de bassin sera soumis aux agriculteurs.

L'objectif étant de réaliser le bilan de l'action pour la période Mai-Juin 2018, avec un restitution du bilan auprès des acteurs du territoire (Agri/Ostréi/Elus).

La quasi-totalité des parcelles proches du littoral et déclarées à la PAC a été diagnostiquée sur ces secteurs.

### **4.5 Le Projet Agro-environnemental et climatique**

Les Mesures Agro-environnementales et climatiques (MAEC) font partie d'un dispositif d'appel à projet lancé par la région Bretagne en 2014 : le Projet Agro-Environnemental et Climatique (PAEC).

Le projet agro-environnemental et climatique du syndicat mixte du Loch et du Sal a été élaboré en concertation avec les acteurs locaux. Le projet a ainsi été présenté, discuté et validé lors de la commission consultative agricole du 1<sup>er</sup> octobre 2015.



Il ouvre trois nouveaux types de mesures aux agriculteurs :

- Evolution du système de production
- ➔ Système polyculture-élevage : - moins de 28% de surface en maïs/SAU  
- plus de 55% de surface en herbe/SFP
- Maintien et gestion du bocage
- ➔ Entretien des haies, des arbres isolés et des talus enherbés
- Maintien et gestion extensive des prairies humides.
- ➔ Gestion de l'herbe par pâturage limité ou par retard de fauche

Afin de promouvoir le PAEC sur le territoire du SMLS :

- Une réunion d'information sur les MAEC « Système polyculture élevage » a été réalisé par le CIVMA AD 56 en collaboration avec le SMLS à Plescop, le 6 février 2017.

Malgré une invitation individuelle adressée à chaque agriculteur du territoire, aucun agriculteur n'a assisté à la réunion.

- En parallèle, une plaquette de communication détaillant l'ensemble des MAEC disponibles aux agriculteurs du « PAEC du Loch et de du Sal » a été envoyée à l'ensemble des agriculteurs du territoire.

Voici le bilan des contractualisations de MAEC entre 2015 et 2017 :

| MAEC                              | Type Mesure                                    | Nombre de contrats | Surface engagée |
|-----------------------------------|------------------------------------------------|--------------------|-----------------|
| <b>CAB/ M AB</b>                  | Agriculture Biologique                         | 17                 | 733             |
| <b>SPE1</b>                       | 12/70 évolution                                | 3                  | 110             |
| <b>SPM 1</b>                      | 12/70 maintien                                 | 21                 | 670             |
| <b>SPE2</b>                       | 18/65 évolution                                | 2                  | 105             |
| <b>SPM 2</b>                      | 18/65 maintien                                 | 3                  | 110             |
| <b>SPE3</b>                       | 28/55 évolution                                | 3                  | 259             |
| <b>SPM 3</b>                      | 28/55 maintien                                 | 0                  | 0               |
| <b>SPE9</b>                       | monogastrique                                  | 0                  | 0               |
| <b>HE 01, HE 02</b>               | Gestion des zones humides (enjeu eau)          | 7                  | 43              |
| <b>HE 04, HE 05</b>               | Gestion des zones humides (enjeu biodiversité) | 0                  | 0               |
| <b>HA 01, HA 02, AR 01, TL 01</b> | mesures bocage                                 | 1                  | 103m (?)        |
| <b>Total</b>                      |                                                | 57                 | 2030            |

En 2017, on ne dénombre que 7 MAEC contractualisées :

- 3 Mesures « maintien/conversion à l'agriculture biologique »
- 1 Mesure Système Polyculture Élevage « maintien » 12/70
- 3 Mesures Système Polyculture Élevage « évolution » 28/55

On peut noter le faible nombre de contractualisation en 2017, celui-ci peut être relié au fait que la plupart des personnes pouvant s'engager dans une MAEC l'ont déjà fait.

Un bilan plus détaillé du PAEC a été réalisé en 2017 sur les 3 premières années de contractualisation.

## 5 – VOLET LITTORAL « RIVIERES D'AURAY, CRAC'H, SAINT-PHILIBERT, BAIE DE PLOUHARNEL »

---

Le SMLS mène depuis plusieurs années des actions visant à la reconquête et au maintien de la qualité microbiologique des eaux littorales sur son territoire d'intervention. L'objectif est de préserver l'ensemble des activités littorales, professionnelles et récréatives.

### 5.1. *Rappel du Contexte*

#### 5.1.1 Historique de la démarche

Afin de répondre à la sollicitation des partenaires financiers et à la demande de la profession conchylicole, le Syndicat Mixte du Loc'h et du Sal a étendu son action à l'espace littoral à partir de 2009. Une première démarche de bassin versant a alors été engagée en Rivière d'Auray. Elle a abouti en 2010 à un état des lieux des sources de contamination microbiologique. Ce diagnostic a permis de déterminer les secteurs d'intervention prioritaires. Les activités et les usages présents sur le bassin versant, susceptibles d'être à l'origine des contaminations microbiologiques constatées, ont été identifiés. Suite à ce premier diagnostic, le programme d'actions a été défini dans le cadre d'un contrat de bassin versant sur la période 2010-2012 pour permettre la mise en œuvre d'actions correctives. Ces actions ont pour objectif de résorber les sources de contamination microbiologique.

Fort de cette expérience et, suite à la demande des élus locaux qui souhaitent travailler ensemble sur les questions de l'eau, le SMLS a engagé une démarche similaire sur les Rivières de Crac'h, Saint-Philibert et l'Anse du Brénéguy courant 2012.

Dernièrement, dans le cadre du contrat de bassin versant 2015-2018, la démarche s'est élargie aux secteurs de la Baie de Plouharnel, Carnac Plage et sur l'Anse du Men Du.

#### 5.1.2 Enjeux locaux

Cette démarche, principalement portée sur l'enjeu conchylicole, fait écho aux déclassements intervenus sur plusieurs secteurs en 2010 et 2013 et aux menaces qui pèsent toujours sur certaines de ces zones de production conchylicole. Les déclassements de ces zones entraînent des contraintes de production pour les professionnels et ont des conséquences économiques non négligeables.

La baignade et la pêche à pied de loisirs sont également des usages fortement dépendants de la qualité de l'eau. Toutefois, ils souffrent plus ponctuellement et moins gravement des contaminations microbiologiques.

### 5.2 Evolution des critères de classement des zones de production conchylicole

Les critères de classement des zones de production conchylicoles ont récemment évolués. Le règlement (CE) n°854/2004 est modifié depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 par le règlement (CE) n°2285/2015. Désormais, pour les zones classées A, une tolérance de 20% des résultats compris entre 230 et 700 *E. coli*/ 100 g de CLI est incluse dans la réglementation. Aucun résultat ne doit dépasser la valeur de 700 *E. coli*/ 100 g de CLI.

| Classe      | Critères de classement                                                  |                                |                      |                  | Mesures de gestion avant commercialisation |
|-------------|-------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|----------------------|------------------|--------------------------------------------|
|             | E. coli / 100 g CLI                                                     |                                |                      |                  |                                            |
|             | ≤230                                                                    | ]230 - 700]                    | ]700 - 4 600]        | ]4 600 - 46 000[ |                                            |
| A           | Au moins 80% des résultats                                              | Tolérance de 20% des résultats |                      |                  | Aucune                                     |
| B           | Au moins 90% des résultats                                              |                                | 10% des résultats au |                  | Purification ou reparcage                  |
| C           | 100% des résultats                                                      |                                |                      |                  | Reparcage de longue durée ou traitement    |
| Non classée | Si résultat > 46 000 ou seuils dépassés pour les contaminants chimiques |                                |                      |                  | Interdiction de récolte                    |

Seuils fixés par le règlement (CE) n°854/2004 modifié par le règlement (UE) 2015/2285

## 5.3 Evolution du classement des zones de production conchylicole

### 5.3.1 Baie de Plouharnel

Depuis 2005, il n'y a pas eu d'évolution de classement pour les 2 zones de production, classées en B, et faisant l'objet d'un suivi pour le groupe 2.

En 2010, la zone de production 'Baie de Plouharnel' a été déclassée - passage de A en B - pour le groupe 3 (coquillages non fousseurs), voir Figure 1. Bien que la qualité estimée par Ifremer soit A sur la période 2014-2016 pour cette zone, les dépassements du seuil des 230 *E. coli* / 100 g CLI début 2017 aux points 'Le Po' et 'Kérivor' ont entraîné le maintien du classement en B pour cette zone.

| Zone de production        | Point REM I        | Groupe          | Coquillages prélevés | Classement |      |      |      |      | Qualité estimée* |    |
|---------------------------|--------------------|-----------------|----------------------|------------|------|------|------|------|------------------|----|
|                           |                    |                 |                      | 2005       | 2010 | 2013 | 2015 | 2017 |                  |    |
| Baie de Quiberon<br>56.08 | Baie de Plouharnel | Le Po / Kerivor | 3                    | Huîtres    | A    | B    | B    | B    | B                | A  |
|                           |                    | St Colomban     | 2                    | Palourdes  | B    | B    | B    | B    | B                | B  |
|                           | Baie de Quiberon   | Men-er-Roué     | 3                    | Huîtres    | A    | A    | A    | A    | A                | A  |
|                           |                    | --              | 2                    | --         | A    | A    | A    | A    | B                | -- |
|                           | Anse du Men Du     | --              | 3                    | --         | A    | B    | B    | --   | --               | -- |
|                           |                    | Men Du (ARS)    | 2                    | Coques     | B    | B    | B    | B    | B                | B  |

Fig 1 - Evolution du classement sanitaire des zones de production conchylicole – Baie de Quiberon

### 5.3.2 Rivières de Crac'h et Saint-Philibert

Depuis 2005, il n'y a pas eu d'évolution de classement des différentes zones de production pour le groupe 2. L'ensemble des zones sont classées en B.

Hormis la zone 'Les presses' pour le groupe 2, seul un résultat supérieur à 700 *E. coli* fait basculer le classement en B pour la qualité estimée (2014-2016).

En 2010, 3 zones de production, 'Rivière de Crac'h Aval', 'Rivière de Saint-Philibert' et 'Anse de Locmariaquer', ont été partiellement déclassées pour le groupe 3. Classées en A toute l'année en 2005, elles faisaient l'objet d'un classement saisonnier A/B depuis 2010 (voir figure 2). En 2017, les 3 zones ont regagné un classement en A toute l'année.

| Zone de production               |                            | Point REM I | Gpe | Coquillages prélevés | Classement |              |              |              |              | Qualité estimée* |              |   |      |
|----------------------------------|----------------------------|-------------|-----|----------------------|------------|--------------|--------------|--------------|--------------|------------------|--------------|---|------|
|                                  |                            |             |     |                      | 2005       | 2010         |              | 2013         |              |                  | 2015         |   | 2017 |
| Rivière de Crac'h 56.09          | Rivière de Crac'h amont    | Kerlearec   | 3   | Huîtres              | B          | B            |              | B            |              | B                | B            |   |      |
|                                  | Rivière de Crac'h aval     | Les Presses | 3   | Huîtres              | A          | A (oct-avr)  | B (avr-sept) | A (oct-avr)  | B (avr-sept) | A (oct-avr)      | B (avr-sept) | A | B    |
|                                  |                            |             | 2   | Palourdes            | B          | B            |              | B            |              | B                |              | B | B    |
| Rivière de Saint-Philibert 56.10 | Rivière de Saint-Philibert | Karrec-Rouz | 3   | Huîtres              | A          | A (avr-sept) | B (oct-mars) | A (avr-sept) | B (oct-mars) | A (avr-sept)     | B (oct-mars) | A | B    |
|                                  |                            |             | 2   | Palourdes            | B          | B            |              | B            |              | B                |              | B | B    |
| Anse de Locmariaquer 56.11       | Anse de Locmariaquer       | Breneguy    | 3   | Huîtres              | A          | A (avr-sept) | B (oct-mars) | A (avr-sept) | B (oct-mars) | A (avr-sept)     | B (oct-mars) | A | A    |
|                                  |                            |             | 2   | Palourdes            | B          | B            |              | B            |              | A                |              | B | B    |

**Fig 2 -Evolution du classement sanitaire des zones de production conchylicole – Rivières de Crac'h et Saint-Philibert**

### 5.3.3 Rivière d'Auray

La zone 'Rivière d'Auray amont', précédemment en B, est classée en B/C depuis 2013 pour le groupe 2 (coquillages fousseurs) est de nouveau classée en B, voir figure3.

La zone 'Rivière d'Auray aval', classée en B depuis 2005 avait été reclassée en A en 2015 pour le groupe 2, elle est de nouveau en B en 2017.

Pour le groupe 3, les deux zones 'Rivière d'Auray amont' et 'Rivière d'Auray aval', respectivement classées en B et en classement saisonnier A/B depuis 2010 ont été reclassées en A en 2017.

| Zone de production    |                                 | Point REM I | Gpe | Coquillages prélevés | Classement |               |               |               |               | Qualité estimée* |               |   |      |
|-----------------------|---------------------------------|-------------|-----|----------------------|------------|---------------|---------------|---------------|---------------|------------------|---------------|---|------|
|                       |                                 |             |     |                      | 2005       | 2010          |               | 2013          |               |                  | 2015          |   | 2017 |
| Rivière d'Auray 56.12 | Rivière d'Auray amont           | Le Parun    | 3   | Huîtres              | B          | B             |               | B             |               | B                | B             |   |      |
|                       |                                 |             | 2   | Palourdes            | B          | B             |               | B (nov-avr)   | C (mai-oct)   | B (nov-avr)      | C (mai-oct)   | B | B    |
|                       | Rivière d'Auray aval et Anse de | Le Guilvin  | 3   | Huîtres              | A          | A (juill-déc) | B (janv-juin) | A (juill-déc) | B (janv-juin) | A (juill-déc)    | B (janv-juin) | A | B    |
|                       |                                 |             | 2   | Palourdes            | B          | B             |               | B             |               | A                |               | B | --   |

**Fig 3 Evolution du classement sanitaire des zones de production conchylicole – Rivière d'Auray**

Concernant la zone 'Rivière d'Auray- amont', le suivi du groupe 2 était réalisé sur des concessions non exploitées au point « le Rohello ». Le suivi est désormais réalisé à partir du gisement de palourdes de Kerdréan. Le suivi sur ce point est bien plus satisfaisant que celui du Rohello.

En raison de l'absence de ressources du groupe 2 dans la zone «Rivière d'Auray aval et anse de Baden » sur le point « le Guilvin » (arrêt de l'exploitation), le suivi en 2017 a été réalisé sur le point « Kerouarch ».

Concernant le groupe 3, seul un résultat supérieur à 700 *E.coli*/ 100 g CLI fait basculer le classement en B pour la qualité estimée (2014-2016) des deux zones de la Rivière d'Auray.

## En conclusion

A l'échelle du territoire d'intervention du SMLS :

- ⇒ -L'ensemble des zones pour le groupe 3 ont été reclassées en A, à l'exception de la zone 'Baie de Plouharnel
- ⇒ -L'ensemble des zones pour le groupe 2 sont classées en B

On observe une amélioration générale du classement. Toutefois, il faut tenir compte de l'assouplissement des règles de classement (introduction d'une tolérance de 20% avec des dépassements autorisés entre 230 et 700 *E.coli*/ 100 g CLI pour les zones en A) et de la faible pluviométrie au cours des 3 années prises en compte dans le classement. Or, la survenue des contaminations bactériologiques sont souvent liées à la pluviométrie.

## Evolution du classement des sites de pêche à pied récréative

Les sites 'Churchill' (Carnac) et 'Les Bouréseaux (Locmariaquer), classées en qualité moyenne, sont tolérés pour la pratique de la pêche à pied. Le site du 'Men Du' est lui déconseillé pour la pratique de la pêche à pied en raison de sa qualité médiocre.

| Communes           | Site baignade  | Classement |           |           |           |           | Message sanitaire |
|--------------------|----------------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|-------------------|
|                    |                | 2010-2012  | 2011-2013 | 2012-2014 | 2013-2015 | 2014-2016 |                   |
| CARNAC             | Churchill      | Moyenne    | Moyenne   | Moyenne   | Moyenne   | Moyenne   | Site toléré       |
| LA TRINITE SUR MER | Men Du         | Médiocre   | Médiocre  | Médiocre  | Médiocre  | Médiocre  | Site déconseillé  |
| LOCMARIAQUER       | Les Bouréseaux | Moyenne    | Moyenne   | Moyenne   | Moyenne   | Moyenne   | Site toléré       |

*Evolution du classement sanitaire des sites de baignade*

## Evolution du classement des sites de baignade

L'ensemble des sites de baignade présents sur le territoire d'intervention du SMLS sont classés en qualité 'Excellente' depuis 2013. Toutefois, les sites de baignade peuvent ponctuellement être concernés, en cours de saison, par des contaminations microbiologiques.

| Commune         | Site baignade | Classement directive 2006 |           |           |           |           |
|-----------------|---------------|---------------------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
|                 |               | 2009-2012                 | 2010-2013 | 2011-2014 | 2012-2015 | 2013-2016 |
| BADEN           | Sept Iles     | E                         | E         | E         | E         | E         |
| CARNAC          | Grande Plage  | E                         | E         | E         | E         | E         |
|                 | Legenese      | E                         | E         | E         | E         | E         |
|                 | St Colombar   | E                         | E         | E         | E         | E         |
|                 | Ty Bihan      | E                         | E         | E         | E         | E         |
| TRINITE         | Men Du        | E                         | E         | E         | E         | E         |
|                 | Kerbihan      | E                         | E         | E         | E         | E         |
|                 | Port Biren    | E                         | E         | E         | E         | E         |
|                 | Kerilen       | B                         | E         | E         | E         | E         |
| LOCMARIAQUER    | La Falaise    | B                         | E         | E         | E         | E         |
|                 | Saint Pierre  | E                         | E         | E         | E         | E         |
| SAINT PHILIBERT | Kernevest     | E                         | E         | E         | E         | E         |
|                 | Men Er Beleg  | B                         | E         | E         | E         | E         |

*Evolution du classement sanitaire des sites de baignade*

## 5.4. La démarche

### 5.4.1 Axes de travail

Les actions littorales du SMLS pour l'année 2017 se sont structurées, comme les années précédentes, autour de 5 principaux axes (voir figure 4) :

- ⇒ **Surveillance & Information** : Poursuite du suivi de la qualité bactériologique aux principaux exutoires (cours d'eau, exutoires pluviaux) et réalisation de ciblage sur les secteurs à enjeux - Information aux partenaires en cas de contamination inhabituelle sur un secteur.
- ⇒ **Analyse des pressions** : Recueil et analyse des données existantes - Actualisation des diagnostics initiaux et conduite d'investigations complémentaires afin d'affiner les constatations préalables - Acquisition de données de terrain sur le nouveau territoire d'intervention.
- ⇒ **Accompagnement & Coordination** des différents partenaires dans les démarches qu'ils mènent pour résorber les sources de contamination.
- ⇒ **Sensibilisation & Conseil** des différents acteurs associés à cette problématique.
- ⇒ **Animation & Concertation** : Animation générale de la démarche, reposant notamment sur la mise en place de Groupes de Travail Locaux (GTL) pluri-acteurs, composés d'élus, de techniciens et de représentants des professionnels. Ces groupes de travail ont pour vocation de suivre et faire le bilan des actions engagées à l'échelle de chaque commune.

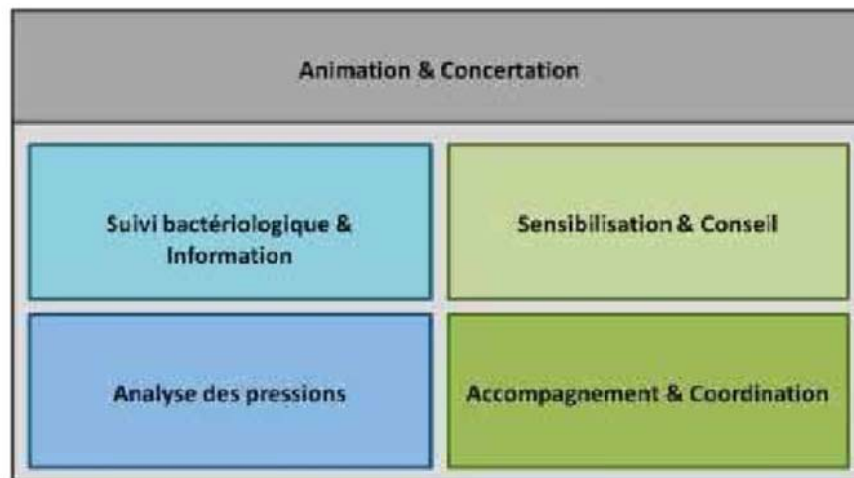


Fig 4 - Principaux axes de travail

### 5.4.2 Méthode de travail

Conscient de l'influence des apports terrigènes sur la qualité des eaux côtières, la démarche du SMLS repose sur un diagnostic initial articulé en trois volets (voir figure 5):

- ➔ Etat des lieux de la contamination microbiologique à partir des réseaux de suivi existants (REMI d'Ifremer, Baignade et Pêche à pied de l'ARS, Estuaires Bretons de la DREAL...)
- ➔ Mise en place d'un suivi bactériologique complémentaire aux principaux exutoires associé à des ciblage sur les secteurs à problème afin de constituer un état des lieux des apports continentaux
- ➔ Diagnostic des pressions au travers de l'analyse des données existantes et de prospections de terrain approfondies le long des cours d'eau et du trait de côte.

A la suite de cette première étape, un atlas cartographique synthétisant l'ensemble des éléments inventoriés lors du diagnostic est réalisé. Cet atlas constitue un outil d'aide à la décision pour la mise en place d'actions correctives et un support d'échange lors des GTL. Le diagnostic initial doit aussi permettre de hiérarchiser les sous-bassins contributeurs afin d'identifier les secteurs d'intervention prioritaires. En concertation avec les partenaires locaux et institutionnels, un programme d'actions est alors défini.

Il s'agit ensuite, dans un troisième temps, d'assurer la mise en œuvre et le suivi des actions correctives. Le SMLS étant dans une démarche de diagnostic permanent, un suivi aux principaux exutoires à risque est maintenu et des prospections complémentaires sur les secteurs problématiques sont réalisées.



Fig 5 - Méthode de travail

## 5.5. Programme d'actions littorales 2017

### 5.5.1. Surveillance et information

#### Suivi bactériologique

Début 2015, un réseau de suivi de 16 exutoires prioritaires a été mis en place. Parmi ces 16 exutoires, 7 sont localisés en Baie de Plouharnel, 3 en rivière de Crac'h, 2 en rivière de Saint-Philibert et enfin, 4 en rivière d'Auray, voir figure 6. Le choix de ces exutoires a été établi à partir des

diagnostics territoriaux menés préalablement. Concernant la Baie de Plouharnel, nouveau périmètre d'intervention du SMLS, le choix des points de suivi s'est fait à partir des études déjà existantes sur ce secteur, notamment l'étude Comcoq.

Deux types de campagnes ont été réalisés aux exutoires : une campagne mensuelle par temps sec et une campagne mensuelle par temps pluie. Les campagnes de prélèvements par temps sec ont été menées directement par le SMLS. Les campagnes par temps pluie ont été effectuées par le bureau d'étude Minyvel.

Les prélèvements se font de préférence lors des marées de vives-eaux (coefficient supérieur à 90). Les campagnes temps pluie sont généralement déclenchées après enregistrement d'au moins 10 mm de précipitations en 24h. Les analyses portent sur le dénombrement des *Escherichia coli*, germes témoins de la contamination fécale. Elles sont réalisées selon la méthode par microplaques NF EN ISO 9308-3 dans un délai maximum de 24h après le prélèvement des échantillons. La salinité est également mesurée. Le LDA56 assure la réalisation de l'ensemble des analyses.

### Evolution du réseau de suivi aux exutoires

En 2017, le réseau de suivi a été adapté. Le suivi par temps sec au point BP7-Le Po a été arrêté compte-tenu de l'absence de contamination particulière enregistrée depuis 2015. Le point SP1-Keranlay a vu sa qualité s'améliorer suite aux aménagements réalisés (suppression d'un point de franchissement du bétail et remise du clapet à l'exutoire). Son suivi a été plus ponctuel par temps sec. Le point SP2-Kerrigan, suivi depuis 2012, a été arrêté. Le point CP2 – Port en Dro a été arrêté au profit de deux points en amont, CP3-Bernaches et CP5-Atlantique. Les points MD1-Beaumer et A226 - Parun ont été ajoutés à la campagne par temps pluie.

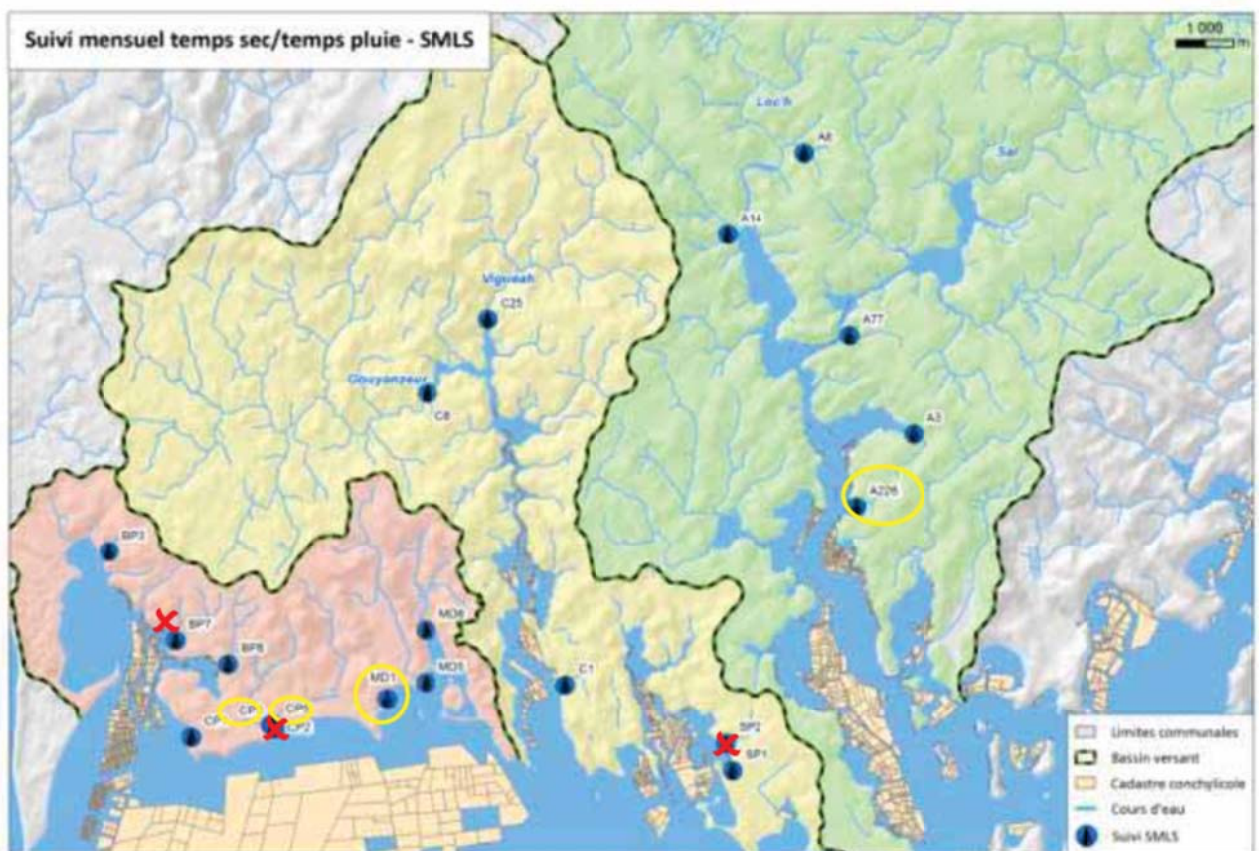


Fig 6 Localisation des points de suivi mensuel



## 5.5.2 Ciblages

En complément du suivi mensuel temps sec/temps pluie aux 16 exutoires, des campagnes de ciblages ont été réalisées. Les campagnes de ciblages ont pu se faire en amont des exutoires suivis mensuellement, aux principaux nœuds hydrographiques des réseaux concernés ou bien encore au niveau d'autres exutoires qui ne sont pas suivis régulièrement. Ces campagnes de ciblage sont le plus souvent mises en œuvre sur les secteurs à enjeux ou suite à la constatation d'une contamination inhabituelle à un exutoire.

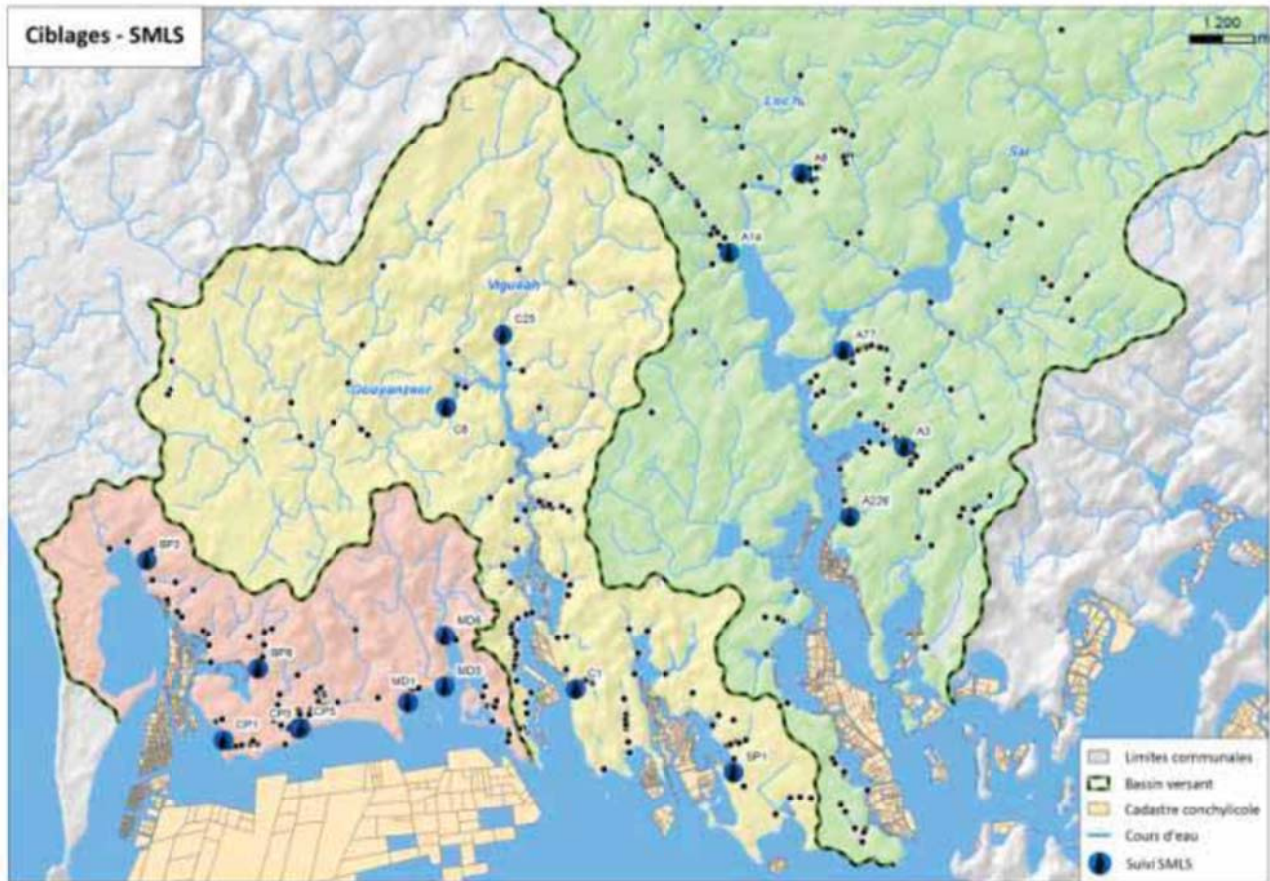


Fig 7 - Localisation des points de ciblages

## 5.5.3 Bilan de l'année 2017

Un total de 449 prélèvements et analyses ont été effectués durant l'année 2017. La figure 8 présente la répartition des prélèvements sur le territoire.

En 2017  
**449**  
analyses

| Répartition prélèvements | Baie de Plouharnel | Rivière de Crac'h | Rivière d'Auray | T<br>otal  |
|--------------------------|--------------------|-------------------|-----------------|------------|
|                          | 194                | 90                | 54              | 38         |
|                          | 52                 | 30                | 29              | 11         |
| <b>Total</b>             | <b>246 – 55%</b>   | <b>120 – 27 %</b> | <b>83 – 18%</b> | <b>449</b> |

Fig 8 - Répartition des prélèvements – Année 2017

Sur l'année 2017, 32 campagnes de prélèvements ont été réalisées, 25 par le SMLS et 7 par Minyvel.

## 5.5.4 Recherche de marqueurs

Afin de déterminer l'origine humaine ou animale des contaminations bactériologiques sur certains exutoires, le SMLS a démarré des campagnes de recherche de marqueurs spécifiques en 2016. Sur chaque exutoire concerné, les marqueurs recherchés sont choisis en fonction de l'état des connaissances des pressions existantes sur le secteur. L'objectif est de parvenir à 5 campagnes de recherche de marqueurs par exutoire, 3 au minimum. Cette détermination humaine ou animale de la contamination permettra de mieux cibler les actions correctives à mettre en œuvre.

Les analyses sont réalisées par le laboratoire LABOCEA - Plouzané selon la méthodologie développée dans le cadre du projet MARQUOPOLEAU. Il s'agit de méthodes internes consistant à identifier et quantifier des marqueurs spécifiques d'hôtes par PCR en temps réel. Sept marqueurs sont proposés par le laboratoire : humain, ruminants, porcs, équins, canins, oiseaux marins, volailles. La recherche de marqueurs est déclenchée lorsque le seuil de 500 E.coli/100 mL est atteint.

En 2017, deux campagnes de recherche de marqueurs par temps pluie ont été réalisées :

- ➔ -le 30/01 aux points MD5, C8, C25 et A3
- ➔ -le 04/09 aux points C8, C25, A3

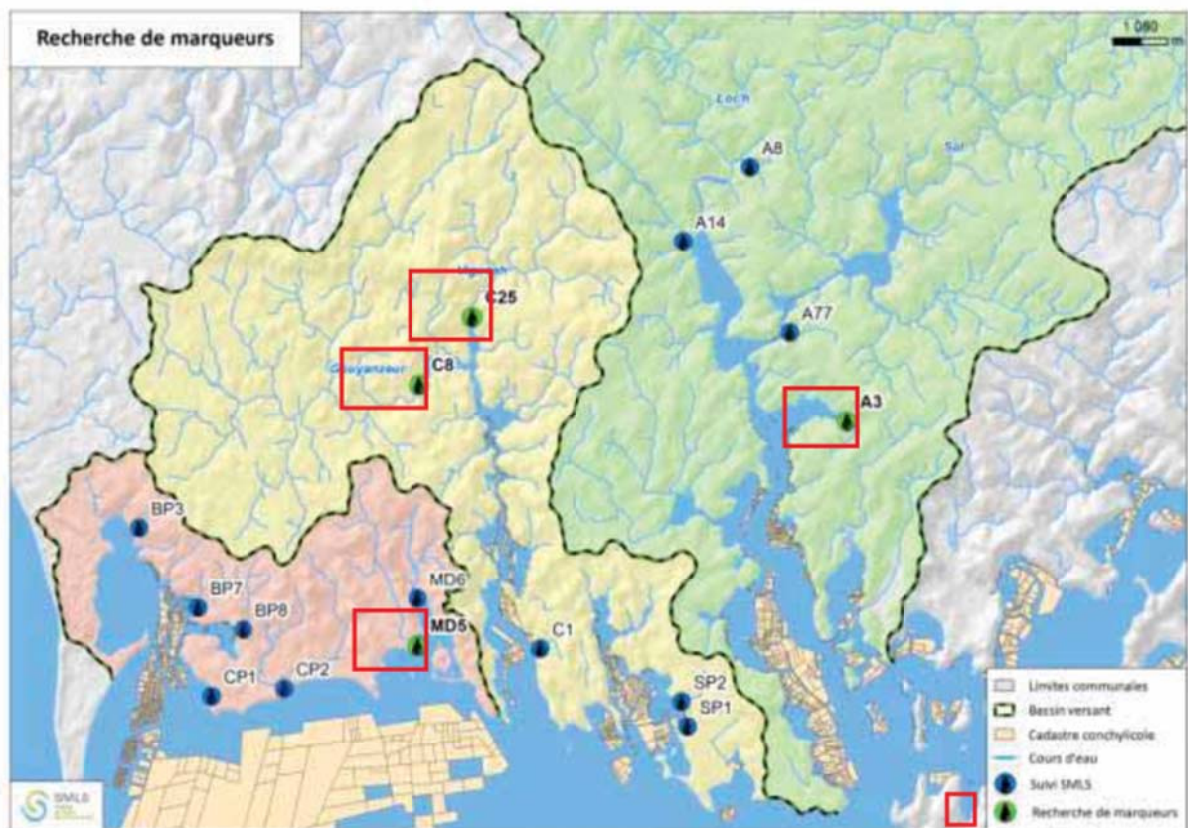
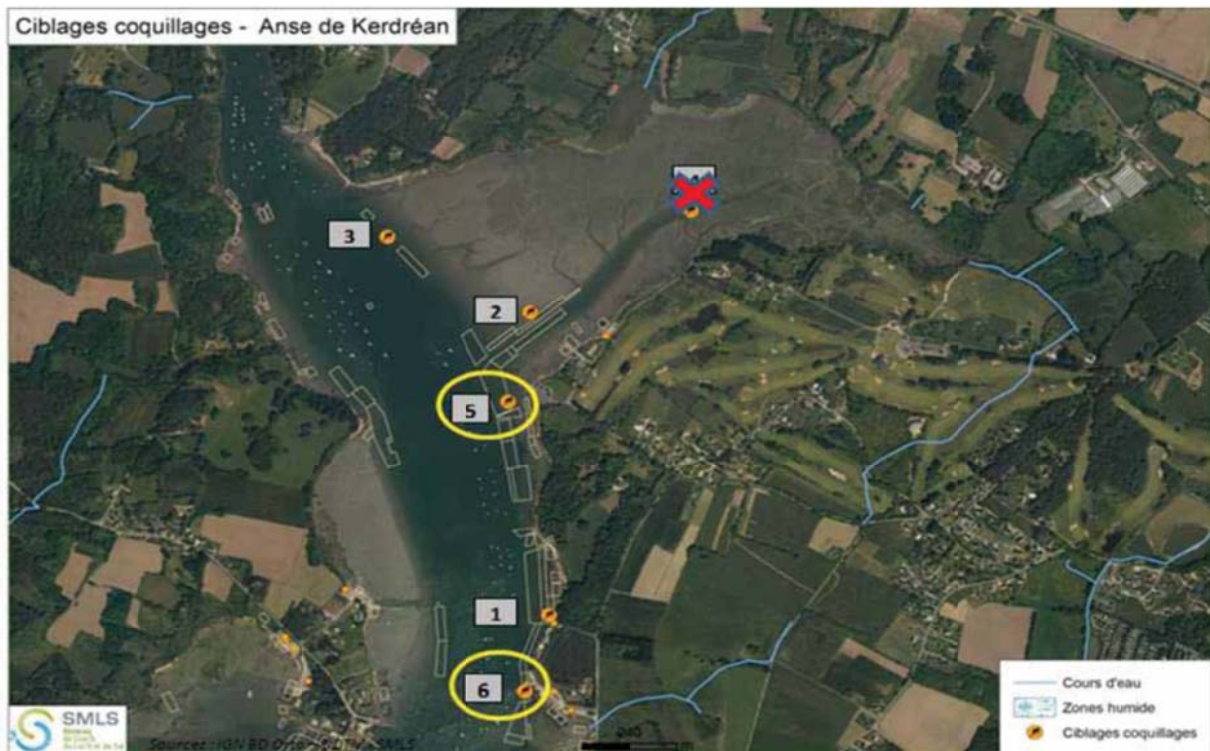


Fig 9 Localisation des points de suivi pour la recherche de marqueurs

## 5.5.5 Ciblage coquillages

Concernant la rivière d'Auray, le point REMI 'Rohello' est régulièrement sujet à des contaminations microbiologiques et les ciblage 'Eaux' menées jusqu'alors ne permettent pas d'identifier précisément l'origine de ces contaminations. En 2016, à la demande du SMLS et dans le cadre d'une convention, un suivi 'Coquillages' a été assuré par Cap 2000 sur ce secteur. Pour ce faire, 4 points 'Huitres' ont été positionnés afin de sectoriser l'origine des contaminations, voir figure. La fréquence de prélèvement est mensuelle.

Une première série de 6 prélèvements et analyses ont été réalisés à partir du mois d'avril 2016, à raison d'une campagne de prélèvement par mois. Au regard des résultats (peu de dépassements du seuil de 230 *Ecoli*/100 mL) et du faible nombre de campagne réalisées par temps pluie, il a été décidé de poursuivre sur une nouvelle série de 6 prélèvements, d'octobre à mars 2016. Les prélèvements d'avril 2017 à août 2017 ont été assurés financièrement par Cap 2000. Le SMLS et Cap 2000 ont de nouveau conventionné pour une série de 6 prélèvements, de septembre à février 2017. A partir du mois de septembre, le point 4 a été supprimé, les points 5 et 6 ont été ajoutés, voir carte 1.



Carte 1 - Ciblage coquillages - Localisation des points 'Huitres' – Anse de Kerdréan

Une rencontre entre Cap 2000, le SMLS et Frédéric Coudon, ostréiculteur qui vient en aide à Cap 2000 pour les prélèvements a eu lieu le 05/07. Il s'agissait notamment de réfléchir à la localisation des nouveaux points de prélèvements en vue de la prolongation de la convention.

## 5.5.6 Information

Lors de contaminations majeures, les résultats ont été diffusés aux acteurs concernés (communes, AQTA/ SIAEP VO, CRC). Dans le cadre des Groupes de Travail Locaux, les résultats du

suivi aux exutoires et des campagnes de ciblage réalisés sur la commune ont été présentés à l'ensemble des participants.

Les résultats du suivi aux 16 exutoires n'a pas été transmis au CRC Bretagne Sud (échange semestriel convenu afin d'alimenter son observatoire de l'eau) en raison du travail de restructuration de la base de données.

## 5.6. Analyse des pressions

### 5.6.1 Récupération et synthèse des données disponibles

La récolte des données partenaires s'est poursuivie en 2017. L'analyse des différentes études et données collectées par le SMLS contribuent à enrichir le diagnostic des pressions. Elles permettent également de mieux appréhender le fonctionnement hydraulique des réseaux (eaux pluviales et eaux usées) et d'en connaître les principaux dysfonctionnements.

Les résultats des suivis sanitaires (REMI d'Ifremer, Baignade et Pêche à pied de l'ARS) sont régulièrement intégrés à la base de données du SMLS et font l'objet d'une valorisation, notamment en vue de leur présentation lors des GTL.

### 5.6.2 Investigations complémentaires

Compte tenu de leur sensibilité, des flux qu'ils génèrent ou de leur proximité avec les zones de production conchylicole, certains secteurs ont été identifiés comme prioritaires notamment en matière de ciblage et d'investigations lors des diagnostics initiaux. Des investigations de terrain ont donc été entreprises sur plusieurs secteurs afin d'actualiser et de compléter les états des lieux préexistants ou d'élaborer l'état des lieux initial pour le secteur de la Baie de Plouharnel.

Le tableau ci-dessous présente les principaux secteurs d'investigation et les observations qui ont pu être faites en 2016 et 2017. Il s'agit de constat fait par le SMLS et/ou les communes et/ou les maîtres d'ouvrage en assainissement. Des sources de contamination significative ont pu être identifiées. Les informations, généralement sous forme de rapport, ont été transmises aux partenaires en charge des compétences concernées afin que des actions correctives soient menées. Suite à ces constats, plusieurs actions ont été entreprises par les structures compétentes.

| Commune            | Secteur                | Suivi exutoire le plus proche | Constats 2016                                                                                                                  | Constats 2017                                                                                                                                                 |
|--------------------|------------------------|-------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Plouharnel         | Saint-Guenhael         | BP3                           | Trop-plein du réseau EU → EP                                                                                                   | -                                                                                                                                                             |
|                    | Ruisseau Le Daun       | BP8                           | Mauvais branchement EU → EP (camping-cars) en amont                                                                            | Contamination importante en amont (BP16) autre que les camping-cars                                                                                           |
|                    | Port en Dro            | CP2                           | Rejet machine à laver → EP                                                                                                     | Rejet toujours présent                                                                                                                                        |
|                    | Chaussée des Bernaches | CP3 (en amont de CP2)         | - Rejet d'un ANC → EP<br>- Panne d'un PR privé d'une résidence, débordement → EP ?<br>- Débordement du réseau EU en amont → EP | - Rejet du 1 <sup>er</sup> ANC identifié toujours présent<br>- Pollution au niveau du rejet pluvial de la résidence<br>- Rejet d'un 2 <sup>ème</sup> ANC → EP |
|                    | Ruisseau Duguesclin    | CP5 (en amont de CP2)         | -                                                                                                                              | 2 Mauvais branchements EU → EP                                                                                                                                |
| Carnac             | Beaumer                | MD1                           | Débordement réseau EU d'une résidence privée → EP                                                                              | Même constat                                                                                                                                                  |
|                    | Gouyanzeur (aval)      | C8                            |                                                                                                                                | Marqueurs 'Humain' et 'Ruminant' détecté (2 analyses par temps pluie)                                                                                         |
|                    | Port Dun               | C1                            | Réseau EU d'une résidence privée non étanche → EP                                                                              | Travaux de réhabilitation réalisés → amélioration de la qualité à l'exutoire mais problème de contamination en amont de l'exutoire                            |
|                    | Viguéah                | C25                           | Marqueur 'Humain' détecté, marqueur 'Ruminant' suspecté (1 analyse par temps pluie)                                            | Marqueurs 'Humain' et 'Ruminant' détectés (2 analyses temps pluie)                                                                                            |
| La Trinité sur Mer | Plage de Kerbihan      | C87                           | Casse sur le réseau EU → passage au réseau pluvial                                                                             | Réparation réalisée en 2016<br>Pas de pollution constatée à l'exutoire                                                                                        |
|                    | Clos de Kervillen      | MD11                          | -                                                                                                                              | Mauvais branchements EU → EP                                                                                                                                  |
|                    | Kervillen              | MD13                          | -                                                                                                                              | Suintement ANC → Plage ?                                                                                                                                      |
| Locmariaquer       | Bellevue               | A184                          | -                                                                                                                              | Mauvais branchement EU → EP                                                                                                                                   |
|                    | Kerlavarec             | A183                          | -                                                                                                                              | Rejet d'un ANC → EP                                                                                                                                           |
| Pluneret           | Kerfontaine            | A8                            | Deux mauvais branchements EU → EP                                                                                              | Mauvais branchements toujours présents                                                                                                                        |
| Le Bono            | Baie de Kerdréan       | A3                            | Chevaux fortement suspectés                                                                                                    | Chevaux fortement suspectés<br>Problématique pluviale                                                                                                         |

Les investigations sur le réseau pluvial se font toujours en présence d'au moins un agent technique de la commune. Certaines investigations et rencontres sur le terrain ont pu se faire en partenariat avec des agents d'AQTA.

Une action collective Saur + commune de Carnac + SMLS a été menée sur le secteur en amont de BP8-Le Daun en juillet suite à une forte contamination enregistrée sur un exutoire pluvial. Plusieurs zones ont été testées par fumigène afin de mettre en évidence d'éventuelles anomalies. A la suite de ces investigations, AQTA a déclenché une campagne de contrôle de branchement sur ces mêmes zones.

Les données issues des investigations de terrain viennent alimenter l'atlas cartographique synthétisant les éléments inventoriés lors du diagnostic, permettant une mise à niveau régulière du diagnostic des sources de contamination.

## **5.7 Accompagnement et coordination**

### **5.7.1 Suivi des actions**

Le SMLS travaille en partenariat avec les communes, AQTA et le SIAEP VO afin de suivre l'avancement de leur programme d'intervention. Il suit ainsi, dans la mesure du possible, la réalisation des travaux concernant l'assainissement et la gestion des eaux pluviales. Il assure en particulier le suivi des actions correctives sur les points noirs mis en évidence par le SMLS. Pour cela, un tableau de suivi des actions est régulièrement mis à jour.

#### **Echanges avec AQTA**

Le SMLS participe aux différentes réunions concernant l'étude de fiabilisation du système d'assainissement des STEP de Lann Pont Houar et Plumergat réunions du 8/02, du 05/07 et du 26/09.

Des échanges techniques ont eu lieu entre AQTA, le CRC et le SMLS en vue de l'élaboration d'une zone à enjeu sanitaire sur la commune de Crac'h. Dates de rencontre : 13/12/2016 et 16/01/2017.

Une rencontre entre AQTA, la commune de Carnac et le SMLS a lieu le 25/08 pour une présentation de la politique de contrôles de branchements menés par AQTA. Cette réunion avait aussi pour objet de mieux articuler les relations de travail entre les trois structures.

#### **Echanges avec le SIAEP VO**

Des échanges techniques ont eu lieu avec le SIAEP VO concernant le suivi de la campagne de contrôle de branchement sur le secteur du port. Un suivi de l'avancement des dossiers concernant les ANC en bordure du littoral au niveau de l'Anse de Kerdréan est également réalisé.

#### **Suivi de la qualité des eaux de baignade**

Une forte relation de travail existe entre la commune de Carnac et le SMLS vis-à-vis de la problématique de la qualité des eaux littorales.

Avec l'accord de la commune de Carnac, les échanges d'informations et de données entre Saur et le SMLS concernant la qualité des eaux de baignade et les sources de pollutions se sont poursuivis. Le SMLS a participé à la réunion de restitution sur la qualité des eaux de baignade organisées par Saur et la commune de Carnac le 27/10.

Le SMLS a également participé à la journée d'audit de certification du système de gestion de la qualité des eaux de baignade le 28/07. L'auditeur a pu constater l'apport de la méthode du SMLS dans la recherche des pollutions sur les bassins versants des eaux pluviales.

## Tableau de bord

Un tableau de bord des principaux constats observés suites aux investigations de terrain et des actions correctives engagées par les structures compétentes a été élaboré. Ce tableau de bord comporte aussi bien des informations relatives aux points noirs identifiés que des sources de pollution potentielle. Il a pour objectif de permettre un suivi partagé de l'avancement des actions avec les acteurs concernés. Il reste à formaliser les modalités d'échanges de données avec les partenaires en vue de l'actualiser régulièrement.

### 5.7.2 Accompagnement pour une stratégie eaux pluviales

En partenariat avec les services techniques des communes, des investigations sont menées sur le réseau pluvial dès lors qu'un exutoire est sujet à des contaminations microbiologiques significatives. Cf 5.5. Au travers de ces investigations, cela permet d'impliquer et de sensibiliser les services techniques à la problématique de la qualité bactériologique des eaux pluviales et aux impacts potentiels sur le milieu récepteur. Plusieurs investigations en partenariat avec les communes ont eu lieu en 2017, notamment avec les communes de Carnac, Baden, Le Bono, Locmariaquer. Ces investigations ont permis de mettre en évidence des points noirs liées à des pollutions urbaines (mauvais branchement, rejet d'ANC au milieu ou au réseau pluvial...)

### 5.7.3 Accompagnement et conseil aux agriculteurs

A Locmariaquer, sur le secteur de Keranlay, le point de suivi SP1 est situé en aval de parcelles pâturées. Lors de coefficients de marrés importants (>95), une partie des parcelles peuvent être submergées. Il y a également plusieurs points de franchissement du cours d'eau qui peuvent entraîner un risque de contamination de l'exutoire. Suite au diagnostic microbiologique qui avait été réalisé sur l'exploitation agricole concernée, le matériel prévu (tuyaux et bac de prairie) en vue de la suppression d'un point de franchissement au cours d'eau a été livré. Une rencontre sur le terrain a eu lieu le 15/06/2016 avec l'agriculteur, la commune, l'association Cap 2000 et le SMLS pour faire un point sur la situation. La commune a également remis en place le clapet initialement présent à l'exutoire. Au vue de l'amélioration des résultats, il semble que ces aménagements aient été efficaces.

En 2016, dans le cadre d'un stage universitaire, une collaboration avec Françoise Lumalé, ingénieure-projet à l'IFCE et stagiaire à l'UBS a été mise en place avec le SMLS. L'objectif était d'évaluer si la présence des équestres sur le littoral pouvait avoir un impact sur la qualité bactériologique des eaux littorales. Pour cela, deux sites d'études, la plage du Men Du (Trinité sur Mer) et l'anse de Kerdréan (Le Bono, Baden) ont été choisis. Des recherches de marqueurs ont été lancées sur les exutoires suivis par le SMLS sur ces secteurs (MD5 et A3). Des investigations terrains et des ciblage ont été organisés. Les ciblage réalisés au niveau de l'anse Kerdréan laissent suspecter une contamination par les chevaux au bas d'une parcelle partiellement en zone humide. Suite à ces constats, une rencontre avec les centres équestres présents sur ce secteur, Françoise Lumalé et le SMLS a eu lieu le 6 juin 2016 afin de sensibiliser les professionnels à la problématique de la qualité des eaux littorales.

En 2017, le chargé de mission agricole du SMLS a réalisé un diagnostic microbiologique au niveau des parcelles des deux centres équestres situées sur la Baie de Kerdréan. Les échanges avec les gérants mettent en évidence une problématique d'accès au foncier. Des échanges plus larges avec les riverains montrent également une problématique liée à l'écoulement des eaux pluviales au niveau de la route départementale.

### **5.8 Sensibilisation et conseil**

Ce volet a pour objectif de favoriser l'appropriation citoyenne des enjeux liés à la qualité microbiologique des eaux littorales. Il vise également à responsabiliser les acteurs et améliorer les pratiques.

Comme en 2015, le SMLS a participé sur deux journées et deux communes différentes à l'édition 2017 de la Semaine du Golfe. Un stand a été tenu par 2 agents du SMLS, permettant de présenter les enjeux littoraux et les actions du SMLS sur le volet littoral. Les 3 roll-up élaborés en 2015, supports à la discussion, ont été exposés au public. Diverses lettres d'informations ont également été mises à disposition. L'objectif étant de sensibiliser le public et de présenter les actions du SMLS en faveur d'une reconquête de la qualité sanitaire des eaux littorales. Des supports de communications élaborés par l'ARS avaient aussi été mis à disposition.

Le SMLS était présent le 25 mai à Baden, en compagnie de l'association 'Les petits débrouillards'. L'association a été conviée pour animer un stand avec des expériences pédagogiques en lien avec la qualité de l'eau.

Le 26 mai, le SMLS était présent sur la commune de Crac'h. Lors de cette manifestation, l'Observatoire du Plancton a été sollicité par le SMLS afin d'assurer une animation autour de l'observation d'une goutte d'eau au microscope. Le public a ainsi pu observer et apprendre à différencier le phytoplancton et le zooplancton. Ce type d'animation est apprécié du public.

### **5.9 Animation et concertation**

L'animation et la concertation autour du volet littoral prennent différentes formes en fonction des échelles d'intervention et du public visé : réunions des GTL, commission Littoral, comité technique. Ces différentes instances de concertation ont pour objectif d'associer aux mieux les communes concernées et de renforcer la participation des acteurs et partenaires concernés par la reconquête de la qualité des eaux littorales. L'animation du volet littoral se traduit également par un rôle d'interface et de suivi des problématiques littorales.



## 5.9.1 Groupe de Travail Local

Le SMLS a souhaité constituer des Groupes de Travail Locaux (GTL) relatifs à la qualité des eaux côtières. Un groupe similaire, créé à l'initiative des professionnels et auquel participe le SMLS, était déjà en place sur la commune de Locmariaquer. Ce principe a donc été proposé à l'ensemble des autres communes littorales du périmètre d'intervention du Syndicat. Mettant périodiquement autour de la table les représentants de chacune des parties prenantes, ces groupes pluri-acteurs ont pour objectif de coordonner et faire un suivi des actions menées sur le terrain. L'idée étant de pouvoir à la fois appuyer la démarche sur des relais locaux, mais également de rendre régulièrement compte aux acteurs de l'avancée des actions. Dans ce cadre, le SMLS est chargé de l'animation de ces instances qui réunissent notamment – de manière régulière et en petit comité – des référents de la municipalité concernée, des représentants du syndicat d'assainissement ainsi que des délégués des professions agricoles et ostréicoles.

Le premier GTL de la commune du Bono s'est tenu le 23 mars 2017. L'ordre du jour était le suivant : Installation du GTL - Missions et règles de fonctionnement ; Présentation du SMLS ; Enjeux & Objectifs ; Actions engagées. Les centres équestres de la Baie de Kerdréan ont été invités pour évoquer les risques de contamination microbiologique liés à la présence des chevaux (surpâturage en zone humide, fumière sous dimensionnée...)

Le deuxième GTL pour la commune de Crac'h et de Baden a eu lieu le 18 mai 2017. 12 personnes étaient présentes (sur 16 attendues) afin de faire le point sur l'état d'avancement des actions engagées, d'identifier les points sensibles restants et d'établir le plan d'actions qui en découle.

En 2018, il est prévu d'organiser les 2<sup>ème</sup> réunions des GTL de Carnac et de Saint-Philibert. La commune de la Trinité-sur-Mer pourrait être associée à ces deux réunions.

| COMMUNE         | Délibération                     | Composition GTL | 1ère Réunion | 2ème Réunion |
|-----------------|----------------------------------|-----------------|--------------|--------------|
| BADEN           | ✓                                | ✓               | 23/10/2015   | 18/05/2017   |
| CARNAC          | ✓                                | ✓               | 03/03/2016   | A prévoir    |
| CRAC'H          | ✓                                | ✓               | 13/02/2015   | 18/05/2017   |
| LA TRINITE/MER  | ✓                                | ✓               | A prévoir    |              |
| LE BONO         | ✓                                | ✓               | 23/03/2017   |              |
| LOCMARIAQUER    | déjà GTL - Réunion le 17/05/2016 |                 |              |              |
| PLOUHARNEL      | ✓                                | x               | x            |              |
| SAINT-PHILIBERT | ✓                                | ✓               | 06/07/2015   | A prévoir    |

Fig10 - Etat d'avancement de l'installation des Groupes de Travail Littoral

## 5.9.2 Commission Littoral

Associant les élus des communes concernées et ceux des structures intercommunales, la commission Littoral est une instance de concertation validant les grandes étapes de la démarche du SMLS sur le volet littoral : méthode de travail, partage du diagnostic et validation du plan d'actions.

La commission Littoral s'est réunie le 12 octobre 2017. La réunion a permis de faire un point d'étape sur la démarche littorale en rendant compte aux acteurs locaux de l'avancement des actions engagées et d'échanger sur les perspectives pour l'année 2018. 12 participants (sur 21 attendus) étaient présents.

## 5.9.3 Comité technique

Réunissant experts scientifiques et partenaires institutionnels, le comité technique assure un appui technique et une expertise méthodologique. Les réunions du comité technique permettent ainsi d'échanger sur les résultats du suivi aux exutoires, de faire un point sur les actions engagées et les perspectives, d'ajuster la méthode de travail et de faire part des difficultés rencontrées pouvant freiner l'avancée des actions. Le comité technique s'est réuni le 17 octobre 2017. Treize participants (sur 16 attendus) étaient présents.

Lors de la commission et du comité technique, il a notamment été question des perspectives à l'issue du contrat fin 2018 et du devenir du SMLS. Le SMLS devrait être dissous au 31/12/2018. Les acteurs ont fait part de leur volonté d'une continuité de l'action en cas de reprise des contrats de bassins versants par les EPCI.

## 5.9.4 Démarche de profil de vulnérabilité conchylicole

Suite à la sollicitation des services de l'Etat en 2016, le SMLS a produit une note de synthèse sur sa démarche d'identification et de résorption des sources de contamination microbiologique. La rencontre du 12 juillet 2017 avec les services de l'état et d'autres partenaires techniques a permis la présentation de la démarche du SMLS en vue d'évaluer son état d'avancement et d'étudier si cette dernière pouvait être considérée comme une démarche de profil de vulnérabilité conchylicole.

## 3.9.5 Animation externe

L'animation du volet littoral du SMLS s'est également articulée autour de différentes actions de sensibilisation, de concertation, d'interface avec les partenaires institutionnels et scientifiques et de suivi des problématiques littorales :

- Poursuite de la concertation avec les différents acteurs afin de mobiliser autour de la problématique microbiologique et de renforcer la participation des différents usagers;
- Lien étroit avec les élus référents et les équipes techniques des différentes communes littorales afin de régulièrement leur faire part des résultats du suivi qualité d'eau, de leur présenter les résultats du diagnostic et de les accompagner dans leurs actions visant à restaurer la qualité microbiologique des estuaires;
- Interface avec les partenaires institutionnels et scientifiques afin d'assurer une veille technique et réglementaire (Ifremer, CEVA, AELB, UBS...). Participation aux journées suivantes :
  - \*Réunion de restitution de l'étude sanitaire du Golfe du Morbihan – Ifremer - 17/01
  - \* Journée pour la Santé, l'Environnement et la Microbiologie - Ifremer -19/10
  - \*Réunion MISEN/CD56 sur les profils de vulnérabilité conchylicole et les plans d'actions associés - DDTM - 12/07
  - \*Réunion 'Présentation des démarches profils de vulnérabilité conchylicole ' - Services de l'état – 29/09
- Participation aux réunions du SAGE GMRE :
  - \*Groupe de travail « Acceptabilité du milieu récepteur - Golfe du Morbihan » - Restitution de l'étude - SAGE GMRE – 05/07
  - \*Groupe de travail restreint « Acceptabilité du milieu récepteur - Golfe du Morbihan » - 05/10

- \*Groupe de travail restreint « Acceptabilité du milieu récepteur - Golfe du Morbihan » - 30/11
- Participation aux différentes démarches locales et régionales :
  - \*Groupe de travail « Qualité des Eaux du SMVM » - 27/10
  - \*Assemblée générale de Cap 2000 - 15/09
  - \*Sortie avec des étudiants de l'UBS et Ronan Le Délézir – Présentation du volet Littoral du SMLS – 20/03
  - \*Assemblée générale de l'ATBVB – 20/01
  - \*Réunion de travail de l'ATBVB pour l'organisation de rencontres sur les thématiques suivantes : inondations/littoral/Eaux usées et Eau
    - x pluviales – 24/04
    - \*Réunion de travail avec l'animatrice de l'ATBVB et le SMRE en vue de l'organisation d'une journée thématique sur la contamination microbiologique des eaux littorales – SMRE - 13/09
    - \*Participation et intervention à l'atelier ATBVB – Journée « Lutte contre la contamination microbiologique des eaux littorales – 11/10

## 6 – VOLET CITOYEN ET COLLECTIVITES LOCALES

Dans le cadre de son contrat de bassin 2015-18, le SMLS a décidé de poursuivre le travail engagé dans le cadre de la charte de l'Eau & de l'Urbanisme qui vise à aider les communes à mieux anticiper dans leurs projets de développement urbain l'assainissement des eaux usées, la gestion des eaux pluviales et la préservation des milieux aquatiques. **Ce volet a cependant du être réadapté (suppression d'un accompagnement important sur le volet EP) malgré une demande très forte des communes.**

### 6.1 L'entretien des espaces communaux

Depuis maintenant 3 années, les pratiques d'entretien des espaces communaux font l'objet d'un suivi réalisé par un prestataire indépendant (PROXALYS) mandaté par le Syndicat. Le respect de la réglementation, la mise en œuvre de pratiques alternatives, la formation des agents, la communication auprès des habitants sont autant d'éléments déterminant le niveau d'engagement de la collectivité.

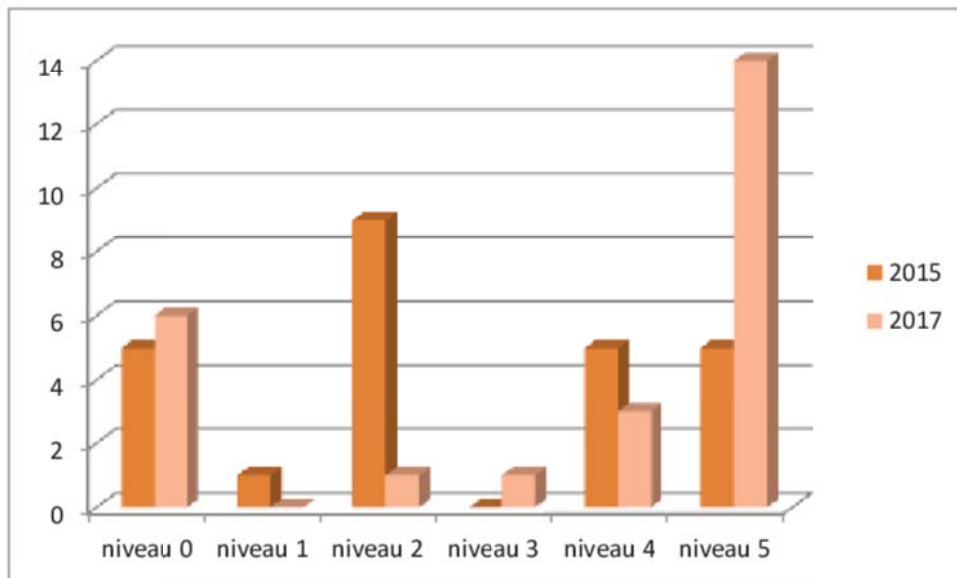
Ce travail de suivi a permis d'identifier les communes qui **n'utilisaient plus de produits phytosanitaires** (herbicides, fongicides, insecticides, régulateur de croissance, ...) ou antimousse sur l'intégralité de ses espaces verts et voiries, y compris le cimetière et les terrains de sports. Cet engagement s'applique également envers les prestataires de services sur ces espaces.

Le bilan par commune actualisé est le suivant :

| 26 communes   | Aumy | Baden | Bandivy | Beech | Canors | Camac | Colpo | Cme'h | Grand-Clamp | In-Finée-sur-Mer | Le Bozo | Locmaitin-Grand-Clamp | Locmatioquer | Loquebas | Meurcon | Pauleten | Heseop | Ploeren | Plogoumelon | Ploubasmeil | Plumergat | Plumet | Pluvigner | St-Aumy | St-Philbert |
|---------------|------|-------|---------|-------|--------|-------|-------|-------|-------------|------------------|---------|-----------------------|--------------|----------|---------|----------|--------|---------|-------------|-------------|-----------|--------|-----------|---------|-------------|
| 2015          | 2    | 2     | 2       | 0     | 2      | 2     | 0     | 2     | 4           | 5                | 0       | 4                     | 5            | 0        | 1       | 2        | 4      | 5       | 5           | 2           | 0         | 4      | 2         | 4       | 5           |
| 2016          | 2    | 0     | 5       | 0     | 5      | 2     | 0     |       | 5           | 5                | 5       | 5                     | 5            | 2        | 1       | 0        | 5      | 4       | 5           | 0           | 0         | 5      | 0         | 5       | 5           |
| 2017          | 5    | 4     | 5       | 0     | 4      | 2     | 0     | 3     | 5           | 5                | 5       | 5                     | 5            | 0        | 0       | 0        | 5      | 5       | 5           | 0           | 4         | 5      | 5         | 5       | 5           |
| Label O       |      |       | 2018    |       |        |       |       |       | 2017        | 2013             | 2018    | 2017                  | 2013         |          |         |          | 2017   | 2018    | 2017        |             |           | 2017   |           | 2017    | 2017        |
| Label durable |      |       |         |       |        |       |       |       |             | 2018             |         |                       | 2017         |          |         |          |        |         |             |             |           |        |           |         |             |

Des évolutions intéressantes en 2 ans :

- 6 communes (24 %) se situent au niveau 0 et 1. Le non respect d'un des nombreux points de la réglementation (absence d'EPI, EVPP, PPNU ...) ne permet pas à la commune de passer le niveau supérieur même si elle met en œuvre des actions favorables.
- C'est sur le niveau 4 et 5 que la progression est significative : de 40 % à 70% .

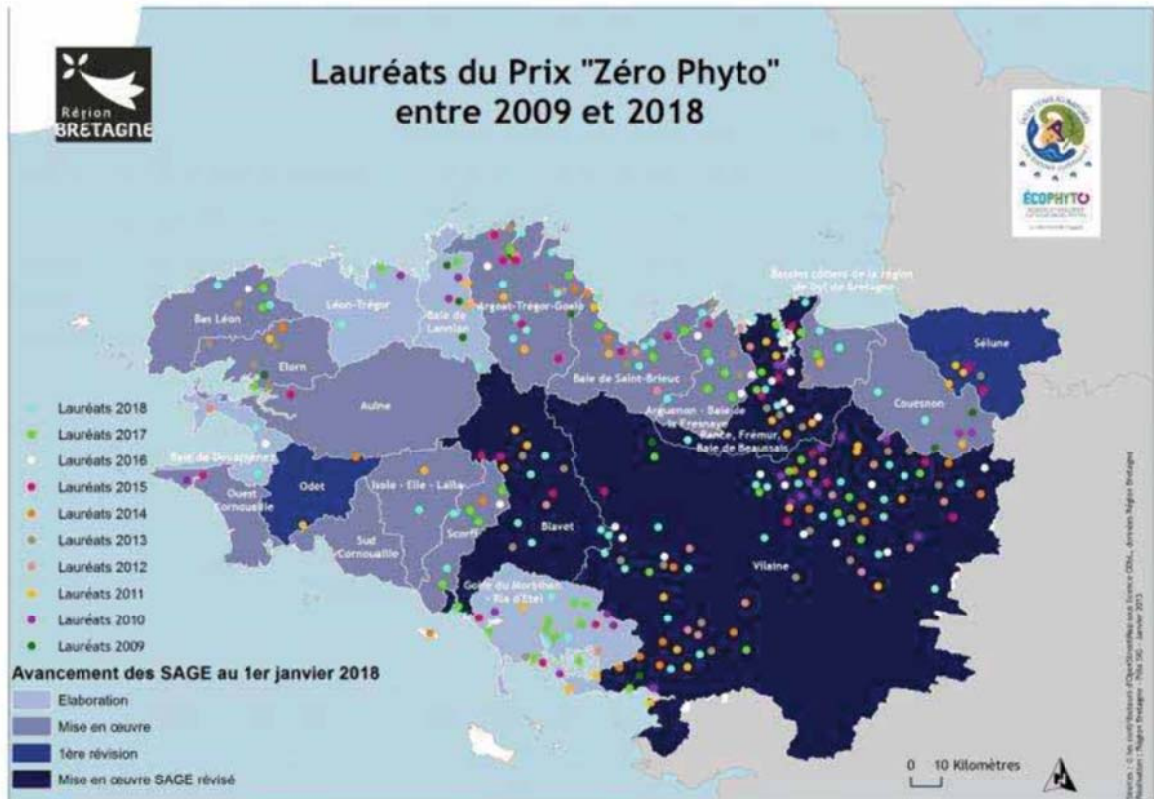


Graphique - Nb de communes/ niveau de lacharte

Dès lors qu'il n'y a plus d'usage de pesticides et que la prise de conscience et l'engagement de la commune s'inscrit sur la durée, le SMLS propose une liste de communes au Trophée Zéro Phyto de la Région Bretagne. Ce trophée a été mis en place depuis 2007 afin d'encourager les efforts des communes à participer à la reconquête de la qualité de l'eau.

Selon la Région, fin 2017 **75% des communes bretonnes** étaient engagées dans cette démarche. Avec 65 nouvelles communes et 4 nouveaux EPCI labellisés «Zéro Phyto» en 2018, c'est au total **303 communes bretonnes ont désormais cessé tout usage de produits phytosanitaires**.

Cela concerne 133 000 habitants de plus soit **26 % de la population Bretonne qui vivent désormais dans une commune labellisée**. Cette démarche engage des toutes petites communes rurales ou des agglomérations de belles tailles.



Carte- Lauréats Zéro Phytos – Source – Région Bretagne - 2018

Sur le bassin versant du Loc'h et du Sal 3 nouvelles communes ont été récompensées lors de cette cérémonie à savoir Brandivy, Le Bono et Ploeren. La Trinité sur Mer a elle obtenu le label durable.

**Au total ce sont 12 communes labellisée 0 phytos et 2 en durable soit 56% des communes du bassin versant.**



Remise des prix aux Carrefour Gestions Locales de l'eau – 25/01/18

e bilan fait également état de bonnes pratiques existantes sur toutes les communes. On pourra noter :

- ➔ des actions de sensibilisation de la population, ou de « père à père »



- ➔ la couverture des sols, le fleurissement en pied de mur...



- ➔ l'enherbement de parties de cimetières, la suppression des espaces intertombes...



- ➔ du matériel adapté, développé par les services pour leur besoin

Stabine te



Balise désherbage sur la balayeuse de voirie



Vélo désherbeur réé en régie pour l'entretien du cimetière



- ➔ une gestion différenciée des espaces,



## 6.1.1 - Les attentes des communes

Les communes sont toujours dans l'attente d'un accompagnement fort sur la thématique tout en ayant du mal à identifier les bons intervenants (structures de bassins, CAUE, CNFPT, BRUDET Bretagne Rurale et Rurbaine pour un développement rural...).

Les souhaits exprimés par les agents ont été les suivants

- Plus de concret sous forme de ½ journée d'échanges techniques (retour d'expériences sur la gestion différenciée des tontes, aménagements, visites terrain ...)
- La formation et l'implication des élus
- la production de documents à mutualiser pour sensibiliser la population (article, panneau,...)
- Une vieille r technique
- La mutualisation de matériels (en général sous utilisé : ex regarnisseur de pelouse sportive...)

Dans la mesure du possible, le SMLS fait suivre toutes les informations règlementaires et les journées de formations ou de démonstrations (gestion des pelouses sportives, végétalisation des murs et trottoirs..) proposées par les autres structures de BV (SMRE, SMScorff et SM Blavet).

Enfin, comme en 2016 il a été proposé de **recenser les évènements** locaux qui pourraient être réalisés pendant la semaine nationale sans pesticides du 20 au 30 mars 2017, afin d'en assurer la promotion.

**L'un des points faibles mis en évidence au moment du bilan est la sensibilisation de la population sur les risques** sanitaires et environnementaux liés à l'utilisation des pesticides, et de promouvoir des alternatives.

Afin de rendre plus attractif ce rendez vous, le SMRE et le SMLS ont proposé de retenir **une thématique autour de la vie du sol, du semis, du potager...** « du sol à l'assiette » en quelque sorte.

La clé du sol a été retenu comme accroche pour cette campagne

Une conférence de presse conjointe a été organisé le 14 mars 2017 à Pluvigner commune concernée par les 2 bassins versants.



**7 communes ont participé à la démarche en 2017 (Grand Champ, Pluvigner, Plescop,**

**Carnac ; Crach, Plougoumen, St Philibert).** Un tract commun a pu être réalisé présentant les animations locales à l'échelle du bassin. La distribution du programme s'est fait dans les écoles, et mis à disposition dans tous les points d'accueil communaux.



## Plougoumelen

### Écologie. « Monsieur Patate » montre la voie

Cette année, les enfants sont au cœur de la Semaine des alternatives aux pesticides. Et parce qu'apprendre c'est mieux en riant, la municipalité a invité les CE et CM des deux écoles au spectacle. Mercredi matin, ils ont suivi les aventures de « Monsieur Patate », un jardinier exemplaire. Jean-Pierre apprécie le jus de patate et la soupe de légumes. Mais un matin, il découvre des petites bêtes rouges à pois noirs sur ses patates. Les enfants et le professeur Bique vont aider le jardinier à se débarrasser des doryphores, sans nuire à la nature.



## 6.2 La gestion des eaux pluviales

### 6.2.1 Le SDAP et zonage pluvial

Concernant le volet eaux pluviales, le SMLS doit faire fasse et s'adapter en permanence à leur demande en fonction de :

L'existence d'un SDAP et/ou zonage pluvial



#### METTRE A JOUR

- le plan de réseau pluvial
- Le programme de travaux pour compenser l'imperméabilisation existante sur les secteurs à enjeux (débordement, pollution...)
- le zonage d'assainissement en lien avec le nouveau zonage PLU

L'absence d'outils de gestion des eaux pluviales



#### ELABORER

- le schéma directeur d'assainissement pluvial, outil technique de programmation de travaux
- le zonage d'assainissement pluvial (partie réglementaire) qui encadre la gestion d'eaux pluviales (débit de fuite, coefficient d'imperméabilisation; récupérations des eaux de pluies...)

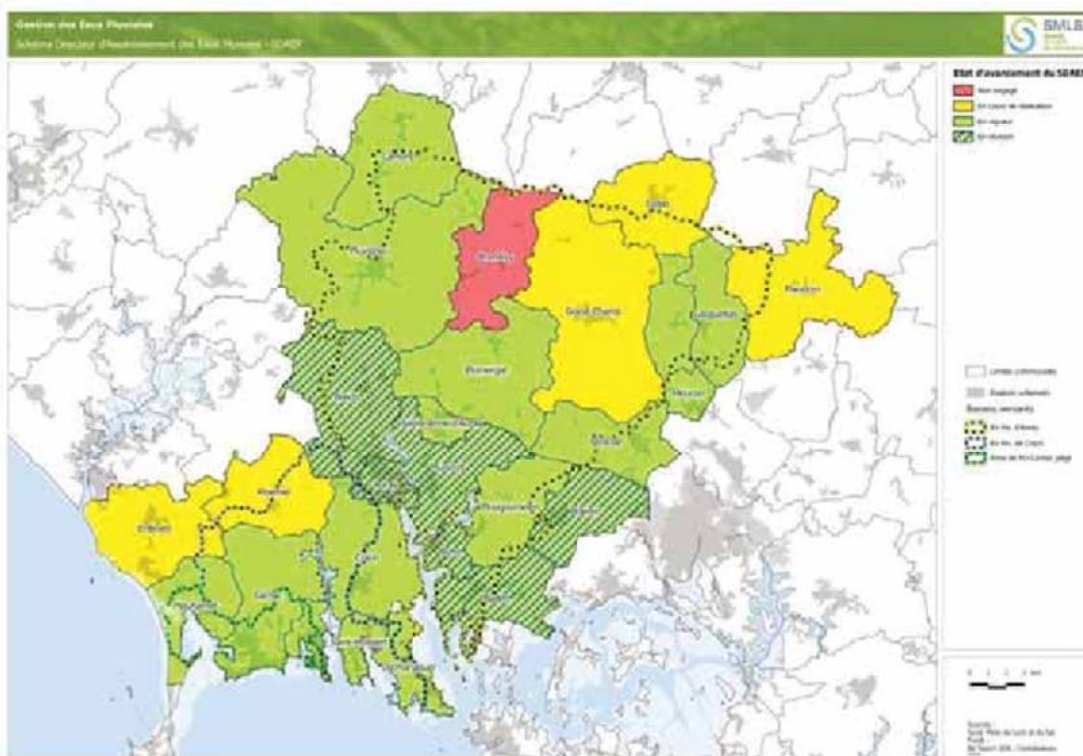
En 2017, cette activité est restée soutenue (3 communes en élaboration/5 en mise à jour). La commune de Grand Champ a enclenché sa consultation pour l'élaboration d'un schéma et d'un

zonage. Le SMLS a constitué le DCE et formalisé un avis sur le choix du bureau d'études. Labocéa a été retenu.

Pour les étapes de mises à jour, le travail du SMLS consiste à analyser les besoins de la collectivité afin de proposer un cadre qui permette aux bureaux d'études de faire une proposition méthodologique et financière. Les prestations proposées sont :

- de mettre à jour le plan de réseau,
- de proposer des solutions de tamponnages des eaux pluviales sur les secteurs à enjeux.
- de proposer des solutions techniques sur les secteurs qui continuent de dysfonctionner malgré les travaux mis en œuvre.

Ce travail est apprécié des communes. Le SMLS intervient comme un assistant à maîtrise d'ouvrage. Cette assistance s'étale dans le temps car pour le zonage pluvial il est nécessaire que le zonage PLU soit arrêté.



Carte – Situation des communes du BV – SDAP

## 6.2.2 la formation des agents de voiries

**Le SMLS a fait le constat de la nécessité d'une surveillance du réseau au plus près du terrain.** Actuellement, peu de formation voirie (entretien chaussée, patrouille/surveillance voirie/ suivi de travaux de voirie/sécurité) existe.

La mise en place d'un groupe de travail avec les DST et le CNFPT n'a pas pu être proposé en 2017 faute de moyens pour formaliser la session. Ce travail se fait en lien avec la chargée de mission littorale.

Envoyé à la Sous-Préfecture le 09/04/2019  
Compte-rendu affiché le 09/04/2019  
Reçu par la Sous-Préfecture le 09/04/2019

## **INTERVENTIONS :**

**M. LE SAUCE :** nous ne pouvons que regretter la disparition de ce syndicat au regard du travail qui a été mené. Sur la Ria d'Étel on a réussi à maintenir ces structures. Il aurait été sain de conserver le travail qui a été fait entre terre et mer. Nous avons des partenaires voisins qui ne voient pas les choses de la même manière que nous.

**M. LE MAIRE :** je suis d'accord avec vous M. Le Sauce.

**M. LE SAUCE :** nous avons surtout perdu des compétences.

**M. LE MAIRE :** en effet il aurait fallu recruter au niveau intercommunal afin de ne pas perdre ces compétences précieuses.

## QUESTIONS DIVERSES :

### PROJET DE PARC PAYSAGER PROCHE DE LA PETITE FORÊT

(Le plan du parc est distribué à l'ensemble des conseillers municipaux et expliqué par M. Bouquet)

**M. LE SAUCE :** il faudra vérifier que nous respectons les dispositions réglementaires par rapport à la zone humide.

**M. BOUQUET :** c'est la raison pour laquelle il n'y aura pas d'ouvrage réalisé mais uniquement des remblais en pierres et sans obligation de dépôt de permis.

**M. LE SAUCE :** il serait aussi intéressant d'avoir un cheminement vers le lycée.

**M. BOUQUET :** c'est prévu.

**M. PELTAIS :** vous avez dit que le sujet avait été traité en commission. Je dis non, nous avons eu l'information mais n'avons pas travaillé dessus. Ce n'est en aucun cas issu d'un débat en commission. Nous avons eu l'information au même titre que nous l'avons ici. Il n'y a pas eu de travail commun au niveau de la commission ce n'est pas vrai.

**M. LE MAIRE :** je ne dirai pas cela comme ça M. Peltais. Vous êtes arrivé en commission vers 19h, nous avons commencé la réunion à 18h.

**M. PELTAIS :** je ne vais pas raconter l'échange que nous avons eu après la réunion. Effectivement ces documents ont été amenés, ont été présentés à la commission et ce sont les mêmes que l'on nous présente aujourd'hui. Il n'y a pas eu de débat en commission pour élaborer un dossier partagé.

**M. LE MAIRE :** si en commission on avait eu une opposition quelconque manifestée nous disant qu'il ne fallait pas faire comme cela mais autrement, il n'y avait pas de soucis. Nous aurions bien évidemment entendu toutes les objections ce jour là. J'ajoute une information complémentaire, la commission ressources humaines a validé le recrutement d'un chargé de mission développement durable pour une durée de 1 an de manière à étudier toutes les problématiques liées au développement durable. C'est la base pour actualiser l'agenda 21 et aller beaucoup plus loin sur le sujet.

**M. GRENET :** je suis tout à fait favorable à ce projet et au recrutement du chargé de mission pour le développement durable. C'est bien dommage que ce sujet ait été abandonné depuis 2014. On est en 2019, mieux vaut tard que jamais.

**M. LE MAIRE :** nous constituons d'une certaine manière un groupe renouvelé avec des axes réorientés. Je n'en dirais pas plus et prend acte de votre remarque.

**M. TOUATI :** le développement durable est un sujet assez large. Les pistes cyclables que l'on a fait, notamment sur l'avenue De Gaulle, participent au développement durable. Vous ne pouvez donc pas dire que rien n'a été fait depuis 2014.

**M. GRENET :** soyez honnêtes, ce n'est pas un axe principal de votre politique.

**M. ALLAIN** : des exemples on peut en trouver dans tous les services. L'extinction nocturne de l'éclairage public, la rénovation de l'éclairage public en LED, le renouvellement des projecteurs en LED au centre culturel Athéna, en sont des exemples et on peut en trouver d'autres.

**M. GRENET** : et beaucoup de commissions développement durable se sont tenues !

**M. ALLAIN** : je ne dis pas que les commissions se sont tenues, mais qu'il y a des choses qui ont été faites.

**M. TOUATI** : on peut rajouter l'achat de voitures électriques dès 2014. Les actions ne se mesurent pas en nombre de commissions.

**M. LE SAUCE** : on peut noter que vous êtes dans la continuité et dans une certaine forme durable de la mise en œuvre du développement durable sur la ville d'Auray. Des actions en la matière avaient été engagées auparavant. Des dossiers avaient été travaillés mais pas encore mis en œuvre par l'ancienne équipe mais que vous avez poursuivis (l'éclairage public, les LEDS notamment) c'était dans les tuyaux et il faut rendre à César ce qui appartient à César.

**M. LE MAIRE** : non M. Le Sauce, le développement durable appartient à tout le monde.

**M. ALLAIN** : ce qui a été dit c'est que le développement durable a été arrêté en 2014 et nous ne pouvons pas laisser dire cela.

## **ACTE DE BRAVOURE DE 2 JEUNES LYCEENS A SAINT-GOUSTAN**

**M. LE MAIRE** : le 29 mars à 12h10, promenade du Stanguy à Saint-Goustan, deux jeunes lycéens perçoivent un plaisancier qui chute de son annexe pneumatique et qui se retrouve à l'eau. L'un des deux témoins, Ewen Le Meillour 16 ans, se jette à l'eau, porte secours au naufragé et le ramène sur la rive. Aidé de son camarade Martin Thual 17 ans, il le sort de l'eau et le hisse sur la chaussée pour le placer en position latérale de sécurité. Pris en charge quelques minutes plus tard par les pompiers et le SAMU, l'homme bien que choqué reprend connaissance. Les deux jeunes hommes, lycéens à Kerplouz sont titulaires tout les deux du certificat de sauveteur secouriste du travail. La victime dont nous avons pris des nouvelles se porte bien à présent. Je tenais ce soir à ce que nous soulignons cet acte de courage qui a permis à quelqu'un d'être sauvé. C'est à souligner à une époque où ces actions peuvent être rares, sans vouloir faire de polémique. Nous envisageons d'organiser une cérémonie qui prendra la forme qui convient, médaille de la ville ou autre type de reconnaissance. Au nom de la municipalité, je vous propose de souligner cet acte de courage par des applaudissements. Merci pour eux.

**M. GRENET** : nous avons également pensé à leur offrir à médaille de la ville.

**M. LE MAIRE** : j'ai eu les deux jeunes au téléphone le jour même et je me suis permis au nom de la municipalité de leur dire tout le bien que je pensais de leur acte de bravoure et qui a permis à cet homme d'avoir la vie sauve.

## **ACCUEIL AU CENTRE DE LOISIRS SANS HEBERGEMENT :**

**Mme HERVIO :** je voulais vous parler de l'accueil des enfants au centre de loisirs notamment pour les vacances scolaires du mois d'avril. Je sais que le centre est comme vous le dites victime de son succès, cela dit c'est un problème récurrent pour les parents qui n'ont pas de place pour faire garder leurs enfants. Les inscriptions ont démarré le mercredi 27 mars et déjà le soir c'était quasi complet. Comment faire quand des familles qui travaillent arrivent après et qu'elles n'ont pas d'autres solutions pour faire garder leurs enfants. Il n'y a pas que le problème des inscriptions qui n'est pas simple et qui visiblement va s'améliorer, il y a sans aucun doute un problème d'accueil. Je crois que le centre ne peut accueillir que 100 enfants et pour une ville comme Auray avec autant d'habitants, il faudrait trouver une solution pour agrandir soit avec du personnel supplémentaire, soit avec des locaux qui ne sont pas occupés dans les écoles par exemple. On pourrait très bien organiser dans les garderies ou les salles d'écoles l'accueil des enfants avec des activités adaptées. C'est quand même un problème récurrent pour la ville d'Auray.

**M. GUYOT :** en effet avant avec les TAP il n'y avait ces soucis là. La première conséquence de l'arrêt des TAP c'est que les gens se sont rendus compte qu'on avait du personnel de grande qualité au niveau de l'animation. C'est un constat et tant mieux pour nous. C'est vrai que nous avons seulement la possibilité d'accueillir 100 enfants. Dès le début octobre nous avons cherché des solutions. Une solution a été trouvée et il ne nous manque qu'une signature pour pouvoir ouvrir le plus rapidement possible un espace supplémentaire qui pourra accueillir autour de 30 enfants, malheureusement pas plus, à l'école primaire Tabarly. On peut déjà dire que le jour où c'est signé nous pourrions accueillir 30 enfants dans les 15 jours qui suivront. L'autre souci également récurrent, concerne les inscriptions, il va donc y avoir des changements. Pour les vacances d'été il est prévu qu'une partie des inscriptions se fasse par internet. Cela permettra à des parents de ne pas se déplacer et de pouvoir inscrire leurs enfants de chez eux. On sera obligé de faire un quota puisqu'on ne pourra pas prendre 75 % des gens sur internet mais 50 %. Cela sera un premier essai. Puis pour certains parents qui ont des difficultés particulières pour faire garder leurs enfants, il y aura un certain nombre de places qui leur sera réservé. Aujourd'hui nous sommes évidemment aussi frustrés que les parents, on a travaillé dessus, nous allons vers une solution pour faire mieux. Rien n'est fermé et je pense que passer par internet va simplifier les démarches de certaines personnes. Puis, réserver des places pour des parents qui ont des situations très particulières va également aider. Il nous manque donc juste une signature pour pouvoir accueillir 30 enfants de plus.

**M. LE MAIRE :** nous aurons 30 % d'augmentation de la capacité d'accueil.

**M. GRENET :** et pourquoi ne pas utiliser la garderie du Loch ?

**M. GUYOT :** pour cela il faudrait refaire un nouveau dossier. Un dossier doit être constitué par lieu d'ouverture et un responsable de centre par site doit être également désigné. Pour le moment nous avons le personnel, alors pourquoi pas. Il faut également attendre les résultats de ce que l'on met en place actuellement. Allons nous dépasser les 130 demandes ? Nous ne le savons pas encore. On peut éventuellement faire un nouveau dossier avec un nouveau directeur.

**M. GRENET :** c'est un service public et nous sommes contents d'avoir des jeunes. Il faut avoir le service adapté en fonction de la population.

**M. GUYOT** : nous sommes tout à fait d'accord.

**M. LE MAIRE** : nous travaillons depuis le mois d'octobre sur le sujet nous avons bon espoir d'arriver très rapidement à la solution. En ce qui concerne l'école du Loch, c'est en effet une autre possibilité. Cependant si on utilise le Loch il faut trouver un système de cantine ou de déplacement et ce n'est pas simple. Pour le moment on augmente la capacité de 100 à 130 et si besoin était nous sommes prêts à passer à une capacité supérieure. Toutes les signatures ne dépendent pas de nous en effet.

**M. GUYOT** : nous attendons une dernière signature du Département.

### **MARCHE DU LUNDI**

**M. PELTAIS** : sur le marché il y a lieu d'allier les besoins des commerçants non sédentaires et des commerces sédentaires. Comment faire en sorte que tout le monde travaille avec une égalité de traitement pour que certains commerçants ne soient pas mis en difficulté. Je pense notamment aux bars, aux terrasses etc.

**M. ALLAIN** : j'ai rencontré les gérants d'un des établissements concernés il y a quinze jours et tout est en cours puisque nous allons faire en sorte que la terrasse puisse rester le lundi matin pour justement avoir un traitement égalitaire entre tous les cafés qui se trouvent en centre-ville.

Pour compléter mes propos du dernier conseil municipal, j'ai pris attache auprès des services d'AQTA au sujet des problèmes d'assainissement pour le même établissement. Un contrôle est prévu le 26 avril prochain. Donc tout avance.

**M. LASSALLE** : dès lundi il aura accès à sa terrasse et ne sera plus obligé de démonter. Le commerçant qui était sur sa place sera en face.

**M. LE MAIRE** : en effet nous nous attachons à ce que tout le monde ait le même traitement.

A 20h35, l'ordre du jour étant épuisé et aucune autre question n'étant posée, M. le Maire lève la séance.

### **Signature des Présents en séance**

Monsieur ROCHELLE :

Monsieur LASSALLE :

Madame QUEIJO :

Monsieur TOUATI :

Madame RENARD :

Monsieur BOUQUET :

Madame LE BAYON :

Monsieur ALLAIN :

Madame JOLY :

Monsieur GUYOT :

Monsieur EVANNO : ABSENT (pas de procuration donnée)

Monsieur GOUEGOUX :

Madame VINET-GELLE :

Madame ROUSSEAU : ABSENTE (procuration donnée à M. Allain)

Madame LE ROUZIC :

Monsieur GRUSON :

Madame POMMEREUIL :

Monsieur LE SAUCE :

Madame HULAUD :

Monsieur GRENET :

Madame HERVIO :

Monsieur BOUGUELLID :

Monsieur PELTAIS :



